

Les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale

Jean Renaud Bikoe Bikoe

▶ **To cite this version:**

Jean Renaud Bikoe Bikoe. Les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale. Sciences de l'Homme et Société. Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC); Université de Yaoundé II (Cameroun), 2024. Français. ⟨NNT : ⟩. ⟨tel-05355440⟩

HAL Id: tel-05355440

https://theses.hal.science/tel-05355440v1

Submitted on 7 Jan 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

UNIVERSITE DE YAOUNDE II
THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES DU CAMEROUN
859, Rue de Kribi/7001
Yaoundé 3
B.P. : 1637 Yaoundé
Tél: 222 31 03 05
Fax: (237) 22 31 89 99
E-mail: contact@iricuy2.net
Site Web: www.iricuy2.net

INTERNATIONAL RELATIONS INSTITUTE OF CAMEROON
859, Kribi Street /7001
Yaoundé 3
P.O Box: 1637 Yaoundé
Tel: 222 31 03 05
Fax: (237) 22 31 89 99
E-mail: contact@iricuy2.net
Site Web: www.iricuy2.net

ECOLE DOCTORALE DE L'UNIVERSITE DE YAOUNDE II
UNITE DE FORMATION DOCTORALE EN RELATIONS INTERNATIONALES (UFD/RI)
LABORATOIRE N°4 : GEOPOLITIQUE, DEFENSE ET SECURITE

THESE DE DOCTORAT Ph.D.

LES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES EN AFRIQUE CENTRALE : UNE ANALYSE COMPAREE DES TRAJECTOIRES DE LA PRIVATISATION DE LA SECURITE AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE

Thèse présentée et soutenue publiquement pour l'obtention du Doctorat/PhD en Sciences Politiques, option Relations Internationales

Par :

BIKOE Jean Renaud

Sous la Direction de :

Pr. Yves Paul MANDJEM
Agrégé de Science Politique
Professeur Titulaire des Universités
Chef du Département de l'Intégration et de la Coopération pour le Développement

COMPOSITION DU JURY DE SOUTENANCE :

PRESIDENT :

Pr. Alain Didier OLINGA
Professeur,
Université de Yaoundé II-IRIC

RAPPORTEURS :

Pr. Franck Cristel AFOM NDONG
Maitre de Conférences,
Université de Yaoundé II

Pr. Auguste NGUELIEUTOU
Professeur,
Université de Douala

MEMBRES :

Pr. Abdoul-Aziz YAOUBA
Maitre de conférences,
Université de Yaoundé II-IRIC

Pr. Yves Paul MANDJEM
Professeur,
Université de Yaoundé II-IRIC
(Directeur de la Thèse)

Année académique 2021-2022

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT ii
DÉDICACE iii
REMERCIEMENTS iv
RÉSUME v
ABSTRACT vi
LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES vii
LISTE DES CARTES xi
LISTE DES ANNEXES xv
LISTE DES TABLEAUX xii
LISTE DES GRAPHIQUES ET PHOTOS xiv
CHAPITRE INTRODUCTIF 1
SECTION I : CHAMP CONCEPTUEL DE L'ÉTUDE 9
SECTION II : CONSIDÉRATIONS OPÉRATOIRES DE CETTE ÉTUDE 46
PARTIE I : L'INSCRIPTION POUSSIVE DES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES SUR L'AGENDA DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE 81
CHAPITRE I : LA FAILLITE ECONOMIQUE ET STRATEGIQUE DE L'ETAT POST COLONIAL EN AFRIQUE CENTRALE 85
SECTION I : LA CRISE DE L'ETAT PROVIDENCE EN AFRIQUE CENTRALE 86
SECTION II : LES TRAJECTOIRES DE L'ETAT FAIBLE FACE A L'INSECURITE REGIONALE SANS PRECEDENT EN AFRIQUE CENTRALE 117
CHAPITRE II : L'ENCADREMENT PERFECTIBLE DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE : LE TEMPS DE LA DESTIGMATISATION 153
SECTION I : LA FABRIQUE D'UN REGIME D'ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE 154
SECTION II : LE BRICOLAGE DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES 175
CONCLUSION DE LA PARTIE I 199
DEUXIEME PARTIE : L'IMPACT MITIGE DE L'ACTION DES SMSP SUR LA SECURITE ET LA STABILITE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE 200
CHAPITRE III : LES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES COMME CADRE DE SOUS TRAITANCE DES ENJEUX DE POLITIQUE INTERIEURE ET INTERNATIONALE : LE TEMPS DE L'ETAT RESILIENT 201
SECTION I : LA CONTRIBUTION DES SOCIETES DE SECURITE PRIVEE EN ŒUVRE DANS LA SOUS TRAITANCE DE LA SECURITE INTERIEURE : LE CAS DE LA SECURITE PUBLIQUE 203
SECTION II : ENTRE MILITARISATION DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ ET RECONFIGURATION GEOSTRATEGIQUE: LES SMSP COMME NOUVEAU CADRE DE SOUS-TRAITANCE DE L'ACTION INTERNATIONALE EN AFRIQUE CENTRALE 229
CHAPITRE IV: L'IMPACT PARADOXAL DE L'ACTION DES SMSP SUR L'ETAT DE DROIT ET LA STABILITE EN AFRIQUE CENTRALE 269
SECTION I : UNE ANALYSE DE L'IMPACT PARADOXAL DES SMSP SUR LA DECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE CENTRALE 270
SECTION II : L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT POT COLONIAL PAR LES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE 304
CONCLUSION PARTIE II 332
CONCLUSION GENERALE 333
SECTION I : BILAN THEORIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE DE L'ETUDE 334
SECTION II: BILAN EMPIRIQUE DE L'ETUDE 344
ANNEXES 359
BIBLIOGRAPHIE 380
TABLE DES MATIERES 448

AVERTISSEMENT

L'Institut des Relations Internationales du Cameroun n'entend donner aucune approbation aux opinions émises dans ce travail. Celles-ci n'engagent que leur auteur.

DÉDICACE

A mes parents, pour tous leurs sacrifices !

REMERCIEMENTS

Mes premiers mots de remerciement sont adressés à mon Directeur de thèse, le Professeur Yves Paul MANDJEM. Puisse-t-il trouver dans ces lignes, la reconnaissance d'un étudiant admiratif à l'égard de son Maître. Nous lui sommes infiniment reconnaissants pour sa rigueur, sa générosité scientifique et son encadrement dans le suivi de ce travail. Nous souhaitons aussi profiter de cette tribune, pour témoigner notre gratitude à d'autres personnes dont la contribution a été décisive dans la réalisation de ce travail.

Nous pensons notamment, au Pr. Jacques FAME NDONGO, Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur ; au Pr. Adolphe MINKOA SHE, Recteur de l'Université de Yaoundé II, au Pr. Jean Paul MBIA, Conseiller Technique numéro I au Ministère de l'Enseignement Supérieur, à son Excellence Urbain Noel NDONGO, Directeur de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) ; au Pr. Stéphane NGWANZA, Directeur Adjoint en charge des Etudes à l'IRIC. Mais aussi, au Pr. Alain Didier OLINGA, chef du Département de Droit International à l'IRIC, à MM. MOUANDJO MOUANDJO Ebénézer, Directeur des Nations Unies et de la Coopération Décentralisée au MINREX ; ONDOUA NTSAMA Christian, Ministre Conseiller à l'Ambassade du Cameroun à Paris ; NKOTO EDJO'O Henry Junior, BIHINA Jean Bertrand ; DAAWE Gaspard, BAHOKEN MIGNAMISSI Armel Sylvain, BOUM EYIKE Armel Brice ; Moise TSALA, ESSELEM Narcisse et Mmes. ATHE ESSOMBA (PhD), MENGUE Sabine Christelle(PhD), NGA Hélène(PhD) et BWAME EWANE Rose.

En outre, j'adresse tout particulièrement mes remerciements au Secrétariat de l'UFD-RI, ainsi qu'à tout le personnel de l'IRIC pour la qualité de l'encadrement durant ces années de formation. Mes remerciements enfin à mes amis et camarades de promotion pour leurs encouragements dans cette exaltante tâche.

A tous ceux qui de près ou de loin ont contribué de quelque façon que ce soit à la réalisation de cette thèse, trouvez en ces mots toute ma gratitude.

RÉSUME

En quoi l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique rend-elle compte des trajectoires de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale ? Autrement dit, qu'est ce qui explique la présence des entités privées en Afrique centrale ? Ce sont les questions qui étaient au centre de cette thèse. En mobilisant les deux cadres théoriques que sont le : Transnationalisme et le Néoréalisme, il est apparu qu'en rendant intelligible les logiques d'hybridation, en œuvre dans la fabrique de la sécurité en temps de crise, l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, rend suffisamment compte des trajectoires de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. En outre, cette stratégie de « *décharge* » qui consiste à confier des pans importants de leur sécurité aux acteurs privés est aussi informée par la résilience que les États développent dans une sous région en proie à une insécurité sans précédent, mais aussi et dont le reclassement géopolitique, en cours, contraint les grandes puissances à s'y réengager par des stratégies indirectes.

Mots clés : Privatisation de la sécurité, Sociétés Militaires Privées, Sociétés de Sécurité Privées, Géostratégie, *Proxy Warfare*.

ABSTRACT

How can the action of of Private Military and security Companies in Cameroon, DRC and Central African Republic enables the understanding of the dynamics of privatization of security in Central African region?, How can we explain the implication of PMSC in security issues in those countries ? Those questions are that where at the core of this thesis. Thanks to Transnationalism and Neorealism, we have come to understand that, PMSC's action in those three countries helps to understand the security privatization process in Central African region in the way that they raised the hybridation dynamics in this process.Futhermore, the presence of those private actors in security issues in Cameroon, DRC and CAR is made possible both by the existence of a crisis in those countries, and by the geopolitical importance of this region that obliges foreign super powers to reengage themselves, by proxy actors.

Key Words: Private Military Companies, Security Companies, Privatization of security, Proxy warfare.

LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACOTA : African Contingency Operations Training and Assistance

ACRI : African Contingency Response Initiative

ADF : Ambazonia Defense Forces

AFDL : Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo

AEF : Afrique Équatoriale Française

AFRICOM : African Command

APCLS : Alliance des Patriotes pour un Congo libre et Souverain

ASDC : Anglophone Self Defence Council

BIR : Bataillon d'Intervention Rapide

CCPAC : Comité des Chefs de Police d'Afrique Centrale

CEEAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale

CEPGL : Commission Économique pour les Pays des Grands Lacs

CGG : Commission du Golfe de Guinée

CIC : Centre Interrégional de Coordination

CMC : Centre Multinationaux de Coordination

CNCV : Centre National De Commandement De Vidéosurveillance

CNDDR : Comité Nationale de Désarmement et de Démobilisation et de Réintégration

COPAX : Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale

CPC **:** Coalition pour le Changement

CRESMAC **:** Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique Centrale

CRESMAO **:** Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique de l'Ouest

CRIMGO **:** Critical Maritime Routes for the Gulf of Guinea

EIFORCES **:** Ecole Internationale des Forces de Sécurité

E.O. **:** Executive Outcomes

ESIG **:** École Supérieure Internationale de Guerre

FACAS **:** Forces Armées Centrafricaines

FDLR **:** Forces Démocratiques de Libération du Rwanda

FDS **:** Forces de Défense et de Sécurité

FMM **:** Force Multinationale Mixte

FMO **:** Forces de Maintien de l'Ordre

FNL **:** Forces Nationales de Libération

FOMAC **:** Force Multinationale d'Afrique Centrale

FOMUC **:** Force Multinationale en Centrafrique

FPRC **:** Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique

FRPI **:** Forces de Résistances Patriotiques de l'Ituri

G4S **:** Group 4 Securicor

GANE **:** Groupe Armé Non Étatique

GRIP **:** Groupe de Recherche sue la Paix et la Sécurité

KFOR **:** Kosovo Force

LRA **:** Lord Resistance Army

MARAC **:** Mécanisme d'Alerte Rapide de l'Afrique centrale

MESAN **:** Mouvement pour l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire

MICOPAX **:** Mission de Consolidation de la Paix en Centrafrique

MINDEF **:** Ministère de la Défense

MISAB **:** Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui

MISCA **:** Mission internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite africaine

MNLC **:** Mouvement National pour la Libération de la Centrafrique

MONUC **:** Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC

MPC **:** Mouvement Patriotique pour la Centrafrique

MPLA **:** Mouvement pour la Libération de l'Angola

MPR **:** Mouvement Populaire pour la Révolution

MPRI **:** Military Professional ResourcesInc

NDC **:** Ndouma Defense of Congo

OCRD **:** Office Central Du Grand Banditisme

ONG **:** Organisation Non Gouvernementale

OTAN **:** Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

OUA **:** Organisation de l'Unité Africaine

PESDC **:** Politique Européenne de Défense de Sécurité

RCA **:** République Centrafricaine

RDC **:** République Démocratique du Congo

RECAMP **:** Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix

RPRC **:** Rassemblement Patriotique pour le Renouveau Centrafricain

RSS **:** Réforme des Systèmes de Sécurité

SACUR **:** Safety Curtain Sarl

SCNC **:** Southern Cameroon National Council

SFOR **:** Force Internationale d'Assistance

SMSP **:** Sociétés Militaires et de Sécurité Privées

SPS **:** Sociétés Privées de Sécurité

UA **:** Union Africaine

UE **:** Union Européenne

UPC **:** Unité pour la Paix en Centrafrique

USA **:** États-Unis d'Amérique

LISTE DES CARTES

CARTE N°1 : CARTE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN xvi

CARTE N°2 : CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO xvii

CARTE N°3 : CARTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE xviii

CARTE N°4 : POSSESSIONS COLONIALES DES PUISSANCES OCCIDENTALES EN AFRIQUE 37

CARTE N°5 : SITES MINIERS ARTISANAUX A L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE. 90

CARTE N°6: DIFFERENTS SITES MINIERS DU CAMEROUN 92

CARTE N°7: LES RESSOURCES NATURELLES EN RD CONGO 94

CARTE N°8 : LES ESPACES CONTROLES PAR LES GROUPES ARMES EN RCA ... 138

CARTE N° 9 : LA PARTITION DE LA RDC PAR LES GROUPES ARMES 141

CARTE N°10 : LE MARCHE DU PASSEPORT AFRICAIN DOMINE PAR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES OCCIDENALES 228

CARTE N°11 : LA PRESENCE D'ISRAËL ET LES PAYS AFRICAINS 245

CARTE N°12 : LES AVANCEES DE LA PENETRATION RUSSE EN AFRIQUE 250

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : LES SOCIETES PRIVEES DE SECURITE SELON LE MODELE DE DEBORAH AVANT 19

TABLEAU N°2 : LES RICHESSES MINIERES DE LA RD CONGO 89

TABLEAU N°3 : LES RESSOURCES AGRICOLES DU CAMEROUN 96

TABLEAU N°4 : SUPERFICIE CULTIVEE EN 2015 ET 2026 EN CENTRAFRIQUE 97

TABLEAU N°5 : DE LA PROCUCTION VIVRIERE EN 2015 ET 2016 EN CENTRAFRIQUE 97

TABLEAU N°6 : PRODUCTIONS ET EXPORTATIONS DES PRODUITS AGRICOLES AU CAMEROUN (en tonnes) 102

TABLEAU N° 7 : COMPARAISON DES EXPORTATIONS PETROLIERES EN AFRIQUE 102

TABLEAU N°8 : COMMERCE EXTERIEUR DU CAMEROUN EN FCFA 103

TABLEAU N°9 : EVOLUTION DE LA DETTE DU CAMEROUN 103

TABLEAU N°10 : RECETTE PUBLIQUE DU CAMEROUN DE 2021 A 2022 105

TABLEAU N°11: PERFORMANCES COMPARATIVES DE L'ECONOMIE CONGOLAISE SANS ASSISTANCE DU FONDS LONETAIRE INTERNATIONAL 116

TABLEAU N°12 : L'EVOLUTION DU CADRE JURIDIQUE DES SOCIETES DE SECURITE EN R.D. CONGO 162

TABLEAU N°13 : LISTES DES SOCIETES DE GARDIENNAGE RECONNUES AU CAMEROUN 212

TABLEAU N° 14 : LES SOCIETES DE GARDIENNAGE PRIVEES EN CENTRAFRIQUE 213

TABLEAU N°15 : LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES EN RDC 215

TABLEAU N°16 : LES SOCIETES DE SECURITE TRANSPORTANT DES DEVISES EN AFRIQUE CENTRALE 218

TABLEAU N°17 : LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES PROTEGEANT LES SITES MINIERS EN RDC 222

TABLEAU N°18 : LISTES DES ONG ACCUSANT LE GROUPE WAGNER D'ATROCITES EN RCA 278

TABLEAU N° 19 : LES ATTEINTES A LA DIGNITE HUMAINE COMMISES PAR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 279

TABLEAU N°20 : LES REGIONS AVEC LE PLUS DE SOCIETES DE GARDIENNAGE EN RDC 285

TABLEAU N°21 : SUR LES RICHESSES MINIERES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 297

TABLEAU N°22 : LES DIFFERENTS GROUPES ARMES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 299

TABLEAU N°23 : LISTE DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE 320

TABLEAU N°24 : LES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU EN RD-CONGO 321

TABLEAU N°25 : LES SMSP EN IRAK ET EN AFGHANISTAN 328

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 : DES RESERVES DE COBALT EN RDC 95

GRAPHIQUE N°2 : LES TEXTES JURIDIQUES EN MATIERES DE SMP 176

GRAPHIQUE N°3: PROFIL DES PROPRIETAIRES DE SOCIETE DE GARDIENNAGE AU CAMEROUN 288

GRAPHIQUE N°4 : LE NIVEAU DE PRIVATISATION DE LA SECURITE EN RDC..... 335

GRAPHIQUE N°5 : EVOLUTION DU NIVEAU DE PRIVATISATION DE LA SECURITE EN RCA..... 336

GRAPHIQUE N°6 : PROGRESSION DE LA PRIVATISATION DE LA SECURITE AU CAMEROUN 337

GRAPHIQUE N°7 : COMPARATIF DE LA PRIVATISATION DE LA SECURITE AU CAMEROUN, EN RDC ET RCA 341

GRAPHIQUE N°8 : PRESENCE DES ACTEURS PRIVES DANS LES CONFLITS AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE... 343

GRAPHIQUE N°9 : LES ENGAGEMENTS BILATERAUX ET PRIVES DES ETATS EN AFRIQUE CENTRALE..... 344

GRAPHIQUE N°10 : LA COLLECTE DES DONNEES DANS CETTE ETUDE 346

GRAPHIQUE N°11 : NIVEAU DE SATISFACTION DES DEMANDES ENVOYEES AUX ACTEURS INSTITUTIONNELS DU CAMEROUN, DE LA RDC ET DE LA CENTRAFRIQUE.348

GRAPHIQUE N°12 : COMPARAISON DES SOURCES D'ACCES A L'INFORMATION SUR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES ENTRE LE CAMEROUN, RD CONGO ET LA CENTRAFRIQUE. 350

GRAPHIQUE N°13 : NIVEAU D'INSTITUTIONNALISATION DES CADRES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS AU CAMEROUN, EN RDC ET EN CENTRAFRIQUE 352

GRAPHIQUE N°14 : NIVEAU D'INSTITUTIONNALISATION ENTRE SSP ET SMP EN AFRIQUE CENTRALE..... 355

GRAPHIQUE N°15 : COOPERATION ENTRE LES PAYS DE LA CEEAC..... 355

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I : GUIDE D'ENTRETIEN 360

ANNEXE II: CONVENTION DE L'OUA SUR L'ELIMINATION DU MERCENARIAT EN AFRIQUE. LIBREVILLE, 3 JUILLET 1977..... 372

ANNEXE III : CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES..... 373

ANNEXE IV : LOI PORTANT SUR LE REGIME GENERAL DES ARMEES CLASSIQUES, LEURS PIECES, COMPOSANTES ET MUNITIONS EN RCA 374

ANNEXE V : LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVE AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE 375

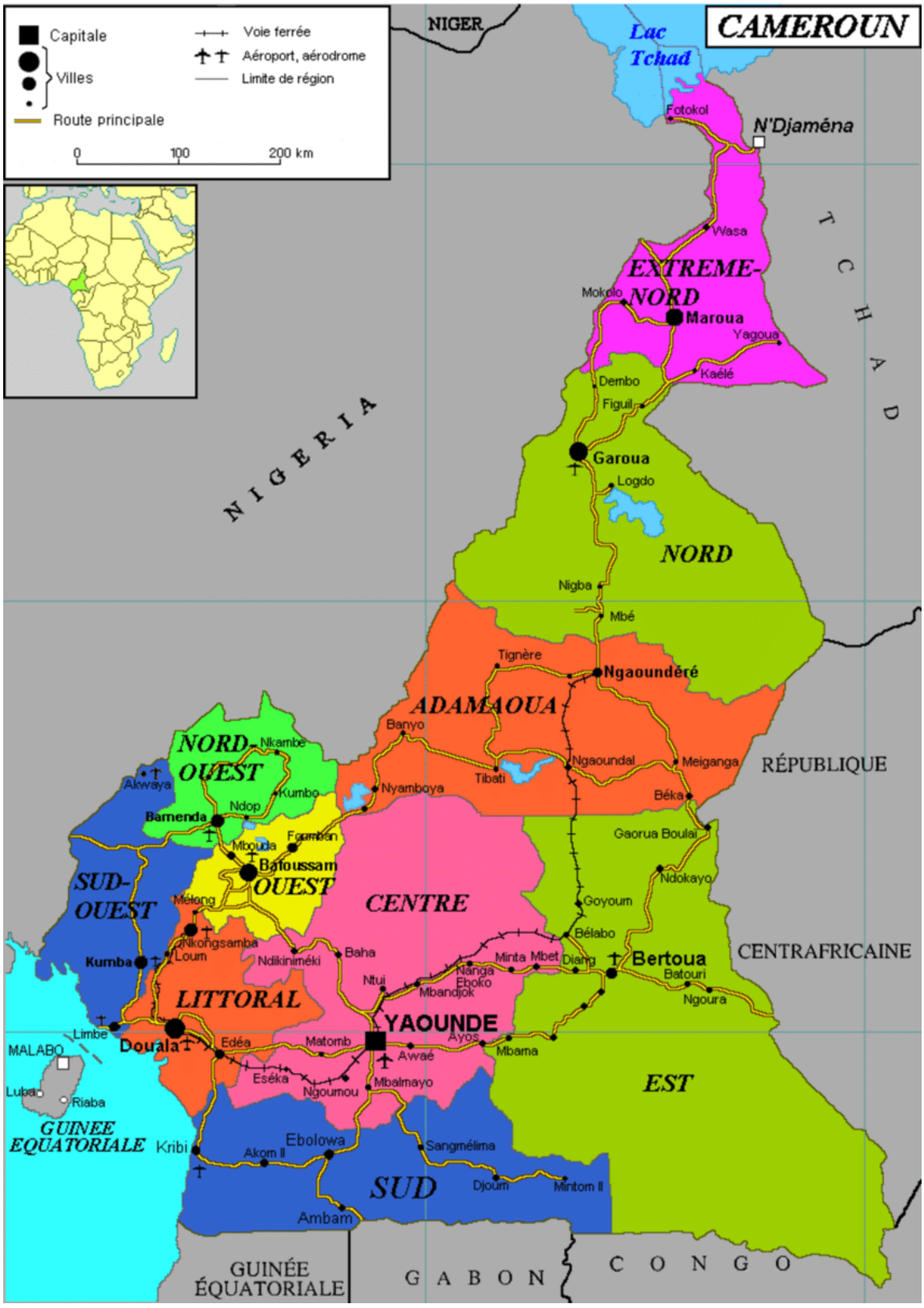
ANNEXE VI : DECRET N°2014/27 DU 3 DECEMBRE 2014, MODIFIANT ET COMPLETANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI N°97/02, DU 10 SEPTEMBRE 1997, RELATIVE AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE……..377

ANNEXE VII : DECRET N°2015 DU 16 SEPTEMBRE 2015 PORTANT APPLICATION DE LA LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVES AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA LOI N°2014/027 DU 23 DECEMBRE 2014 377

ANNEXE VIII: DECRET N°2006/031 DU 02 FEVRIER 2005 PORTANT APPLICATION DE LA LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVE AUX ACTIVES PRIVEES DE GARDIENNAGE 378

ANNEXE IX : ARRETEMINISTERIEL N°98/008 DU 31 MARS 1998 RELATIF AUX CONDITIONS D'EXPLOITATION DES SOCIETES DE GARDIENNAGE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO 379

CARTE N°1 : CARTE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN



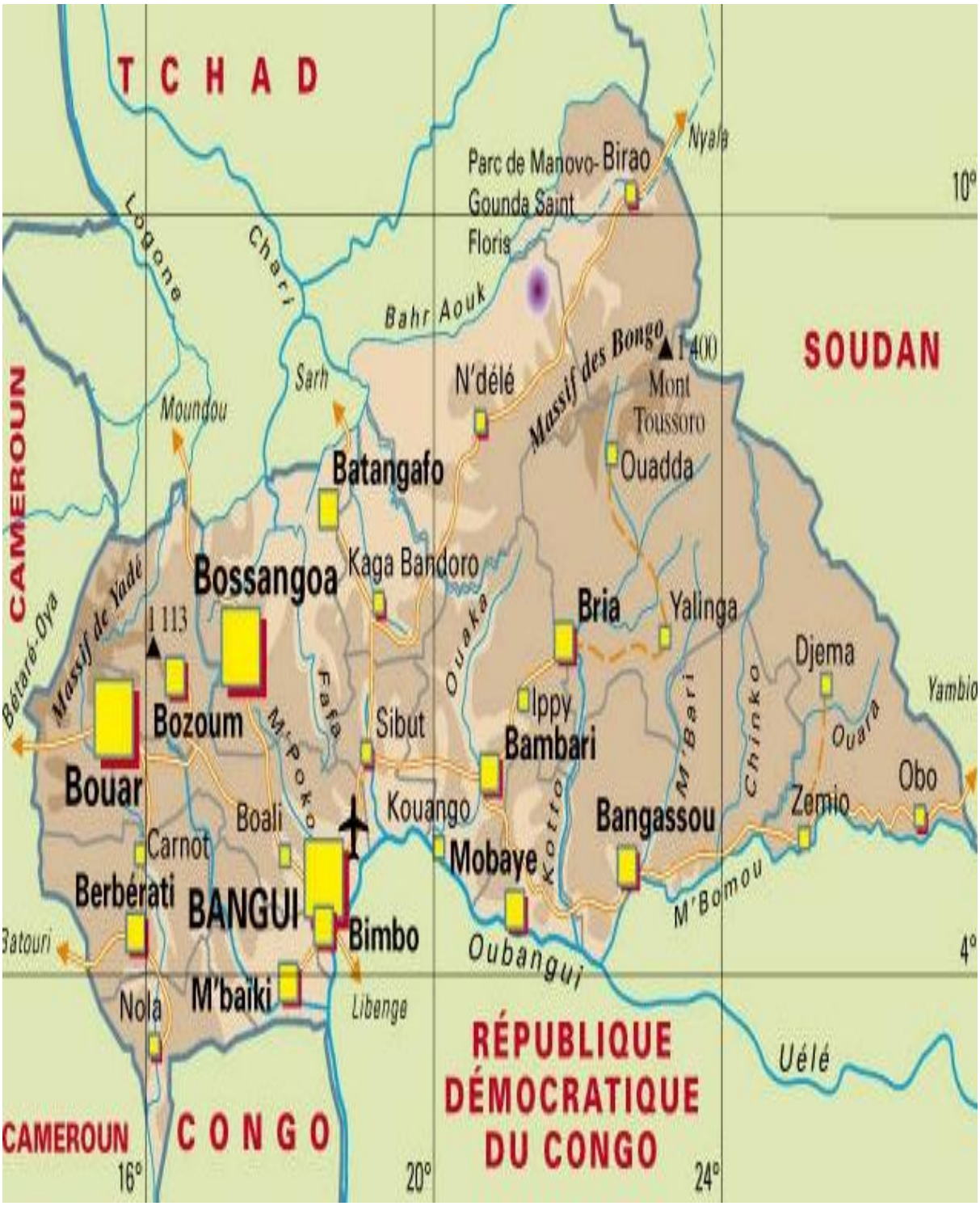
Source : www.researchgate.com

CARTE N°2 : CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Source : Pinterest

CARTE N°3 : CARTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Source : www.researchgate.com

CHAPITRE INTRODUCTIF

Un voyage dans le temps permet de comprendre que l'Etat n'a pas toujours eu le monopole de la violence physique[1]. En témoigne, la présence des soldats privés sur les théâtres de guerre, depuis l'Égypte antique avant de s'accentuer vers 1200, avec le recours aux corsaires par certains suzerains. Cependant, en raison à la fois, des velléités d'affranchissement de ces contractants privés et des conséquences de leurs actes sur les relations entre principautés, les mercenaires et autres *condottieri* vont progressivement perdre leur importance[2]. C'est par un processus de transformation historique et politique, que, les individus, acteurs initiaux de la sécurité, en sont arrivés, par calcul ou par nécessité, à confier leur protection à l'État, à partir du 17ème siècle[3]. Ce dernier a depuis lors, confisqué cette compétence, faisant *ipso facto,* de la production de la sécurité, le domaine où son empire s'exerce avec toute sa majesté[4], pour ainsi dire, son entéléchie[5].

Au regard de ce qui précède, l'on peut convenir avec Vincent SIZAIRE que : « *que la fonction première de l'État est de préserver un ordre social, en imposant un ordre collectif et d'assurer la sécurité des personnes der de leurs biens contre les menaces de toutes nature* [6]». La qualité première d'un État, qui fonde, par ailleurs le contrat social se trouve dès lors, être, la capacité à apporter la sécurité aux populations. Cette finalité justifie par ailleurs, qu'il revendique et exerce effectivement le monopole de la contrainte physique sur toute l'étendue

[1] TOUGAS (Marie-Louise), *La prise en compte normative internationale des activités des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans les zones de conflit : entre incertitudes et responsabilités*, Thèse de doctorat en droit, Université de Laval au Québec, 2011, p.12.

[2] LAPOINTE (Marie-Eve), « Le droit international humanitaire, à la merci des entreprises militaires et de sécurité privées ? », in *Revue québécoise de droit international,* 24.1, 2011, p.76.

[3] Selon Thomas HOBBES les individus confient leur sécurité à l'État pour sortir d'un système aléatoire ou c'est le plus fort qui impose sa volonté aux autres, in MANDJEM (Yves Paul), « *Les offres et espaces alternatifs de production de la sécurité en Afrique de l'Ouest et centrale : Études des marginalités, informalités et complémentarités locales à l'action des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) »*, in *Revue Paix et Sécurité en Afrique subsaharienne*, vol. 1, n°03, septembre 2021, p.4.

[4] BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie), « Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales », in *Revue africaine des relations internationales*, vol.12, n°1 et 2, 2009, p.40.

[5] Le concept d'*entéléchie* est récurrent dans la philosophie d'Aristote et viendrait du grec (*entéles*), la perfection, et de (*ékhein*), avoir. Au sens aristotélicien et leibnizien, une entéléchie est un mot qui décrit l'état d'un être qui possède en lui-même sa fin et sa perfection. L'entéléchie renvoie aussi à toute chose qui permet à l'esprit ou au cœur de trouver son plein épanouissement. Voir à ce sujet : http://www.cosmovisions.com, consulté le 20 novembre 2021.

[6]SIZAIRE (Vincent), *Sortir de l'imposture sécuritaire,* Paris, La Dispute, 2016, 136 pages.

du territoire national. C'est finalement au XVème siècle que ces guerres féodales vont conduire à la création de l'État moderne.

Le succès de cette forme d'organisation politique constituée d'un territoire, des institutions, d'un gouvernement et d'une population, a résidé dans sa capacité à monopoliser les capacités de la contrainte physique, mais aussi en sa capacité à créer des structures nécessaires à sa pérennité. Selon Charles TILLY, c'est essentiellement la capacité à produire la violence qui explique à la fois la création et la survie de l'État, dans sa formule : « *War making, State making* ». Ainsi, la sécurité est le cœur de l'État et pour la garantie aux populations, il dispose de la puissance publique à travers une armée[7], pour protéger la cité contre les menaces extérieures ; de la police, pour le maintien de l'ordre et de la Justice pour trancher les litiges[8]. Il existe dès lors, un lien quasi ontologique entre la sécurité et l'existence de l'État comme l'affirme Yves Alexandre CHOUALA, lorsqu'il affirme que :

> *« C'est du besoin de conjurer l'état de nature avec son cortège d'arbitraire, d'injustice, d'insécurité, de violence gratuite et de méchanceté cynique que le Léviathan a connu une assomption et une légitimation au sein des sociétés humaines désireuses de vivre dans un minimum d'ordre et de civilité [9]».*

Du point de vue empirique, c'est d'abord en Occident que l'importance de la sécurité dans le processus de construction de l'État s'est d'abord matérialisée avec évidence. En effet, ce processus y a principalement été la résultante de l'exercice d'un double monopole fiscal et militaire[10]. Toute chose qui a permis l'accumulation des capacités nécessaires, pour que l'État s'impose comme la forme politique la plus pertinente. Ainsi, mieux qu'ailleurs, la sécurité apparait historiquement et sociologiquement, comme étant indissociable de la formation de l'État en Occident[11]. C'est au regard de ce lien quasi ontologique, que l'on peut concéder à

---

[7] Sur le lien entre la guerre et la construction de l'État, nous conseillons de lire : SIMMEL (Georg), *Études sur les formes de la socialisation*, Paris, Paris, PUF, 2010 et DELOYE (Yves), *Sociologie historique du politique*, Paris, Ed. La Découverte, 2003, p.43.

[8]CHEVALIER (Jacques), « L'État de droit au défi de l'État sécuritaire », in *Le Droit malgré tout. Hommage à François OST,), Presses de l'Université Saint Louis, 2018, pp.293-312.*

[9] CHOUALA (Yves Alexandre), « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », in *Polis, in Revue Camerounaise de Science Politique*, vol.8, n° spécial, 2001, p.1.

[10] ELIAS (Norbert), *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann Levy, 1975, p.57.

[11] WEBER (Max), *Économie et société*, Paris, Plon, 1971. Cependant, bien avant WEBER, des traces de cette conception monopolistique de la sécurité par l'État, existent, notamment, chez des historiens allemands du XVe siècle tels que : Rudolph Von JHERING qui parle déjà du monopole de la contrainte « *Zwangsmonopol* » dans son livre *Zweck Im Reicht* paru en 1877. Cette vision est aussi développée dans *Allgemeine Staatslehere* (1900) de Georg JELLINEK, tout comme, dans les écrits de Rudolph SOHM en 1911, lire à ce sujet, COLIOT-

Joseph NYE que : *« la sécurité c'est comme l'oxygène. Tant qu'il y en a, on ne la remarque pas. Quand on n'en manque, tous les autres problèmes deviennent secondaires*[12] ». Toutefois, cette relation consubstantielle entre la sécurité et l'étatisation, qui peut sembler évidente en Occident, connaît quelques inflexions au plan empirique, non seulement en raison des trajectoires différenciées de la construction de l'État ailleurs, mais aussi, au regard à la mutation sans précédent de l'insécurité dans les sociétés contemporaines.

Ailleurs, la sociohistoire de la construction de l'État, est tributaire d'une dynamique d'hybridation politique qui met en congruence, les dynamiques du dehors et celles du dedans telles qu'analysées par des auteurs comme Richard BANEGAS[13] et repris par d'autres comme : Luc SINDJOUN[14], Éric Mathias OWONA NGUINI ou encore Achille MBEMBE[15]. Sans mettre sous le boisseau les thèses de la discontinuité[16], l'on doit bien admettre que l'État post colonial africain, par son incapacité à produire la sécurité de façon autonome et à contrôler son territoire, se distingue de l'idéal type wébérien[17]. Cette institution tropicale est en réalité, caractérisée, par une « *incapacité à maitriser ou à contrôler, même de façon relative, leur destin et plus particulièrement, leur destin politique et stratégique vis-à-vis de leurs alliés* [18]». Toute chose qui l'amène à continuer à dépendre de l'extérieur pour produire sa propre sécurité[19].

Au total, il apparait évident que, même si la sécurité occupe une place importante dans la formation et la consolidation de l'État en Afrique, elle est généralement fabriquée en s'appuyant sur les acteurs régionaux[20] et internationaux[21]. Cette prégnance des entités

---

THELENE (Catherine), « La fin du monopole de la violence légitime ? », in *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 2003, vol.34, n°1, pp.14-15.

[12] MANDJEM (Yves Paul), 2021, *op cit*, p.5.

[13] BANEGAS (Richard), « Retour sur une transition modèle. Les dynamiques du dedans et du dehors dans de la démocratie béninoise », in QUANTIN et DALLOZ (dir), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, pp.23-94.

[14] SINDJOUN (Luc), *L'État ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002, 332 p.

[15] MBEMBE (Achille), « Pouvoir, violence et accumulation », in *Revue Politique africaine*, n°11, 1983, pp.7-24.

[16] Voir les thèses de Luc SINDJOUN et Mathias Éric OWONA NGUINI, in BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie), *L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'État au Cameroun,* Thèse de Doctorat en Science Politique, Institut d'Étude Politiques de Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux, IV, 2007, p.45.

[17] JOURDE (Cédric), « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'État », in GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline) (dir.*), Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, pp.44-45.

[18] FOGUE TEDOM (Alain), *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.15.

[19]*Idem*.

[20] Dans le cas de la République Démocratique du Congo, nous constatons que la stabilité de ce pays a été tributaire de l'implication d'un certain nombre d'acteurs régionaux tels que : le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Cependant, suite aux désaccords avec le président Joseph KABILA, ce dernier bénéficiera

étrangères dans la fabrique de la sécurité, est visible et surabondante, en République Démocratique du Congo[22], en Centrafrique[23] et dans une certaine mesure au Cameroun[24].

Si le lien entre la capacité à assurer la sécurité et la viabilité d'une société, l'on doit toutefois, préciser qu'avec la complexification des échanges sociaux, nouvelles technologies ; flux transfrontaliers, etc., les États ont de plus en plus de mal à assurer la sécurité des hommes et de leurs bien sur l'étendue de leur territoire. Cette « *cosmopolitisation des risques* » sécuritaires finit par rendre les dispositifs sécuritaires existants inefficaces et par augmenter le sentiment d'insécurité des populations. Pour essayer de s'ajuster face à ce nouvel environnement d'insécurité, les autorités recourent généralement à l'État sécuritaire. Celui-ci se caractérise généralement, par : « *un approche* extensive *de l'ordre public* », qui se matérialise, par l'instauration des mesures d'exception. Cependant, l'État sécuritaire, loin de garantir la sécurité des populations, fini très souvent, par entraîner des atteintes à l'État de droit.

Toutefois, avec la désinstitutionalisation de la violence qui a marqué la fin de la guerre froide[25], l'État, longtemps considéré comme la figure centrale de la sécurité, a progressivement perdu sa position dominante dans ce champ devenu concurrentiel. La lecture monopolistique de l'exercice de la contrainte physique semble désormais remise en cause, à plusieurs égards. Tout d'abord, en raison de la multiplication des États faillis, incapables d'assumer leurs fonctions régaliennes aux plans économique et sécuritaire[26]. Ensuite, et c'est le second argument, la profusion des pôles alternatifs d'exercice d'une technologie de la

militairement de l'aide, de l'Angola, le Zimbabwe, le Tchad, ou encre l'Afrique du Sud. Quant à la République Centrafricaine, les différentes campagnes de déstabilisation ont bien laissé voir l'implication des pays tels que le Tchad, le Rwanda et aussi, l'Afrique du Sud.

[21] Cette thèse de l'extraversion de la fabrique sécuritaire en Afrique se justifie non seulement par la pérennité des accords de coopération et des bases militaires, mais aussi par la multiplication des interventions officielles et officieuses des grandes puissances en Afrique. Depuis la fin de la guerre froide, cette extraversion stratégique a pris la forme d'un soutien logistique et des programmes de formation des Forces de Défense et de Sécurité africains au sein des écoles de maintien de la paix telles que le Renforcement des Capacités Africaines de maintien de la Paix (RECAMP) ou encore l'*African Contingency and Response Initiative* (ACRI).

[22] HOEBEKE (Hans) et al., *Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales. Etude de politique, Stockholm International Peace Research Institute,* Solana, septembre 2019, 18 p.

[23]DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie), *La sécurité, la fondation de l'État centrafricain : contribution à la recherche de l'Etat de droit*, Thèse de doctorat en droit publique, Université de Bourgogne, 2012, p.132.

[24] EDJO'O NDONGO (Jean Claude), « Les forces de défense dans la construction du logiciel de paix et de stabilité au Cameroun (1990-2020) », in *Revue Dialectique des intelligences, Dossier « 1990-2020 : 30 ans de pluralisme politique ou de démocratie en Afrique subsaharienne ? »*, n°07, Premier semestre, 2020, p.24

[25] KALDOR (Mary), *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, London, Polity Press, 1998, p.151.

[26] Voir à ce sujet, ZARTMAN (William), *Governance as conflict Management. Politics and violence in West Africa*, Brookings, 1996, 304 pages

domination, jadis détenue de façon exclusive par l'État[27], a favorisé les dynamiques d'émancipation et d'affirmation de l'individu dans l'arène politique et stratégique[28]. Enfin, c'est notre dernier argument, la parcellisation de la violence qui caractérise la configuration anomique du système international [29] de l'après-guerre froide, résulte aussi de l'épuisement des capacités de résistance d'un État, traversé par des menaces autant internes que transfrontalières.

En Afrique, cette incapacité de l'État à s'imposer comme le seul acteur capable de revendiquer avec succès, le monopole de la sécurité, est perçue à bien des égards, comme un facteur d'aggravation de l'insécurité[30].Dans cette nouvelle configuration, l'analyse de la fabrique sécuritaire doit prendre en compte, l'intrusion des dynamiques sociales, sorte de « *sursaut sécuritaire civique* [31] » des individus, dans un champ sécuritaire devenu incertain. Parmi les nouveaux acteurs privés qui émergent dans les dynamiques de sécurité aux côtés de l'État, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées (SMSP) occupent désormais une place de choix.

S'il est vrai que la présence des acteurs privés dans les dynamiques de sécurité est un phénomène somme toute, très ancien en Afrique[32], du moins sous la forme du mercenariat, l'on doit tout de même reconnaitre qu'avec l'avènement des SMSP, il a connu au moins trois évolutions majeures. La première, est liée à la diversification et à la complexification des prestations des acteurs privés sur le marché de la sécurité[33]. La seconde, pour sa part, renvoie à l'élargissement du nombre d'entités étatiques ou non, qui ont désormais recours aux services de ces acteurs privés. Enfin, *last but not the least*, l'on doit mentionner l'augmentation sans précédent à la fois, du nombre des Sociétés Militaires et de Sécurité

---

[27] MBEMBE (Achille), « Du gouvernement privé indirect », in *Revue Politique africaine*, n°73, mars 1999, p.111.
[28] BADIE (Bertrand), *Le diplomate et l'Intrus : L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008, p.46.
[29] BADIE (Bertrand), *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 294 p.
[30] MWAYILA (Tshiyembe), *L'État postcolonial facteur d'insécurité en Afrique,* Dakar, Présence africaine, 1990.
[31] MANDJEM (Yves Paul), 2021, *op cit*, p.6.
[32]SINGER (Peter Walker), « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », in *Corporate Warriors*, n°26/03/, p.188.
[33] Parmi les prestations qu'offrent les SMSP, nous avons entre autres : le soutien opérationnel ; le Conseil militaire, la formation, l'entrainement ; le renseignement ; la protection rapprochée ; le soutien logistique ; le gardiennage ; la protection des sites ; la cyber sécurité, la gestion des catastrophes ou encore, la protection des navires en haute mer

Privées, mais aussi, la complexification de leurs théâtres d'opération où l'Afrique apparaît désormais comme un espace géopolitique majeur.

Pour rendre compte de la présence des SMSP en Afrique, l'on doit tout d'abord, dire que les premières traces de privatisation de la sécurité y sont assez anciennes. Elles remontent en effet, à l'Egypte antique, avec le recours aux soldats privés par Ramsès II, pour l'aider à faire face aux libyens et aux phéniciens[34]. Ensuite, dans les années soixante, c'est sous la forme des mercenaires[35], véritables « *Chiens de guerre*[36] », que ces acteurs privés vont réapparaitre[37], notamment en 1967 au Congo-Kinshasa ; en 1978 aux Seychelles[38] et au Comores[39].

Enfin, avec la fin de la guerre froide et la désinstitutionalisation de la violence armée sur le continent, l'on a assisté à la troisième ère de privatisation de la sécurité sur le continent avec l'apparition des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées. Ces SMSP vont dès lors, intervenir sur de nombreux théâtres d'opérations en Afrique, à travers des groupes tels qu'*Exécutive Outcomes* dans la lutte contre la *South West Africain Peoples Organisation* (SWAPO)[40] au Zimbabwe ; face à *l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola* (UNITA) de Jonas SAVIMBI en Angola[41], ou encore, celle plus médiatique, de l'entreprise britannique *Sandline International* en Sierra Leone.

---

[34] CISSE (Babou), *La privatisation de la sécurité en Afrique à la recherché d'une règlementation juridique appropriée*, Thèse de Doctorat en droit public, Université de Lille 2, 12 février 2014, p.31

[35] Parmi les plus célèbres mercenaires de cette époque, l'on peut citer : Gilbert BOURGEAUD, alias Bob DENARD, Jean SCHRAMME, dit Black Jack, Christian TAVERNIER et Mike HOARE, in CHAPLEAU (Philippe), « De Bob Denard aux sociétés militaires privées à la française », in *Revue Culture et Conflits*, n°52, Hiver 2003, pp.49-66.

[36] Voir MAMPAEYET (Luc) et MEKDOUR (Mehdi), *op cit*, p.12.

[37] Bien que présent depuis 1775 dans les opérations américaines, les mercenaires vont réapparaitre dans les années 1970 pendant la guerre froide, notamment au Vietnam, en Corée, en Afghanistan en 1979 et dans la guerre Iran-Irak, in SCHRABER (Charles), « Contrators on the battlefield », in *Landpower Essay Series Review*, 1999, n°99, pp.7-10 (pp.1-15).

[38] En 1978, Mike HOARE et 53 autres mercenaires se déguisent en joueurs de rugby et membres d'un club de bière pour faire une tentative de coup d'Etat qui échouera, contre le nouveau président des Seychelles, France-Albert RENE. Confère à ce sujet BONAVIRI (Danny), *op cit*, p.70.

[39] Aux Comores, c'est le célèbre mercenaire Bob DENARD qui y a fomenté pas moins de 4 coups d'Etats. Le premier en 1975 contre le président Ahmed ABDALLAH, le second, contre Ali SOILIH, ensuite il a été soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du président Ahmed ABDALLAH dont il était le chef de la garde présidentielle, dans la nuit du 26 novembre 1989, enfin, il est impliqué dans le renversement du président DJOHAR en 1995, in, BONAVIRI (Danny), *op cit*, p.71.

[40] NJIFON NJOYA (Hassan), *The rise of private security companies in Cameroon: Taking the challenge of security governance*, Ph. D thesis in Political Science, University of Yaoundé II, Soa, 28 décembre 2018, p.4.

[41] La SMSP sud-africaine, *Executive Outcome*, avait été recrutée en 1992 par des compagnies pétrolières sud-africaines pour protéger des gisements diamantifères de la mine de Soyo contre les rebelles de l'UNITA en Angola, in DARANTIERE (Philippe), « Les sociétés militaires privées : succès et contraintes », in *Revue Inflexions*, 2007, n°5, p.114.

Malgré ces multiples interventions, l'on doit tout de même préciser que, c'est véritablement après le 11 septembre 2001, que l'essor des Sociétés Militaires et de Sécurité Privés va connaitre un tournant décisif avec leur présence en Afghanistan, en Irak ainsi que dans de nombreux pays africains comme : le Kenya[42] ; la Cote d'Ivoire (estimées à environ 600 en 2014)[43] ; le Mali[44], le Nigéria (200)[45], l'Ouganda ou encore, la Sierra Léone[46]. Comprendre l'essor des SMSP dans le domaine de la sécurité implique que l'on rende ompte du large spectre des services qu'elles peuvent rendre (le gardiennage ; le renseignement ; le transport de devises ; la formation ; le Conseil militaire, la lutte contre la piraterie maritime *;* l'appui logistique, notamment, au Sahel[47] et la protection des sites stratégiques[48], etc).

Cette thèse qui porte sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale se propose de combler trois lacunes majeures dans la littérature. Tout d'abord, elle part du constat selon lequel, l'essentiel des travaux de niveau doctoral sur la question, s'est focalisé sur l'étude des fondements juridiques de l'action de ces acteurs privés. Il a ainsi, essentiellement été question, de mettre l'accent sur les limites normatives de l'encadrement de l'action des SMSP[49]. Non seulement, ce débat est resté stérile au plan politique, car rien de nouveau n'a été fait, mais en plus, il n'a pas permis de rendre suffisamment compte, des dynamiques géopolitiques qui étaient en œuvre dans la multiplication du nombre des SMSP en Afrique.

---

[42] BURUNDI (Zacharia) and MUNA (Wilson), « Security management and private security companies in Kenya a case study of Kamukundji in Nairobi city county, Kenya », in *Journal of Emergency Issues*, vol.3, Issue 3, p.52.

[43] COMLAN (Edem K.), « La Cote d'Ivoire », in BRYDEN (Alan) (dir.), *La privatisation de la sécurité en Afrique. Défis et Enseignements de la Cote d'Ivoire, du Mali et du Sénégal,* Genève, Publication du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, 2016, p.59.

[44] COMLAN (Edem K.), 2016, *op cit*, p.15. Voir aussi HAROU (Abou), « L'avènement des sociétés privées de sécurité à Niamey : une « alternative » sécuritaire », https : //publication.lecames.org, consulté le 19 aout 2021, p.20

[45] ABRAHAMSEN (Rita) et WILLIAMS (Michael C.), *The Globalisation of Private Security*, January 2005, p.3.

[46] SUCHI (Planghask Musa), « The Role of Private Firms in Guarantee Security on the African Continent », in *Codesria Policy Briefs Review*, n°4, October 2018, pp.1-9.

[47] Parmi les Sociétés Militaires Privées qui interviennent au sahel, nous pouvons citer : *Erickson INC ; Berry Aviation ; Ukrainian Helicopters et Omega Consulting Group* K, in HARIEF (Akram), « Sahel, nouvel eldorado pour les compagnies militaires privées », in *Middle East Eye*, 31 août 2018, consulté sur www.meaddleeasteye.net, consulté le 30 aout 2021.

[48]Dans la surveillance des sites, nous pouvons citer entre autres : Wagner qui protège les sites pétroliers au Soudan, *Defence System Ltd qui* a sécurisé les oléoducs du groupes Lonrho contre les rebelles de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO) au Mozambique, in MANDRAUD (Isabelle), « Après l'Ukraine et la Syrie, les mercenaires russes prennent leurs marques en Afrique », in *Magazine Le Monde*, publié le 4 mai 2018 à 12h01, consulté le 25 janvier 2021, sur https://. www.lemonde.fr.

[49] Voir les thèses de doctorat respectives de CISSE (Babou), *op cit*, et TOUGAS (Marie-Louise), 2011, *op cit*.

Ensuite, la littérature existante sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, s'est consacrée à étudier leurs actions dans certaines régions du continent. Il en a ainsi été des travaux sur l'Afrique septentrionale, australe, orientale et occidentale[50]. Cette tendance observée dans la littérature a donné, à tort, l'illusion d'une absence des SMSP en Afrique centrale. Enfin, l'analyse de la littérature existante sur les SMSP en Afrique entrave nous a également été donné de constater que ces travaux, quand ils existent, sont majoritairement orientés vers une perspective de sécurité humaine[51]. Par voies de conséquence, ces réflexions se sont pour la plus- part, limitées, à l'étude des sociétés de gardiennage[52]en particulier et des Sociétés de Sécurité Privées en général[53]. Toute chose qui ne leur permet pas de rendre compte de la totalité et de la complexité des services que fournissent désormais les Sociétés Militaires Privées en Afrique centrale.

L'originalité de la présente thèse consistera tout d'abord à démontrer que l'Afrique Centrale est désormais un théâtre majeur de la géopolitique mondiale des SMSP. Ensuite, une des richesses de ce travail réside dans sa capacité à présenter les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées comme de nouveaux acteurs pertinents dans la compréhension de la géopolitique de la sous-région. Enfin, l'une des grandes innovations de cette thèse est assurément, la mobilisation de la méthode de la politique comparée, pour mieux analyser les trajectoires différenciées de la privatisation de la sécurité non seulement au Cameroun, mais aussi, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Analysons à présent le champ conceptuel de cette étude (Section I) avant d'envisager les considérations opératoires (Section II).

---

[50] FASQUELLE (Enzo), *Sécurités privées en Afrique de l'Ouest. Les intérimaires du risque*, Paris, L'Harmattan, 2020, 126 p.

[51] YOMBO (Arnaud Eugène), « La construction d'un ordre sécuritaire au profit de l'individu : les sociétés privées de sécurité au Cameroun et au Congo », in YOGO (Épiphane Édouard) (dir.), *Clin d'œil sur la sécurité en Afrique centrale*, Paris, Edibbook, 2019, pp.257-285

[52] Voir ici les travaux tels que : TSHIMANDE TUKALA (Célestin), « États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? », *in Paix, sécurité et reconstruction post-conflit dans la région des Grands Lacs*, pp.299-326, publié sur https// : codesria.org, consulté le 21 novembre 2021 ; MANIRAKIZA (Désiré), « Privatisation de la sécurité et gouvernance démocratique au Cameroun », in *Revue Africaine de Sociologie*, vol.21, n°1, 20017, pp.99-125.

[53] NJIFON NJOYA (Hassan), 2008, *op cit*, 379 p.

SECTION I : CHAMP CONCEPTUEL DE L'ÉTUDE

L'objet de cette partie du travail est de construire la scientificité de notre démonstration. Pour ainsi dire, d'asseoir sa conformité avec les principes épistémologiques des sciences sociales[54], notamment, en l'adossant sur les débats et les postulats scientifiques.

Pour se faire, nous allons nous atteler à clarifier un certain nombre de notions clefs de l'étude (Paragraphe I), puis, de faire un état de la littérature existante, notamment à travers la construction des différentes approches sur la privatisation de la sécurité (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : CONSTRUCTION ET CLARIFICATIONS DES NOTIONS CLEFS DE L'ÉTUDE

En sciences sociales, Madeleine GRAWITZ distingue la définition nominale, qui appréhende un objet par un sens qui lui est donné arbitrairement, et une seconde, dite réelle, qui se comprend par ses caractéristiques essentielles[55]. Selon Jean CRETE et Louis IMBEAU une définition est entendue comme une « *déclaration attribuant un mot (ou une expression, ou symbole) à un ensemble d'objets précis*[56] », elle se doit par conséquent, d'être à la fois, positive, univoque et opérationnelle. Pour mener cette étude, la définition de nos concepts clefs impose de dépasser l'approche classique, qui est généralement celle des dictionnaires usuels, afin de la contextualiser par rapport à notre objet et en tenant compte de notre terrain. En effet, pour en clarifier le sens, il sera utile d'engager une discussion sur les notions clefs de ce travail que sont : les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées (A), mais aussi, sur celle parfois équivoque, de la privatisation de la sécurité (B).

A - DE LA NOTION DE SOCIÉTÉS MILITAIRES ET DE SÉCURITÉ PRIVÉES

S'il est vrai que la notion de Sociétés Militaires et de Sécurité Privées n'est pas si nouvelle, l'on doit toutefois reconnaitre que l'utilisation qui en est faite aujourd'hui peut prêter à équivoque. Renvoie-t-elle aux groupes armés ?Aux milices ? Aux mercenaires ? Aux sociétés étatiques de sécurité et de défense ? Pour lever ces différentes ambiguïtés, il nous revient de préciser le sens à donner à la notion de Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans ce travail (1), puis d'en faire une classification utile (2).

---

[54] GRAWITZ (Madeleine), *Méthodes des Sciences Sociales*, 11ème édition, Paris, DALLOZ, 2001, p.7.
[55] *Ibid*, p.20.
[56] CRETE (Jean) et IMBEAU (Louis), *Comprendre et communiquer la science*, Saint Foy, Les Presses de l'Université de Laval, De Boeck, 2014, p.63.

1- La plasticité de la notion de Sociétés Militaires et Sécurité Privées

De nombreux écueils obstruent la compréhension de la notion de Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, pour éviter de les entretenir, il est nécessaire de construire sa distinction d'avec les autres acteurs privés de la sécurité que sont entre autres : les Groupes Armés Non étatiques (a), les mercenaires (b) et même les Sociétés Militaires étatiques (c).

1. a- La différence entre les SMSP et les Groupes Armés Non Étatiques (GANE)

En raison de l'impact des acteurs privés sur la vie internationale, le droit international s'est finalement intéressé aux activités des acteurs non étatiques sur les théâtres de conflit. Pour Leonardo BORLINI et Robert KOLB, cette évolution est dûe à d'importantes transformations politiques et sociales telles que : la multiplication de rébellions, des guerres civiles, des groupes armés et la formation des réseaux terroristes quasi-étatiques[57]. La notion de Groupe Armé Non Etatique (GAN) dont il est question ici, est une réalité globale, dont le but tactique principal est selon Julien THERON, de : « *compenser la non-optimalité militaire de leur action en déstabilisant ponctuellement leur ennemi afin d'atteindre des buts politiques que l'on peut retrouver* »[58]. Ces groupes disparates et hétérogènes ont des objectifs politiques différents et ils se caractérisent par leur asymétrie et sont de plus en plus présents dans des régions telles que : les Balkans, la Transcaucasie[59], l'Asie et surtout en Afrique. Au plan juridique, les GroupesArmés non Etatiquessont généralement définis comme :

> *« les forces armées d'une partie à un conflit se composant de toutes les forces, tous les groupes et toutes les unités armées et organisées qui sont placées sous un commandement responsable de la conduite de ses subordonnés*[60]».

L'on peut en faire plusieurs classifications des GANE dont la première, nous est donnée par Michel LUNTUMBUE qui, distingue trois éléments fondamentaux qui constituent leur essence. Tout d'abord, selon ce chercheur, un Groupe Armé se caractérise par la : « …*la remise en question du monopole de la force exercé par l'État, leur champ d'action, et les*

---

[57] BORLINI (Leonardo) et KOLB (Robert), « Le conseil de sécurité des Nations Unies et les entités non étatiques », in *Revue Générale de Droit International Public*, Tome CXXV, Paris, Pedone, 2021 p.26.

[58] THERON (Julien), « Les groupes armés non-étatiques : Balkans, Caucase, proche et Moyen-Orient », in *Revue Stratégique*, Institut de stratégie comparée, 2012/2, n°100-101, p.339.

[59] Nous avons ici le Liban, la Palestine, l 'Iraq, l 'Iran, l 'Afghanistan et le Kurdistan.

[60] Article 43 du Protocole Additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949.

motivations qui les incitent à prendre les armes [61]». Ainsi, l'on ne saurait comprendre la géopolitique des conflits en Afrique centrale sans prendre en compte la surabondance des groupes politico-militaires dans cet espace, au point parfois, d'y être considérés comme un phénomène politique banal[62].

Cependant, pour bien différencier les Groupes Armés des SMSP, nous devons dire que les premiers, construisent leur légitimité en contestant la souveraineté des États de la sous-région[63]alors que les seconds agissent très souvent avec l'aval et aux côtés des États. Qui plus est, cette approche des groupes armés qui est faite par Michel LUNTUMBUE, reste assez simpliste et ne rend pas suffisamment compte de la totalité de la réalité que recouvre cette notion. C'est pourquoi, nous lui préférons celle qui est faite par Robbie SABEL. Pour cette dernière[64], il faut distinguer plusieurs catégories de Groupes Armées Non Étatiques (GANE) à savoir : les Organisations Intergouvernementales Armées ; les Organisations opposées à l'État ; les organisations de libération nationale : les groupes terroristes et enfin, les organisations armées commerciales.

Les Organisations Intergouvernementales Armées sont constituées des entités internationales de nature politique ayant des fonctions militaires. Il s'agit ici des organisations internationales ayant la légitimité du recours à la force armée telles que : l'Organisation des Nations Unies, l'Union Africaine (UA) et des organisations militaires défensives telles que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et le Pacte de Varsovie[65]. Ces acteurs ont une légitimité politique indéniable et leur action dans le champ de la sécurité est adossée sur la Charte des Nations Unies[66]. Ensuite, il existe, des Organisations Non Gouvernementales Armées qui agissent au sein des États, et qui sont composées des factions de la population, ayant décidé de prendre les armes contre les institutions républicaines. Les causes de cette posture insurrectionnelle, que l'on retrouve à travers le monde[67], peuvent être religieuses,

---

[61] LUNTUMBUE (Michel), « Groupes armés, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest : Une grille de lecture », in *Note d'Analyse du GRIP*, 27 janvier 2012, Bruxelles, p.9.
[62] YOGO (Épiphane Édouard), *Les groupes politico militaires en Afrique centrale : entre déconstruction et reconstruction de l'État*, Thèse en Science politique, Université de Yaoundé II, 2015, p.54.
[63] YOGO (Épiphane Édouard), *op cit*, p.60.
[64] SABEL (Robie), « La question des armes livrées aux groupes non étatiques : vers une réaffirmation des principes des traités de Westphalie ? », in *Revue Forum du Désarmement*, 2008, p.4-16.
[65]*Ibid*, p.6.
[66] Nous parlons notamment, des articles 52, 53 et 54 du Chapitre VIII de la Charte des Nations, qui portent sur la régionalisation du maintien de la paix.
[67] Dans ce cadre, nous pouvons évoquer le cas des mouvements en Afrique (du Front National de Libération (FNL) en Algérie, de l'Union des Populations du Cameroun (UPC, le *Liberians United for Reconciliation and Democracy* au Libéria, l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA) etc.) au Cameroun)

identitaires ou politiques. En outre, l'on peut évoquer le cas des organisations terroristes[68] et enfin, celui des entreprises commerciales dont la forme la plus récente est celle des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées (SMSP).

Toutefois, contrairement aux autres formes de GANE qui ont été évoqués plus haut, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, se singularisent par le fait, qu'elles offrent des services de sécurité[69] et n'ont généralement pas un intérêt autre que pécuniaire, dans les différentes interventions qu'elles menèrent. Cette dernière précision qui semble rapprocher les SMSP des simples mercenaires, impose que nous les en distinguions justement.

1. b- La nécessaire distinction entre les SMSP et les Mercenaires

En raison de nombreuses similitudes entre les SMSP et les mercenaires, certains chercheurs ont estimé que la ligne de démarcation entre ces deux notions, reste encore floue[70]. En témoigne, l'adoption confuse de la résolution 62/145 de 2007, par laquelle l'Assemblée Générale des Nations Unies condamne le recours au mercenariat et exprime son inquiétude sur les activités des Sociétés Militaires Privées[71]. Au plan diplomatique, l'on constate donc une similitude entre ces deux entités privées.

Dans la littérature, et ce en raison de quelques similitudes, certains travaux ont semblé montrer qu'il est difficile de distinguer les SMSP du mercenariat[72]. Toutefois, nous pensons, pour notre part, qu'il est possible d'esquisser quatre critères de différenciation entre ces deux catégories d'acteurs privés. Ces éléments seront d'ordre : historique ; ontologique, juridique et téléologique. Sur le plan historique, la démarcation entre les notions de Sociétés Militaires et de Sécurité Privées et celles de mercenaire rend compte d'une différence dans la temporalité de leur apparition en Afrique.Historiquement, les premières SMSP sont apparues

---

et dans le monde (*Baader-Meinhof* en Allemagne, *Aum Shinrikyo* au Japon, l'Armée de Résistance du Seigneur en Ouganda, les Tigres de libération de *l'Eelam Tamoul* au Sri Lanka). Nous pouvons par la suite, parler des organisations de libération nationale, qui se battent pour mettre fin à une occupation militaire, ou un régime colonial sur leur territoire.

[68] Nous faisons allusion ici, à des groupes terroristes tels que Boko Haram, Al-Qaida, le Hezbollah, Aqmi, ou encore, la *Lord Resistance Army* (LRA).

[69] Parmi ces prestations, nous avons entre autres : le gardiennage, la surveillance, l'appui logistique, l'installation d'alarmes, la formation, le conseil militaire, le renseignement, les interrogatoires, la protection des navires et dans de très rares cas, la participation directe aux combats.

[70] NJOYA (Hassan), 2008, *op cit*, p.21.

[71] GUMEDZE (Sabelo), *op cit*, p.3.

[72] ÖZDEN (Melik), « Mercenaires, mercenariat et droits humains », in *Revue Cahier Critique*, n°8, Novembre 2010, p.12.

aux États-Unis dès le début des années 1967 avec des entreprises telles que : *Watchguard International ; Kroll ; Control Risk Group, KMS* et *defense Systems*[73].

En Afrique par contre, l'on doit bien dire que la privatisation de la sécurité a d'abord été le fruit des trajectoires personnelles de quelques aventuriers dont les actions ont pris la forme du mercenariat[74].L'on peut illustrer ce propos en prenant les parcours de trois illustres aventuriers que sont respectivement Nick du TOIT, le sud-africain, Bob DENARD le français et Jean SCHRAMME, le belge. Ces trois mercenaires ont travaillé ensemble pour mener certaines opérations secrètes, mais, n'ont pas toujours partagé un projet institutionnel commun. Ainsi, même si les SMSP recrutent souvent au gré de leurs besoins, elles disposent toutefois d'une dimension institutionnelle permanente, contrairement aux mercenaires qui restent assez peu structurés.

La troisième différence que l'on peut faire entre le mercenariat et les Sociétés Militaires Privées est d'ordre juridique et repose sur de nombreux points précis. A l'analyse, l'on peut tout d'abord prendre en compte la portée des différents instruments juridiques opposables à ces deux catégories d'acteurs, qui sont obligatoires pour le mercenariat[75] et restent volontaires et nationaux[76] pour les SMSP. Ensuite, du point de vue juridique toujours, une analyse de l'article 47 du protocole additionnel du 8 juin 1977 commun aux quatre conventions de Genève du 12 aout 1949, révèle que cet important texte ne reconnait pas le statut de combattant et partant, celui de prisonnier de guerre aux mercenaires[77], alors que les *contractors*[78], y ont droit. En outre, la même analyse montre bien que le Droit condamne

[73] LAPOINTE (Marie-Eve), « Le droit international humanitaire, à la merci des entreprises militaires et de sécurité privées », in *revue Québécoise de droit international*, 24 (1), pp.69-104.
[74]GUMEDZE (Sabelo), *op cit*, p.24.
[75] SCHEIMER (Michael), « Separating Private Military Company from Illegal Mercenaries in International Law: Proposing an International Convention for Legitimate Military and Security Support the Reflects Customary International Law » in *American University International Law Review*, vol.24, Issue 3, 2009, p.617.
[76] Il s'agit entre autres : du Document de Montreux de 2008, de la convention des Nations Unies sur les Sociétés Militaires Privées et surtout de nombreux dispositifs nationaux.
[77] L'alinéa 2 de l'article 47 du protocole de 1977 définit le mercenaire comme toute personne : a) qui est spécialement recrutée dans son pays ou à l'étranger pour prendre part à un conflit armé ; b) qui prend directement part aux hostilités ; c) prend part à ce conflit sur la base de la promesse d'une rémunération promise par l'une des parties ; d) Un mercenaire n'est ni ressortissant du pays d'une des parties aux conflits, ni du territoire où le conflit se déroule ; e) Le mercenaire n'est pas membre des forces armées d'une des parties au conflit ; f) Il n'est pas membre de l'armée d'un pays tiers au conflit qui l'y aurait envoyé.
[78] Ce terme est un anglicisme qui désigne les membres des Sociétés Militaires et de sécurité privées.

clairement les activités des mercenaires[79], alors qu'il se limite juste à encadrer celles des SMSP[80].

La dernière différence que l'on peut établir entre ces deux entités privées est liée à la nature des prestations que chacune d'elle peut offrir. Pour les Mercenaires, dans la plus-part des cas, leur finalité consiste à renverser un régime ennemi ou à soutenir militairement un allié. Pour les SMSP en revanche, la gamme de prestations offertes est bien plus large[81], les peut s'adresser aux États, aux individus, aux ONG, aux firmes multinationales et même aux organisations internationales telles que l'ONU, l'OTAN ou l'UA.

Au regard de ce qui précède, l'on constate qu'aux antipodes des mercenaires qui sont souvent considérés comme des renégats, les membres des SMSP, pour leur part, appartiennent à des entreprises à part entière, qui se distinguent par la spécificité de leur champ d'action qui est la sécurité. Après avoir établi la différence entre les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées et les autres entités que sont les Groupes armés et les Mercenaires, il importe à présent de les distinguer des Entreprises Publiques de sécurité.

1. c. Clarification la notion d'Entreprises de Sécurité Publiques (ESP)

La question des Entreprises Publiques n'est pas nouvelle dans la littérature économique, selon certains auteurs, elle remonte en 1879 avec l'aide que LOUIS VI apporte alors à la bourgeoisie urbaine[82]. Par la suite, c'est après la deuxième guerre mondiale, notamment à partir de 1945 que les entreprises publiques vont se multiplier via des politiques nationalistes ou des politiques de nationalisation[83]. Elles ont été imaginées comme une solution pour pallier les dérives économiques dans certains Etats, les entreprises publiques

[79]L'article 2 de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires considère le recrutement de mercenaires par un État comme une infraction. Dans le même sillage, l'article 3 de la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique assimile le recours aux mercenaires comme un crime contre la paix et la sécurité en Afrique.

[80]Comme l'a montré une étude effectuée par le *Geneva Center for Security Sector Governance* dans une dizaine de pays africains, les activités des SMSP sont licites et encadrées et nécessitent juste d'être, davantage mieux encadrées, in GUMEDZE (Sabelo), « Baseline study on private security regulation in the southern Africa region, 2020 », in *Geneva Centre for Security Sector Governance*, 88p.

[81] Au rang des services offerts par les SMSP et que les mercenaires ne peuvent pas offrir : pas, nous n'avons des activités telles que la surveillance des édifices publics et privés, la cyber sécurité, la protection des bases militaires, la lutte contre la piraterie maritime, les réformes des systèmes de sécurité et même la modernisation des infrastructures portuaires.

[82] DUUPTY (Michel), *Les entreprises publiques*, Presses universitaires de France, 1986, p.29

[83] SIMARD (Carolle), « Les entreprises publiques : éléments d'analyse et de réflexion », in *Cahiers de recherche sociologique*, N°15, automne 1990, p.5.

sont des « *organismes dotés de la personnalité morale gérant une activité de biens ou de services vendus contre un prix et soumis au pouvoir d'une autorité publique*[84] ».

Pour distinguer ces entreprises publiques de leurs homologues privées, nous pouvons isoler un certain nombre de critères tels que la nature des propriétaires, l'origine des capitaux et les objectifs à atteindre. Si dans une entreprise publique, l'Etat est le seul ou tout au moins l'actionnaire majoritaire, dans le second cas, les actions sont essentiellement détenues par des personnes privées. Les capitaux sont donc respectivement d'origine publique pour les entreprises étatiques alors qu'ils proviennent des actionnaires dans le cas des entreprises privées. Enfin, l'on peut dire qu'autant l'entreprise publique cherche la satisfaction de l'intérêt général, autant les entités privées recherchent essentiellement le profit.

Dans le champ de la sécurité, il existe des Entreprises Publiques qui exercent leurs activités dans le champ de la sécurité, notamment dans des pays autoritaires tels que la chine qui dispose d'entreprises telles que la GZ *Xinxing*[85] qui fabrique des équipements militaires et de police depuis plus de 30 ans ou encore le russe *Rosoboronexport*[86]. Toutefois, la principale différence entre ces entités privées et les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, dont il est question dans ce travail, réside dans la nature des propriétaires. Ainsi, contrairement à leurs homologues publics qui sont mise à contribution pour améliorer les capacités opérationnelles des Forces de Défense et de Sécurité d'un pays, les SMSP ont pour leur part, pour but essentiel, de faire du bénéfice en vendant des prestations de sécurité et de défense aux clients quels qu'ils soient. Après les avoir différenciées des autres acteurs privés impliqués dans les dynamiques de sécurité en Afrique centrale, il importe à présent, de faire une classification des SMSP.

2. Classification et typologie des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées

Pour ne pas tomber dans le piège des concepts bateaux, qui englobent tout et manquent de véritablement précision, il sera utile de faire quelques clarifications

---

[84] SIMARD (Carolle),*op cit, p.6.*

[85] Cette société publique chinoise créée en 1984 appartient au Ministère général Logistique de l'Armée de Libération Populaire de la Chine. Elle exporte des équipements militaires telles que : les tenues militaires, des chaussures de combat, des sacs à dos, des tentes, des gilets pare-balles, des casques des filets de camouflages etc.

[86] Avec plus de 1500 personnes qu'elle emploie, *Rosoboronexport* est une entreprise d'État russe dirigée par Sergei TCHEMEZOV. Elle est chargée des exportations du complexe militaro-industriel russe. Elle a vu le jour le 4 novembre 2000 et est l'expression de la volonté du président Vladimir POUTINE. Voir à ce sujet : CLOUET (Louis-Marie), « Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement », in *revue Russie.Nei. Visions,* n°22, Septembre 2007, 20 pages.

préliminaires dans ce travail. Il faudra tout d'abord préciser le sens à donner à notre objet étude, à savoir, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées. Dans cette étude, les SMSP se déclinent en deux entités différentes que sont d'une part, les Sociétés Privées de Sécurité et d'autre part, les Sociétés Militaires Privées (SMP) (a). Après quoi, il nous incombera de faire une classification de ces SMSP selon la littérature (b).

2. a- De l'intelligibilité de la notion de Sociétés Privées de Sécurité en Afrique centrale

Pour de nombreux auteurs, la ligne de séparation entre les Sociétés MilitairesPrivées et les Sociétés Privées de Sécurité (SSP), reste encore floue[87]. Néanmoins, les secondes se distinguent des Sociétés Militaires Privées, par leur domaine d'activité qui relève plus de la sécurité publique[88]. Toutefois, les Sociétés Privées de Sécurité peuvent aussi offrir d'autres types des prestations telles que : le conseil, l'analyse de risque, la cyber-sécurité, la certification des systèmes de sécurité, la géolocalisation. Ces entités ne participent pas au combat et leurs prestations sont essentiellement constituées de :

> «*…l'ensemble des activités, des services, des mesures et des dispositifs, destinés à la protection des biens, des renseignements et des personnes et qui sont offerts et assurés dans le cadre d'un marché privé*[89] ».

Ainsi perçues, ces entreprises sont des acteurs « *supplétifs* » du maintien de l'ordre, qui incombe normalement aux forces de police. L'on peut classifier ces Sociétés de Sécurité Privées selon leurs activités. Tout d'abord, nous avons, les Sociétés dites de première catégorie, qui s'occupent essentiellement des taches classiques[90]. En outre, nous avons des Sociétés de Sécurité Privées dites de deuxième catégorie, qui interviennent dans le domaine du renseignement et enfin, il existe des sociétés de transport de devise qui assurent le déplacement sécurisé des métaux précieux, parfois avec l'escorte des forces de Sécurité. Ainsi la différence essentielle entre les SSP et les SMP, réside dans le champ de leurs compétences. Alors que les premières interviennent dans les activités de police, les secondes, pour leur part, par leurs activités, sont plus proches des forces de défense.

---

[87] ABRAHAMSEN (Rita) et WILLIAMS (Michael C.), « Security the City: Private Security Companies and Non-State Authority in Global Governance », in *International Relations Review*, Mai 2007, p.240.
[88] YOMBO (Arnaud Eugène), *op cit*, p.261.
[89] Ministère de la Sécurité publique, *Livre blanc de la sécurité privée. Partenaire de la sécurité intérieure*, Décembre 2003, Québec, p.9
[90] Parmi ces taches, nous avons le gardiennage, de surveillance des domiciles et édifices privé, de contrôle d'accès, de vidéosurveillance, de géolocalisation et de système d'alarmes-incendies.

Toutefois, cette première approche par trop générale, ne renseigne pas suffisamment sur la typologie des Sociétés Privées de Sécurité existant réellement en Afrique centrale, d'où l'intérêt de la classification effectuée par Achille NOAH EKE. En se basant sur une dimension essentiellement juridique, cet auteur distingue quatre types de Sociétés Privées de Sécurité. Tout d'abord, les sociétés agréées, ensuite, les sociétés en attente d'agrément, les sociétés rhizomatiques et enfin, les sociétés corporatives. Pour ce qui est des sociétés agréées, elles sont les seules habilitées à exercer leurs activités, car disposant réellement d'une autorisation formelle pour le faire. Ensuite, pour ce qui est des sociétés en attente d'agrément, elles ont effectivement entrepris des procédures pour être reconnues par les États hôtes, mais fonctionnent encore dans un régime de tolérance administrative en attendant leur agrément.

Depuis 2021, leur nombre serait passé de 32 au Cameroun, à une cinquantaine en République Démocratique du Congo[91] et un nombre moins important en Centrafrique. Toutefois, c'est le cas des troisièmes types de Sociétés Privées de Sécurité, elles sont confrontées à des difficultés économiques qui les obligent à évoluer en marge de la légalité, ce sont justement celles que NOAH qualifie de sociétés rhizomatiques. Ces entreprises n'ont pas entrepris quelques initiatives de reconnaissance par l'État, et opèrent dans une anarchie et une opacité totale[92]. Toute chose qui rend leur comptabilisation et leur régulation ardues. Après un entretien avec un propriétaire d'une société de gardiennage rencontré à Yaoundé, il ressort que ce type d'entreprise prospère généralement, pour trois raisons.

Tout d'abord, à cause de la précarité de leurs promoteurs, qui sont généralement, incapables de s'acquitter de la caution exigée par l'État[93]. Ensuite, en raison de l'ignorance des procédures existantes par ces derniers, et enfin, du fait de la tolérance administrative qui découle d'une certaine compassion que les autorités éprouvent à leur endroit[94]. Ce type d'entrepreneurs *sui generis* est bien connu au Cameroun, où elles sont généralement qualifiées d'entreprises « *dans le sac*[95] », pour ainsi dire qu'elles n'ont parfois, ni siège, ni comptabilité,

[91] Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, *Étude de la sécurité privée en République Démocratique du Congo : Analyse des Provinces du Haut Katanga et du Lualaba,* 2019, p.24.
[92] NOAH EKENE (Achilles), *op cit*, p.40.
[93] La caution requise pour faire une demande officielle pour ouvrir une société de sécurité au Cameroun est de 5.000 000 de francs CFA, tout comme en RD-Congo et en Centrafrique.
[94] Voir l'entretien du 25 aout 2021 avec Albert VOUNGAI, promoteur de la société de sécurité privée, *Sahel Security* Sarl, basé à Yaoundé.
[95] Ce type d'entreprise évoluent essentiellement dans le flou, mieux dans l'illégalité et ne disposent que très rarement d'un siège. A titre d'exemple, lors de l'entretien avec un promoteur de société de gardiennage de la ville de Yaoundé cité plus haut, nous étions assis dans un lieu insolite, un bar situé au quartier mini-ferme à Melen, alors que ce dernier, nous avait dit être dans son bureau.

ni personnel permanent. Les sociétés de sécurité privées nationales quant à elles, enfin, sont naturellement celles qui appartiennent totalement aux ressortissants des pays dans lesquels elles opèrent.

En effet, le secteur de la sécurité privée est assez lucratif et attire de nombreux entrepreneurs y compris, des nationaux. Ainsi, de nombreuses sociétés de sécurité de gardiennage appartiennent aux Camerounais[96], aux centrafricains[97] et au congolais[98]. Ces Sociétés peuvent aussi prendre la forme des entreprises corporatives quand elles sont créées par un établissement public, privé ou commercial, dans le but d'assurer la sécurité de son personnel et de ses biens immeubles et mobiliers[99]. Nous rangeons les polices universitaires et les polices municipales dans cette catégorie.

Précisons qu'à côté de ces Entreprises Privées de Sécurité nationales, nous avons aussi des multinationales de la sécurité privée qui opèrent en Afrique centrale. Celles-ci sont généralement des filiales des grands groupes qui opèrent à travers le monde. Parmi les sociétés de sécurité de cette envergure, nous pouvons citer entre autres : Group 4 *Securicor* (G4S), *Wackenhut*, devenu *DACK Security*, *Security Dog* ; *Africa Security*ouencore *Amarante* International. Cette conception intéressante, mérite encore d'être complétée en mettant un accent particulier sur les SMP dont les activités ressortissent assez clairement du domaine militaire.

2-b. Mieux comprendre les Sociétés Militaires Privées (SMP)

Selon le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (CAD-OCDE), les Sociétés Militaires Privées peuvent être définies comme: « *l'ensemble des entreprises commerciales qui fournissent directement et à titre onéreux des services militaires ou sécuritaires au niveau national ou international* »[100]. Même si cette approche est utile pour la démarcation conceptuelle des SMP, elle reste nimbée

[96] Parmi les Camerounais possédant des sociétés de sécurité privées, nous pouvons citer : Messieurs MVONDO ASSAM Bonaventure, NSOH Joseph et FEUTCHEU Joseph, qui sont respectivement propriétaires de *Safety Curtain Security (SACUR)*, *Essoka Security* et *Panthère Sécurity*.

[97] Parmi les propriétaires de sociétés de sécurité privées en RCA, nous pouvons citer DAMANGO Guy-Bertrand qui a créé le *Bureau Centrafricain de Surveillance et de Gardiennage* (BCSGA) en 1998, ou encore, l'honorable Clément NDOTIZO qui en 1993, a mis sur pieds, l'entreprise *Fox Sécurité Privée*.

[98]En RD-Congo, il existe aussi de nombreux nationaux qui possèdent des sociétés de sécurité privées, l'on peut mentionner entre autres :

[99] NOAH EKENE (Achilles), *op cit*, p.140.

[100]Rapport adopté par la Commission de Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), *Manuel de l'OCDE sur la réforme des systèmes de sécurité : soutenir la sécurité et la justice*. OCDE, Paris, 2007, p. 227.

d'un halo commercial et partant, elle reste encore assez floue sur la spécificité des services fournis.

En effet, l'on peut généralement classer les Sociétés Militaires Privées en plusieurs catégories selon les travaux de plusieurs auteurs dont ceux de Peter SINGER[101]qui les distingue selon leur proximité du théâtre d'opération. Il identifie quatre catégories de Sociétés Militaires Privées, à savoir celles qui aident les forces qui participent au combat[102] ; celles qui participent directement aux hostilités elles mêmes[103] ;les entreprises de conseil et de consultation qui fournissent des services telles que la formation et la réforme des systèmes de sécurité et enfin, SINGER analyse le rôle des Sociétés Militaires Privées de service et de soutien qui fournissent du matériel militaire de pointe aux armées nationales[104].

Si cette classification a le mérite d'informer sur la diversité des tâches dévolues aux Sociétés Militaires Privées, elle tombe cependant en désuétude face au dynamisme de ce secteur où une entreprise peut avoir des contrats qui diffèrent les uns des autres, selon que ses propriétaires changent ou que, ces missions évoluent[105]. C'est pourquoi nous lui préférons la classification de Déborah AVANT[106] qui met plutôt l'accent sur les types de contrats exécutés par les Sociétés Militaires Privées. Cette auteure fait une classification en deux groupes selon les types de contrat. Elle distingue les SMP et les sociétés de police privées telles que matérialisées dans ce tableau :

TABLEAU N°1 : LES SOCIETES PRIVEES DE SECURITE SELON LE MODELE DE DEBORAH AVANT

Les sociétés Militaires privées	Les sociétés de polices privées
Le soutien opérationnel armé	Sécurité des sites avec armes
Le soutien opérationnel non armé	Sécurité des sites non armées

[101]SINGER (Peter Warren), *Corparate Warriors. The rise of the Privatized Military Industry*, Cornell University Press, 2004, p. 93
[102]*Idem*, p.96.
[103] CARETTE (Alexandre), *Mercenaires et Sociétés Militaires privées depuis la fin de la guerre froide. Analyse de la recrudescence de l'industrie privée*, Mémoire de Master en Science politique, Université de Montréal, aout 2006, p.27.
[104]CARETTE (Alexandre), *op cit*, p.26.
[105] Un exemple de ce dynamisme des missions des SMPS nous est donné avec la société britannique *Sandline International*, qui s'est vue confier une mission de transport en Sierra Léone en 1994 puis, un an plus tard, a été engagée pour une opération de combat contre des rebelles de la « Bougainville Revolutinary Army » (BRA).
[106] AVANT (Deborah), *The market for force*, 2005, p17.

Le conseil et entrainement militaire non armé	Entrainement et conseils pour la police
Soutien logistique	Prévention du crime et renseignement

Source : Deborah AVANT[107]

Cette classification qui met l'accent sur la dimension contractuelle et commerciale des activités des SMP recoupe les dispositions de l'article deux (02) de la Convention Internationale sur l'interdiction du Mercenariat qui définit une SMSP comme : *« une société commerciale qui fournit contre rémunération des services militaires ou de sécurité par l'intermédiaire de personnes physiques ou morales*[108]». Cette définition qui apporte des précisions sur les services fournis[109] par les SMSP, se rapproche assez de celle que nous avons retenue dans le cadre de ce travail et qui s'en distingue par son caractère opérationnel à savoir : des « *entités commerciales privées qui fournissent des services militaires et/ou de sécurité*[110]» contre une rémunération en nature ou en argent. Après les éléments de définition, il importe à présent de préciser notre approche des SMSP dans le cadre de ce travail.

NOTRE CONCEPTION : L'APPROCHE SOCIO ANTHROPOLOGIQUE DES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE

Par Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, nous entendons, d'une part, l'ensemble des entreprises privées qui fournissent des prestations de gardiennage des édifices, de surveillance, de transport de devise ou de minerais, de renseignement, de protection des personnes, de fourniture et installation de matériel de vidéosurveillance contre une rémunération à des personnes physiques ou morales.

D'autre part, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, renvoient aux différentes entités privées qui fournissent aux États, et aux autres acteurs internationaux, des prestations militaires aussi variés que : le Conseil, la formation et l'entrainement des forces de défense et de sécurité, la fourniture de matériels et d'armement militaire, la protection des navires, le soutien logistique, l'appui et la participation directe au combat. Nous y intégrons aussi des

[107] AVANT (Deborah), 2005, *op cit*, p.17.
[108] *Cf.* Annexe numéro I.
[109] CISSE (Babou), *op cit*, pp.14-16.
[110] Voir le chapitre II du Document de Montreux de 2008, *Cf.* annexe n°4.

entreprises américaines[111], britanniques[112] , sud-africaines, françaises[113], israéliennes[114], russes[115] ou chinoises,[116] qui fournissent ces différentes prestations. Cependant, cette conception par trop classique, ne cadre pas aux réalités sociopolitiques et anthropologiques des pays de l'Afrique centrale.

Aussi, l'une des originalités de cette thèse réside dans sa capacité à aller au-delà des conceptions classiques des SMSP, qui se limitent généralement aux éléments essentiellement juridiques et commerciaux, au sens de NJOYA Hassan, qui les définit comme des organisations qui se font de l'argent en offrant la sécurité[117]. Nous y avons ajouté une dimension si il anthropologique, en raison notamment, des spécificités géopolitiques de la sous-région Afrique centrale. Nous avons donc trouvé judicieux de prendre en compte, d'autres acteurspeu pris en compte, qui interviennent parfois dans le champ de la sécurité et dont les prestations sont rémunérées en argent ou en nature. Il s'agit précisément : des groupes armés qui participent à la sécurisation de certains sites stratégiques, espaces non contrôlés par l'Etat, mais aussi, des milices privées qui aident l'Etat à lutter contre les groupes terroristes, notamment en Centrafrique et en RD-Congo[118].

Ainsi, notre conception des SMSP dans ce travail, prend en compte les réalités endogènes pour mieux rendre compte delà diversité de la nature de ces acteurs impliqués dans les dynamiques de sécurité et de defense en Afrique centrale. Notre approche est donc, socio-anthropologique et intègre des entités souvent sous estimées par la littérature. Après cette précision, analysons à présent le concept de privatisation tel qu'il s'entend dans le présent travail.

---

[111] Parmi les autres sociétés militaires américaines nous avons entre autres : *Armor Group* ; *Triple Canopy, Logicon, Titan, Saic ; Architects and Engineers ; DynCorp, Academi ; Arscan INC ; BH Defense ; CSS Alliance ; Custer Battle ; Kroll, Reed INC ; Tigers Wan, Zapata INC ; MPRI, KBR, H3 LLC Universal Security ; Control Risk Halliburton et Vinell.*

[112] Autres groupes britaniques: *G4S, AKE, Hart Security; Britam, G4S; Earthwind Erinys; Overseas Security Guardians, Aegis Defence Service; Sandline International; Pilgrims Securty; Tor International; Castle Force; Blue Hackle; Janusian Security; Centurion Risk Assesment Servces et Tor Security*.

[113] Les groupes français sont, *Gallice Security; Helidax; Secopex; Risk and Co; Groupe GEOS; Amarante International et Anticip.*

[114] Les groupes israéliens sont: *Levdan; Interop; Golan Group; Spearhead; Slavonic Corps Limited; International Security Academy.*

[115] Parmi les groupes russes, nous avons, *Wagner, Russkie System Bezopasnosti; Antiterror Orel; RSB Group; Redut Antiterror.*

[116] La Chine dispose, elle aussi de nombreuses SMSP telles que, *DeWe Security Service; China Security Technology Group; Huaxin Zhong Anc; Shandong Haiwei Security Group et Group Security*.

[117] NJOYA (Hassan), *op cit*, p.17.

[118] YOGO (Edouard Epiphane), *op cit*, p.230.

B - DÉBAT DE SENS AUTOUR DE L'APPLICATION DE LA PRIVATISATION DANS LE CHAMP DE LA SÉCURITÉ

La notion de privatisation n'est pas originellement destinée aux études de sécurité, bien au contraire, elle y apparait comme une anomie. En effet, la notion de privatisation a d'abord été utilisée en économie, avant d'être usitée en droit. Pour mieux cerner de la notion de privatisation dans le champ de la sécurité, il sera utile d'une part, de commencer par un débat autour du concept de la sécurité (1), avant de construire celle plus centrale, de la privatisation (1).

1- Le débat sur la notion de sécurité dans le cadre de ce travail

Pour DILLON, la sécurité est caractérisée par sa dualité car elle représente à la fois une peur et les moyens mobilisés pour y faire face[119]. Cette dualité du mot sécurité est symbolisée dès l'Antiquité par la figure du dieu POSEIDON qui la représente. Du point de vue étymologique, le terme sécurité vient du latin *sine cura*, c'est à dire, être « *sans soin » et de cûra* et *secûrus,* qui renvoient à l'absence de souci ou de tranquillité. Ce flou est aussi perceptible du fait de son étymologie grecque, qui renvoie *à asphaleia* qui signifie *« sécurité, certitude et sureté* », dérivant lui-même de *Sphallo* qui pourrait se traduire par « *faire trébucher, se tromper, tomber* [120] ». Cette approche par trop ancienne, ne scié pas à la présente étude, aussi est-il utile d'examiner la sécurité sous un angle, en l'occurrence, celui de la philosophie.

Au sens philosophique en effet, la sécurité renvoie plutôt à un sentiment de sérénité, de quiétude qui résulte de la maitrise de ses affects. Pour SENEQUE par exemple, le bonheur se résume à une sécurité sans faille. Selon CICERON en revanche, ce concept renvoie à « *l'absence d'anxiété dont dépend une vie heureuse*[121] ». Dans le même sillage, René DESCARTES affirme que : « *Lorsque l'espérance est si forte qu'elle chasse entièrement la crainte, elle change de nature et se nomme sécurité ou assurance*[122] ».

Au total, l'acception philosophique de la sécurité semble correspondre à une sorte de

---

[119] CEYHAN (Ayse), « Analyser la sécurité : Dillon, Weaver, Williams et les autres », in *Revue Cultures et Conflits*, n°31-32
[120] CEYHAN (Ayse), *op cit*, p.32.
[121] BALZACQ (Thierry), « La sécurité : définitions et niveaux d'analyse », in *Revue Fédéralisme et Régionalisme*, vol. 4, 2003-2004
[122] *Idem.*

paix, mieux, une ataraxie dont l'atteinte nécessite un travail d'élévation spirituelle, qui, par trop ascétique, ne saurait convenir à la présente étude. Aussi, serait-il plus opportun, d'analyser la sécurité à l'aune de sa capacité à protéger les individus et leurs biens, dans un monde marqué par son insécurité. C'est d'ailleurs ce à quoi, s'emploi l'approche juridique de la sécurité.

1-b. L'acception juridique de la sécurité en débat

D'origine romaine, la notion de sécurité juridique répond à trois éléments que sont l'accessibilité matérielle et intellectuelle du droit, sa stabilité et sa prévisibilité[123]. Elle renvoie en effet à :

> *« l'idéal de fiabilité d'un droit accessible et compréhensible qui permet aux sujets de droit accessible et compréhensible qui permet au sujet de droit de prévoir raisonnablement les conséquences juridiques de leurs actes ou comportements, et qui respecte les prévisions légitimes déjà bâties par les sujets de droit dont il favorise la réalisation[124] »*

Cette sécurité juridique est généralement garantie par les juridictions nationales, communautaires[125] et internationales. La sécurité juridique permet aux citoyens de saisir une juridiction pénale ou civile pour faire respecter un droit. Elle apporte ente autre : la simplicité, la clarté, de stabilité et de continuité qui rassurent l'individu sur la protection de ses actes et investissement, car : « il *ne peut y avoir de sécurité quand tout peut être remis en cause à tout moment[126]* ».

En droit public, la sécurité juridique repose donc sur deux principes, celui de l'autorité de la chose jugée (*res Judicata*) qui permet de mettre un terme à un différend et celui de la bonne foi en droit[127]. Néanmoins en raison d'un ensemble de pesanteurs les spécialistes estiment qu'en Droit international, la sécurité juridique est plus subjective qu'objective. Au plan pratique, en raison de leur instabilité politique et du niveau de corruption perceptible au sein des pays de l'Afrique centrale en général, au Cameroun, en RD-Congo et en République Centrafricaine en particulier, la sécurité juridique constitue encore un processus qui n'est pas près de s'achever.

---

[123] BERGEL (Jean-Louis), « La sécurité juridique », in *Revue du notariat*, vol.110, n°2, septembre 2008, p.274.
[124] *Ibid*, p..273.
[125] Au plan communautaire, cette sécurité juridique est garantie par la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou encore par le Droit OHADA en vigueur en Afrique francophone.
[126] KOLB (Robert), « La sécurité juridique en droit international : aspects historiques », in *African yearbook of international Law*, 2002, vol.10, p.112.
[127] KOLB (Robert), *op cit*, .113.

Qui plus est, le présent travail ne se situant pas dans une perspective juridique, le débat sur la sécurité juridique, bien qu'intéressant, nous semble d'une importance périphérique car il ne touche pas véritablement la privatisation de la sécurité. C'est pourquoi, il serait judicieux d'aborder la question sous le prisme de la sécurité en relations internationales.

LA SÉCURITÉ ÉLARGIE OU GLOBALE COMME APPROCHE CHOISIE

La sécurité est-elle mieux pensée par ceux qui la critiquent ? [128] Cette question de Thierry BALZACQ résume bien la prétention de l'approche élargie des études de sécurité. Elle repose en fait sur une remise en cause d'un certain nombre de postulats des approches classiques. Pour le premier point qui est le matérialisme, les sécuritaires élargis estiment qu'au lieu de confronter les faits au réel pour établir la vérité scientifique, il faudrait au contraire avoir une méthode plus flexible. Le second désaccord porte sur le rationalisme et l'objectivité supposés des approches classiques qui estiment que l'interprétation du fait dépend du regard que l'on pose sur lui[129].

Ici, la science doit être « *critique à l'égard de la société qui l'a produite*[130]*»*. L'un des objectifs des approches critiques est justement d'affranchir la connaissance du déterminisme social et politique[131]. Dernier élément de désaccord, c'est la critique de l'objectivité même du concept de sécurité. Dans les approches critiques les travaux s'articulent autour de la recherche du *« pourquoi et du comment* » et surtout, à la façon dont les représentations du monde sont élaborées. Dans une approche néo-gramscienne, Robert COX affirmera justement que : « *Toute théorie est toujours pour quelqu'un et en faveur d'un objectif donné* »[132]. La deuxième contribution des sécuritaires élargis est la mise en avant du lien entre le discours et la sécurité dans le cadre du processus de sécurisation. Pour ce faire, ils s'inspirent des travaux d'AUSTIN sur les énoncés performatifs[133] et de la philosophie de Jacques DERRIDA, pour

---

[128] BALZACQ (Thierry), *Théories de la sécurité. Les approches critiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, p.57.
[129] *Ibid*, p.137.
[130] *Idem*.
[131] Dans les sciences sociales, l'école de Francfort renvoie à un ensemble d'intellectuels qui ont révolutionné cette discipline à travers leurs travaux critiques. On y retrouve à partir de 1931 ADORNO (Théodore), MARCUSE (Herbert), FROMM (Erich), BENJAMIN (Walter), et HORKHEIMER (Marx). En France, un autre courant critique va aussi émerger depuis les États-Unis avec des auteurs comme Frédérique BRAUDILLARD (Frédérick), DELEUZE (Gilles), FOUCAULT (Michel) ou encore DERRIDA (Jacques).
[132] ROCHE (Jean-Jacques), *op cit*, p.141.
[133] En linguistique, il existe les énoncés descriptifs qui décrivent juste le réel, exemple : « le ciel est bleu » ; et les énoncés performatifs qui produisent des changements sur le réel, par exemple : « sors d'ici », in AUSTIN (John Langshaw), *Quand dire, C'est faire*, Paris, Seul, 1991, 202 p.

arriver à la conclusion que « *dire, c'est faire* ».

Pour les auteurs comme Olé WEAVER et surtout Thierry BALZACQ, le mot sécurité ne se réfère pas à un objet concret qui existe déjà, mais plutôt à une désignation subjective de la menace ou de l'adversaire, en fonction de la perception de l'acteur, dans cette approche : « *le discours sécuritaire est donc un acte de langage, une labellisation dotée d'une force illocutoire*[134]». Ainsi, par le truchement de la rhétorique, les acteurs cristallisent une peur ou une anxiété afin de mobiliser des dispositifs humains, financiers, logistiques, juridiques, politiques ou même militaires. Au regard de la nature et des besoins des bénéficiaires des prestations des Sociétés Militaires Privées, nous devons adopter une approche ambivalente de la sécurité qui intègre à la fois, la défense des États et celle des individus.

Pour y parvenir, nous avons retenu la sécurité globale ou élargie dans le cadre de ce travail. Cette dernière a une capacité à englober à la fois la sécurité humaine, qui concerne les sociétés de gardiennage et la sécurité nationale, qui est beaucoup plus l'apanage des Sociétés Militaires Privées. La sécurité globale nous permettra à la fois d'analyser l'action des Sociétés de sécurité Privées, mais aussi celle des Sociétés Militaires Privées en Afrique centrale en général, et en particulier au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Quid de la notion de privatisation dans le présent travail ?

2. Débat autour de la notion de privatisation et de son applicabilité dans les études de Sécurité : un lit de Procuste ?

Contrairement à la variante naturaliste, la production d'une définition en épistémologie sociale achoppe toujours sur les tensions entre le particularisme qui privilégie une : « *connaissance acceptée comme vraie par un groupe donné*[135] », et les caractéristiques d'universalité et d'objectivité du savoir scientifique. Sans tomber ni dans la posture éthérée du NEWTOWN de HESSEN, ni dans l'instrumentalisation des « *besoins sur la recherche scientifique* [136]» chère à MERTON ou encore dans le contextualisme épistémologique de Stewart COHEN[137], nous devons pouvoir faire ressortir la plasticité du concept de privatisation. Pour ce faire, d'entrée de jeu, l'on doit reconnaitre que la privatisation est

[134] WEAVER(Ole), cité par BALZACQ (Thierry), 2006, *op cit*, p.209.
[135] GINGRAS (Yves), « Les théories sociologiques de la connaissance », in NADEAU (Robert), dir. *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, presses universitaires de Montréal, 2016.
[136]*Ibid*, p.30.
[137] MONTMINY (Martin), « Le contextualisme épistémologique », in NADEAU (Robert), dir. *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2016, p.456.

dynamique et qu'elle évolue en fonction des domaines d'études et des contextes socio politiques.

Selon le rapport de l'OCDE sur la bonne gouvernance, publié en 2009, la privatisation renvoie à toute transaction matérielle par laquelle la possession d'une entreprise par l'État se retrouve réduite[138].Ce processus se fait en tenant compte de l'acteur qui le pilote, il peut être soit, l'entreprise, ou l'État. La privatisation est généralement faite selon quatre modalités à savoir : la vente directe sur marchés financiers ; le recours aux intermédiaires tels que des banques ; le rachat par l'équipe dirigeante ou par les employés de l'entreprise et enfin, à travers l'entrée d'un tiers dans le capital de l'entreprise pour réduire le pouvoir de l'État[139]. Si les méthodes peuvent converger, les trajectoires de la privatisation restent pour l'essentiel, tributaires du contexte socioéconomique et politique de la région du monde où l'on se trouve.

De façon générale, un certain nombre de raisons structurent les politiques de privatisation économiques. Si la première part de l'idée selon laquelle, les entreprises publiques sont souvent inefficaces, la seconde, pour sa part, milite en faveur de la recherche des retombées économiques de la libéralisation du secteur public. De manière stricte, l'implémentation de la privatisation prend en compte la structure du marché et du domaine d'activité ; les probables effets d'entrainements induits et le contexte institutionnel et politique du pays[140]. Les politiques de libéralisation du secteur économiques n'ont pas été les mêmes dans toutes les régions du monde. En Europe occidentale par exemple, c'est avec les programmes de privatisation initiés par Margareth TATCHER à la fin des années 1970 que cette région s'est posée comme la pionnière en la matière.

En Asie, les retombées de la libéralisation économique restent mitigées en raison des disparités entre la partie australe de ce continent, peu avancée et l'Asie du Sud-Est qui est l'une des zones les plus avancées, notamment grâce à l'expérience de la Chine. En Amérique latine, c'est le Chili qui, à partir de 1974, a fait office de leader[141], mais le pays qui est aujourd'hui le plus avancé en la matière est bien, le Brésil, depuis l'offre publique d'achat qui a été faite sur la Banque du Brésil en 2013[142].

---

[138]SAUL (Esterin) et PELLETIER (Adeline), *Privatisation in developing countries: What are the lessons of experience?* London School of Economics, November 2015, p.3.
[139]*Idem*.
[140]*Ibid*, p.4.
[141] *Ibid*, 10.
[142]*Ibid*, p.13.

En revanche, en Afrique, c'est généralement sous la contrainte des institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), que la privatisation a été impulsée à partir des années 1970. En effet, il est ici question d'adapter le secteur public aux dynamiques de rentabilité et de productivité connues dans la sphère privée[143]. L'un des problèmes essentiels que la privatisation essaye de résoudre, est celui de la crise des finances publiques avec de grands déficits budgétaires auxquels l'on peut ajouter la croyance largement répandue, que le transfert au secteur privé des droits d'une entreprise publique est facteur d'efficacité[144]. Dans le cas de ce travail, nous allons tout d'abord, analyser les approches juridiques et économiques de la privatisation, avant de l'adapter au domaine de la sécurité privée qui nous intéresse ici.

a. L'analyse juridique des processus de privatisation

Au plan juridique, le concept de privatisation brille par son manque de précision, elle est d'ailleurs considérée par certains comme un concept « *fourre-tout*[145] » qui vise à nommer un processus de « *désinvestissement*[146] » de l'État. En Droit privé, l'accent est mis sur le passage d'un bien de la sphère publique vers le domaine privé. Ainsi, l'élément décisif de la privatisation semble être, le passage dans la sphère privée. D'ailleurs, une analyse de quelques documents juridiques permet d'en attester. Il en va par exemple de l'ordonnance n°90/004 du 22 juin 1990 relative à la privatisation des Entreprises publiques et parapubliques au Cameroun, qui l'a définit comme :

> « *…l'opération par laquelle l'État ou un organisme public ou parapublic se désengage totalement ou partiellement au profit du secteur privé des entreprises, quelle que soit leur forme juridique (établissement public, société d'État, société d'économie mixte ou autre), dans lesquelles il détient tout ou partie du Capital* »[147].

Ce texte pose deux éléments centraux dans la compréhension de la notion de la privatisation. D'une part, elle doit d'abord être comprise comme une action de désengagement

---

[143]THIRION (Nicolas), « Privatisations d'entreprises publiques, économie de marché et transformation des systèmes juridiques étatiques : un processus inéluctable ? », in *Revue Pyramides,* n°2, 2000, pp. 85-110.

[144] BOUIN (Olivier), « la privatisation dans les pays en développement : réflexions sur une panacée », in *Revue Cahier de politique économique*, n°3, OCDE, 1992,

[145] RATINEAU (Yannick-Joseph), *La privatisation de la répression pénale*, Thèse de Doctorat en Science Juridique, Université Paul CÉZANNE, décembre 2013, p.23.

[146] RATINEAU (Yannick-Joseph), *op cit*, 2013, p.23.

[147] Article premier de l'ordonnance n°90/004 du 22 juin 1990 relative à la privatisation des entreprises publiques et parapubliques au Cameroun.

de l'État, et d'autre part, elle est effectuée au profit du secteur privé. Cette conception juridique est d'ailleurs identique à celle qu'en donne Nicolas THIRION, quand il définit la privatisation comme :

> *« ...l'opération par laquelle le contrôle exercé, directement ou indirectement, par les pouvoirs publics sur une organisation de moyens humains, matériels et immatériels, vouée à l'exercice, à titre exclusif ou principal, d'une activité économique, est transféré au secteur privé [148]».*

Cette approche est porteuse de deux conséquences juridiques majeures. Tout d'abord, la dotation d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière[149] aux entreprises ainsi privatisées. Ensuite, au regard du Droit privé, la privatisation suppose non seulement le transfert des compétences, mais aussi la création d'une nouvelle entité porteuse de droits et de devoirs dont la responsabilité est désormais distincte de celle de l'État. Toutefois, cette acceptation privatiste ne rend pas compte du transfert des instruments opérationnels et coercitifs qui permettent effectivement à la nouvelle entité privatisée d'exercer ses nouvelles compétences. D'où l'intérêt de mobiliser le Droit public qui traite justement de la puissance publique.

Ainsi, en Droit Administratif, le fonctionnement d'une institution informe la notion de puissance publique[150]. S'il est établi que la cession des droits prend en compte la création d'une nouvelle entité juridique et donc, institutionnelle. Elle permet également de lui céder les éléments de la puissance publique. C'est d'ailleurs ce que relève la Loi du 10 août 1994 portant cadre de la privatisation au Congo, où il est disposé qu':

> « *aux termes de la présente loi, la privatisation s'entend comme: un transfert de priorité de la puissance publique vers le secteur privé, un recours au capital ou l'expertise du secteur privé par des formules de concession ou de contrat de gestion pour mener à bien une activité du secteur public »*[151].

Il est donc évident que la privatisation consiste tout au moins en droit administratif, à la cession par l'État, d'une partie de sa puissance publique à l'entité qui passe sous le contrôle

[148]THIRION (Nicolas), *op cit.*
[149] L'autonomie financière est la capacité pour une personne morale d'administrer et de gérer librement les biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels ou en numéraire constituant son patrimoine propre, en vue de réaliser son objet social.
[150] La puissance publique renvoie ici, à l'ensemble des moyens dont dispose l'État dans l'accomplissement de ses missions régaliennes
[151]L'article IV de la Loi n° 21-94 du 10 Août 1994 portant Loi Cadre sur la privatisation au Congo.

partiel ou total d'un acteur privé. En définitive, l'approche juridique analyse les effets de la privatisation et ne renseigne pas sur les raisons de celle-ci, c'est peut-être pourquoi il est judicieux de recourir à une grille de lecture économique de la privatisation.

b. L'Approche économique des politiques de privatisation en Afrique centrale

Du point de vue économique, la privatisation pose d'entrée de jeu le débat de la théorie économique qui oppose l'État providence à l'État gendarme. En effet, aux origines de celle-ci, se trouve la vision classique de John Maynard KEYNES qui milite en faveur de la centralité du rôle de l'État dans son fonctionnement optimal, on seulement du fait de sa rationalité supposée, mais aussi eu égard à sa posture de garant de l'intérêt général[152]. Les deux principaux arguments de cette théorie de l'ETA providence sont la création des emplois et la protection sociale des citoyens. Pour ce faire, le Léviathan assure ses trois fonctions essentielles que sont : l'allocation des ressources, la redistribution des revenus[153] et la régulation de l'activité à travers des politiques économiques[154]pour corriger les irrégularités naturelles du marché.

Dès leurs indépendances, les pays d'Afrique francophone en général et ceux d'Afrique centrale en particulier, ont fait le choix des théories keynésiennes. Ils se sont alors engagés dans le processus de création tous azimuts des entreprises publiques[155]. Le second élément qui marque cette volonté d'affirmation de l'État postcolonial en Afrique francophone sera la nationalisation des entreprises du secteur productif et commercial, alors contrôlées par les investisseurs étrangers. L'on assiste à l'émergence d'une dynamique de nationalisation des entreprises sur le continent dont la traduction en Afrique centrale est empreinte de patrimonialisme[156]. Ce type de système est le dénominateur commun des modes de

---

[152]DOSTALER (Gilles.), «*La « Asimakopoulos et la Théorie générale de Keynes », in Revue d'analyse économique*, Vol.67, n°4, Décembre 1991, pp.549-566.

[153] L'État assure plus de justice sociale en redistribuant des prestations et tente de réduire les inégalités.

[154] La politique économique désigne l'ensemble des actions mises en œuvre par les pouvoirs publics pour atteindre des objectifs économiques. Pour ce faire, elle dispose de deux principaux instruments que sont d'une part la politique budgétaire qui consiste à agir sur les dépenses et les recettes de l'État pour relancer ou freiner l'activité économique, et d'autre part, la politique monétaire dont l'objectif est d'agir sur la quantité de monnaie en circulation dans l'économie pour l'adapter aux besoins de l'activité économique.

[155]Ces entreprises publiques avaient alors pour mission de subvenir aux besoins des populations, voir à ce sujet, CHAVANNE (Bruno), *Bilan et perspective des privatisations en Afrique francophone : Une étape de la démocratisation ?* Bureau International du Travail, Genève, 1996, p.1.

[156] C'est à dire un mode gestion basée sur une forme de domination personnelle, empruntant à la fois à la tradition et surtout à l'arbitraire, le patrimonialisme se caractérise par la gestion des biens et ressources de l'Etat comme étant du ressort de la propriété personnelle du prince.

gouvernementalité africains selon Jean-François MEDARD[157], il se fonde sur l'échange social et économique avec une confusion entre le public et le privé[158].

En effet, en s'inspirant des travaux de WEBER sur le patrimonialisme, MEDARD l'adapte à la réalité africaine en l'expliquant par l'hybridité du modèle étatique africain, à cheval entre modernité et tradition. Ce dernier se caractérise d'une part par la personnification du pouvoir et d'autre part, par une accumulation des rentes politico-économiques reposant sur une confusion entre le privé et le public[159]. Ce système est celui au sein duquel, le prince jouit de la chose publique comme si elle lui appartenait personnellement. Le premier trait de ce phénomène est l'enrichissement du prince et des siens au détriment du reste de la population, à travers une technologie de pillage des ressources de l'Etat. Parmi les mesures les plus emblématiques alors imposées par les bailleurs de fonds internationaux (FMI, Banque Mondiale) pour aider ces différents pays, nous avons entre autres : la dévaluation de cinquante pour cent de la valeur de la monnaie[160], la compression des fonctionnaires, la lutte contre la corruption et surtout la privatisation des entreprises publiques[161].

Au final, l'économie appréhende la privatisation comme un désengagement de l'État du secteur productif, pour un meilleur développement, basé sur l'amélioration des agrégats macro-économiques. Aux antipodes de toutes les promesses de croissance et de stabilité qui ont justifié les interventions des bailleurs de fonds au sein des pays africains, l'on doit bien admettre que le bilan est pour le moins mitigé. Bien qu'intéressant, le débat sur la privatisation économique est loin de correspondre à notre travail, aussi, importe t'il, à présent, d'essayer d'opérationnaliser la privatisation dans le domaine de la Sécurité.

---

[157] MEDARD (Jean François) (Dir.), (1991), « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in *États d'Afrique noire : Formation, mécanisme et crise*, Paris, Karthala, p.323-353.
[158] ENGUELEGUELE (Maurice), *op cit*, p. 235.
[159] MEDARD (Jean-François), « L'État néo patrimonial en Afrique noire », in MEDARD (Jean-François), (dir.), *États d'Afrique noire : Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, p.30. pp. 323-353.
[160] PAURON (Michel), « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », in magazine *Jeune Afrique*, 9 novembre 2016 ; M.P. GUYARD, « La dévaluation du Franc CFA », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.2.
[161] Cette privatisation va se faire sous quatre modalités différentes : la vente partielle ou totale des actifs des entreprises publique (dénationalisation) ; la sous-traitance au secteur privé (la désétatisation) ; la libéralisation de certains secteurs pour supprimer le monopole de l'Etat et enfin, le démembrement des entreprises publiques pouvant aller jusqu'à leur liquidation. Voir, CHAVANE (Bruno), *op cit*, p.18.

- **L'opérationnalisation de la privatisation dans le domaine de la sécurité**

Le premier écueil est naturellement relatif au champ même de la privatisation, qui se trouve ici, être la sécurité, domaine réservé, par excellence où se joue la souveraineté de l'État. Elle fût pendant longtemps sanctuarisée et *ipso facto*, revêtue du sceau de la sacralité. Il peut donc, tout à fait sembler normal, d'avoir le sentiment de blasphémer, quant on parle de privatisation de la sécurité. En effet, certains auteurs comme Norbert ELIAS considèrent le double monopole fiscal et militaire comme le fondement de l'État[162] et la matrice de sa consolidation[163]. Pour Max WEBER, la sécurité est consubstantielle à son existence même, car il est le seul acteur qui : « *revendique avec succès le monopole de la violence physique légitime* [164]». Au regard de ce qui précède, il peut sembler difficile d'envisager la sécurité autrement que, comme le domaine réservé de l'État. Toutefois, de nombreuses raisons ont été évoquées pour expliquer la privatisation de la sécurité.

- **La privatisation de la sécurité comme mimétisme du champ économique**

La libéralisation néolibérale et la marchandisation de la sécurité inclinent à concevoir la sécurité comme un simple bien mercantile[165]. Cette approche économiste de la privatisation de la sécurité est perceptible dans la définition qu'en donne Babou CISSE quand, l'inter-changeant avec celle d'externalisation, il la conçoit comme le fait de :

> *« …donner des tâches, qui jadis se réalisaient en interne, à des personnes morales ou physiques extérieures qui les exécutent sous le contrôle de leur donneur d'ordre. Il s'agit d'opérations faites pour des raisons économiques notamment en termes de réduction du personnel [166]».*

S'il explique par le besoin de recentrage des forces de défense sur leur cœur de métier, l'on doit dire qu'il y a là un biais, car, on ne saurait comparer la sécurité, activité relevant du domaine régalien de l'État, à un bien économique, que l'on peut confier à un acteur privé contre de l'argent. Cette première approche a le mérite de mettre le doigt sur le véritable enjeu de la privatisation, à savoir l'intrusion des acteurs privés dans le domaine de l'action de l'État. Toutefois, l'on doit dire que l'approche mercantiliste de la privatisation de la sécurité est

---

[162] ELIAS (Norbert), *Les dynamiques de l'Occident*, Paris, calman Levy, 320 pages.
[163] BELOMO (Chantal-Pélagie), 2007, *op cit*, p.76.
[164] SMOUTS (Marie-Claude) (dir.), *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p.37.
[165] NJOYA (Hassan), *op cit*, p.17.
[166] CISSE (Babou), *op cit* ; p.29.

assez simpliste et minore la complexité des SMSP que Marie-Louise TOUGAS préfère d'ailleurs appeler Entreprises de Sécurité Privées pour garder la charge complexe de leur action[167].

Si cette approche mercantile peut s'appliquer aux acteurs privés, elle ne saurait en revanche, l'être à un État, dont le cœur de métier semble justement être la sécurité. On ne saurait donc externaliser son activité principale, sauf à vouloir lui enlever sa raison d'être. Peut-être, peut-on, dans ce cas, parler d'une coproduction de la sécurité, en gardant à l'esprit la présence, et non la démission de l'État dans ce champ régalien. Cette évolution de la conception de la sécurité est d'ailleurs perceptible dans l'approche qu'en a Chantal Pélagie BELOMO ESSONO qui l'a défini comme :

> « *... un bien économique dont l'acquisition s'effectue entre l'État, les entreprises privées de sécurité et les citoyens. Le panorama du marché se compose de demandeurs de sécurité à savoir la population, l'État, ses institutions et des offreurs de sécurité qui désignent l'État, les compagnies privées de sécurité et les citoyens.*[168] ».

Si elle a beau jeu de maintenir l'État comme acteur essentiel de la fabrique de la sécurité, l'on peut lui reprocher de vouloir le placer au même niveau que les autres acteurs privés. Tout au moins parce que c'est lui qui décide des missions qu'il veut leur confier. Il suffit simplement d'observer les sociétés de gardiennage, pour se rendre compte qu'elles disposent d'un armement rudimentaire et d'un périmètre d'action restreint, ne leur permettant pas, en réalité d'offrir le même niveau de prestation que les Forces de maintien de l'ordre. En y intégrant les Sociétés Militaires Privées, l'on entre de fait, dans une nouvelle forme de gouvernemntalité de la guerre marquée par sa désinstitutionalisation au profit des acteurs privés[169].

Sans réfuter totalement l'idée d'une coproduction de la sécurité, nous pensons pour notre part que l'externalisation/privatisation de la sécurité renvoie à un ensemble de programmes mis en œuvre par l'Etat pour définir des secteurs du champ sécuritaire dans lesquels il a besoin d'une assistance ou d'une aide. Toutefois, l'on doit bien avouer que la privatisation de la sécurité peut prendre deux formes, d'une part celle de la privatisation des

---

[167] TOUGAS (Marie-Louise), *op cit*, p.38.
[168] BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie), 2007, *op cit*, p.396.
[169] BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie), *Définition d'une pensée stratégique et militaire du Cameroun. Entre prospective et fabrique de l'historicité*, Éditions Publibook, 2017, p.24.

activités publiques de sécurité et d'autre part, celle de la publicisation des activités privées de sécurité.

- **La privatisation des activités publiques de sécurité**

La question de la privatisation des services publics peut se faire par la participation des agents de l'État ou des collectivités Territoriales décentralisés dans des activités privées. Ainsi, un médecin ou un enseignant du public, après ses heures de travail au service de l'État, peut se prêter à une activité privée contre rémunération de ses prestations. Dans le domaine de la sécurité, cette hypothèse vaut également. En effet, en s'inscrivant dans les dynamiques du Nouveau Management Public, la commercialisation des activités policières « *constitue une étape supplémentaire de raffinement des logiques de marchandisation telles qu'entreprises par la sécurité publique* [170]». Une telle activité qui n'intègre pas toutes les prestations de police, permet à cette administration, non seulement de se faire de nouvelles entrées financières et de concurrencer les agences privées, mais aussi, d'offrir à ses agents, la possibilité d'arrondir leur fin de mois[171]. L'on assiste dès lors, à deux possibilités concordantes.

Tout d'abord, et c'est le cas au Cameroun et en RD Congo par exemple, l'on assiste à une présence des agents de police ou de l'armée aux cotés des vigiles non armés, soit pour les assister dans le transport des fonds, ou pour renforcer la sécurité de certains édifices stratégiques[172]. Ce type de privatisation se fait généralement par la signature d'un contrat entre la société privée de gardiennage et la police, ou alors via une entente de même nature entre les responsables de ce corps de métier et l'entité demanderesse[173]. Ensuite et enfin, l'on peut assister à la signature d'un contrat à titre individuel entre l'agent de police et une structure privée, pour leur apporter son expertise dans l'accomplissement d'une mission de sécurité privée. Cependant, une telle activité ne peut faire l'économie d'une déclaration à son supérieur hiérarchique qui doit donner son accord.

---

[170] MULONE (Massimiliano), « Privatisation de la police ou « publicisation » de l'industrie de la sécurité privée ? », in POUPART (Jean) et al dir, *Question de criminologie*, col. Paramètres, 2010, pp.207-217.

[171] Propos recueillis auprès d'un militaire camerounais chargé posté devant le Ministère camerounais des Relations extérieures.

[172] Selon un officier congolais interrogé à l'EIFORCES, cette situation s'explique par le fait que les vigiles ne sont pas armés.

[173] Selon un officier de police camerounais interrogé sous anonymat, la location d'une escorte ou d'une garde policière est ouverte à tout citoyen à condition de pouvoir verser à la DGSN une somme qui varie souvent être 200 et 300.000 FCFA par mois.

Bien qu'intéressante, car elle permet de rendre compte des évolutions et des mutations des forces de défense et de sécurité en Afrique et ailleurs, la privatisation des activités des forces de maintien de l'ordre pose le problème de leur dépendance vis-à-vis du marché de la sécurité et partant, celui du développement d'un affairisme qui peut à terme, constituer une menace pour la sécurité publique. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous lui préférons, la publicisation des activités privées de sécurité.

- **La publicisation des activités privées de sécurité comme technique de privatisation de la sécurité**

Selon la littérature, la publicisation de la sécurité privée participe d'une augmentation de la présence des acteurs privés dans l'espace public. Une telle dynamique est tributaire de deux mouvements complémentaires. Tout d'abord, à travers la reproduction du langage, l'organisation et les activités des forces de maintien de l'ordre par les acteurs privés[174]. Cette dynamique mimétique informe sur la croissance d'une demande des prestations privées par les citoyens ; les acteurs économiques, politiques ou humanitaires.

La conséquence qui en découle est une plus grande présence des agents privés sur l'espace public. Dans les pays développés, cette publicisation des activités privées de sécurité prend la forme d'une sous-traitance dans la sécurisation de certaines entités stratégiques telles que : les aéroports ; les trains ; les parcs ; les prisons et parfois même, des rues[175]. Toute chose qui participe d'une banalisation des activités privées dans l'espace public, leur apportant au passage, un surplus de légitimité auprès des populations.

En Afrique centrale, cette forme de privatisation de la sécurité est bien connue, car participant d'une sécurité de proximité dont la forme la plus visible est le postage des vigiles devant des domiciles privés ; des édifices commerciaux et mêmes publics. Toutefois, si cette forme de privatisation e la sécurité, semble correspondre aux activités privées de gardiennage, elle rend moins compte des activités des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, qui opèrent dans des domaines moins médiatisés D'où la nécessité d'adopter une approche hollistique qui prend en compte à la fois, les activités privées de sécurité visibles sur l'espace public et celles moins médiatisées qui impliquent les SMSP. Analysons à présent notre approche de la privatisation de la sécurité.

---

[174] MULONE (Massimiliano), *op cit*, pp.207-217.
[175] *Idem*, pp.207-217.

NOTRE APPROCHE : LA PRIVATISATION RÉGALIENNE DE LA SÉCURITÉ

En prenant en compte deux précautions liminaires, liées d'une part, à la nature des régimes autoritaires en Afrique centrale et d'autre part, en considérant le secret qui entoure généralement les questions de défense et de sécurité, il apparait utile de préciser que de nombreuses actions privées de sécurité sont souvent, présentées et perçues, comme celles des acteurs publics[176]. A l'observation, il existe bien, une volonté, de cacher l'essentiel des activités des SMSP au public. L'on constate ainsi que, contrairement à l'occident,où l'industrie de la sécurité privée s'emploie à se faire connaître, via des salons et campagnes de communication orientée vers le grand public, en Afrique centrale, ce secteur tire sa survie de sa capacité à se greffer aux acteurs publics, qui constituent d'ailleurs, le principal marché pour les privés.

L'on observe aussi que la privatisation de la sécurité est ici, nimbée d'un halo de subterfuges qui visent parfois, à dissimuler son existence. Un tel positionnement informe sur la réalité des connivences qui existent entre le secteur privé et les États patrimonialisés[177] qui font recours à ses services et qui lui permettent d'exercer leurs activités sur leur territoire. Dans un tel contexte, la privatisation se résume bien souvent, soit au transfert des compétences publiques en matière de sécurité publique et de défense, vers un acteur privé, soit à une autorisation d'occuper une parcelle du territoire pour y exercer une activité privée de sécurité. La privatisation de la sécurité renvoie donc pour nous, au processus par lequel l'État transfert l'exécution d'un ensemble de prestations de sécurité ou de défense à des acteurs privés contre rémunération par lui-même ou par les bénéficiaires privés. Intéressons-nous à présent à la délimitation du champ de l'étude.

PARAGRAPHE II : DÉLIMITATION DU CHAMP DE L'ÉTUDE

Cette partie du travail qui porte sur le champ de l'étude, s'attèlera à faire une analyse sociohistorique et géopolitique de l'Afrique Centrale (A) et analysera les déterminants communs aux trois pays de nôtre échantillonnage (B).

---

[176] Précisons que malgré un ensemble de précautions et d'interventions des tiers, ni le Ministère de la défense ni la DGSN n'ont daigné nous accorder une autorisation d'y effectuer une enquête dans leurs administrations.

[177] Nous empruntons ici cette notion au sociologue Jean François MEDARD, qui a expliqué le politique en Afrique par la confusion entre le privé et le public qui caractérise les élites. MEDARD (Jean-François), 2000. *Op cit,* pp.848-858.

A. ANALYSE SOCIOHISTORIQUE ET GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE

Dans le cadre de cette partie du travail, nous mettrons en exergue les éléments sociohistoriques (1) et géopolitiques de l'Afrique centrale (2).

1. Une sociohistoire de l'Afrique centrale

De part, sa complexité historique, géographique, institutionnelle, et géopolitique, l'Afrique centrale forme au premier abord, un objet improbable. Controverse « *quasi-aporétique* » pour certains[178], l'intelligibilité de cet espace politique remonte pourtant à la création de l'Afrique Équatoriale française (AEF). Cependant, pour ELIKIA M'BOKOLO, le concept d'Afrique centrale n'est qu'un construit coloniale, qui recouvre une vérité historique bien plus ancienne[179]. Ainsi, aux antipodes d'une approche africaniste, ce chercheur montre qu'en réalité la construction de cette sous-région s'est faite en trois temps structurants. Le premier, remonte à l'époque pré coloniale et laisse apparaître de nombreux royaumes tels que celui du Kongo, de Luba et celui de Lunda[180].

Le deuxième moment important de la construction de l'Afrique centrale est l'arrivée des puissances coloniales occidentales, vers 1870 et qui s'achèvera avec la conférence de Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Cette rencontre, a permis de réunir les principales puissances coloniales européennes en Afrique à savoir : le Portugal, la France, l'Angleterre, l'Espagne, la Belgique et l'Allemagne. C'est justement l'espace jadis, occupé par les royaumes du Kongo, Luba et Luanda au sortir de la conférence de Berlin en 1885 qui deviendra plus tard, l'Afrique Centrale. Pour donner une idée plus claire de l'Afrique sous l'emprise coloniale, nous avons fait le choix de mobiliser une carte qui illustre son partage entre les différentes puissances européennes pendant l'époque coloniale :

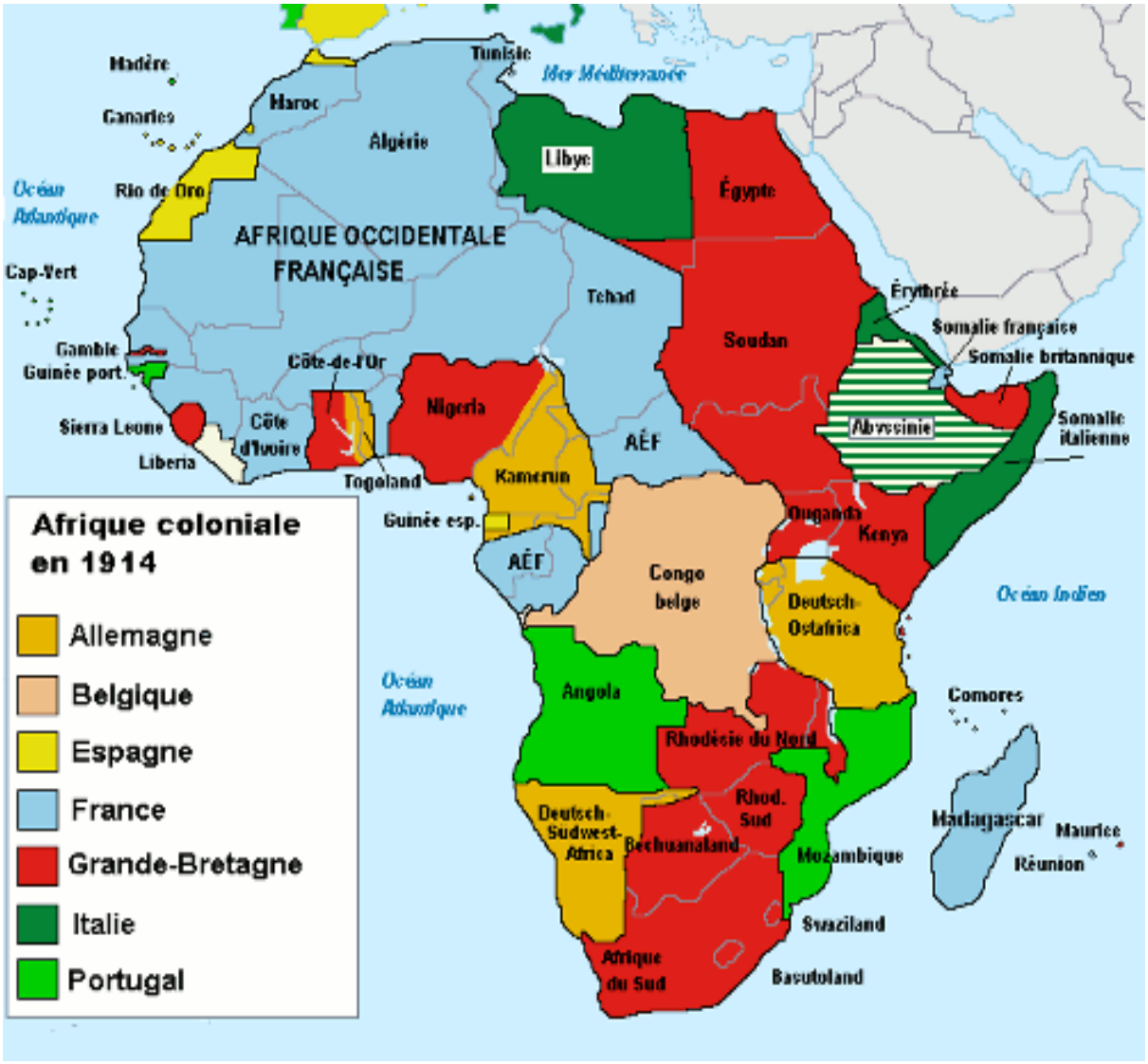
---

[178] CHOUALA (Yves Alexandre) cité par TSAFACK NGUEFACK (Charlie Delmas), *op cit*, p.14

[179] MESSE MBEGA (Christian), *La Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) : Quelle politique de sécurité pour une organisation à caractère économique ?* Thèse de Doctorat, Université de REIMS Champagne-Ardenne, Décembre 2015, p.36.

[180] Si le royaume du Kongo était composé des peuples vivants entre le Gabon méridional, le plateau de Benguela (Angola) et de l'Océan Atlantique pour arriver au-delà du fleuve Kwango (RD-Congo), ceux du Luba et du lunda en revanche occupent toute la zone située entre le lac Tanganyika et le haut Lualaba, *Ibid*, p.18.

CARTE N°4 : POSSESSIONS COLONIALES DES PUISSANCES OCCIDENTALES EN AFRIQUE



Source : www.reaserchgate.com

Selon Angéla MAYER, le concept d'Afrique Équatoriale est inventé par le théologien allemand Matthias ITTAMEIER en 1882, dans le cadre du projet du *Mittelafrika*[181]. C'est cette entité qui sera par la suite, la matrice de l'Afrique Centrale au plan institutionnel.

[181] Le concept de *Mittelafrika* devait inclure les territoires de l'actuel Angola, le nord du Mozambique, le Congo belge avec ses mines de cuivre de Katanga, ainsi que les possessions françaises en Afrique centrale, à savoir le Tchad et ses environs, l'Oubangui-Chari (RCQ), le Gabon et le Moyen Congo. Voir à ce sujet : Angéla MEYER, *L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité des États faibles : l'exemple de quatre États centrafricains,* Thèse en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2006, p.205,

Notons que, si institutionnellement, cette région renvoie à plusieurs réalités[182], au plan géographique, elle a la forme d'un parallélogramme dont les pointes se situent au Nord du Tchad et au Sud de l'Angola. Cette aire sous région est limitée à l'Ouest par le Nigéria et l'Océan Atlantique, à l'Est par le Soudan, au Sud par la Zambie et la Namibie. Les pays de l'Afrique centrale couvrent 6.666 873 km2 et disposent d'un relief varié fait de hauts sommets et de plaines. Après les dimensions historiques et géographiques, analysons à présent, la situation géopolitique de l'Afrique centrale.

2. Une géopolitique troublée de l'Afrique Centrale

L'analyse géopolitique des relations internationales africaines est marquée par son incohérence et son inconsistance, c'est du moins, ce que pense PRISO-ESSAWE, de son processus d'intégration régionale quand il affirme qu'elle reste : « *davantage un projet plutôt qu'un processus*[183] *»*. L'une des raisons étant ici, l'existence des rivalités entre les États membres de cette sous-région. En effet, en raison de la persistance des guerres de leadership entre puissances régionales[184], l'Afrique centrale reste à la recherche désespérée d'un État pivot[185], capable, comme l'Afrique du Sud dans la SADC[186] ou le Nigéria au sein de la CEDEAO*[187]*, de réunir les autres pays, dans une dynamique communautaire.

Pour ce qui est de l'Afrique centrale, la défection de la République Démocratique du Congo, enlisée dans des conflits armés, a semblé redistribuer les cartes en faveur d'un leadership incarné par le couple Cameroun et le Gabon. La faiblesse de ce duo, a ensuite redirigé la quête de ce leadership vers des puissances extrarégionales telles que l'Afrique du Sud ; le Nigéria ou la Libye[188].

---

[182] On peut citer entre autres : la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), la Commission Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).

[183] PRISO ESAWE (Samuel-Jacques), « L'intégration en Afrique centrale est-elle otage des querelles de leadership ? », in EWANGUE (Jean Lucien), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.77.

[184] SÈDJRO BIDOUZO (Thierry), *Les organisations internationales et la résolution des conflits post bipolaires en Afrique,* Thèse de doctorat en Droit public, Université d'Abomey-Calavi, mars 2016, p.322.

[185] ROPIVIA (Marc Louis) (2020), *op cit*, p.5.

[186] DIKA (Pierre-Paul), *La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine*, Paris, L'Harmattan, 2008, 310 p.

[*187*]DIKA (Pierre-Paul), *op cit*, 2008, 310 p.

[188] NTUDA EBODE (Joseph Vincent), « Le retour de la République Démocratique du Congo et la redistribution des cartes en Afrique centrale », in *Revue Diplomatie*, n°30, 2008, p.82.

Au demeurant, cette absence de leadership, a ouvert la voie à une rivalité entre les différents pays de la sous-région. Parmi les principaux prétendants à l'hégémonie régionale, le Gabon est vite apparu comme un prétendant sérieux. En effet, sur le plan diplomatique, l'aura de feu, le président Omar BONGO ONDIMBA, a longtemps bénéficié à son pays. Médiateur dans les conflits au Congo en 1999, en RCA en 2002, et au Tchad en 2006[189] , l'ancien homme d'État gabonais a permis à son pays d'e Granger de nombreuses victoires diplomatiques telles que l'obtention du siège du Secrétariat général de la CEEAC à Libreville. Au plan sous régional toujours, l'activisme politique du Gabon s'est matérialisé par sa contribution remarquable aux contingents de la CEEAC avec plus de 500 soldats et 180 policiers dans le cadre de la MICOPAX et puis de la MISCA depuis le 19 décembre 2013[190]. En outre, le pays a obtenu que le général Jean Félix AKAGA soit nommé à la tête de la MICOPAX II. Cette volonté de puissance du Gabon a d'ailleurs été la source des frictions avec un de ses voisins : le Cameroun.

Aux antipodes des analyses qui ont fait de ces deux pays, un couple pouvant impulser une dynamique de développement et un leadership dans la sous-région, les relations bilatérales entre le Gabon et le Cameroun, se sont assombries à partir de 1967, notamment, avec la politique de « *gabonisation* » impulsée par le président Léon MBA[191]. Ce refroidissement des relations entre les deux voisins va s'accentuer avec les arrivées croisées des présidents Paul BIYA et Omar BONGO ONDIMBA, au point que le deuxième en vienne à extérioriser son agacement sur le comportement du premier, en affirmant publiquement que :

> *« BIYA ? S'il y a un problème entre lui et moi, ce n'est pas en tout cas de mon fait. Paul BIYA, Abdou DIOUF et moi-même, avons un parcours similaire (…), j'ai d'excellents rapports avec Abdou Diouf, que je considère vivement comme un frère. Avec le président BIYA aussi, je suppose. Je sais qu'on ne le voit guerre ici, à Libreville, alors que moi, je me suis rendu à Yaoundé, aux sommets de l'OUA et de l'UDEAC. Que faudrait-il faire ? Que je n'y aille plus, afin que nous soyons à armes égales ?*[192] *».*

---

[189] M'BOKOLO (Elikia), *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel, 2010, 410 p.

[190] MESSE MBEGA (Yann), *La Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) : Quelle politique de sécurité pour une organisation à caractère économique ?* Thèse de Doctorat, Université de REIMS Champagne-Ardenne, Décembre 2015, p.9.

[191]AWOUMOU (Comes Damiens George), « Le couple Cameroun-Gabon : moteur de l'Afrique centrale ? », in EWANGUE (Jean Lucien) (Dir), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.56.

[192]AWOUMOU (Comes Damiens George), 2009, *op cit,* p.59.

Cette rivalité entre les deux chefs d'États s'est traduite par le refroidissement de leur collaboration bilatérale[193] et des expulsions répétées des Camerounais au Gabon. Toutefois, depuis le décès d'Omar BONGO ONDIMBA, les relations bilatérales entre les deux pays se sont considérablement améliorées. Cette disparition a également ravivé la volonté de leadership d'un autre président de la sous-région : Dénis SASSOU N'GUESSO du Congo, qui semble avoir hérité de la posture de leader sous régional, jadis incarnée par Omar ONGO, notamment, à travers un activisme diplomatique pour le moins remarquable.

Pour en témoigner, en 2012, le président congolais s'est impliqué dans la résolution de nombreuses crises opposant le pouvoir en RD. Congo et le M23 et en RCA entre le président François BOZIZE et les rebelles de la Séléka où il a obtenu des résultats aussi probants que la signature de l'Accord de Paix de Libreville le 11 janvier 2013 ; l'élection de Catherine SAMBA PANZA à la tête du pays avec l'appui de la France et des États Unis face au candidat Tchadien, Désiré KOLINGBA[194]. Toutefois, à l'ombre de cet activisme politique du président SASSOU, l'Afrique centrale, connaît aussi l'émergence et l'affirmation d'un leadership de la Guinée Équatoriale.

En raison de sa spécificité linguistique, géographique et économique, la Guinée Équatoriale a longtemps été considérée comme un cadet face aux « *grands frères* » que constituaient alors le Cameroun et le Gabon[195] qui occupaient l'essentiel des postes communautaires. Cependant, avec la découverte des champs pétroliers de Zaphiro en 1991, le pays a entamé un repositionnement qui lui a permis de passer d'une posture passive vers un positionnement plus actif face à ses voisins[196]. Toute chose qui va déboucher sur une revalorisation de sa place dans la géopolitique de l'Afrique centrale, notamment avec l'instauration du principe de rotation aux postes communautaires à partir de 2008[197]. Le pays

---

[193] Pour attester de cette rivalité, nous pouvons mentionner, l'hibernation de la Commission Mixte Cameroun-Gabon à partir de 1984 ; l'absence d'un titulaire à l'Ambassade du Cameroun à Libreville, l'incendie de cette mission diplomatique, la fermeture réciproque des Consulats Généraux des deux pays ; l'expulsion régulière des ressortissants camerounais ; etc.

[194] MESSE MBEGA (Yann), 2015, *op cit*, p.9.

[195] Le Gabon et le Cameroun ont été de grands acteurs de l'indépendance du pas en mettant sous pression l'Espagne à propos de l'indépendance de la Guinée Équatoriale, ils ont en outre, soutenu le pays au plan financier et humanitaire avec la gestion des réfugiés équato-guinéens, in NGUEFACK TSAFAC (Charly Delmas), *2018*, *op cit*, p.99.

[196] CHOUALA (Yves Alexandre), « la crise diplomatique de mars 2004 entre le Cameroun et la Guinée Équatoriale : fondements, enjeux et perspectives » in *Polis. Revue Camerounaise de Science Politique*, vol. 12, n° spécial 2004-2005.

[197] BATCHOM (Paul Elvic), « Valeurs et puissance dans les relations internationales : de la construction axiologique d'une dynamique hégémonique en Afrique centrale », in *Revue Camerounaise d'Études internationales*, n° 1er et 2ème semestre 2013, p.31.

s'est dès lors, impliqué dans de nombreuses initiatives dans le domaine de la paix et de la sécurité sous régionales, avec l'envoi d'un contingent d'environ deux cents (200) soldats au sein de la MISCA déployée en Centrafrique.

Au plan diplomatique, l'activisme du président Théodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO a permis à son pays d'obtenir la nomination de ses ressortissants à des postes communautaires importants [198]tout comme il a réussi à organiser dès rencontres stratégiques telles que les 17ème et 20ème sommets de l'UA en 2011 et 2014[199]. L'autre élément qui milite en faveur de l'affirmation croissante d'une puissance de la Guinée Équatoriale est sa politique xénophobe en Afrique centrale. En effet, ce pays brille par une propension à bloquer ses frontières et à expulser les ressortissants des pays voisins en s'appuyant sur un triple imaginaire démographique, économique et sécuritaire[200]. C'est ainsi qu'en 2004, le pays a expulsé de nombreux ressortissants africains dont plus de 1500 familles camerounaises de son territoire[201]. Après la Guinée Équatoriale, analysons à présent la posture du Tchad dans la construction d'un leadership sous régional.

De nombreux éléments sont à mettre à l'actif d'une volonté de puissance tchadienne en Afrique centrale. Au le plan militaire, Tout d'abord, l'on peut prendre en compte la participation du Tchad dans les interventions aux côtés de la France au Mali en 2013, au Niger, au Nigéria, au Cameroun et en Centrafrique. Pour ce faire, le pays mobilise de gros effectifs militaires : 2000 soldats dans le cadre de l'opération Serval, 3000 dans la Force Mixte Multinationale (FMM) de lutte contre Boko Haram, 2000 au G5 Sahel[202]. Cette implication participe assurément d'une volonté de puissance du pays dans la sous-région[203].

En outre, le Tchad est très actif au plan diplomatique, avec non seulement, son rôle au sein des organisations régionales et sous régionales, que sont : l'UA, la CEMAC, et la CENSAD. Mais aussi, en raison du rôle de béquille stratégique, que ce pays joue dans la projection de la France dans la sous-région. Enfin de compte, cette sous-région reste marquée

---

[198] Il s'agit ici d'ABAGA NTSAMA (Lucas) à la tête de la BEAC, dont le pays détient la moitié des réserves en devises. En outre, en 2012, la Guinée a obtenu la nomination d'un de ses ressortissants à savoir, Rosario MBASOGO KUNG NGUIDANG, au poste de vice-présidente de la Commission de la CEMAC.
[199]BATCHOM (Paul Elvic), 2013, *op cit*, p.11.
[200] LOUNGOU (Serge), « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalités », in *Belgeo. Revue belge de Géographie,* n°3, 2009, pp.315-330.
[201] LOUNGOU (Serge), 2009, *op cit,* p. 315.
[202] KARIE YOUSSOUFOU (Ngamondi), « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre *low et high politics* », in *Revue Res Militaris*, vol.9, automne 2019, p.9.
[203]*Ibid*, p5.

par une absence de véritable leadership que n'arrivent, à incarner, ni, le Cameroun en raison d'un attentisme diplomatique, ni, la République Démocratique du Congo enlisée dans les conflits[204]. Cette Anarchie constitue un appel d'air pour les ambitions de puissance des autres pays de la sous-région. Analysons à présent, les indicateurs historiques, politiques et géographiques communs aux trois pays de notre étude.

B. PRÉSENTATION DES INDICATEURS COMMUNS À NOTRE ÉCHANTILLON D'ÉTUDES

La démarche comparative qui vise à ressortir les divergences et les convergences entre phénomènes sociaux ou entre unités politiques peut se faire soit par une étude de cas ou via un échantillonnage[205]. Dans cette étude qui porte sur la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, nous avons choisis d'étudier un élément central, à savoir, la privatisation de la sécurité en faveur des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale. Pour ce faire, nous avons retenus trois pays de la sous-région à savoir : le Cameroun (pays relativement stable), la RD-Congo et la Centrafrique (pays instables). Dans le cadre de cette partie du travail, il sera question de les présenter et d'asseoir leur comparabilité par la construction des similitudes et des divergences au plan politique, historique, géopolitique, et sécuritaire.

1. Les déterminants géographiques et historiques communs aux trois pays en étude

Nous présenterons ici, les déterminants géographiques (a) et historiques qui caractérisent le Cameroun, la République Démocratique du Congo et la Centrafrique (b).

a. Proximité géographique et similitudes des trajectoires historiques

Pour mettre en exergue les similitudes géographiques entre les trois pays de notre échantillon, nous dirons tout d'abord qu'ils se situent tous en Afrique centrale, entre les 2ème

[204] La République Démocratique du Congo, de par sa centralité géopolitique et son poids démographique semble être à même de jouer telle qu'elle le montre avec la relance de l'intégration régionale en Afrique centrale, notamment au sein de la CEEAC. NTUDA EBODE (Joseph Vincent), (2008), *op cit*, p.83.

[205] BESSADI (Nouréddine), *Méthodologie de la recherche scientifique pour les organisations de la société civile réponses pratiques à des questions essentielles*, 2016, pp.17-20 publié sur http://library.fes.de/pdf-files/bueros/beirut/12954.pdf

et 32ème degré de longitude nord et les 9ème et 32ème degré de longitude est[206]. En outre, même si la RD-Congo a la plus grande superficie avec ses de 2. 345. 410 km², elle a d'autres similitudes avec la Centrafrique qui compte 622 984 km² et le Cameroun avec ses 475 442 km². Pour le démontrer, l'on peut évoquer la proximité des frontières et la similitude démographiques entre ces pays voisins.

A titre d'exemple, le Cameroun et la Centrafrique partage une frontière commune de 797 km, alors que la Centrafrique et la RD-Congo ont en commun 467 km de frontière. Pour ce qui est des pays frontaliers, la Centrafrique et le Cameroun partagent une proximité géographique, tout comme, la Centrafrique et la RD-C sont tous les deux, limitrophes du Soudan et de la République du Congo. Dernier élément géographique que la République Démocratique du Congo[207] et la Centrafrique ont en commun, c'est leur quasi-situation d'enclavement, qui contraste bien avec la grande ouverture du Cameroun sur l'Océan Atlantique. En effet, pour Bangui qui reste obsédé par l'ouverture sur la mer, et dont le poste le plus proche de l'eau se trouve dans la localité de Beloko, il peut accéder à la maritimité, soit par le port de Douala qui se trouve à 800 km, soit par celui de Pointe Noire au Congo[208]. En revanche, les trois pays ont aussi de nombreuses similitudes humaines et religieuses.

L'une des plus importantes différences entre ces trois pays relève de la géographie humaine, dans la mesure où ils ont des peuples foncièrement dissemblables. Le Cameroun, pour sa part, compte plus de 250 ethnies dont, des Pygmées, des Arabes-choas, des Bantous, des Soudanais, des peuhls ; des peuples des *Grassfields* et des *Sawas*. Ces peuples sont semblables à ceux de la RD-Congo ou l'on retrouve essentiellement les Bantous[209] à hauteur de 80 pour-cent de la population et les groupes soudanais[210]. En Centrafrique, en revanche, l'on dénombre environs 80 groupes ethniques dont les Gbayas, les Benda, les *Mandja*, les

[206] De façon plus exacte, la RCA est située entre le 2ème et le 11ème degré, le 2ème et le 13ème pour le Cameroun et le 2ème et 32ème degré de latitude nord pour la RDC. Ils se situent entre le 14ème et 28ème degré de longitude Est pour la RCA, le 9ème et 16ème degré pour le Cameroun et le 12ème et le 32ème degré de longitude Est pour la RDC.

[207] Malgré ses 100 km d'ouverture sur l'Atlantique et les nombreux ports fluviaux que sont : Banana, Boma, Bumba, Kinshasa, Matadi, Mbandaka, Bukavu, Goma, Kalemie, la RDC est généralement considérée comme un pays enclavé.

[208] MOZOULOUA (Dieudonné), « L'accès à la mer, un défi a variables multiples pour la Centrafrique », in EWANGUE (Jean Lucien) (Dir), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.152.

[209] Parmi les Bantous, l'on retrouve entre autres : les Luba, les Mongos, les Kongos, les Ambala, les Bibindi, les Bangala, les Pende, Les Bango, les pygmés Batwas, les Yakoma, les Baholo, les Yombé, les Yanzi, les Vira, les Topoké, les Tékés, les Shi, les Poto, les Ngombé, etc.

[210] Dans le cadre des groupes soudanique central, l'on peut mentionner des Ngbandi, des Ngbakas, des Manvu, des Mbunja, des Tutsis, des Babingas, des Twa, des Wawwa, des Lugbaras, des Mbutis, des Baka et des Alurs.

saras, les *Mboum*, les *Mbakas*, et les *Yakomas*[211]. Outre ces éléments humains, l'on peut aussi analyser les indicateurs historiques de ces trois pays.

b. Analyses des déterminants historiques du Cameroun, de la RD-Congo et de la Centrafrique

Du point de vue historique, l'Afrique centrale a fait l'objet de rivalités entre les principales puissances coloniales européennes que sont : l'Allemagne, la France, le Portugal, et l'Angleterre et l'Espagne. Ainsi, le Cameroun, la RD-Congo et la Centrafrique ont-ils eu des parcours, pour le moins assez semblables. Le Cameroun a connu une histoire coloniale particulière, depuis la signature le 12 juillet 1884 des deux Traités liant respectivement les chefs Douala, MANGA BELL et MANGA AKWA pour le Cameroun et Gustave NACHTIGAL, pour la partie allemande[212]. Cet accord marquera le début d'une occupation qui durera 36 ans et ne s'achèvera finalement que le 14 mai 1916, par un décret de la Société des Nations (SDN), attribuant la partie occidentale de cette Colonie à la Grande Bretagne et sa partie orientale à la France.

La présence française au Cameroun qui obéit à la fois à la fois au régime du mandat (1916-1945) et à celui de la Tutelle (1945-1960), ne commence pas seulement en 1945, mais bien avant, car, elle remonte au XIXème siècle à partir de sa présence à Batanga au Gabon en 1840[213]. Toutefois, il faut dire qu'à partir du 14 mars 1916, le Cameroun est divisé entre la France, qui reçoit près de 431845 km2 avec 2 millions d'habitants, et, la Grande Bretagne qui hérite de 88036 km2 forte de 560.834 habitants[214]. Contrairement à la Grande Bretagne qui privilégie une approche indirecte, la France va tout de suite intensifier sa présence au

---

[211] KAM KAH (Henry), « History, External Influence and Political Volatility in the Central African Republic », in *Journal for the Advancement of the Developing Economies Review,* vol.3, Issue I, 2014, p.18.

[212] Bien que ces deux traités établissent l'autorité de l'Allemagne, notamment, la maison WOERMAN sur le Kamerun, ce n'est finalement qu'en 1911 que cette puissance coloniale parvient finalement à établir son autorité sur la totalité du pays. Si l'exploitation du Cameroun est d'abord laissée aux compagnies privées qui en font une terre de grandes exploitations agricoles, l'insistance de ces dernières amènera finalement le chancelier Otto Von BISMARK, à s'intéresser au Cameroun, et, à y déployer un des fonctionnaires allemands. Cependant, après 36 ans d'une présence coloniale au Cameroun, la fin de la première guerre mondiale l'oblige à payer des dommages aux vainqueurs et à céder ses colonies, dont le Cameroun aux vainqueurs. Voir ici, TAMEKOU TSOWA (Raoul), *Sociohistoire de la réforme administrative au Cameroun : de la proto-bureaucratie au Nouveau Management Public (1960-2013),* Thèse de doctorat en Science politique, Université de Montréal, juillet 2017, p.77.

[213] *Ibid*, p.80.

[214] *Ibid*, p.81.

Cameroun à travers l'envoi d'un Commissaire de la République (CR). Ce haut fonctionnaire investi de la puissance publique est nommé par un Décret présidentiel[215].

En outre, l'Hexagone va favoriser l'émergence d'une vie politique[216] avec la création de l'Institut des Cadres Locaux (ICL) qui permettra aux termes de la loi-cadre du 16 avril 1957, au Cameroun d'avoir une autonomie interne, puis totale en 1958. Finalement, le Cameroun français accède à l'indépendance le 1er janvier 1960, alors que sa consœur britannique, y a droit de façon séparée en 1961, avec le choix dans sa partie méridionale de rejoindre la République du Kamerun[217]. Pour la RCA, ancien Oubangui Chari, l'histoire coloniale est assez tardive et participe plus, d'une contrainte géostratégique visant à relier le Tchad aux autres possessions françaises de la partie septentrionale et occidentale de l'Afrique[218]. À la suite de l'échec de Pierre SAVORGNAN de BRAZZA, c'est finalement, Alfred UZAC qui parvient à fonder le poste de Brazza le 26 juin 1899. C'est le 29 décembre 1903 que l'Oubangui Chari devient officiellement une colonie française, avant de devenir, le 15 janvier 1910, avec le Congo, le Gabon et le Tchad, membre de l'Afrique Équatoriale Française (AEF)[219].

Engagé dans une politique d'implantation, la France crée des postes administratifs et enseigne sa langue, malgré les difficultés financières auxquelles elle est alors confrontée. Le 16 octobre 1946, l'Oubangui Chari devient un *Territoire d'Outre-Mer* (TOM). Cependant, en raison des mouvements d'indépendance qui embrasent le pays à partir de 1950, ce territoire va tout d'abord, changer de nom et être baptisé : République Centrafricaine le 1er décembre 1958, puis un Etat indépendant à partir du 13 aout 1960[220]. Contrairement à la RCA, le territoire qui constitue aujourd'hui la RD-Congo est découvert par les européens en 142 par Diogo CAO et plus tard, en 1979, par l'explorateur Henry MORTON STANLEY pour le

[215] La période de la tutelle intervient après la deuxième guerre mondiale et est marquée par le remplacement de la SDN par l'ONU en 1945. C'est ainsi que le 13 décembre 1945, le Cameroun change de statut et devient un territoire sous tutelle. La France adopte dès lors un plan d'équipement et de modernisation des territoires d'outre-mer en 1946, afin de développer les territoires coloniaux.

[216] L'on va assister au développement des partis français au Cameroun, à savoir, la Société Française de l'International Ouvrière (SFIO) et du Rassemblement du Peuple Français du Général de GAULLE (RPF). Par la suite, l'on va assister à une endogènéisation de la vie politique avec des partis politiques spécifiquement camerounais comme le Rassemblement du Peuple Camerounais (RACAM) en 1947, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) le 10 avril 1948 et la mise en œuvre d'une Assemblée Représentative du Cameroun (ARCAM) le 22 décembre 1946, remplacée par l'Assemblée Territoriale du Cameroun (ATCAM) le 30 mars 1952. In TAMEKOU TSOWA (Raoul), *op cit*, pp.81-82.

[217] BAYART (Jean-François), 1985, *op cit*, pp.17-18.

[218] DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie), *op cit*, p.2.

[219]DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie), *op cit*, p.2. p.3.

[220]*Ibid*, p.4.

compte du roi LEOPOLD II de Belgique qui en fait définitivement sa propriété de 1908 à 1960[221].

Si la Belgique voulait éviter l'émergence d'une élite locale en RD-Congo[222], la France pour sa part, a joué d'une politique adossée sur l'administration directe, pour fabriquer un indigénat à même de l'appuyer dans sa mission civilisatrice dans son empire colonial, et partant, au Cameroun orientale et en Centrafrique. Au demeurant, les résultats seront les mêmes, car, les indépendances acquises de hautes luttes, grâce à l'action des nationalistes du Kongo entre 1928-1937 et surtout, la résistance de Barthélémy BOGANDA, le « *christ noir*[223] » en RCA, Ruben UM NYOBE et l'Union des Populations du Cameroun (UPC) au Cameroun et Patrice Emery LUMUMBA en RD-Congo, seront rapidement, suivies d'atermoiements, tant en raison des tentatives de sécessions[224], de la multiplication des coups d'états, que de la violence du maquis. En effet, malgré les différences apparentes, le Cameroun, la RD-Congo et la Centrafrique, deviennent tous indépendants aux alentours des années 1960[225] et ont connu des trajectoires marquées par des politiques assimilationnistes de leurs métropoles respectives. Toute chose qui a peut être jeté les bases des économies rentière que ces trois pays connaîtront par la suite. Analysons à présent les considérations opératoires relatives à ce travail.

SECTION II : CONSIDÉRATIONS OPÉRATOIRES DE CETTE ÉTUDE

Dans cette partie de notre réflexion, il est questiond'en préciser les choix épistémologiques[226]. Pour ce faire, nous préciserons la spatialité de notre recherche à travers le champ de l'étude, nous reviendrons sur la question de départ et la construction d'une

---

[221] MANDJEM (Yves Paul), 2010, *op cit*, p.25.
[222] YOUNG (Crowford) cité par MANDJEM (Yves Paul), 2010, *op cit*, p.26.
[223] Barthélémy BOGANDA est l'une des figures de proue de l'indépendance de l'Oubangui Chari dont il a été le créateur de l'Union oubanguienne en 1947, du Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) le 28 septembre 1949, au plan panafricain, après son élection comme président du Grand conseil de l'AEF le 17 juin 1957, il lancera l'idée de création de l'Union des Républiques d'Afrique centrale (URAC) en 1960. NIAGALE-BAGAYOKO (Pedone), 2018, *op cit*, p.12
[224] La première tentative de sécession est l'œuvre de la province du Katanga et survient juste onze jours après la proclamation de l'indépendance de la RD-Congo.
[225]Les trois pays de notre échantillon accèdent à l'indépendance respectivement, le 13 aout 1960 pour la RCA, 1er janvier 1960 pour le Cameroun ; 30 Juin 1960 pour la RD-Congo).
[226] Précisons d'entrée de jeu que l'épistémologie s'entend généralement comme l'ensemble des questions de logiques et de méthode qui ont trait à la constitution du savoir scientifique, sa nature et à a sa validation. Cette discipline qui se veut la science sur la scientificité des sciences distingue les savoirs indigènes » issus des « mentalités prélogiques » de Lévy-BRUHL et les nouvelles logiques développées par la suite par des auteurs tels que RUSSELL, David HUME et bien d'autres. Voir ici NADEAU (Robert), *Philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2016, p.11.

problématique (Paragraphe I), ensuite, nous aborderons les éléments de méthode qui permettent de valider notre recherche (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LA QUESTION DE DÉPART ET LA CONSTRUCTION D'UNE PROBLÉMATIQUE

Nous présenterons la question de Départ (A) et l'État de l'art (B).

A. LA QUESTION OU L'INTUITION DE DEPART

La sécurité est généralement considérée comme le domaine régalien par excellence où s'exprime la souveraineté de l'Etat[227]. Cependant, une observation empirique en Afrique centrale, permet de constater le développement d'une dynamique croissante, de transfert de certaines compétences régaliennes, dans le domaine de la sécurité, vers des acteurs privés tels que les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées. Au regard de ce qui précède, l'on peut légitimement se demander :

En quoi l'implication des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans la sécurité au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique, permet t'elle de comprendre les trajectoires de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale ?

Autrement dit, comment peut-on expliquer la présence des acteurs privés que sont les SMSP dans la sécurité, domaine régalien s'il en est, au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique ?

Leur action est elle éfficace face aux défus sécuritaires dans la sous région ?

B. LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTUDE

Aux antipodes d'une tendance lourde observée dans de nombreux travaux, qui consiste généralement à poser une question en guise de problématique, nous avons au contraire adopté l'approche de QUIVY et CAMPENHOUDT. Selon ces deux chercheurs, la problématique commence par une revue de la littérature organisée autour des différentes approches sur l'objet qui se trouve être la privatisation de la sécurité en Afrique centrale (1) et continue, avec le choix de celle que nous avons retenue dans le cadre de ce travail (2).

---

[227] CHESTERMAN (Simon) and LEHNARDT (Chia) (dir.), *From Mercenaries to Market. The rise and regulation of private military companies*, New York, Oxford University Press, 2007, p.1.

1. Essai de typologie sur la privatisation de la sécurité en Afrique centrale

L'état de l'art dans un travail scientifique a pour but entre autres, de renseigner sur le savoir existant sur le sujet dont nous voulons traiter, mais aussi de permettre de recenser les différentes approches possibles pour l'analyser[228]. Travailler sur la question de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, impose de passer en revue l'essentiel des approches y afférentes. Pour ce faire nous allons présenter six approches (06) différentes.

L'APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE EN AFRIQUE CENTRALE

Avec des auteurs comme Lewis MORGAN, Marcel MAUSS, ou Claude-LEVI STRAUSS, l'anthropologie est souvent présentée comme une science qui étudie les sociétés dites, primitives[229]. Même si elle a été l'objet de controverses notamment à partir des travaux des théoriciens post coloniaux[230]qui lui ont notamment reproché son occidentalocentrisme, nous pensons tout de même qu'elle peut nous être utile pour comprendre la privatisation de la sécurité en Afrique centrale.

Les premiers travaux d'essence anthropologique sur la sécurité privée en Afrique centrale mettent en exergue l'existence d'une culture stratégique des peuples africains. C'est par exemple le cas de la réflexion de BETGA DJENGWE Noel Lavallière qui analyse la fabrique de la sécurité dans les chefferies bamilékés[231]. Si on lui sait gré des développements sur l'ingénierie militaire de ce peuple qui repose sur la fabrication des armes, les techniques de castramétation et le recours au magico-religieux[232], on peut en revanche regretter le manque d'encrage institutionnel de son travail. Pour ainsi dire que l'on ne perçoit pas le rattachement des activités guerrières qu'il analyse avec les autorités de l'État central. Car, il est important de comprendre avec Léon KOUNGOU[233], que les attributions des chefferies traditionnelles en matière de sécurité participent en réalité du maintien de l'ordre. Pour en

---

[228] PILET (Jean-Benoît) et al., *Méthodes de la Science politique, op cit*, p.82.
[229] DORTIER (Jean Pierre), (dir.), Le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Éditions Sciences Humaines, 2013, p.18.
[230] Nous pensons ici aux travaux des principaux auteurs critiques de ce courant tels que : Edward SAID (Edward), *L'Orientalisme*, SPIVAK (Gayatri), *Can the Subaltern speak ?* Autre MBEMBE (Achilles), *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, coll. cahiers libres, 2010.
[231] BETGA DJENGWE (Noel Lavallière), « Les techniques de défense des chefferies bamiléké de l'Ouest-Cameroun, du XVIe siècle début du XXème siècle », in *e-Phaistos. Revue d'histoire des techniques*, VI-2, 2017, 2018, (pp.1-17.)
[232]*Ibid*, p.9.
[233] KOUNGOU (Léon), « La gouvernance du secteur de la sécurité au Cameroun. Quel rôle pour les organisations de la société civile ? », in *Fridrich-Erbert-Stiftung*, 2020, p.15.

attester, il suffit de rappeler les dispositions de l'article 29 du décret n°245/77 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles.

Toutefois, en s'appuyant sur l'exemple de la chefferie de Rey-Bouba, Léon KOUNGOU met en exergue le rôle des chefferies traditionnelles dans la résolution des problèmes communautaires et dans la police de proximité en faveur des autorités publiques[234]. Cependant, en raison de leur forte politisation, certains analystes estiment que la chefferie traditionnelle est réduite au rôle de simple auxiliaire de l'administration publique. Pour ce qui est de la deuxième vague des travaux d'essence anthropologiques sur la privatisation de la sécurité en Afrique Centrale, ils se sont intéressés aux mécanismes traditionnels de gestion des conflits.

Considérée comme l'apanage des sociétés hiérarchisées comme celles des *Grassfields*, des aires *Sawas*, ou des peulhs, au sein desquelles : « *l'autorité des chefs coutumiers est incontournable et indiscutable* [235]», la résolution des crises constitue un pan important de ces espaces de pouvoir. Pour se déployer dans leurs missions, les Chefferies traditionnelles peuvent mobiliser la période d'organisation des festivals comme le *Ngondo*où le *Nguon*[236] pour résoudre certains différends entre membres de la communauté. Bien que ces fêtes ne soient pas prioritairement consacrées à la résolution des conflits, force est néanmoins de reconnaitre que celles-ci qui se font généralement en trois phases bien précises[237], ont fini par être capitalisées pour consolider la paix entre les communautés[238]. Bien qu'originale l'approche de là sécurité par les chefferies traditionnelles reste inopérante dans le cadre de ce travail, car ces entités bien qu'autonomes, n'en sont pas moins des auxiliaires de l'État.

La troisième vague de travaux sur la production de la sécurité à partir des dynamiques anthropiques, pour sa part, s'est focalisée sur la contribution des pratiques rituelles. Dans ce

---

[234] KOUNGOU (Léon), 2020, *op cit*, p.16.
[235] *Ibid*, p.20.
[236] BAGAYOKO-PEDONE (Niagalé) et KONE (Fahiraman Rodrigue), *Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne*, Rapport de recherche n° 2, Université du Québec à Montréal, Juin 2017, p.7.
[237]Ses trois phases sont généralement les suivantes : avant le lancement du rituel, l'on procède à la réconciliation entre les membres de la société. La seconde phase a généralement lieu pendant les cérémonies proprement dites, sous la forme d'un tribunal populaire. La troisième et dernière étape, pour sa part, se fait généralement à la fin des festivités à travers des actes de sacrifices pour implorer l'aide et les faveurs de ancêtres, pour la prochaine année, voir, BAGAYOKO-PEDONE (Niagalé) et KONE (Fahiraman Rodrigue), *op cit*, p. 35.
[238] Nous avons l'exemple de la fête des ignames chez les Baoulé, Agni, Akyé, et Abbey en Côte d'Ivoire ou encore la célébration du Ngondo, du Nguon, du Nyem Nyem ou du festival des peuples de la forêt respectivement chez les peuples Sawas, Bamoun, de l'Adamaoua et des Fangs Bétis au Cameroun

sillage, nous avons tout d'abord, les recherchés sur les alliances à plaisanterie[239] qui s'appuient sur la mobilisation du sentiment d'appartenance et le vouloir vivre ensemble qui unissent les membres des clans différents afin de construire la paix. Toutefois, cette troisième approche d'essence anthropologique reste, elle aussi, limitée par son incapacité à être appliquée aux sociétés modernes, mais aussi, par leur trop grande dépendance à certains moments spécifiques de la vie collective. Après l'approche anthropologique, analysons à présent les travaux sur le vigilantisme dans la privatisation de la sécurité.

- **L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE PAR LE VIGILANTISME**

La société de vigilance est généralement appréhendée comme celle au sein de laquelle :

> « *les pouvoirs publics, les chefs d'État, les gouvernants, mais aussi un certain nombre d'institutions publiques et privées, appellent à la surveillance des citoyennes et des citoyens, à la délation, mais aussi plus généralement à l'engagement pour maintenir l'ordre et faciliter le travail des policiers*[240] ».

Cette approche de la sécurité qui se fonde sur la mobilisation des citoyens eux-mêmes, ne se limite pas à développer chez eux, des réflexes de vigiles. Elle participe également de la mobilisation des forces supplétives, c'est-à-dire : « *des éléments civils armés, organisés en unités, employés à plein temps à des missions de défense*[241] », et des forces dites auxiliaires qui sont : « *des éléments civils armés qui ne sont pas employés à plein temps à des missions de défense* [242]» pour garantir la stabilité de la cité.

Ainsi, la principale nuance réside dans l'affectation permanente des forces supplétives dans l'accomplissement des missions de défense[243], alors que les forces auxiliaires ne le sont que de façon occasionnelle. Toutefois, la confusion entre les deux concepts persiste, lorsque l'on mobilise d'autres travaux tels que ceux de Pierre BERTRAND pour qui, les forces

---

[239] MENGUE MOLI (Bertrand), « Les savoirs endogènes au service de l'unité africaine : esquisse d'une architecture de paix, de sécurité et d'intégration pour l'Afrique au XXIe siècle fondée sur les alliances à plaisanterie », in *Revue Culture et religion en Afrique au seuil du XXIe siècle*, CODESRIA, p.25.

[240] CODACCIONI (Vanessa), *La société de vigilance. Auto surveillance, délation et haines sécuritaires, Paris, Éditions Textuel, 2021, 81 pages.*

[241] Voir l'article 22 de la loi n°67/LF9 du 12 juin 1967 portant organisation générale de la défense au Cameroun, référencée en annexe.

[242]Loi n°67/LF9 du 12 juin 1967 portant organisation générale de la défense au Cameroun, référencée en annexe.

[243] L'on pense ici aux corps paramilitaires tels que : la Douane (Décret n° 83/047 du 28 Janvier 1983 Portant réglementation de l'uniforme des personnels de l'Administration des Douanes), les Eaux et Forêts ou encore les Gardiens de prison.

supplétives sont non permanentes alors que les auxiliaires sont d'origines étrangères[244]. Pour ainsi dire, qu'elles renvoient à l'ensemble des : « *combattants recrutés sur place, hors de la métropole, pour compléter l'armée régulière* [245]».

Cette tradition de recours aux forces supplétives ou auxiliaires, remonte à l'an 23 après Jésus Christ, notamment, avec les 125000 hommes que l'armée romaine avait alors affectés, soit à la garde du matériel et des résidences de ses troupes, soit à des tâches plus opérationnelles en les utilisant comme cavaliers, éclaireurs ou archers[246].En Afrique, les forces supplétives ont été utilisées : « *au début du 28ème siècle , pour protéger les bateaux de la Compagnie des Indes occidentales qui commercent au Sénégal, puis pour soutenir les quelques troupes périodiquement engagées et prévenir les risques de révolte* »[247].

Instituées par le de décret de NAPOLEON III en 1857, les forces supplétives et auxiliaires sont utilisées par la France dans ses guerres impériales et coloniales, comme le montre René CAGNAT dans sa monographie sur *l'armée romaine d'Afrique*[248]. Après l'Algérie et le Sénégal, les troupes indigènes telles que : les Gardes Civiques Nationales de l'Ouest (GCNO) ; de la Sanaga Maritime ; de Ndikiniméki, le Corps Francs du Mungo, et les guerriers Bamoun[249]sont largement mobilisées dans le cadre de la lutte contre les nationalistes de l'UPC pour : « *pour apporter un soutien multiforme à l'armée camerounaise en pleine gestation* [250]». La piste des forces supplétives est fort intéressante dans ce travail, car elle permet d'envisager l'action des SMSP en Afrique centrale comme relevant d'une suppletivité dans la sécurité des hommes et de leurs biens.

Au demeurant, il est utile de préciser que la mobilisation des acteurs, dont il est question ici, relève davantage des pratiques d'endoctrinement des populations propres aux

---

[244] BERTRAND (Pierre), « La guerre par procuration ½. Cahier de la pensée mili-terre », in *Revue Histoire et Stratégie*, publié le 21/05/2020, p.2, en ligne via l'URL: http://www.penséemilitaire.fr.

[245] DONDIN-PAYRE (Monique), Les auxiliaires militaires de l'armée d'Afrique héritiers de l'*exercitus Africae* ? Dossier « Mobilité, garnisons et nouveautés en épigraphie militaire : les unités auxiliaires et l'Afrique romaine », 56/2020, pp. 357-36.

[246] BERTRAND (Pierre), *op cit*, p.2.

[247] GRANVAUD (Raphaël), *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990).* Héritage colonial et stratégies de domination, in *Dossier Noir*, n°23, Paris, Agone, 2009, p.6.

[248] CAGNAT (René), *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*, Paris, 1e éd., 1892.

[249] KOTOKO (Mahamat Ahmed), *La défense populaire au Cameroun. Comprendre un concept*, Paris, L'Harmattan, 2020, pp.90-100.

[250] NGOUNÉ (Patrick Junior) (2022), « Les forces d'appoint de l'armée camerounaise au temps du Maquis (1959-1969) », in *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique,* p.3, Varia, en ligne. URL: https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variangoune.

régimes totalitaires[251]. Or, l'action des SMSP dans la sécurité des États de l'Afrique centrale relève certes d'une initiative volontaire des populations de prendre leur sécurité et celle de leur communauté[252], mais, leur déploiement se fera toujours contre une rémunération. En cela, les SP se distinguent fondamentalement des initiatives populaires comme les Comités de vigilance.

Autrefois considérées comme des milices sous commandement des chefferies traditionnelles[253], les Comités de vigilance sont apparus comme des cadres d'action populaire pertinents, dans la lutte contre le terrorisme au Cameroun. Comme le montre Dénis ATHKALAI, ils ont, non seulement permis de renforcer l'action des forces de défense et de sécurité, mais aussi, de favoriser : « *la symbiose entre les forces armées et la nation* [254]». Cette implication populaire dans la guerre contre le terrorisme, résulte selon Alex MINDJA et Marie Thérèse NGAH, de la prise de conscience de ce que, la menace terroriste peut survenir partout, à n'importe quel moment et contre n'importe qui[255].

Au plan opérationnel, l'action des Comités de vigilance qui se situe dans la collecte du renseignement, consiste à contrôler certaines zones sensibles en effectuant des fouilles permanentes sur les individus qui y pénètrent[256]. Allant dans le même sens que ses deux prédécesseurs, Gaius FANYIM reconnait l'efficacité de l'approche populaire dans la lutte contre Boko Haram et estime qu'elle : « *apparaît en effet pour l'État camerounais comme un laboratoire expérimental lui permettant de tester sa capacité de riposte face à une menace extérieure* [257]». Elle participe ainsi, d'une défense alternative et complémentaire qui dénote

---

[251] MINDJA (Alex) et NGAH (Marie-Thérèse), « Vers une société de vigilance : analyse comparée des groupes d'autodéfense et des sociétés privées de gardiennage au Cameroun », in *Revue* paix et sécurité en Afrique subsaharienne, Les offres et espaces alternatifs de production de la sécurité en Afrique de l'ouest et centrale : Étude des marginalités, informalités et complémentarités locales à l'action des Forces de défense et de Sécurité (FDS), vol.1, n°03, septembre 2021, p.96.

[252] Les JOHNSON cité par FOUCHARD (Laurent), « État de la littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d'une activité policière bon marché », in *Revue Critique internationale*, n°78, Janvier-Mars 2018, 1, p.169. (pp.169-186)

[253] MINDJA (Alex) et NGAH (Marie-Thérèse), *op cit*, p.90.

[254] ATHKALAI (Dénis), *L'institutionnalisation de la participation des Comités de vigilance à la lutte contre l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord : Analyse d'une dynamique de privatisation de la sécurité au Cameroun,* Thèse de Doctorat en Science politique, Université de Dschang, avril 2022, p.78.

[255] MINDJA (Alex) et NGAH (Marie-Thérèse), *op cit*, p.100.

[256] *Idem*.

[257] FANYIM (Gaius), « Les comités de vigilance comme acteurs de la lutte contre Boko Haram au Cameroun », *in revue Res Militaris*, vol, 9, n°1, Hiver-Printemps, 2019, pp.1-13

une connivence avec les Forces de défense et de Sécurité[258]. Toutefois, même si ils restent soumis à l'État, contrairement aux groupes armés[259], les comités de vigilance sont selon NIAGALE BAKAYOKO, un mode de production alternatif de la sécurité qui s'épanoui aux interstices de l'État.

S'il est donc acquis que ces entités contribuent à la restauration de l'autorité de l'État[260], ils ne sont pas moins, des dispositifs spontanés : « *assurant spontanément et bénévolement la protection des biens et des personnes d'un village, d'un regroupement rural ou d'un quartier urbain contre l'action des hors-la-loi*[261]». Les Comités de vigilance apparaissent dès lors, comme des modes d'action qui apparaissent pour pallier l'absence d'action efficace de l'État. C'est ce que précise d'ailleurs Chantal Pélagie BELOMO ESSONO, lorsqu'analysant la montée en puissance des Comités de vigilance dans le domaine sécuritaire, elle affirme que :

> *« Cette prise de pouvoir fait suite à la démission de l'État à assumer et à assurer sa fonction régalienne. La prise en charge de la sécurité par les citoyens devient une obligation pour ces derniers de peur de sombrer dans l'anarchie et le chaos. Cette intervention citoyenne permet de sauver l'ordre social* [262]».

Au demeurant, la distribution régulière du matériel et les visites que les autorités étatiques accordent très souvent aux membres des Comités de vigilance, informent suffisamment sur leur rattachement à l'État, contrairement aux SMSP qui revendiquent leur indépendance. Qui plus est, l'analyse de la popularisation de la guerre dont les comités de vigilance ne sont qu'une modalité, peut être instrumentalisée à de ses fins sociopolitiques comme le montre Paul Elvic BATCHOM[263], en insistant sur le rôle défense populaire dans le renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale. Cette dynamique sera ensuite analysée à l'aune de sa capacité à permettre la consolidation des positions de rentes de l'élite

---

[258] La défense populaire, qui constitue avec la défense militaire et économique l'une des trois modalités de la défense nationale peut s'entendre comme : « *l'ensemble des voies et moyens qu'un groupe humain ou un État établit ou organise dans le but de contrecarrer une éventuelle menace* », in FANYIM (Gaius), *op cit*, p.1.
[259] NIAGALE (Bagayoko-Penone) et al. « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique centrale », in *Revue Afrique Contemporaine*, 2016, n°260, p.96-98.
[260]EKWEMBWE MESUMBE (Raymond), 2015, *op cit*.
[261]*Idem*.
[262] BELOMO ESSONO (Chantal Pélage), 2007, *op cit*, p.396.
[263] BATCHOM (Paul Elvic), « La guerre du peuple : de la popularisation de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », in *Revue Études internationales*, n°.47, (2-3), 2016, pp.285-384.

politico-administrative et, un instrument de visibilité pour l'opposition et les partenaires diplomatiques du Cameroun[264].

Toutefois, bien qu'intervenant parfois en l'absence de l'État dont ils pallient l'absence, les Comités de vigilance, dont le statut juridique reste assez flou[265], peuvent constituer à bien des égards, une menace pour les populations, tant en raison de leur manque d'organisation, que des dérives de leurs membres. Aussi, leur encadrement juridique et institutionnel mérite-t-il d'être rapidement adressé comme le souligne NOAH EDZIMBI François Xavier[266], afin de leur permettre de mieux :

> « *protéger les civiles et aider les forces régulières à venir à bout des groupes d'insurgés, mais, ils risquent également de s'attaquer à leurs communautés rivales ou de s'en prendre aux villes et villages qu'ils sont censés protéger* »[267].

Bien que les travaux sur le vigilantisme, constituent un angle intéressant de l'analyse de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, force est de reconnaitre que, même s'il semble avoir les mêmes objectifs que les Sociétés de Sécurité Privées[268], à savoir contribuer à la sécurité, l'on doit tout de même force reconnaître que les secondes se distinguent fortement des premières, à la fois par à leur niveau organisation et leur caractère mercantile, c'est du moins ce que postule l'approche libérale de la sécurité privée.

- **L'APPROCHE LIBÉRALE OU MERCANTILISTE DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE**

Se situant aux antipodes de l'approche moraliste qui privilégie le fait de poser les actes positifs pour espérer le bonheur[269], le mercantilisme pour sa part, est une doctrine économique qui privilégie l'accumulation des métaux précieux, et partant, les gains pécuniaires. Dans cette approche les SMPS sont souvent assimilées au mercenariat[270].

---

[264] BATCHOM (Paul Elvic), 2016, *op cit*, pp. 295-297.
[265] FORBIN (Ngwa), « Les comités de vigilance et l'État de droit au Cameroun », in
[266] EDIMBI NOAH (François Xavier), « De la défense populaire au Cameroun. Repères historiques, appropriations actuelles et défis futurs », in *Note d'analyses sociologiques*, n°13, Août 2019, p.10.
[267] International Crisis Group, « Les comités de vigilance et contre-insurrections africaines », in *Rapport Afrique*, n°.251/7 septembre 2017, p.24.
[268] MINDJA (Alex) et NGAH (Marie-Thérèse), *op cit*, p.103.
[269] OGIEN (Ruwen) et CANTO-SPERBER (Monique), *La philosophie morale*, Paris, in Col. *Que sais-je ?*, 2017.
[270] PERCY (Sarah), « Morality and regulation », CHESTERMEN (Simon) and LENDHEART (Chia) (dir.), *From Mercenary to market. The rise and regulation of Private Military Companies*, New York, Oxford University Press, 2007, p.11.

Les travaux sur l'approche mercantile de la sécurité privée analysent d'emblée, la question de l'usage de la violence par des tiers à un conflit[271]. Ainsi, ils définissent l'action des mercantile dans la sécurité comme étant, celle qui n'a aucun attachement social, politique ou religieux avec l'entité qu'elle défend. Ensuite la littérature critique le manque d'éthique et d'implication des SMSP dans la vie politique des États au sein desquels ils interviennent. En témoigne l'exemple d'*Executive Outcomes,* une Société Militaire Privée britannique, qui ait intervenue en Sierra Leone et en Angola et qui, sans se soucier de la situation économique de ces deux pays, a exigé d'eux, des concessions minières dont la cession a fortement hypothéqué le développement[272].

Ici, les SMSP sont assimilées aux mercenaires. Ce biais est également présent dans les travaux de Yacine HICHEM TEKFA et Thomas ADAMS qui analysent respectivement, la question de la privatisation des activités militaires modernes[273] et les activités des Sociétés Militaires de Sécurité Privées[274]. Ils concluent tous les deux que les SMSP ne sont qu'une nouvelle forme de mercenariat du fait de la prégnance des intérêts financiers sur le professionnalisme. Ce deuxième argument, est mis en lumière par une étude réalisée par Tesa DIPHORN sur l'émergence des Sociétés privées de Sécurité dans les sociétés ayant un fort taux de criminalité comme le Kenya et l'Afrique du Sud. Cette. Chercheuse démontre non seulement que ces acteurs privés sont obnubilés par la recherche du gain pécuniaire, qu'ils se rendent pour cela complices des criminels, mais qu'en plus, ils ne sont pas capables de s'acquitter de leurs missions avec le même professionnalisme que les forces de police[275].

Ainsi, la littérature sur le mercantilisme de là sécurité privée s'attelle à invalider l'action des SMSP en invalidant leur professionnalisme et en stigmatisant leur cupidité. Toutefois, et c'est ce qui est intéressant dans les prochains travaux, ces auteurs ne nous donnent pas des outils permettant de comprendre l'essor des Entreprises Privées de Sécurité dans la société africaine. Parmi les auteurs qui abordent la sécurité privée à cette aune et essayent d'en expliquer la progression au sein de nos sociétés, nous avonstout d'abord, les

[271] PERCY (Sarah), 2007, *op cit*, p.14.
[272]VINES (Alex), « Mercenary and privatization of force in Africa », in MILLS (Greg) and STREMLAU (John) (Dir.), *The privatization of security in Africa*, Johannesburg, South African Institute of International Affairs, 1999, P.53.
[273] HICHEM TEKFA (Yacine), « Le Mercenariat moderne et la privatisation de la guerre », in *Revue Géostratégique*, 18 mars, 2006.
[274]ADAMS (K. Thomas), « private Military Companies: Mercenaries for the 21st Century*", in Small Wars and Insurgencies*, Vol. 32, Issue 3, 2021, p. 54-67
[275] DIPHOOORN (Tessa), « Surveillance of the Surveillers »: Regulation of the Private Security Industry in South Africa and Kenya », in *Africa Security Review*, 2016, p.167.

partisans de l'effet ciseau. Ces derniers, expliquent la privatisation de la sécurité par une baisse des dépenses militaires et une hausse des budgets dans le domaine de la police. La mise en lumière de ce contraste viseà mettre en exerguela mutation des menaces sécuritaires qui sont moins extérieures, et davantage intérieures.

Parmi les chantres de ce courant, nous avons Remy HERERA[276] qui analyse la privatisation de la défense comme une conséquence des politiques d'austérité ayant conduit à la baisse des budgets militaires, afin de prioriser le remboursement de la dette de ses États. Toute chose qui conduit inévitablement à un désengagement de l'État qui fait le lit des privés comme le démontrent Jean TIROLE[277], SAMUELSON[278] et Joseph STIGLITZ. Cet état de chose a pour principale conséquence, la transformation de ce bien public qu'est la sécurité, en bien concurrentiel. Si cette approche stigmatise le manque de professionnalisme et la cupidité des SMSP, elle reste tout de même contestable, car l'ensemble des acteurs qui se déploient recherche avant tout, la sauvegarde de leurs intérêts respectifs. Cependant, ce manque d'éthique pourrait, quand il est poussé aux extrêmes, avoir des incidences fâcheuses sur la prise en compte d'un certain nombre d'indicateurs comme le genre.

- **L'APPROCHE FÉMINISTE DE LA PRIVATISATION DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE**

S'inscrivant dans le champ des approches radicales, le féminisme tel que théorisé par Anne TRICKNER, Martha C. NUSSBAUM, Sara RUDDICK, Catherine MACKINNON, Jan Jindy PETTMAN, considère que les Relations internationales sont « *l'une des disciplines les plus masculines, dans la composition de ses membres autant que dans sa compréhension des États, des guerres et des marchés* [279]». Ce courant théorique s'interroge sur la place de la femme dans les Relations Internationales et, décrie la prépondérance des hommes.

Dans le cadre de ce travail sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées (SMSP), il est question de relever les travaux qui traitent de la place que les femmes y occupent. La première lecture sur les questions de sécurité à partir du prisme féministe, est celle de la

[276] HERERA (Remy), « Pour une économie politique de la défense », in *Revue Innovations*, n°42, vol.3, n°42 ; pp.5-15,
[277] TIROLE (Jean), *The Theory of Industrial Organization*, Cambridge, The MIT Press, 1988, 479 pages.
[278] SAMUELSON (William) et CHATTERJEE (Kaylian), *Game Theory and Buisness Application*, New York, Springer, 2014, 406 pages.
[279] CHUNG (R.) « Penser les relations internationales d'un point de vue féministe », in *Revue Philosophiques*, 2017, n° 44 (1), p.131-138.

« *division sexuelle du travail*[280] ». Elle laisse transparaitre une augmentation paradoxale du nombre de femmes dans les rangs des armées et des guérillas, mais aussi, leur absence criarde au sommet de ces institutions[281]. En la transposant justement dans le secteur privé, la théorie delà « division sexuelle du travail » met en exergue, l'existence d'un patriarcat au sein des SMSP. Paul HIGATE, l'un des tenant les plus engagé de cette approche dénonce cette marginalisation des femmes en affirmant : « *the concept of remasculinization is used to underscore women's relative exclusion from PMSCs* [282]». Il tourne en dérision les milieux militaires américains et britanniques en dénonçant le machisme et la rivalité entre les hommes qui y règnent. Pour finir, il milite pour une meilleure prise en compte des femmes dans le milieu très viril des Sociétés Militaires Privées[283].

En élargissant ce constat à la Politique Européenne de Sécurité et de Défense Commune (PESDC), Anica KRONSELL dresse un bilan similaire. Elle démontre que l'évolution de ce dispositif communautaire, s'est faite d'une façon qui a marginalisé les femmes en mettant en exergue les hommes, y compris dans son développement institutionnel[284]. L'auteure critique dont le manque de prise en compte du genre dans les opérations extérieures de l'UE. C'est dans le même sillage de la « division sexuelle du travail » sécuritaire que les travaux de Saskia STACHOWITSCH se situent quand ils insistent sur la dimension subtile de la discrimination à l'égard des femmes sont systématiquement maintenues à des postes non opérationnels[285].

Au total, la question du genre dans l'étude des Sociétés Militaires Privées, se pose en termes de dénonciation d'une technologie d'exclusion des femmes dans les institutions chargées des questions de paix et de Sécurité. Même si l'on peut partager et transposer ce constat aux pays de l'Afrique centrale en général, au Cameroun, à la République Démocratique du Congo et à la Centrafrique en particulier, l'on doit néanmoins avouer que la

---

[280]Voir ici KERGOAT (Danièle), in Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe, in BISILLIAT (Jeanne) et VERSCHUUR (Christine), in Genre et économie : un premier éclairage, Genève : Graduate Institute Publications, 2001, pp. 78-88

[281] BUCAILLE (Laetitia), « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », in *Revue Critique internationale*, n°60, pp. 9 à 19

[282] HIGATE (Paul), « Aversions to Masculine Excess in the Private Military and Security Company and their Effects: Don't be a "Billy Big Bollocks" and beware the "Ninja! », in *Working Paper*; n°08-12, p.5.

[283]*Ibid*, p.21.

[284] KRONSELL (Anika), « Sexed Bodies and Military Masculinities: Gender Path Dependency and Defense Policy », in *Sage Journals*, vol.9, Issue 3, 2

[285] STACHOWITSCH (Saskia), *Military Privatization and the Remasculinization of the State: Making the Link between the Outsourcing of Military Security and Gendered State Transformations*, University of Vienna, March 22, 201, p.76.

question du genre s'y pose certes avec acuité, mais en des termes différents. En effet, en dépit de l'arsenal juridique existant en la matière[286], la question du genre dans les questions de paix et de sécurité en Afrique centrale, soulève tout d'abord, le problème des violations des droits des femmes en tant de guerre. A titre d'exemple, sans nier leur rôle actif dans certains conflits comme celui opposant l'Érythrée à l'Éthiopie, NOMO ZIBI démontre que les femmes sont généralement des cibles sexuelles en tant de conflits armés et dont les chiffres oscillent entre 250.000 et 500.000 victimes dans les cas spécifiques des guerres civiles au Rwanda et en RD Congo[287].

Cette problématique qui constitue le cœur des questions de genre en Afrique centrale, pose le problème de la nécessité de protéger les femmes en tant de conflit. Au niveau de l'Organisation des Nations Unies, elle s'est concrétisée par l'adoption des résolutions 1829 en 1998 et la 1325 dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2000[288]. Cependant, même si cette approche est digne d'intérêt, elle n'est pas de nature à nous permettre de comprendre la nature des textes qui encadrent privatisation de la sécurité au profit des SMSP en Afrique centrale. Aussi, il importe à présent de nous intéresser au débat juridique sur la sécurité privée en Afrique centrale.

- **L'APPROCHE JURIDIQUE DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE EN AFRIQUE CENTRALE**

Le premier débat qui ressort des travaux sur l'approche juridique de la privatisation de la sécurité, est celui de la nature du droit opposable aux acteurs privés, lors de leurs missions sur le sol étranger[289]. En effet, le déploiement massif de ces derniers, sur des théâtres de guerre, pose le problème du cadre juridique qui doit leur être appliqué[290]. D'autant plus que, ce déploiement s'accompagne, très souvent de bavures[291]. Toutefois, malgré l'existence de nombreux dispositifs juridiques pertinents en la matière, la présence des SMSP, bien que pertinente, reste plombée par une présomption d'inefficacité[292].

---

[286] Outre diverses conventions onusiennes sur la question, nous pensons notamment au protocole de Maputo sur les droits de la femme adopté en 2003 par les chefs d'Etats et de Gouvernements des pays africains.
[287]NOMO ZIBI (Pulchérie), « Les femmes victimes de conflits armés en Afrique et la réforme du secteur de la sécurité », *in Revue Analyse Stratégique*, Novembre 2000, p.3.
[288]*Ibid*, p.4.
[289] STACHOWITSCH (Saskia), *op cit*, p.54.
[290] CAMERON (Lindsay), « Private military companies: their status under international humanitarian law and its impact on their regulation », *International Review of the Red Cross*, vol.88, n°863, September 2006, p.574.
[291]*Ibid*, p.58.
[292]*Ibid*, p.49.

Pour justement se positionner sur la responsabilité en cas d'exaction des soldats privés appartenant à une SMSP, certains travaux estiment que c'est l'État contractant qui doit répondre de ces actes[293]. Cette position est d'ailleurs appuyée par la Commission du Droit International qui affirme que :

> « *Le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international si cette personne ou ce groupe de personnes exerce en fait des prérogatives de puissance publique en cas d'absence ou de carence des autorités officielles et dans des circonstances qui requièrent l'exercice de ces prérogatives* [294]».

Toutefois, en raison de l'opacité qui entoure les contrats et les actions des SMSP, il serait tout à fait difficile de savoir vers quel État se tourner le moment venu. C'est certainement ce flou juridique qui a fait émerger, une seconde tendance dans la littérature, qui milite pour l'autorégulation des SMSP[295]. Toutefois, cette auto régulation des SMSP reste butée à la protection juridique que le Droit International Humanitaire accorde aux contractants en tant que civil[296] et aux ombreuses immunités prévues par des conventions spéciales entre leurs États d'origines et les États d'accueil[297]. Toute chose qui donne le sentiment d'une impunité des membres des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées malgré des bavures dont les *contractors* sont coupables sur le théâtre de combat[298].

Malgré la pertinence que ce débat peut avoir, il est évident qu'il n'occupe pas une place centrale dans ce travail, car nous n'entendons pas le consacrer, exclusivement, comme ceux de Marie-Louise TOUGAS et Bouba CISSE, à l'analyse du cadre juridique opposable aux SMSP. Une telle approche par trop normative, ne permettrait pas de comprendre la

---

[293] FINCK (François), *L'imputabilité dans le droit de la responsabilité internationale Essai sur la commission d'un fait illicite par un État ou une organisation internationale*, Thèse de Doctorat en Droit, Université *de* Strasbourg, *Juin 2011*, p.58.
[294] TOUGAS (Marie-Louise), *op cit*, p.90.
[295] FALLAH (Katherine), « Corporate actors: the legal status of mercenaries in armed conflict », in *International Review of the Red Cross*, vol.88, n°863, September 2006, p.601. (589-611).
[296]TOUGAS (Marie-Louise), *op cit*, p.96.
[297] Nous pouvons ici faire mention de l'*Order* n°17 de l'Autorité Provisoire de Coalition complétée par le *Statut of Force Agreement* (SOFA) signé entre les États Unis et le Gouvernement Irakien le 17 novembre 2008 qui rend les juridictions irakiennes incompétentes pour connaitre des affaires impliquant un soldat ou un contractant de la coalition internationale.
[298] En mission en Iraq en 2007, les membres de Black Water avaient ouvert tué dix-sept (17) civils et blessés Vingt autres (20) à la place Nisour près de Bagdad le 16 septembre. Avec un total de près de deux cents (200) incidents de la sorte, les autorités irakiennes ont finalement résilié son contrat. Voir à ce sujet, DEL PRADO (Louis Gomez) (Rap.), *Le Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Assemblée Générale des Nations Unies, 5 juin 2010, p.7.

téléologie géostratégique de la multiplication de ces sociétés en Afrique centrale, d'où l'intérêt de l'approche géopolitique de la privatisation de la sécurité.

NOTRE CHOIX : L'APPROCHE REALISTE DE LA PRIVATISATION DE LA SÉCURITÉ

Parmi les travaux relevant de l'approche réaliste des SMSP, nous avons tout d'abord, ceux qui s'attèlent à montrer leur importance dans l'évolution de la géostratégie à travers le concept de *pro y warfare*. Parmi ces travaux, l'on peut mobiliser ceux de Peter SINGER[299] et Andrew MUMFORD[300]. Leur plus value consiste à analyser les SMSP comme des nouveaux acteurs de la guerre par procuration, que se livrent les grandes puissances sur des théâtres lointains comme l'Afrique centrale.

S'il est évident que cette grille de lecture nous permettra, de mieux analyser la politique étrangère des grandes puissances dans la sous région, elle reste encore insuffisante car, elle ne renseigne pas suffisamment sur l'impact des SMSP sur l'évolution même de l'art de la guerre[301]. Aussi, est il utile d'analyser la troisième vague des travaux, qui explique, l'essor des SMSP dans le monde, par la possibilité, qu'elles offrent aux Etats, de compenser le déficit capacitaire, logistique et opérationnel[302]. Toutefois, cette tendance risque de créer une grande dépendance par rapport aux SMSP[303].

Le deuxième débat de fond que soulève l'approche réaliste, est naturellement celui de la conquête des marchés. A ce niveau, il se dégage deux positions, tout d'abord, celle des travaux qui attribuent la suprématie du marché des SMSP aux puissances anglo-saxonnes, telles que la Grande Bretagne[304] et les États-Unis[305]. Ensuite et enfin, il y a des auteurs qui estiment que les Entreprises Militaires Privées, participent plutôt, d'une logique de

[299] SINGER (Peter W), « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », in *International Security*, 26:3, p.196. (186-220).
[300] MUMFORD (Andrew), Proxy Warfare and the Future of Conflict" in The RUSY Journal,
[301] KINSEY (Christopher), *Corporate Soldiers and International Security. The Rise of Private Military Companies*, New York, Routledge, 2006, p.10.
[302] VAN BEREN (Léa Le), *op cit.*
[303] MACKFATE (Sean), "America's Addiction to Mercenary. Washington's reliance on private contractors to fight its wars has mutated into a strategic vulnerability", *The Atlantic, August 2016*,
[304] Le marché des SMSP a longtemps été dominé par des entreprises britanniques telles que : Sandline International, Aegis Security, et surtout G4S qui est présent dans presque tous les pays africains.
[305] ISENBERG (David), *Private Military Contractors and U.S. Grand Strategy*, Prio Report 1, 2009, 51 p.

redistribution de la puissance en faveur des pays émergents[306]. Nos analyses se situent dans le sillage de ces travaux et s'en distinguent en ceci que, contrairement à ces auteurs, qui considèrent l'Afrique centrale, comme un simple théâtre d'action et lui nient toute capacité d'adaptation, nous voulons plutôt montrer que les SMSP constituent aussi des outils de politique étrangère pour les pays de la sous-région.

C'est justement la plus value du troisième débat, qui s'interroge sur la place de l'Afrique dans la géopolitique des SMSP. Il en ressort d'une part, que ceux-ci déstabilisent les États africains, et d'autre part, que le continent reste pour beaucoup de chercheurs, une simple province pétrolière des grandes puissances occidentales[307]. Cette approche permet de comprendre les enjeux en œuvre dans la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, nous pensons aussi que, leur action est certes, utile en politique étrangère, mais davantage, en politique intérieure, car les SMSP permettent à certains régimes de *décharger* leur sécurité publique sur ces acteurs privés pour assurer leur survie dans un contexte de crise. Analysons à présent l'ancrage théorique de cette thèse.

2. Ancrage théorique de l'étude

Dans cette partie de l'étude, il sera question de préciser le choix théorique qui encadre ce travail. La théorie est généralement le fil d'Ariane qui permet de comprendre une démonstration scientifique. Dans le cas d'espèce, nous avons retenus deux théories nous permettant à la fois d'analyser l'action des acteurs privés que sont les SMSP, c'est le Transnationalisme a), mais aussi, d'en analyser le lien avec l'État en Afrique Centrale, c'est le Néoréalisme (b).

a. Le Transnationalisme et comme cadre théorique mobilisé

Approche qui revendique son émancipation d'une lecture stato-centrée des Relations Internationales[308], le Transnationalisme, que certains considèrent comme participant d'une variante de la théorie libérale[309], porte plutôt au pinacle, le rôle des acteurs non étatiques sur

[306] SUKHANKINE (Sergey), « Russian Private Military Contractors in Sub-Saharan Africa: Strengths, Limitations and Implications », in *RevueRussia. Nei.Visions*, n°120, Ifri, September 2021.
[307] MPAKO (H Foaleng), « Private Military and Security Companies and the nexus between natural resources and civil wars in Africa », in GUMEDZE (Sabelo), *Private security in Africa. Manifestation, Challenges and Regulation*, ISS Monograph, n°139, November 2007.
[308] ROCHE (Jean-Jacques), *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrestien, p.149.
[309] BATTISTELLA (Dario), *Théories des relations internationales*, 2ème édition augmentée, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006, p.188.

la scène internationale. Pour Jean Jacques ROCHES, cette théorie est une actualisation de la doctrine pluraliste d'Eugen EHRLICH et d'Harold LASKI, qui postulaient en leur temps, que l'unité de l'État est une fiction qui masque le dynamisme de l'individu sur la scène internationale[310]. D'essence sociologique, cette perspective théorique postule tout d'abord, l'existence d'un lien de dépendance entre les différents acteurs des Relations internationales.

C'est d'ailleurs ce que semble affirmer Léonard WOLF et Ramsay MUIR, pour qui : « *nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle de l'interdépendance*[311] ». S'il a le mérite d'ouvrir une nouvelle perspective épistémologique, le Transnationalisme conteste aussi l'efficacité des principaux postulats réalistes tels que : la puissance militaire ; le primat du militaire sur l'économie et le caractère unitaire de l'État. En s'inspirant de l'aphorisme de Paul VALERY selon lequel : « *Le temps du monde fini commence* [312]», il postule au contraire, l'existence d'une société transnationale, marquée pour ainsi dire, par un « *système d'interaction, dans un domaine particulier, entre des acteurs sociétaux que sont, d'un côté des « organisations relativement structurées avec des unités opérant dans différents États* [313]». Pour Marie Claude SMOUTS et Bertrand BADIE, les relations transnationales sont constituées de :

> « *toute relation qui, par volonté délibérée ou par destination, se construit dans l'espace mondial au de-là du cadre étatique national et qui se réalise en échappant au moins partiellement au contrôle et à l'action médiatrice de l'État*[314] ».

Pour comprendre la complexité du monde, le Ttransnationalisme propose un dépassement du stato-centrisme réaliste, pour aller vers un nouveau paradigme, celui de la politique monde[315]. Ainsi, à la place de la puissance comme facteur régulateur classique des Relations Internationales, l'enjeu devient plutôt, le contrôle des relations transfrontalières privées pour en tirer des bénéfices[316]. Dans le cadre de ce travail qui porte sur les Sociétés Militaires et de sécurité Privées, la mobilisation de la théorie transnationale est utile à plusieurs égards. Tout d'abord, elle permet de comprendre la montée en puissances des acteurs privés dans le champ de la sécurité, jadis, considérée comme l'apanage exclusif des

---

[310] ROCHE (Jean Jacques), *op cit*, p.157.
[311] BATTISTELLA (Dario), 2006, *op cit*, p.191.
[312] ROCHE (Jean Jacques), *op cit*, p.157.
[313] BATTISTELLA (Dario), 2006, *op cit*, p.193.
[314] *Idem*.
[315] BATTISTELLA (Dario), 2006, *op cit*, p.196.
[316] *Ibid*, p.200.

États. Ainsi, l'on comprend que les SMSP et d'autres acteurs privés puissent désormais prétendre avec succès, à se présenter comme des entités au service de la protection des hommes et de leurs biens, accompagnant de ce fait, l'État dans ses missions régaliennes de maintien de l'ordre public et de défense.

En outre elle permet ensuite, de mettre en évidence la transformation de la gouvernance sécuritaire qui est en œuvre au sein des États de l'Afrique centrale. Ainsi, l'on peut mieux comprendre les logiques d´hybridation qui accompagnent l'action de ces entreprises privées dans la production de la sécurité au Cameroun, en RDC et en Centrafrique. Un tel décentrement de l'action sécuritaire, se rend perceptible à la fois, à travers une prise en charge effective de la protection des hommes, de leurs biens et l'accompagnement des États dans l'amélioration de leur défense. Après le Transnationnalisme qui fait la part belle aux SMSP, mettons à présent en relief la plus-value du Néoréalisme dans notre analyse.

b. Le néoréalisme dans l'étude delà privatisation de la sécurité en Afrique centrale

La théorie Réaliste est le socle des Relations internationales, en ce sens, ce postulat reste toujours vivace, c'est d'ailleurs le sens de la célèbre boutade de Martin WRIGHT selon laquelle : « *de nos jours, nous sommes tous réalistes*[317] ». En effet, du fait de son ontologie qui considère l'homme comme être doué d'un *animus dominandi*[318], le Réalisme adopte une approche sans fioriture de la scène internationale et développe un pragmatisme qui est articulé autour de trois postulats essentiels à savoir : le stato-centrisme, la primauté des intérêts, la légitimité du recours à la force[319].

Issue d'une longue tradition de politistes tels que Nicolas MACHIAVEL, Edward HALLETT CARR, Reinold NIEBUHR ; THUCYDIDE, Frederick SCHUMAN, ou encore Martin WRIGHT. Cette théorie prend effectivement corps avec les travaux de Hans MORGENTHAU et Raymond ARON[320]. Pour le premier, qui fait de la puissance l'élément décisif de la politique internationale identifie six identifie les six principes structurants de la théorie réalistes[321]. Quant au second, Raymond ARON, il estime que, pour défendre leurs

[317]317BATTISTELLA (Dario), 2006, *op cit*, p.200
[318]*Ibid*, p.142.
[319] Cette conception d'ARON (Raymond), in, ROCHE (Jean-Jacques), *op cit*, p.35.
[320] ELMAN (Colin), *op cit*, p.17.
[321] Ces principes sont développés dans son ouvrage Hans MORGENTHAU (Hans), *Politics Among Nations, The Struggle for Power and Peace*, publiés en 1948. Ces six principes sont : l'existence de règles objectives qui gouvernent la politique internationale ; le concept d'intérêt national défini en termes de puissance, l'invariabilité

intérêts sur la scène internationale, les États disposent, outre de la puissance militaire, d'une capacité de négociation diplomatique. C'est d'ailleurs la jonction de ces deux éléments, qu'il qualifie le binôme aronien, c'est-à-dire, de la force armée incarnée par la figure du soldat et la négociation par celle du diplomate.

Bien que ce Réalisme classique nous aide à bien expliquer les fondements du comportement des États sur la scène internationale, il semble peu à même de rendre compte des dynamiques de la privatisation de la sécurité qui supposent une relativisation de la suprématie de l'État dans le champ de la sécurité. Dans ce travail qui met l'accent sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privés, l'État devient non plus l'acteur unique, mais plutôt, l'acteur central du champ sécuritaire, comme le démontre si bien la théorie Néoréaliste.

Au plan historique, le Néoréalisme est issu des différentes critiques formulées contre le Réalisme classique notamment, après les échecs français et américains, en Algérie et au Vietnam. Ce nouvel ajustement du Réalisme est intéressant dans la diversité de ses formes. Nous avons tout d'abord l'approche structurelle du Néoréalisme développée par Kenneth WALTZ, qui met l'accent sur la structure anarchique du Système international et son impact sur la survie des unités de ce système que sont les États[322]. Cet auteur concède une place importante au stato-centrisme comme il le réaffirme lui-même en déclarant qu' :

> « *Une théorie qui ignore le rôle central de l'État ne pourrait s'avérer possible qu'à compter du moment où des acteurs non étatiques se révèleraient en mesure de concurrencer les grandes puissances et non pas seulement quelques puissances de second rang*[323] ».

Cependant, l'une des originalités de l'approche de Kenneth WALTZ, est de démontrer que, malgré la montée en puissance des acteurs privés dans le champ de la sécurité, l'État ne disparait pas pour autant. En effet, à travers la sécrétion et le contrôle du cadre juridique qui leur est opposable, il reste celui qui fixe les règles du jeu sécuritaire[324]. Suite aux vives critiques essuyées par WALTZ, après l'effondrement l'ordre bipolaire, une autre variante du Néo réalisme défensif va émerger. Parmi ses Théoriciens, John MEARSHIMER émerge comme un des plus illustres.

---

du concept d'intérêt ; le caractère amoral des Relations Internationales, et de la politique, in ROCHE (Jean-Jacques), *op cit*, p.30.

[322] Voir ici WALTZ (Kenneth) in *Theory of international politics*, cité par ELMAN (Colin), *op cit*, p.18.

[323] ELMAN (Colin), *op cit*, p.38.

[324] *Idem.*

Porté par John MEARSHIMER dans *The Tragedy of Great Power Politics*, le réalisme défensif, pour sa part, estime qu'en raison du pouvoir des eaux, le mieux qu'un État puisse espérer, c'est une posture d'hégémonie régionale[325]. Pour ce dernier, la limitation de la puissance militaire des Etats est condamnée à se limiter à une influence régionale, en raison de l'existence des océans. Ce Réalisme défensif se contente volontiers du *statut quo*[326] et stigmatise les politiques interventionnistes hors de sa sphère de puissance légitime.

Outre cette première approche, une autre variante du réalisme défensif a été théorisée par Stephen WALT dans le cadre de « *l'équilibre de la terreur* ». Il explique le comportement des États par la peur que le système international fait peser sur eux[327]. L'un des grands arguments du Réalisme défensif est le dilemme de la sécurité qui montre comment un État qui veut augmenter sa sécurité finit plutôt par accroître son insécurité en provoquant le surarmement de ses ennemis. C'est pour axes auteurs comme John HERZ estiment que les États devraient rechercher les gains relatifs et non absolus comme le propose le Réalisme offensif.

Le Réalisme offensif postule qu'une grande nation doit mener une politique interventionniste pour stabiliser le système international. Parmi ses principaux, l'on peut citer entre autres : Randal SCWELLER, Fareed ZAKARIA et Paul KENNEDY. Ils ont étudié la politique étrangère américaine et en ont conclu, que la structure des Relations internationales oblige les grandes nations à jouer un rôle plus important dans la stabilité du monde à travers une politique interventionniste[328]. Cette posture permet d'expliquer, en partie la posture interventionniste des États-Unis et partant, le rôle que les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées jouent dans leur politique étrangère en Afrique centrale, et ce, malgré les contraintes budgétaires et démocratiques qui pèsent sur eux[329].

Dans le cadre de ce travail, le Néoréalisme nous permettra, notamment en deuxième partie, de relativiser la montée en puissance des SMSP dans le champ de la sécurité à travers la mise en exergue d'une dynamique d'ajustement qui consiste en une reconfiguration du rôle dans des États. Ainsi le Néoréalisme permettra de rendre compte des logiques de connivence

[325] ELMAN (collins), *op cit*, p.38.
[326] *Ibid*, p.21.
[327] *Idem*.
[328] *Ibid*, p.62.
[329] OZDEN (Mélick), *op cit*, p.10.

qui existent, entre l'ETA et les SMSP dans la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. Après le cadre théorique, analysons à présent les éléments méthodologiques de ce travail.

PARAGRAPHE II : ÉLÉMENTS DE MÉTHODES

La méthodologie scientifique constitue, à n'en point douter : « *l'épine dorsale de toute recherche en sciences sociales qui vise à produire des connaissances ou aspire à observer et à comprendre les comportements ainsi que les changements sociaux et politiques*[330] ». Pour Francis BACON, elle renvoie, à la fois, à la dimension empirique et aux différentes précautions pour y parvenir et la protéger[331]. Dans cette partie du travail qui traite des éléments méthodologiques, il sera question, de dépasser les vérités sensibles pour accéder aux réalités plus immuables, grâce à une rigueur dans le cheminement.

Cette rigueur dans la méthode est d'autant plus importante que ; « *le réel n'est jamais ce qu'on pourrait croire, mais il est toujours ce qu'on aurait pu penser*[332] », pour reprendre la formule de Gaston BACHELARD. Dans le cadre de ce travail, nous adopterons la définition de Madeleine GRAWITZ selon laquelle : « *la méthode est constituée de l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre, les vérifie* [333]».

Nous allons donc, d'une part, présenter le modèle d'analyse de notre thèse, les hypothèses (A) et la méthode d'analyse, d'autre part (B).

A- MODÈLE D'ANALYSE ET HYPOTHÈSES DU TRAVAIL

Le modèle d'analyse prendra en compte la description et la représentation du modèle d'analyse (1), mais aussi, le bloc d'hypothèses (2).

1. Description et représentation du modèle d'analyse

Par modèle, il faut entendre la « *représentation figurée de la réalité, ou encore, des invariants mis en évidence à partir de l'observation et de l'analyse des faits des constances*

---

[330] QUIVY (Raymond) et CAMPNHOUDT (Van), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod et Bordas, 1995, p.47.
[331] GRAWITZ (Madeleine), *op cit*, 2001, p.33.
[332] *Ibid*, p.34.
[333] *Ibid*, p.351.

sont isolées, généralisées, puis modélisées[334] ». Toute recherche scientifique doit en principe aboutir à modéliser ce qu'elle a pris comme objet d'étude. Nous retiendrons ici la définition de Madeleine GRAWITZ selon laquelle la méthode est entendue comme : « *la représentation formelle d'idées ou de connaissance, relatives à un phénomène*[335] ». Pour avoir une approche concrète du modèle, nous mobiliserons ici de la structure conceptuelle qui prend en compte une dimension descriptive explicite, et de la réalisation d'un schéma visuel d'analyse permettant de schématiser toute notre thèse avec des variantes explicatives, dépendantes mais aussi des hypothèses qui structurent ce travail de recherche.

En nous inspirant de la tradition de QUIVY et CAMPENHOUDT, le Modèle d'analyse est la structure relationnelle qui existe entre les principaux concepts du cadre hypothétique. Ainsi dans cette thèse, nous voulons expliquer la privatisation de la sécurité au profit des SMSP en Afrique centrale, par une relation entre l'existence d'une conjoncture de crise et les logiques d'hybidation qu'elle contraint les États à utiliser. La privatisation de la sécurité au profit des SMSP, apparait comme le phénomène à analyser. C'est la « variable dépendante » ou variable à expliquer. Celle-ci dépend fortement de d'une autre « variable indépendante » ou « explicative » qui est le fruit de notre observation de la réalité.

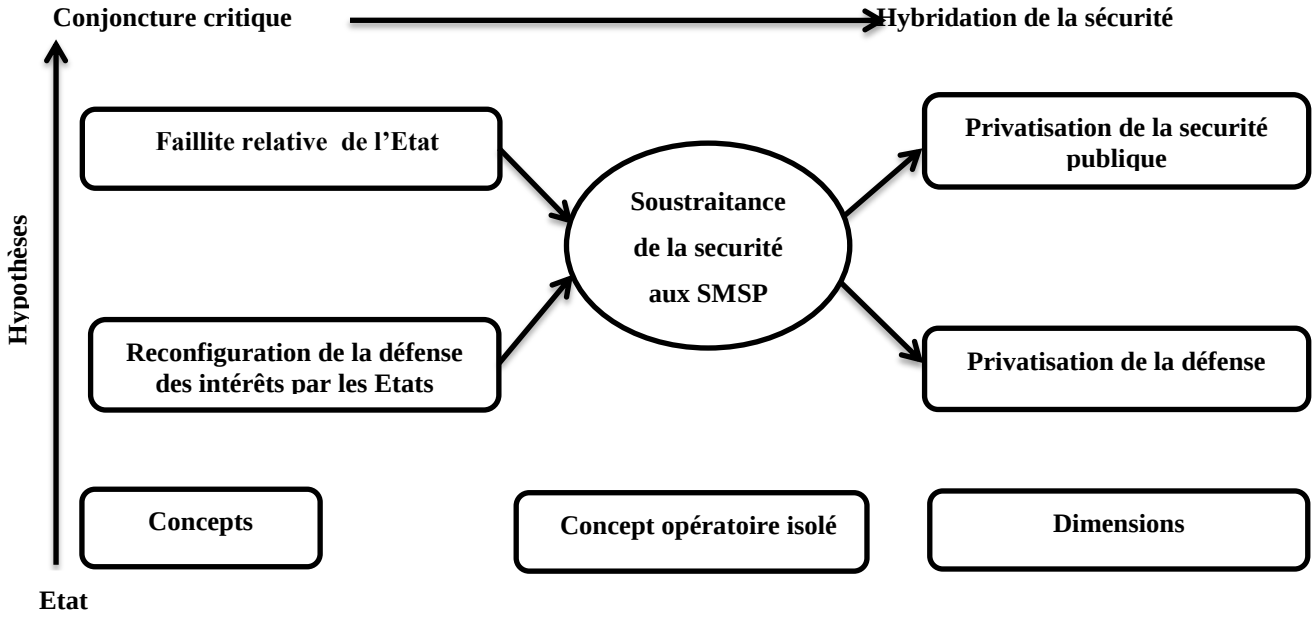
Dans le cadre de cette thèse, la variable indépendante est « l'interêt de l'État». De telle sorte que, Dans une conjoncture critique, comme celle que traversent actuellement les États de la sous région Afrique Centrale, l'importance des processus de privatisation de la sécurité est essentiellement tributaire de la capacité à leur permettre de defendre leurs interêts. Il s'agit ensuite, de construite un concept opératoire isolé (COI) à partir d'observations empiriques et d'éléments de la revue de la littérature. Dans la présente thèse, c'est la soutraitance stratégique, alors que notre concept systémique construit à partir d'un raisonnement abstrait est l'« hybridation». Ainsi, plus la crise est importante, plus les États ont tendance à chercher des solutions dans l'urgence, dont, à soutraiter leur sécurité, y compris, en impliquant les SMSP.

De ces postulats, ils découlent les dimensions suivantes : pour la première, plus la conjoncture critique est importante, mieux les acteurs étatiques sont disposer à privatiser des pans de la sécurité de leur pays. Pour la seconde, elle met en exergue la dynamique

[334]AKTOUF (Omar), *Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations. Une introduction à la démarche classique et critique*, Montréal, Les presses de Québec, 1987, 213 p.
[335] GRAWITZ (Madeleine), 2001, *op cit*, p.466.

instrumentale en œuvre dans la privatisation de la sécurité, de sorte que, l'importance des compétences transférées aux SMSP est aussi fonction des gains que les acteurs en tirent. Comme nous le montrent très bien les exemples de là Centrafrique et de la RDC, tous deux, pays traversés par une conjoncture de crise. C'est surtout l'existence des enjeux géopolitiques, qui explique l'importance des dynamiques de privatisation de la sécurité qui y sont en œuvre en Afrique Centrale.

Représentation du modèle d'analyse de la thèse



2. BLOC D'HYPOTHÈSES

Une hypothèse peut s'entendre comme : « *tout énoncé qui est soumis à la vérification, peu importe s'il vise à décrire un fait ou un évènement particulier ou à exprimer une loi générale ou toute autre proposition plus complexe* [336]». Elle doit être vérifiable empiriquement à l'aide des éléments de mesures. Une bonne hypothèse doit répondre à quelques exigences telles que : la co-variation ; l'asymétrie temporelle ; l'absence de relation fallacieuse et disposer d'un mécanisme de cause à effet entre ses différentes variables[337]. Dans le cadre de ce travail, nous adoptons la définition de Madeleine GRAWITZ qui définit l'hypothèse comme : « *une proposition de réponse à la question posée*[338] » qui aide à sélectionner et à construire les liens entre les éléments étudier.

[336] CRETE (Jean) et IMBEAU (Louis), *op cit*, p.100.
[337] *Ibid*, p.105.
[338] GRAWITZ (Madeleine), 2001, *op cit*, p.398.

Notre bloc d'hypothèses est composé d'une proposition centrale et de deux autres subsidiaires.

HYPOTHESE CENTRALE :

A travers sa capacité à rendre intelligible les logiques d'hybridation, en œuvre dans la fabrique de la sécurité en temps de crise, l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, rend suffisamment compte des trajectoires de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale.

HYPOTHESE SECONDAIRE I :

Cette stratégie de soustraitance qui consiste à confier des pans importants de la sécurité des Etats aux Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale, est informée par le pragmatisme des États de la sous-région et celui de leur partenaires régionaux et internationaux, qui développent ainsi une stratégie de résilience pour mieux défendre leurs intérets dans une sous région en cours de reclassement géopolitique.

HYPOTHESE SECONDAIRE II :

Toutefois, bien que réelle, l'action des SMSP au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, reste insuffisante, en raison, notamment, de son impact mitigé sur l'Etat de droit et sur l'insécurité en Afrique centrale.

B - MÉTHODES D'ANALYSE ET INSTRUMENTS DE COLLECTE DES DONNÉES

La méthode s'entend comme : « *l'ensemble des opérations intellectuelles qu'une discipline cherche à atteindre, les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie*[339] ». Du point de vue épistémologique, elle pose deux problèmes au chercheur. Tout d'abord, celui du mode de connaissance du réel adopté dans une étude (1) enfin et ensuite, la façon dont les hypothèses sont vérifiées dans un travail scientifique (2).

1- MÉTHODES D'ANALYSE DES DONNÉES

Pour analyser les données recueillies dans le cadre de cette étude, nous avons mobilisé deux principaux outils : la méthode de la politique comparée, la méthode géopolitique et la triangulation.

[339] QUIVY (Raymond) et CAMPNHOUDT (Van), *op cit*, p.7.

A- LA MÉTHODE DE LA POLITIQUE COMPARÉE

De façon simple, la comparaison vise à établir les analogies ou les différences entre deux éléments différents ou distincts. Souvent considérée comme une branche à part entière de la science politique, la politique comparée est spécifique par sa méthode. D'ailleurs pour Guy HERMET et Bertrand BADIE :

> « *La politique comparée n'est pas qu'un secteur de la science politique avec ses méthodes propres, ses objets d'analyse et ses auteurs de référence. C'est également peut être surtout un mode de questionnement de l'ensemble des phénomènes politiques*[340] ».

Les exigences de la comparaison sont nombreuses, il en va du choix de l'angle de la comparaison comme de celui du système politique et social à comparer[341]. L'un des premiers débats qui ressort de la littérature sur la comparaison est celui du niveau de la comparaison. A ce sujet, de nombreux travaux ont structuré le débats, parmi les plus intéressants, l'on peut mentionner entre autres, ceux d'ALMOND sur l'approche régionale de la comparaison, critiqués ensuite par RUSTOW[342]. Par la suite, alors que EKSTEIN a semblé privilégier l'étude de cas, PRZEWORSKI et TEUNE ont de leur côté insisté sur la comparaison entre les systèmes « *très similaires* » et « *très différents*[343] ».

Toutefois, l'on observe que les études comparatives ont de plus en plus une tendance sectorielle et se distinguent, davantage des analyses plus globales, chères aux auteurs classiques. La voie royale de la démarche comparative semble désormais, selon DOGAN Mattei et Dominique PELASSY, être la segmentation[344]. Au demeurant, l'on doit bien admettre avec Patrick HASSENTEUFEUL que, si la comparaison est devenue si récurrente en science sociale, qu'elle est parfois utilisée par d'autres disciplines, la question n'est plus de savoir s'il faut comparer, mais plutôt :

> *« Où peut-on comparer, comment comparer. Etant amené à analyser des phénomènes politiques qui se déroulent dans des espaces temps géographiques différents, la politique comparée suppose, en réalité un travail de conceptualisation des phénomènes en vue d'établir des*

---

[340] BADIE (Bertrand) et HERMET (Guy), *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2005, pp.9-49.
[341] DOGAN (Mattei) et PELASSY (Dominique), *Sociologie politique comparative. Problèmes et perspectives*, Paris, Économisa, 1981, p.111.
[342] *Idem*.
[343] *Ibid*, p.11.
[344] *Ibid*, p.115.

> *relations, des similitudes des différences, des régularités et des exceptions entre les phénomènes politiques »*[345].

En l'occurrence, il existe plusieurs écoles en la matière, que ce soit celle de Charles TILLY[346] ou celle de Dogan MATTEI et Dominique PELASSY[347].

En outre, la comparaison obéit à un certain nombre de paramètres tels que le respect des unités, des niveaux et des variables à comparer. Cette discipline permet ainsi de comparer des unités politiques afin d'en dégager les spécificités ou les divergences. Parmi les domaines privilégiés de la politique comparée, les institutions politiques occupent une place privilégiée. En effet, selon Mamadou GAZIBO et JANE Jensen, elles constituent des :

> « *Arènes ou des cadres à l'intérieur desquels prend forme la distribution du pouvoir sur le plan territorial (les formes d'États, les rapports entre État et les collectivités) et sur le plan fonctionnel (types de régimes, rapports entre les pouvoir exécutif, législatif et judiciaire*)[348]».

Cependant, comme ils le reconnaissent eux-mêmes, l'analyse de ces institutions n'a de sens que si, elles sont analysées en relation avec les forces sociales et politiques qui les animent. De ce point de vue, il est nécessaire d'accorder autant d'attention aux acteurs qu'aux structures. Dans le cadre de ce travail, la méthode comparative sera d'une part, mobilisée pour nous permettre d'analyser la façon dont les SMSP se déploient au sein des différents pays de l'Afrique centrale que sont le Cameroun, la République Démocratique du Congo et la Centrafrique, et d'autre part, comment elle rend compte des trajectoires différenciées de la privation de la sécurité dans ces trois pays.

Le choix d'une démarche comparative dans ce travail est indispensable à la connaissance et à la compréhension de la privatisation de la sécurité au Cameroun, en RCA et en RDC. La principale difficulté pour nous, réside dans le fait, qu'en l'état actuel, outre sa dimension explicative, il n'existe pas encore de consensus sur les objectifs de la méthode comparative[349]. Aussi, deux points méritent-ils que nous leur accordions une importance

---

[345]GAZIBO (Mamadou) et JENSEN (Jane), *La Politique comparée. Fondements enjeux et approches théoriques*, Presses de l'Université de Montréal, 2015.
[346] Selon TILLY (Charles), la comparaison est soit individualisante, universalisante ou encore systémique.
[347] Ces deux auteurs distinguent le cas d'espèce, la comparaison binaire, la comparaison analogue, la comparaison entre cas contrastés, et l'homogénéisation conceptuelle d'un espace hétérogène.
[348] GAZIBO (Mamadou) et JENSON (Jane), *op cit*, p.107.
[349] MANDJEM (Yves Paul), Thèse de doctorat, 2010, *op cit*, p. 95.

particulière, à savoir : la comparabilité des trois cas choisis, et le choix des variables retenues dans notre étude.

Pour ce qui est du débat lié à la comparabilité des cas, l'écueil consiste généralement à éviter de mettre en relief des éléments qui n'ont rien en commun ou, par contre, ceux qui sont identiques. Pour contourner cet écueil, nous avons fait le choix de nous situer dans le sillage des travaux de SARTORI, qui assimile la comparaison au fait de différencier et d'assimiler par rapport à un critère précis, c'est-à-dire, en d'autres termes : « *confronter des entités dont les attributs respectifs seront en partie partagés et en partie non partagés* [350]». Cette posture contrastée se matérialisera, dans le cas d'espèce, à travers la mise en exergue des convergences et des divergences des trajectoires de l'étatisation de la sécurité entre le Cameroun, la Centrafrique et la RD-Congo. Pour ce faire, une insistance sera mise sur les éléments à la fois, juridiques, institutionnels et opérationnels dans le but de parvenir à une « *l'homogénéisation conceptuelle d'un espace hétérogène et d'une réalité multiple*[351] ».

Le second défi que soulève la méthode comparatiste est celui du choix des variables retenues pour mener à bien une entreprise de comparaison. Si l'on sait gré Jean BLONDEL[352]de ses travaux qui insiste sur la différence entre les approches d'une entreprise comparatiste, nous lui empruntons volontiers l'approche par l'induction, car elle nous permettra de généraliser le résultat de notre travail au reste de la sous-région. Les variables mobilisées dans le cas d'une comparaison sont généralement, d'ordres culturels, économiques ou socio- politiques. Dans le cadre de ce travail, nous mettrons l'accent sur les critères historiques et politiques. Si les premiers nous permettront d'analyser la sociohistoire de l'insécurité et de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, les seconds, par contre, nous aideront à comprendre les similitudes et les divergences dans les processus de privatisation de la sécurité au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique.

[350] MANDJEM (Yves Paul), *op cit,* p.96.
[351] *Idem.*
[352] L'*induction* est « un processus qui permet de construire une généralisation à partir d'un échantillon d'observations spécifiques » alors que la *déduction* est le « processus qui permet de déterminer si une généralisation universelle est vraie, ainsi, une moindre généralisation peut être vraie », c'est-à-dire de partir du général au particulier scientifique, Jean BLONDEL cité par MANDJEM (Yves Paul), 2010, *op cit*, p.97.

CONSTRUCTION DES VARIABLES DE LA COMPARAISON DE L'ÉTUDE

Pour asseoir la comparabilité des trajectoires de la privatisation au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique, nous avons retenus des variables historiques et politiques.

- **LES VARIABLES HISTORIQUES DE LA COMPARAISON**

La variable historique de la comparabilité des trajectoires de la privatisation de la sécurité au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique, prend en compte d'une part, la durée et la constance de cette dynamique. La durée de la dynamique de l'intrusion des acteurs privés dans le champ sécuritaire remonte aux indépendances, puis s'étend aux années 1990 avant de prendre en compte les années 2000. Chacune de ces ornes historiques ayant joué un rôle assez important dans les processus successifs de privatisation de la sécurité en Afrique centrale.

En outre, la variable historique de cette étude prend en compte, les dynamiques de continuité et de discontinuité de la privatisation de sécurité au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Au total, cette variable vise à déterminer la durée et la constance de la présence des acteurs privés dans le champ de la sécurité. Toute chose qui devrait, à termes, permettre de mieux affiner l'analyse des résultats de cette étude.

LES VARIABLES POLITIQUES DE LA COMPARAISON

Dans le cadre de ce travail, la variable politique renvoie aux différents dispositifs normatifs et administratifs mis en œuvre pour encadrer l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en RDC et en Centrafrique. De façon concrète, il s'agit des différents textes juridiques nationaux et internationaux, mais aussi de toutes les structures administratives y relatives. Aussi, cette variable politique se propose d'analyser les dynamiques de la privatisation de la sécurité à partir des motivations qui structurent l'implication des acteurs. Il est ici question d'analyser le jeu et les enjeux mis en place par les différents acteurs sous régionaux, régionaux et internationaux.

b. LA MÉTHODE GÉOPOLITIQUE

Comme le souligne fort à propos Frédéric LASSERRE : « *il serait erroné de croire que la géopolitique renvoie à un corpus de méthodes et d'objets d'étude unifié*[353]». En effet, cette discipline fait appel à une multitude d'approches, d'échelles et de configurations à analyser. Le terme géopolitique est façonné par le juriste suédois Rudolph KJELLEN en 1905, il en fait alors la science de l'État en tant qu'organisme géographique, tel qu'il se manifeste dans l'espace. Ainsi, au cœur de la géopolitique se trouvent trois concepts clefs : l'État ; l'espace et la puissance. Selon Pierre Marie GALLOIS, la géopolitique est : « *l'étude des relations qui existent entre la conduite d'une politique de puissance et le cadre géographique dans lequel elle s'exerce* [354]». Cette méthode se préoccupe, surtout de savoir : *« Qui détiendra la puissance dans le monde futur* », sa matérialisation et son exercice dans l'espace. La géopolitique, plutôt qu'une science, est donc finalement, « *une méthode dont le but est d'éclairer les situations diplomatiques, les configurations militaires, bref, tous les facteurs qui concourent aux relations internationales* [355]».

Cette discipline nécessite une maîtrise de l'histoire, de la géographie, de la psychologie, du Droit, etc. Du point de vue méthodologique, la Géopolitique entend que méthode s'articule autour de cinq éléments centraux à savoir : la frontière, l'espace, la conflictualité, l'impérialité et la mondialité[356]. Selon Emmanuel GONON et Frédéric LASSERRE, la méthode géopolitique repose sur la prépondérance de l'influence du milieu naturel sur les relations entre États et la construction de sa puissance[357]. Il en résulte une relation de causalité entre la situation géographique d'un pays et le choix de sa politique étrangère. Cette approche matérialiste se constitue de deux principales écoles à savoir : celle de la puissance continentale et une seconde dite de la puissance maritime. Ces deux écoles tirent une partie de leur substrat d'un affrontement mythologique entre la puissance continentale, incarnée par le *Léviathan* et la puissance maritime (*Sea-Power*), matérialisée par la figure allégorique *de Béhémoth*, le monstre qui règne sur les mers et les océans.

---

[353] LASSERRE (Frédéric), *La géopolitique, Traité de Relations Internationales*, Paris, Presses de la Fondation de Science Po, 2013, p.747.
[354] GALLOIS (Pierre Marie), *Les voies de la puissance*, Paris, Plon, 1990, p.37.
[355] THUAL (François), *Méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipse, 1996, p.9.
[356] Peu connu, le concept de mondialité en géopolitique fait référence à l'ensemble des espaces stratégiques dont le contrôle donne une avance à la puissance qui les contrôle.
[357] LASSERRE (Fréderic) et GONON (Emmanuel), *Espace et enjeux : méthode d'une géopolitique critique,* Paris, L'Harmattan, 2002, 472 pages.

L'école de la puissance continentale pense ainsi, la domination du monde, à partir du contrôle de son territoire et la conquête des zones adjacentes afin d'élargir son espace vital. Elle est avant tout, l'œuvre des théoriciens allemands tels qu'Ernst KAPP en 1845 dont la thèse sur la puissance allemande a été reprise plus tard par Friedrich RATZEL, qui a formulé une théorie structurée autour de sept lois dont celle du *Lebensraum* qui postule que l'État a besoin d'un espace vital pour se développer[358]. Dans le même sillage, ces travaux sont repris par Karl HOUSOFFER et matérialisés dans la politique expansionniste de GUILLAUME II en Allemagne. Cette vision géopolitique a largement été contestée pour sa dimension impérialiste et surtout pour avoir conduit à la deuxième guerre mondiale.

Dans la même logique matérialiste, les théoriciens de la puissance maritime qui sont pour la plus-part, issus des pays insulaires comme la grande Bretagne ou encore les Etats-Unis, pensent la domination du monde à partir de l'endiguement des Etats continentaux. Dans la géopolitique américaine, c'est Sir Halford MACKINDER qui va reprendre les thèses de la puissance continentale allemande en l'adaptant à la politique étrangère de son pays. Dans un article publié en 1904, il affirme que : *« Qui contrôle l'Europe de l'Est commande le Heartland. Qui contrôle le Heartland commande l'île mondiale. Qui contrôle l'île-mondiale commande le monde* [359]». Pour lui cet espace eurasiatique constitue l'épicentre mondial des rivalités géostratégiques. Cependant, cette approche n'oublie pas l'importance des puissances périphériques (*Coastlands*) comme le montre les thèses de John Nicholas SPYKMAN, théoricien du *Rimland*. Cette zone de contact entre la mer et la terre regroupe l'ensemble des espaces qui entourent l'« *espace-pivot* [360]» et dont le contrôle donnerait à celui qui les contrôle, un avantage certain face à ses adversaires. Cette vision maritimiste est reprise et perfectionnée par Zbigniew BRZEZINSKI pour qui :

> *«la notion de pivots géopolitiques désigne les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques*[361] *».*

Dans ce travail, la méthode géopolitique nous permettra de recourir aux cartes pour analyser la téléologie des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale. Ainsi,

---

[358] BAYLE (III), *op cit*, p.125.
[359]BAYLE (II), *op cit*, p.139.
[360] La notion d'espace pivot renvoie à un lieu géographique qui offre d'épar sa position et ses ressources naturelles, un avantage réel à la puissance qui le contrôle.
[361] BRZEZINSKI (Zbigniew), *Le Grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard Editions

en mettant en lumière leur instrumentalisation par certains États, ces entités privées se retrouvent à bien des égards au cœur des rivalités géostratégiques et géoéconomiques entre puissances internationales ; régionales et sous régionales. La méthode géopolitique nous permettra de comprendre que les SMSP sont aussi, des outils *sui generis* des rivalités entre les grandes puissances internationales, continentales et régionales pour le contrôle des ressources de l'Afrique centrale.

c. la triangulation comme méthode d'analyse des données

En science sociale, il existe plusieurs méthodes d'analyse à savoir : la quantitative, la qualitative. La première renvoie à l'ensemble des outils et des raisonnements utilisés pour analyser des données standardisées qui peuvent résulter d'une enquête par questionnaires ou par codage. Elle s'appuie sur des travaux statistiques et produits des informations chiffrées avec des pourcentages, probabilité, ratios, effectifs. Ils permettent de comprendre des régularités et des liens entre les variables. Selon QUIVY et CAMPENHOUDT, l'essentiel de l'analyse quantitative consiste à :

> « *Mettre en relation les variables qui correspondent aux termes de l'hypothèse, c'est-à-dire, les concepts impliqués dans les hypothèses, soit les dimensions, soit les indicateurs ou attributs qui les définissent. L'exemple ci-dessus illustre l'état de la relation entre l'âge et les croyances d'une part, entre celles-ci et le sexe d'autre part* [362]».

Pour ce qui est de la méthode qualitative en revanche, elle comprend différents types d'outils tels que l'enquête sociale, statistique et l'étude des réseaux sociaux. Elle présente de nombreux avantages tels que le recours aux statistiques, une transcription des informations plus rapide, le contrôle des variables et l'utilisation des tableaux et cartes pour étayer les arguments mobilisés[363]. Dans le cadre de ce travail, nous avons fait le choix d'utiliser la triangulation méthodologique qui permet de mobiliser à la fois les méthodes qualitatives et quantitatives.

Ce positionnement permet non seulement d'emprunter à chacune, mais aussi de les compléter afin de mieux mener notre démonstration. La méthode quantitative nous permettra par exemple de mener des entretiens et d'analyser des informations, alors que la méthode qualitative permet d'utiliser des tableaux et des cartes, mais aussi de disposer d'un échantillon

[362] QUIVY (Raymond) et CAMPENHOUDT (Van), *op cit*, p.200.
[363] *Ibid*, pp.15-16.

comme le Cameroun, la RDC et la Centrafrique, qui est assez représentatif des trajectoires de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, afin d'affiner notre démonstration.

L'approche hypothético-déductive comme choix épistémologique

L'un des grands débats épistémologiques en sciences sociales est celui du comment savoir ? En effet, l'on a le choix entre plusieurs types de raisonnement scientifiques. Le premier, qui sied aux sciences exactes est l'induction. Ici, le chercheur part de l'observation empirique pour formuler des hypothèses qu'il confronte enfin à la théorie[364]. En outre, le chercheur peut aussi utilisé la déduction et c'est notre cas, en partant de la théorie, pour élaborer des hypothèses qui seront ensuite confrontées au réel pour être validées ou infirmées[365]. C'est justement ce deuxième choix que nous avons retenus dans le cadre de ce travail sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique Centrale. Après les techniques d'analyse, intéressons nous aux techniques de collecte des données.

2- Les techniques de collecte des données

Dans un travail scientifique, la collecte des données revêt un intérêt épistémologique certain. En effet, dans le débat sur les modes de connaissance du réel, nous nous situons dans la logique kantienne qui se veut, une critique des connaissances à priori, avant leur confrontation avec le réel via l'expérience empirique[366]. Ainsi, pour expliquer les trajectoires de la privatisation de la sécurité au profit des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique, nous avons fait le choix, non seulement de recourir à l'analyse documentaire pour satisfaire aux besoins encyclopédiques, mais davantage, nous avons privilégié des entretiens avec des acteurs évoluant dans le domaine de la sécurité privée dans chacun de ces pays.

En sciences sociales, la question de la collecte des données est une étape importante d'un travail scientifique, car elle permet la validation empirique des hypothèses[367]. Cependant, pour être recevable, elle doit faire fi des impressions du chercheur et traiter les faits sociaux comme des choses au sens de Durkheimien, c'est à dire, comme étant extérieurs à l'observateur. La collecte des données nécessite donc de la rigueur intellectuelle et le sens

---

[364]QUIVY (Raymond) et CAMPENHOUDT (Van), *op cit,* p.43.
[365]*Ibid,* p.200.
[366] PICHE (Claude), « L'origine, l'étendue et les limites de la connaissance à priori selon Kant », in NADEAU (Robert) (dir.), *Philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009, p.228. (
[367] LOUBET DEL BAYLE (Jean-Louis), *op cit,* p.38.

critique[368]. Elle peut se faire, de trois manières : par l'observation directe qui amène le chercheur à participer à la réalité observée, par un système intermédiaire, c'est-à-dire, par les entretiens (b) et enfin, à travers la consultation documentaire (a).

a. Les techniques d'observation indirecte : l'analyse documentaire

Dans le cadre de ce travail, l'analyse documentaire consistera en la consultation des documents traitant des questions de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. Malgré la fermeture des bibliothèques pendant un temps assez conséquent, eu égard à la pandémie à Covid 19 dans la sous-région. La collecte des données de ce travail s'est faite au travers de la consultation des documents dans de nombreuses bibliothèques de la ville telles que celle de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun, celle de l'Université de Yaoundé II, celle de l'Université de Yaoundé I, celle de l'Université Catholique d'Afrique centrale, l'Institut français, et aussi, la Fondation Paul ANGO ELA.

Nous avons également bénéficié de la bibliothèque personnelle de notre directeur de thèse, le Professeur Yves Paul MANDJEM, qui nous a permis de profiter de ses nombreux ouvrages méthodologiques et thématiques pour éclairer notre recherche. En outre, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, nous avons pu consulter des travaux dans les bibliothèques numériques, et autres revues en ligne. Grâce aux différents réseaux sociaux tels que *WhatsApp*, *LinkedIn* et les applications telles que zoom, il nous a été possible de profiter de la documentation de nos camarades de thèse et de l'expertise de certains enseignements des universités africaines, occidentales et orientales. Analysons à présent la question de l'observation indirecte via les entretiens.

B. LE RECOURS AUX ENTRETIENS

La question de l'observation en science sociale implique un comportement actif du chercheur pour mieux comprendre le phénomène étudié. Ainsi, le chercheur va chercher dans le réel les preuves de sa connaissance car : « *cette propriété particulière (…) est le fondement même de sa preuve, à savoir l'expérience, et qu'elle doit toujours y être supposée*[369] ». Pour y

[368] LOUBET DEL BAYLE (Jean-Louis), *op cit*, p.38.
[369] PICHE (Claude), *op cit*, p.231

parvenir, le chercheur devra mobiliser soit les techniques d'observations directes[370] ou indirectes tels que les entretiens. Ces entretiens consistent au fait d'avoir des échanges avec des personnes triées sur le volet au regard à leur connaissance théorique ou pratique dans le domaine de la sécurité privée en Afrique Centrale. S'il est vrai que ce champ reste difficile d'accès en raison de la sensibilité des informations et de la réticence des praticiens militaires et civils, nous avons néanmoins pu rencontrer quelques personnes ressources au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique.

Pour ce qui est des administrations publiques, nous nous sommes rendu au Ministère de la Défense (MINDEF) ; au Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT), à la Délégation Générale à la Sureté Nationale (DGSN), au Secrétariat d'Etat à la Défense (SED) ; au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MITSS), au Ministère des Finances (MINFI) ; au Ministère des Transports (MINT) et au Ministère des Sports et de l'éducation physique (MINSEP). Via des entretiens, nous avons pu échanger avec des responsables des Ministères centrafricain de l'intérieur ; de la Défense, et de la Police. Nous avons aussi eu accès à des écoles de formation telles que : l'École Militaire Interarmées (EMIA), l'École Supérieure de Police, l'Ecole Internationale Supérieure de Guerre de Simbock (ESIG).

A côté de ces institutions, nous avons aussi rencontré des universitaires et des experts civils en nous rendant sur les campus de nombreuses universités publiques et privées telles que : l'Institut des Relations Internationales du Cameroun(IRIC) ; le Département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I, la Faculté des Sciences juridiques des Universités de Yaoundé II, l'Université Catholique d'Afrique centrale et l'Université Protestante d'Afrique Centrale. Nous avons aussi consulté des *Think Tank* tels que la Fondation Paul ANGO ELA (FPAE) et le Centre africain d'Études Internationales (CEIDES).

Pour ce qui est des praticiens, nous avons rencontré des responsables des Sociétés de Sécurité privées au niveau national tels que : messieurs MOLUH pour *Atlantic Security*, ESSOMBA de *DAK Security, e*t Michael pour le compte *d'ESSOKA Security.* En RCA nous avons échangé avec messieurs Jospin STEVE, manageur de *Senévé Security* et Gildas WEREGANDJI, propriétaire d'une Société privée de sécurité à Bangui. En outre, nous avons échangé par téléphone avec les responsables de la société privée de gardiennage *Damango*

[370] L'observation directe peut se faire soit par les techniques d'observation participante qui nécessite une immersion du chercheur dans la réalité qu'il observe. Elle peut se faire soit par un étranger, soit par un membre de la communauté.

sécurité en RD Congo. Enfin, il nous été donné d'avoir des entretiens par visio-conférence avec les responsables de certaines multinationales de la sécurité telles que : Alexander HOLLANDER, le co-fondateur du groupe *Amarante International* et Antonio COUZIAN-MARCHAND, directeur de *Gallice International Services*.

Enfin, nous nous sommes aussi entretenus avec des agents de sécurité en poste dans les villes de Yaoundé, Douala, Bangui, et Kinshasa. Ces entretiens, nous ont aidés à disposer d'un ensemble d'informations nous permettant de mieux apprécier la contribution des SMSP dans la sécurité en Afrique centrale. Pour mener à bien ces interviews, nous avons confectionné des questionnaires qui ont guidé nos entretiens directifs et semi-directifs avec les personnes ressources. Ces guides d'entretiens ont été orientés vers la collecte d'informations devant nous aider à meubler notre travail sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale en générale, et plus spécifiquement sur le Cameroun, la République Démocratique du Congo et la République Centrafricaine.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Il s'agira pour nous de montrer comment le cadre théorique constitué du Transnationalisme et du Néoréalisme, permet d'expliquer la privatisation de la sécurité en faveur des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique. Pour ce faire, nous avons adopté une approche hypothético déductive adossée sur la méthode de la politique comparée ; la géopolitique et la triangulation.

Ainsi, la première partie de ce travail qui analyse l'inscription poussive des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées sur l'agenda sécuritaire du Cameroun, de la Centrafrique et de la République Démocratique du Congo, centrale (Partie I). La deuxième en, dévoilera les logiques instrumentales et l'impact sur la sécurité humaine et la stabilité de la sius région (Partie II).

PARTIE I :

L'INSCRIPTION POUSSIVE DES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES SUR L'AGENDA DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Dans l'analyse des politiques publiques, la notion d'agenda, peut se définir comme:

> « *L'ensemble des problèmes faisant l'objet d'un traitement, sous quelque forme que ce soit, de la part des autorités publiques et donc susceptibles de faire l'objet d'une ou plusieurs décisions*[371] ».

En effet, au même titre que les problèmes politiques, les acteurs font l'objet d'une sélection, pour être pertinent dans les politiques publiques. Dans le cadre des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, il est question d'expliquer, le processus par lequel, elles ont eu l'accès à l'agenda sécuritaire actanciel des Etats de l'Afrique centrale. Comme cela a été démontré par de nombreux travaux, dont ceux de Stephen HILGARTNER et Charles BOSK, à propos des problèmes publics : « *l'attention publique est une ressource rare, dont l'allocation dépend de la compétition au sein d'un système d'arènes publiques* [372]». Ainsi, pour devenir un acteur pertinent, les options doivent faire l'objet d'une compétition intense.

Pour expliquer la présence des SMSP dans l'espace sécuritaire en Afrique Centrale, l'on doit partir de ce que, dans cette sous-région, la sécurité a historiquement été le fruit d'une fabrication anomique, marquée sceau des dynamiques d'extraversion. En d'autres termes, la sécurité en Afrique centrale, a toujours été produite grâce à la présence des acteurs extra régionaux[373]. Or, il se trouve que, depuis la fin de la guerre froide, ces grandes puissances occidentales, ont entrepris une campagne de désengagement stratégique, notamment, en raison des exigences de politique intérieures. L'on a notamment assisté au retrait des principales puissances occidentales telles que la France, la Belgique et la Grande Bretagne[374] .

Ce lâchage de l'Afrique, s'explique selon Chantal Pélagie BELOMO, par la recherche d'un rayonnement plus global pour la France, qui va se rapprocher de l'Allemagne pour la

---

[371] GIRAUD, 19990, p.27.
[372] Stephen HILGARTNER et Charles BOSK (1988), p.55.
[373] BELOMO (Chantal Pelagie), *2010, op cit*, p.204.
[374]En effet, si la guerre froide a nécessité un déploiement massif des grandes puissances occidentales en Afrique par le truchement de la Grande Bretagne et de la France, la fin de la bipolarité a induit une ère de désengagement stratégique de celles-ci. La Grande Bretagne a dès lors accentué sa politique du sélective-engagement et la France pour sa part, a opté pour un désengagement dont la matérialisation a commencé par le Discours de la Baule en 1990, avant de s'accélérer par la politique du « ni indifférence, ni-ingérence » du Gouvernement socialiste de Jospin qui entrainera la diminution du nombre de soldat français en Afrique, et, la fermeture de nombreuses bases militaires hexagonale sur le continent. Cette politique a consisté à limiter les interventions de la Grande Bretagne en Afrique et à mettre l'accent sur le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix à travers deux grandes initiatives : le *British Military Advisory and Training Team* (BMATT) version 1990, et la Commission for Africa en 2004.

construction européenne[375]. L'on peut aussi évoquer l'échec des initiatives onusiennes de portées des puissances telles que : les Etats-Unis en Somalie en 1991 ou encore, la France au Rwanda en 1994. Dans la même logique, l'on ne saurait mettre sous le boisseau le rejet de ces puissances par une opinion africaine, sensible aux scandales des affaires Elf[376], de l'*Angolagate*[377], ou encore de l'affaire du Beach[378].

Face á cette nouvelle donne, la France va accélérer son retrait stratégique entamé avec le discours de la Baule, imposant des conditions démocratiques à ses alliés en 1991, et accentué en 1997, avec la politique du « *ni ingérence, ni indifférence* », chère au premier Ministre socialiste Lionel JOSPIN. C'est finalement en 1997, avec la fermeture de sa base militaire de Bouar en République centrafricaine et la mise en place du RECAMP en 1998, que la France va atteindre le sommet de sa nouvelle posture de retrait stratégique de l'Afrique[379].

Au plan bilatéral, la présence de la France en Afrique centrale se réduit désormais à l'existence de quelques bases militaires (Libreville au Gabon, Djibouti, Tchad), à la montée en puissance des Ecoles Nationales à Vocation Régionale (ENVR) dans le cadre du programme de Renforcement des Capacités Africaines du Maintien de la Paix (RECAMP) et à une présence opérationnelle aux cotés des alliés en Afrique occidentale, australe et centrale[380]. Pour comprendre cette nouvelle posture dans la sécurité en Afrique, un diplomate

---

[375] BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie), 2007, *op cit*, p.76.

[376] L'affaire Elf renvoie à la mise en cause par la justice française des personnalités politiques et des chefs d'Etats africains tels : Omar BONGO du Gabon, SASSOU NGUESSO du Congo Brazzaville.

[377] Encore appelée l'affaire Falcone, l'Angolagate concerne la vente d'armes à l'Angola et a impliqué des acteurs politiques français notamment avec des rétro commissions.

[378]Il s'agit des massacres de réfugiés congolais perpétrés par les autorités militaires congolaises qui seront graciées plus tard par la justice française.

[379] C'est dans ce contexte stratégique du désengagement que la France a notamment crée le Programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) en 1996, ce programme est articulé sur les Ecoles Nationales à Vocation Régionale telles que celles de Zambroko en Côte d'Ivoire ou encore l'Ecole de Guerre de Simbock au Cameroun. Le RECAMP est devenu Euro-RECAMP dans le cadre de la PESD de l'Union Européenne.

[380]En effet, le RECAMP a vu le jour en 1998 lors du sommet du Biarritz et vise essentiellement à accompagner les forces de défense et de sécurité des anciennes colonies africaines afin de les aider à la fois à prendre en charge leur propre sécurité, mais aussi de participer de façon optimale à la mise en œuvre de la capacité africaine de maintien de la paix dans le cadre de la force africaine en attente (FAA) à travers le renforcement de différentes brigades sous régionales. Pour se faire la France va signer des accords de défense avec certains pays afin d'y installer les Ecoles à Vocation Régionales (ENVR). Ainsi, à côté du dispositif ouest africain constitué entre autres de l'école du personnel paramédical de Niamey au Niger, l'école du service de santés des armées de Lomé au Togo, le centre de perfectionnement de la police judiciaire de Porto-Novo et le centre de déminage d'Ouidah au Benin, le cours d'application des officiers de gendarmerie d'Ouakam et l'école d'application de l'infanterie de Thiès au Sénégal, celle consacrée à la sécurité civile et l'école militaire technique de Ouagadougou au Burkina Faso, l'école de maintien de la paix de Bamako et celle de Koulikoro au Mali. Notons que l'Afrique centrale dispose également d'un nombre important d'ENVR que l'on peut retrouver dans de nombreux pays de la sous-région. Nous pouvons citer le centre de perfectionnement aux techniques de maintien

hexagonal précise: « *la France n'est pas en première ligne, elle agit en appui aux acteurs régionaux et onusien, quelle que soit la crise, et se distingue par sa volonté de ne pas décider de but en blanc* »[381].

Toute chose qui se situe dans le sillage d'une volonté de « *normalisation*[382] » des relations entre la France et l'Afrique, telles qu'elle apparait dans les discours des chefs d'Etat français, depuis de nombreuses années et dont le meilleur exemple, est le discours de François HOLLANDE du 12 octobre 2012 à Dakar :

> *« le temps de la françafrique est révolu : il y a la France, il y a l'Afrique, il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec les relations fondées sur le respect la clarté et la solidarité »* [383].

Dans cette configuration, les Etats africains se sentent abandonnés, eux qui sont en plus confrontés à des difficultés économiques et sécuritaires inédits. C'est donc ainsi, que, dans l'urgence, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, par leur flexibilité et leur furtivité, vont apparaitre, comme des solutions idoines, à même, d'aider les pays africains à faire face à leurs nombreux défis sécuritaires. Cette reconfiguration est informée par la crise économique et sécuritaire de l'Etat en Afrique centrale (Chapitre I) et une transformation valorisante du rôle des acteurs privés dans la sécurité, à travers une dynamique de destigmatisation marquée par la fabrique d'un cadre institutionnel devant encadrer leurs activités (Chapitre II).

---

de l'ordre (EIFORCES), le centre d'instruction navale de Bata en Guinée Equatoriale et l'école d'application de santé de Melen. Dans ces différentes écoles la France dispense des formations de haut niveau.

[381] LE BOEUF (Alain) et QUENOT-SUAREZ (Hélène), La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique, Bruxelles, Ifri, 2014, p.26. (61 p)

[382] Le discours de la normalisation des relations entre la France et l'Afrique milite pour la fin des liens occulte et des relations préférentielles entre ces deux partenaires. Il est ouvertement hostile à tous les réseaux qui servent les intérêts des dirigeants et des élites des deux camps. Il veut voir une nouvelle relation émerger entre ces deux protagonistes plus d e60 ans après les indépendances. De François MITERAND à Jacques CHIRAC, en passant par Nicolas SARKOZY jusqu'à François HOLLANDE, chaque président a fait le vœu de voir ces relations disparaitre, mais rien y fait. Voir ici, LEBOEUF (Aline) et QUENOT-SUAREZ (Hélène), *La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique*, Bruxelles, Les études de l'Ifri, 2014, 61 pages.

[383] *Ibid*, p.7.

CHAPITRE I :
LA FAILLITE ECONOMIQUE ET STRATEGIQUE DE L'ETAT POST COLONIAL EN AFRIQUE CENTRALE

Les *failed states* se définissent avant tout comme : « une situation où l'État est incapable de remplir ses fonctions de bas, et notamment d'assurer la sécurité intérieure comme extérieure, bien qu'il dispose théoriquement du monopole de la violence légitimé[384] ». Toutefois, le concept d'État failli ou de *collapsed State*, est réapparu dans la littérature, à travers le débat sur la faillite de l'État, notamment, à travers le concept sur les « *quasis État* » de l'Afrique subsaharienne dont Jean-Bernard VERON disait que ce sont des entités :

« Incapables d'exercer les missions qui sont (les leurs) tant dans les domaines régaliens (contrôle d'un territoire, sécurité des personnes et des biens, exercice de la justice), que ceux de la délivrance de services économiques et sociaux à la population[385] »

Ce concept a par la suite été popularisé au lendemain de la chute du Mur de Berlin en 1989 dans les travaux de WILLIAM I ZARTMAN qui, analysant la situation de la Somalie, l'assimile à un État ayant perdu toute ses capacités de contrôle de son territoire[386]. Ensuite, ce concept d'État « faible » est réapparu sous la plume de Gerald HELM et Steven RATNER en 1992 qui vont se focaliser sur la situation du plus large, du Libéria, d'Haïti du Soudan et de la Somalie, pour théoriser le concept d'État-Nation failli, caractérisés par leur incapacité à « *se maintenir comme membre de la communauté internationale*[387] ». Ainsi, l'État africain est dépeint sous les traits d'une dramaturgie qui se situe aux antipodes de l'idéal westphalien.

Une des approches les plus innovantes sur la question en est donnée par NWATCHOK A BIREMA Ousmanou, quand, reprenant la thèse de Serge MICHAILOF, il la considère comme « *l'échec collectif de la communauté internationale* [388]», en l'expliquant par la structuration des inégalités et de la domination qu'il secrète, dans une perspective marxiste[389].

---

[384] Crisis, Fragile and Failed States-Definitions Used by CSRC, cité par NWATCHOK A BIREMA (Ousmanou), « Le problème est-il ailleurs ? Repenser la faillite de l'État africain au prisme de la théorie du système-monde néolibéral », in *L'État face à ses transformations*, Mons, Belgique, 2017, p.2.
[385] VERON, 2011, p.46
[386] ZARTMAN (William), *op cit*, 1995.
[387] HELMAN et RATNER cité par NWATCHOK A BIREMA (Ousmanou), *op cit*, p.1.
[388]NWATCHOK A BIREMA (Ousmanou), *op cit*, p.17.
[389]*Ibid*, p.3.

Sous ce prisme, la faillite de l'État africain doit être analysée dans une approche plus globale qui l'explique, à l'aune de son inscription et de sa dépendance, d'une part, aux dynamiques monétaires et économiques du modèle néolibéral, incarné, à la fois par le Fond Monétaire International et l'Aide Publique au Développement et d'autre part, aux contraintes politiques, pour ainsi dire, à l'acclimatation et à la tropicalisation de la démocratie et l'idéologie des droits de l'homme[390].Toutefois, pour coller à l'objet de notre étude qui reste centré sur l'affaiblissement de l'État au Cameroun en RD Congo et en RCA, nous voulons l'inscrire dans le sillage des travaux sur la conjoncture critique[391], marquée par un affaiblissement, même relatif, au niveau économique (Section I) et sécuritaire (Section II).

SECTION I : LA CRISE DE L'ETAT PROVIDENCE EN AFRIQUE CENTRALE

Étymologiquement, le terme providence provient de deux mots latins : *status* (être debout) et *providentia* (prévision, providence). En économie, par opposition à l'État gendarme, l'l'État-providence renvoie à une posture interventionniste et régulatrice de la vie de la cité. Ici, le Léviathan assume un ensemble de rôles, dont le plus important est de gérer les richesses, pour le mieux des citoyens, dont elle assure la sécurité et provient aux besoins économiques et sociaux. L'État providence est donc par essence un État fort, c'est-à-dire, une entité disposant de moyens nécessaires ; pour assumer ses charges économiques, sociales et sécuritaire**.** Selon François BAFOIL, « *Fort est l'État qui est en mesure de lancer de manière cohérente des politiques publiques pour mieux atteindre le but qu'il s'est fixé* [392]». Ainsi, cette entité disposant dues ressources nécessaires pour imposer son « *monopole de la violence physique légitime*[393] ».

Toutefois, en raison de nombreuses contraintes extérieures, telles que les crises économiques et les conflits, l'État gendarme semble aujourd'hui, y compris en Occident, connaitre un net recul. Parler d'érosion des capacités économiques de l'État en Afrique centrale revient à rendre compte de ses difficultés à continuer à continuer à assumer ses responsabilités au plan interne et international. Aussi, aujourd'hui, plutôt que d'analyser l'action de cette entité à partir de sa capacité à s'imposer depuis le haut, nombre de travaux, se

[390] *Ibid*, p.10.
[391]Voir ici DOBRY (Michel), 2009, *op cit*, 432 pages.
[392] BAFOIL (François), « États forts, états faibles, régions fortes, régions faibles », in *Revue Capitalismes émergents*, 2012, pp.381-407.
[393] WEBER (Marx), *op cit*.

situe lui préfèrent désormais une prise en compte des dynamique du bas[394]. C'est-à-dire à partir de l'existence d'autres pôles de pouvoirs tapis en son sein. Du point de vue essentiellement économique, l'affaiblissement de l'État en Afrique, peut naturellement surprendre, autant, en raison du *paradoxe de l'abondance* qui le caractérise (Paragraphe I), qu'au regard des dérives néopatrimoniales et des crises qu'il traverse (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LE PARADOXE DE L'ABONDANCE EN AFRIQUE CENTRALE

Le *Paradoxe de l'abondance*, ou syndrome hollandais, *dutsh desease*, est apparu dans les années 1970, dans le magazine *the economist*, pour désigner les contre-couts, que la possession des ressources naturelles peut avoir sur l'économie d'un pays, comme cela avait été le cas en Australie et en Hollande[395]. Au plan théorique, c'est en 1982, grâce aux travaux de CORDEN et NEARY[396], puis CORDON en 1984[397] et ceux de SACHS et WARNER en 1995[398], que ce concept a été théorisé, pour faire référence, à une observation contradictoire, dans le développement de certains pays, par rapport à leurs ressources naturelles[399].

Ainsi, aux antipodes des croyances communément partagées, selon lesquelles, les pays riches en ressources naturelles, sont aussi les plus développés[400], la théorie de la maladie hollandaise démontre au contraire que, la dépendance aux ressources naturelles peut créer des situations économiques encore plus difficiles. Ce paradoxe met en lumière le constat selon lequel la possession de ressources naturelles peut conduire à une situation parfois pire que celle des pays dépourvus de telles ressources.

En Afrique centrale, singulièrement, l'analyse des indicateurs économiques et sociaux de ces dernières années, indique une forte absence de croissance économique et une baisse de

---

[394]BAYART (Jean François), MBEMBE (Achille) et TOULABOR (Comi), *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992 Collection ; Les Afriques, 268 p.

[395] GOUJON (Michaël) et MIEN (Edouard), « 40 Years of Dutch Disease Literature: Lessons for Developing Countries », in *Comparative Economic Studies*, 2021, Université Clermont Auvergne, CNRS, CERDI, p.2.

[396] CORDEN (Warner) and NEARY (Peter), « Booming Sector and De-Industrialisation in a Small Open Economy », *in The Economic Journal* , 1982. n°368, pp. 825–848.

[397] CORDEN (Warner), Booming sector and dutch disease economics: survey and consolidation, in Oxford Economic Papers, 1984, n° 36 (3), pp.359-380.

[398] SACHS et WARNER, « Natural Resource Abundance and Economic Growth », in *Working Paper Series*, 1995, pp. 3, 54

[399] KOJO (Noako), Demystifying Dutch Disease, in *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, World Bank Group, Vol. 6, n°24, june 2015, 23pages,

[400] TAMBA (Isaac) et al. L'Afrique centrale. Le paradoxe de la richesse ; Industrie extractive, gouvernement et développement social dans les pays de la CEMAC, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2017, p. 23.

la qualité de vie des populations, malgré les nombreuses ressources naturelles dont disposent pourtant ces États[401]. Pour rendre compte de ce l'existence d'un syndrome hollandais dans les économies des pays de l'Afrique centrale, nous analyserons la richesse des ressources dont ils sont dotés (A), avant de mettre en lumière leur faible impact sur le développement, en raison de la nature rentière de leurs économies (B).

A - DES ECONOMIES RICHEMENT DOTEES PAR LA NATURE

En partant de la théorie des avantages absolus, telle que théorisée par Adam SMITH, les États auraient intérêt, à se spécialiser dans la production des biens ou services, sur lesquels ils disposent d'un avantage par rapport à leurs partenaires[402]. Ainsi, pour des pays dont les économies sont aussi faiblement diversifiées que le Cameroun, la RD Congo et la Centrafrique, ils gagneraient à se spécialiser sur le secteur primaire, c'est-à-dire, sur l'exploitation des ressources naturelles, pour se développer.

Cette théorie des avantages absolus, s'est largement vérifiée, au regard du rôle central, que la transformation agricole a joué, dans le processus de développement en Europe et aux États-Unis durant le 18ème siècle[403]. Ainsi, au regard des richesses des pays de l'Afrique centrale, l'on serait en droit, d'attendre que ces pays aient, un niveau de développement plus important. Cependant, au regard des principaux indicateurs macro économiques que sont le Produit intérieur Brut (PIB), l'indice des prix à la consommation (IPC), l'inflation, la stabilité des devises, le marché du travail ou encore, les cours des matières premières.

Mais à la réalité, après analyse de la littérature et observation empirique, l'on doit bien admettre, que, ni la rente agricole, ni les importantes ressources minières dont dispose la région, n'ont permis à ses États de se développer[404]. Dans les lignes qui vont suivre, il nous appartiendra, d'analyser en profondeur, les raisons qui expliquent la situation de pauvreté et sous développement dans laquelle, se trouvent les pays de la sous région. Notre hypothèse, est que la situation économique de sous développement de la majorité des pays de l'Afrique centrale, s'explique, du moins en partie, par le paradoxe de l'abondance, qui rend intelligible, le paradoxe entre leur abondance en ressources naturelles et leur développement, en raison d'une inclinaison pour l'économie rentière. Aussi, importe-t-il d'analyser les trajectoires

[401] TAMBA (Isaac) et al. *op cit* , p.25.
[402] SMITH ADAM, *Richesse des nations*. Paris, Guillaumin et Gie, 1881, 214 pages.
[403] TAMBA (Isaac) et al. *op cit*, p.233.
[404] *Ibid*, p.30.

économiques croisées des trois pays richement doté en ressources minières et agricoles (1), en étude (2).

1. Analyse croisée des trajectoires économiques de trois pays richement dotés en ressources minières

Du point de vue des ressources naturelles, les pays d'Afrique centrale en général[405], le Cameroun, la RD Congo et la Centrafrique, sont trois pays richement dotés. Pour la RDC, souvent considérés comme un « *scandale géologique*[406] » en raison de l'abondance de ses ressources, ce pays est à bien des égards des égards un exemple parfait. Pour en témoigner, il suffit de faire un tour des différentes provinces du pays et de leurs différentes ressources dont chacune dispose. En l'état actuel des connaissances, la RDC dispose de 36 % des réserves mondiales de le cobalt ; entre 25 à 65% des réserves mondiales en tantale, 7 % des réserves en étain ; 6 % des réserves en cuivre et 25 % des réserves mondiales en diamants[407]. Pour en avoir une idée, de la répartition de ces ressources naturelles dans le pays, l'on pourrait s'appuyer sur le tableau ci- après :

TABLEAU N°2 : LES RICHESSES MINIERES DE LA RD CONGO

Province de la RD Congo	Minerais disponibles
Bandundu	Diamant, or, pétrole
Bas Congo	Bauxite ; diamants, schiste, calcaire, phosphate, diamant, vanadium
Équateur	Fer, Cuivre, or, diamants
Orientale	Or, diamants, pétrole, et fer
Kasaï Orientale et Occidentale	Diamants, Or, Manganèse, chrome, nickel, fer, argent et étain ; diamants des gisements de pétrole et de gaz naturel
Nord Kivu et Sud Kivu	Or, étain, béryl, tungstène, pétrole, niobium tantale, or, coltan (colombo tantalite), étain ; tungstène.
Maniema	Tantale, diamants, or, niobium et tantale or, coltan (colombo tantalite), étain ; tungstène.
Katanga	Cobalt, cuivre, zinc ; argent ; germanium ; Uranium ;

Source : Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2012.

[405] TAMBA (Isaac) et al. *op cit*, pp.31-57.

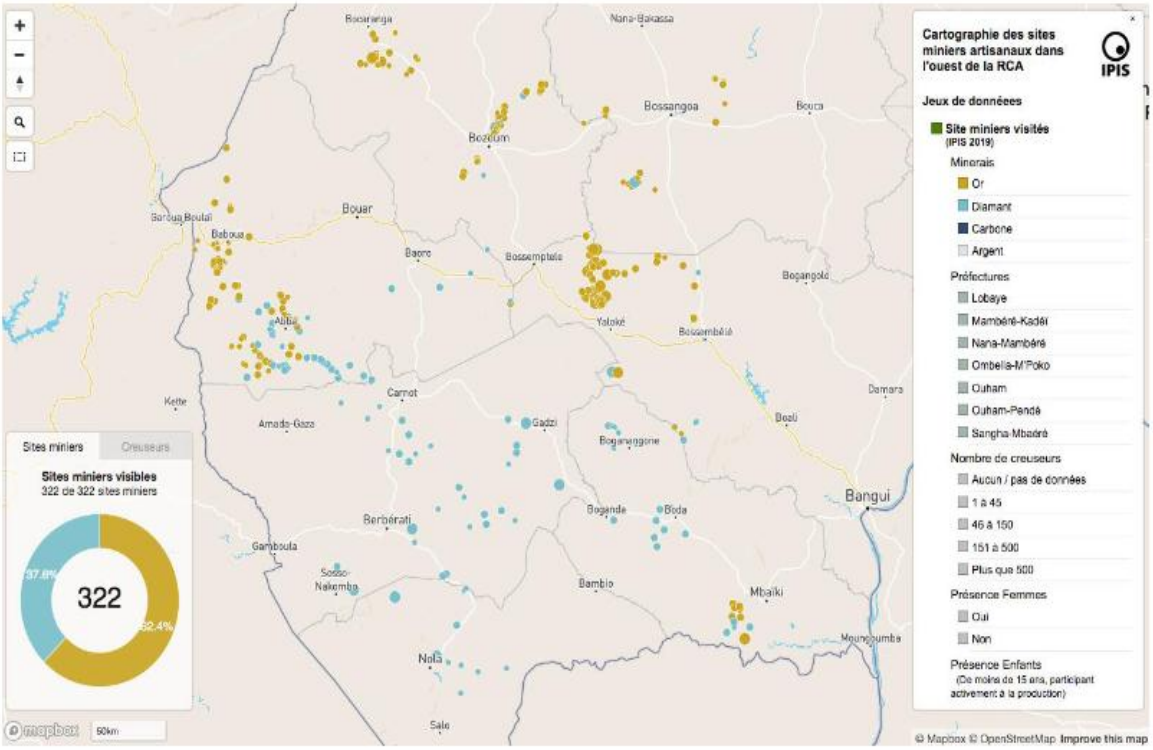
[406] STE (Le Marine), « L'Est de la République Démocratique du Congo: du « scandale géologique » au scandale politique, économique, humanitaire… », in *Revue Les cahier d'Outre* -Mer, 2011, n° 255, p. 435-438.

[407] KfW Entwick lungsbank et l'Institut fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières (BGR), « Les ressources naturelles en République démocratique du Congo - Un potentiel de développement? », Frankfurt, Avril 2007, p.25-26.

Ces importantes ressources naturelles ont permis au pays d'avoir une économie florissante dès les premières heures de son indépendance, mais cette embellie a été stoppée par les différents conflits qui ont marqué l'histoire politique du pays. Outre, la RDC, la Centrafrique dispose aussi d'importantes ressources naturelles.

La République Centrafricaine est : « un État riche en ressources naturelles et en minerais. Sur les 16 Préfectures de la RCA, 10 produisent de l'or et 9 produisent des diamants[408] ». En effet, bien avant la crise sécuritaire de 2013, les minerais représentaient la troisième source de revenus du pays, après l'agriculture et l'exploitation forestière. Les exportations de diamants représentaient alors à elles seules 11% des recettes fiscales en 2010. Déjà à cette époque, au moins 30 % des diamants quittaient la RCA illégalement. Le secteur de l'or, maintenant en pleine expansion, est encore plus lié à l'informalité puisque même avant la crise, environ 95 % de la production quittait le pays de manière non officielle. Ce pays dispose de nombreuses sites miniers tels que identifié sur ce site :

CARTE N°5 : SITES MINIERS ARTISANAUX A L'OUEST DE LA CENTRAFRIQUE



Source: fédéral allemand des sciences de la terre et des matières premières (BGR),

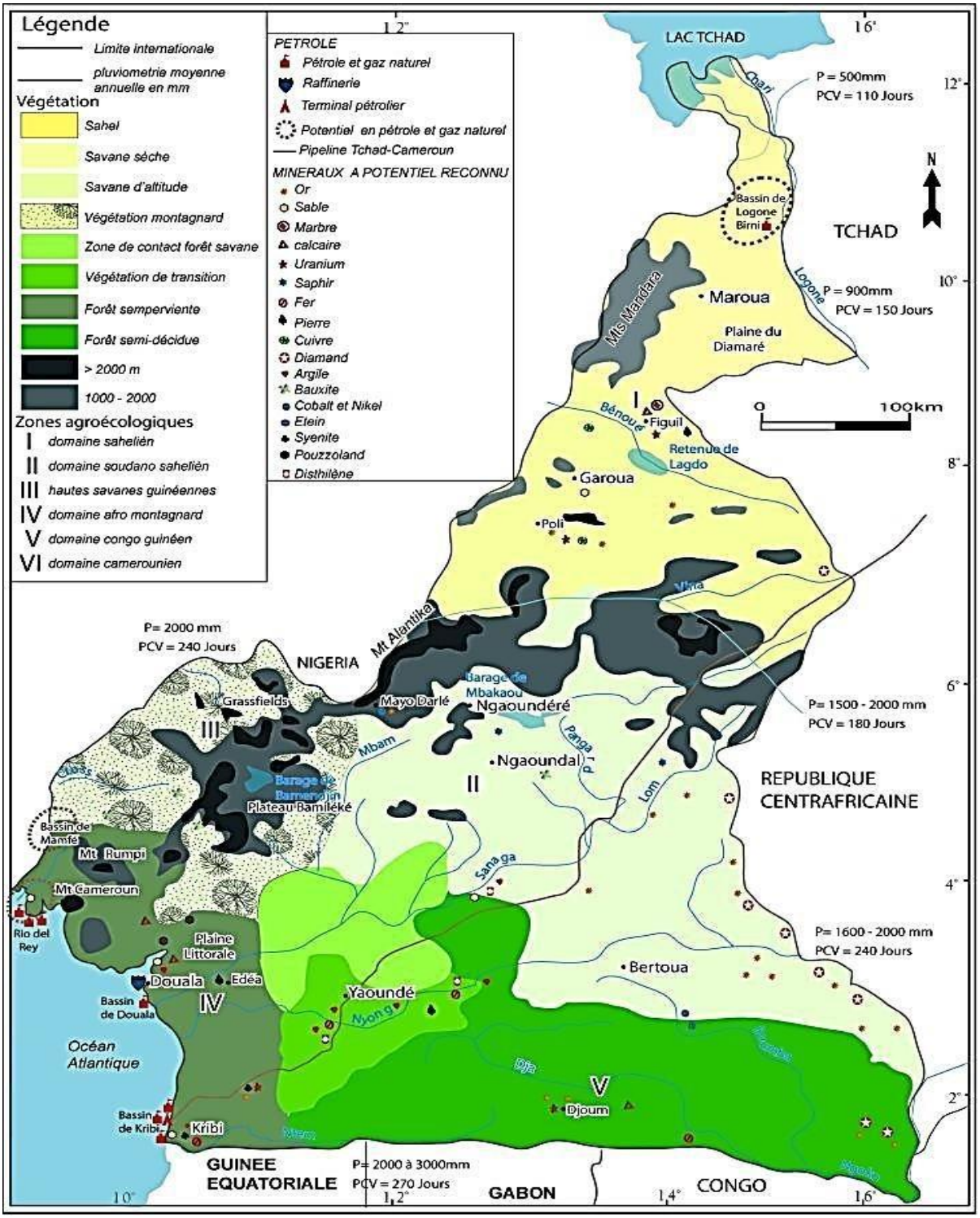
[408] JAILLON (Alexandre) et BRIER (Guillaume), « Cartographie des sites miniers Artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique », Novembre 2019, p.3.

Toutefois ce potentiel minier n'a pas toujours été valorisé dans le développement économique du pays en raison des conflits. Toute chose qui diffère de la situation du Cameroun. En effet, le Cameroun est un pays doté d'un potentiel minier non négligeable, toutefois, son exploitation n'a démarré que tardivement[409]. La publication du nouveau code minier de 2001 et sa révision en 2010 mettent en évidence une volonté des décideurs de réguler ce secteur, lequel était jusqu'ici régi par la vieille loi de 1964. Le Cameroun compte deux principaux gisements miniers de bauxite dont celui de Minim-Martap et Ngaoundal. Selon les résultats d'une entreprise australienne (*Canyon Resources*) a permis d'identifier 65 plateaux bauxitiques supplémentaires, portant le total à 79 sites. En outre, il faut noter que le Cameroun produit et exporte de l'or et du diamant, le secteur minier n'a contribué qu'à hauteur de 0,11% au PIB nominal, 0,01% à l'exportation et 0,21% à l'emploi[410]. Carte des sites miniers du Cameroun.

[409] TCHINDJANG (Mesmin) et al. ; « Mines contre forêts et conservation au Cameroun : enjeux de l'évaluation environnementale du secteur minier pour le développement durable au Cameroun », in *Conference Paper ;·* January 2017

[410] *Ecofin Hebdo*, n°130, 28 avril 2020.

CARTE N°6: DIFFERENTS SITES MINIERS DU CAMEROUN



Source: VOUNDI Éric et MBEVO FENDOUNG Philippes[411]

[411] MBEVO FENDOUNG (Philippes) et VOUNDI (Éric), « Extractivisme minier à l'Est-Cameroun et mutations socio-environnementales: quelles perspectives d'émancipation paisible des communautés locales? », in Colloque « Culture de la paix et développement culturel au Cameroun », 05-06 septembre 2018, CNE-MINRESI.

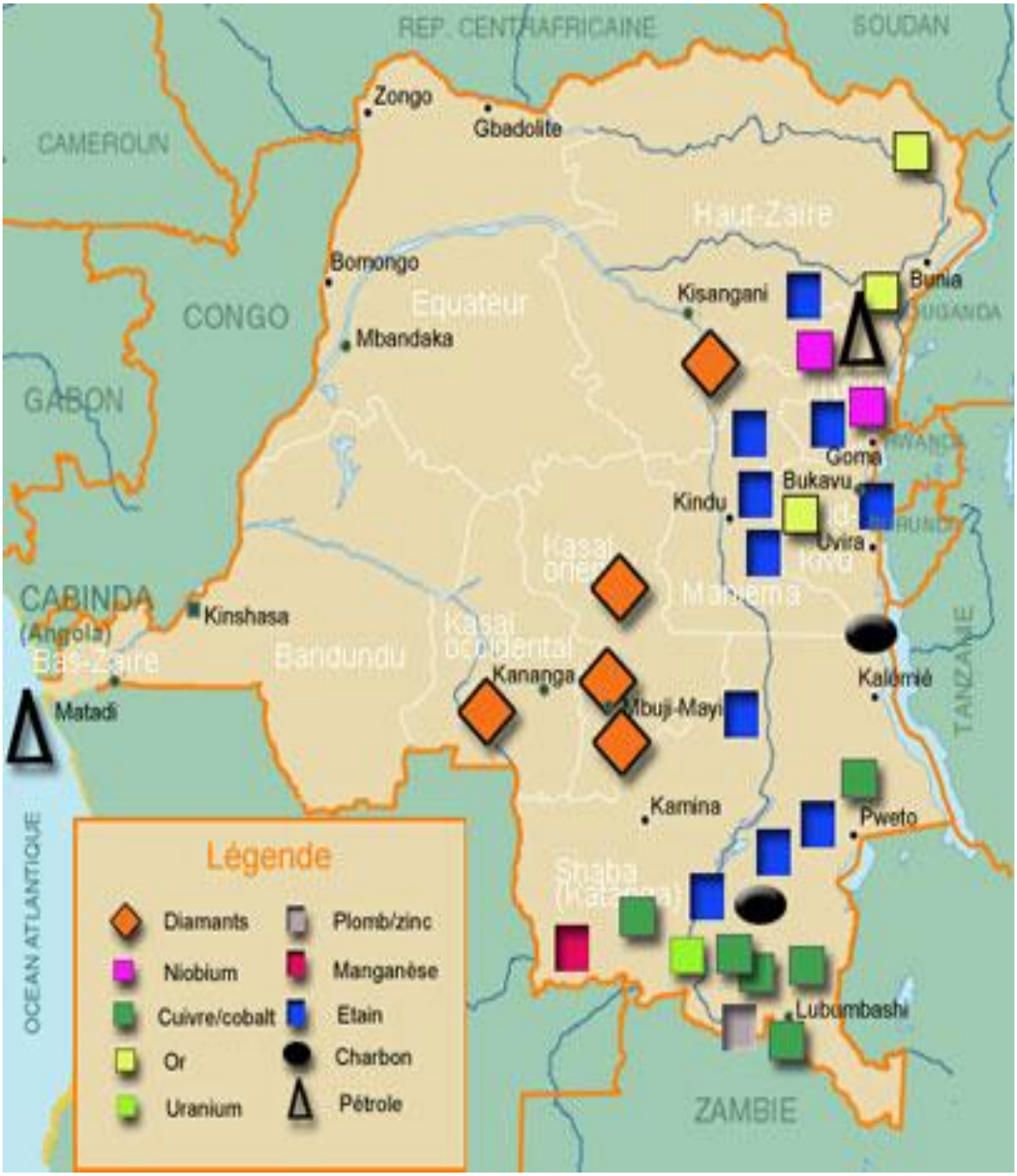
Outre ces ressources minières, ces trois pays disposent aussi des ressources agricoles importantes que nous allons analyser. Pour la RD Congo dont les richesses ne sont plus à démontrer, comme le président, Félix TSHISEKEDI, le déclarait, dans son Discours du 10 décembre 2022, prononcé devant le congrès, que :

> *« Le chiffre d'affaires du secteur La République démocratique du Congo est l'un des pays qui dispose d'un potentiel très important en termes de ressources pétrolières et gazières. Avec 6% des réserves pétrolières d'Afrique, des blocs ne sont pas non encore attribués*[412] *».*

Qui mieux qu'un chef de l'État pour parler des richesses naturelles de son pays ? En effet, avec une superficie de plus 2.345 000 km^{2}2, et une population de plus de 100 millions d'habitants, la RD Congo est l'un des pays les plus richement doté sur le continent et même dans le monde. Sans allez jusqu'à épouser l'optimisme de Junior M'BUYI, qui prédit le réveil[413] de la RD Congo, nous voulons modestement dresser le profil économique de ce pays. Au regard de ce qui précède, l'on peut rapidement identifier quelques secteurs ou le pays dispose d'atouts majeurs. Une analyse rapide des ressources naturelles de la RD Congo fait ressortir entre autres : bois, le pétrole et le gaz, l'or et les diamants, ainsi que des minéraux essentiels à la transition énergétique, comme le cobalt et le cuivre. La RDC est l'une des régions les plus riches en biodiversité au monde. Une carte permet de rendre compte de la localisation exacte de ces ressources naturelles sur le territoire congolais.

[412] ARBOOK RDC, *Rapport économique* I , p.121
[413] M'BUYI (Junior), Une future superpuissance africaine en devenir. Quand la RDC S'éveillera !,

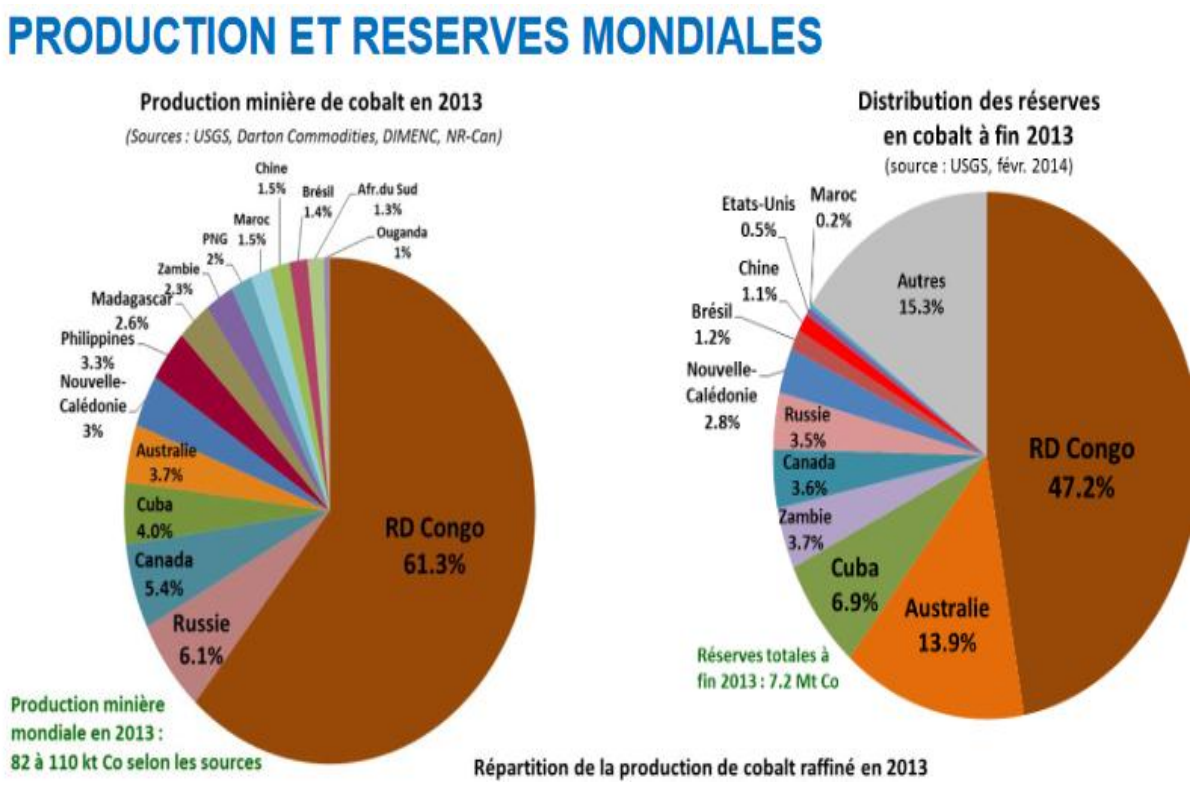
CARTE N°7: LES RESSOURCES NATURELLES EN RD CONGO



Source : Ministère de l'intérieur centrafricain

De cet amas de ressources, le Cobalt semble naturellement sortir du lot car, le pays dispose de plus de la moitié des réserves mondiales de cette ressource comme le montre le graphique ci après :

GRAPHIQUE N°1 : DES RESERVES DE COBALT EN RDC



Source : CDI/ Darton Commodités, + Etats-Unis (USGS).

Ainsi les trois pays en étude sont tous et chacun, richement doté en ressource naturelles et en ressources agricoles comme nous allons le démontrer.

2. Analyse des ressources agricoles du Cameroun, de la RD Congo et de la Centrafrique

L'Afrique centrale dispose indéniablement de très implorantes ressources agricoles telles que : le café ; le cacao ; la tabac, la banane ; la mais, le caoutchouc ; le mil ; l'arachide ou encore le manioc et les pommes[414]. L'agriculture est de tout temps apparue dans le discours des autorités politiques camerounaises comme le secteur prioritaire de l'économie. C'est ainsi qu'au lendemain de son accession au pouvoir, l'actuel Chef de l'État déclarait dans un discours du 24 février 1983, dans lequel il affirmait que :

> *« parmi les secteurs de l'activité économique nationale, et loin de négliger les secteurs industriels et des services, l'agriculture demeure le premier, celui qui, complémentaire des autres, offre le*

[414] TAMBA (Isaac), L'Afrique centrale : « une région dotée de ressources naturelles : mais pauvres », in TAMBA (Isaac) et al. (dir) , *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : Industrie extractive, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Yaoundé, Presse Universitaire d'Afrique, 2007, p.36.

> *plus de débouchés et rapporte le plus de devises, celui qui assure l'autosuffisance alimentaire…*[415]*».*

Dans l'essai *Pour le libéralisme communautaire* qui traduit son projet politique, Paul BIYA soutient que *« l'agriculture, priorité de nos priorités conserve sa place centrale dans notre stratégie de développement…*[416] ». Vingt ans après, dans son message à la nation du 31 décembre 2005, le Chef de l'État affirme encore que :

> « *le moment est venu de lancer cette grande politique agricole pour laquelle nous sommes si bien dotés…nous sommes en train de reconstruire les fondations de notre nouvelle économie*[417]».

Entre les différentes dates sus évoquées, l'observateur ne peut cependant s'empêcher de relever d'une manière générale, une relative stagnation des performances agricoles du pays.

TABLEAU N°3 : LES RESSOURCES AGRICOLES DU CAMEROUN

Ressources agricoles	Foret	Bétails
Coton, banane, riz Mais, Manioc	2120,6 m3	Bovins, Ovins, Caprins, porcins, Volailles, Équins

Source : Isaac TAMBA et Jean Claude TCHATHOUANG[418]

Interprétation : Le Cameroun dispose d'une économie riche et variée et a de quoi être un pays plus développé tout comme la Centrafrique, dont nous allons faire le tableau des richesses juste après : La Centrafrique dispose de ressources agricoles pour se développer. Cependant, malgré toutes ces ressources ces pays ce du aux conflits[419], ils restent encore assez pauvres d'autant plus que, ces atouts sont très souvent pillés par des acteurs extérieurs[420]. En République centrafricaine aussi, l'on retrouve autant de ressources naturelles qu'au Cameroun. C'est ce que montrent les deux cartes ci contre :

---

[415] ONDOA MANGA (Tobie), Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960 document, Mai 2006, p.6.
[416]*Ibid*.
[417]*Ibid*.
[418] TAMBA (Isaac) et TCHATHOUANG (Jean Claude), *op cit*, p.36.
[419]KAMBALE MAHUKA (Pigeon), L'exploitation illicite des ressources naturelles d'un État étranger en cas de conflit armé. Étude sur la responsabilité des États et de leurs dirigeants, Thèse de Doctorat en Droit, Université Catholique de Louvain-la-Neuve, février 2014, p.59.
[420]TAMBA (Isaac) et TCHATCHOUANG (Jean Claude), « L'Afrique Centrale : une région dotée de ressources naturelles mais pauvre », in TAMBA (Isaac) et al. (Dir.), *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : Industrie extractive, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Yaoundé, Presse Universitaire d'Afrique, 2007,

TABLEAU N°4 : SUPERFICIE CULTIVEE EN 2015 ET 2026 EN CENTRAFRIQUE

moyenne des 5 dernières années avant la crise (hectares)

Cultures	Superficies 2015	Superficies 2016	Moyenne 2008/2012	Variations 2016/15 (%)	Variations 2016/Moyenne (%)
Manioc (cossettes)	142 711	207 528	191 944	45	8
Mais	100 568	120 299	117 530	20	2
Arachide	96 834	117 128	137 204	21	-15
Riz (paddy)	7 271	8 291	16 826	14	-51
Sésame	49 238	57 637	47 809	17	21
Mil/sorgho	34 301	32 192	59 818	-6	-46
Courges (graines)	47 549	54 770	64 304	15	-15
TOTAL	**478 473**	**597 845**	**635 434**	**25**	**-6**
Céréales	142 141	160 782	194 174	13	-17
Légumineuses	193 621	229 535	249 316	19	-8

TABLEAU N°5 : DE LA PROCUCTION VIVRIERE EN 2015 ET 2016 EN CENTRAFRIQUE

moyenne des 5 dernières années avant la crise (tonnes)

Cultures	Production 2015	Production 2016	Moyenne 2008/2012	Variations 2016/15 (%)	Variations 2016/ Moyenne (%)
Manioc (cossettes)	485 216	705 594	657 792	45	7
Mais	80 455	96 239	106 409	20	-10
Arachide	96 834	117 128	139 659	21	-16
Riz (paddy)	10 180	11 608	23 464	14	-51
Sésame	34 466	40 346	36 563	17	10
Mil/sorgho	30 871	28 973	56 854	-6	-49
Courges (graines)	19 020	21 908	24 608	15	-11
TOTAL	**757 042**	**1 021 797**	**1 045 349**	**35**	**-2**
Céréales	121 505	136 820	186 728	13	-27
Légumineuses	150 320	179 383	200 829	19	-11

Sources : Auteur

La République Démocratique du Congo, pour sa part, est l'un des plus grands pays d'Afrique Subsaharienne, tant par sa taille (2.345.410 Km2) que par sa population (95.784.841 habitants[421]). Elle dispose de 80 millions d'hectares de terres arables dont 4 millions irrigables, un important réseau hydrographique, les étendues d'élevage et de savanes susceptibles de supporter un élevage de plus ou moins 40 millions de têtes de gros bétail, un

[421] Politique de l'Agriculture Durable de la République Démocratique du Congo, p.5.

potentiel halieutique pouvant produire 700.000 Tonnes de poissons par an. Avec ces potentialités, la RDC est capable de nourrir environ 2 milliards de personnes dans le monde. Le pays reste ainsi fortement dépendante des importations de produits alimentaires, notamment de céréales, de sucre, de viande, de produits halieutiques et de produits laitiers. La facture des importations qui représentait 125,4. Millions de dollars américains (USD) en 1961 s'élève à plus de 2,5 milliards de dollars américains (USD) en 2019, soit une augmentation de 1 894%[422]. Les importations alimentaires consomment une part importante des devises dans un contexte économique très difficile.

La production vivrière en RDC est assurée par une agriculture pluviale organisée dans des exploitations paysannes faiblement consommatrices d'intrants (faiblesse de l'offre et des capacités monétaires des ménages agricoles) et utilisant un matériel de production rudimentaire. L'essentiel des opérations est manuel, et on dénombre, çà et là, quelques initiatives de traction animale et de mécanisation agricole. La productivité agricole demeure faible, et l'augmentation de la production est plus due à la consommation des superficies forestières qu'à l'amélioration des rendements.

D'une manière générale le secteur agricole souffre cruellement de l'absence d'investissement aussi bien de la part de l'état que du secteur privé. Toutefois, malgré ce fort potentiel économique, ces trois pays peine à se dévelloper en raison de la configuration rentière de leurs économies.

B - DES ÉCONOMIES FORTEMENT DÉPENDANTES DES RESSOURCES NATURELLES : L'AFRIQUE CENTRALE DANS L'ÉTAU DU *RENTIERISME*

C'est en 1970 que l'économique Hossein MAHDAVY forge le concept d'État rentier, pour désigner les pays qui fondent leur économie sur des financements extérieurs, plus précisément, des économies qui dépendent en grande partie, de l'exportation de leurs ressources pétrolières et gazières[423]. En économie, cette notion a été abondamment étudiée, tout d'abord en science politique à travers *les Middle East Studies*[424] . Cette littérature, parfois

[422]Politique de l'Agriculture Durable de la République Démocratique du Congo, *op cit*, p.6.
[423] In YATES (DOUGLAS), The Rise and Fall of Oil-Rentier States in Africa », in *New Approaches to the Governance of Natural Resources*, January 2015, pp.45-64.
[424] TALAHIT (Fatiha), « Le concept de rente appliqué aux économies de la région MENA pertinence et dérives », in *Research Papers in economics*, 24 juin 2017, p.2.

désignée sous le vocable, d'« *École de l'État rentier* » ou « *rentiérisme*[425] », fait deux contributions importantes, dans l'analyse de ce phénomène.

Tout d'abord, elle établie un lien entre la situation économique des États rentiers et leurs systèmes politique autoritaire. Ensuite, cette école établie un second critère qui est celui de l'extraversion des revenus financiers de leurs économies. Ainsi, outre la dépendance aux rentes tirées de la vente des ressources naturelles, les États rentiers se caractérisent aussi par la grande importance que les impôts occupent dans leur structure économique. C'est ce que semblait avoir bien cerné Matthew GRAY, quand, analysant la structure économique des pays arabe du Golfe, il affirme que :

> *« Rentier state theory (RST) is a political economy theory that seeks to explain state society relations in states that generate a large proportion of their income from rents, or externally-derived, unproductively-earned payments. Rents are most commonly royalties or other payments for oil and gas exports, but other income such as fees andaid typically are considered rents as well*[426] *».*

Ainsi, pour dire des pays de l'Afrique centrale, qu'ils sont rentiers, nous devons tout d'abord établir leur grande dépendance à l'endroit à la fois, de la vente de leur ressources naturelles et de la collecte des impôts. Les travaux sur le rentiérisme économique se sont ensuite intéressés à l'Afrique pour mettre en exergue, le paradoxe entre l'abondance des ressources et la pauvreté de ces pays. Une partie de la littérature a expliqué cette situation par l'existence d'un lien néocolonial entre les pays africains et leurs anciennes métropoles[427]. D'autres en revanche, ont mis l'accent sur la mauvaise gouvernance des dirigeants de ces États, bien plus occupés à accumuler les ressources, pour leur bien être personnel et celui de leur clan[428].

Pour mettre en lumière les trajectoires rentière de l'État en Afrique centrale, nous devrons analyser quelques indicateurs économiques tels que, le poids des exportations des matières premières dans leur balance commerciale (1), mais aussi, l'importance des recettes fiscales, pour enfin expliquer, leur difficultés à se diversifier (2).

---

[425] TALAHIT (Fatiha), *op cit*, p.12.
[426] GRAY(Mathew), « A Theory of "Late Rentierism" in the Arab States of the Gulf », in *Occasional Paper* n° 7, Center for International and Regional Studies Georgetown University School of Foreign Service in Qatar, 2011, p.1.
[427] BERNAULT (Florence et YATES (Douglas), *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon, Inational African Institute*, Cambridge University Press, august 2001,
[428] BAYART (Jean-François), *L'État en Afrique, la politique du ventre,* Paris, Fayard, 2006, 439 pages.

La présence surabondance de l'exportation des matières premières et des recettes fiscales dans la balance commerciale du Cameroun,

Avec la survenance de la pandémie à Corona virus, les économies mondiales ont tous connu une inflation économique depuis 2019. Les pays d'Afrique centrale, comme tous les autres avaient alors connus une faible croissance. Avec un produit intérieur brut (PIB) de 2,8 pour-cent, la Centrafrique est le pays de la zone CEMAC qui a le mieux résisté à la pandémie, suivi en cela par le Cameroun avec 1,5 pour-cent[429]. En RD-Congo par contre, malgré une dépendance au secteur minier qui reste importante, le FMI a estimé la hausse de la croissance du pays à 1,7 pour-cent en 2020, malgré l'embellie enregistrée dans le secteur extractif avec plus de 10 pour-cent[430]. La RD-Congo comme les deux autres pays de notre échantillon d'étude, connait une croissance positive, malgré la survenue de la pandémie du Covid 19, qui a particulièrement affecté la baisse du prix des matières premières dont le pays est dépendant.

Toutefois, au antipodes de ces indicateurs macro économiques qui peuvent incliner à avoir un regard optimiste, la vérité est moins réjouissante ; lorsqu'on analyse les économies d 'Afrique centrale sur la longue duréée. En effet, ces chiffres économiques, encourageants n'occultent cependant pas, la grande dépendance de ces trois pays à la vente de leurs ressources naturelles et minières[431]. Les chantiers économiques restent nombreux pour ces trois pays d'autant plus que la corruption y est très importante[432]. Pour soutenir cette affirmation, nous allons analyser les exportations de ces pays et le poids des recettes fiscales dans leur balance commerciale.

---

[429] Tous les autres pays de la zone CEMAC ont connu des croissances négatives (-29 pour le Congo) ; (-18,7) pour le Gabon ; (-26,6) pour la Guinée Équatoriale et (-9,5) pour le Tchad, le Cameroun et la RCA étant les deux pays les plus résilients. Voir à ce sujet le Bulletin Économique et Statistique, publié par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), n°06, mars 2020, p.18.

[430] Fonds Monétaire international, Communiqué de presse n°21/146 du 28 mai 2021. Ce communiqué fait suite à la signature d'un accord entre le FMI et la RDC sur un plan de financement portant sur près de 1,5 million de dollars américains échelonnés sur une période de trois ans pour relancer l'économie du pays après la pandémie du Covid 19.

[431] La Centrafrique dispose d'importantes ressources naturelles comme le bois ; le coton ; le diamant ; l'or et le pétrole. La RD-Congo exporte pour 95 pour-cent de matières premières composées principalement de cuivre et de cobalt. Le Cameroun reste dépendant de ses exportations de café, de banane, de textiles, de bois et de pétrole, voir, *Fonds Monétaire International, Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*, Washington, octobre 2020, 32 p.

[432] Alors que le Cameroun avait été classé pays le plus corrompu du monde par l'ONG *Transparency International* en 1999, ce fléau ferait perdre à la RD-Congo pas moins de 20 milliards de dollars par an, selon l'économiste LUZOLO BAMBI, ancien conseiller économique du président Joseph KABILA. La corruption constitue un véritable frein pour la croissance économique de la RD-Congo, lire à ce sujet, MALULA (Junior), « RD-Congo : quelle relance de l'économie ? in *Magazine Le Point*, publié le 12 février 2021 sur https://www.lepoint.fr; consulté le 22 novembre 2021.

Pour ce qui est de l'analyse du premier élément, il ressort clairement que le Cameroun, la RD Congo et la Centrafrique sont des économies dont les revenus dépendent fortement des exportations de leurs matières premières. En analysant quelques tableaux sur les exportations des pays. En commençant par le Cameroun, qui est souvent présenté, comme l'économie la plus diversifiée en Afrique centrale[433], ce pays a connu a connu une période de croissance soutenue après son indépendance, impulsée notamment par l'exportation des produits de rente tels que le cacao, le coton, la banane, le bois, puis le pétrole jusqu'à la fin des années 1970[434].

Cette période de croissance s'est interrompue au milieu des années 1980 avec la baisse des cours des matières premières sur les marchés mondiaux et les effets négatifs de l'allocation inefficiente des ressources publiques [435]. S'en est suivie une profonde crise économique qui a complètement ébranlé l'embryonnaire tissu économique national, dominé à l'époque par les grandes entreprises étatiques créées après les indépendances dans la logique de substitution aux importations. Depuis lors, le pays s'est recroquillé sur la vente de ses ressources naturelles ; la collectedes impots et l'aide internationale, pour financer ses besoins.

Pour ce qui est de la dépendance de la balance de payement camerounaise à l'endroit des matières premières, une étude publiée en 2017, a montré que celles-ci représentent 43 % des exportations et 14,5 % des importations. Quant aux exportations d'huiles brutes de pétrole elles étaient alors estimées à 39,6 % des exportations totales[436]. Ces chiffres indiquent une présence importante des exportations des produits pétroliers dans la balance de payement du Cameroun. Les produits agricoles ne sont pas en reste dans cette dynamique d'exportation des matières premières qui caractérise le Cameroun, comme le montre le premier tableau ci-après :

---

[433] LAGARDE (Christine), ancienne Directrice Générale du FMI, alors en visite officielle au Cameroun en 2016, avait alors déclaré que : « *Le Cameroun comparé à certains de ses voisins n'est ni sans atouts ni sans options, il jouit contrairement à d'autres, d'une économie diversifiée au sein d'une région richement dotée en ressources constituée par les pays membres de la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale* », voir AL CHAHED (Nadia), « Christine Lagarde fixe 3 objectifs pour la prospérité économique au Cameroun », in *Revue Afrique*, publié le 08 janvier 2016, consulté sur https ;//www.aa.com.fr ; consulté le 27 novembre 2021.
[434]Livre blanc du GICAM sur l'économie camerounaise, p.19.
[435] Idem.
[436] Direction Générale des impôts français, Le commerce extérieur du Cameroun en 2017, publié le 08 janvier 2019, https://www.tresor.economie.gouv.fr, consulté le 25 aout 2021.

TABLEAU N°6 : PRODUCTIONS ET EXPORTATIONS DES PRODUITS AGRICOLES AU CAMEROUN (en tonnes)

Années	2013		2016		2018	
	Productions	Exportations	Productions	Exportations	Productions	Exportations
Cacao	275 000	192 836	344 753	263 746	325 298	218 793
Café arabica	7 000	2 228	7 024	1 943	7 418	1 146
Café robusta	31 127	19 280	29 762	30 914	27 798	17 765
Caoutchouc	51 510	54 068	40 983	42 328	45 354	41 560
Coton graine	240 000		258 000		295 100	
Coton fibre	88 854	91 532	91 970	101 427	108 628	113 623
Banane	321 814	261 808	381 525	295 180	333 771	217 177
Huile de palme	113 940		130 129		171 955	

Source : MINFI, Rapport sur les perspectives économiques 2020

Le Principal constat est que, malgré les intentions de diversification de l'économie nationale, le Cameroun reste incapable, en l'État actuel, de diversifier son économie, et partant, de diminuer sa dépendance à la vente des matières premières. En le comparant à d'autres pays africains, la place des exportations des produits pétroliers camerounais, restent préoccupantes comme le montre le prochain tableau.

TABLEAU N° 7 : COMPARAISON DES EXPORTATIONS PETROLIERES EN AFRIQUE

	Oil Exports $ billions (2012)	GDP $ billions (2012)	Oil-Export Dependency (%)
Angola	68.637	108.960	63
Benin	0.000	8.017	0
Cameroon	2.254	27.618	8
Chad	3.694	9.723	38
Congo-Brazzaville	10.984	15.870	69
Congo-Kinshasa	0.912	16.491	6
Côte d'Ivoire	3.371	26.659	13
Equatorial Guinea	13.187	20.271	65
Gabon	8.375	17.031	85
Ghana	3.817	45.124	8
Mauritania	0.225	4.532	5
Niger	0.314	7.408	4
Nigeria	89.322	263.225	34
South Africa	0.010	443.288	0
South Sudan	9.391	13.227	71
Sudan	5.498	59.286	9
Uganda	0.00	16.959	0

SOURCE: IMF, *World Economic Outlook Database* (2012) for all data except South Sudan, accessed at http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/weodata; For data from the Republic of South Sudan, see National Bureau of Statistics, www.ssnbs.org (Both accessed 1 June 2012)

Dans ce tableau, il ressort clairement que le Cameroun, comme les autres pays de l'Afrique centrale, reste fortement dépendant des exportations en produits pétrolier. C'est d'ailleurs ce que confirme le prochain tableau.

TABLEAU N°8 : COMMERCE EXTERIEUR DU CAMEROUN EN FCFA

	2016	2017	Variation
Exportations	1 959,7	1 881,9	-4,0 %
Pétrole brut	*695,8*	*744,5*	*7,0 %*
Exportations hors pétrole	*1 263,9*	*1 137,5*	*-10,0 %*
Importations	3 087,4	2 971,4	-3,8 %
Pétrole brut	*314,2*	*128,5*	*-59,1 %*
Importations hors pétrole	*2 773,2*	*2 843,0*	*2,5 %*
Balance commerciale	-1 127,7	-1 089,5	-3,4 %
Bal. comm. hors pétrole	-1 509,2	-1 705,5	13,0 %

Source : Institut National de la Statistique.

Pour achever de démontrer que le Cameroun est une économie, rentière, il suffit d'analyser l'évolution de sa dette extérieure comme le fait le prochain tableau qui analyse cet agrégat économique.

TABLEAU N°9 : EVOLUTION DE LA DETTE DU CAMEROUN

Rubriques	31 Déc. 2012	31 Déc. 2013	31 Déc. 2014	31 Déc. 2015	31 Déc. 2016	31 Déc. 2017	31 Juil. 2019
Dette extérieure	1 495	2 000	2 530	3 477	3 915	4 625	5 982
Multilatérale	*632*	*766*	*948*	*1 021*	*1 147*	*1 451*	*2 137*
Bilatérale	*790*	*1110*	*1 469*	*1 699*	*1 981*	*2 290*	*2 736*
Commerciale	*93*	*124*	*113*	*757*	*786*	*885*	*1 109*
Dette intérieure	748	790	996	996	973	1 578	2 011
Dette avalisée	208	147	105	105	71	52	39
Total Dette Publique et à Garantie Publique	**2 450**	**2961**	**3 769**	**4 716**	**5 189**	**6 255**	**8 032**

Source : CAA/INS-Annuaire statistique

Au sortir de cette démonstration sur le caractère extraverti de l'économie camerounaise, l'on peut dire, que malgré le volontarisme des autorités, tel que cela transparait dans sa stratégie de développement comique à l'horizon 2035, le Cameroun reste encore pour

une grande part, une économie rentière. Analysons à présent, la situation en RD Congo et en Centrafrique.

Des économies fortement rentières en République Démocratique du Congo et en RCA

En analysant les agrégats économiques de la RD Congo, l'on est tout de suite frappé, par la forte dépendance de sa croissance, qui devait être de 6,2 % en 2023, sur le développement du secteur minier[437]. En effet selon des études de la Banque africaine de développement (BAD), il ressort que cette embellie économique reste fortement tributaire de la forte croissance de la production du secteur extractif (+20,8%), ainsi que de l'activité du secteur non extractif (+3,2%) depuis 2022[438]. En effet, le secteur minier connait une hausse de 20% de la production de cobalt grâce à la reprise de la production de la mine de Mutanda Mining (Mumi) et par une hausse de 31% de celle du cuivre du fait de l'entrée en production de nouvelles mines[439]. Malgré la structuration d'un discours sur la diversification de l'économie, prôné par l'autorité du pays, force est de reconnaitre que l'économie congolaise reste fortement tributaire des recettes pétrolières et fiscales.

En effet, dans son rapport 2023, Jean-Baptiste ONDAYE, le Ministre de l'Économie et des Finances, qui a rappelé le lancement des travaux relatifs à l'élaboration du Plan stratégique découlant de sa vision « *Devenir un vecteur de la performance économique et financière d'ici 2026*[440] », qui s'arrime au Plan national de Développement (PND) 2022-2026 et en Programme d'action du Gouvernement portant sur les douze bataille, force est de reconnaitre que le pays est encore fortement dépendant des recettes pétrolière et des recettes fiscales comme le montre le tableau ci après :

[437] Rapport de la DGI,
[438] BAD, rapport pays 2023, République Démocratique du Congo, p.11.
[439] *Idem*, p12.
[440] Voir le rapport 2023 du Ministère de l'Économie, *Perspective de l'Économie congolaise*, juin 2023, 47 pages.

TABLEAU N°10 : RECETTE PUBLIQUE DU CAMEROUN DE 2021 A 2022

Libellés	2021	2022	
	Réalisation	**Prévision**	**Réalisation**
1. Recettes Budgétaires	**1 732,9**	**2 784,8**	**2 816,5**
Recettes pétrolières	1 049,0	1 909,9	1 972,8
Recettes fiscales	559,3	714,2	680,5
Cotisations sociales	52,8	73,8	53,6
Dons	38,1	37	53,9
Autres	33,7	49,9	55,6

Source : CCMB/MEF

Après la RDC, la Centrafrique est certainement le pays de la sous région ou la configuration rentière se matérialise le mieux. Comme l'affirmait Jean Francois BAYART, à propos de l'économie en Afrique : «

> *« le paradigme de la stratégie de l'extraversion insiste sur la fabrication et la captation d'une véritable rente de la dépendance comme matrice historique de l'inégalité, de la centralisation politique et des luttes sociales*[441] ».

Avec un taux d'extrême pauvreté de 9,4 points de pourcentage entre 1983 et 2019[442], la République centrafricaine connait une croissance inégale, traduites par un manque important d'opportunités économiques, l'inégalité des revenus, ce qui a alimenté les divisions sociales et les griefs, ce pays est certainement l'un des plus rentier de la sous région. Après une nette embellie en 2017, l'économie du pays est retombée et repose désormais exclusivement sur l'agriculture de subsistance et les activités forestières. Comme le précise la Banque mondiale, l'économie centrafricaine reste aussi, *« fortement dépendante des exportations de ressources naturelles et de produits de base, le bois et les industries extractives dominant la structure d'exportations du pays*[443] ». Sans mettre sous le boisseau le rôle que les ressources jouent

[441] BAYART (Jean François), *l'Etat en Afrique. La politique du ventre,* op cit, 2019, p.100.
[442] La Banque mondiale, Mémorandum économique République Centrafricaine de la fragilité à la croissance accélérée et inclusive, 2022, p.10.
[443] *Idem*, p.11.

dans le développement de l'insécurité dans le pays[444], une étude réalisée par Roland MARCHAND sur la Centrafrique, confirme que l'économie de la RCA, dépend fortement de deux types de rentes, à savoir l'exploitation des matières premières et l'aide internationale.

Ainsi, il distingue l'exploitation des ressources agricoles et celle des minerais comme le pétrole. Cette structure rentière rend compte de la forte présente des rentes dans la balance de payement de ce pays. Autre indicateur de l'économie centrafricaine depuis l'atteinte du point d'achèvement en 2009, c'est le fardeau de la dette malgré un allègement estimé à 578.2 millions USD, le pays a un ratio de sa dette qui était de 43 % de son PIB en fin 2008, à 8.3 % fin 2009, et du ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires, qui est passé de 383.5 % fin 2008 à 79 % fin 2009[445]. Cette difficulté économique dont les pays de la sous région sont victimes est aussi tributaire de la gestion patrimoniale de ces États.

PARAGRAPHE II : LE TEMPS DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

En partant du constat que le Cameroun, la République démocratique du Congo et la Centrafrique, sont tous les trois, dans des situations économiques difficiles, nous allons essayer d'en comprendre les raisons. Pour ce faire, nous émettons une hypothèse, à savoir, qu'en dépits des fluctuations des cours des marchés internationaux et des autres éléments exogènes, la gestion perfectible dans ces pays, explique aussi, en partie au moins leurs difficultés économiques. Au regard de ce qui précède, nous allons analyser l'importance de la gestion oiseuse dans ces trois pays (A) pour expliquer leur mise sous ajustement, par les organisations de Bretton Woods que sont le FMI et la Banque Mondiale (B).

A - DU SULTANISME DANS LA GOUVERNANCE AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE

Chez Max WEBER, cette expression désigne un type de régime de domination patrimonial qui apparaît « *à l'apogée du pouvoir du seigneur*[446] », qui dispose personnellement de la gestion des affaires administratives et militaires u pays.Les régimes

[444] CHAUVIN (Emmanuel), « Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique », in *Revue Les Cahiers d'Outre-mer*, 272, Octobre-Décembre 2015, n°272, Octobre-Décembre 2015, pp. 481-500.
[445] Programme Économique Régional Volet Centrafrique, mai 2011, p.15.
[446] GAZIBO (Mamadou), *op cit*, pp.99-126.

sultanistes sont dirigés par des hommes providentiels sans véritable idéologie, tels que c'est le cas au Cameroun, en RD Congo de MOBUTU ou encore dans la Centrafrique de BOKASSA. Ces régimes sont aussi marqués par leur violence.

Selon Jean François MEDARD, le continenhh et africain a connu quelques régimes sultaniques dont celui d'Iddi AMIN DADA en 1979 en Ouganda ; celui de Macias NGUEMA en Guinée équatoriale de 1968-1979 ; celui de Jean-Bedel Bokassa en Centrafrique de 1965-1979 ; celui de MOBUTU au Zaïre et Samuel Decalo. Régimes autoritaires, les régimes sultanistes se caractérisent par une concentration du pouvoir entre les mains d'un monarque ; le recours au divin ; l'usage de la force et des choix économiques mégalomaniques. Nous analyserons la mégalomanie de MOBUTU et BOKASSA (1) et le volontarisme économique du Cameroun (2).

1. La mégalomanie de MOBUTU et BOKASSA à la chute économique de la RD Congo et de la Centrafrique

Dès leurs indépendances, les pays d'Afrique francophone en général et ceux d'Afrique centrale en particulier, ont fait le choix des théories keynésiennes. Ils se sont alors engagés dans le processus de création tous azimuts des entreprises publiques[447]. Le second élément qui marque cette volonté d'affirmation de l'État post colonial en Afrique francophone sera la nationalisation des entreprises du secteur productif et commercial, alors contrôlées par les investisseurs étrangers. En RDC, sous le prétexte d'une zaïrianisation culturelle[448] et économique du pays, le président Joseph MOBUTU va entreprendre un processus de privatisation des entreprises nationales â partir du 27 octobre 1971. Cette initiative sera menée sans grand succès et va au contraire contribuer à augmenter l'endettement du pays[449].

---

[447]Ces entreprises publiques avaient alors pour mission de subvenir aux besoins des populations, voir à ce sujet, CHAVANNE (Bruno), *Bilan et perspective des privatisations en Afrique francophone : Une étape de la démocratisation ?* Bureau International du Travail, Genève, 1996, p.1.

[448] La zaïrianisation du pays est pour le président Joseph MOBUTU, l'occasion de revenir à une authenticité culturelle qui se manifestera par certaines mesures devenues célèbre comme le fait de rebaptisé le pays et la monnaie nationale : Zaïre. Il change son nom en MOBUTU SESSE SEKO KUKU NGENBU WA ZABANGA et oblige ses compatriotes à abandonner les prénoms occidentaux au profit des noms traditionnels, il imposera aussi le port de l'«*abacost* », une tenue traditionnelle, a ses compatriotes.

[449] En effet, en 1971, la dette extérieure du Zaïre est multipliée par deux, passant de 159 à 342 millions de dollars, avant d'atteindre le seuil des 670 millions de dollars en 1972 et 1040 millions de dollars en 1973. A partir de 1978, les européens sont placés à la tête des sociétés nationales telles que : la Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) ; l'Office National des Transports (ONATRA) ; la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCZ), mais aussi les douanes et les banques du pays. Voir, « Les années Mobutu (1965-1989) : l'accroissement exponentiel d'une dette odieuse », publié sur https://www.droitcongolais.info, p.16-17.

Pour ne rien arranger à la situation, ces politiques économiques, seront suivies d'un important choc pétrolier qui va entraîner la chute du prix des matières premières en 1974. Finalement, la zaïrianisation économique du Congo aura des résultats mitigés, non seulement en raison de son inclinaison vers la construction des éléphants blancs[450], mais aussi eu égard à la prédation des ressources de l'État et du clientélisme quelle va occasionner. C'est ainsi que le FMI va imposer d'importantes mesures d'austérité dont la privatisation des entreprises publiques. Cette trajectoire marquée par des contraintes extérieures est assez semblable à celle des processus de privatisation en Centrafrique.

Joseph KASA-VUBU, le premier président du Congo indépendant, n'avait pas entrepris de réformes majeures. Il avait hérité de finances saines qu'il avait su gérer avec parcimonie, dans un contexte difficile. Durant sa présidence, entre 1960 et 1965, le pays connut des rébellions, des sécessions et de longues périodes d'instabilité qui avaient mis à mal ses institutions. Le premier président fut un homme simple, profondément intègre et doté de solides convictions, qui ne confondait pas les caisses de l'État avec sa cassette personnelle. Il rendait au Trésor public les fonds qu'il n'avait pas dépensés lors de séjours à l'étranger. Cette pratique vertueuse est tombée en désuétude après lui. L'on assiste à l'émergence d'une dynamique de nationalisation des entreprises sur le continent dont la traduction en Afrique centrale est empreinte de patrimonialisme[451].

En effet, l'intelligibilité des politiques de privatisation en RCA est tributaire de la gestion indolente du pays par David DACKO. Le marasme économique dans lequel le pays est alors enlisé oblige un groupe de jeunes officiers conduit par Jean-Bedel BOKASSA à mener un put inter le président dans la nuit du 31 décembre 1965. La junte au pouvoir se lance alors dans un vaste plan de relèvement économique du pays avec l'appui de la métropole française[452]. A partir de 1974, le pays sombre dans la démesure, avec une dérive mégalomaniaque du ou nouvel empereur BOKASSA 1[er453]. Les projets fastidieux dans

[450] Le terme d'éléphant blanc renvoie généralement aux projets de grandes envergures qui s'avèrent peu rentables économiquement. Joseph-Désiré MOBUTU a multiplié ce type de projets au Zaïre : le barrage d'Inga ; le château de Gbadolite en pleine jungle, le stade des Martyrs ; l'organisation à Kinshasa du match de boxe du siècle entre Mohamed Ali et Georges FOREMAN, etc.

[451] C'est à dire un mode gestion basée sur une forme de domination personnelle, empruntant à la fois à la tradition et surtout à l'arbitraire, le patrimonialisme se caractérise par la gestion des biens et ressources de l'État comme étant du ressort de la propriété personnelle du prince.

[452] *International Crisis Group*, « République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme », in *Rapport Afrique*, n°136, 13 décembre 2007, p.6-7.

[453] Parmi les excès de BOKASSA, l'on peut citer le cout exorbitant de la cérémonie de son sacre le 4 décembre 1977, estimé à environs, 150 millions de Francs français, soit, l'équivalent du quart du budget annuel de la RCA ; la construction du château de Berengo, ou encore le don de diamants de trente carats au président

lesquels il s'élance seront doublés d'un autoritarisme sanglant dont le paroxysme est atteint le 21 septembre 1979, avec le massacre d'une centaine d'écoliers. Face à ces dérives, la France monte une opération militaire et réinstalle David DACKO au pouvoir dans la nuit du 20 au 21 septembre 1979[454]. Dans le même sillage, la communauté internationale est obligée d'intervenir pour imposer des mesures d'ajustement structurel dont une vaste privatisation des entreprises publiques.

Autant, les frasques économiques de MOBUTU et de BOKASSA ont contraint leur pays, respectivement, la RD-Congo[455] et en Centrafrique[456] à subir les foudres de l'organisation de Breton-Wood, Parmi les mesures les plus emblématiques alors imposées par les bailleurs de fonds internationaux (FMI, Banque Mondiale) pour aider ces différents pays, nous avons entre autres : la dévaluation de cinquante pour cent de la valeur de la monnaie[457], la compression des fonctionnaires, la lutte contre la corruption et surtout la privatisation des entreprises publiques[458]. Ces deux pays vont finalement sombrer dans la crise économique, tout comme le Cameroun, malgré son volontarisme.

GISCARD d'ESTAING (Valery). Voir, DUPUIS (Laurent), « 4 décembre 1977, le sacre « ubuesque » de BOKASSA en Centrafrique », in *Magazine La Croix*, mis en ligne le 04/12/2017, sur http : www.lacroix.com, consulté le 1er décembre 2021.

[454] KAIROUZ (Mathieu), « Ce jour-là : le 21 septembre 1979, la chute de Bokassa 1er, empereur de Centrafrique », in magazine *jeune Afrique*, mis en ligne le 20 septembre 2016, sur http // : www.jeuneafrique.com, consulté le 29 novembre 2021.

[455] Avec un train de vie fastueux, le Zaïre de MOBUTU s'est endetté auprès des créanciers privés pour financer des projets non rentables pour l'économie du pays. Incapable de rembourser sa dette plus d'un milliard de dollar, le pays sera mis sous ajustement structurel du au FMI en 1967 puis, sa dette sera rééchelonnée en 1978. Voir NDIKUMANA (Léonce) et BOYCE (James), « Congo's odious debt: External Borrowing and Capital Flight in Zaire », *Development and Change Review*, vol.29, 1998, p. 207.

[456] Souvent présenté comme un des pays les plus pauvres de la terre, la RCA connait en raison de la fragilité de son économie et de la gestion patrimoniale de ses dirigeants, une des situations les plus précaires. En 1980 après des années d'une dictature sanglante et d'une gestion économique fastueuse par le président/empereur BOKASSA, les indicateurs macro-économiques du pays sont en baisse : taux d'investissement en chute de 6,8 pourcent ; déficit du solde extérieur de l'État d'environ 10 pourcent, déficit du PIB de l'ordre de 5,4 pourcent, soit, 102 milliards de franc CFA en 1981. Pour faire face à cette situation économique très préoccupante, trois programmes d'ajustements Structurels conjoints sont lancés. Le premier à partir du 19 octobre 1985, par le FMI, le second, en 1985 par la Banque Mondiale, et un troisième par les bailleurs de Fonds internationaux de 1980 à 1986. Voir RIETSZCH (Christian), « Déséquilibres et ajustement en République centrafricaine », in *Revue Tiers Monde*, I, XXXIX, n°114, avril-Juin 1998, pp.410-416.

[457] PAURON (Michel), « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », in magazine *Jeuneafrique*, 9 novembre 2016 ; M.P. GUYARD, « La dévaluation du Franc CFA », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.2.

[458] Cette privatisation va se faire sous quatre modalités différentes : la vente partielle ou totale des actifs des entreprises publique (dénationalisation) ; la sous-traitance au secteur privé (la désétatisation) ; la libéralisation de certains secteurs pour supprimer le monopole de l'État et enfin, le démembrement des entreprises publiques pouvant aller jusqu'à leur liquidation. Voir, CHAVANE (Bruno), *op cit*, p.18.

2. Le volontarisme économique insuffisant du Cameroun

Pour comprendre les premières privatisations au Cameroun, il faut partir du début des années 1970, quand le président Ahmadou AHIDJO lance une politique de nationalisation des entreprises du pays. L'objectif politique est alors, de s'affranchir de la tutelle française et de donner un grand destin africain à son pays. Pour ce faire, il va poser des actes spectaculaires contre les intérêts français, non seulement, en attribuant de grands marchés à d'autres puissances[459], mais aussi, à travers l'obtention des actions dans les multinationales hexagonales[460] et enfin, il va lancer de grands projets et entreprises nationales pour faire décoller l'économie camerounaise [461].

Cependant, en raison d'un manque de rigueur managériale et de la croissance démographique galopante, les premiers signes d'essoufflement économique vont très vite apparaître, entraînant au passage, la chute du PIB ; l'explosion du chômage, la faillite des entreprises publiques, la corruption, l'inflation, l'augmentation de la dette etc. A l'analyse, une des raisons de cet échec est informé par la gestion patrimoniale du pays dont une partie des ressources vise à assurer le maintien et la longévité d'un régime marqué par des logiques de « *gouvernement perpétuel* »[462]. C'est dans ce contexte de faillite économique et de gabegie, que l'on assiste, sous la houlette du Fonds Monétaire International (FMI), à l'arrivée des premières privatisations portées par des politiques libérales.

---

[459] Parmi les grands contrats octroyés à d'autres puissances économiques par Ahmadou AHIDJO au Cameroun, l'on peut citer la construction des deux stades omnisports par la société italienne Cogefar ; la préférence des avions du groupe américain Boeing pour la jeune société nationale CAMAIR, l'importation des voitures japonaises au Cameroun, in OUANDJI (Bernard), « Gouvernance : les dessous de la nationalisation de 1972 à 1982 », publié le 7 septembre 2018 sur

[460] Parmi les entreprises françaises dont le Cameroun a pu devenir actionnaire, nous pouvons citer des banques comme la BIAO, la BISIC, le crédit Lyonnais et la Société générale.

[461]Parmi les entreprises crées, nous pouvons citer des sociétés telles que : la SAFACAM, on peut aussi noter la nationalisation es entreprises française du secteur des Télécommunications avec la création de la *Société des Télécommunications du Cameroun* (Intelcam) ; la Régie des chemins de Fer (REGIFERCAM) ; la Société Nationale d'Électricité (SONEL), et la Société Nationale des Eaux du Cameroun (SNEC) la Société Camerounaise de Palmerais (SOCAPALM) en 1968, la société Hévéa du Cameroun (HEVECAM) en 1973, la Société Camerounaise de Coton (SODECOTON), l'Office National de Commercialisation des Produits de Base (ONCPB), la SOCAM, la Cellulose du Cameroun (CELUCAM), la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), la *Cameroon Sugar Company* (CAMSUCO) en 1975, la Société des Tanneries du Cameroun (STC), la Société Nationale de Raffinage (SONARA) en 1977. In WILLAME (Jean Claude), « Cameroun : les avatars d'un libéralisme planifié », in *Revue Politique Africaine*, p-p.44-70, publié sur http://abreviations24.com, consulté le 1er décembre 2021.

[462] OWONA NGUINI (Éric Mathias) et MENTHONG (Hélène Laure), « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », in *Revue Politique africaine*, 2018, 150 (2), pp. 97-114.

Le 22 mars 1986, dans une interview devenue célèbre par la suite, le Président Paul BIYA, affirmait, à la surprise générale, que : « *le Cameroun n'ira pas au FMI* »[463]. En effet, alors que le pays est englué dans une crise économique depuis deux ans, son chef croit certainement en l'exception du Cameroun, si bien résumé sous la formule : « *le Cameroun, c'est le Cameroun* ». En effet, alors que le pays ploie sous les effets, agrégés, de la baisse du prix du pétrolière, de la chute des prix des principaux produits d'exportation et d'une dévaluation du franc CFA, la croissance du pays a chuté à partir de 1987[464]. Le PIB réel par habitant avait chuté de plus de 40% au cours de la période 1987-1993. Pour renverser cette tendance, les autorités avaient pris un ensemble de mesures, dès 1987, amplifiées par des Programmes de Réformes économiques.

A partir de janvier 1994, le pays va signer deux programmes de réformes, soutenus par le FMI jusqu'en 1996. Ce n'est qu'à partir du deuxième semestre de 1997 que le Gouvernement s'est résolu à mettre en œuvre des réformes avec l'élaboration d'un programme économique et financier à moyen terme, appuyé par le FMI, qui va accorder un crédit d'ajustement structurel, de la Banque mondiale. Ce programme a été exécuté de manière satisfaisante et a permis à l'économie camerounaise de renouer avec la croissance. En août 2000, un document intérimaire de Stratégie de Réduction de la pauvreté, préparé de manière participative, a été finalisé par le Gouvernement.

Ce document a permis au pays d'atteindre le point de décision de l'initiative renforcée des pays pauvres très endettés (PPTE) en octobre 2000. Sur cette base, une mission du FMI s'est rendue à Yaoundé (du 18 octobre au 1er novembre 2000), afin d'évaluer l'appui à apporter au programme de développement du Gouvernement pour la période allant du 1er octobre 2000 au 30 septembre 2003. Une Facilité de réduction de la pauvreté et la croissance d'un montant de 144 millions de l'Union Européenne a été approuvée, le 22 décembre 2000, en faveur du Cameroun[465]. En outre, le Gouvernement a sollicité et obtenu, de la Banque

---

[463] Après avoir bénéficié d'une hausse du prix des matières premières de 1970 à 1985, le Cameroun a connu une santé économique enviable. Cependant, malgré des mesures prises pour juguler la baisse de plus de 65 pourcents des termes de l'échange et un déficit de la balance de payement de l'ordre de 6 à 7 pourcent en 1987-1988, le pays est finalement obligé d'accepter un accord avec le FMI en 1988 pour un montant de 115,9 millions de Droit de Tirage Spéciaux (DTS), compléter en 1989 par un prêt d'ajustement structurel de la Banque mondiale en juin 1989, de l'ordre de 45 milliards de francs CFA. In HERRERA (Janvier), chapitre I : *La nature de crise financière camerounaise et les mesures prises pour la combattre : faut-il ajuster le programme d'ajustement structurel ?* In *Fondement de la crise et thérapeutique*, p.49.

[464] Banque Mondiale, République du Cameroun Programme d'ajustement structurel II (PAS II), Rapport d'achèvement, février 2021, p.1.

[465] EBA'A ATY (Richard), Impact des politiques macro-économiques sur le secteur forestier : cas de la dévaluation du franc CFA et l'exploitation forestière au Cameroun.

Mondiale, la prorogation du CAS III, dont la date d'achèvement était passée du 20 décembre 2000 au 30 juin 2002. Le Gouvernement a également adressé, en mars 2000, une requête à la Banque pour solliciter un appui à ce programme. Cette requête a abouti à l'appui de la Banque avec l'approbation en avril 2001 d'un deuxième Programme d'Ajustement Structurel.

B - L'AFRIQUE CENTRALE DANS L'ETAU DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Selon la Banque Mondiale, l'Ajustement Structurel peut avoir deux significations, d'une part, elle fait référence à la stabilisation[466] et d'autre part, il renvoie aux changements dans les prix relatifs et les institutions pour rendre l'économie plus efficiente, plus flexible et davantage en mesure d'utiliser les ressources en vue d'une croissance à long terme soutenable[467]. Ces emprunts extérieurs peuvent aussi financer les changements structurels nécessaires à la relance de la croissance économique. Pour s'assurer que les fonds soient effectivement utilisés de la deuxième façon, la Banque Mondiale et le FMI ont lié des conditionnalités aux prêts à l'ajustement structurel. Des débats autour de l'ajustement structurel n'ont pas manqué de surgir sur la meilleure façon de résoudre ces déséquilibres.

Le 23 décembre 2016 à Yaoundé, en présence de Michel Sapin, ministre français de l'Économie et des Finances et à ce titre garant de la parité fixe entre le franc CFA et l'euro et de Christine Lagarde, patronne du Fonds monétaire international (FMI), ils ont accepté d'ouvrir des négociations avec l'institution de Bretton-Wood, pour conclure *« à brève échéance* », des programmes d'ajustement, destinés à favoriser une relance « *vertueuse et durable* » de leurs économies, extrêmement dépendantes du pétrole.

L'ajustement structurel a pour but de réduire le déficit courant sans sacrifier la croissance économique. Certes, face à un profond déséquilibre de la balance des paiements courants, il est généralement nécessaire de procéder d'abord à une réduction de la demande globale, politique dite de stabilisation, ce qui entraîne une moindre activité et donc inévitablement un coût social élevé. La stabilisation est d'autant plus nécessaire que l'inflation est dans le pays plus fort qu'a l'étranger[468]. Nous allons donc, analyser la situation

---

[466] , L'ajustement renvoie, à la réduction des dépenses pour ajuster de façon méthodique la demande domestique au niveau réduit des ressources extérieures.

[467] BELANGER (Sylvie), *L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance l'état,* Montréal, Collection Cahiers du Gretsé, n° 8 Janvier 1992,

[468] GUILLAUMONT (Patrick) et GUILLAUMONT (Sylviane jeanne), conséquences sociales de l'ajustement en Afrique selon la politique de change, 101-120.

et l'impact de ces programmes d'ajustement économiques sur la santé économique du Cameroun et sur celle de la RD Congo et de la Centrafrique.

1. Le Cameroun à l'épreuve des Programmes d'Ajustement Structurels

Depuis son indépendance en 1960 et jusqu'à 1985, le Cameroun a connu un développement économique positif. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) était en moyenne de 4,8% par an entre 1960 et 1978[469]. Puis, le Cameroun a commencé à exporter du pétrole brut en 1978 et cette croissance augmenta de façon spectaculaire pour atteindre une moyenne de 8,2% par an entre 1978 et 1986[470]. Pendant l'exercice budgétaire 1986/1987, le Cameroun a enregistré une baisse record de 27,8% de ses revenus d'exportation[471]. Cette baisse était le résultat des chutes simultanées des prix des produits pétroliers et agricoles. Le Cameroun a été ainsi précipité dans une crise économique et financière et le PIB a diminué de plus de 15% entre 1987 et 1990. De nombreux diagnostics ont identifié des causes internes [472]et externes à cette crise Pour essayer de la surmonter, le Cameroun a entamé son ajustement structurel en 1988.

L'Ajustement Structurel au Cameroun, comme dans d'autres pays en développement, est basé sur trois grands principes[473] maintenir un déficit budgétaire bas et un taux de change correct, ceci est obtenu par une grande discipline budgétaire, une privatisation et une dévaluation chaque fois que nécessaire, encourager la compétitivité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays par des stratégies orientées vers l'exportation, la dérégulation à l'intérieur, les réformes du commerce et le désinvestissement dans les entreprises publiques, une utilisation prudente des ressources gouvernementales en évitant d'intervenir là où les lois du marché fonctionnent relativement bien.

Le Cameroun a commencé son ajustement par les facteurs internes[474] mais face aux résultats mitigés obtenus par les PAS dans toute la zone CFA, les membres de cette zone décidèrent de la dévaluation du FCFA en 1994. Cette dévaluation a eu un écho percutant parmi les pays africains concernés et beaucoup de secteurs de l'économie, dont le secteur

---

[469] Alibert (Jacques), *Trente années d'Afrique*, Afrique contemporaine, *1992*, n° 164, 291 p
[470] Ibid.
[471] Rapport de la Banque mondiale, 1994, op cit.
[472] Nous faisons notamment référence aux dépenses publiques excessives, industries non compétitives, mauvaises gestions des ressources…)
[473] (Banque Mondiale, 1994) :
[474] NTANGSI (Joseph), « Agricultural Policy and Structural Adjustment in Cameroon », *in* Conference, August, , Tokyo, Japan 18, 1991, pp. 22-29.

forestier au Cameroun, ont été affectés. Les impacts de la dévaluation du FCFA peuvent être évalués par rapport à la structure de la profession forestière, à celle de l'industrie de première transformation des grumes mais aussi par rapport à la gestion même des ressources forestières. Impacts de la dévaluation sur l'exploitation forestière au Cameroun Impacts sur la structure de la profession d'exploitant forestier Au Cameroun, la conduite des activités d'exploitation forestière industrielle est conditionnée par l'agrément préalable à cette profession et l'attribution des titres d'exploitation. Les agréments et les titres d'exploitation sont donnés par le ministère chargé des forêts après examen des dossiers des entreprises qui en formulent les demandes.

L'évolution du nombre d'entreprises, qui demandent et obtiennent des agréments à la profession forestière, peut par conséquent illustrer l'attrait exercé par l'exploitation forestière sur les investisseurs. Le nombre d'entreprises agréées à la profession a été en augmentation continue du début de la crise économique (1986) jusqu'à 1996, dernière année pour laquelle les données complètes étaient disponibles pour cette étude Mais c'est juste après la dévaluation de 1994 que l'augmentation du nombre d'entreprises entrant dans la profession forestière a été la plus spectaculaire. En effet, de juin 1994 à juillet 1995, le nombre d'entreprises ayant sollicité et obtenu des agréments à la profession d'exploitant forestier est passé de 194 à 351, soit une augmentation de 81%[475]. Les nouvelles entreprises appartiennent en majorité à des camerounais.

Ainsi, la dévaluation semble avoir augmenté l'attrait de l'exploitation forestière vis-à-vis des opérateurs économiques, certainement à travers l'augmentation ressentie dans la marge bénéficiaire des produits d'exploitation forestière camerounais vendus sur les marchés extérieurs. L'intérêt renouvelé des opérateurs économiques à l'exploitation forestière est surtout venu des hommes d'affaires nationaux. Toutefois, de nouveaux investisseurs étrangers se sont aussi signalés et l'origine des capitaux s'est diversifiée par l'arrivée de quelques investisseurs d'Asie du Sud-est.

2. Les Programmes d'Ajustement Structurels en RD Congo et en Centrafrique

Au regard de ses objectifs, le FMI fournit une assistance technique ou financière[476] à de nombreux pays développés et en développement, dont la RDC. Cette dernière a conclu son

[475] NTANGSI (Joseph), 1991, *op cit*, pp. 22-29

[476] Les objectifs du FMI se résument comme suit: (i) promouvoir la coopération monétaire internationale; faciliter l'expansion et la croissance équilibrées du commerce mondial; (iii) promouvoir la stabilité des changes;

premier programme avec le FMI en juin 1967 pour une période de trois ans[477]. Ce programme triennal consistait essentiellement à appuyer la réforme dans le pays, en favorisant ; la création de la nouvelle monnaie : le Zaïre[478]. Au sortir de cette première expérience, le PIB connait une nette amélioration, mais en raison des chocs pétroliers et la baisse du cours du cuivre, durant la première moitié des années 1970, cette embellie va retomber et le taux de croissance va passer d'une moyenne positive de 0,96 pour cent durant la période 196 à1969, à une moyenne plus faible et négative de -0,70 pour cent entre 1970 et 1975[479].

Cette situation a contraint le pays a sollicité un deuxième programme d'appui du FMI qui sera signé en mars 1976, avec un programme de stabilisation devant s'échelonner sur un an et devant permettre au pays de préserver ses grands équilibres macroéconomiques. Malheureusement, il fut suspendu à cause du non-respect des critères liés à la baisse des dépenses publiques et à l'obligation de couvrir le service de la dette[480]. Puis un troisième programme formel, relayant le deuxième, est finalement conclu en avril 1977, pour une durée d'un an également. Ce nouveau programme est appuyé par un accord de confirmation, et a pour objectifs de soutenir la relance économique, en procédant au passage du régime de change fixe vers un régime de change flexible et en proposant une nouvelle orientation des [481]politiques budgétaire et monétaire[482].

Après avoir été suspendue pour une période de près de dix ans (1991-2000), la coopération formelle entre la RDC et le FMI ne fut effectivement reprise qu'au début du second trimestre de 2001, avec la mise en œuvre successive des Programmes intérimaires renforcés(PIR)[483], destinés à casser l'hyperinflation et à libéraliser l'économie. Il s'étendra de mai 2001 à mars 2002[484]. Après une nouvelle interruption, les négociations entre le FMI et la RD Congo, vont être relâchées en 2018 suite aux discussions entre le Président TSHISEKEDI et Christine LAGARDE, Directrice générale du FMI. Après tant de

---

(iv) aider à établir un système multilatéral de paiements; (v) mettre ses ressources, moyennant des garanties adéquates, à la disposition des pays confrontés à des difficultés de balance des paiements.

[477] Ce programme a duré de juin 1967à juin 1970.

[478] La parité de 1 zaïre contre 1000 francs congolais et 2 dollars américains.

[479] Une fois de plus, les résultats de ce Banque mondiale, 1979, p. 2).

[480] Annexe d'informations des services du FMI; Déclaration du Directeur exécutif pour la RDC; Note d'information au public, FMI, 2019a.

[481]PONYO MAPON (Matata) et TASSA (Jean-Paul K.), *Programmes du FMI et performances économiques en RDC* RD Congo, (1960-2020)

[482] *Idem*.

[483] *Ibid*, pp.8-11.

[484] Cf. Banque mondiale, 1981, *op cit*, p. 27.

programmes d'ajustements avec le FMI, voici un tableau donnant un aperçu de la croissance de la RDC jusqu'en 1998.

TABLEAU N°11: PERFORMANCES COMPARATIVES DE L'ECONOMIE CONGOLAISE SANS ASSISTANCE DU FONDS LONETAIRE INTERNATIONAL

	1980-1990	1991-2000	2001-2011	2012-2016	2017-2018
Croissance en RDC nette de l'Afrique subsaharienne (%)	-0,44	-7,71	-0,93	2,60	1,63
Inflation en RDC nette de l'Afrique subsaharienne (%)	56,73	3891,62	18,20	-1,04	32,64
Élasticité-croissance du prix mondial du cuivre	. . .	0,63	0,11	-0,25	0,42
Solde de la balance des paiements (en % PIB)	-0,52	-6,95	-2,89	0,11	-1,40
Assistance technique et financière du FMI	oui	non	oui	non	non

Source : Banque mondiale.

Comme avec les autres, pays du continent, le FMI et la république centrafricaine entretiennent bien des relations historiques. Après la RDC et le Cameroun, disons que le conseil d'administration du FMI a récemment conclu un nouvel accord, au titre de la facilité élargie de crédit pour la République Centrafricaine et approuve le décaissement de 25 millions de dollars, le 30 octobre 2023. La conclusion de la première revue permet un décaissement immédiat de 19,17 millions de DTS pour répondre à ses besoins prolongés en matière de balance des paiements et soutenir les dépenses prioritaires pour les services publics de base[485]. Au regard de ce qui précède, il est évident que les pays de la sous région, sont économiquement faible, autant en raison de leur structures économique et de la mauvaise gouvernance qui caractérisent les régimes politiques qui les dirigent. Analysons à présent, un autre pan de la faiblesse des États de l'Afrique centrale, à savoir : au plan sécuritaire.

[485] Fond Monétaire International, rapport consulté sur: http://www.imf.org

SECTION II : LES TRAJECTOIRES DE L'ETAT FAIBLE FACE A L'INSECURITE REGIONALE SANS PRECEDENT EN AFRIQUE CENTRALE

Depuis les travaux de Barry BUZAN en 1981, la région semble constituer l'échelle la plus pertinente pour analyser les problèmes de sécurité des États[486]. Pour étudier cette nouvelle insécurité en Afrique centrale, nous l'analyserons à travers la matrice conceptuelle d'un complexe conflictuel régional, que l'on peut définir comme un « *ensemble de conflits transnationaux dont les liens se renforcent mutuellement au sein d'une région donnée, ce qui aboutit à des conflits plus longs et plus difficiles à résoudre*[487]». En effet, même si théoriquement, l'Afrique de l'Est a été l'une des sous-régions où ce concept a connu un certain succès. Avec la situation en Somalie[488] et plus tard, au Soudan, l'Afrique centrale reste tout de même un théâtre par excellence de matérialisation du complexe régional de sécurité.

L'on peut partir des indépendances et des différentes mutineries sur fond identitaires que la sous-région a connues pour expliquer son instabilité endémique[489]. Pour ainsi dire que, la construction même de cet espace géopolitique pose problème dans la mesure où elle serait : « *le résultat d'une segmentation arbitraire qui n'a pas tenu compte des réalités socioculturelles*[490] ». Ensuite, dans une configuration dominée par l'absence d'autonomie stratégique, de déficit démocratique, de carences institutionnelles et même de crise sociale[491], les faiblesses endogènes de l'État seront aggravées par la fin de la guerre froide qui a vu l'intrusion des puissances occidentales affronter celles de l'Est à des fins idéologiques et stratégiques. Malgré l'euphorie passagère qui a marqué la chute du masque bipolaire, l'Afrique centrale reste encore un sujet de préoccupation, non seulement en raison de la multiplication des menaces sécuritaires dans cet espace, mais aussi et surtout en raison de son inscription dans la géostratégie des grandes puissances[492].

---

[486] DJEBBI (Sihem), « Les complexes conflictuels régionaux », in *Fiche de l'Irsem,* n°5, mai 2010, p1.
[487] CHOUALA (Yves Alexandre), « La stratégie sécuritaire régionale de la lutte contre Boko Haram : dynamiques et dissonances », in *Polis, Revue camerounaise de Science Politique*, vol. 1 et 2, 2015, p.17.
[488] Voir ici LE GOURIELLEC (Sonia), « Sécurisation et construction d'un complexe régional dans la corne de l'Afrique », in revue *Études internationales*, vol. 49, pp.83-104.
[489] MVOMO ELA (Wullson), « Intégration économique et instabilité politique en Afrique centrale *», in Paix et sécurité dans la CEEAC, les Actes du colloque international,* 2007, *op cit*, p.83.
[490] NGODI (Etanislas), « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXI è siècle », in www.publication du codesria, p.81.
[491] FOGUE TEDOM (Alain), « politique et philosophie de la guerre en Afrique centrale », *Paix et sécurité dans la CEEAC, les Actes du colloque international*, 2007, *op cit*, p.67.
[492] NGODI (Etanislas), *op cit*, p.83.

En effet, cette sous-région constitue aujourd'hui un épicentre majeur de l'insécurité continental, tant en raison de l'existence des différends transfrontaliers entre ses membres, des génocides et autres coup d'États qui ont marqué son histoire. Dans un passé plus proche, l'Afrique centrale a connu des épidémies, des flux migratoires et mêmes d'importants changements climatiques. Dans le cadre de cette partie consacrée à l'instabilité sécuritaire en Afrique centrale, nous allons analyser à la fois, la relative faiblesse de l'intuition militaire (Paragraphe I) face à la grande insécurité sans précédent dans la sous région (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LA FAILLITE, MÊME RELATIVE DE L'INSTITUTION MILITAIRE EN AFRIQUE CENTRALE

Dans l'idéal type wébérien, les armées sont subordonnées à l'Etat de droit et se caractérisent par une mission essentielle qui est celle de la défense de l'intégrité territoriale, mais aussi par des valeurs telles que la neutralité, la hiérarchie, l'obéissance et l'esprit de corps[493]. Cette approche archétypale a fait l'objet de nombreuses critiques dans la littérature, avec, notamment, les travaux sur marxistes. Dans cette approche, les armées sont analysées à l'aune de leur dépendance envers leurs anciennes métropoles coloniales, toute chose qui explique leur positionnement comme des appareils répressifs de l'État[494].

En outre, la seconde critique de l'approche wébérienne des armées, concerne la prise en compte de la compétition pour le contrôle des ressources qui caractérise les régimes patrimoniaux africains et qui implique une multiplication d'organisations militaires telles que les milices armées et autre groupes armés à la solde des entrepreneurs politiques[495]. Enfin, et c'est notre positionnement dans ce travail, en contexte africain, l'armée est souvent prise en otage par les appétits de certains acteurs pour piller les ressources de l'État à travers la corruption et parfois pour spolier les populations[496].

Ainsi, en Afrique par contre et ce, malgré l'adoption des constitutions qui font du chef de l'État, le chef des Armés[497], force est de reconnaitre que, les militaires ont très souvent eu

[493] HUGON (Philippe) et ESSIANE ANGO (Naida), « Les armées nationales africaines depuis les indépendances. Essai de périodisation et de comparaison », in *Revue Les Notes de l'IRIS*, avril 2018, p.6
[494]*Ibid*, p.7.
[495] HUGON (Philippe) et ESSIANE ANGO (Naida), p.8-9.
[496]Idem.
[497] KOUGNIAZONDE (Christophe C.), « Le cadre constitutionnel régissant les interventions des forces de défense et de sécurité publique », *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Paris, Organisation Internationale de la Francophonie, 2010, p.22. (21-35).

du mal à n'être : « *que le bras de la nation, jamais la tête*[498]». En effet, si l'on peut reconnaitre à l'école développementaliste de Samuel FINER que : « *les militaires interviennent parce que le système politique est bas*[499] », et que l'Armée est à bien des égards le corps social le mieux organisé, et que partant, les hommes en armes pourraient en raison de la défaillance des civils, avoir un devoir d'intervention face aux régimes despotiques[500]. Dans le cadre ce travail, l'analyse de la faillite des forces armées, implique de mettre en exergue le militarisme qui caractérise certains officiers (1) et l'organisation archipélagique de certains États tels que la République Démocratique du Congo et la Centrafrique (2).

A- LE MILITARISME RELATIF DES FORCES DE DEFENSES ET DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

Le militarisme est généralement présenté comme un *« ethos militaire* [501]*»*, il renvoie à *: « l'utilisation de la force comme procédure politique ordinaire* ». Parler de militarisme dans cette partie du travail revient nécessairement à analyser l'intrusion des militaires dans le jeu politique. En Afrique, cette tendance a été facteur d'instabilité dans la plus-part des pays en général et dans ceux d'Afrique francophone en particulier[502].Ainsi, depuis le coup d'état contre Sylvanus OLYMPIO au Togo en 1963, l'irruption du militaire dans l'arène politique en Afrique est devenue une source de préoccupation.

Au lendemain des indépendances, de nombreux pays du continent ont connu ce phénomène. Qui plus est, à l'épreuve des faits, à l'exception d'Ahmadou TOUMANI TOURE et Abdul Salami ABUBAKAR, le bilan des régimes militaires au niveau politique reste mitigé car, ils s'achèvent généralement dans des crises politiques encore plus graves que celles qu'ils dénonçaient au moment de la prise du pouvoir. Au demeurant, Michel KOUNOU estime pour sa part, que les coups d'états militaires participent simplement de volonté de brider l'expression de la démocratie et des droits de l'homme à travers :

> *« La fabrication des mécanismes de spoliation indispensables à l'asservissement des populations et à la production d'une aristocratie*

[498]KOUGNIAZONDE (Christophe C.), 2010, p.21.
[499] YARAFA (Thierry Irénée), La refonte des forces de défense et de sécurité, condition d'une paix et d'un développement durable en République Centrafricaine, Doctorat en Science politique, Université Clermont Auvergne, 2017, p.45.
[500] Ibid, *op cit*, p.147.
[501] NGWANZA (Stéphane), « Militarisme et développement en Afrique. Quel bilan après cinquante ans d'indépendance ? », in PONDI (Jean Emmanuel) (dir.), *Repenser le développement à partie de l'Afrique*, Yaoundé, Editions Afrédit, 2011, p.362.
[502]MARTIN (Michel Louis), « Constitutionnalisme et contrôle politique des militaires en Afrique francophones », in *Revue Res Militaris*, vol.5, n°2, Eté-Autonme 2015, p.1.

> *interne de relais et de service, tout comme à l'ingérence et à la domination externe*[503]*».*

1. l'implication des militaires dans le jeu politique en Centrafrique et en RDC

Pour rendre compte des trajectoires du militarisme en Afrique centrale, nous partirons de l'implication des hommes en tenue dans le jeu politique en RCA et en RD Congo (1) avant d'analyser l'exception de l'armée camerounaise (2).

En République centrafricaine, la trajectoire de l'accession à l'indépendance est rendue difficile par une violente politique d'assimilation française[504], mais aussi, en raison de la disparition prématurée de Barthélemy BOGANDA[505], le 29 mars 1959. En effet, son successeur, David DACKO qui va prendre le pouvoir à l'orée de l'indépendance du pays le 13 aout 1960, est brutalement renversé par son cousin, le lieutenant-colonel, Jean-Bedel BOKASSA, dans le cadre de ce qui sera affectueusement appelé le « *coup d'État de la saint Sylvestre* [506]». Ouvrant ainsi la voix à une série de coups d'États, l'Empereur plonge le pays dans une dictature sanglante qui s'achève par une intervention des parachutistes de l'Hexagone qui remettent le pouvoir à David DACKO le 20 septembre 1979[507]. Au regard du chapelet qui précède, l'on peut s'accorder avec Paul-Crescent BENINGA qu' : « *en lieu et place des urnes, les mutineries, les rebellions et les coups d'État, soit cinq à ce jour (1965, 1979, 1981, 2003 et 2013), ont été érigés en mode privilégié d'accession au pouvoir*[508] ». Cette situation n'est pas sans rappeler celle de la RD-Congo où l'armée est présente au cœur du pouvoir politique depuis 1965.

Pour les forces de défense et de sécurité, cette tendance lourde à la conflictualité a été facteur d'une déstructuration profonde qui en fait, non pas un corps qui défend les frontières territoriales du pays contre une menace extérieure ou qui protège les populations et leurs

---

[503]YARAFA (Thierry Irénée), *op cit*, p.135.
[504]*Ibid*, p.57.
[505] Barthélémy BOGANDA est l'une des figures de proue de l'indépendance de l'Oubangui Chari dont il a été le créateur de l'Union oubanguienne en 1947, du Mouvement de l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) le 28 septembre 1949, sur le plan panafricain, après son élection comme président du Grand conseil de l'AEF le 17 juin 1957, il lancera l'idée de création de l'Union des Républiques d'Afrique centrale (URAC) en 1960.
[506] DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie), *op cit*, p.8.
[507] Après une élection présidentiel contesté, il est à nouveau renversé par le général André KOLINGBA le 15 mars 1981 qui s'y maintien jusqu'à sa défaite électorale lors de la présidentielle du 22 aout 1993 par d'Ange Félix PATASSE. Englué dans des difficultés économiques, des tensions sociales et des scandales de corruption, le 15 mars 2003, il est finalement renversé par son chef d'État-major, le Général François BOZIZE. Cependant, celui-ci est à son tour renversé par les rebelles de la Seleka. En 2016, c'est finalement Faustin Archange TOUADERA qui est élu président du pays.
[508] BENINGA (Paul-Crescent) et al. 2017, *op cit*, p.7.

biens, mais plutôt : « *une source de l'instabilité politique et de la violence sociale en RCA. Beaucoup de chefs rebelles sont issus des forces armées centrafricaines (FACA) et de l'élite politique* [509]».

Aux antipodes d'une fidélité aux institutions du pays, la désertion et l'opportunisme qui structurent le comportement des FACA en fait les acteurs principaux de « *l'effondrement du secteur de la sécurité et de la défense*[510] », en RCA, et par voie de conséquence, les co-organisateurs du chaos national avec certaines puissances régionales telles que le Tchad, le Gabon et le Congo. La situation de la Centrafrique rappelle à bien des égards, celle de la RD-Congo. Pour montrer l'implication des militaires dans le jeu politique en RD-Congo, nous pouvons souligner, la prise du pouvoir par le général Joseph-Désiré MOBUTU qui renverse le président Joseph KASAVUBU en 1965. Le pays est alors au cœur des rivalités géostratégiques entre les camps démocrates amenés par les États-Unis d'Amérique et les Soviétiques.

Par la suite, l'on peut noter le déclenchement de la première guerre mondiale africaine[511], avec le putsch du 16 mai 1997, par lequel Joseph Désiré KABILA fera chuter MOBUTU SESEKO. Pour des spécialistes des relations internationales africaines, cette chute marque la montée en puissance des États-Unis dans les Grands Lacs, au détriment de la France et de la Belgique. Cependant, pour relativiser l'impact de l'insécurité sur la militarisation des forces de défense et de sécurité en Afrique centrale, l'on peut s'appuyer sur l'exemple du Cameroun.

2. L'exception de l'armée camerounaise dans une sous région troublée

En effet, contrairement à la République Centrafricaine et à la RD Congo, les premiers systèmes de défense au Cameroun remontent à la « *démocratie villageoise* [512]» instaurée au sein des peuples forestiers[513]. C'est en effet, avec l'effectivité du protectorat allemand que les embryons des forces armées nationales vont émerger avec 1.200 policiers et 1.550 militaires

[509]BENINGA (Paul-Crescent) et al. 2017, *op cit* p.11.
[510]*Ibid*, p.7.
[511] La deuxième guerre africaine désigne les deux guerres qui ont successivement eu lieu sur le territoire de la RD-Congo entre 1996-1997 et en 1998, in KENGOUM (Célestin), *op cit*, p.53.
[512] KOUNGOU (Léon), 2015, *op cit*, p.53.
[513]Parmi ces peuples, on peut retrouver entre autres : les bassas et les bétis, mais aussi, à l'intérieur des chefferies Bamenda, Bamoun et des peuples du Nord. Cependant, les premiers hauts faits militaires camerounais sont l'œuvre de ces peuples autochtones qui vont opposer une résistance farouche aux troupes allemandes conduites par des officiers de renom tels que : Hans DOMINIK, ZINGRAAF Karl FREIER GRANVENREUTH, SCHENEMANN et ENGELHARDT et ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.78.

dont certains iront se perfectionner à l'école militaire impériale de Berlin[514]. Le germe militaire camerounais va ensuite se forger et se décomplexer lors de la première guerre mondiale (1914-1918) qui oppose l'occupant allemand aux conquérants français et britanniques. Durant cette épreuve, les soldats africains vont assister à la désacralisation de l'homme blanc et découvrir qu'il n'est qu'un homme comme un autre[515].

En effet, après le départ de l'Allemagne, c'est la France et l'Angleterre qui vont hériter du Cameroun le 7 mai 1919. C'est dans le cadre du « *plan raisonnable*[516] » que la France, via l'ordonnance n°59/57 du 11 novembre 1959 portant création de l'armée camerounaise et organisation générale de la défense que cette institution va officiellement naitre, avec pour mission principale, le rétablissement de l'ordre public[517]. Cette armée va faire ses premières classes face à un ennemi interne : l'Union des Populations du Cameroun (UPC). Amené par des hommes charismatiques[518], cette organisation politique créée en 1948 gagne rapidement du terrain avec son Armée de Libération Nationale du Kameroun, elle prend pied au Centre, au littoral, et à l'ouest.

Pour y faire face, les deux pays vont collaborer dans le cadre de la doctrine du destin lié, car : « *C'est avec la France, qu'une fois émancipé, le Cameroun souhaite librement lier son destin pour voyager de concert sur les mers souvent houleuses du monde d'aujourd'hui* [519]». Si l'armée camerounaise fraichement formée par le truchement, ne dispose pas encore des ressources et de l'expérience nécessaire pour mener une guerre contre insurrectionnelle, la France, son allié, lui fournit une assistance en hommes et en logistique qui sera progressivement remplacée par des jeunes officiers nationaux[520].

En 1971, malgré plusieurs milliers de morts et l'utilisation d'armes et de techniques de destruction massives, la guerre contre l'UPC est gagnée par la France. L'on peut conclure avec Léon KOUNGOU que le *Plan Raisonnable* et l'épreuve de la rébellion de l'UPC, ont

---

[514] ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.80.
[515] *Ibid*, p.86.
[516] Le plan raisonnable est un concept militaire imaginé par la France pour garder le contrôle sur les Forces de défense et de sécurité Camerounaises et pour atomiser la rébellion de l'UPC. Voir KOUNGOU (Léon), *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2015, p.43.
[517] ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.98.
[518] Parmi les figures les plus emblématiques de l'UPC l'on peut citer : OUM NYOBE (Ruben), MOUMIE (Felix), OSSENDE AFANA, OUANDIE (Ernest), MAASAGA (Wougly), MOMO (Paul), SINGAP (Martin) ; NDELENE (Jérémie), CONGO (André) alias « s'en Fou La Guerre ».
[519] EDJO'O NDONGO (Jean Claude), *op cit*, p.27.
[520] Parmi les jeunes officiers camerounais qui mènent la lutte contre le maquis, l'on peut citer entre autres : SEMENGUE (Pierre), ETONDE EKOTO (Édouard), NGANSO SUNJI (Jean) ou encore, TATAW TABE (James), *ibid*.

sans aucun doute permis une : « *réelle structuration des différentes entités de la défense et de la sécurité* [521]» au Cameroun. Après une institutionnalisation de l'Armée par sa bureaucratisation et son organisation au début des années 1970, notamment avec la création des écoles de formation[522], ce corps sera un laboratoire pour la construction inachevée de l'unité nationale au Cameroun, notamment, à travers le recrutement dans toutes « *les régions, ethnies et religions du pays* [523]». Après le « Plan raisonnable », le pays se doter d'un nouveau concept de défense, à savoir, la Défense populaire qui peut être entendue comme : « *la participation de tout un peuple à l'effort de défense en vue de s'opposer par tous les moyens à l'invasion du sanctuaire national* [524]».

C'est aussi grâce aux valeurs martiales républicaines conjuguées au verrouillage de l'appareil de défense et de sécurité par sa centralisation par le chef de l'État[525] que l'Armée va résister à la tentation d'entrée dans le jeu politique, notamment, lors du coup d'état manqué du 6 avril 1984 ourdi par quelques fidèles de l'ancien président de la République Ahmadou AHIDJO[526]. Lancée sous le nom de code *José*, par les parachutistes, la tentative du coup d'État de la nuit du 05 au 6 avril 1984 va se heurter à la résistance des loyalistes[527]. Face à des mutins mal préparés, l'armée régulière fini par emporter la victoire. Alors même qu'elle aurait pu faire comme ses homologues sur le continent, notamment en Centrafrique ou en RD-Congo, l'Armée camerounaise a refusé de prendre le pouvoir en réaffirmant son allégeance au chef de l'État, Paul BIYA[528].

---

[521] KOUNGOU (Léon), 2015, *op cit*, p.47.
[522] Les écoles de formation qui ont vu le jour pour former les militaires au Cameroun sont : le Centre d'Instruction des forces Armées Nationales de N'Gaoundéré (CIFAN) ; le Centre de Perfectionnement et d'Entrainement des Forces Armées de N'Gaoundal (CPEFAN) ; le Centre d'Instruction Spécialisé des Armées de Yaoundé (CISA) ; le Centre de recyclage des Forces Armées de Koutaba ; le Centre de Formation Technique des Armées de Yaoundé (CFTA) ; le Centre d'instruction des Armées de Djoum, la Compagnie d'Instruction des Transmissions (CIT) et l'École Militaire Interarmées de Yaoundé (EMIA).
[523] Discours d'AMADOU AHIDJO cité par ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.160.
[524] KOUNGOU (Léon), 2015, *op cit*, p.79.
[525] ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.193.
[526] Nous faisons notamment référence à la réunion nocturne convoquée le 18 juin 1983 par MAIKANO, ministre des Forces Armées (Abdoulaye), chez WADJIRI (Ibrahima), alors Délégué Général à la Gendarmerie et à laquelle il convie, uniquement les officiers supérieurs originaires de la région du Nord. Cependant, selon d'autres sources, ce coup d'État n'était en fait qu'un vaste complot imaginé par les partisans du nouveau président, Paul BIYA, qui en ont profité pour éliminer ceux qui leur faisaient ombrage dans l'appareil sécuritaire. Cette thèse est notamment défendue par le Commissaire ELA ELA, cité par KOUNGOU (Léon), 2015, *op cit*, p.90.
[527] Parmi les parachutistes amenés par le colonel SALEH Ibrahim, les capitaines ABALELE, ABASSI, ABALI et le Commissaire SADOU Amadou qui vont se heurter aux loyalistes conduits par les officiers Pierre SEMENGUE ; Ivo Desancio YENWO, Titus EBOGO, MAMBOU, BENAE MPEKE ; Alexis ETOGA, Paul YAKANA GUEBAMA et Moise NGARA etc, in ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.208.
[528] *Ibid*, p.34.

Au début des années 1980 toujours, l'armée doit faire face à une autre menace venue de ses frontières avec le Tchad et la Centrafrique : le phénomène des coupeurs de routes dans l'extrême Nord du pays. En guise de représailles, les forces de l'ordre vont déployer un ensemble de dispositifs tels que : le Groupement polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN) ; le Groupement Spécial d'opération (GSO) de la police et plus tard, le Bataillon Léger d'intervention à partir de 1999[529]. Ainsi, l'action du Cameroun a consisté d'une part à sécuriser ses frontières maritimes et continentales en ciblant des zones stratégiques et en renforçant sa coopération avec ses voisins à travers la signature et la mise en œuvre des Commissions Mixtes de sécurité transfrontalières avec ses voisins tels que le Nigéria, la RCA et le Congo[530].

En outre, pour faire face aux trafics transfrontaliers, les pays de la zone ont mobilisé les autorités locales pour être plus efficaces[531].Au plan opérationnel, le Cameroun a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives militaires telles que l'opération dynamite confiée à la Marine Nationale dans les années 1980 pour lutter contre la pêche illicite dans ses eaux nationales ; l'opération Galilée et va procéder à la création d'une unité d'élite pour sécuriser sa frontière à Bakassi ; le BIR Delta[532]. Les forces de défenses et de sécurité camerounaises comme l'on peut le constater ont connu une évolution au gré des différentes menaces sécuritaires auxquels le pays a été confrontées.

Analysons à présent la faillite des forces armées en matière de contrôle du territoire national. Après la faillite des armées en Afrique centrale qui est plus réelle en RD Congo et en Centrafrique et relative au Cameroun, analysons à présent les faiblesses des forces de la police dans ces trois pays.

---

[529] ATKHALAI (Danis), thèse de doctorat, 2022, *op cit*, p.111.

[530] Avec le Congo, la première session de la Commission Mixte de sécurité s'est tenue en 1965. Elle visait essentiellement le rapatriement des rebelles de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) restés dans ce pays depuis les années du Maquis. La Commission mixte avec la Guinée Équatoriale visait à régler les différends liés aux flux des populations des deux pays à majorité Fang. La Grande Commission Mixte bilatérale avec la RCA créée le 24 juillet 1969 à Berberati. Après avoir été très active, elle connait un relâchement depuis 1990. Avec le Tchad cependant, la Commission Mixte a vu le jour en 1970, elle régit beaucoup plus les questions liées à la gestion des aménagements hydrauliques entre les deux pays. Pour ce qui est de la Grande Commission Mixte Cameroun-Nigeria qui voit le jour le 17 février 1963 vise pour sa part, la résolution pacifique des différends entre ses deux pays sur le tracé de leurs frontières respectives.

[531] MAYER (Angéla), 2006, *Op cit,* p.175.

[532]NTUDA EBODE (Joseph-Vincent), *«* La nouvelle posture géopolitique du Cameroun et la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée *»*, *Terrorisme et Piraterie : De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale*, Fondation Friedrich-Ebert STIFTUNG, Yaoundé, 2010, p.46

B. LA CORRUPTION ET LA BRUTALITÉ DES FORCES DE L'ORDRE EN AFRIQUE CENTRALE

L'objectif de cette partie est de montrer comment le grand banditisme impacte ou amplifie la faillite des forces de maintien de l'ordre au sein des pays de l'Afrique centrale. La police est définie par Peter MANNING comme un ensemble d'organisations diverses et légitimes, coordonnées dont le but est d'assurer le maintien de l'ordre par le pistage, la surveillance et l'arrestation y compris par le recours à la force létale[533]. En Afrique, cette compétence revient généralement à la police en zone urbaine et à la gendarmerie en zone rurale. Au plan scientifique, la police n'a pas toujours été un objet d'étude, mieux, les pouvoirs publics ont pendant longtemps contribué à entretenir le mystère sur ce corps social, pour reprendre la formule de Jean-Paul BRODEUR, nous dirions que la police est caractérisée par « *la résistance au projet de connaitre*[534] ».Cette dynamique de protection professionnelle fut d'ailleurs rappelée à l'anthropologue anglais Michael BANTON en 1960 alors qu'il engageait une étude sur la police quand il lui fut posé la fameuse question : « *why do you want to study us ?*[535] ».

Toutefois, c'est à partir de la publication du Traité de la police de Nicolas de la MARRE en 1705 que cette tendance au silence va être inversée[536]. Depuis lors, de nombreuses études ont été menées sur la police à l'instar de la thèse de doctorat de WESLEY sur les violences policières en 1951. Ensuite, c'est en 1960 que ces travaux vont s'intensifier avec la publication de nombreux travaux sur les violences policières contre la minorité noire aux États-Unis[537]. Ainsi, l'État du savoir sur la police est désormais très avancé, et l'on sait par exemple que le *policing* existait bien avant les années 1800 dans le cadre des groupes de notables en charge d'effectuer des maraudes, surtout aux portes des villes.

En Afrique, les travaux sur la police ont connu deux orientations dont la première permet d'en dégager l'histoire et la sociologie alors que la seconde insiste sur la dramaturgie de ce corps. Au Cameroun par exemple, la doctrine de maintien de l'ordre reste fortement influencée par les approches françaises qui alternent les mesures indirectes et directes plus

---

[533] JOBARD (Fabien) et DE MAILLARD (Jacques), *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, Armand Colin, 2015, p.9.
[534] JOBARD (Fabien) et DE MAILLARD (Jacques), *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, Armand Colin, 2015, p.9.
p.10.
[535]JOBARD (Fabien) et DE MAILLARD (Jacques), *op cit*, p.10.
[536]*Idem*.
[537] Dans ce sillage, l'on peut classer l'ouvrage CHEVIGNY (Paul), Police power, 1969.

violentes et offensives[538]. Au sens de la loi n°90-54 d 19 décembre 1990 relative au maintien de l'ordre, cette compétence est essentiellement exercée par les autorités administratives et les forces de l'ordre[539]. Ainsi, pour faire face au grand banditisme qui menace l'ordre public, l'on assiste au déploiement des forces de police en zone urbaine et des gendarmes en zones rurales.

S'il est acquis que, la coalition entre les appareils répressifs de l'État (ARE), l'administration et le politique a pour but ultime de maintenir et d'instaurer l'ordre. Tout comme l'appareil de commandement, la justice constitue aussi un acteur incontournable dans la structuration et la mise en œuvre de l'ordre sécuritaire[540]. Ainsi, dans un contexte marqué par l'austérité économique, les forces de maintien de l'ordre subissent une diminution de leurs équipements et de leurs effectifs, toute chose qui impacte leur efficacité. Pour rendre compte des difficultés auxquelles les forces de l'ordre sont confrontées dans la lutte contre l'insécurité au Cameroun, en RD Congo et en RCA, l'on analysera tout d'abord leur niveau de corruption préoccupant (1) puis l'autoritarisme dont elles font montre dans leurs interventions (2).

1. Des forces de l'ordre corrompues ou l'accentuation de la crise de l'État

Le latinisme du poète JUVENAL qui se résume en la formule : *Qui custodiet ipsos custodes,* pose bien le problème de la défaillance des gardiens que sont les forces de maintien de l'ordre. Du point de vue de la définition, la corruption policière s'entend comme : « *tout comportement déviant, malhonnête, incorrect, immoral ou criminel de la part d'un agent de police*[541]». Touchant un petit nombre d'agents, la corruption policière a été analysée dans la littérature par de nombreux auteurs qui ont mis en exergue de nombreuses théories telles que celle de la pomme pourrie ou encore celle de la « *déviance organisationnelle* [542]» par SHEARING, la corruption policière est un phénomène universellement répandu tel qu'on le voit en Grande Bretagne, aux Etats Unis ou en Hexagone. Selon les spécialistes, il existe une douzaine de facteurs explicatifs de la corruption dans la police[543].

---

[538] KENFACK NAFACK (Cyril), « Le maintien de l'ordre public au Cameroun : une continuité de la doctrine de maintien de l'ordre 1955-1971 », in *Revue d'études dé coloniales*, 2019, publié sur https://www.academia.edu
[539] Chapitre premier de ladite loi donc copie est référencée en annexe.
[540] BELOMO ESSONO (Chantale Pélagie), 2007, *op cit*, p.316.
[541]DIEU (François) et DUPONT (Benoît), « L'évolution des connaissances et des politiques en Grande-Bretagne », in *Les cahiers de la sécurité intérieure. Corruption dans la police ?* 2001, p.10.
[542]*Ibid*, p.13.
[543] Ils existent entre autres des facteurs constants (l'étendue du pouvoir ; la déresponsabilisation de la hiérarchie, Visibilité réduite à l'égard du public ; Secret associé à l'esprit de corps, Faiblesse des rémunérations, Relations avec les malfaiteurs) et les facteurs variables tels que (le niveau de corruption, le délitement professionnel,

Toutefois, la corruption policière est un phénomène ancien et universel tel qu'il est apparu dans de nombreuses affaires telles que celle de « *Schoolkids Oz* » en 1971, celle de la corruption de Scotland Yard, celle de la *Metropolitan Police* en 1972, celle de « *Birmingham six* » et les « *Guilford four* »[544], la ténébreuse affaire « Carl Bridgewater », des pratiques du *West Midland Serious Crime Squad*. Une des principales, en 1998 à la suite d'une série de scandales retentissants impliquant des policiers de tout rang[545]. En Afrique, les polices sont souvent l'ombre d'elles-mêmes, notamment en raison de leur inclinaison aux viols, à la torture, aux rançons et autres abus de toute sorte comme le montre Marc Antoine PEROUSE DE MONTCLOS[546].

Au Cameroun par exemple, les policiers ont sophistiqué l'ingénierie du rackette en inventant parfois des infractions ubuesques pour se faire payer des sommes au demeurant dérisoire (500f)[547]. En République Démocratique du Congo, les policiers en viennent à développer des logiques parasitaires sur les petits bandits dans les grandes métropoles. En RCA, la situation est encore plus grave car les force de maintien de l'ordre, souvent sans salaire, en viennent à imposer des taxes aux populations civiles pour avoir de quoi vivre. Ces logiques de rente sociales induisent une dynamique de dé légitimation de ces forces aux yeux des populations civiles. Pour témoigner de cette situation délétère entre police et population civile, des témoignages des enfants de la Rue en RDC affirment que :

> *« D'ailleurs, beaucoup de vieux », entendez policiers, viennent récupérer les biens que nous volons moyennant quelques arrangements. Certains d'entre nous travaillent pour quelques-uns de ces vieux »*[548].

Cette situation est la résultante de l'incapacité des forces de l'ordre à sécuriser les populations. Toute chose qui autorise des groupes comme les Balala Rondo, les Kalunda, les Kasenga, les Kakombe, les Mushengu, les Runenge et les Kavimvira à tenter de se substituer à la police nationale. Cependant ceux-ci ne manquent pas aussi de racketter les

---

Opportunités légales de corruption, Défaillance du dispositif de contrôle, Organisation de la corruption, Nature de l'activité policière

[544] Ce groupe est en relation avec la lutte contre l'IRA en Irlande du Nord.

[545] DIEU (François) et DUPONT (Benoît), *op cit*, p.20.

[546] PEROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine), « Faut-il supprimer les polices en Afrique ? », in *magazine Le Monde diplomatique*, aout 1997, p.2.

[547] BELOMO ESSONO (Chantale Pélagie), 2007, *op cit*, p.324.

[548] TSHIMANDE TUKALA (Célestin), « États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? », in TUKALA, *États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité*, p.309.

populations[549].En RD-Congo la sécurité des personnes et de leurs biens, le maintien et le rétablissement de l'ordre public est une charge qui revient à l'État au travers de la police nationale[550]. Cependant, la faiblesse et la corruption de la police a causé le partage de ce domaine régalien avec les privés.

Ce partage s'articule autour de l'arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998 portant agrément, fonctionnement et organisation des sociétés de gardiennage. C'est donc à travers cet acte réglementaire que le partenariat entre l'État et les privés a pris corps et fonctionne. Pour le dire en d'autres mots, l'arrêté ministériel organise ainsi l' « espace du jeu » où la sécurité comme bien économique est partagée avec les sociétés de gardiennage au profit des citoyens[551]. Dans ce contexte délétère, les responsables en charges des structures de sécurité tiennent un discours marqué l'incapacité. Nous en avons des exemples chez Edgar Alain MEBE NGO, alors Délégué Général à la sûreté Nationale au Cameroun qui affirmait que « *l'État ne peut pas mettre un policier derrière chaque citoyen »*[552], ou encore, celle du Ministre de l'intérieur de la RDC qui déclarait sur une chaîne nationale que : *« celui qui n'est pas satisfait de la sécurité de l'État, n'a qu'à prendre un gardien* »[553].

Tout comme les propos du ministre congolais en charge des affaires intérieures sur les antennes de la télévision nationale en 2013, qui affirme : « *que celui qui se voit en insécurité peut recourir aux sociétés de gardiennage pour assurer sa sécurité* [554]». Ce discours d'impuissance semble rimer en phase avec le sentiment de rejet que les forces de Maintien de la paix suscitent chez les populations en raison de leur grande incompétence et de leur corruption. Dans la conception classique, la sécurité est le socle constitutif de l'État. Historiquement, c'est l'exercice de ce monopole de la violence légitime qui a permis la formation de l'État[555] et sa consolidation en Afrique[556]. Ainsi, la faillite de l'État renvoie ici à l'incapacité pour un ETA de faire efficacement face aux menaces internes et externes qui touchent à sa survie.

---

[549] TSHIMANDE TUKALA (Célestin), « États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? », in TUKALA, *États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité, op cit*, p.310.
[550] Confère ici, l'article 126 de la Constitution de 2006 et même la Loi organique de la police.
[551]TSHIMANDE TUKALA (Célestin), *op cit*, p.313.
[552] YOMBO (Arnaud Eugène), *op cit.*
[553] TSHIMANDE TUKALA (Célestin), *op cit*, in, p.307.
[554]*Ibid*, p.307
[555] ELIAS (Norbert), *op cit*
[556] BELOMO ESSONO (Chantale Pélagie), 2009, *op cit.*

Au plan interne, cette Insécurité renvoie généralement à l'ensemble des menaces auxquelles les personnes et leurs biens sont exposées. Ce discours rend compte d'une situation de désaveu qui laisse les populations dans un dénuement et un désarroi. Cette insécurité est rendue complexe par le développement de la criminalité transfrontalière. En effet, s'il est acquis que l'État africain a du mal à se projeter sur l'étendue de sa station territorialité, il est autant banal de dire que cette faible projection périphérique[557] est une source d'instabilité. Après avoir analysé la corruption des forces de maintien de l'ordre, intéressons-nous à présent, à leur autoritarisme répressif.

2. L'autoritarisme des forces de défense et de sécurité en Afrique centrale

Face à la grande insécurité, les pays de l'Afrique centrale, ont généralement apporté des réponses inappropriées. Tant en raison des déformations autoritaristes qu'en tenant compte de leur déformation professionnelle. Ainsi, en prenant le cas du Cameroun, nous constatons que les politiques publiques de sécurité y sont généralement structurées par un contexte de crise[558]. L'armée s'est en effet, façonnée dans la répression de la subversion de l'Union des Populations du Cameroun, avec l'ordonnance n°62/OF/18 du 12 mars 1962. Cette politique s'inscrivait dans le cadre d'une politique visant à la fois, l'élimination physique des principaux leaders de ce parti nationaliste, mais aussi celle de leur souvenir, car comme le rappelle Achille MBEMBE :

> *« Contrairement à tous les pays du monde ou les périodes de résistance nationale font partie des éléments structurants de l'identité d'un peuple et sont, à ce titre, gravées dans les monuments et des rites, le Cameroun est, paradoxalement, celui où le processus de lutte anticoloniale est paré de significations préfabriquées et fait, à ce titre, l'objet d'un tabou lorsqu'il n'est pas simplement effacé d'autorité*[559] *».*

Cet habitus de la répression va à nouveau se manifester dans le contexte troublé de la démocratisation du pays où de nombreux leaders de l'opposition et de la société civile seront violentés par les forces de l'ordre. Cependant, l'un des épisodes les plus marquants de la réponse de l'État face au grand banditisme au Cameroun est, certainement, la mise sur pied de d'une structure d'exception dont le but sera d'éradiquer ce fléau dans le pays. Dans ce but, il

[557] SINDJOUN (Luc), *op cit*.
[558] BELOMO ESONO (Chantale Pélagie), 2009, *op cit*, p.53.
[559] *Ibid*, p.54.

va signer le décret n°2000/27 du 20 janvier 2000 portant création du Commandement opérationnel dans la ville de Douala, et plus tard, créer l'opération « *vautour* », dans la ville de Yaoundé. Ces dispositifs permettent aux forces de premières et deuxièmes catégories de se déployer dans le cadre d'un contexte de crise[560]. Elles vont consister en des opérations de maillage de la ville de Douala à travers des opérations de fouilles, d'identification stricte, de déploiement des hommes en tenues dans les différents coins sensibles.

Si cette reprise musclée de l'État est appréciée par les populations, elle sera malheureusement aussi accompagnée de nombreuses bavures et même par des exactions comme le reconnait Henriette EKWE quand elle affirme que : « *Si le commandement opérationnel a contribué à faire reculer le crime, il en développé un autre par ses méthodes brutales qui tiennent au fait que l'armée n'est pas formée au maintien de l'ordre*[561] ». C'est finalement en 2002, avec la disparition d'une dizaine de jeunes gens dans ce qui deviendra vite : « l'affaire des neufs disparus de Bépanda[562] », que les méthodes peu républicaines des Forces de défense et de Sécurité, vont éclater au grand jour. Avec le déclanchement de la contestation séparatiste dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest (NOSO) en 2016, cette tendance au recours à la brutalité, sera réactivée dans cette zone du pays, notamment, avec la création de la quatrième Région Militaire interarmes, le 14 aout 2014[563] . Il en sera ainsi face à la secte terroriste Boko Haram dans le Nord du pays. Cet autoritarisme observé au Cameroun est aussi perceptible dans la lutte contre le grand banditisme en RD-Congo.

En effet, face à la grande criminalité en RD-Congo, les forces de maintien de l'ordre ont pris des initiatives de mener des opérations de lutte contre ce phénomène. Si cette initiative a semblé porter des fruits, Il en ressort cependant qu'elle a aussi été poreuse des éléments de l'autoritarisme répressif. Pour l'illustrer, nous pouvons nous appuyer sur des rapports qui font état des pratiques de torture contre les prisonniers. En effet, malgré l'adoption de la loi n°11/008 du 09 juillet 2011, portant criminalisation de la torture dans le

[560] Le président de la République, en chef des forces de défense et de sécurité, va mobiliser les forces de 1ère (la police) et celles de 2ème catégorie (Gendarmerie) se déploient dans les villes de Yaoundé et Douala pour faire régner l'ordre, in CHOUALA (Yves Alexandre), 2001, *op cit*, p.30.
[561] CHOUALA (Yves Alexandre), 2001, *op cit*, p.33.
[562] L'affaire des jeunes de Bépanda renvoie au dossier de neuf jeunes gens qui avaient été arrêtés au mois de janvier 2001 et qui, après avoir été emprisonnés, ont froidement été abattus par les forces de l'ordre. Sous la bannière du mouvement C9, des hommes politiques et des figures charismatiques de la société civile, vont exiger que l'État fasse la lumière sur ce dossier. Finalement, le Chef de l'État mettra sur pied une commission d'enquête indépendante.
[563] KOUNGOU (Léon), La gouvernance du secteur de la sécurité au Cameroun. Quel rôle pour les organisations de la société civile, Friedrich Erbert-Stiftung, 2020, p.10.

pays et de la ratification des nombreuses conventions internationales et régionales sur l'interdiction de cette pratique, de nombreuses ONG s'insurgent encore sur l'existence de la pratique de la torture dans le pays[564]. En outre, les forces de l'ordre se rendent régulièrement coupables d'actes de répression sanglante et arrestation arbitraires lors des manifestations des populations civiles.

La répression des manifestations contre le président KABILA dans les villes de Kinshasa, Bukavu, Bunia, Goma, Lubumbashi, Mbandaka, Uvira, qui ont éclaté les 19, 20 et 21 janvier 2015 avaient par exemple faits l'objet de violentes répressions par la police. Selon Ida SAWYER, chercheuse senior à l'ONG *Human Right Watch* : « *le gouvernement congolais a tiré sur les manifestants pacifiques et arrêtés des dirigeants d'opposition dans une tentative flagrante de réduire au silence ses détracteurs*[565] ». L'on doit noter que la garde républicaine avait déjà été déployé sur le campus de Kinshasa le 21 janvier et y avaient utilisé des gaz lacrymogènes dans les dortoirs.

En outre, cette militarisation du pays se manifeste aussi par la mise sur pied de dispositif policier spéciaux tels que l'*Opération Likofi*, dirigée par le général Célestin KANYAMA et dont le but est justement de lutter contre les groupes criminels à Kinshasa. Cependant, après de nombreuses exactions contre les civils, des ONG des droits de l'Homme ont milité pour la suspension de ce dispositif répressif. Cet autoritarisme des forces de maintien de l'ordre est aussi réel en Centrafrique. S'il est indéniable que l'insécurité dans le pays et notamment à Bangui a atteint un seuil plus que préoccupant, l'on doit néanmoins questionner les mesures prises pour y faire face.

Tout comme en RD-Congo ou au Cameroun, le régime en place a mis sur pied des dispositifs chargés de la répression de la grande criminalité à Bangui. Il s'agit notamment de l'Office Centrale de Répression du Grand Banditisme (OCRB), chargé de faire régner l'ordre et la sécurité dans le pays. Malheureusement, cette structure s'est rendue coupable d'acte de torture dans ces cellules[566] et même d'assassinats et autres incidents qui ont conduit à des manifestations contre son directeur, Robert YEKOUA-KETTE et à son limogeage le 18 juin

[564] Organisation contre la torture, Prévention et répression de la torture en RDC : lacunes et faiblesses du cadre juridique, Genève, 2à février 2020, p.1.
[565] Human Right Watch, RD Congo : Des manifestants ont fait l'objet d'une répression sanglante, 2016,
[566]Voir ici le travail du rapporteur spécial des Nations Unies sur les prisons et les conditions de détention en Afrique, in DANKWA (Evo), « les prisons en République Centrafricaine », in *revue SERIES IV*, n°7, 19-29 juin, 2000, p.9.

2015[567]. Après ce qui vient d'être développé, il apparait clairement que, malgré le volontarisme des autorités camerounaises, congolaises et centrafricaines, leur approche en termes de lutte contre le grand banditisme reste encore entachée d'autoritarisme répressif.

Au regard de ce qui précède, l'on doit admettre que les nombreuses bavures qui ont été commises par les forces de l'ordre dans ces trois pays ont paradoxalement rendus encore plus difficiles la lutte contre l'insécurité. Toutefois, nous devons reconnaitre que cette faillite des forces de maintien de l'ordre a considérablement impacté la confiance qui peut leur être accordée par les populations en Afrique centrale et a surtout ouvert la boite de pandore de l'insécurité dans la sous-région.

PARAGRAPHE II : L'INSÉCURITÉ TRANSNATIONALE COMME FACTEUR AGGRAVANT DE LA CONJONCTURE CRITIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

Non, la fin de la guerre froide n'a pas marqué le début d'une ère de paix sans fin, comme l'avait imaginé Francis FUKUYAMA[568]. Bien au contraire, elle a libéré, des forces, longtemps bridées par la bipolarité. En effet, une profusion de thèses est apparue, pour expliquer le « *nouvel ensauvagement des relations internationales*[569] » après la chute du Mur de Berlin. La première, celle pacifiste, de Francis FUKUYAMA, estimait qu'en l'absence d'un ennemi, le monde occidental va se contenter de diffuser la paix. Cependant, les bruits de bottes en Asie, en Europ et en Afrique, ont montré que cette thèse était utopique. Ensuite, l'on a eu droit à une vision apocalyptique, portée par les théoriciens du Chaos tels que Zbigniew BRZEZINSKI[570] et Daniel Patrick MOYNIHAN[571]. Par trop excessive, cette thèse n'a pas prospéré et a été remplacée par celle du facteur religieux.

Pour expliquer les conflits de l'Après guerre froide a été, cette dernière postule que le facteur religieux est désormais le plus pertinent. Parmi ses hérauts, l'on retrouve entre autres : Gilles KEPEL et sa vision de la « *revanche de Dieu* [572]», qui s'inscrit dans le même sillage

---

[567] Human Right Watch, « République Centrafricaine : Une unité de police a tué 18 personnes de sang-froid », 2016,

[568] FUKUYAMA (Francis), La *Fin de l'histoire* et le dernier homme, Paris, FLAMMARION ; Collection : CHAMPS ; 1993, 456 pages.

[569] THUAL (Francis), *Les Conflits identitaires*, Paris, Elipse, 1991, 191 pages.

[570] BRZEZINSKI (Zbigniew), *Out of control, Global Turmoil on the eve of the 21st Century*, Touchstone 1995, 256 *pages*

[571] MOYNIHAN (Daniel Patrick), *Pandaemonium Ethnicity in International Politics*, : Oxford. Date d'édition : 1993, 238 pages.

[572] KEPEL (Gilles), *La revanche de Dieu, Chrétiens, juifs et musulmans à la conquête du monde*, Paris, Seuil, 1991, 283 pages.

d'Arjun APPADURAI[573] et François THAUL[574]. L'ouvrage le plus emblématique dans cette vision du monde sera certainement, et sans conteste, celui de Samuel HUNTINGTON sur le *Choc des Civilisations*[575]. Cet auteur estime que le facteur le plus à même d'expliquer les conflits post guerre froide est l'identité, mieux la civilisation.

A cotés de ces courants, l'on doit aussi noter celui de la prédation de COLLIER[576], qui estime que les appétits économiques des acteurs structure désormais la conflictualité de l'après guerre froide. Bin que pertinentes, toutes ces théories oublient de rendre compte de la permanence et de la mutation historique comme l'a fait Anne MARY KALDOR[577]. Cette dernière analyse la « *désinstitutionalisation de la violence armée* », en mettant en congruence, les nouveaux « *seigneurs de guerre*[578] », qui contestent le « *monopole de la violence armée* », jadis, détenue exclusivement par des États, devenus faibles. Dans le cadre cette partie de notre travail, la violence désisntitutionnalisée dont parle Mary KALDOR, prendra tour à tour, la figure des seigneurs de guerres dont l'action prospère aux marges des États faillis (A) ainsi que celle du grand banditisme en Afrique centrale (B).

A. LE *WARLORDISM*[579] COMME FACTEUR D'INSÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

La frontière constitue une faiblesse historique pour les États de l'Afrique centrale tant en raison des difficultés de leur matérialisation qu'eu égard aux nombreuses menaces que sa porosité laisse entrer. Qui plus est, dans un contexte de fragilité et ce malgré le principe de leur intangibilité, les frontières « *n'ont cessé de s'étirer et de se contracter*[580] » plongeant la

---

[573] APPADURAI (Arjun), *Après le colonialisme: les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot, 1996, 336 pages.
[574] THUAL (Francis), 1991, *op cit.*
[575] HU NTINGTON (Samuel), *The clash of civilization and the remaking of world order*, New York, Simon and schuster, 1996, 410 pages.
[576] COLLIER (Paul), *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Banque mondiale, 15 juin 2000; Collier (Paul) and Hoeffler (Anke), *On the Incidence of Civil War in Africa*, Banque mondiale, 16 août 2000; COLLIER (Paul), «Doing well out of war: An economic perspective», dans BERDAL (Matts) et MALONE (David) , *Greed and Grievance: Economic Agendas of Civil Wars*, Boulder, Lynne Rienner, 2000, 251 pages.
[577] KALDOR (Mary), *New Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, by Polity Press, 3rd edition, 2012, p.171.
[578] *Ibid*, p.172.
[579] Un seigneur de guerre est une personnalité dotée d'un charisme et d'une violence qui forcent le respect au sein des bandes armées. Ce type d'entrepreneurs d'insécurité, prospèrent à travers des actes de gangstérisme perpétrés parfois contre les États eux-mêmes. Pour plus d'information, *RENO (*William), *Warlord* Politics and African States, *L*ynne Rienner Publishers Inc; New edition, 1999, 257 pages.
[580] MBEMBE (Achille), « A la lisière du monde. Frontières, territorialité et souveraineté en Afrique », in www. horizon.documentation.ird, p.49.

sous-région dans une instabilité endémique. Induisant des formes de territorialité inédites et reconfigurant la morphologie des États, ce dynamisme des frontières est souvent essentiellement dû à la faible projection périphérique de l'État. En effet, comme partout ailleurs sur le continent, les lendemains des indépendances ont permis de mettre en lumière une anomie au sein des États africains à savoir leur structuration archipélagique, pour ainsi dire, leur incapacité à contrôler l'ensemble de leur territoire[581].

Cette anomie est l'une des causes de la fièvre contestataire qui a très souvent, abouti à l'éclatement des conflits armés. En raison à la fois de l'existence des facteurs externes tels que la guerre froide, et internes, l'Afrique centrale est finalement vite apparue comme un épicentre continental de la conflictualité et même parfois, comme étant une région : « *au cœur des ténèbres*[582] ». La sous-région a sombré dans un ensemble de guerre post indépendantistes qui vient cristalliser l'incapacité de ces États à protéger et à assumer leurs statoterritorialité.

En effet, l'État africain a avec ses propres frontières, une relation qui doit être lue à l'aune d': « une perspective de contestation ou même de substitution de l'État dans un rapport « non officiel », « clandestin » « souterrain et serait ipso facto « un lieu de fuite de la logique étatique[583] ».Pour rendre compte de l'existence des souverainetés territoriales de type archipélagiques en Afrique centrale, nous analyserons tour à tour l'émergence des groupes armés (1) et celle des entités terroristes telles que Boko Haram (2).

1. L'insécurité comme ferment de la contestation de l'autorité de l'État

Même si le Cameroun n'est pas totalement exempt des logiques de contestation de l'autorité étatique sur son territoire, l'on doit bien reconnaitre, que la configuration de l'Etat archipélagique sied davantage à la RD Congo et la Centrafrique. L'on y assiste en effet, à une multiplication des rébellions avec des bases-arrières transfrontalières. Ces Etats, incapables de se projeter sur toute l'étendue de leur territoire, constituent un terreau par excellence pour les Seigneurs de guerre tels que : DARASSA Ali[584] ; Mahamat AL-KHATIM[585] DAMANE Wakaria [586] ou encore, ADAM nourredine[587] en Centrafrique.

---

[581] SINDJOUN (Luc), 2002, *op cit*, p.10.
[582] NGODI (Etanislas), « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle », in *Les perspectives de l'Afrique au XXIème siècle*, p.79.
[583] DOURYANG DOMGA (Michel), « le rapport dual de l'État africain à sa périphérie territoriale frontalière : cas de l'ile de Darak au lac Tchad », in BATCHOM (Paul Elvic), dir. *L'Etat ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2018, p.21.
[584] DARASSA Ali dirige un groupe armé en Centrafrique, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC).

Au Zaïre par exemple, alors que les forces armées coloniales sont en proie en mutinerie et que le pays est rapidement gagné par des troubles, la riche province du Katanga, amené par Moise TSHOMBE et appuyée par l'Union Minière du Katanga, décide de faire sécession le 11 juin 1960[588]. Dans le même sillage, Albert KALONDJI annonce aussi l'indépendance de la région du Kasaï. Face à ce double front, le pouvoir centrale envoie la Force Publique pour rétablir l'ordre dans ces deux provinces. Si ces premières tentatives sont vaincues par l'Armée coloniale congolaise et l'intervention de l'Organisation des Nations Unies, un autre front indépendantiste ne tarde pas à s'ouvrir avec Pierre MULELE et Gaston SOUMIALOT qui prennent respectivement la tête de deux mouvements armés, à savoir : celui des Mai-Mai dans la région du Kwilu et les Simbas à Stanley ville[589].

Dans le même ordre idée, le Cameroun est confronté à la tentative de sécession d'une partie de son territoire issu de l'ancien Kameroun anglophone, dans le cadre de l'affaire de la sécession de du *Southern Cameroon* pour fonder la république d'Ambazonie en 1961[590]. Après ces mouvements de sécession, le deuxième élément de contestation du contrôle de la souveraineté de l'État est assurément la prolifération des bandes armées. En effet, si le Cameroun peut se targuer d'avoir été pendant longtemps un havre de paix, sa stabilité est elle aussi, de plus en plus menacée par des certains groupes minoritaires dans la zone anglophone tels que : les *Red Dragons*, les *Amba Boy*s, les *Vipers*, ou encore le *Seven Karta*[591].

---

[585] Mahamat AL-KHATIM dirige le Mouvement patriotique pour la Centrafrique.
[586] DAMANE Wakaria qui dirige le renouveau de la Centrafrique (RPRC)
[587] Nourredine ADAM dirige le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC).
[588] KOUAME AMENAN (Roseline), « Le Mercenariat au Congo 1960-1997, une approche explicative », in www.thinkingafrica.org, p.4.
[589]KOUAME AMENAN (Roseline), *op cit*, p.5.
[590] Pour comprendre la crise dite anglophone, l'on doit remonter à la sociohistoire du Cameroun pour comprendre que le pays est un ancien protectorat allemand de 1901 à 1918 qui a été placé sous tutelle de la SDN de 1919 à 1940. Elle décide donc de placer la Cameroun sous mandats britannique pour le *Northern* et le *Southern Cameroon* (15 pourcents du territoire). Pour l'autre partie, la République du Cameroun, elle est placée sous mandat français. L'ONU en assure finalement la tutelle de 1940 à 1960, tout en laissant les deux puissances coloniales continuer à gérer le Cameroun. Alors que la partie française devient indépendante en 1960, la partie britannique est soumise à un référendum en 1961, le *Northern Cameroon* est rattaché au Nigéria et le Southern Cameroon choisit de se rattacher à la République Fédérale du Cameroun le 1er octobre 1961. Pour négocier les contours de la réunification entre les deux Cameroun, la Conférence de Foumban est organisée du 17 au 21 juillet 1961. Une Constitution est donc promulguée en 1961 pour les intégrer au sein du Cameroun fédéral qui devient République après le référendum de 1972 qui le confie à la France et à la Grande Bretagne après la première guerre mondiale. Finalement les deux parties du pays, le Cameroun orientale sous administration française et le Southern Cameroon dirigé par les Britanniques. Si les deux entités n'accèdent pas à l'indépendance à la même époque, le 1er janvier 1960. Les 11 et 12 janvier 1960, un référendum d'autodétermination est alors organisé pour la partie britannique qui choisit d'être rattaché au Kamerun Oriental le 1er octobre 1960.
[591] MATHIEU (Olivier), « Crise Anglophone au Cameroun : qui sont les sécessionnistes ? », in *Magazine Jeune afrique*, publié le 28 janvier 2019 sur https://www.jeuneafrique.com et consulté le 27 novembre 2021.

En Centrafrique, en revanche la situation est plus nuancée en raison de la socio histoire de l'armée qui se révèle être le fruit d'une longue construction historique et politique qui a commencé par l'armée indigène sous commandement français, avant son endogénéisation en 1960. En effet, les forces de défense et de sécurité centrafricaines sont composées de plusieurs corps tels que : la police, la gendarmerie, l'armée de terre, l'Armée de l'air et la garde présidentielle[592]. En 2006 les effectifs de ces différents corps étaient estimés à 1648 pour la police, 1300 gendarmes en 2000 et 5108 hommes pour l'Armée de Terre[593]. Avec une forte présence française dans son dispositif, les Forces de défense et de sécurité Centrafricaines ont, comme celles des autres pays, la tache de protéger le territoire et ses hommes contre les menaces extérieures.

Avec une dynamique d'institutionnalisation notable qui prévoit le recrutement des hommes, leur formation et leur équipement, l'Armée centrafricaine a beaucoup évolué grâce à l'aide de ses partenaires libyens, français et Sud-africains[594]. Au niveau stratégique, le commandement militaire centrafricain est organisé en six régions militaires auxquelles il faut ajouter celle autonome de Bouar, le corps des sapeurs-pompiers[595] et celui de la Gendarmerie qui compte, une légion de Gendarmerie territoriale, chargée de la police administrative, judiciaire et militaire, mais aussi, une légion de gendarmerie mobile.

Toutefois, le principal problème des forces de défense et de sécurité en Centrafrique est le manque d'institutionnalisation, pour ainsi dire que ce corps est miné par des problèmes criards tels que : la tribalisasion, le népotisme, le clientélisme, la corruption, la précarité, l'amateurisme, l'indiscipline, le recrutement anarchique, et le sous équipement[596].Pour ce qui est de l'ethnicisassions de l'Armée par exemple, s'est d'abord faite, en faveur de la tribu Yokoma dont sont issus les présidents tels que : David DACKO, Jean-Bedel BOKASSA et le général André KOLINGBA[597]. Cependant, après la prise du pouvoir d'Ange Félix PATASSE à la suite des élections de 1993, il va essayer de rééquilibrer la composition des FACAS en

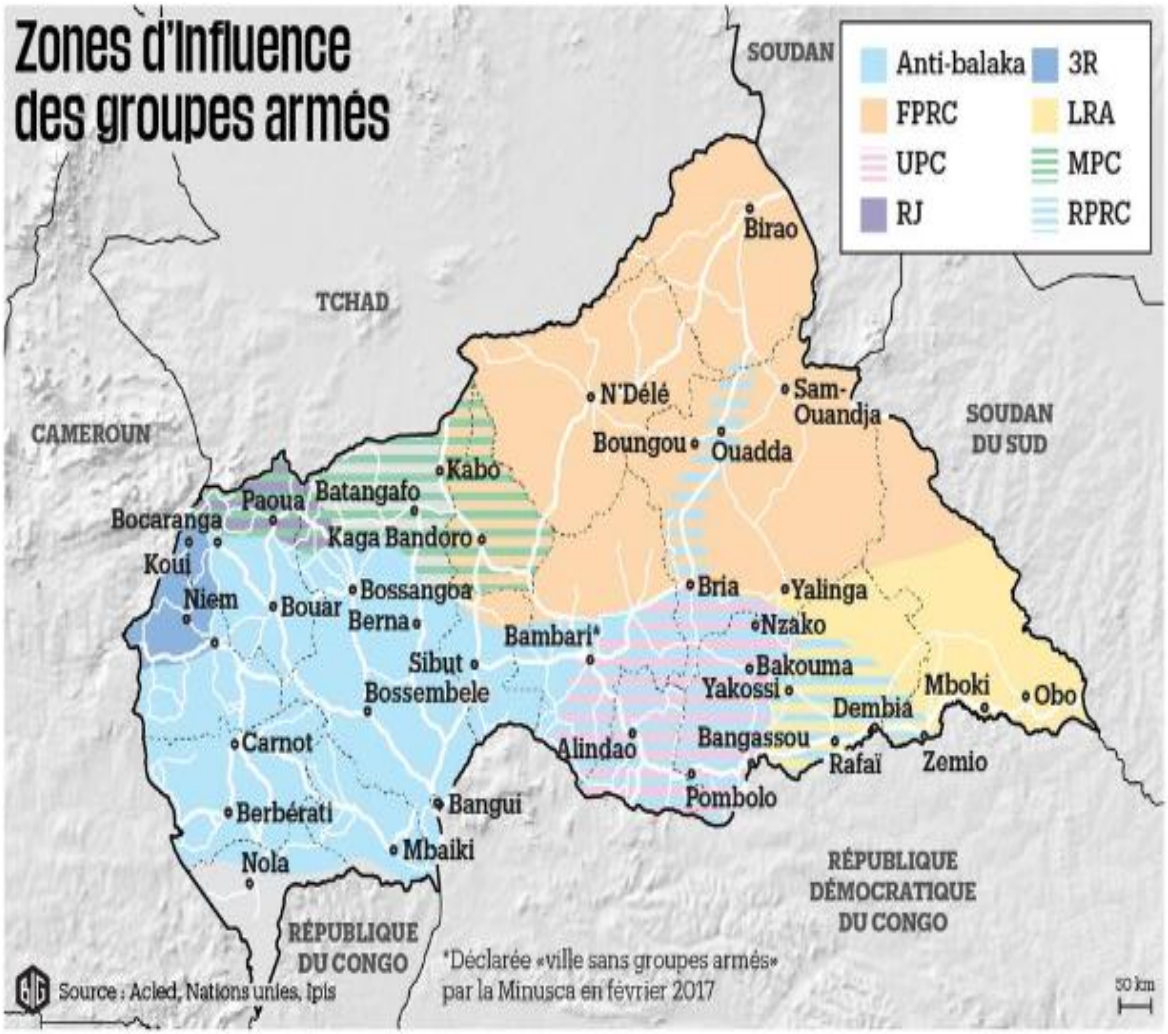
[592] YARAFA (Iréné), *op cit*, p.126.
[593]*Ibid*, p.126.
[594] YARAFA (Iréné), *op cit*, p.132.
[595] La RMI est commandée depuis Bossaoanga ; la RMI2 depuis Birao ; la RMI3 depuis Nola ; la RMI 4 depuis Obo ; la RMI 5 depuis Bambari et la RMI 6 à partir de Mougumba ? Voir à ce sujet YARAFA (Thierry Iréné), *op cit*, p.150.
[596] YARAFA (Iréné), p.82.
[597]*Ibid*, p100.

injectant massivement les soldats issus de son ethnie, les Sara. Cette situation va conduire à la mutinerie Yakoma du 18 mai 1996[598].

Autre problème important, c'est celui de la concentration des moyens sur la garde du Président de la République au détriment des autres forces. Lançant une pique, un observateur affirme à ce sujet que : « *sous le règne de PATASSE, les membres du personnel de la présidence pouvaient, qu'ils soient en uniforme ou non, être identifiés par les armes à feu individuelles qu'ils portaient* [599]». Qui plus est, contrairement à l'esprit de la loi 60/195 de 1960 portant création et organisation de l'armée nationale en Centrafrique, l'essentiel des moyens et des hommes affectés à la sécurité et à la défense du pays, ont été centralisé à Bangui, la capitale politique, jusqu'en 2003[600]. L'inconsistance de l'Armée va expliquer la facile victoire des libérateurs du général BOZIZE sur les FACAS, le 15 mars 2003[601] et celle de la Seleka de Michel DJOTODIA sur cette armée et ses alliés, le 24 mars 2013. De par la faiblesse de son armée et son incapacité à occuper l'espace, et à protéger ses frontières, la RCA est devenue un repère pour le trafic d'armes légères[602], de ressources minières et un sanctuaire nombreux groupes armés ; comme le montre le tableau ci-après :

[598] ONANA (Renner), « La réforme du système de sécurité en République centrafricaine : heurts et malheurs de la raison holistique », in *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, p.236.
[599] YARAFA (Iréné), *op cit*, p.81.
[600] *Ibid*, 81-82.
[601] YARAFA (Iréné), *op cit*, p.103.
[602] 50. 000 armes légères ont été saisies en RCA en 2014, *ibid*, p. 152.

CARTE N°8 : LES ESPACES CONTROLES PAR LES GROUPES ARMES EN RCA



Source : Thierry VIRCOULON[603].

La situation est plus grave encore en RD-Congo malgré l'existence des forces de défense et de sécurité organisées le 11 aout 2001 par la loi organique n°11-12 portant organisation des forces armées[604]. Ce texte organise les FDS en trois principales forces à savoir : la force terrestre, la force aérienne, et la force navale. Elles comprennent également sic grandes unités que sont : les zones de défense ; le corps de santé militaire, le corps logistique ; le Commandement général des écoles militaires, le service de communication et d'information des Forces armées, et le service d'éducation[605].

[603] VIRCOULON (Thierry), « Écosystème des groupes armés en Centrafrique », in *Notes de l'Ifri*, Centre Afrique subsaharienne, p.10.
[604] Voir le texte en annexe.
[605] Préambule de la loi.

Avec pour mission « *la protection et la sauvegarde des intérêts de la nation en toute circonstance* [606]», les FDS sont inféodées au Chef de l'État, au Parlement, au Gouvernement et au Conseil Supérieur de la défense. Sur le plan opératif, elle dispose des forces terrestres, aériennes et navales réparties entre trois zones de défenses[607] et dix régions militaires allant de la 11ème à la 34ème. Cependant, les FDS en République démocratique du Congo connaissent d'énormes difficultés qui rendent leur opérationnalisation difficile. Ainsi, aux antipodes de sa mission régalienne définie par l'article 187 al 2 de la Constitution de 2006 selon laquelle, il leur est assigné la tache de :

> *« défendre l'intégrité du territoire national et des frontières. Dans les conditions fixées par la loi, elles participent en temps de paix au développement économique, social et culturel ainsi qu'à la protection des personnes et de leurs biens*[608] *»*,

L'Armée congolaise comme la Centrafricaine, s'est illustrée par sa sortie des casernes et son affairisme. En effet, selon certains rapports, ce corps est caractérisé par « *des violences à l'encontre de la population civile par les forces armées* [609]», les FARDC ont ainsi, acquis l'image d'« *une armée de bric et broc occupée à violer et piller sans contrôle la population qu'elle est censée protéger* [610]». Peu professionnelle, elle s'est aussi illustrée par son implication dans les différentes crises politiques que le pays a connues depuis son indépendance. Autre problème de l'Armée congolaise, c'est certainement sa politisation depuis l'arrivée au pouvoir du président MOBUTU en 1965, celui-ci, par calcul politicien, va s'atteler à éviter que : « *la création d'une armée puissante ne favorise sa propre éviction* ». Le maréchal va ainsi nommer les officiers supérieurs sur la base de leur appartenance à sa tribu, issue de la province de l'Équateur.

En outre, il va créer une garde rapprochée, la Division spéciale présidentielle (DSP), mieux équipée et payée que le reste de l'Armée. Sous équipée et sans motivation, cette armée

---

[606] Article 2 de ladite loi.
[607] La zone de défense I comprend les villes de Kinshasa, les provinces Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Kongo Central, Equateur, Mongala, Nord-Ubangi, Sud-Ubangui et Tshuapa ; la deuxième zone pour sa part, comprend les provinces du Kasaï, celle du Kasaï oriental, Kasaï Central, Lomani, Sankuru, Haut Lomani, Sankuru, Haut-Lomani, Haut Katanga, et Tanganyika, la troisième zone de défense pour sa part prend en charge les provinces du Maniema, du Nord-Kivu, du Sud Kivu, Bas-Uélé, Tsopo, Haut Uélé, et l'Ituri. Voir ici l'article 52 de la loi.
[608] WIKHA TSHIBINDA (Baudouin), « les forces armées de la république Démocratiques du Congo : organisation, structure et base juridique », in https : www.Hamann-legal.de, consulté le 14 décembre 2021.
[609] BAAZ ERIKSON (Maria), « La « mère des armées » n'est pas encore morte. Des pratiques de justice (in)formelle dans les forces armées de la République démocratique du Congo », in *Revue Politique africaine*, 2013, 1, n°129, pp.49-72.
[610]BAAZ ERICKSON Maria), *op cit*, p.71.

ne faire face à la rébellion des AFDL qui attaque le pays en 1998 et qui accompagne Laurent-Désiré KABILA au pouvoir. Ensuite, l'on peut noter les recrutements complaisants qui obéissent à des logiques politiques, c'est le cas du président KABILA qui a voulu récompenser les rebelles qui l'ont accompagné à sa prise de pouvoir en 1997 en leur offrant des postes importants au sein de la grande muette[611]. L'inconvénient de ce procédé que l'on retrouve aussi en Centrafrique, est que, ces anciens rebelles sont intégrés sans formation militaire spécifiques et sans tenir compte des effectifs et de la cohésion des forces de défense existantes.

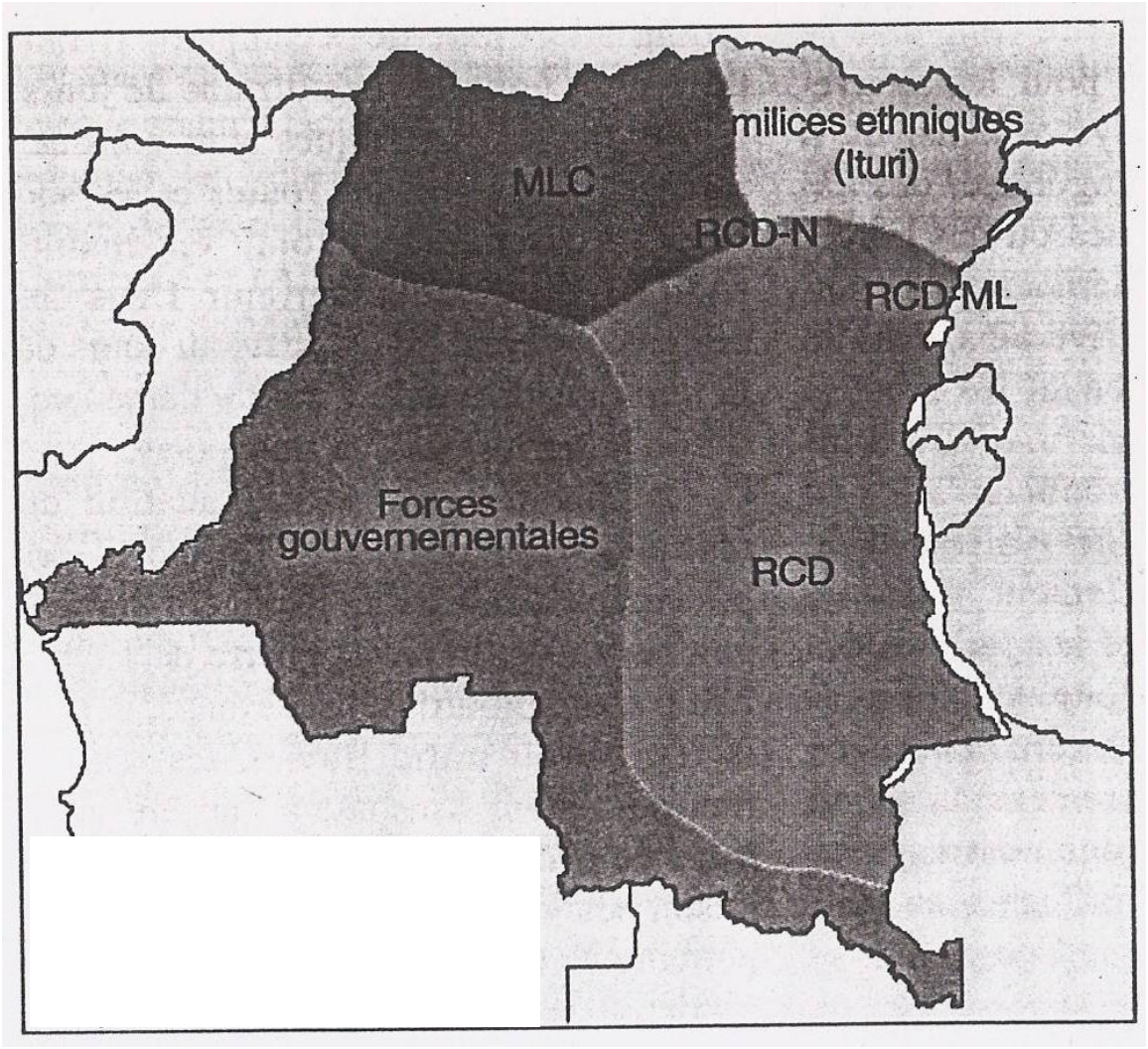
A titre d'exemple, après les accords de Sun city en 2009, les rebelles du CNDP et les groupes d'autodéfense congolais, ont été intégré au sein des Forces Armées Congolaises (FARDC). Cette stratégie a été cause de tensions ethniques, d'indiscipline et de violence envers les populations et même de mutineries au sein de l'Armée. Le dernier élément de ce chapelet est certainement, la précarité des soldats congolais qui ne gagnent qu'une pitance de 70 dollars le mois, insuffisant pour subvenir au besoin d'une famille. Cette modicité des salaires structure une logique de démotivation que résume bien un soldat congolais quand il affirme que :

> *« Pourquoi voulez-vous que je me batte et risque ma vie ? On ne me donne rien, pas d'argent. Les civils ne nous respectent pas. On est obligé de mendier auprès d'eux, alors ils trouvent qu'on est des losers*[612] *».*

Cette incapacité des Forces de Défense et de Sécurité à faire face aux différentes attaques contre le territoire s'est empirée au point que les groupes rebelles contrôlent une partie du pays tel que le montre la carte ci-dessous :

[611] RIGAUD (Christophe), « RDC : armée congolaise, le problème et la solution », in *Magazine AFRIKARABIA*, publié sur https : www.afrikarabia.com, consulté le 1er janvier 2022.
[612] Idem.

CARTE N° 9 : LA PARTITION DE LA RDC PAR LES GROUPES ARMES



Source : MANDJEM (Yves)[613]

Après avoir analysé la multiplication des mouvements armés en Afrique centrale, l'on peut aussi y adjoindre celle des menaces dites hybrides, notamment, le terrorisme de la secte islamiste et djihadiste Boko Haram.

2. Le terrorisme comme forme privilégiée de l'insécurité en Afrique Centrale

Le concept de souverains territorial archipélagique est théorisé par Luc SINDJOUN[614] pour qualifier l'émergence dans les périphéries des États africains, des groupes organisés qui contestent la présence de l'État et y développent une technologie de captation des rentes.

[613] MANDJEM (Yves Paul), Thèse, 2010, *op cit,* o.230.

[614] SINDJOUN (Luc), « L'Afrique au prisme des relations internationales », in *revue Le politique en Afrique,* 2009, pp.319-341.

Même si l'on ne saurait occulter l'existence de la piraterie maritime, dans le cadre de ce travail, l'on va principalement aborder la question du terrorisme. Parler du terrorisme et de la piraterie maritime en Afrique centrale c'est assurément analyser la conflictualité dans cette sous-région à l'aune des menaces dites asymétriques. Si le terme d'asymétrie émerge aux États-Unis en 1995, il désigne alors simplement une opposition entre les forces aériennes et celles en provenance de la terre ou de la mer[615]. Dans les études stratégiques le terme d'asymétrie renvoie selon la *Qudrienal Defense Review* au fait de :

> *« Contourner ou de saper les points forts tout en exploitant les faiblesses par l'emploi de méthodes qui diffèrent significativement de celles escomptées (...) elles visent généralement à obtenir un impact psychologique majeur affectant la volonté, la capacité d'initiative ou la liberté d'action de l'adversaire [616] ».*

Bien qu'elle varie d'un pays à l'autre, l'asymétrie renvoie généralement à une opposition entre acteurs de nature différente, disposant d'un répertoire stratégique et des finalités elles -mêmes inégales. Par opposition aux guerres clausewitziennes, les menaces asymétriques impliquent un affrontement entre les forces de défense et de sécurité et une entité infra étatique. Dans cette perspective, l'on distingue des menaces telles que : le terrorisme surtout la piraterie maritime. Après avoir longtemps été exempt d'acte terroriste, c'est finalement en 1998 avec le double attentat contre les ambassades américaines de Dar es Salam en Tanzanie et de Nairobi au Kenya que l'Afrique fait son entrée dans la géopolitique mondiale du terrorisme[617].

En Afrique centrale en revanche, l'on devra attendre les années 2014 pour assister aux premiers attentas de la secte Boko Haram au Nigéria voisin. En effet, si un débat existe sur la qualification de ce groupe terroriste, notamment, entre les partisans de la terminologie du « *terrorisme* » et ceux moins nombreux, qui militent pour une identification en tant que groupe djihadiste[618], en revanche, l'unanimité est faite sur l'origine nigériane de cette secte.

---

[615] NAL (Emmanuel) et al., « L'asymétrie dans les conflits contemporains », in *Cahiers du CEREM*, n°5, mai 2008, p.8 al

[616] Idem.

[617] NTUDA EBODE (Joseph-Vincent), « L'Africom ou la fin de l'exception stratégique africaine », in *Polis, Revue africaine d'Etudes politiques,*

[618] MANDJEM (Yves Paul), « Les groupes Djihadistes et les relations internationales contribution à l'étude d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad », *Cahier Thucydide*, n°27, avril 2020, Université Paris II Panthéon Assas, 58 p.

Autre sujet de controverse, la date de son apparition historique. En effet, si la majorité des travaux situe l'apparition de ce groupe aux années 1990, notamment avec les prêches du prédicateur Muhammad MARWA dans l'État de Kano et aux insurrections du mouvement Maïthatine au Nigéria[619], pour d'autres en revanche, l'apparition de cette secte « *n'est pas le fruit d'un illuminé* », mais participe au contraire d'une longue tradition djihadiste qui remonte au 19e siècle avec l'Islamisation du Nord du Nigéria par le Cheick Ousmane DAN FOJDIO[620]. Au demeurant, une convergence semble se dégager sur la centralité de la figure de Mohamed Yusuf comme étant celui dont le leadership a été décisif dans le développement de ce mouvement.

En outre, les travaux semblent également se rejoindre sur son évolution. En effet, si au départ, la secte Boko Haram est mue par un substrat religieux, elle va ensuite asseoir sa notoriété sur la critique de la mal gouvernance du pays dont la corruption des élites est particulièrement décriée[621]. Par la suite, la secte va commencer à mener des actions de sédition dont la répression par l'armée nigériane va conduire à l'assassinat de Mohamed YUSUF en 2009, entrainant ainsi, la radicalisation de ce mouvement. C'est justement à cette période que les activités de la secte vont connaitre deux évolutions. La première, à travers des actions plus sanglantes [622] sous le nouveau leadership de son nouveau leader, Abubakar SHEKAU.

Cette tendance va s'intensifier à partir des années 2014-2015, avec la multiplication des actes de terreur dans de nombreuses villes frontalières du Nigéria qui feront des milliers de morts et entraineront le déplacement d'environ 30 278[623] réfugiés vers les villes camerounaises d'Amchidé, Kerawa, Fotokol,Tourou, Mogodé où elles sont principalement accueillies dans le camps des réfugiés de Minawao. La seconde évolution du mode opératoire qui intervient après que le président Paul BIYA lui a déclaré la guerre lors du sommet de Paris sur la sécurité au Nigéria, va consister en la transnationnalisation de ses activités dans le but de se constituer une base arrière dans certains États voisins, car, comme le précise Yves Alexandre CHOUALA :

---

[619] NANA NGASSAM (Rodrigue), « Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun », in revue *Cahier Thucydide*, n°26, février 2020, Université Paris II Panthéon Assas,
[620] MANDJEM (Yves Paul), 2020, *op cit*, p.10
[621]NANA NGASSAM (Rodrigue), *opcit*, p.5,
[622] Parmi les actes les plus emblématiques de la secte Boko Haram, nous pouvons noter trois attaques simultanées dans la ville de Maiduguri, dont une explosion à la bombe, le 26 août 2011, une attaque les bureaux de l'Ambassade des Nations Unies à Abuja, le 5 mai 2014, enlèvement de 276 filles au lycée de Chibock,
[623] NTUDA EBODE (Joseph-Vincent), « Le conflit Boko Haram au Cameroun pourquoi la paix traine t'elle », in *Friedrich Erbert Stiftung*, Yaoundé, 2017 p.10

> *« Le Cameroun, le Niger et d'autres pays frontaliers du Nigeria comme le Bénin, le Tchad et la RCA qui subissent les assauts de ce groupe combattant ne constituent pas à proprement parler, des cibles-objectifs de son action en raison de l'agenda essentiellement interne du mouvement. Les territoires camerounais et nigériens plus particulièrement sont investis par Boko Haram comme des zones stratégiques de repli tactique face aux représailles de l'armée nigériane [624]».*

C'est ainsi, que l'Extrême-Nord du Cameroun, région économiquement vulnérable avec des populations à majorité pauvres et analphabètes[625], va se renforcer une importante base arrière avec plus de 4000 camerounais enrôlés dans les rangs de la secte. La région deviendra par la suite, une cible majeure de l'attaque sanglante de la secte nigériane à partir de 2014[626]. Ensuite et simultanément, la secte va frapper des villes frontalières tchadiennes telles que Ndjamena, Baga Sola, KaigaKindjiria, Bohoma et Tchoukoutalia[627].

Outre des milliers de victimes civiles et militaires, les actes de ce mouvement djihadiste ont causé les flux des millions de réfugiés et de déplacés internes dans la région. Face aux à cette barbarie dont le mode opératoire rend les appareils sécuritaires des États impuissants, y compris, ceux du Nigéria. Tout d'abord, parce que le mode opératoire de ce groupe est celui d'une guerre hybride qui alterne les actes de guerres conventionnelles et ceux d'une guérilla, notamment, à partir de 2015, avec entre autres : 556 attaques et 77 attentats suicides causant la mort de plus de 150 militaires et environs celle de 1670 civils entrainant 236 000 déplacés internes[628].

Ensuite, parce que, Boko Haram bénéficie d'un soutien logistique et financier de la population (moto taximan, transporteurs, fonctionnaire corrompus, civile, chefs traditionnels etc.) et de certains hommes d'affaires aigris ou fanatiques, qui auraient permis de lever près de 59 000 000 de francs via des sociétés écrans entre 2012 et 2015 pour financer les activités de ce groupe[629]. Enfin, en raison de la résonance que les actions de cette secte ont sur les autres conflits dans la région (Mali, au Tchad, en RCA, et avec l'insécurité transfrontalière

---

[624] CHOUALA (Yves Alexandre), « La stratégie sécuritaire régionale de lutte contre Boko Haram dynamiques et dissonances », *Polis, Revue Camerounaise de Science Politique*, Vol. 20, Numéros 1 & 2, 2015-2016, p.17.
[625] NTUDA EBODE (Joseph-Vincent) et al, 2017, *op cit*, p.11.
[626] Certains arrondissements de la Région de l'Extrême Nord du Cameroun tels que : Fotokol, Kolofata, Kousseri, Dabanga, ou encore le Mayo Moskota, Global Crisis Group, « Cameroun : faire face à Boko Haram », in *Rapport Afrique*, n°241, Bruxelles, 16 novembre 2016, p.4
[627]*International Crisis Group*, « Boko Haram : au-delà de la réponse sécuritaire », *Rapport Afrique*, n°246, Bruxelles, 8 mars 2017, p.13.
[628]*International Crisis Group*, 2017, *op cit*, pp.9-10.
[629] NTUDA EBODE (Joseph-Vincent) et al, *op cit*, p. 14.

cause par les Zarginas au Cameroun). Ainsi, Boko Haram constitue ce que, Roland MARCHAL et Christine MESSIANT qualifient de :

> *« Système de guerre ou de conflit ». C'est à dire une réalité qui émerge : « lorsque des conflits violents, résultats des dynamiques nationales distinctes, liés à différents acteurs, modalités et problématiques s'influencent mutuellement, brouillant les frontières spatiales, politiques et sociales qui les distinguaient initialement [630]».*

Dans une telle configuration et ce, malgré la méfiance qui structure le comportement des pays de cette région, ceux-ci se retrouvent tous obligés de coopérer car ils réalisent : « … *qu'ils ne peuvent plus faire cavalier seul, qu'ils ont intérêt à intégrer (…) d'y penser leurs stratégies* »[631]. Tel est le fondement stratégique de la décision par les chefs d'États et de Gouvernements de réactiver la Commission du Bassin du Lac Tchad en lui donnant ainsi, une seconde vie[632]. Après le terrorisme, l'on peut dire un mot sur le grand banditisme en Afrique centrale.

B. UNE SOCIOGENESE DU GRAND BANDITISME EN AFRIQUE CENTRALE

Avec plus de 70% de la population mondiale, les villes sont devenues un lieu essentiel de production de la richesse mondiale et partant, d'affluence démographique[633]. Toutefois, cette forte urbanisation n'est pas sans soulever de nombreux problèmes tels que la pauvreté, la promiscuité et surtout l'insécurité. Si pour Sophie BODY-GENDROT il est impossible de définir la violence urbaine de façon unanime. En France par exemple, elle désigne : « *des conduites violentes collectives de jeunes de sexe masculin, souvent issus de l'immigration et vivant dans des quartiers populaires périphériques[634]* ». Pour d'autres auteurs en revanche, elle *:*

> *« …réside dans tout acte de violence commis contre une personne ; les biens ou les symboles des institutions, par un groupe généralement jeune, organisé ou non, commis sur un territoire concret, dans une forme spontanée ou concertée [635]».*

---

[630] CHOUALA (Yves Alexandre), *op Cit*, p.20.
[631] *Ibid*, p.17.
[632] NTUDA EBODE (Joseph-Vincent) et al, *op cit*,
[633] BRENDER (Nathalie), *Étude du dilemme urbain : urbanisation, pauvreté et violence*, Document de synthèse, Centre de recherches pour le développement international, 2012, p.1.
[634] MACE (Eric), « Les violences dites « urbaines »et la ville du désordre public au conflit dans l'espace public », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n°83-84, p.60.
[635] GENIEYS (William), « Bilan de connaissance sur les violences urbaines en Espagne », in *IHESI, Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure*, Janvier 2000, p.6.

En Afrique, les sciences sociales expliquent cette insécurité urbaine à travers plusieurs types théories dont la première, celle de l'anomie, développée par Émile DURKHEIM et reprise par MERTON, CLOWARD et OHLIN, démontre l'impact des changements socio-économiques sur le comportement déviant des populations[636]. Ensuite, nous pouvons mobiliser la théorie du désordre sociale qui met l'accent sur les inégalités sociales et économiques. Dans une approche criminologique, nous avons la théorie du carreau cassé qui met l'accent sur les effets symboliques et normatifs du désordre urbain[637].

Pour le modèle écologique, il reste d'essence marxiste et explique cette insécurité par la domination des classes vulnérables par la minorité bourgeoise, toute chose qui se matérialise par l'apparition des ghettos, taudis et autres bidonvilles ou règnent le crime et la violence urbaine[638]. Enfin, alors que perspective économique du comportement et des institutions mise sur la nécessité d'un lien social entre les individus, l'approche sociologique et psychologique pour sa part, porte aux pinacles, le poids des processus de frustration sociale, métissage culturel et de désintégration des normes sociétales pour expliquer la violence urbaine[639].

Ainsi, la violence urbaine et l'insécurité ont fini par faire des villes africaines, de véritables *pharmakon*[640], pour ainsi dire, des lieux imprégnés de méfiance et de colère. En Afrique centrale, Valentin NGA NDONGO, fait une distinction de l'insécurité, selon le degré de la violence[641] et la nature des victimes[642]. Cette insécurité urbaine en Afrique centrale, prend plusieurs formes : les agressions, les viols, les braquages, le trafic des organes, celui des produits stupéfiants, ou encore le blanchiment des capitaux. Dans le cadre de cette partie de la réflexion, nous mettrons tout d'abord l'accent sur le phénomène de coupeurs de route qui

---

[636] POITOU (Danièle), « Délinquance juvénile et urbanisation au Niger et au Nigeria », in *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 21, Cahier 81/83, Villes africaines au microscope, 1981, p.114.
[637] BRENDER (Nathalie), *op cit*, p.6
[638] POITOU (Danièle), *op cit*, p.113.
[639]POITOU (Danièle), *op cit,* p.114.
[640] HOWELL (Simon), « Maintien de l'ordre, développement et sécurisation des espaces urbains », *Maintien de l'ordre dans la zone périurbaine en Afrique. Améliorer la sécurité des groupes marginaux*, Forum Africain pour le Contrôle Civile de l'Action Policière (APCOF), 2019, p.2.
[641] Dans le cadre de la petite délinquance, on distingue : les vols à la tire, le pickpocket, qui sont l'œuvre des brigands qui opèrent dans les marchés et les lieux publics à la recherche de la pitance quotidienne. Par contre, le grand banditisme prend en charge, les vols à main armés, braquages, assassinat, crimes crapuleux et trafics de tout genre, NGA NDONGO (Valentin), « Violence, *Délinquance et insécurité à Yaoundé* », www.ucl.ac.uk, consulté le 20 juillet 2020.
[642] Ici nous pouvons mentionner : la délinquance juvénile, la violence faite aux femmes, la prostitution et la pédophilie, *Ibid*, p.6.

apparait comme la figure originelle du grand banditisme en Afrique centrale (1), avant de nous intéresser aux formes complexes de la criminalité urbaine dans la sous-région (2).

1. Les « coupeurs de routes » comme forme originelle du grand banditisme en Afrique centrale

Un voyage dans le temps long, soit deux siècles avant la colonisation occidentale, permet de comprendre l'antériorité de l'insécurité en Afrique centrale, notamment à travers les *razzias* auxquelles se livraient déjà, les principaux royaumes sahéliens de l'époque que sont : le Baguirmi, le Kanem Borno et l'Ouaddaï[643]. Ce système sera par la suite, supprimé et remplacé par celui de la traite négrière qui lui-même, ne disparaitra qu'avec la colonisation occidentale dont l'étau va relativement se desserrer avec l'accès aux indépendances au début des années 1960.

Toutefois, l'euphorie du « *soleil des indépendances* » sera vite tempérée par les nouvelles formes de violence politique qui vont entrainer une prolifération d'armes légères et petits Calibres dans toute la sous-région, dont certaines, vont se retrouver entre les mains des bandits de grands chemins, dont les coupeurs de route, les transformant *ipso facto* de véritables criminels[644]. En effet, l'insécurité en Afrique centrale participe d'une approche polymorphe de la conflictualité, pour ainsi dire, que l'on y retrouve : « … *toutes des typologies consacrées sans pour autant entrer dans une typologie précise* [645]». L'une des figures centrales de cette insécurité transnationale reste assurément les Zarginas, ou coupeurs de route.

Le phénomène des coupeurs de routes en Afrique centrale s'est véritablement intensifié à partir du début des années 1980, notamment en raison de l'incapacité de certains États comme le Cameroun, le Tchad et la Centrafrique à protéger leurs frontières communes contre les affres de la criminalité transfrontalière[646]. Pour s'expliquer ce grand banditisme, de nombreuses approches peuvent être mobilisées. Pour comprendre ce grand banditisme qui implique à la fois, les chefs de famille, les autorités traditionnelles et autres auxiliaires de

[643] CHAUVIN (Emmanuel) et MAGRIN (Géraud), « Violences et régionalisation en Afrique centrale », in *RevueBelgeo*, 4/2020, mis en ligne le 09 novembre 2020, http://journals.openedition.org/belgeo/43632, p.9, consulté le 23 avril 2021 à 20h.
[644] MUSILA (Cyril), « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad », in *Ifri*, Juin 2012, p.3.
[645] CHOUALA (Yves Alexandre), Thèse, *op cit*, p.67.
[646] SAIBOU (Issa), « la prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis, Revue Camerounaise de Science Politique*, Vol. 13, Numéros 1-2, 2006, p.119.

l'administration, est certainement, ISSA Saibou retient le besoin de supporter les charges d'un leadership « *dans un environnement où le rang et l'image de l'individu dans la société tiennent surtout à sa capacité à satisfaire les besoins quotidiens de ses dépendants, de ses clients*[647] ».

D'autre part, d'autre travaux portent aux pinacles la dimension socio anthropologique, qui insiste sur l'exclusion sociale et la révolte des peuples autochtones tels que les de Mbororos qui subissent une marginalisation de la part des peulhs, détenteurs du pouvoir politique et administratif dans l'ouest du pays[648]. Autre niveau d'explication de ce fléau, c'est l'approche socio-économique qui met l'accent sur l'augmentation du chômage des jeunes dans certains pays tels que le Cameroun, la RCA ou encore le Tchad[649]. Enfin, il existe bien une dimension transnationale, notamment, avec l'implication des groupes armés voisins ou bénéficiant du soutien d'un pays tiers pour intervenir dans la vie du pays.

Enfin, la dernière trame d'explication du phénomène des coupeurs de route est constituée par la baisse des financements de l'État central envers les autorités traditionnelles. Toute chose qui a encouragé le développement d'une économie de la guerre et du crime ayant pour but d'apporter les ressources nécessaires pour supporter les charges du leadership et subvenir aux besoins du quotidien[650].

Du point de vue de leur mode opératoire, les Zarginas disposent d'un répertoire tactique assez varié, d'une part, ils procèdent par des embuscades tendues aux éleveurs Mbororos qui vont vendre leur bétail et dont ils kidnappent les enfants contre le payement d'une rançon dont le total atteint parfois plus de 160 millions de francs[651] en République Centrafricaine, au Tchad et au Cameroun. D'autre part, les coupeurs de route mobilisent des modes guerriers proprement militaires qui leur permettent d'immobiliser des véhicules sur la chaussée afin de kidnapper les passagers s'y trouvant[652]. En outre, pour se déplacer et échapper aux contrôles, les Zarginas procèdent par des stratégies de segmentation et de reconstitution des groupes afin de mieux se mouvoir sur le théâtre d'opération.

---

[647] SAIBOU (Issa), 2009, *op cit*, p.121.
[648] *Ibid*, p.124.
[649] SAIBOU (Issa), « Les jeunes patrons du crime organisé et de la contestation politique aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad », présenté lors de la Conférence internationale sur la jeunesse en Afrique, Dakar, Sénégal, du 13au 15 octobre 2006, p.13.
[650] SAIBOU (Issa), in *Polis, Revue Camerounaise de Science Politique*, 2006, *op cit*, p.121.
[651] *Ibid*, p131.
[652] *Ibid, op cit*, p.120.

Du point de vue de la main d'œuvre, outre les paysans et éleveurs Mbororos[653], les effectifs de ces groupes paramilitaires sont constitués d'anciens hommes en tenues issus des rebellions du FFROLINAT au Tchad ; des anciens libérateurs de la Séléka ayant soutenu BOZIZE en 2003 en Centrafrique los de son coup d'Etat. Cependant, après de nombreuses années de prospérité, ces criminels ont progressivement été combattus et vaincus par l'action conjointe des forces spéciales camerounaises du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), des forces de défense des pays voisins tels que la Centrafrique et le Tchad et aussi, grâce aux éléments et aux incursions des éléments du dispositif français, épervier, stationnés au Tchad[654]. Après avoir analysé la figure originelle du grand banditisme à travers la figure centrale des Coupeurs de routes, il importe assurément, de nous intéresser à la complexification du grand banditisme en Afrique centrale.

2. La fin de la guerre froide et la complexification du grand banditisme en Afrique centrale

Le grand banditisme en Afrique centrale peut s'expliquer par plusieurs facteurs sociaux tels que les inégalités de revenus, la forte urbanisation, la prolifération des armes légères, et l'appât du gain[655]. Phénomène inhérent à la mondialisation, le grand banditisme n'est pas un phénomène nouveau en Afrique centrale, cependant, avec la mondialisation, il a connu un essor indéniable. Selon le rapport 2021 du *Global Initiative Against Transnational Organized Crime* sur les pays les plus dangereux du monde, la RD-Congo et la Centrafrique occupent respectivement la première et la deuxième place, alors que le Cameroun occupe la quarante et unième place[656].

C'est dire, si besoin en est encore, que ces trois pays connaissent un taux de criminalité assez élevé. Pour ce qui est du Cameroun, l'insécurité touche toutes les classes sociales sans aucune distinction et semble connaitre une intensité dans les grandes métropoles[657]. Ce grand banditisme se décline en termes de rapine ; d'extorsions ; de braquage ; de trafic de drogue, de prostitution et de cybercriminalité, commis de jour comme de nuit. Pour en donner une illustration empirique, l'on peut mentionner les braquages

[653] MUSILA (Cyril), *op cit*, p.13.
[654] SAIBOU (Issa), *2006, op cit*, p.140.
[655] Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, *Criminalité et développement en Afrique*, Juin 2005, p.14
[656] ADAL (Laura) et al., *Global Organized Crime Index 2021*, 2020, p.164 et 165.
[657] CHOUALA (Yves Alexandre), 2001, *op cit*, p.6.

perpétrés par des groupes de bandits dans les quartiers de Douala où prolifère le phénomène des « microbes[658] ». Dans la métropole de Yaoundé, capitale politique du pays, ce grand banditisme touche les édifices publics abritant les forces de forces de défense et de sécurité[659], les départements ministériels[660] et même, des membres du corps ecclésiastique et des hauts fonctionnaires[661].

Au regard de ce qui suit, l'on peut dire avec Achille MBEMBE que le banditisme est sorti de :

> « *l'exceptionnel, du marginal, de l'inédit, pour s'inscrire de l'ordre de la banalité, en tant que ce qui est attendu, parce qu'il se répète sans grande surprise, dans les faits et gestes de tous les jours*[662] ».

Autre pays de l'Afrique centrale touché par le grand banditisme, la République Démocratique du Congo. En effet, c'est depuis le début du XXIe siècle que des bandes armées écument les grandes villes du pays, et en particulier, celle de Kinshasa. Parmi les facteurs de cette insécurité, l'on peut tout d'abord noter l'urbanisation rapide qui fait de Kinshasa, la ville la plus peuplée de l'Afrique centrale avec ses 12 millions d'habitants dont la majorité à moins de 25 ans[663].

Ensuite, l'on doit mobiliser la faillite économique du pays sous le régime MOBUTU au début des années 1990, dont la conséquence a été à la fois un exode rural massif et une baisse du pouvoir d'achat des populations urbaines. Enfin, l'on doit bien admettre que l'affaiblissement de l'État après la chute du Léopard de Gbadolite, a causé une augmentation

---

[658] Le terme microbe, renvoie à des groupes de jeunes adolescents armés d'armes blanches qui attaquent simultanément des maisons dans les quartiers huppés de la ville de Douala.

[659] Les édifices abritant les FDS ont été attaqué les 12 et 13 janvier 2000 pour la Délégation Générale de la Sureté Nationale (DGSN) et les 13 et 14 janvier pour le Ministère de la Défense, la même semaine, le domicile de Pierre MILO'O MEDJO, ancien Directeur de la sécurité présidentielle et directeur de la police, fut l'objet d'un braquage, in CHOUALA (Yves Alexandre), 2001, *op cit*, p.8.

[660] L'on ne saurait passer sous le boisseau, les braquages en série subis par les Ministères de l'Économie et des Finances ; celui de la Santé Publique ; de l'Éducation Nationale ; des Postes et Télécommunications, mais aussi, de nombreux crimes commis contre de hautes personnalités administratives et politiques.

[661] Pour ce qui est des hommes d'églises, nous pouvons citer les assassinats de Mgrs. Yves PLUMEY, Engelbert MVENG et BALLA. En ce qui concerne les hauts fonctionnaires, l'on peut mentionner les meurtres du magistrat Louis NDZIE ; celui du Trésorier payeur Général d'Ebolawa, Anatole BANGOMB BANGOMB, l'assassinat dans des conditions floues de SIVAN ABRAHAM, ancien chef du BIR à Yaoundé, tentative de braquage au domicile de Ferdinand NGOH NGOH, Secrétaire Général à la Présidence de la République du Cameroun à Nyom.

[662] CHOUALA (Yves Alexandre), *op cit*, 2001, p.7.

[663] LAGRANGE (Marc-André) et VIRCOULON (Thierry), *Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de la République démocratiques du Congo*, in Global initiative Against Transnational Crime 2021, *Genève*, 2021, p.3.

de l'insécurité en RDC[664].Tout comme au Cameroun, les acteurs les plus importants de cette insécurité, sont à la fois des jeunes adolescents et des criminels professionnels. En effet, c'est sous la forme des Yankéés que la violence a été introduite dans les *townships* au début des années 1950 en RDC, avant de réapparaitre à travers des bandes en uniformes et plus structurées appelées *Kuluna*[665]. Ces groupes dont l'action consiste à protéger des quartiers, se livrent aussi au racket et à l'agression des étrangers.

D'autre part, l'insécurité en RDC est le fait de nombreux groupes armés dont les activités intègrent entre autres : la culture et la vente des stupéfiants comme le cannabis, notamment, dans les villes comme Goma, Butembo, Ishabsha et Bukavu[666]. En outre, ces groupes trafiquent aussi des métaux tels que : l'étain[667] ; l'or[668] et le diamant[669]. Parmi ces groupes armés, certains tels que Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et les Forces Armées de la RD-Congo (FARDC), trafiquent du cannabis et de l'or qu'ils exportent vers les pays voisins comme l'Angola et l'Ouganda, via des avions des Nations Unies[670]. Après la RDC et le Cameroun, analysons à présent, le grand banditisme en République Centrafricaine.

De tous les pays de la CEMAC, la Centrafrique est certainement celui qui connait le seuil d'insécurité le plus alarmant. D'une part, en raison de l'instabilité politique qui secoue ce pays depuis l'accession à son indépendance et qui rythme depuis lors son histoire politique, d'autre part, cette situation a entrainé une violence exercée par des groupes armés sur fond tribal et qui a opposé les milices *balaka* aux ex *séléka* dans ce pays[671]. Dans ce contexte de guerre perpétuelle, le grand banditisme dans la capitale a atteint un seuil endémique tel que cela ressort des différents braquages et autres vols à main armés survenus dans les villes telles

---

[664] LAGRANGE (Marc-André) et VIRCOULON (Thierry), *op cit*, p.3.

[665] Le terme *Kuluna* vient du lingala et signifie littéralement planter. Il renvoie d'abord aux jeunes kinois qui sont allés chercher le diamant en Angola et est finalement adopté pour désigner des criminels à cols blancs comme des policiers et militaires en République Démocratique du Congo, *idem*, p.1.

[666]Ces actes sont l'œuvre des civils ou des milices hutues des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et les Forces Armées de la RDC (FARDC), ou via des avions des Nations Unies avant de les exporter vers les pays voisins tels que l'Ouganda, in LEGGER (Ted) et al, *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Genève, 2011, p.45.

[667]La RDC abrite un tiers des réserves mondiales en provenance de la Province du Nord Kivu et fait l'objet de commerce via des réseaux illicites vers l'Asie

[668] Les plus grandes réserves d'or en Afrique centrale proviennent de la RDC (12 tonnes) vendu en Ouganda et aux Emirats Arabes Unis, de la RCA où des contres bandes détournent l'or vers des circuits parallèles p16

[669]La RDC abrite les plus grandes réserves de diamants du monde, c'est-à-dire plus d'un quart des réserves mondiales de diamants mondiale, or les bandes armées trafiquent cet or vers l'Ouganda. LEGGER (Ted) et al, *op cit*, p.16.

[670]*Idem*.

[671] Crisis Group, *Centrafrique : les racines de la violence*, Rapport Afrique, n°230, 21 septembre 2015, p.1.

que Bangui et davantage de Bocaranga[672]. Ce grand banditisme est largement responsable de l'ouverture du champ sécuritaire aux acteurs privés tels que les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, dont l'encadrement va être analysées dans les lignes à venir de ce travail.

[672] MOLOMA (Gisèle), « Centrafrique : Ville de Bocaranga, entre le braquage et le grand banditisme, l'insécurité règne se propage », in *Magazine CNC*, publié le 14 janvier 2017.

CHAPITRE II :
L'ENCADREMENT PERFECTIBLE DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE : LE TEMPS DE LA DESTIGMATISATION

Dans un environnement marqué par l'affaiblissement de l'État, l'une des caractéristiques de la gouvernance de la sécurité est la transformation de son rôle[673]. Ainsi, aux antipodes d'une posture souverainiste, les États de l'Afrique centrale se retrouvent obligés d'admettre l'existence et la pertinence de l'action des autres acteurs dans le champ de la sécurité des hommes et de leurs biens sur leur territoire. Ce processus de déstigmatisation de l'altérité sécuritaire, prend d'abord la forme d'un ensemble d'instruments juridiques et institutionnels visant à encadrer l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées.

Du latin *instrumentum*, au sens premier, un instrument est un objet servant à exécuter un travail[674]. En sociologie de l'action publique, la notion d'instrumentation renvoie à des modalités de mise en œuvre des politiques publiques, d'une part, à travers des outils participatifs ou contraignants, juridiques, législatifs, des circulaires, ou des décrets et d'autre part, elle peut prendre la forme de dispositifs mobilisés[675]. La mise en œuvre de l'instrumentation est relative à l'atteinte d'une mission précise qui peut consister soit à la réforme, la comptabilisation, au classement, l'organisation ou en la libéralisation en relation avec les besoins des populations cibles.

Dans le cadre de présente réflexion, il est question de dire que, traditionnellement, les acteurs privés sont marqués d'une stigmatisation qui semble en faire, des acteurs incompétents. Toutefois, dans un contexte de crise économique et sécuritaire, l'État, devient incapable de continuer, à lui tout seul, de répondre à toutes les sollicitations citoyennes et régaliennes. Il se retrouve donc obliger de fabriquer une sécurité de crise qui l'oblige à accepter l'expertise privée, y compris dans un domaine aussi stratégique que celui de la

[673] LABORIER (Pascal) et LASCOUMES (Pierre), *op cit*, p.48.
[674] DAMINSKI (Dan) et al. « L'instrumentalisation dans les pratiques pénales. Construction et déconstruction d'un concept », in *revue Sociologie et Sociétés*, vol.33, n°1, printemps 2001, p.27.
[675] BAUDET (Pierre-Yves), « Le temps des instruments. Pour une socio-histoire des instruments d'action publique », in HALPEN (Charlotte) et al. (Dir), *L'instrumentation de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.197.

sécurité. Cette dynamique de destigmatisation de l'altérité sécuritaire, sera orientée vers la fabrication des dispositifs juridiques et des cadres institutions mobilisées pour encadrer à la fois, l'action des Sociétés de gardiennage (Section I), mais aussi, celle des Sociétés Militaires Privées (Section II).

SECTION I : LA FABRIQUE D'UN REGIME D'ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE

S'il est vrai que la sécurité des citoyens et de leurs biens fait partie intégrante des missions traditionnelles des forces de maintien de l'ordre que sont la police et la gendarmerie, l'on doit bien avouer que l'augmentation du grand banditisme et l'apparition des menaces transfrontalières ont rendu la tâche plus complexe. En effet, selon les partisans de la théorie des « vases *communicants », cette « explosion incontrôlée de la criminalité*[676] » constitue un appel d'air pour l'industrie de la sécurité privée. Néanmoins cette lecture de l'évanescence de la police est nuancée par les thèses pluralistes, qui analysent la présence des sociétés privées dans le champ sécuritaire comme le résultat d'une volonté d'acceptation et d'encadrement des dynamiques sécuritaires privées, le tout dans une logique de complémentarité entre le public et le privé[677].

Dans le cas des pays de l'Afrique centrale, face à la déliquescence de la police et à l'augmentation sans précédent du grand banditisme, les autorités publiques se sont retrouvées obligées d'accepter que la sécurité publique, soit de plus en plus confiée à des privées. Toutefois, pour éviter ces activités soient conduites, de façon anarchique, les États ont fait le chois de les encadrer. Il sera donc tout d'abord question de questionner les fondements juridiques de cet encadrement des activités privées de gardiennage au Cameroun, en république Démocratique du Congo et en Centrafrique (Paragraphe I), puis d'en comprendre les dynamiques institutionnelles par la suite (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES FONDEMENTS JURIDIQUES DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ AU CAMEROUN, EN RD-CONGO ET EN CENTRAFRIQUE

Comme le rappelle fort opportunément Célestin KEUTCHA TCHAPNGA, à propos du contrôle des activités des entreprises privées au Cameroun :

---

[676] PEROUSE DE MONTCMOS (Marc-Antoine), État faible et sécurité privée en Afrique noire. De l'ordre dans les coulisses de la périphérie mondiale, Paris, L'Harmattan, 2008, p.18.
[677] *Ibid,* p.23.

> *« La mise en œuvre du contrôle de l'État sur les activités privées est subordonnée à la détention d'un titre juridique, d'un titre légal et non périmé. L'admission d'un contrôle sans habilitation préalable est toutefois consacrée. Le contrôle auquel est soumise l'activité d'une personne physique ou morale de droit privé ne se présume généralement pas. Il doit trouver sa source dans un texte formel et précis garantissant son institution et sa mise en œuvre.*[678] ».

Comme pour les organismes publics, le contrôle des activités des Entreprises Privées, nécessite que, l'acteur qui représente l'administration, dispose au préalable, d'un texte qui l'habilite à le faire. Comme dans la plus part des pays francophones, cette habilitation, pour revêtir le sceau de la légalité, doit provenir soit du Parlement, soit du Chef de l'État. Dans le cas, d'espèce, l'on est sur le respect du principe de la légalité, qui présuppose que :

> *« Attendu que les actes administratifs sont soumis au principe de la légalité ... Que ce principe signifie que l'acte administratif doit respecter les lois formelles et cela, du reste, en deux points de vue : d'une part, il ne doit pas enfreindre une disposition de la loi, d'autre part, il doit s'appuyer sur la loi, c'est-à-dire que l'autorité administrative qui l'édicte doit en avoir reçu de la loi compétence*[679] ».

Ainsi entendu, le contrôle des activités privées, y compris de sécurité, doit reposer sur une base juridique indéniable, pour être opposable. Dans le cas précis, des Sociétés Privées de Sécurité, en Afrique centrale, ce encadrement est effctué par le pouvoir Exécutif (A) et les autorités locales déconcentrées (B).

A- LE ROLE DE L'EXECUTIF DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

La prise en charge juridique des activités des Sociétés Privées de sécurité n'est pas l'apanage exclusif des pays de l'Afrique centrale, en France par exemple, bien que cette industrie ait pris de l'importance depuis les années 1950, c'est effectivement à partie du début des années 1980 qu'un arsenal va lui être consacré[680]. En effet, la prise en compte normative des activités des sociétés de sécurité privée s'y est faite en trois temps successifs. Tout

[678] KEUTCHA TCHAPNGA (Célestin), *Le contrôle de l'État sur les activités privées au Cameroun*, Thèse de doctorat en droit, d'Aix-Marseille, 30 septembre 1992, p.21.
[679] *Ibid*, p.29.
[680] BARBIER (Arnaud), *Les activités privées de sécurité à l'épreuve du droit français : contribution à l'étude des mutations de la police administrative*, Thèse de Doctorat en droit public, Université Paris 13, 2018, p.7.

d'abord, avec la du 12 juillet 1983 règlementant les activités privées de sécurité, ensuite via les lois LOPS de 1995 et enfin, avec la loi de 2003.

En ce qui concerne le texte de 1983 dont les décrets d'application seront adopté en 1986, il survient dans un contexte d'insécurité urbaine inédite en France et il procède d'une succession de réflexions policières entamées avec la publication du rapport PEYREFITTE ne 1977, consolidée par l'adoption du plan quadriennal de la police de 1980 à 1983, et parachevée avec le pré-rapport BELORGEY en 1982[681]. A proprement parler, la loi de 1983 vient combler un vide juridique et précise les missions dévolues aux entreprises privées de sécurité qui sont en l'occurrence identiques à celles de leurs consœurs en Afrique centrale, à savoir : la surveillance, le gardiennage, le transport des fondes et la protection des personnes[682]. Cette première loi sera consolidée par l'adoption de la loi LOPS du 21 janvier 1995 qui s'inscrit dans la stratégie tous azimuts des autorités françaises contre l'insécurité.

La loi LOPS apporte trois évolutions majeures, tout d'abord, elle clarifie et harmonise les compétences des différents acteurs étatiques intervenant dans le champ de la sécurité, ensuite, elle mobilise des moyens juridiques permettant de rendre l'action des forces de l'ordre plus efficace et enfin, elle réorganise la police en lui attribuant de nouvelles missions[683]. De façon concrète, ce texte renforce les compétences du Préfet de police et du Maire dans une logique de déconcentration et de décentralisation des politiques publiques de sécurité telles qu'amorcées depuis les années 1980.

Ce texte introduit aussi les activités de vidéosurveillance dans le domaine de la sécurité publique et enfin, elle rend les propriétaires des grandes surfaces en partie responsable de leur sécurité. Malgré ces avancées notoires, c'est finalement avec la circulaire du 28 octobre 1997 que la France entre véritablement dans l'âge de la coproduction de la sécurité avec l'intégration dans sa stratégie des Conseils Locaux de Sécurité et de prévention de la Délinquance (CLSD). Cette situation ressemble assez, à celle des pays d'Afrique centrale. Le président de la république comme acteur central de l'organisation des activités privées de sécurité au Cameroun.

---

[681] BARBIER (Arnaud), *op cit*, pp.26 et 27.
[682] *Ibid*, p.31.
[683] *Ibid*, p.37.

1. Le role du Chef de l'Etat dans la codification des activités privées de gardiennage au Cameroun

Selon la Constitution, le Président de la République est le Chef de l'Etat. Elu de la Nation tout entière, il incarne l'unité nationale ; il définit la politique de la Nation ; il veille au respect de la Constitution ; il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, de la permanence et de la continuité de l'Etat, du respect des traités et accords internationaux[684]. Malgré un bicéphale apparent, dans la plus part des Etats africains, le Président de la république est un véritable monarque institutionnel, qui constitue :

> *« ….la clé de voûte du système qui est littéralement bâti autour de son personnage. Son influence sur le système n'est pas qu'institutionnelle ; elle est également politique et découle des rapports de force qui contribuent à le renforcer significativement. Au demeurant, cette influence sur le microcosme institutionnel et politique national est perceptible dans ses relations tant avec le Premier ministre, codirigeant du pouvoir exécutif, qu'avec les autres pouvoirs de l'État*[685] *»..*

De par sa stature constitutionnelle, le Président de la République est l'acteur qui habilite les acteurs chargés du contrôle administratif des activités Privées de Sécurité au Cameroun, en RD Congo et en centrafrique. Dans l'essentiel des pays de la sous région, les activités privées de gardiennage, sont organisées par un décret présidentiel. Au Cameroun par exemple, cet encadrement juridique s'est fait en trois phases. Tout d'abord,elle s'est faite, à travers la signature du Décret n°97/021 du 10 septembre 1997 « *relative aux activités privées de gardiennage* » que le pays va se doter d'un cadre juridique organisant ce secteur. Au sens de cette Loi, les activités de gardiennage s'entendent exclusivement comme :

> *« toute activité qui consiste à fournir aux personnes physiques ou morales contre rémunération de façon permanente, exceptionnelle ou discontinue, des services ayant pour objet la garde des biens meubles*

---

[684] Article 5 de la Loi n°96/06 du 18 janvier 1996, Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008. Confère aussi l'article 22 du décret n° 04.392 du 27 décembre 2004, portant promulgation de la constitution de la république centrafricaine du 05 décembre 2004. Confère l'article 69 la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

[685] MOMO (Claude) et GATSI (Éric-Adol**)**, « L'exécutif dualiste dans les régimes politiques des États d'Afrique noire francophone », in les *Annales de Droit*, n°14, 2020, pp. 123-166.

> *ou immeubles ainsi que la protection des personnes liées directement ou indirectement à ces biens*[686] *».*

Ce texte précise les activités autorisées aux Sociétés de gardiennage sur le sol Camerounais et leur interdit formellement, contrairement à la RD Congo et à la Centrafrique, de s'occuper des activités telles que : le transport des fonds ; la garde des points sensibles et édifices publics ; l'escorte et la protection rapprochée des personnalités à l'occasion des manifestations et des déplacements officiels ; l'installation des équipement de sécurité ; les services d'accueil et l'offre de gardiennage d'individu à individu[687]. En outre, ce texte conditionne l'exercice des activités privées de gardiennage, à l'obtention préalable, d'un agrément et au respect de la réglementation en vigueur, qui leur interdit formellement tout déploiement sur la voix publique.

En son article 8, cette loi précise aussi les conditions que tout propriétaire d'une société de gardiennage doit remplir pour exercer des activités sur le territoire camerounais[688]. Ce texte clarifie aussi le type de matériel autorisé aux sociétés de gardiennage en insistant sur le matériel roulant pour le transport de son personnel ; le matériel rudimentaire de communication et celui d'alarme et de protection. Enfin, la Loi de 1997 sur les activités privées de gardiennage précise les sanctions pénales opposables à tout contrevenant.

Le deuxième temps fort de l'activité du chef de l'État en matière d'encadrement des activités privées de gardiennage au Cameroun, va se faire à travers la signature du Décret n°2014/27 du 3 décembre 2014, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°97/02, du 10 septembre 1997, relative aux activités privées de gardiennage. Ce texte vise essentiellement, à renforcer le contrôle des activités privées de gardiennage au Cameroun. Il apporte deux innovations principales, tout d'abord, l'instauration de l'obtention préalable, d'un agrément, signé du Chef de l'Etat, après avis consultatif de la Commission et le payement, auprès d'u établissementbacaire reconnu, d'une somme de 5000000 de fcfa[689].

---

[686] Confère l'article 2, relative aux activités privées de gardiennage et donc copie est jointe en annexe.
[687] Confère l'article 2, relative aux activités privées de gardiennage et donc copie est jointe en annexe.
[688] Au sens de l'article 2, chaque propriétaire devra remplir les conditions ci après : Être de nationalité camerounaise ; résider dans le pays depuis au moins 5 ans ; jouir de ses droits civils et politiques ; être de bonnes moralité ; n'avoir pas fait l'objet d'une condamnation pour crime ou délit touchant soit à la probité, soit à l'honneur, aux bonnes mœurs, a la sécurité des personnes et des biens, n'avoir jamais été emprisonné pour une période supérieure à Trois mois ; ne pas être un agent en activité des forces de l'ordre, de l'administration pénitentiaire ou tout autre organisme public de sécurité, avoir trente ans révolus, justifier d'une bonne moralité et attendre au moins deux ans après la fin de ses activités professionnelles pour les catégories sus mentionnées.
[689] Voir ici, l'article 7 (nouveau) de la dite loi dont copie est jointe en annexe.

Par la suite, l'activité du chef de l'État dans le domaine de la sécurité privée au Cameroun va évoluer à travers la signature du Décret n°2005/031 du 02 février 2005, portant application de la loi de 1997 relative aux sociétés de gardiennage. Ce document de 11 pages est, selon un responsable de l'administration camerounaise : « *non seulement, le plus massif, mais aussi, le plus exhaustif sur les activités privées de gardiennage au Cameroun*[690] ». En son article 1er, alinéa 2, ce texte précise important d'élément relatifs au contrôle des activités privées de gardiennage au Cameroun[691]. Cet important décret, prend en charge cinq grands pans relatifs aux activités privées de gardiennage au Cameroun. Outre la copie jointe en annexe, nous avons recensés cinq principales innovations apportées par cette loi.

Nous avons tout d'abord, l'organisation et le fonctionnement de la Commission[692], ensuite, la composition et l'instruction du dossier d'agrément des établissements et sociétés de gardiennage[693], puis, les personnels des établissements et sociétés de gardiennage[694] ; le type, la quantité et qualité du matériel utilisé par les établissements et sociétés de gardiennage[695], le contrôle des établissements et sociétés de gardiennage[696]et enfin, les conditions de cessation d'activité des Sociétés et Établissement de gardiennage au Cameroun. Compte tenu du caractère « *peu institutionnalisé des activités privées de gardiennage en République centrafricaine* [697]», il ne nous pas spécialement été possible de connaitre et de disposer des textes qui organisent leur fonctionnement dans ce pays. Toutefois, nous avons eu accès à ceux en vigueur en RD Congo, que nous allons à présent, analyser.

---

[690] Confère entretien avec M. NTSAMA, Sous directeur aux Affaires politiques du Ministère de l'Administration Territoriale,

[691] La composition et les modalités d'instruction du dossier de demande ou de retrait d'agrément; l'organisation et le fonctionnement de la commission chargée de l'examen des dossiers de demande ou de retrait d'agrément et du suivi des activités des établissements et sociétés de gardiennage, ci-après désignée « la Commission» ; l'effectif, les modalités de recrutement ainsi que les caractéristiques de la tenue, de la carte professionnelle des employés desdits établissements et sociétés; le type, la quantité, la qualité et les conditions d'utilisation du matériel de communication, de protection et d'alarme; les conditions d'utilisation des brigades canines; les modalités de contrôle des établissements et sociétés de gardiennage; les conditions de retrait de l'agrément ainsi que la dévolution du matériel susvisé, en cas de cessation d'activités.

[692] Cf chapitre I et II de la Loi reprise en annexe.

[693] *Idem*, Chapitre III.

[694] Idem, chapitre IV.

[695] Chapitre V de la Loi de 2005 Portant application de la loi de 1997.

[696] Idem, chapitre VI.

[697] Cette confidence nous a été faite par M. WEREGANDJI Gildas, propriétaire d'une société de gardiennage à Bangui, en Centrafrique, lors d'un entretien du 7 février 2021, qu'il a bien voulu nous accorder lors de son passage au Cameroun en 2021. Toutefois, précisons que la régulation des activités de gardiennage s'est faite à partir du début des années 2000. C'est en effet, à travers le décret n°02/269 de 2002 du Ministère de l'Intérieur fixant les conditions de fonctionnement des sociétés de gardiennage ce secteur va être organisé.

2. Le role du Gouvernement dans l'encadrement juridique des activités privées de gardiennage en RDC et en Centrafrique

La partition du Gouvernement dans le contrôle et l'organisation des activités privées de sécurité en RD Congo et en Centrafrique. Contrairement au Cameroun et la Centrafrique, où les activités privées de sécurité remontent, respectivement, avec les sociétés *Africa security* et *Wackenhut* en 1998, c'est d'abord pour la protection respective des étrangers le pays[698] et en 1988, avec celles de *King Securit Services*[699], elles sont bien plus anciennes en RD-Congo. En effet, *« les sociétés de gardiennage opèrent depuis 1970, comme unité de surveillance au sein des entreprises publiques et privées* » dans ce pays[700]. En conséquence, il est normal que leur encadrement y soit aussi, plus ancien.

La première initiative en la matière remonte à l'ordonnance-loi n°11/130 du 25 mars 1960, portant mesures intéressants la sécurité publique[701]. Ensuite, c'est par le Décret du Chef de l'État, du 31 du 30 janvier 1965, que l'on assiste à un véritable acte d'amélioration de l'encadrement des activités privées de sécurité privé en RDC. C'est notamment sur la base de cet instrument que le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières a pris un arrêté pour créer une Commission chargée de contrôler la dimension sécuritaire liés aux Sociétés de gardiennage en République Démocratique du Congo[702]. Par la suite, le Ministre des Affaires intérieurs ; en date du 27 juin 2014, va prendre un arrêté, afin de compléter et modifier les conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage, qui sont désormais définies en RD Congo comme étant :

> *« toute personne morale commerçante de droit congolais, exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, sans se substituer aux forces de l'ordre, des services de : surveillance et protection des biens mobiliers ou immobiliers, de*

---

[698] NJIFON NJOYA (Hassan), *op cit*, p.58.

[699] Elle était alors connue sous le nom de MSG -Multiservice Conseil Gérance, cette société est fondée en 1988 selon Entretien de l'auteur avec Thierry Arthur MOKONOU, garde de sécurité pour la *société de sécurité King*, Bangui, 16 décembre 2003. Cité par BERMAN (Éric G.) et al, *La République centrafricaine et les armes légères une poudrière régionale*, Rapport du Grip, Genève, Small Arms Survey, Institut universitaire de hautes études internationales, 2008, p.5

[700] Les sociétés de sécurité privée et les droits de l'homme dans les provinces du haut-Katanga et du Lualaba ; 2021, *op cit*, P.5.

[701] L'ordonnance-loi n°11/130 du 25 mars 1960 a notamment porté sur l'interdiction des milices privées de recourir à la force et de s'immiscer ou de suppléer les forces de défense et de sécurité dans les activités. Il leur est également imposé l'usage des uniformes différents et interdis de posséder des armes à feu.

[702] Voir l'arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/076/2013 du 31 mai 2013 portant création d'une Commission chargée du Contrôle des aspects sécuritaires liés aux aspects sécuritaires des sociétés de gardiennage au sein du ministère de l'Intérieur, sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières.

> *protection de personnes ; de surveillance de transport des valeurs ; gestion des centraux d'alarme et de toute autre technologie de surveillance ; accompagnement des véhicules exceptionnels en vue de la sécurité routière* [703] *».*

Ce texte fixe également les conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage en République Démocratique du Congo et pose comme condition que les entreprises étrangères de ce secteur soient, au moins dirigées par un congolais, au regard des spécificités de ce secteur d'activité. Par la suite, c'est par l'entremise de l'arrêté n°006/97 du 9 juillet 1997, du Ministère des Affaires intérieures, qui organise le fonctionnement des services privés de sécurité en RD-Congo, que l'encadrement des activités de ce secteur va évoluer[704] .

Ce texte impose désormais aux sociétés de Sécurité de disposer entre autres : d'un agrément délivré par le Ministère des Affaires Intérieures et impose en outre ; d'une justification à la fois ; d'un personnel compétent ; la disposition d'un matériel suffisant et d'un matériel adéquat, tout comme, d'une preuve du payement des frais relatifs à l'obtention du permis d'exploitation[705]. Enfin, depuis 1998, cet encadrement s'est enrichi, d'un nouveau texte, à travers la signature par le Ministre des Affaires Intérieures, de l'arrêté n°98/008 du 31 mars 1998, fixant les conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage, va être pris dans le pays. L'article 1[er] de ce texte les définit d'ailleurs, comme étant :

> *« des entreprises commerciales de droit congolais qui louent leurs services aux personnes tant physiques que morales en vue d'assurer la protection des personnes et des biens, sans pour autant se substituer aux forces de l'ordre*[706]*».*

Cette loi conditionne les activités de ces sociétés de gardiennage à l'obtention d'un permis d'exploitation délivrée par le Ministère des Affaires intérieures pour une année renouvelable. Cet outil normatif crée, comme au Cameroun, une Commission *had hoc*, chargé d'examiner, en collaboration avec les forces de l'ordre, les demandes d'agrément des sociétés de gardiennage en RDC[707]. Toutefois, il est aussi important de préciser qu'en RDC, comme en Centrafrique, et contrairement au Cameroun, l'insécurité amène les autorités à

[703] Cf. article 1[er] de l'arrêter ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/037/2014 du 27 juillet 2014 complétant et modifiant l'arrêté ministériel de 1998 que ces entreprises sont encadrées
[704] Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, *op cit,* p.30.
[705] Voir les articles 1 ; 2 ; 3 et 4 de l'arrêté Ministériel n°006/97 du 9 juillet 1997, organisant l'agrément et le fonctionnement des services privés de sécurité.
[706] Article 1[er] de l'arrêté ministériel 98/08 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage.
[707] Cf. Article 6 du présent arrêté, donc copie, est jointe en annexe, dans le présent travail

tolérer que, les Sociétés de gardiennage, puissent agir dans le domaine de la protection de certains sites et prendre part aux escortes des personnalités.

Nous aurons ensuite de nombreux textes visant à encadrer les activités des Sociétés de sécurité privées en République Démocratique du Congo. Aussi, avons-nous dressé un tableau qui rend compte de l'évolution du cadre juridique des Sociétés de sécurité privées en RDC

TABLEAU N°12 : L'EVOLUTION DU CADRE JURIDIQUE DES SOCIETES DE SECURITE EN R.D. CONGO

Textes juridiques sur les SSP en RDC	Principales avancées en RDC
Ordonnance-loi du 11/130 du 25 mars 1960	Interdiction de détachement des Forces de Polices auprès des Sociétés de gardiennage
Décret 31 du 30 janvier 1965	Subordination des activités des Sociétés de sécurités privées à un agrément du Ministère de l'Intérieur
Arrêté ministériel 006/97 du 9 juillet 1997	Autorisation accordée aux congolais de créer des sociétés de sécurité privées
Arrêté ministériel n°98/008	Interdiction de certaines activités aux sociétés de sécurité privées
Note circulaire 25/cab/min/009/2001	Rappel de la tutelle exclusive du Ministère de l'intérieur sur les Sociétés de sécurité privées
Arrêté n°16/cab/min/finance/2004 du 13 novembre 2004	Limitation du taux des permis de port d'armes et du nombre des Sociétés de sécurité privées en RDC
Note circulaire n°250/0002/213/2006 du 01/10/2006	Instauration d'une taxe sur les permis d'exploitation en RDC
Note circulaire n°25/CAB/MINETAT/MINTERSEC/003/2008	Obligation pour les SSP de porter des uniformes différents de ceux des FDS
Arrêté Ministériel n°25/CAB /MININTERIEURSECDAC /076/2013	Création d'une Commission en charge du contrôle des aspects sécuritaires des Sociétés de gardiennage
Arrêté modifiant et complétant celui de 98	Évolution des conditions d'exploitation des SSP

Source: Étude de base sur la sécurité privée en RD-Congo réalisé en 2019[708]

Après la dimension institutionnelle, analysons à présent les textes concertés encadrant les activités privées de sécurité en Afrique centrale.

[708] Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, *op cit*, pp.30-32.

B - LES TEXTES CONCERTÉS ENCADRANT LES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE

Comme le reconnait volontiers, Philippe AUVERGNAN, en droit, le modèle renvoie généralement à : « *une œuvre dont la valeur exemplaire fait une source d'inspiration en législation comparée* [709]», il constitue une matérialisation de ce que les choses doivent être. Néanmoins, et c'est là son principal mérite, il reconnait que la norme juridique qui peut constituer une réalité, est aussi le fruit d'une construction historique, sociale, économique, et culturelle[710]. Dans le cadre spécifique du Droit du travail, l'idée d'un modèle est consubstantielle à celle, plus complexe, du transfert, qui revoie, à une dynamique d'importation et d'intériorisation des normes, d'un point, vers un autre. Nous allons insister sur le droit du travail (1) et les conventions collectives (2).

1. Le droit du travail comme source de la régulation des activités privées de sécurité en Afrique centrale

Dans le cas d'espèce, il est question de déconstruire les dynamiques sociohistoriques qui ont présidé à la construction du Droit du travail en Afrique centrale en général, et plus spécifiquement, au Cameroun, en Républiques Centrafricaine et Congolaise. Pour mener cette activité d'archéologie juridique, nous allons nous munir d'un instrument à trois niveaux. Tout d'abord, l'héritage de la période coloniale, ensuite la consolidation des acquis de l'ère postcoloniale et enfin, l'intelligence stratégique en œuvre dans les dynamiques de coopération. Sans toutefois balayer du revers de la main, l'idée de l'existence d'une situation du travailleur rémunéré ou esclave, dans l'Afrique pré coloniale, l'on doit néanmoins admettre avec Augustin EMANE, que celui-ci n'a pas fait l'objet d'une régulation par un droit, qui se serait alors appliqué *erga omnes*[711].

Bien au contraire, nous pouvons affirmer, que c'est bien avec le fait colonial, que le salariat va apparaitre en Afrique, sous les oripeaux de ce que Jean-Marie TCHAKOUA appelle : « *la mission civilisatrice des puissances impérialistes* [712]». Même si le Cameroun connait ses premières expériences avec l'Allemagne, c'est véritablement, sous la colonisation française et la série de décret de 1937, que le travail, va véritablement être régulé dans les

[709] AUVERGNON (Philippe) et SERVAIS (Jean Michel), « Modèles et transfert normatifs en droit du travail de pays africains », in *Bulletin de droit comparée du travail et de la sécurité sociale*, Bordeaux, 2005, p.117.
[710] *Idem*.
[711] *Ibid*, p.119.
[712] *Idem*.

territoires d'Outre-Mer. Au Cameroun, c'est la Loi n°92/007 du 14 aout 1992 qui porte code du travail au Cameroun en tant qu'elle abroge celle du 27 novembre 1974. Cette loi sera complétée par de nombreux textes tels que celui de 2010 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire national du Travail (ONT), ou encore, l'arrêté n°000365/MINTS du 12 mars 2020 fixant les conditions d'élection et les conditions d'exercice des fonctions de délégué du personnel. Les différents textes en la matière peuvent sont assez nombreux et variés[713].

En RD-Congo, le dispositif lié au droit du travail a été promulgué le 09 aout 1967 et toiletté en 1986 avant d'être révisé par la loi n°015/2002 du 16 octobre 2002 portant code du travail. Cette compétence qui incombe au Ministère du travail est exercée avec le rôle consultatif du Conseil National du Travail. Ainsi, en RDC, l'âge minimum du travail est passé de 14 à 16 ans au même moment que le Service National de l'emploi était remplacé par l'Office National[714]. En République centrafricaine en revanche, c'est en 2010 que le pays s'est doté d'un code du travail via la loi n°09/004 portant code du travail de la République centrafricaine. Ce texte reconnait au travailleur centrafricain, un ensemble de droit et devoir y compris celui de mener des activités syndicales[715]. Il précise les modalités et la durée du contrat de travail ainsi que les droits et devoirs reconnus aux travailleurs en RCA. Ce texte prévoit par ailleurs, la possibilité de conclure des conventions collectives entre les employeurs et les travailleurs[716].

Ainsi, les Sociétés Privées de Sécurité sont elles tenues de respecter les dispositions du droit du travail, tout au moins, pour ce qui est de la façon de traiter leur personnel. Analysons à présent, la place des conventions collectives dans l'encadrement des activités privées de sécurité au sein des pays de la sous région.

---

[713] Parmi les textes sur le droit du travail au Cameroun, on peut citer : Loi n°74/14 du 27 novembre 1972 portant code du travail ; Loi n°92/007 du 14 aout 1992 abrogeant la loi de 1974 ; Arrêté n°001/CAB/MINTS du 14 février 1995 fixant les taux d'indemnisation pendant la période de suspension du contrat de travail pour cause de chômage technique ; Décret n°95/677 du 18 décembre 1995 relatif à la durée légale du travail ; l'Arrêté n°159/CAB/PM du 11 octobre 2010, portant création, organisation et fonctionnement de l'observatoire national du Travail et l'Arrêté n°000202/MINTS du 12 mars 2020 fixant les modalités des élections et des conditions d'exercice des fonctions de délégué du personnel.

[714] Journal officiel, Numéro spécial, 25 octobre 2002, Code du travail, p.5.

[715] Voir l'article 15 de la loi portant code du travail en RCA.

[716] Cf. Article VI. De la loi portant code du travail en RCA.

2. Les conventions collectives liées à l'encadrement des activités privées de sécurité au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique

Accord conclu entre un employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentants des salariés d'un domaine d'activité précis, la Convention collective, vise généralement à compléter ou à adapter les dispositions de la législation du travail en vigueur dans un pays[717]. Elle a pour but de déterminer le statut collectif applicable à un ensemble de salarié et, à améliorer les relations entre employeurs et salariés. Comme dans les autres régions du continent, les pays de l'Afrique centrale ont recours aux conventions collectives pour compléter la règlementation du travail, en vigueur au sein de leurs États respectifs. Au Cameroun, en collaboration avec le Gouvernement, le secteur des sociétés de gardiennage s'est doté d'un code de Convention collective en 2006 [718] qui a été améliorée le 7 mai 2019 par Grégoire OWONA, Ministre du Travail et de la sécurité sociale.

En effet, ce texte répond à un besoin réel des travailleurs du domaine de la sécurité privé. Il a notamment pour but, d'améliorer les conditions de travail des acteurs de ce secteur. Ainsi, au terme d'une négociation âpre, entre le Gouvernement, représenté par la Direction des Relations Professionnelles du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), et les principaux syndicats des travailleurs du secteur des activités privées de gardiennage, d'amender la précédente convention collective, signée en 2006.

L'un des points, les plus importants, était notamment, la hausse du salaire Minimum interprofessionnel général, pour le faire passer de 36270 à 60.000fCFA. Ainsi, cet accord lie non seulement, les neuf sociétés de gardiennage qui étaient alors agréées, les entreprises sans autorisation et le Gouvernement camerounais. L'augmentation qui se fera par catégorie prévoit une revalorisation de près de 19% pour les catégories 1 à 2 ; 13% pour celles 3 et 4 ; 5% pour les catégories 5 et 6 et enfin 03% pour les catégories 7 et 12. Selon les propos de M. ESSINDI MINKOULOU, Président de la Confédération des Travailleurs Unis du Cameroun,

[717] Elle peut prendre trois formes à savoir : ordinaire, lorsqu'elle s'applique strictement aux entreprises entrant dans son champ de compétence ; étendue, quand elle fait l'objet d'un arrêté ministériel d'extension pour s'appliquer à tous les travailleurs relevant du même espace territorial et enfin, une convention collective peut être élargie, lorsqu'elle s'applique, y compris, à une autre branche d'activité que celle pour laquelle elle a été conçue.

[718] Ce document a été conclu le 10 décembre 2006 par le Groupement des Employeurs des Sociétés de Gardiennage, le Syndicat national des veilleurs du Cameroun (SYNVEILCAM), la Confédération Générale du Travail-Liberté du Cameroun (CGT-Liberté) et le Gouvernement camerounais représenté par M. NOAH MANGA, alors Chef de Division des Normes et de la Coopération Internationale du Travail au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

le plus grand défis sera l'application effective de cette convention par les propriétaires des Sociétés de gardiennage[719].

En République centrafricaine, la convention collective qui est appliquée aux activités privées de gardiennage est celle du commerce adoptée le 29 janvier 2009. Elle complète le Code du travail et s'étend non seulement à l'ensemble du territoire, mais aussi :

> *« à toutes les entreprises ayant un objet commercial et qui n'auraient pas spécifiquement adopté un accord d'établissement particulier ou qui ne relèveraient pas d'une autre convention collective particulière [720]».*

Cette convention collective s'applique à toutes les activités commerciales en Centrafrique et aborde des questions aussi importantes que les congés, le licenciement, le droit à la formation ou encore les horaires de travail. Après cette analyse, portant sur les fondements juridiques relatifs aux activités privées de sécurité en Afrique centrale, intéressons nous à présent aux dispositifs institutionnels dédiés à cette activité.

PARAGRAPHE II : ANALYSE DU CADRE DE CONTRÔLE DES ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE

Le contrôle effectif des activités privées de sécurité peut prendre plusieurs formes. L'habilitation a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le contrôle des activités privées sera exercé. Elle fixe les objectifs assignés, les moyens juridiques, techniques, économiques et financiers qui seront utilisés, la durée dans laquelle l'habilitation elle-même est enfermée[721]. Ce cadre constitue le contenu de l'habilitation. Cette dernière se présente en pratique sous des appellations très diverses : Habilitation, délégation, autorisation, mandat, commission, lettre de mission, investiture, nomination, contrat[722].

Ces termes correspondent à des actes de nature différente. Les uns sont de nature contractuelle, les autres de nature unilatérale. Toutefois, cette diversité ne doit pas faire perdre de vue leur profonde ressemblance. En principe, toutes ces habilitations aboutissent à faire naître une situation de représentation : la personne habilitée agit au nom et pour le compte d'une autre personne, le plus souvent la personne habilitante, et les actes de gestion sont directement imputables à la personne représentée.

---

[719] Entretien du 17 novembre 2021 avec M. ESSINDI MINKOULOU.
[720] MBOE (Dédé-Vianney), *Convention collective nationale du commerce*, Paris, L'Harmattan, 2011, p.15.
[721] KEUTCHA TCHAPNGA (Célestin), *op cit*, p.39.
[722] *Idem*.

Les décisions des représentants des personnes morales de droit public ou de droit privé investis du pouvoir de contrôle sont soumises au contrôle de régularité des autorités de tutelle. Ce contrôle consiste essentiellement en un pouvoir d'approbation préalable, qui traduit l'idée que ces personnes ne peuvent en principe prendre seules leurs actes administratifs unilatéraux. Il en est ainsi notamment des ordres professionnels. En effet, " toute décision du Conseil de l'ordre sur une demande d'inscription, de réinscription ou d'exercice de la profession en clientèle privée est soumise à l'approbation préalable de l'autorité de tutelle dès le premier jour ouvrable suivant cette décision. L'autorité de tutelle dispose d'un délai de trente jours pour se prononcer. Passé ce délai, la décision du Conseil de l'ordre devient exécutoire et doit être notifiée au postulant.

La plupart des effets de ce contrôle ont été déjà mentionnés incidemment dans les parties précédentes. Celle section sera donc limitée à quelques principes de base· du contrôle administratif (tutelle et hiérarchie) et du contrôle contentieux relatif à notre propos. Cette disposition est contenue dans toutes les lois régissant les professions libérales. Voir, par exemple, l'article 35 et 36 de la loi n°90/034 du 10 août 1990 sur les chirurgiens-dentistes; art. 4 et 35 de la loi n°90/037 du 10août 1990 sur les experts-techniques[723] .

En matière d'encadrement des activités des Société privées, il existe généralement plusieurs options. L'on peut distinguer, celle de l'autoréglementation ; de l'interdiction ; de l'abstention et enfin, celle de la réglementation légale qui est utilisée par la plus-part des États. La prise en charge juridique des activités des Sociétés Privées de sécurité n'est pas l'apanage exclusif des pays de l'Afrique centrale, en France par exemple, bien que cette industrie ait pris de l'importance depuis les années 1950, c'est effectivement à partie du début des années 1980 qu'un arsenal va lui être consacré[724]. Toutefois, avant d'analyser le cadre institutionnel chargé de l'encadrement des activités privées de gardiennage en Afrique centrale (B), présentons tout d'abord, l'exemple français, du Conseil National des Activités Privées de Sécurité (A).

[723] KEUTCHA TCHAPNGA (Célestin), *op cit*, p.40.
[724] BARBIER (Arnaud), *Les activités privées de sécurité à l'épreuve du droit français : contribution à l'étude des mutations de la police administrative*, Thèse de Doctorat en droit public, Université Paris 13, 2018, p.7.

A- UNE ANALYSE DU CONTRÔLE DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE A PARTIR DE L'EXEMPLE FRANÇAIS DU CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ (CNAPS)

En Afrique, s'il est un pays dont l'expérience en matière de réglementation et de contrôle des activités privées de sécurité est le mieux organisé, c'est assurément l'Afrique du Sud. Pour se charger de ces questions, le pays s'est doté d'un organe de régulation : le *Private Security Industry Regulatory Authority* (PSIRA), dont la mission est de : *« protéger les droits constitutionnels à la vie, à la sécurité et à la dignité de l'ensemble de la population grâce à la promotion et à la règlementation du secteur des services de sécurité privés*[725] *».*

Il en va du droit comme pour de nombreuses sciences en Afrique, ils apparaissent très souvent comme des produits d'une extraversion intellectuelle marquée par « *l'odeur du père* [726]». Pour ainsi dire que, nombre de savoirs et de dispositifs africains tirent leur matrice d'une dynamique mimétique envers l'ancienne puissance coloniale. C'est d'ailleurs ce que pense KANGULUMBA MBAMBI Vincent quant il affirme que :

> *« L'histoire de la codification en Afrique est indissociable de celle de la colonisation. Celle-ci du moins politique a pris fin, il y a une quarantaine d'années, le temps pour les États africains d'adopter leurs propres lois adaptées à leur situation. Sans conteste, le Code civil des Français a influencé et influence encore les droits africains. Devant le dualisme juridique produit par l'importation de ce code, se pose néanmoins la question du choix à opérer soit pour la connaissance effective* [727]*».,*

Il ne serait pas superflu, d'analyser la régulation des activités privées de sécurité en Afrique centrale, à partir de leurs liens réels ou supposés avec les anciennes puissances coloniales que sont la France et la Belgique. Contrairement à la France où le contrôle des activités privées de sécurité est exercé depuis 2011 par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité (CNAPS)[728], en Belgique cette compétence incombe pour l'essentiel au

---

[725] Voir la page 26 du Code.

[726] MUNDIMBE (Valentin Yves), *L'odeur du père. Essai sur des limites de la science de la vie en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 2000, 208 pages.

[727] KANGULUMBA MBAMBI (Vincent). « Les droits originellement africains dans les récents mouvements de codification : le cas des pays d'Afrique francophone subsaharienne » in *Revue Les Cahiers de droit*, volume 46, numéro 1-2, 2005, pp.315–33

[728] L'on doit préciser qu'avant sa création, le contrôle des activités privées de sécurité était exercé à la fois par les forces de l'ordre et le Préfet. En effet, aux termes des dispositions de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 règlementant les activités privées de sécurité, le préfet de police était en charge de la délivrance de la carte

Conseil Consultatif de la Sécurité Privée et au Ministère de l'Intérieur[729]. Si le CNAPS a une mission de conseil auprès du Ministère de l'intérieur, c'est à ce dernier qu'il revient d'accorder les autorisations aux entreprises demanderesse si celles-ci satisfont aux conditions prévues par la loi[730]. Pour leurs travailleurs par contre, ils doivent au préalable, obtenir une carte d'identification qui leur permet d'exercer pendant cinq années renouvelables sur le sol belge[731]. Ce document peut leur être retiré pour cause de sécurité publique ou pour instruction judiciaire.

Outre le Ministère de l'Intérieur, le contrôle des activités privées de sécurité est exercé par des fonctionnaires portant le titre de « *contrôleurs* », désignés par le Roi lui-même. S'ils peuvent donner des conseils au Ministre, ils exercent par ailleurs une mission de contrôle concomitamment avec le Comité permanent de contrôle des services de police[732]. Toutefois, si les contrôleurs exercent une mission de contrôle, les sanctions des infractions sont par contre laissées aux fonctionnaires « sanctionnant » qui peut décider soit d'un arrangement à l'amiable, soit du payement d'une amende[733]. Contrairement à la Belgique, depuis le décret n°2011-1919 du 23 décembre 2011, l'encadrement des Sociétés Privées de sécurité est de la compétence du CNAPS).

En effet, bien qu'ayant une représentativité mixte avec des magistrats et des délégués du secteur privé, cette entité est un Établissement Public Administratif qui est placée sous la tutelle du ministre de l'intérieur et est investie d'une mission de police administrative avec la gestion des différents agréments et autorisations, ensuite, elle exerce le rôle disciplinaire en veillant au respect des textes pertinents en la matière par les acteurs de ce secteur et enfin, elle exerce un rôle de conseil[734]. Le CNAPS qui dispose d'une commission nationale d'agrément et de contrôle selon l'article 8 de ses statuts, se situe dans la perspective juridique du régime d'autorisation[735] et en cela, il rejoint le choix fait par les pays de l'En Afrique centrale,

---

professionnelle et de celle de l'autorisation provisoire des salariés participants aux activités de sécurité définies à l'article 1er de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983.

[729] Voir l'article 256 de la loi du 02 octobre 2017 sur la sécurité privée en Belgique.

[730] Voir ici l'article 256 sur le Conseil Consultatif prévu par la loi du 02 octobre 2017 sur la sécurité privée en Belgique

[731] Voir ici l'article 67 de la loi belge sur la sécurité privée du 02 octobre 2017 en Belgique.

[732] *Ibid*, article 212.

[733] Ibid, article 224, de la loi belge sur la sécurité privée du 02 octobre 2017 en Belgique.

[734] BARBIER (Arnaud), *op cit*, p.55.

[735] En droit des libertés, il existe généralement le régime de déclaration et celui de l'autorisation. Le premier est un régime d'exercice des libertés qui consiste pour le citoyen à effectuer une démarche vers l'autorité publique afin de l'informer d'une activité relevant de la liberté d'association, de manifestation, de droit de grève, etc. Si dans ce premier cas, l'Administration reste passive, l'on doit, cependant dire, qu'il existe aussi un régime

d'encadrer les activités des Sociétés de Sécurité Privées à travers l'adoption d'une telle approche juridique qui participe finalement du renforcement des capacités de contrôle étatiques de l'action des acteurs privés dans un environnement libéral[736].

Avec 25 membres dont 12 issus du secteur publique et 8 du de la profession, le fonctionnement du CNAPS obéit à une logique bicéphale, avec d'une part, un directoire dont le directeur est nommé par un décret présidentiel et d'autre part un collège dirigé par un président élu au sein du conseil d'administration[737]. Ce conseil d'administration est chargé de délibérer sur les questions générales relatives aux orientations générales de la politique de contrôle et de gestion des titres et des obligations déontologiques dans ce secteur. Au plan opérationnel, le CNAPS est à la tête d'un dispositif constitué d'une Commission Nationale d'Agrément et de Contrôle (CNAC) et de ses émanations déconcentrées à travers l'existence d'une Commission Locale d'Agrément et de Contrôle (CLAC)[738].

Cette commission est chargée entre autre délivrer les autorisations, agréments et cartes professionnelles ; refuser, tirer ou suspendre les agréments, autorisation et cartes professionnelles et de prononcer les sanctions disciplinaires contre les professionnels du secteur. Après avoir présenté les trajectoires française et belge en matière d'encadrement des activités privées de sécurité, il importe à présent, d'analyser contraste le rôle prépondérant des administrations publiques à travers l'institutionnalisation des Commissions nationales de Contrôle des activités des sociétés de sécurité privées et du niveau déconcentré au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique.

B - L'ENCADREMENT INSTITUTIONNEL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ AU CAMEROUN, EN RDC ET EN CENTRAFRIQUE

Au Cameroun, en République Centrafricaine, au Congo, au Tchad ou en RD Congo, les États ont tous choisi le régime juridique de l'autorisation pour les sociétés de gardiennage[739]. De façon plus concrète, ces pays ont fait le choix, de confier le contrôle des

---

d'autorisation dans lequel, aucune manifestation ne peut se faire sans l'autorisation préalable de l'Etat. En droit camerounais par exemple, la loi de 1990 sur les associations a choisi le régime d'autorisation pour des manifestations publiques.

[736] NGUEULIEUTOU (Auguste), *op cit*, p.6.

[737] BARBIER (ii), *op cit*, p.145.

[738] *Ibid*, p.148.

[739] Voir ici l'article 2 du Décret n°2005/031 du 02 février 2005 portant application de la loi n°97/021 du 10 septembre 1997 relative aux activités privées de gardiennage au Cameroun. Dans le même ordre d'idée, l'article 3 de l'arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage, qui conditionne cette activité à un permis délivré par le ministère de l'intérieur, *cf*. Annexe n°5.

activités privées de sécurité aux structures administrations. Ces dernières exercent généralement trois compétences à savoir : l'octroi des autorisations aux Sociétés de Sécurité Privées, le contrôle de leurs activités et le cas échéant et la fermeture des contrevenantes[740].

En Afrique centrale, ce contrôle se fait autant au niveau central, avec le concours des administrations publiques telles que le MINAT, le MINFI ou encore le MINAS au Cameroun, le Ministère des Affaires Intérieures et celui du Commerce en RD Congo tout comme celui de la Sécurité en Centrafrique. Toutefois, cette relative centralisation du contrôle des activités privées de sécurité, doit être nuancée car, à des degrés différents, ces trois pays sont des États-Unitaires Décentralisés. Par conséquent le contrôle des activités privées de sécurité se fera, autant au niveau central (1), qu'au niveau déconcentré, avec l'implication des autorités administratives, dont la figure central est celle du Préfet, au niveau Départemental (2).

1. Le contrôle au niveau central

Contrairement au CNAPS en France, la plupart des États de la sous région disposent des commissions nationales chargés des activités privées de sécurité. Au Cameroun par exemple, le chef de l'État a signé le décret n°2005/031 du 02 février 2005, créant une Commission chargée de l'étude des demandes d'agrément[741] et du suivi des activités des établissements et sociétés de gardiennage[742]. Il faut toutefois préciser qu'au Cameroun, c'est le Ministre de l'Administration Territoriale qui est la Tutelle de ces sociétés de gardiennage, compétence qui revient au Ministère des Affaires Intérieures en RD Congo et en Centrafrique, c'est le Ministère de l'intérieur. Pour ce qui est de l'examen des demandes d'agréments, nous dirons que, même si, il existe un système de tolérance administrative, le fonctionnement de ces structures au sein des différents pays de la sous-région est formellement conditionné par la possession d'un agrément.

Ces commissions nationales sont placées sous la tutelle du Ministre de l'Administration Territoriale, elles sont exclusivement composées des représentants de

[740] Dans de nombreux pays, l'on a assisté à la fermeture de nombreuses sociétés de Sécurités privées, dans la sous-région.
[741] En 2013, le Cameroun ne comptait que neuf (09) Sociétés de gardiennage agrées à savoir : *Africa OmnibuisnessSarl* (MEYANGA Marie Angèle) ; *Africa Security* (TURPIN Martine) ; *Dak Security* (GOEYE Abdel Henry) ; *Essoka Security* (NSOH Joseph) ; *Panthère Security* (FEUTCHEU Joseph) ; *Safety curtain Sarl* (MVONDO ASSAM Bonivan) ; Société Camerounaise de Sécurité Sarl (MONEBOULOU ZEH J.C.), *Vigilcam Security* (NDJOCK Parfait) ; société *Wackenhut* (BIYWOH Joseph).
[742] Cf. article 1, alinéa 2 du Décret n°2005/031 du 02 février 2005.

plusieurs institutions étatiques qui remplissent chacun un rôle précis[743]. C'est cette commission qui est compétente pour le contrôle de toutes les activités des sociétés de sécurité privée au Cameroun. Selon un responsable du Ministère du Travail, cette Commission se serait déployée dans les villes de Yaoundé, Douala et Bafoussam en 2013, 2014 et en 2019[744]. Cette situation est semblable à celle de la République du Congo (RDC) en plusieurs points. Tout d'abord, en ceci que, l'exploitation des entreprises de sécurité privées est conditionnée par l'attribution préalable d'une autorisation valable pendant un an, délivrée par le Ministre de l'intérieur, après avis favorable de la Commission du Ministère de l'intérieur[745].

Comme au Cameroun, cet organe est chargé du contrôle des aspects sécuritaires des sociétés de gardiennage. Cependant, en RDC, l'autorisation accordée à une société de gardiennage n'est valable que pendant une année et ne vaut que dans l'espace géographique de la province ou la société est installée[746]. Cette situation est similaire à celle de la République centrafricaine, où, même s'il n'existe pas de véritable cadre juridique d'encadrement des sociétés de sécurité privées, l'attribution des agréments et le contrôle de ce domaine est néanmoins dévolue au Ministère de l'intérieur à travers le décret n°02/269 de 2002[747].

Comme nous venons donc de le voir, contrairement à l'expérience française ou les activités des Sociétés de sécurité privée sont chapeautée par une institution aux compétences décentralisées, en Afrique centrale, cette compétence est exclusivement placée sous la coupole de l'État, qui, à travers des commissions nationales gèrent l'attribution des autorisations et d'exercer la mission de contrôle des activités de ces acteurs. Après cette

[743]Cette Commission qui est placée sous la tutelle du Ministre de l'Administration Territoriale ou de son représentant, est composée des représentants de plusieurs administrations dont : celui de la présidence de la République ; des Services du Premier Ministre ; du Ministère de l'Administration Territoriale ; du Ministère des Finances ; du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale ; des Postes et Télécommunications ; du Secrétariat d'État à la Défense chargé de la Gendarmerie nationale ; de la Délégation Générale à la Sureté Nationale ; de la Direction Générale de la Recherche Extérieure ; et d'un Représentant de l'Agence de régulation des télécommunications (ART).

[744] Entretien du 18 novembre 2021 avec madame BILOA Françoise, Sous-directeur du climat social au Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale en service à Yaoundé.

[745] Voir l'article 4 de l'arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/037/2014 du 27 mars 2014 modifiant et complétant, l'arrêté ministériel n°98/008 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage en République Démocratique du Congo.

[746] Article 4 de l'arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/037/2014 du 27 mars 2014 modifiant et complétant, l'arrêté ministériel n°98/008 du 31 mars 1998, relatif aux conditions d'exploitation des sociétés de gardiennage en République Démocratique du Congo.

[747] GBEYORO (Yves-Valentin), « Les sociétés de Sécurité privée et autres milices (forces armées non étatiques) », publié sur https : www.humanitarianresponse.info et consulté le 26 novembre 2001.

dimension nationale, présentons à présent, les institutions internationales chargées du contrôle des activités privées de sécurité.

Au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, la tutelle administrative sur les activités privées de sécurité se fait soit per l'administration au niveau centrale, ou par l'autorité administrative au niveau Local. Pour ce qui est du premier cas, notons qu'au Cameroun, cette compétence bien que faisant intervenir d'autres Administrations publiques, est principalement l'apanage du Ministère de l'Administration Territoriale[748]. En RD Congo aussi, cette compétence est exercée par le vice-ministre chargé de l'Ordre public.

2. Le contrôle au niveau déconcentré : le rôle central du préfet

Tout en reconnaissant aux communes un rôle important dans les activités privées de sécurité, dans la mesure où, il leur incombe ; l'octroi de l'autorisation temporelle d'occuper le territoire, nous souhaitons toutefois, nous focaliser sur le rôle de l'autorité administrative dans la gestion de ces sociétés au niveau local. Ainsi, si le Comme le Cameroun, la RD Congo et la Centrafrique sont tous trois des États unitaires décentralisés. Leurs systèmes sont toutefois différents. En RD Congo par exemple, analysant la réforme constitutionnel de la Constitution du 18 février 2006, un expert précise que :

> *« La forme d'État régional dans les rapports entre le pouvoir central et les provinces. Ce régionalisme politique est complété par la décentralisation dans les rapports entre le pouvoir central et les provinces d'une part avec certaines entités territoriales décentralisées (ETD) constituées par la ville, la commune, le secteur et la chefferie d'autre part. Les provinces ainsi que les ETD sont dotées de la personnalité juridique et sont gérées par les organes locaux. Elles jouissent de la libre administration et de l'autonomie de gestion de leurs ressources économiques, humaines, financières et techniques*[749] *».*

Au regard de ce qui précède, il est désormais évident, que le pouvoir de l'autorité administrative est différent de celui du Préfet dans le modèle centrafricain et camerounais. Aussi, allons-nous volontairement exclure la RDC de cette partie de l'analyse. Si le Cameroun 56 préfets, la Centrafrique en a 10. Selon l'Article 36 du Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008, fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant

[748] Voir le texte organisant le MINAT.
[749] KAZADI MPIAN (Joseph), « Le rôle d'un Maire de la ville dans la sécurisation de son entité administrative

organisation et fonctionnement de leurs services, le Préfet apparait comme un : «… *haut fonctionnaire (…) dépositaire de l'autorité de l'État dans le Département* [750]». Qui plus est, selon les dispositions de l'article 30 du Décret n°78/ 485 d 9 novembre 1978, fixant les attributions des Chefs de Circonscriptions Administratives et des organismes et personnels chargés de les assister dans l'exercice de leurs fonctions :

> « *Le préfet représente le Premier ministre et chacun des ministres dans le département. Il y met en œuvre les politiques nationales et communautaires. Il veille à l'exécution des règlements et des décisions gouvernementales. Il dirige les services déconcentrés des administrations civiles de l'État* [751]».

Le Préfet dont la compétence s'étend à l'échelle du Département, représente l'État dans tous les actes de la vie civile et en justice ; il veille au maintien de l'ordre à l'exécution des lois et des règlements ainsi qu'à l'exécution des plans et programme de développement[752]. Représentant de tout le Gouvernement, y compris du Ministre de l'Administration Territoriale, tutelle des Sociétés Privées de Gardiennage, le Préfet est donc compétent, au niveau Départemental ou local, pour contrôler l'action de ces entités. Pour reprendre une expression de Bernard MESSENGUE AVOM, « *le Préfet coordonne l'action administrative au niveau local* »[753].

Dans l'exercice de ces prérogatives au niveau local, le Préfet peut mener des campagnes de sensibilisation et parfois, être amener à fermer temporairement ou définitivement, certaines de ces sociétés privées de sécurité. C'est notamment le sens des descentes de M. OKALIA BILAI, alors préfet du WOURI en 2010, ou encore, celle de l'ancien préfet du Wouri, Paul NASSERI BEA dans le Département du Wouri qui sont allés vérifier la conformité des activités des Sociétés de gardiennage. Dans le même ordre d'idée, l'on peut ranger les descentes de M. David Hector ETO FAME, 1er adjoint préfectorale du

[750] Art. 35 du Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008, fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services,
[751] 30 du Décret n°78/ 485 d 9 novembre 1978, fixant les attributions des Chefs de Circonscriptions Administratives et des organismes et personnels chargés de les assister dans l'exercice de leurs fonctions
[752] *Idem* ; Article 36.
[753] MESSENGUE AVOM (Bernard), *Le préfet et l'État au Cameroun*, Presses de l'Université catholique d'Afrique centrale : Éditions Terre africaine, 2005, 174 Pages.

Wouri, qui s'est rendu dans les services de gardiennage de Douala IV et V en date du 22 juillet 2, pour rappeler, la nécessité de veiller au respect de la loi[754].

Après avoir présenté, l'encadrement juridico institutionnel des activités privées de gardiennage Au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, il ressort globalement que, malgré sa dépendance aux modèles français et belges, il est assez bien structuré et cohérent. Nous allons à présent analyser celui qui est opposable aux Sociétés Militaires Privées.

SECTION II : LE BRICOLAGE DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES

En empruntant à Claude LEVIS-STRAUSS la notion de « bricolage » qu'il appliquait alors à l'étude des mythes[755], nous dirons que la recomposition du cadre juridique qui permet d'encadrer l'action des Sociétés Militaires Privées est le résultat d'une activité intellectuelle particulière. En effet, le fait qu'il n'existe pas véritablement de dispositifs juridique consacrés aux SMP, oblige le chercheur à aller piocher de part et autre pour construire un postulat qui emprunte à différentes sources.

En effet, contrairement aux Sociétés Privée de gardiennage, dont le cadre institutionnel semble assez cohérent, l'on doit bien admettre, qu'il en va différemment pour les Sociétés Militaires Privées. Ainsi alors que les activités Sociétés Privées de gardiennage sont surtout, encadrées par les textes nationaux des Etats de l'Afrique centrale, celles des SMP semblent, surtout dépendre d'un encadrement international flou. A la vérité, à ce jour, les activités des SMP, sont, pour la plus part des analystes, considérés comme une nouvelle forme du mercenariat. Aussi, de nombreux Etats rechignent à véritablement s'engager dans une dynamique de contrôle de ces activités. Cet état de chose est perceptible à travers la difficulté à voter un véritable instrument juridique contraignant pour les SMSP. Toutefois, en faisant du racolage l'on a pu construire un cadre juridique flou (Paragraphe I) qui informe une absence de cohérence institutionnelle (Paragraphe II).

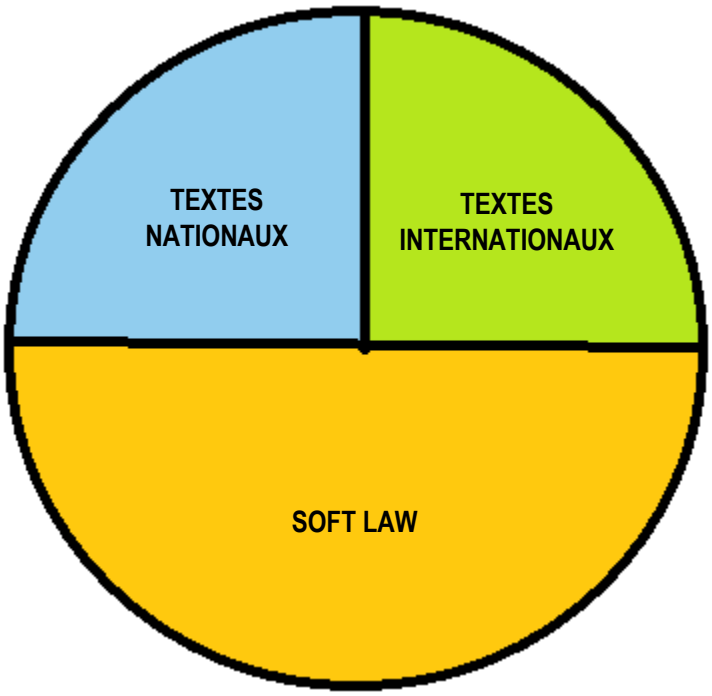
[754] TSAYID (Georges Emmanuel), « Règlementation du travail : des sociétés de gardiennage au scanner », in *magazine Cameroun tribune*, publié le 22 juillet 2021, sur www.cameroun-tribune.cm
[755] LEVI-STRAUSS (Claude), *La pensée sauvage*, Paris, Plon, p.34.

PARAGRAPHE I : LE FLOU SUR LES FONDEMENTS JURIDIQUES D'UN ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES

La question de l'encadrement juridique des activités des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, constitue parfois une véritable énigme. Tout d'abord en raison d'une division entre les acteurs sur la différence entre le Mercenariat et les SMSP. Ensuite, parce que de nombreux Etats se servent de ces acteurs pour mener certaines actions clandestines à travers le monde. Au final, l'on se retrouve avec de nombreuses lois nationales qui varient d'un pays à l'autre et sans véritable cadre juridique international.

Le second débat sur l'encadrement des activités des Sociétés Militaires Privées, portent sur la trop grande existence des textes que l'on pourrait mobiliser dans leur encadrement juridique. A ce jour, l'on peut compter entre autres : le projet de Convention internationale sur les Sociétés Militaires Privées ; l'article 47 du premier protocole additionnel du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 aout 1949 ; la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique du 3 juillet 1977, celle de l'ONU portant sur le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires du 4 décembre 1989 ; le document de Montreux de 2009 ou encore, le Code de bonne conduite. Cet ordre pourrait de présenter tel que sur le graphique ci après :

GRAPHIQUE N°2 : LES TEXTES JURIDIQUES EN MATIERES DE SMP



Source : Auteur

Malgré cette profusion de texte, nous avons retenu, les deux conventions Internationales sur le mercenariat (A) et les textes issus de la *Soft Law* (B).

A - L'EMPRUNT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR LE MERCENARIAT

D'une manière générale un traité, s'entend comme un accord, une convention, une entente et un protocole sont des termes similaires désignant un engagement juridique international devant avoir des effets dans le droit national ou international. L'on distingue les traités bilatéraux, signés entre deux Etats des traités multilatéraux, qui, votés dans le cadre d'une organisation internationale, lient plusieurs Etats, dans un domaine spécifique de la vie internationale.

Dans un contexte ou le principal outil juridique, opposable aux SMSP, à savoir, le projet de Convention international sur les SMP, n'est toujours pas opposable, nous avons du, procéder à un arbitrage, contestable, sur les fondements juridiques les plus pertinents à retenir sur l'encadrement des activités de ces Sociétés Militaires Privées Privées. Aussi, en privilégiant une certaine cohérence, avons-nous retenus, la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique (1) et la convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaire (2).

1. La Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique

S'agissant de la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique du 3 juillet 1977, ce texte comprend 15 articles et s'étend largement sur la notion de mercenaire. Cet instrument s'attèle à condamner les individus et les Etats impliqués dans des actes de mercenariat sur le continent. Il est ainsi question ici, d'amener les parties à empêcher ses ressortissants, et même des étrangers se trouvant sur leur territoire, de commettre de tels actes[756]. La Convention de l'OUA est ainsi le premier véritable instrument international à essayer d'encadrer et condamner le crime de mercenariat sur le continent, cependant, il n'en est pas le seul. Son premier apport est de donner une définition du mercenariat qui en fait, toute personne :

> *« qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé; qui en fait prend une part directe aux hostilités; qui prend part aux hostilités en vue d'obtenir un avantage*

[756] Voir ici, l'alinéa a de l'article 6 de la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique.

> *personnel et à laquelle est effectivement promise, par une Partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle; qui n'est ni ressortissant d'une Partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une Partie au conflit; qui n'est pas membre des forces armées d'une Partie au conflit et qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une Partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État*[757] .

Outre les personnes impliquées, cette convention considère aussi que le mercenariat s'étend aux groupes ; association, représentants de l'État ou l'État lui-même, qui, pour assurer sa sécurité abriterait, financerait, assisterait, équiperait, entrainerait, promouvrait, soutiendrait ou emploierait de quelque façon que ce soit des groupes mercenaires[758]. Le texte ajoute considère en outre que, le commandement d'un groupe mercenaire constitue, une circonstance aggravante et ne reconnait pas aux mercenaires, le statut de combattants et ajoute qu'ils « *ne peuvent bénéficier du statut de prisonnier de guerre*[759] ». Sur le plan des responsabilités, cette convention est utile car, en son article 4, elle clarifie l'étendue de la responsabilité pénale des mercenaires. Elle dispose à cet égard que ces personnes répondent non seulement du crime de mercenariat, mais aussi : « *toutes infractions connexes, sans préjudice de toutes autres infractions pour lesquelles il pourrait être poursuivi*[760] ». Ainsi, un mercenaire peut aussi être poursuivi pour crime de guerre, crime contre l'humanité ou de crime contre l'humanité.

Pour ce qui est du débat sur la responsabilité de l'État ou de son représentant, la présente convention dispose que la responsabilité d'un représentant d'un État est engagée si ce dernier est rendu coupable *d'un « acte ou d'une omission considéré comme criminel par la présente convention, il sera puni en raison de cet acte ou de cette omission* ». Quand à l'État lui-même, sa responsabilité est engagée à partir du miment ou il commet un acte de mercenariat contre un État partie et reconnait à la partie plaignante, le droit d'« *invoquer les dispositions de la présente convention dans ses relations avec l'État accusé et devant les organisations, tribunaux ou instances internationales ou de l'OUA compétentes*[761] ». Par conséquent, au sens de cette convention, les parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour : « *éliminer du Continent africain les activités des mercenaires* ». Pour ce faire, ils s'engagent à :

---

[757] Voir l'article 1er de cette convention dont copie est jointe en annexe de ce travail.
[758] *Idem*.
[759] Voir l'article 1er de cette convention dont copie est jointe en annexe de ce travail.
[760] Article 4, convention de l'OUA sur sur l'élimination du mercenariat en Afrique
[761] *Ibid*, article 5.

> *« empêcher que ses nationaux ou des étrangers se trouvant sur son territoire, commettent l'une des infractions prévues à l'article 1er de la présente convention; empêcher l'entrée ou le passage sur son territoire de tout mercenaire et de tout équipement qui lui est destiné; interdire sur son territoire toute activité d'organisations ou d'individus qui utilisent les mercenaires contre un État africain, membre de l'Organisation de l'Unité Africaine, ou contre des peuples africains en lutte pour leur libération; communiquer aux autres membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, soit directement, soit par l'intermédiaire du Secrétariat Général de l'OUA, toute information relative aux activités des mercenaires, dès qu'elle sera parvenue à sa connaissance; interdire sur son territoire le recrutement, l'entraînement, l'équipement ou le financement de mercenaires et toutes autres formes d'activités susceptibles de favoriser le mercenariat; prendre toutes mesures législatives ou autres nécessaires à la mise en œuvre immédiate de la présente convention* [762]».

Pour ce qui est des sanctions, la Convention dispose que :

> « *Tout État contractant s'engage à punir de la peine la plus sévère prévue dans sa législation, l'infraction définie à l'article 1er de la présente convention, la peine applicable pouvant aller jusqu'à la peine capitale* [763]».

La responsabilité première pour connaitre des affaires de mercenariat est reconnue aux États membres, qui devront prendre les mesures nécessaires pour punir « *tout individu trouvé sur son territoire et qui aurait commis l'infraction définie à l'article 1er de la présente convention, s'il ne l'extrade pas vers l'État contre lequel l'infraction à été commise*[764] ».

Par ailleurs, les États partis, s'engagent aussi que l'État qui s'estime attaqué par des actes de mercenariat peut effectivement, faire une demande d'extradition, à moins que l'État abritant le mercenaire, ne s'engage à le poursuivre conformément lui-même. Toutefois, la convention précise qu'une personne poursuivie pour crime de mercenariat « *bénéficie de toutes les garanties normalement reconnues à tout justiciable par l'État sur le territoire duquel ont lieu les poursuites* [765]». Bien que tous les États africains n'aient pas adhéré dès la signature du texte le 3 juillet 1977, ils peuvent en faire la demande en déposant leurs instruments de ratification auprès du secrétariat de l'OUA. Malheureusement avec la

[762] *Ibid*, article 6 de la Convention de l'OUA sur sur l'élimination du mercenariat en Afrique
[763] *Ibid*, Article 7.
[764] *Ibid*, Article 8.
[765] Article 11.

disparition de l'OUA et son remplacement par l'Union Africaine, cette convention est devenue quelque peu, obsolète. C'est l'une des raisons pour lesquelles, l'ONU s'est dotée d'une convention plus ambitieuse.

2. La convention internationale des Nations Unies sur le Mercevenariat

En effet, le 4 décembre 1989, l'Organisation des Nations Unies va adopter la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction des mercenaires pour apporter un encadrement plus important de cette infraction[766]. Constituée de 21 articles, ce dispositif qui a une vocation universelle adopte une définition du mercenariat qui est conforme à celle du protocole additionnel de la Convention de 1977 et de celle de l'OUA. Ainsi, si le mercenariat a longtemps été considéré comme une préoccupation africaine, l'adoption de la Convention onusienne sur la question marque donc une volonté de marquer l'implication de la communauté internationale dans la répression de ce phénomène. Cependant, malgré le volontarisme des Nations Unies et de certains États qui l'ont d'ailleurs ratifiée, cette convention n'est toujours pas pleinement opposable en raison du fait qu'elle n'est entrée en vigueur que dans 35 pays depuis 2001[767].

Adoptée en 1988 sous l'égide des Nations Unies, cette convention qui comprend 21 articles définit le mercenaire comme :

> *« toute personne qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé; qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise, par une partie au conflit ou en son nom, une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie; qui n'est ni ressortissante d'une partie au conflit, ni résidente du territoire contrôlé par une partie au conflit; qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit; et qui n'a pas été envoyée par un État autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit État [768]».*

---

[766] Selon l'article 2 de cette convention, les personnes qui se rendent coupables d'actes de mercenariat, commettent une infraction

[767] Cet instrument a été signé le 21 décembre 1990 par le Cameroun et ratifié le 26 janvier 1996. La République Démocratique du Congo le 20 mars 1990 tout comme par la RCA, mais l'un et l'autre, ne l'ont jamais ratifié.

[768] Article 1er, Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

Par rapport à la convention de l'OUA celle-ci à étoffé sa définition du mercenaire, en insistant sur les éléments pécuniaires pour établir le crime de mercenaire. Elle prend aussi en compte, les éléments géographiques dans sa définition. Cet effort de démarcation est aussi perceptible dans sa définition du mercenariat. En outre, ce texte demande aux États parties, qui aurait lieu de croire que :

> *« l'une des infractions définies dans la présente Convention a été, est ou sera commise fournit aux États parties intéressés, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux dispositions de sa législation nationale, tous renseignements pertinents dès qu'il en a connaissance* [769]*».*

L'on constatera ici, une évolution car le droit n'est plus seulement constatif du crime de mercenariat ; mais il devient aussi préventif. Cette mutation traduit la montée en puissance des États, dans leur volonté de réprimer cette infraction et partant, de la voir disparaitre de la scène internationale.

Une des innovations de la présente convention consiste aussi à reconnaitre aux États parties la possibilité de connaitre d'une infraction de mercenariat est de procéder immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits. Toutefois, si la personne est mise aux arrêts, l'État s'assurera d'en informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ; l'État partie où l'infraction a été commise; l'État partie qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction; l'État partie dont la personne physique ou morale qui a fait l'objet de l'infraction ou de la tentative d'infraction a la nationalité; l'État partie dont l'auteur présumé de l'infraction a la nationalité ou, si celui-ci est apatride, l'État partie sur le territoire duquel il a sa résidence habituelle; ou encore, tout autre État partie intéressé qu'il juge approprié d'aviser[770]. Une des évolutions de la présente convention consiste aussi, à reconnaitre aux personnes soupçonnées ou convaincues de crime de mercenariat le droit de :

> *« communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger ses droits ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le*

[769] Article 8. , Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

[770] Article 40 de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

> *territoire duquel elle a sa résidence habituelle; de recevoir la visite d'un représentant de cet État*[771] *».*

Outre la garantie des droits de l'accusée, l'État partie sur le territoire duquel l'auteur présumé de l'infraction est découvert, s'est tenu, sans aucune exception, de soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à sa législation. En outre, les États parties s'engagent à mettre en œuvre les éléments nécessaires pour une entraide judiciaire effective et efficace au sujet des procédures pénales relative aux infractions de mercenariat[772]., Sans omettre la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

Pour rendre leur verdict, les États peuvent recourir au Droit des conflits armés et au droit international humanitaire, y compris les dispositions relatives au statut de combattant au de prisonnier de guerre. Toutefois, en cas de différend entre deux ou plusieurs États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, si la négociation n'est pas suffisante pour régler leur différent ; ils peuvent le soumettre à l'arbitrage d'un juge international, à la demande de l'un d'entre eux. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour[773].

Comme l'on peut le constater, cette Convention internationale a non seulement une valeur plus universelle que celle de l'OUA, de par la qualité de ses membres, mais, elle a également fait des avancées dans le fond. La protection des mercenaires y est plus présente, tout comme la possibilité est désormais donnée aux États parties de se saisir de ces infractions, sous réserve du respecte certaines conditions. Après ces deux conventions, qui reconnaissons le, ne traitent pas spécifiquement des Sociétés Militaires Privées, et dont la mobilisation participe d'avantage du bricolage juridique, intéressons-nous à présent, aux autres instruments de portée plus relative, issus de la *soft law*.

---

[771] Article 8 de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.
[772] Article 13 de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires;
[773] Article 18(2) de la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

B. LA *SOFT LAW* EN MATIERE DE REGULATION DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES

Bien que l'Etat soit l'acteur et le destinataire central du Droit international, il peut néanmoins arriver qu'il **:** « *s'efface derrière les professions organisées en leur transférant sa puissance de contrainte juridique mais en se réservant un pouvoir d'homologation des règles édictées* [774]». Même si, elle reste un phénomène juridique flou et extrêmement disparate[775], la *Soft Law*, apparait, d'abord comme un droit décentré, car produit par des acteurs non étatique. Elle apparait ainsi comme une sorte d'adaptation de la norme juridique aux réalités complexes de l'ordre international car :

> *« D'une part, elle constitue un mode de régulation incontournable pour une société mondialisée à risque, dont les liens de solidarité demeurent distendus, alors que certains acteurs qui la composent désirent néanmoins coopérer plus étroitement. D'autre part, elle bénéficie d'un mode d'ajustement propre au système juridique lui permettant de tenir compte des modifications entraînées par la complexité croissante de l'ordre international dans un contexte décentralisé, c'est-à-dire dépourvu d'une autorité exclusive qui donne, interprète et garantit l'application de la loi au moyen de la force si nécessaire[776] ».*

Au regard de ce qui vient d'être souligné, la *Soft Law* apparait comme la prise en main du droit par les acteurs, autres que l'Etat. Toutefois, contrairement à la *Hard Law*, d'essence étatique, la *Soft Law* est moins contraignant. Dans le cadre de ce travail dont l'objet reste centré sur les Sociétés Militaires et de sécurité Privées, la *Soft Law*, consistera en un ensemble de textes juridiques d'essence privée, tels que : le Document de Montreux (1) et le Code de conduite des Sociétés de sécurité Privées (2).

---

[774] BROSSET (Estelle) et TRUILHE-MARENGO (Eve), « Normes techniques en droit international. Les mots et le in Estelle BROSSET et Eve TRUILHE-MARENGO (dir.*), Les enjeux de la normalisation technique internationale, entre environnement, santé et commerce international, La Documentation française*, Paris, 2006, p.15

[775] ANCA (Mihaela),dir, *Soft law et droits fondamentaux Actes du colloque de Grenoble* , Paris, PEDONE, 2016, p. 319.

[776] DUPLESIS (Estelle), « Le vertige et la *Soft Law* : réactions doctrinales en droit international », in *Revue québécoise de droit international (Hors-série)*, 2017, p. 248.

1. Le Document de Montreux et la régulation des activités des Sociétés Militaires Privées

Le Document de Montreux du 17 septembre 2008 marque l'aboutissement d'un processus international engagé par la Suisse et le Comité International de la Croix rouge (CICR). Cette initiative a été adoptée grâce à l'implication de près d'une vingtaine de pays qui se sont particulièrement impliqués pour encadrer les activités des Sociétés Militaires Privées[777]. Ce document qui vise à rappeler aux acteurs leurs obligations juridiques, opère aussi un distinguo entre les États contractants, les États territoriaux et les États d'origine[778]. Le Document de Montreux rappelle ainsi aux différentes parties leurs obligations juridiques sur le théâtre des conflits et poursuit deux objectifs principaux : à savoir :

> *« réaffirmer et, autant que nécessaire, clarifier les obligations existantes des États, des EMSP et de leur personnel au regard du droit international, en particulier du Droit International Humanitaire et du Droit International des Droits de l'Homme. En outre, il vise aussi, l'identification des bonnes pratiques et des orientations réglementaires pour assister les États dans la promotion du respect du DIH et du DIDH par les EMSP*[779] *».*

Il est utile de préciser qu'en 2015, le Document de Montreux avait été signé 53 États et 3 Organisations internationales. Ce texte vise essentiellement à réaffirmer l'engagement de la communauté internationale en faveur des règles bien établies du droit international qui sont opposables aux États et aux EMSP. Au plan de son organisation matérielle, le Document de Montreux est composé de 27 déclarations appelant pour l'essentiel au respect des obligations internationales des États au regard des actions posées par les EMSP dans les conflits armés. Chaque déclaration est la réaffirmation d'une règle générale de DIH, de DIDH ou d'une règle relative à la responsabilité de l'État, formulée de manière à clarifier son applicabilité aux opérations des EMSP. Comme le précise Marie TOUGLAS :

---

[777] Parmi les pays impliqués dans la mise en œuvre du Document de Montreux, nous pouvons citer : l'Afrique du Sud, l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Angola, l'Australie, l'Autriche, le Canada, la Chine, les États Unis, la France, l'Irak, la Pologne, le Royaume Uni de Grande Bretagne, et d'Irlande du Nord, la Sierra Léone, la Suède ; la Suisse et l'Ukraine.

[778] Selon ce document, les États contractants sont ceux qui recourent aux services des SMSP, les États territoriaux sont ceux sur le territoire desquels ces acteurs mènent leurs activités et enfin, les États d'origine, sont ceux dont ces SMSP sont originaires.

[779] TOUGA (Marie-Louise), « Commentaire de la Partie 1 du Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés », *in Revue internationale de la Croix-Rouge*, Vol. 96 ; 2014, p.245.

> *« Ces déclarations ne créent pas d'obligations juridiques, mais rappellent les obligations existantes et les relient aux activités des EMSP dans des zones de conflit. Elles distinguent entre la responsabilité de l'État contractant, de l'État territorial et de l'État d'origine. De plus ces déclarations rappellent que les EMSP et leur personnel sont soumis au DIH et doivent en respecter les dispositions en tout temps, en situation de conflit armé, quel que soit leur statut [780]».*

Par conséquent, bien que le Document de Montreux se focalise sur les situations de conflit armé, les déclarations et les bonnes pratiques relatives aux obligations de DIDH demeurent pertinentes. Les SMSP s'entendent dans le présent document comme :

> « *des entités commerciales privées qui fournissent des services militaires et/ou de sécurité. Les services militaires et de sécurité comprennent en particulier la garde armée et la protection de personnes et d'objets tels que les convois, les bâtiments et autres lieux ; la maintenance et l'exploitation de systèmes d'armement ; la détention de prisonniers ; et le conseil ou la formation des forces locales et du personnel de sécurité local*[781] ».

Il vise plutôt à promouvoir le respect du DIH et du DIDH par toute entreprise fournissant un service militaire ou de sécurité dans une situation de conflit armé. Pour ce qui est des États contractants comme ceux d'Afrique centrale, ils sont tenus de ne pas mandater des EMSP pour exercer des activités que le droit international humanitaire assigne explicitement à un agent ou à une autorité étatiques. C'est-à-dire par exemple que :

> *, « en vertu du DIH, un certain nombre d'activités des parties à un conflit ne peuvent absolument pas être sous-traitées, puisqu'elles doivent être accomplies par l'État partie lui-même et même, dans certains cas, par une personne bien spécifique*[782] *».*

Bien que constituant le premier véritable document dédié au SMP, le Document de Montreux ne constitue pas pour autant un véritable texte contraignant pour les États. Outre ce document, il existe aussi une autre initiative qui a émergé de la dynamique d'autorégulation des activités des Sociétés Militaires Privées, il s'agit notamment, du code de conduite adopté par les SMSP dans le cadre de *l'International Peace Operations Associations* (IPOA).

---

[780] *Ibid*, p.250.
[781] Voir ici le Document de Montreux.
[782] TOUGA (Marie-Louise), 2014, *op cit*, p.246.

2. Le code de conduite international des entreprises de sécurité privées

Qualifié par certains comme l'évènement le plus important en matière de règlementation des activités des Sociétés de sécurité privées[783], le Code de conduite *« a pour objet d'arrêter un ensemble clair de règles visant les entreprises plutôt que les États*[784] *»*. Cette nouvelle initiative est l'œuvre d'une cinquantaine de Sociétés Militaires Privées qui se sont réunis à Genève en 2011. Ce document est « *appelé à fonder une initiative plus large d'amélioration de la gouvernance, de l'observance et de la redevabilité*[785] ». Ce code de conduite avait pour but de fixer les normes pour la sélection et la vérification préalables pour sélectionner les sous-traitants, celle des politiques d'entreprise, la formation du personnel, la question des armes, des accidents, la santé et la sécurité au travail, le harcèlement, les procédures relevant des plaintes et des aspects financiers[786].

Le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, il définit des normes et des principes professionnels fondés sur les droits de l'homme et sur le droit international humanitaire. Unique en son genre, ce document est né d'une initiative lancée par différents acteurs, dont la Suisse. Il bénéficie du soutien d'entreprises de sécurité privées, de différentes associations professionnelles, d'organisations humanitaires et d'organisations de la société civile. Concrètement, les entreprises s'engagent à respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire lorsqu'elles fournissent leurs services de sécurité dans des régions où l'État de droit est fragilisé. Elles s'engagent à respecter toutes les législations en vigueur, y compris les lois locales, régionales et/ou nationales[787].

Le Code contient des dispositions importantes sur le recours approprié à la force par ces entreprises ainsi que sur l'interdiction de certaines activités, notamment la torture, la discrimination et la traite des êtres humains. Il établit aussi des principes de gestion destinés à garantir le respect du Code par le personnel de ces entreprises, ainsi que des normes en matière de recrutement et de formation du personnel. Ce document fixe également des règles concernant le système d'information et les mécanismes de contrôle mis en place dans ces entreprises. En 2015, cet instrument a permis la création d'un mécanisme de contrôle des

---

[783] European Interagency Security Forum, *Engager les services d'entreprises de sécurité privées. Orientations à l'intention des organisations non gouvernementales*, 2011, p.5.
[784] SARAH (Percy), *op cit*, p.653.
[785] Voir la section 7 du Code de Conduite des Sociétés de sécurité Privées.
[786]European Interagency Security Forum, 2011, *op cit*, p.5.
[787] Code de conduite international des entreprises de sécurité privées.

activités des Entreprises de sécurité Privées ; l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICOCA).

Les entreprises membres et affiliées exigeront de leur personnel, qu'il traite toutes les personnes avec humanité, dans le respect de leur dignité et de leur vie privée, et signaleront toute violation du présent Code. Les entreprises membres et affiliées adopteront des règles de recours à la force compatibles avec le droit applicable et les exigences minimales figurant à la section *Recours à la force* du présent Code, ces règles feront l'objet d'un accord avec le client[788]. Tout recours à la force respectera le droit applicable ; il ne devra jamais excéder la mesure strictement nécessaire, mais rester proportionné à la menace et adapté à la situation[789]. Les entreprises membres et affiliées exigeront de leur personnel qui n'utilise pas d'armes à feu contre des personnes sauf en cas de légitime défense ou pour défendre d'autres personnes contre une menace imminente de mort ou de blessures graves, ou pour prévenir un acte criminel particulièrement grave associé à un réel danger de mort[790].

Dans la mesure où le personnel de l'entreprise membre ou affiliée est formellement habilité à assister les forces de l'ordre publiques, l'entreprise exigera de lui qu'il ne recoure à la force ou n'utilise ses armes qu'en conformité avec toutes les obligations nationales et internationales applicables aux forces de l'ordre régulières et officielles de l'État concerné, et au moins avec les standards figurant dans les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi (1990). Les entreprises membres et affiliées ne pratiqueront pas la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et exigeront de leur personnel qu'il s'en abstienne. Dans un souci de clarification, la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sont définis ici comme des actes commis par une entité privée et qui seraient assimilables à de la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants s'ils avaient été commis par des agents de l'État[791]. Disons aussi un mot sur les principes directeurs des Nations Unies opposables aux SMP.

---

[788] Article 25, du Document de Montreux de 2008.
[789] *Ibid*, Article 26.
[790] Article 31 du Document de Montreux de 2008.
[790] *Ibid*, Article 26.
[791] Article 35. Les obligations contractuelles, les ordres supérieurs ou des circonstances exceptionnelles comme un conflit armé en cours ou imminent, une menace pesant sur la sécurité nationale ou internationale, l'instabilité

3. Les principes directeurs opposables aux Sociétés Militaires Privées

Les Principes directeurs constituent :

> *« Un ensemble cohérent et doivent être interprétés, ensemble ou séparément, en fonction de leur objectif qui est d'améliorer les normes et les pratiques concernant les entreprises et les droits de l'homme afin d'obtenir des résultats tangibles pour les individus et les collectivités concernés et, partant, de contribuer aussi à une mondialisation durable sur le plan social* [792]*».*

Trois principes fondateurs soulignent la façon dont les États et les entreprises doivent mettre en œuvre ce cadre de référence. Tout d'abord, à travers des obligations qui incombent à l'État afin de protéger les droits de l'homme. Ces obligations demandent aux États de respecter, protéger et remplir leurs obligations judiciaires en matière des droits humains internationaux sous leur juridiction. Ceci inclut le fait que les états sont tenus d'assurer une protection contre les atteintes aux droits humains commis par des tiers, y compris des entreprises.

Ensuite, il y a la responsabilité qui revient aux entreprises pour respecter les droits humains. Les entreprises sont tenues d'agir avec la diligence requise afin de ne pas porter atteinte aux droits d'autres personnes et de remédier à tout impact négatif sur les individus et communautés. Ceci inclut par exemple de mener des évaluations de l'impact sur les droits humains. Enfin, il y a l'accès à des voies de recours pour les victimes de violations commises par des entreprises : l'État et les entreprises sont tous deux tenus de fournir un accès à des voies de recours.

Dans le cadre de leurs responsabilités de protéger les individus sous leur juridiction contre des violations des droits humains commis par des entreprises, les États doivent s'assurer que lorsque de telles violations ont lieu sous leur juridiction, les personnes affectées ont accès à des recours par des voies judiciaires, administratives et législatives. Lorsqu'une entreprise de sécurité privée a porté atteinte aux droits humains d'un individu, celui-ci doit être informé du mécanisme fourni par l'État afin d'avoir accès à des voies de recours pour la violation subie.

---

politique intérieure ou toute autre crise publique, ne pourront jamais justifier des actes de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

[792] Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme*, New York, 2011, p.7.

La responsabilité de l'entreprise inclut de prévenir et remédier à toute infraction aux droits liée à son action, par exemple par le biais d'un mécanisme de traitement de plaintes ou un mécanisme développé en collaboration avec les communautés. La mise en place de mécanismes de traitement des plaintes est essentielle pour le maintien du devoir de protection de l'État et la responsabilité des entreprises de respecter. Après les dispositifs juridiques relatifs aux sociétés militaires privées, il importe à présent de nous intéresser au cadre institutionnel chargé de réguler leurs activités.

PARAGRAPHE II : ANALYSE DES PRATIQUES JURIDIQUES EN MATIERES D'ENCADREMENT INSTITUTIONNEL DES ACTIVITÉS DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES

Aux antipodes des croyances partagées selon lesquelles, les institutions chargées du contrôle de l'action des Sociétés Militaires Privées sont inexistantes, nous pensons au contraire, que cet état de chose s'explique surtout par une certaine ignorance. En effet, raison de l'absence d'instruments internationaux contraignants, la dimension internationale du contrôle des activités des Sociétés Militaires et de Sécurité privées est constituée d'un ensemble d'institutions donc les résolutions ne sont pas obligatoires, car issues pour la plus-part, soit de la société civile, soit, d'organisations internationales facultatives. Toutefois, dans le cadre de cette partie du travail, nous insisterons sur les quelques institutions existantes en charge de ces questions (A), mais aussi d'autres institutions (B).

A - UNE COMPETENCE NATIONALE FAIBLEMENT EXERCÉE DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SMSP EXERCEE EN AFRIQUE CENTRALE

Aux antipodes de la croyance commune en la matière, les Etats ont un rôle très important à jouer dans le contrôle des activités des Sociétés Militaires Privées. Celui si à deux volets, tout d'abord, en tant que donneurs d'ordre, il leur incombe de sélectionner ces entreprises et de leur imposer un certain nombre de normes. Ensuite et enfin, il revient aux Etats hôtes ou exportateurs, il leur revient, d'exercer un contrôle sur la question des transferts d'armes sur les théâtres de conflits[793].

[793] COTTIER (Michel), «Elements for contracting and regulating private security and military companies», in *International Review of the Red Cross,* Vol. 88, n°863, septembre 2006, pp.637-663.

En effet, dans un contexte ou l'Etat semble concurrencer dans le domaine militaire, l'armement des acteurs privés, fussent ils des entreprises, soulève des questions d'une importance fondamentale en terme de transparence de leurs activités, de contrôle de l'usage de ces moyens de militaires et, enfin, elle ne manque pas, de remettre la question de leur responsabilité sur le boisseau[794]. Pour apporter des éléments de réponse à toutes ces préoccupations, il importera tout d'abord, d'explique le rôle des Etats mandants (1) et ensuite, de nous appesantir sur les compétences reconnues aux Etats sur le territoire desquels les SMSP se déploient (2).

1. Le Contrôle par les Etats mandants des Sociétés Militaires Privées

Pour rendre compte de la responsabilité des États mandants en matière de contrôle des activités des Sociétés Militaires Privées, l'on devra mettre l'accent sur trois leviers à savoir : veiller à ce que ces entreprises fournissent des informations avérées, fixer des critères de sélection, la spécification des obligations des SMSP, la formation, le contrôle, les sanctions. Tout d'abord, pour ce qui est des critères de sélection d'une entreprise Militaire ou de sécurité privée, les Etats ont très souvent à privilégier le rapport qualité-prix. Toutefois, au regard de la multiplication des bavures dont nombre de SMSP se sont rendues coupables en Irak, en Afghanistan, au Kosovo, en Libye ou en Centrafrique, l'on peut bien s'interroger sur la pertinence des critères essentiellement pécuniaires dans la régulation des activités privées de sécurité.

Nous sommes par conséquent, plus enclins, à souscrire aux propositions de Michel COTTIER qui suggère fortement que les Etats Mandants des SMSP, intègrent d'autres critères tels que : la qualité du service, le respect de la norme de diligence requise, éthique, et la formation des employés[795]. Pour se rassurer que ces éléments sont effectivement pris en compte, ces Etats devraient exiger de ces entreprises, qu'elles fournissent toutes les informations nécessaires avant la signature d'un contrat. Ces SMSP devraient alors fournir la preuve qu'elles remplissent un certain nombre d'exigence préalables exigées par la loi en vigueur au niveau national et international[796].

---

[794] COTTIER (Michel), *op cit*, p.226.
[795] COTTIER (Michel), *op cit*, p.224.
[796] la possession des licences et autorisations nécessaires selon la législation applicable, et pouvant porter sur des éléments tels que l'enregistrement de l'entreprise, l'obtention d'une licence ou encore adhésion à une association professionnelle pertinente dans l'État hôte lors- que la législation de cet État l'exige; l'enregistrement des employés, ou obtention d'une licence, dans l'État hôte ainsi que, le cas échéant, dans les États dont les employés

Pour ce qui est de la signature des contrats et des conditions des employées, les Etats mandants ont le pouvoir de les assortir de clauses obligatoires en matière de respect des humains et du Droit humanitaire ; les Principes volontaires en matière de sécurité et de droits de l'homme ; le Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application ; les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes par les responsables de l'application des lois des Nations Unies[797]. En 2005, les Etats-Unis ont par exemple, adoptés une instruction du Département d'Etat qui oblige les SMSP à « *respecter les lois et réglementations applicables, la politique générale du Département de la Défense et les accords internationaux* [798]».

Quant à la formation, si elle est bien menée, elle permettra aux futurs *contractors* de mener leurs futures opérations militaires tout en respectant les droits humains et le droit humanitaire. Ce qui va rendre plus facile la mission de contrôle qui est dévolue aux Etats mandataires d'SMSP. En dernier ressort, les Etats mandants ont la possibilité d'adopter des lois explicitement répréhensive contre les SMSP en les sanctionnant soit pas des amendes, et par la mise sur pied de mécanismes permettant un transfert plus rapide des *contractors* reconnus auteurs de crimes contre l'humanité, devant les juridictions internationales compétentes tel que cela se fait déjà en Grande Bretagne. Malheureusement, certains Etats hôtes comme l'Irak[799] acceptent souvent de signer des accords d'exemption aux employés des SMSP. Toute chose qui souligne, s'il en était besoin, le rôle crucial des Etats hôtes.

2. L'exemple de l'exercice assumé de leurs compétences par certains Etats hôtes d'activités SMSP

Personne ne saurait contester :

---

sont ressortissants, lorsque la législation de ces États l'exige ; les renseignements sur les propriétaires et, le cas échéant, sur les relations avec les filiales de l'entreprise, de même que sur sa situation financière, y compris présentation des états financiers montrant le chiffre d'affaires global et les profits des derniers exercices, les comptes audités et la preuve d'une couverture adéquate en matière d'assurance responsabilité civile ; les renseignements sur les qualifications des membres de la direction et des agents, portant notamment sur le mode de sélection et la procédure de vérification des antécédents, de même que sur la formation offerte, les compétences et l'expérience requises, le nombre d'employés et le taux de rotation des effectifs ; les renseignements sur les principaux services que l'entreprise a fournis au cours des dernières années, en général et dans le pays concerné ; informations sur les principaux contrats attribués pour la prestation de services similaires à ceux qui font l'objet de la soumission ; informations sur les mécanismes de gestion de la qualité ou sur la certification de l'entreprise, ainsi que sur les codes de conduite applicables et autres livres de règlements officiels de l'entreprise ; adhésion à des associations professionnelles ou de commerce. COTTIER (Michel), *op cit*, p.225.

[797] *Idem*.

[798] COTTIER (Michel), *op cit*, p.225.

[799] En Irak, l'Autorité provisoire de la coalition (CPA) a même accordé aux contractants une immunité relativement à leurs activités dans le pays.

> « *…l'objet même d'un accord international, dans l'intention des Parties contractantes, puisse être l'adoption, par les Parties, de règles déterminées, créant des droits et obligations pour des individus, et susceptibles d'être appliquées par les tribunaux nationaux* ».

Toutefois, si comme le rappelle cet arrêt, l'Etat peut signer des conventions avec l'entité de son choix, il est tout de même obliger de veiller au respect des droits de l'homme par la partie contractante. Si peu, voire, aucun pays de l'Afrique centrale, ne dispose vraiment d'un instrument de contrôle des activités des SMSP sur leur territoire, il en va différemment des pays européens. En effet, plusieurs se sont dotés de législations pour « *contrôler le recours à la force et à protéger leur population contre les effets indésirables pouvant résulter des activités menées par des entreprises de sécurité ou des entreprises militaires privées*[800] ».

La fixation de normes est d'autant plus facile qu'il existe un tel ensemble de règles officielles émanant du gouvernement et que leur application est supervisée par un organe public. La plupart des États européens ont adopté des réglementations, d'un type ou d'un autre, établissant les conditions dans lesquelles des entreprises de sécurité privées peuvent opérer sur leur territoire. C'est le cas de la France, de la grande Bretagne et de la Russie, ou les activités des SMSP sont totalement interdites, de la Sierra Léone ou de la Suisse, qui ont imposé un contrôle à toute entreprise désireuse d'exercer sur son sol. Contrairement aux Pays de l'Afrique centrale, dont le contrôle se limite aux Sociétés de gardiennage, ces pays ont eu le courage de légiférer sur les Sociétés Militaires Privées. Ces dernières posent en effet le problème du transfert des armes.

Les pays de la sous région tels que le Cameroun, la RD Congo et même la République Centrafricaine, ont non seulement ratifié la convention de l'Afrique centrale sur la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits calibres en Afrique centrale, mais ils se sont aussi chacun, dotés d'instruments pertinents sur la question. Par contre, de nombreuses institutions relevant d'une dynamique d'autorégulation ont vu le jour. Nous pensons notamment au Groupe de Travail sur l'Utilisation des Mercenaires comme Moyen de Violer les Droits de l'Homme et d'Empêcher l'Exercice du Droit des Peuples à Disposer d'eux-mêmes et à l'Association du Code de Conduite International.

[800] COTTIER (Michel), *op cit*, p.245.

B- UNE DYNAMIQUE DE REGULATION PAR LES ACTEURS NON ETATIQUES

Parmi les premières structures, à plaider pour une réglementation plus stricte des ESP après le début de la guerre en Irak en 2003, l'on retrouve le CICR. Tout en maintenant que les EMSP doivent respecter les règles du droit international humanitaire (DIH) au même titre que tous les autres acteurs présents sur le champ de bataille position sur laquelle, il n'a jamais varié, le CICR avait néanmoins pris note de l'insuffisance de la réglementation dans ce secteur d'activité et appelé à des mesures de contrôle plus strictes. Toutefois, malgré ce rôle précurseur, nous avons chois de ne pas prendre en compte le CICR et de nous focaliser, plutôt sur Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (1) et celui du Code de Conduite International (2).

1. Présentation du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a officiellement été créé en juillet 2005, conformément à la résolution 2005/2 de l'ancienne Commission des Droits de l'homme. Il a succédé au mandat du Rapporteur spécial sur l'utilisation de mercenaires, qui existait depuis 1987[801]. Lors de l'exercice 2023, le Groupe de travail était composé entre autres de : RAVINDRAN Daniel (Président), de SORCHA Mac Leod, de Chris KWAJA et de Carlos SALAZAR COUTO. Pour essayer d'organiser nos idées sur cet instrument, nous allons tout d'abord mieux le présenter et analyser son fonctionnement.

Cette institution a été créée en 2005 et procède de l'évolution de la volonté de dépasser le droit de neutralité du droit international sur cette question[802], tel que matérialisé par la Convention de la Haye de 1907 et dont les dispositions interdisent le recrutement des mercenaires sur le territoire des États. Toutefois, face à la montée en puissance des conflits après la Deuxième Guerre Mondiale, la question du mercenariat a été reléguée au second

[801] En 2005, la Commission des droits de l'homme a mis un terme au mandat du Rapporteur spécial afin de créer un Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires.
[802] KINSEY (Christopher), « Le droit international et le contrôle des mercenaires et des compagnies militaires privées », in *revue Culture et Conflits*, hiver 2003, p1.

plan[803]. Il aura fallu attendre le début des années 60 avec le regain des activités des mercenaires tels que : Mad Mike HORE, Jaques SCHRAMME et Bob DENARD au Congo, pour voir cette question reprendre de l'importance. C'est ainsi que l'Assemblée Générale des Nations Unies va adopter la résolution 2465 désignant les mercenaires comme hors la loi[804].

Si en Afrique cette préoccupation a donné lieu à l'adoption de la convention de 1977, au niveau international, l'on a plutôt assisté à la création sur initiative du Nigéria, d'un Comité Spécial sur l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction du mercenariat[805]. Ces travaux ont abouti le 4 décembre 1989 à l'adoption par l'Organisation des Nations Unies, d'une Convention internationale sur la question. En outre, la Communauté internationale a mis en œuvre un ensemble de dispositifs institutionnels devant permettre d'encadrer l'action de ses groupes de Mercenaires.

Si jusque-là, cette question du Mercenariat était gérée par le Comité Spécial, elles seront par la suite confiées à un Rapporteur spécial sur l'utilisation des mercenaires à partir de 1987, dans le cadre de l'institutionnalisation de la Convention internationale sur la lutte contre le mercenariat. Cependant, à partir de 2005, ce mandat est transféré, via la résolution 2005/2 de la Commission des Droits de l'Homme, à un groupe de travail sur l'utilisation des Mercenaires comme moyen de violer les droits de l'Homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette structure a pour mission :

> *« D'étudier et identifier le sources et causes, manifestations et tendances des mercenaires et des activités qui leur sont liées, ainsi que leurs impacts sur les droits de l'homme et plus particulièrement sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes*[806] *»*

Dans le cadre de son fonctionnement, ce Groupe de Travail international qui présente régulièrement ses rapports au sein du Comité des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève, permet d'impacter sur les avancées sur la question. Cette entité indépendante qui est composée de cinq experts internationaux à savoir : SHAISTA SHAMEEM des Iles Fidji ;

---

[803]KINSEY (Christopher), 2003, *op cit*, p1.
[804] *Ibid*, p.3.
[805] TREVES (Tullio), « la convention de 1989 sur les mercenaires » in *Annuaire français de Droit International*, 1990, n°36, pp.520-235.
[806] Rapport du Groupe de Travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Mission en République Centrafricaine, 2021.

Amada BENAVIDES, la Colombienne, Alexander NIKITIN et la Libyenne Najat-Al-HAJJAJI, travaille depuis quelques années à la mise en œuvre d'une nouvelle convention internationale permettant de mieux structurer les activités des Sociétés Militaires dans les conflits armés. Ce groupe de travail est régulièrement intervenu pour se prononcer sur les questions liées aux exactions des soldats privés en Irak, en Colombie, en Ukraine en Libye et en Afrique subsaharienne.

Le Groupe de Travail a quatre missions essentielles, à savoir : surveiller les mercenaires et les activités liées au mercenariat sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations ; étudier et dégager les sources et causes de ce phénomène, ainsi que les questions, manifestations et tendances récentes concernant les mercenaires, les activités liées au mercenariat et les sociétés militaires et de sécurité privées, et leurs incidences sur les droits de l'homme, notamment sur le droit des peuples à l'autodétermination ; poursuivre les travaux menés par les précédents titulaires de mandat sur le renforcement du régime juridique international de prévention et de répression du recrutement, de l'utilisation, du financement et de l'instruction de mercenaires et participer aux travaux d'autres organes subsidiaires du Conseil des droits de l'homme portant sur des questions relatives à l'utilisation de mercenaires et aux activités liées au mercenariat sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations, y compris celles de sociétés privées offrant des services à caractère militaire et de sécurité[807].

Le Groupe de travail fonctionne à travers l'organisation de trois sessions ordinaires par an, dont, deux à Genève et une à New York. Il concentre ses efforts sur les travaux qu'il a entrepris en vue de l'élaboration d'une éventuelle nouvelle convention internationale régissant les activités des SMSP. Le Groupe de travail effectue également deux visites de pays par an et tient des réunions ordinaires avec des représentants d'États Membres, des organisations non gouvernementales (ONG) et des experts. Il examine aussi toutes les différentes allégations relatives aux activités de mercenaires et de SMSP à travers le monde ainsi que leurs incidences sur les droits de l'homme. Il décide enfin des mesures des mesures qu'il convient de prendre.

Le Groupe de travail a récemment reçu des informations selon lesquelles les SMSP apporteraient dans certains cas leur concours à des chefs de guerre et à des groupes rebelles.

[807] https://www.ohchr.org/fr/special-procedures/wg-mercenaries/about-working-group-use-mercenaries, consulté le 22 décembre 2021.

Ainsi, en Afghanistan, un certain nombre de SMSP engagées par le Gouvernement des États-Unis auraient des liens privilégiés avec les Talibans[808]. Selon d'autres allégations, une SMSP allemande envisagerait de déployer un grand nombre de gardes militaires en Somalie pour former des groupes de chefs de guerre proches de M. Abdinur AHMED DARMAN, Président autoproclamé de la Somalie non reconnu par la communauté internationale.

La tendance à la collusion entre SMSP et groupes rebelles est inquiétante et appelle davantage d'attention, compte tenu notamment de ses conséquences possibles pour l'exercice des droits de l'homme. C'est pourquoi le Groupe de travail a l'intention d'engager rapidement le dialogue avec les gouvernements concernés pour obtenir des informations complémentaires sur les deux situations décrites ci-après, et de rappeler à tous les États quelles sont leurs responsabilités lorsqu'ils engagent des SMSP et les conséquences préjudiciables que peuvent avoir les activités de SMSP dans les zones de conflit dépourvues de cadre juridique ou de mécanisme visant à assurer le respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

En outre, le Groupe de travail peut en cas de besoin, s'appuyer sur des organisations de la Sociétés civile présentes sur le terrain d'où proviennent des accusations d'exaction commises par des SMP. Cela a notamment été le cas en Afghanistan, quand, suite a ses accusations, des ONG ont été mobilisées et ont toutes soulignés :

> « *que la présence des gardes armés, ne renforçait pas le sentiment de sécurité de la population afghane et qu'au contraire, le nombre élevé de personnes armées, de véhicules et d'armes en circulation suscitait la peur et l'insécurité*[809] ».

Par ailleurs, la Commission indépendante afghane des droits de l'homme avait aussi, souligné la difficulté à déterminer la juridiction dont relèvent les SMSP déployées sur le territoire afghan. Outre l'Afghanistan, le Groupe de travail a effectué des visites dans de nombreux pays tels que les États-Unis, la Guinée Équatoriale. Sa contribution dans l'atteinte de ses missions consiste généralement en la publication des rapports. En outre, il mène aussi des consultations avec de nombreux États et Organisation internationales pour vulgariser le respect des droits de l'homme dans le monde.

---

[808] Le Groupe de travail a effectué deux visites de pays au cours de l'année 2009, l'une en République islamique d'Afghanistan et l'autre aux États-Unis d'Amérique. L'Afghanistan, au même titre que l'Iraq, est le plus vaste théâtre d'opérations pour les SMSP et les États-Unis, qui ont la plus importante présence militaire et diplomatique en Afghanistan, sont le principal employeur de SMSP du pays.
[809] Confère le Code de conduite.

2. L'Association du Code de conduite international

L'Association du Code de conduite international[810] qui est une initiative qui réunit plusieurs parties et qui a vu le jour en 2013 afin de garantir le respect des droits humains par les Sociétés de sécurité privée. Cette entité a pour mandat de veiller au respect du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées encore appelé le Document de Montreux. Son action est orientée vers le respect des règles des droits de l'homme par les entreprises du secteur privée de la sécurité. Cette association envoie des experts dans de nombreux pays et publie régulièrement des rapports sur la prise en charge des aspects humanitaires par les entreprises privées de sécurité.

Ici le Code renforce les normes du secteur de la sécurité privée en aidant les organisations à réduire les risques et à améliorer la diligence raisonnable le long de leur chaîne de sous-traitance de services de sécurité. Il cherche à assurer le respect des droits humains et du Code de conduite international par les prestataires de services de sécurité privée dans les environnements où ils opèrent. Pour parvenir à cet objectif, nous proposons à nos entreprises membres et affiliées. Le code a quatre principales missions :

- La délivrance des Certificats ICOCA qui garantissent que les procédures et les pratiques de l'entreprise sont conformes au Code. Dans le cadre de leur devoir de diligence, les clients de tous les secteurs exigent désormais la certification ICoCA lors de la sélection de leurs prestataires de sécurité privés.

- La réception des plaintes dont l'Association accuse réception dans les plus brefs délais. Toutes les informations resteront strictement confidentielles et aucune action ne sera entreprise sans le consentement de la personne concernée.

- Conseil des membres qui s'effectue après des missions d'évaluations préalables en matière de droits humains sur les entreprises de sécurité privées engagées par ses clients. Nous évaluons les procédures, les opérations et les pratiques des entreprises de sécurité privée, en nous appuyant sur notre expertise interne pour déterminer le risque lié à l'engagement de certains prestataires. Nous travaillons avec les clients et leurs fournisseurs de sécurité privée pour les aider à améliorer leurs normes.

[810] Le code a quatre principales missions : Renforcer les normes en matière de sécurité, réduire les risques et respecter les droits humains

- Des visites sur site que l'ICoCA effectue dans les Etats, pour contrôler les opérations des entreprises membres et affiliées sur le terrain. Nous effectuons des évaluations ponctuelles de leurs opérations en réponse à des plaintes ou à des problèmes connus, ainsi que des examens réguliers et planifiés pour évaluer la conformité au Code.

Depuis 2013, le Code de bonne conduite commun (ICoC) compte plus de 700 entreprises dont 135 ont adhéré à l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoCA), initié le 19 septembre 2013[811]. Cette association a donné lieu à la création d'un mécanisme de surveillance, à savoir, *l'International Governance and Oversight Mechanism* (IGOM).

Cependant, nous devons préciser que l'adhésion à cette association est volontaire, mais soumise à un processus de certification qui impose des règles en matière de droits de l'homme à respecter sur les théâtres de conflits. Précisons qu'hors mis trois sociétés de sécurité privées françaises, opérant en Centrafrique, aucune autre issu de l'Afrique centrale, n'est membre de cette association. Disons aussi, un mot sur une autre structure impliquée dans le contrôle des activités des SMP à travers le monde : le Comité International de la Croix Rouge.

[811] Voici les associations qui ont participé au lancement de cette initiative en 2009 à Nyon en suisse : la *Pan-African Security Association (PASA),* l'Association internationale d'opérations de paix (IPOA), la *British Association of Private Security Companies (BAPSC)*, la *British Aerospace Defence Security (A|D|S)*, la *Private Security Association of Iraq (PSCAI), la Security Association for the Maritime Industry (SAMI), l'International Association of Maritime Security Professionals (IAMSP).*

CONCLUSION DE LA PARTIE I

L'objectif de cette première partie qui s'achève, était d'analyser les facteurs qui ont rendu possible, la privatisation de la sécurité en Afrique centrale, il en ressort tout d'abord, que c'est en raison de la congruence entre le désengagement stratégique des grandes puissances occidentales, partenaires historiques, des Etats africains, qui se sont retirés du continent après la fin de la guerre froide, et la crise économique et sécuritaire qui s'en sont suivies, que ces pays, ont été obligés de privatiser leur sécurité.

En outre, cette dynamique géopolitique, s'est manifestée au niveau juridique et institutionnel par la fabrique, même, poussive, d'un cadre dédié à ces acteurs. L'on note toutefois, que les pays de l'Afrique centrale, sont mieux outillés, pour le contrôle des activités privées de gardiennage, que pour celles des Sociétés Militaires privées. Après cette première articulation, il importe à présent d'analyser l'impact réel des SMSP à la sécurité sur les Etats de la Sous-région.

DEUXIEME PARTIE : L'IMPACT MITIGE DE L'ACTION DES SMSP SUR LA SECURITE ET LA STABILITE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

CHAPITRE III :
LES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES COMME CADRE DE SOUS TRAITANCE DES ENJEUX DE POLITIQUE INTERIEURE ET INTERNATIONALE : LE TEMPS DE L'ETAT RESILIENT

Le concept de résilience connait depuis une trentaine d'années un succès indéniable, toutefois, l'unanimité sur sa définition reste à faire[812]. Du point de vue épistémologique, ce terme vient d'une part, du préfixe latin « *re* », qui renvoie à un mouvement en arrière. D'autre part, le mot résilience vient de « *salire* », qui fait référence à l'action de sauter. Historiquement, c'est au Moyen-âge que ce concept connait son premier succès, il renvoie alors, au fait de se « *dégager de ses obligations* », il ressurgira plus tard dans le monde anglo-saxon pour désigner l'action de « *reculer pour mieux sauter*[813] ».

Dans son sens premier, TISSERON montre que le concept de résilience est d'abord utilisé en science physique où il fait référence à « *l'aptitude d'un corps à résister au choc et à retrouver sa forme initiale après une compression, une torsion ou une élongation* [814]». En sciences sociales, c'est dans le domaine de la psychologie que la résilience apparait dans les années 1960, notamment, avec les travaux de WERNER et SMITH dont les thèses sont ensuite reprises et complétées par les recherches de BLOK et BLOCK sur l'*Ego-resiliency* qui renvoie selon eux à :

> « *Un ensemble de caractéristiques de la personnalité répondant à quatre composantes principales : la capacité d'être heureux, la capacité de s'engager dans un travail productif, une bonne sécurité émotionnelle et la capacité à nouer des relations satisfaisantes avec les autres* [815]».

[812] CHARLOT (Antoine), « La résilience territoriale, facteur de transformation », in p.8.
[813] MICHALLET (Bernard), « Résilience. Perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques », in *Revue Frontière*, 2010, vol. 22, n°1-2, p11. (10-18).
[814] *Idem*.
[815] MICHALLET (Bernard), *op cit*, p.11.

Dans le même sillage, c'est Boris CYRULNIK qui introduit ce terme en France, en l'assimilant à la capacité d'un individu à « *accepter ce qui lui arrive* [816]». Outre cette approche psychologique, le concept de résilience sera aussi abondement utilisé en écologie, ou il renvoie à « *la capacité d'un écosystème, d'un habitat, d'une population ou d'une espèce à retrouver un fonctionnement et un développement normal après avoir subi une perturbation importante*[817] ». Dans cette perspective, c'est le développement durable qui est surtout pris en compte, notamment à travers les politiques environnementales permettant de mieux faire face aux changements climatiques.

Au sens économique en revanche, la résilience peut s'entendre comme : « *la capacité de maintenir la production proche de son potentiel malgré un choc*[818] ». Elle prend en compte deux dimensions, la capacité à atténuer les chocs et la célérité avec laquelle une économie retourne à la normale. Si pour une partie de la littérature la résilience passe par la qualité des politiques économiques, pour l'autre en revanche, elle s'abreuve de la capacité à diversifier une économie. Toutefois, cette approche économique semble ne pas correspondre à ce travail qui porte plutôt, sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées. Aussi préférons-nous appréhender la résilience sous l'angle politique et stratégique.

Aux plans politique et stratégique, nous considérons la résilience comme la capacité de l'Etat à absorber et à résister aux chocs extérieurs et à se réinventer. C'est justement cette conception que nous voulons retenir dans le cadre de ce travail. En nous appuyant sur la thèse d'Edouard Epiphane YOGO sur les groupes armés en Afrique centrale[819], il sera question de présenter les SMSP comme un instrument du repositionnement de l'Etat face aux différentes menaces auxquels il est confronté dans un contexte de mondialisation. Ainsi, pour rendre compte de l'action des Sociétés Militaires et de sécurité en Afrique centrale, nous avons choisi de le faire à partir de la théorie de l'Etat résilient. Au plan pratique, ce choix nous oblige à adopter une approche duale, dont la première partie, analyse la façon dont les SMSP permettent aux Etats de mieux faire face à leur défis de politique intérieure (Section I) et internationale (Section II).

---

[816] CYRULNIK (Boris) cité par MERI MERI (Mohamed), *La Résilience Socio-Economique et l'Adaptation Entre Covid 19 et Risques de Guerre*, Londres, Proud Pen Limited, 2020, p.5-6.
[817] MERI MERI (Mohamed), *op cit*, p.9.
[818] DUVAL (Romain) et VOGEL (Lukas), « résilience économique aux chocs : Le rôle des politiques structurelles », in *Revue économique de l'OCDE*, vol.1, n°44, 2008, p.213.
[819] YOGO (Edouard Épiphane), *op cit*, 2014-2015, 433 pages.

SECTION I : LA CONTRIBUTION DES SOCIETES DE SECURITE PRIVEE EN ŒUVRE DANS LA SOUS TRAITANCE DE LA SECURITE INTERIEURE : LE CAS DE LA SECURITE PUBLIQUE

La sécurité publique a toujours été l'apanage exclusif de l'État, pour ainsi dire : *« un bien public gratuit à destination de tous sous contrôle exclusif de l'administration*[820] *»*. Toutefois, en raison de l'insécurité grandissante dans la sous-région, l'on observe une intrusion grandissante des Sociétés Privées dans le domaine de la protection des hommes et de leurs biens dans la sous-région. Cette mutation transforme la sécurité en : *« un bien que les entreprises vendent, un bien comme les autres que l'on peut se procurer en fonction de ses moyens*[821] *»*. En effet, en Afrique centrale comme ailleurs, l'intrusion des acteurs privés dans le maintien de l'ordre public, pose un problème du point de vue juridique.

Dans la théorie, les missions de police n'incombent qu'aux agents publics tels que cela ressort d'un ensemble d'arrêts du Conseil d'État sur les l'affaires des villes de Castelnaudary en 1932 ; Menton en 1994 ; la commune d'Ostricourt en 1997 ou sur la garde biterroise en 2016[822]. En y ajoutant la classification des missions de police effectuée par le professeur Jacques MOREAU, l'on dira effectivement que : « *la mission de services de police, au titre de leur activité de police administrative, consiste à assurer la sécurité des personnes et des biens et la préservation de l'ordre public*[823] ».

Toutefois, en empruntant au travaux de Marc Antoine GRANGE qui distinguent, les dispositifs policiers de nature administrative[824] des autres, de nature judiciaire, chargés de constater les infractions, de l'assemblage des preuves et de la poursuite de leurs auteurs[825]. L'on peut conclure que la police administrative fixe les différentes lois à respecter par l'individu pour protéger l'ordre public. Ainsi, des trois fonctions traditionnelles de la police que sont : l'édiction des normes, le maintien de l'ordre public et les actes matériels, l'on pourra dire que leur « *détachabilité* » est possible sous certaines conditions.

En effet, s'il est acquis que certaines compétences comme la fourrière ou le montage d'hélicoptère peuvent être transférée à une entité privée, il faudra finalement attendre l'arrêt

---

[820] ANGOT (Mode), 2005, *op cit*, p.32.
[821] *Idem*.
[822] Ibid, p.226.
[823] *Idem*, p.231.
[824] Chargés de la satisfaction de la tranquillité, la salubrité, la sécurité publique ou encore la sureté de l'État.
[825] BARBIER (Arnaud), *op cit*, 234.

du ministre de l'Alimentation, Agriculture et pêche du 10 octobre 2011 pour asseoir définitivement la possibilité de déléguer des missions de police sanitaire, relevant de la puissance publique, à la compétence d'une société privée de sécurité[826].

L'on peut donc conclure que la « *détachabilité* » de certaines missions de maintien de l'ordre ne peut s'appliquer que pour si celles-ci sont secondaires, indispensables à la réalisation de la prescription de police, tant qu'elles n'interfèrent pas avec le fonctionnent de cette entité publique. C'est donc à cette seule aune, que des missions de police peuvent être externalisées sous le contrôle de puissance publique[827]. En outre, en tenant compte de la baisse des capacités des forces de maintien de l'ordre classiques, mais aussi de l'augmentation sans précédent du grand banditisme[828]. On peut comprendre l'intrusion des Sociétés privées de Sécurité dans ces espaces « *vides* » où l'État est parfois absent.

Leur action participe dès lors, d'une subsidiarité sécuritaire[829] qui répond en réalité, à un besoin de sécurité de proximité de la part des populations. Pour analyser l'effectivité de la contribution des SSP dans la sécurité publique en Afrique Centrale, nous allons analyser la présence des Sociétés Militaires Privés dans la sécurité en Afrique centrale, en partant de la construction de la figure du vigile (Paragraphe I) au déploiment de ces entités face au déefis liés à la sécurité publique au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES SOCIETES DE GARDIENNAGE COMME FIGURE MAJEURE DE LA CONTRIBUTION DES SMSP A LA SECURITE PUBLIQUE

Étymologiquement, le terme gardien vient du latin « *gardianus* » et renvoie à la personne chargée de garder une personne ou un bâtiment. Dans l'histoire, le concept de gardien a été utilisé dans le domaine ecclésial, dans la police. Toutefois, dans le domaine de la sécurité, et ce comme nous le rappelle KADHAFI Saidou : « *le vocable gardiennage peut s'entrevoir comme une activité ou un métier qui consiste à assurer la surveillance, la protection des biens et des personnes dans la société* [830]». Toutefois, cette définition ne prend pas en compte tous la dimension institutionnelle que nous voulons justement étudier, catr il existe biendes gardiens qui exercent leurs activités de facon individuelle en Afrique centrale.

---

[826] BARBIER (Arnaud), *op cit* p.250.
[827] *Idem*, p. 251.
[828] MONTCLOS DE PEROUSE (Marc-Antoine), *op cit*, p.37.
[829] BARBIER (Arnaud), *op cit* p.303.
[830] KADHAFI (Saidou), Les Sociétés de gardiennage et le développement : cas de la ville de Yaoundé (1997-2005), Mémoire de Diplôme de professeur de l'Enseignement Secondaire Deuxième grade, École Normale Supérieure de Yaoundé, 2019, p.23.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons recours à l'arrêté ministériel 98/008 du 31 mars 1998 relatif aux activités privées de gardiennage en RDC qui rend compte de la dimension institutionnelle quand elle définit justement les sociétés de gardiennage comme :

> *« …des entreprises commerciales de droit congolais qui louent leurs services aux personnes tant physiques que morales en vue d'assurer la protection des personnes et des biens, sans pour autant se substituer aux forces de l'ordre*[831] *».*

Si cette définition a le mérite de montrer que le gardiennage dont il sera question dans ce travail est celui réalisé par des entreprises, l'on doit tout de même regretter qu'elle ne rende pas assez compte de la diversité des activités que ces sociétés de gardiennage effectuent dans la sous région. En effet, cette définition qui peut bien être qualifiée de restrictive, se focalise outrancièrement sur les activités de gardiennage et semble mettre sous le boisseau les autres services qu'offrent ces entreprises.

Cet écueil se retrouve avec plus de clarté dans l'article 2 de la Lois n°97/021 du 10 septembre 1997, relative aux activités privées de gardiennage au Cameroun, qui exclue clairement du champ du gardiennage, les activités telles que : le transport des fonds ; la garde des points sensibles et des édifices publics ; l'escorte et la protection rapprochées des personnalités lors des évènements officiels ; l'installation des équipements de sécurité et les services d'accueil[832]. Toutefois, compte tenu de l'évolution du champ de la sécurité privée, notamment en RDC, nous sommes contraints de retenir une définition qui est la plus englobant. Aussi avons-nous retenu la définition des sociétés de gardiennage qui est donnée par l'arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/037/2014 du 27 juin 2014, modifiant et complétant certaines dispositions de la loi de 1997 relative aux conditions d'exploitations des Sociétés de gardiennage en République Démocratique du Congo. Selon ce texte, une Société Privée de gardiennage ou de sécurité s'entend comme :

> *« Toute personne morale commerçante de droit congolais, exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle sans se substituer aux forces de l'ordre des services de : surveillance et protection des biens mobiliers ou immobiliers ; protection des personnes ; surveillance et protection des transports des valeurs ; gestion des centraux d'alarme et de toute autre*

[831] Confère article 1er de l'arrêté repris en Annexe.
[832] Confère annexe n°3

> *technologie de surveillance ; accompagnement des véhicules ; exceptionnels en vue de la sécurisation routière*[833] *».*

S'il est vrai que dans les faits, les services de gardiennage offrent parfois d'autres services, nous allons tout de même nous limiter ici aux activités strictes de gardiennage. Aussi, allons-nous tout d'abord présenter ces sociétés de gardiennage au Cameroun, en RDC et en Centrafrique, nous allons d'abord dresser le profil socio professionnel du vigile en Afrique centrale (A) avant d'analyser (B).

A- LE VIGILE AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE

Un vigile est généralement une personne qui est postée devant un domicile privé ou public afin d'en surveiller l'accès. Pour ce qui est des maisons d'habitation, la présence des Sociétés de Sécurité Privées se fait généralement sur la base d'un contrat à durée déterminée avec un particulier. Ce service nécessite généralement deux équipes de vigiles, dont l'une travaille en journée et l'autre, prend le relais à partir de la fin de l'après-midi[834]. Cette prestation nécessite un bon entrainement et un armement adéquat que la loi limite très souvent aux gourdins, aux matraques, au gaz asphyxiants et au sifflet pour faire des alertes[835]. Il faut préciser ici que les vigiles se limitent à un travail d'alerte et ne peuvent pas agir au-delà de leurs périmètres d'activités. Pour rendre compte de la complexité du métier de vigile en Afrique centrale, nous partirons de leur recrutement à leur formation (1), avant de dresser une typologie en Afrique centrale (2).

1. Du recrutement à la formation du vigile

D'après notre enquête de terrain effectué auprès des sociétés de gardiennage à Yaoundé et à Bangui, il ressort que le recrutement des vigiles en Afrique centrale se fait sur la base du volontariat. Ainsi, après avoir vu une annonce, les personnes intéressées par le recrutement comme vigile, déposent librement une demande d'emploi adressé aux responsables des Ressources Humaines. Ladite demande est généralement assortie des pièces ci après : Une demande timbrée ; une photocopie de la CNI ; le plan de domicile du demandeur ; deux photos d'identité ; un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois

[833] Confère Annexe N°3
[834] Entretien avec les responsables de la Société *Magenya security* à Kinshasa.
[835] Selon KAMOGNE Renaud, un vigile de la société *Sacur Sarl* interviewé à Yaoundé, l'armement des Société de gardiennage est assez sommaire et se compose de matraque, de sifflet et n'intègre ni arme à feu, ni couteau.

mois; une photocopie de la CNI du parrain ; le plan de localisation de la maison du parrain ; un plan du domicile du parrain[836].

Il faut préciser qu'après le dépôt de la demande, le futur vigile, si son dossier retient l'attention du recruteur, il sera appelé, pour un entretien d'embauche qui permet de mieux évaluer la motivation et les capacités physique de l'impétrant. Il faut préciser aussi que, la morphologie qui est la plu recherchée, est celle des personnes grandes de taille et assez trapue, qui peuvent facilement dissuader les éventuels bandits. Ce n'est qu'après l'entretien d'embauche, que les responsables de la société de gardiennage, peuvent se prononcer[837]. Si l'avis est positif, l'impétrant pour venir signer un contrat avec la structure au sin de laquelle, il va effectivement travailler.

Toutefois, sauf cas exceptionnel, le vigile subit d'abord une formation sommaire, en *self défense,* qui lui est prodigué, soit par un expert en art martiaux tels que le *Karaté*, le *Judo* ou le *Tai-Kwendo*[838]. Cette tache peut aussi être confiée un ancien homme en tenue, qui travaille avec la structure ou qui vient de façon ponctuelle. En outre, la formation du vigile consiste aussi à lui inculquer la déo,ntologie de son futur métier. Il lui est notament enseigné que, conformément à la loi, il ne doit porter son uniforme que dans l'enceinte de l'immeuble dont il assure la garde.

Il est aussi initié à l'utilisation de l'arsenal rudimentaire auquel il a droit, c'est-à-dire entres autres : ub sifflet pour sonner l'alerte ; des talkies walkies pour de demander l'envoi des renforts auprès des unités administratives[839] ; un baton (tonfa), pour assurer sa défense en cas d'attaque. Dans le cas où ils sont déployés dans des domiciles privés, par exemple, il est demandé aux vigiles de rester devant le portail, jusqu'à ce que leur patron arrive. Après quoi, il peut se déplacer à l'intérieur du bâtiment, toutefois, il doit rester à la guérite pour pouvoir filtrer les entrées.

Pour ce qui est de la déontologie en revanche, elle tient au moins à trois orientations principales. Tout d'abord, elle vise à inculquer aux futur vigile les exigences de son métier, l'on peut y retrouver entres autres : le respect de l'uniforme ; la ponctualité ; la discrétion ; la

[836] Entretien avec M. BEKADAL, propriétaire de la société *Tiger Sarl*, à Douala au Cameroun.
[837] Le nouveau vigile est généralement appelé dans un délai qui n'excède pas une semaine, selon Gildas WEREGANDJI, propriétaire d'une société de gardiennage à Bangui en Centrafrique.
[838] Confère l'entretien avec le Sous-Directeur des Affaires politiques du MINAT et ceux avec les responsables des sociétés de gardiennage *Sénévé Sécurity* à Bangui, *Magenyasecurité* à Kinshasa et *Tiger sécurity* à Douala.
[839] Confère l'entretien avec le responsable de *Dack Security* à Yaoundé.

loyauté et le professionnalisme dans les relations avec les futurs clients[840]. Ensuite, cette propédeutique vise à transmettre au futur professionnel de la sécurité privée les orientations opérationnelles de sa mission. L'on peur exemple retenir que le vigile n'a pas le droit de se mettre sur la voie publique car son action se limite au site qu'il garde.

En outre, il ne doit jamais avoir recours à des armes blanches comme des couteaux et doit se limiter à son armement rudimentaire. Enfin, la déontologie vise à développer chez le vigile, la conscience qu'il est désormais un auxiliaire de l'administration dont le rôle est de protéger un site précis, mais aussi d'observer tout mouvement suspect et le signaler aux forces de maintien de l'ordre. La conscience de cette posture privilégiée à fait dire à un responsable d'une société de gardiennage exerçant dans la ville de Douala que : « *Nous avons une mission spéciale, car dans la nuit, quand les policiers dorment, nous veillons sur la ville*[841] ». Les Sociétés de gardiennage sont donc finalement des auxiliaires des forces de maintien de l'ordre avec qui, ils travaillent étroitement dans le cadre du renseignement. Analysons à présent les profils des vigiles au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique.

2. Des profils sociologiques informés par le chômage des jeunes au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique

Avec des économies rentières, donc très peu diversifiées, les pays de l'Afrique centrale connaissent un taux de chômage assez élevé oscillant autour de 30 et 40 pourcent[842]. En Afrique centrale, 60,5 % des jeunes sont sans emploi et ne suivent ni études, ni formation (NEET)[843]. Au Cameroun, ce taux oscillent entre 94% pour les ruraux et 85 % pour ceux qui vivent en milieu urbain[844] ; depuis le début des années 2010, le taux de chômage s'est stabilisé à plus de 7,75%[845] et 15,85 % pour les moins de 15-24 ans en 2017[846]. Cette situation reste tout autant préoccupante en République centrafricaine où les jeunes représentent plus de

[840] Confère un entretien avec M. Renaud, vigile déployé au Ministère des Relations Extérieures par la Société de gardiennage SACUR.
[841] Confère l'entretien du 21 décembre 2021 avec M. BEKADAL, responsable de *Tiger security* à Douala au Cameroun.
[842] NGUEKENG (Bernard), « politiques publiques et emplois des jeunes : une étude empirique du cas du Cameroun », in AVOM (Désiré) et ONGO NKOA (Bruno Emmanuel) (dir.), *Pertinence des politiques publiques de développement en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2021, p.110.
[843]Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, 2020, *op cit*, p.13.
[844] NGUEKENG (Bernard), *op cit*, p.110.
[845] SUMATA (Claude), « Emploi des jeunes et dynamique de l'entrepreneuriat en RD. Congo : une évaluation des mécanismes d'auto-emploi », in *Observatoire de la Francophonie économique*, Université de Montréal et du Montréal, avril 2020, p.3.
[846] KIBALA KUMA (Jonas), « Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo :état des lieux, analyses et perspectives », in Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ), Université de Kinshasa, Août 2020, p.6.

la moitié de la population et, dans un contexte général de chômage estimé à 6.5% en 2018[847], cette catégorie constitue environ 58% des demandeurs d'emplois du pays[848]. Ainsi, bien que ne disposant pas de chiffres sur le nombre exact du personnel utilisé par les Sociétés Privées de Sécurité au Cameroun, en Centrafrique et en RD-Congo, l'on peut néanmoins dire que les difficultés économiques y ont conduit beaucoup de jeunes sans véritable diplôme. Parmi les postes que ceux-ci occupent généralement, nous avons entre autres : vigiles; magasinier ; secrétariat bureautique ; chauffeur ou encore, maitre-chien[849].

Au Cameroun par exemple, le Ministère de l'Administration Territorial évalue le nombre de vigiles autorisé par société à 5000 personnes par région[850] pour 15000 personnes en 2004[851]. En Centrafrique et en République Démocratique du Congo, il reste difficile d'avoir avec exactitude ces chiffres. Néanmoins, lors d'un entretien avec un propriétaire d'une société de sécurité privée, il est apparu que certaines sociétés peuvent employer plus de 1000 personnes[852]. Du point de vue social, les sociétés de gardiennage privées, emploient des personnes ayant des profils différents. D'une part, des diplômés des universités ayant souvent une certaine expérience, et d'autre part, des vigiles issus des classes sociales les plus défavorisées telles que, les étudiants, les personnes n'ayant pas terminé leur cycle pré universitaire et des populations sans véritable scolarité, issues des régions australes au Tchad, de l'Extrême Nord du Cameroun, du Nord du Gabon ou de l'Est de la Centrafrique.

Ces vigiles sont généralement issus de familles très modestes et vivent, par conséquent, dans une certaine précarité. En Centrafrique par exemple, la guerre civile et la morosité économique ont eu pour conséquence d'augmenter le chômage et le sous-emploi dans le pays. Toute chose qui ne laisse guère le choix aux populations qui se retrouvent ainsi, parfois, obligées d'accepter des petits boulots comme celui de vigiles, pour assurer leur subsistance et celle de leur famille à Bangui[853]. Cette situation est assez similaire à celle qui prévaut au Cameroun, avec la prégnance de la difficulté à trouver un emplois stable et bien rémunéré, l'on retrouve des jeunes qui sont prêts à accepter le travail de vigiles pour survivre

[847] Ces chiffres sont issus du Document sur la Politique Nationalede Promotionde la jeunesse2ème Génération (PNPJ-2), p.12. (47 pages).
[848] *Idem*.
[849] Cf. entretien du 20 janvier avec monsieur Michael, propriétaire de la société Africa Security au Cameroun.
[850] Cf. entretien du 15 décembre 2022, avec M. NTSAMA, sous-directeur de la sécurité publique à la Direction des Affaires politiques du MINAT.
[851] PEROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine), 2008, *op cit*, p.21.
[852] Confère l'entretien du 24 Janvier avec le propriétaire de la société Sénévé à Bangui.
[853] DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie), thèse de Doctorat, *op cit*, pp.81-83.

dans les grandes villes comme Yaoundé, Douala, Bafoussam, Maroua, Garoua ou encore Bertoua[854]. En effet, les sociétés de sécurité ont un spectre d'action assez limité et un armement sommaire[855] qui leur permet, de mener à bien leur mission de gardiennage ou d'escorte.

Malgré l'absence de chiffres officiels, au Cameroun, avec plus de 1000 Sociétés Privées de gardiennage, le secteur emploierait plus de 10.000 personnes[856]. D'ailleurs, en 2018 par exemple, le magazine *investir au Cameroun* a révélé que trois sociétés de sécurité privées se retrouvaient dans le classement des 15 plus gros pourvoyeurs d'emploi dans le pays. En RDC et en RCA également, les sociétés de sécurité privées sont pourvoyeuses d'emplois et permettent de relever le pouvoir d'achat des populations malgré une austérité quasi générale dans la sous-région. En RDC par exemple, les entreprises telles que : *Security Services* ; *Avant-garde Security*, *Bras Security* et *Group Security Africa* employaient plus de 1000 personnes dans le secteur minier dans les provinces du haut-Katanga et du Lulaba en 2016[857]. Outre ces jeunes gens qui sont recrutés, les Sociétés privées de Sécurité, comme ailleurs, sont un cadre de pantouflage[858] pour d'anciens fonctionnaires des forces de défense et de sécurité[859].

Précisons, que les hommes en tenues peuvent jouer deux principaux rôles au sein des sociétés privées de gardiennage. Même si leur présence est généralement interdite par la loi tant qu'ils sont encore en service[860], les anciens hommes en tenues, du fait de leurs expertises, sont généralement impliqués dans l'industrie privée de la sécurité en Afrique centrale[861]. Tout d'abord, ces anciens militaires et policiers, peuvent être des propriétaires des Sociétés de

[854] Cf. entretien avec madame le Sous-Directeur du climat social au Ministère camerounais du Travail et de la Sécurité Sociale.
[855] Pour pouvoir mener leur mission, ces sociétés offrent une formation sommaire dont la durée oscille entre deux et trois mois et leur armement se limite à des gourdins, des matraques, des Tazers, des lances et pas d'armes à feu.
[856] Cf. entretien avec le Sous-directeur de la sécurité publique du MINAT.
[857] Etude sur l'industrie de la sécurité privée en République Démocratique du Congo : Analyse des provinces du Haut Katanga et du Lulaba, *op cit*, p.23.
[858] De façon simple, en France, le pantouflage renvoie au fait pour un haut fonctionnaire d'aller travailler le secteur privé.
[859] En France par exemple, des entreprises comme *Amarante Internationale*, *Erys Group* ou encore *Gallice* recrutent généralement d'ancien responsables des forces de défense et de sécurité tout comme le font leurs consœurs américaines, britanniques et sud-africaines.
[860] En effet, l'article 8 du décret de
[861] En prenant spécifiquement l'exemple des villes de Goma et de Kinshasa, l'on peut noter que les sociétés de sécurité privées sont constituées de policiers et militaires dont, certains sont encore en fonction au moment où ils investissent ce secteur. Voir ici, TSHIMANDE TUKALA (Célestin), *op cit*, p.312.

Sécurité Privées au Cameroun, en Centrafrique et en République Démocratique du Congo[862]. Cette première modalité peut s'expliquer par l'idée est largement partagée et diffusée selon laquelle :

> *« embaucher des anciens policiers ou gendarmes c'est non seulement faire de substantielles économies sur les couts de formation rendue caduque, mais aussi bénéfice à moindre frais d'une véritable expertise acquise sur de nombreuses années de service et d'une plus-value à la fois en termes d'images de marque et d'entrée dans les réseaux professionnels et politiques*[863] *».*

En outre, ils sont utilisés comme des formateurs des vigiles, pour ainsi dire, qu'ils peuvent leur apporter une discipline et leur faire une préparation sportive qui ne dure généralement que quelques jours. Ils sont alors initiés aux techniques de self-défense et au maniement des gourdins[864]. Enfin, il est vrai que nous n'avons pas pu obtenir des statistiques pointues sur la question, mais, même au sein des milices armées et des Sociétés Militaires Privées, ce sont les hommes en tenues qui constituent l'essentiel des troupes. Ainsi, le secteur

Au total, comme nous venons de le voir, le secteur de la sécurité privée est un outil efficient de lutte contre le chômage des jeunes et de pantouflage des retraités en Afrique centrale. Il importe à présent d'analyser les typologies de sociétés de gardiennage en Afrique centrale.

B- TYPOLOGIE DES SOCIETES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE

La typologie permet de se faire une idée sur un phénomène. Pour le cas des Sociétés de gardiennage, nous partirons d'une classification administrative (1) ; celle par la nationalité (2) et l'approche technique (3).

1. La classification administrative

Du point de vue administratif, l'on distingue entre autres : les sociétés de gardiennage légales et celles qui sont non reconnues.

---

[862] Cf. entretien du 10 septembre 2021 avec madame le sous-directeur du climat social au Ministère camerounais du Travail et de la Sécurité Sociale.
[863] GUITTET (Emmanuel-Pierre), « La place et le rôle de la sécurité privée aux côtés des forces de police », in revue Blue Talks, 2018,
[864] Cf. Un entretien avec les agents de la société de sécurité privée *Sacure* en poste au Ministère des Relations Extérieures et des informations recueillies

La simple existence de ces exigences administratives, est de nature à limiter le nombre de promoteurs à meme d'exercer dans le domaine des activités privées privées de gardiennage en Afrique centrale. Comme le rappelait encore un promoteur d'une Société Privée de gardiennage exercant dans la ville de Douala : « *nous les petits poissons on ne peut pas payer ces sommes faramineuses et on a pas le réseau pour faire aboutir nos dossiers*[865] ». Toutefois, comme l'ont bien affirmé les responsables de la Direction des Affaires politiques au MINAT, il existe à ce jour vingt cinq (25) Sociétés Privées de gardiennage, disposant d'un agrément au Cameroun. Le tableau ci après, le montre a suffisance :

TABLEAU N°13 : LISTES DES SOCIETES DE GARDIENNAGE RECONNUES AU CAMEROUN

Noms des sociétés privées de gardiennage	Année d'obtention de l'agrément
Panthère Security	27 mars 2006, basé à Douala
Vigilcam Security	27 mars 2006, basé à Yaoundé
Africa Omnibuisiness Sarl	27 mars 2006, basé à Garoua
Wakenhut Security/G4S	27 mars 2006, basé à Douala
Africa Security	27 mars 2006, basé à Douala
SACUR	27 mars 2006, basé à Yaoundé
Camerounaise de sécurité Sarl	27 mars 2006, basé à Yaoundé
Essoka Security	27 mars 2006, basé à Bamenda
Dak Security	27 mars 2006, basé à Yaoundé
Avis Security	04 février 2021, Yaoundé
Agence Doberman	04 février 2021, Yaoundé
Shester for security sarl	04 février 2021, Yaoundé
Continental Express Service Security	04 février 2021, Yaoundé
Sky Hill Security Sarl	04 février 2021, Yaoundé
Société Africaine de contrôle et de Protection	04 février 2021, Yaoundé
Horizon Security Group sarl	04 février 2021, Yaoundé
Cameroonian security Agency	04 février 2021, Yaoundé
Protect Security	04 février 2021, Yaoundé
Metro security sarl	04 février 2021, Yaoundé
Ets Founa	04 février 2021, Yaoundé
Security protect plus	04 février 2021, Douala
Camport PLC	04 février 2021, Douala
Oropex Services Cameroun S.A.	04 février 2021, Douala
Concept Engienearing Company	04 février 2021, Bamenda
Hist-T Services Sarl	04 février 2021, Bertoua

Source : Auteur

Comme nous pouvons le voir, il existe plusieurs Sociétés Privées de Gardiennage au Cameroun, analysons à présent la situation en RDC.

[865] Confère l'entretien avec M. BEKADAL, promoteur de la société privée de gardiennage *Tiger Security* à Douala.

Pays continent de 2 345 000 km^2, la République Démocratique du Congo est un immense territoire travaillé par une grande insécurité et caractérisé par la prolifération des Sociétés Privées de gardiennage[866]. Selon, MUKULU NDUKU, propriétaire de la société privée de gardiennage *Securico Sarl* basé à Kinshasa, ces entreprises opéraient déjà dans le pays *« [...] comme des unités de surveillance au sein des entreprises publiques et privées*[867] » depuis le début des années 1970. L'on doit dire qu'en RDC les facteurs qui expliquent le mieux la présence des Sociétés de gardiennage restent la grande instabilité politique du pays. Ainsi, à côté des acteurs nationaux, les enquêtes de terrain ont permis de comprendre que la plus grande demande des services privés de sécurité en RDC provient à la fois du secteur minier et des entités étrangères installées[868]. Partant du principe que, l'Est de la RDC est la zone la plus instable, nous allons focaliser notre démonstration sur cette partie du pays. Après la RDC et le Cameroun, analysons à présent la situation des Sociétés de gardiennage en Centrafrique.

En République centrafricaine, c'est depuis 1988 que la première société de gardiennage, *Fox Sécurity* s'est implantée. En raison de la grande insécurité dans le pays, ces entreprises privées n'ont cessé d'évoluer et de se diversifier. Ces sociétés de gardiennage assurent, outre celle des personnes, la sécurité des bâtiments commerciaux, celle des bâtiments abritant les entités internationales telles que les Ambassades ; les ONG et surtout, les Nations Unies[869]. Parmi les sociétés reconnues dans le pays, l'on en distingue quelques une présentées dans le tableau ci après :

TABLEAU N° 14 : LES SOCIETES DE GARDIENNAGE PRIVEES EN CENTRAFRIQUE

Nom de la Société de gardiennage	**Nom du propriétaire**	**Date de création**
Croisement SA	Bienvenu NOUKENAM	2015
Libili sécurité	Léon BANGABINGUI	2013
Le Bureau Centrafricain de	Cyrille Damango	1998

[866] KAMBALE MUKWEMLERE (Albèric), « Prolifération des sociétés privées de sécurité au Nord-Kivu : motivations et perspectives », in *IOSR/JHSS, Jounal of Humanities And Social Science*, Vol.23, Issue I ; Ver.6, january, 2018 ; pp.62-73.

[867] *Etude de base sur l'industrie de la sécurité privée en RDC*, 2019, *op cit*, p.22.

[868] Parmi les entités étrangères, nous entendons les multinationales, les Ambassades et le personnel des Nations Unies.

[869] Confère l'entretien avec M. Gildas WEREGANDJI, propriétaire d'une société de gardiennage privée à Bangui.

Gardiennage et Surveillance (BCAGS)		
Fox Security	Clément NDOTIZO	1993
Powers security	David MOISAN	2003

Source : Auteur

A coté de ces Sociétés de gardiennage reconnues par l'Etat, il y en a aussi de très nombreuses qui fonctionnait dans l'illégalité et qui profitent de la tolérance administrative. Intéressons nous à présent à la distinction selon la nationalité.

2. La distinction selon la nationalité et par secteur d'activités

Du point de vue de la nationalité, il existe trois types de sociétés de gardiennage en Afrique centrale. L'on peut distinguer les entreprises nationales et les multinationales. Du point de vue économique, le secteur de la sécurité privée permet de brasser d'importantes sommes d'argent. Selon M. BEKADAL, propriétaire de la société de gardiennage *Tiger Sarl* à Douala et ancien Directeur des opérations de la *Société Vigilcam*, une société de gardiennage au Cameroun peut brasser des sommes allant de 1.500.000 à 3.500.000 par mois[870]. Pour cette raison, de nombreux camerounais se sont engagés à y investir. Cette situation est similaire à celle de la Centrafrique ou des sociétés de gardiennage nationales peuvent permettre de toucher des sommes assez importantes pouvant aller vers 2.000.000 de francs par semaine[871]. Ci-joint un tableau des Sociétés de gardiennage au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique.

Bien que n'étant pas généralisée, cette situation est semblable à celle de la Centrafrique où des milices comme le FPRC sont parfois amenées à sécuriser les activités de certaines compagnies chinoises dans le Nord-est du pays. Toutefois, ce sont pour l'essentiel les sociétés de gardiennage qui jouent ce rôle dans le pays. Parmi ces entreprises, l'on retrouve entre autres : *Croisement Sécurité, Powers, G4S, Fox sécurité, Sénévé sécurité, King sécurité, SICA Sécurité, GBAGS Sécurité*[872].Après avoir longtemps été exigu, le domaine de la sécurité privée s'est progressivement ouvert en et libéralisé en Centrafrique, aujourd'hui ce pays connait une abondance de société de sécurité privées qui y travaillent en toute liberté.

[870] Entretien du 25 décembre 2021 avec M. BEKADAL, propriétaire de la société de gardiennage *Tiger Security* à Douala
[871] Entretien avec M. Gildas WEREGANDJI propriétaire d'une Société de gardiennage à Bangui.
[872]Idem.

Toute chose qui se retrouve aussi en RD-Congo ou l'on note bien plus d'acteurs privés comme le montre la présente carte ci-dessous :

TABLEAU N°15 : LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES EN RDC

Eagle Royal	Kingdom security	Miketo	YMUF Security
Elephant protection	LH Security	LUGOZI	Security for frica
EMS Protection	Likonzi Protège	Kindom protection	Star secueity
Mamba security	LM security	SCAB Congo	Tigre security
Tango securty	Malabar sécurity	Scorpion Force	Top Sig RDC
Magenya security	Masters security	Securico	Twety Security
Erynis	Michael service	SKS	US Security

Source : Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée[873].

Outre ces Sociétés de gardiennage nationales, il existe aussi des multinationales de la sécurité qui exercent au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique. Ces entreprises étrangères, appartiennent généralement aux ressortissants des pays des anciennes métropoles qui sont historiquement liés à ces États. Les entreprises nationales appartiennent aux entrepreneurs camerounais, congolais et centrafricains. En effet, le secteur de la sécurité privée est assez lucratif et attire de nombreux entrepreneurs y compris, des nationaux. Ainsi, de nombreuses sociétés de sécurité de gardiennage appartiennent aux Camerounais[874], aux centrafricains[875] et au congolais[876]. Ces Sociétés peuvent aussi prendre la forme des entreprises corporatives quand elles sont créées par un établissement public, privé ou commercial, dans le but d'assurer la sécurité de son personnel et de ses biens immeubles et mobiliers[877].

[873] Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, « Etude sur l'industrie de la sécurité privée en RDC : analyse des provinces du Haut Katanga et Luluba », *op cit*, p.68.
[874] Parmi les Camerounais possédant des sociétés de sécurité privées, nous pouvons citer : Messieurs MVONDO ASSAM Bonaventure, NSOH Joseph et FEUTCHEU Joseph, qui sont respectivement propriétaires de *Safety Curtain Security (SACUR), Essoka Security* et *Panthère Sécurity*.
[875] Parmi les propriétaires de sociétés de sécurité privées en RCA, nous pouvons citer DAMANGO Guy-Bertrand qui a créé le *Bureau Centrafricain de Surveillance et de Gardiennage* (BCSGA) en 1998, ou encore, l'honorable Clément NDOTIZO qui en 1993, a mis sur pieds, l'entreprise *Fox Sécurité Privée*.
[876]En RD-Congo, il existe aussi de nombreux nationaux qui possèdent des sociétés de sécurité privées, l'on peut mentionner entre autres :
[877] NOAH EKENE (Achilles), *op cit*, p.140.

Précisons qu'à côté de ces Entreprises Privées de Sécurité nationales, nous avons aussi des multinationales de la sécurité privée qui opèrent en Afrique centrale. Celles-ci sont généralement des filiales des grands groupes qui opèrent à travers le monde. Parmi les sociétés de sécurité de cette envergure, nous pouvons citer entre autres : Group 4 *Securicor* (G4S), *Wackenhut* devenu *DACK Security, Security Dog* ; *Africa Security* ou encore *Amarante* International. Cette conception intéressante, mérite encore d'être complétée en mettant un accent particulier sur les SMP dont les activités ressortissent assez clairement du domaine militaire.

Du point de vue technique, l'on peut distinguer les brigades canines et les sociétés de transport de fonds.

La contribution des brigades canines à la sécurisation des hommes et de leurs biens

Appartenant à la famille des *canis lupus familaris* et souvent présenté comme le meilleur ami de l'homme, le chien a historiquement été domestiqué, il y a quatorze-mille ans avant notre ère[878]. S'il est de très bonne compagnie, le chien a tôt fait d'être utilisé dans des activités sociétales telles que la sécurité. A ce titre, après une sélection sur les bases raciales, avec une préférence pour les bergers allemands, il est dressé et entrainé à jouer divers rôles dans la sécurité. Les brigades canines qui désignent généralement des unités constituées de chiens et de maitres-chiens sont devenues des acteurs incontournables de la sécurité. Ils sont utilisés dans les actions de déminage ; de recherche de produits stupéfiants dans les aéroports et de plus en plus en plus dans les sociétés de gardiennage.

L'élément essentiel d'une brigade canine est certes le chien, mais celui qui le dresse est son maitre qui le fait travailler très jeune en lui inculquant les vertus de l'obéissance et la patience. Même si ailleurs, le maitre-chien suit une formation poussée, en Afrique centrale, ce sont des personnes plutôt douées qui ont développé leur amour pour les chiens et qui aiment travailler avec eux. Ils les préparent généralement à exercer soit pour les forces de l'ordre, soit pour des personnes handicapées, soit comme animal de compagnie pour les personnes âgées et évidemment pour les sociétés de gardiennage.

Ces entreprises les déploient généralement soit dans des domiciles privées ou devant des centres commerciaux pour la sécurisation de ces espaces. Ailleurs comme en Afrique

[878] LOHAY (Etienne), « Chien de sécurité, de la sélection à la pension. Parcours d'in travailleur à quatre pattes », in *La Revue nouvelle*, n°7, 2018, p.75.

centrale, les sociétés de gardiennage disposent de brigades canines. Si elles se sont fait connaitre aux cotés des unités de police, les brigades canines occupent aujourd'hui une place de choix dans la sécurité privée y compris en Afrique centrale. Leur usage est conditionné par certaines règles. L'on doit bien admettre que leur nombre ne cesse de croitre au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Au Cameroun par exemple, le décret N°2015/407 du 1- septembre 2015 portant application de la loi n°97/021 du 10 septembre 1997 relative aux activités privées de gardiennage, modifiée et complétée par la loi n°2014 du 23 décembre 2014, dispose que :

> *« l'utilisation des brigades canines est soumise à l'autorisation préalable du Ministère chargé de l'administration territoriale, sur la base d'une demande expresse contenant notamment un certificat médical délivré par les autorités compétentes du ministère en charge de l'élevage et indiquant le nombre de chiens à utiliser*[879]*».*

Ainsi, les chiens peuvent sous certaines conditions être mobilisés pour la sécurité des hommes au Cameroun, d'ailleurs, il en va de même en République Démocratique du Congo et en Centrafrique ou ces animaux sont utilisés par la police, l'armée, les aéroports et les vigiles. Dans le cadre des activités de gardiennage, les chiens jouent principalement trois rôles.

- **Le Sociétés de transport de fonds**

L'un des domaines les moins connues des activités des Sociétés de sécurité privées se trouve être le domaine du transport des valeurs et des fonds[880]. Avec le développement et la sophistication du grand banditisme dans les zones urbaines et périurbaines, le besoin de sécuriser le transport des devises et des fonds est progressivement apparu comme une nécessité pour les entreprises privées en général, et en particulier en pour les banques commerciales. Ainsi, face à une sécurité publique pas toujours satisfaisante, il est question d'assurer la sécurisation du transport des fonds, des bijoux et de certaines ressources minières pour les acheminer vers un point bien précis[881]. En effet, la mission des sociétés privées de gardiennage consiste généralement à sécuriser le transport des fonds, et à les déposer soit dans des agences bancaires, dans des distributeurs automatiques de billets ou à effectuer des

[879] Voir ici, l'alinéa 4 du chapitre 22 de décret.
[880] VINCENT (Anne), « Les entreprises de gardiennage et de sécurité », in *Revue Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1998, n°1596, p.1.
[881] Entretien avec un responsable de la société DAK Security en poste à Yaoundé.

payements importants pour des personnes privées. Ce secteur comporte un niveau de risque très élevé, et nécessite un arsenal particulier qui va au-delà de celui du simple vigile[882].

Pour mener à bien cette activité, ces entreprises privées disposent entre autres des équipes formées, équipées et entrainées, qui se déplacent à bord de véhicules blindés, et disposent d'une technologie de pointe, des systèmes de communication avancées et utilisent des gilets pare-balles. Toutefois, en raison des contraintes juridiques liées à leur armement, ces entreprises de sécurité privées font généralement recours à des policiers armés pour les accompagner dans l'exercice de leur délicate mission. Au Cameroun et en RD Congo par exemple, elles sont généralement précédées d'un véhicule d'hommes en tenues bien armés lorsqu'elles se déploient dans la zone urbaine. De nombreuses sociétés privées de sécurité se livrent à cette activité comme le montre le tableau ci-après :

TABLEAU N°16 : LES SOCIETES DE SECURITE TRANSPORTANT DES DEVISES EN AFRIQUE CENTRALE

Noms des sociétés	Pays d'action
Securico Sarl	RDC
Proteam Sarl	RDC
Golden Black security	RDC
SCS Emplois	RDC
Transval	Cameroun
Essoka security	Cameroun
Burval Centrafrique	Centrafrique
Croisement sécurité	Centrafrique

Source : Auteur.

En définitive, l'on se rend compte que les sociétés de gardiennage se livrent à des activités plus complexes que le simple gardiennage, il en va ainsi des activités de transport et de sécurisation des fonds et de devises comme, d'autres encore plus complexes. A présent, intéressons nous au déploiement opérationnel des Sociétés de gardiennage en Afrique centrale.

[882] Selon monsieur MICHAEL, propriétaire de la Société de sécurité Privée *Africa Security*, lors de ces activités, les vigiles portent des gilets pare-balles et son généralement accompagnés par des gardes armés issus des forces de défense et de sécurité.

PARAGRAPHE II : LE DEPLOIEMENT DES SOCIETES PRIVEES DE SECURITE

Pour analyser le déploiement effectif des Sociétés de gardiennage en Afrique centrale, nous distinguerons entre le postage des agents de sécurité privées sur les sites (A) et la surveillance à distance (B).

A- LA COUVERTURE DES SITES PAR LES SOCIETES DE PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE

Pour parvenir à « *protéger le sommeil du bourgeois*[883] », les sociétés de gardiennage disposent d'un arsenal tel que les hommes ; les chiens et d'une technologie permettant de sécuriser des espaces précis. Pour accomplir leurs missions de protection des édifices, de nombreuses sociétés de sécurité privées telles que : Dak *Security, Essoka Security, Africa security* au Cameroun ; G4S, DSA, *Likonzi Security* et *Magenya protection* en RDC[884] et *Croisement sécurité* ou *BCAGS Sécurité* en RCA[885] mobilisent des milliers d'hommes pour accomplir un ensemble de prestations tels que : Le principal rôle des vigiles reste dissuasif à travers leur présence physique devant des édifices privés de jour, comme de nuit.

Il faut précise que comme c'est le cas en France, ces fonctions de gardiennage en Afrique centrale se limitent essentiellement à l'intérieur des bâtiments et ne sauraient sous aucun prétexte, être exercées sur la voie publique[886]. Leur mission se limitent dès lors à des exactions préventives contre les actes de vols, de destruction ; et autres types d'effractions dans les édifices dont ils assurent la sécurité.

1. Le vigile : un homme au service de la protection du « sommeil des bourgeois »

Pour parvenir à « *protéger le sommeil des bourgeois*[887] », les sociétés de gardiennage peuvent recourir aux chiens spécialement dressés à cet effet ou encore, la disposition des appareils de vidéosurveillance aux coins stratégiques de ces habitations. Au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique, ces services sont fournis par la majorité des Sociétés de

[883] PEROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine), *op cit,* p.26.
[884] GOEDE(Meike), « Private and public security in post-war Democratic Republic of Congo », in GUMEDZE (Sabelo), The Private security sector in Africa, Monograph n°146, July 2008, publié sur www.issafrica.org, consulté le 10 Janvier 2021.
[885] Confère l'entretien du 7 février 2021 avec WEREGANDJI Gildas, propriétaire d'une Société de Sécurité Privée en RCA
[886]BARBIER (Arnaud), *op cit,* p.110.
[887] PEROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine), *op cit,* p.26.

Sécurité Privées[888]. Les leaders en la matière sont généralement : *Dak Security*, *Essoka Security*, *Africa security* ou encore *Panthère Security* au Cameroun, en RD-Congo en revanche, nous avons des entreprises telles que G4S, DSA, *Likonzi Security*, *Magenya protection*[889], alors qu'en Centrafrique ce sont les sociétés *Croisement sécurité* et *BCAGS Sécurité* qui sont les leaders en la matière.

La configuration est à peu de chose, la même que pour la sécurisation des édifices commerciaux. En effet, en raison de l'insécurité croissante dans les grandes métropoles, de nombreux établissements commerciaux ont fait le choix de confier leur sécurité aux sociétés de sécurité privés. Dans la plus-part du temps, les vigiles y jouent de nombreux rôles. Nous avons identifié, le contrôle d'accès dans les grandes surfaces commerciales à Bangui, Kinshasa, Lubumbashi, Yaoundé, Douala ou encore Bafoussam. Ils s'occupent également d'aider les véhicules à se garer au niveau des parkings.

Le principal rôle des vigiles reste dissuasif à travers leur présence physique devant des édifices privés de jour, comme de nuit. En raison de l'interdiction de l'utilisation d'un armement militaire de la limitation de leur périmètre d'activité[890], ces vigiles sont systématiquement renforcés par des agents de police armés. Ainsi, il est devenu banal de voir des vigiles poster devant des grandes surfaces commerciales avec des policiers. Toute chose qui n'est pas sans rappeler le dispositif de sécurisation des édifices publics sensibles.

Cependant, pour fluidifier leur action, les vigiles, qui s'occupent de vérifier que les usagers remplissent les conditions nécessaires pour entrer dans ces différentes enceintes sont parfois associées aux forces de maintien de l'ordre. En RCA, la protection des installations de la MINUSCA est totalement gérée par la Société de gardiennage *Croisement Sécurité*, qui s'occupe également les différents sites du groupe *Total Energie* dans le pays[891].Notons que, contrairement au Cameroun, en RDC et en RCA, la protection des sociétés privées dans les zones en conflits, peut aussi être confiée à des milices privées. C'est par exemple le cas dans les régions du Kivu et de l'Ituri en RD-Congo où certaines entreprises étrangères sont

[888] D'après nos enquêtes de terrain, les leaders en la matière en RDC sont :

[889] GOEDE(Meike), « Private and public security in post-war Democratic Republic of Congo », in GUMEDZE (Sabelo), The Private security sector in Africa, Monograph n°146, July 2008, publié sur www.issafrica.org, consulté le 10 Janvier 2021.

[890] BADJECK (Didier), cité par *FRANCIS (Jean),* « Ces sociétés ont un rôle strict de gardiennage et d'alerte », in Magazine *Cameroon tribune*, publié le 16 février 2021, in https://www.cameroub-tribune .cm, consulté le 5 janvier 2022.

[891] Confère entretien avec le propriétaire de la société de sécurité privée centrafricaine *Sénévé securité.* Cette société de sécurité privées centrafricaine est dirigée par un diplomate centrafricain qui a bien voulu répondre à nos questions en nous envoyant un document écris de sa main.

obligées de recourir aux milices privées pour les protéger. Pour approfondir la compréhension des activités des sociétés de gardiennage en Afrique centrale, nous allons nous focaliser sur la protection des sites à risque, en RD-Congo et en Centrafrique.

2. La protection des sites à risque par les SMSP en RDC et en Centrafrique

Dans des contextes d'état failli comme en RD-Congo et en Centrafrique, la faiblesse des forces armées pose le problème de la sécurité des hommes et des multinationales amenées à exercer dans des zones à risque. Ainsi, de nombreux civils issus du monde de la presse, des ONG humanitaires ou ecclésiales recourent régulièrement à la protection des Sociétés privées de Sécurité pour se déployer dans des zones dangereuses. Outre des analyses que ces entités produisent régulièrement, elles disposent aussi des équipes qui se déploient sur des sites à risque[892].

Toutefois, dans un contexte de faillite relative de l'État, le secteur qui a le plus besoin de l'expertise des SSP est celui des Multinationales opérant dans le domaine sensible des industries extractives. S'il est acquis que ces dernières ont fortement contribué à améliorer le fonctionnement de forces de sécurité via des subventions, il n'en demeure pas moins vrai que les multinationales restent confrontées à des problèmes de sécurité importants dans les États faibles. Pour y faire face, elles sont obligées d'investir « *une part importante de leur budget dans la sécurité de leurs infrastructures, en raison de la localisation des ressources dans les pays en développement, fragiles et instables*, … [893]».

Dans le cas d'espèce, il est évident que le Cameroun, fidèle à son modèle de monopole, voire de confiscation de l'exercice de la violence armée, a opté, à l'exception de la lutte contre Boko Haram dans le septentrion, de faire face aux différentes menaces en renforçant ses forces de défense et de sécurité. Cependant, en RD-Congo et en Centrafrique, ce sont généralement des troupes extérieures[894] et des acteurs privés, et plus singulièrement des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées qui sécurisent les intérêts des multinationales et des ONG en RD-Congo et en Centrafrique. En RDC par exemple, de nombreuses sociétés

[892] Nous pouvons citer ici la mission effectuée par le groupe français *AMARANTE internationale* avec une équipe de l'Union Européenne en 2005. Confère l'entretien du 14 décembre par visioconférence avec François HOLLANDER, PDG de cette entreprise basée à Paris.

[893] LAVALEE (Chantal) et al, « les pratiques hybrides de sécurité. Le cas des multinationales du secteur de l'extraction dans les États faibles », in *revue Études internationales*, vol.49, n°3, automne 2018, p.601. pp.593-616.

[894] Nous pensons notamment, ici, aux différentes forces de maintien de la paix déployées dans ces deux pays respectifs pour ramener la paix et la sécurité.

minières ont recours aux sociétés de sécurité privées pour les protéger comme, le montre le tableau ci-après :

TABLEAU N°17 : LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES PROTEGEANT LES SITES MINIERS EN RDC

Sociétés de Sécurité privées	Noms des sociétés minières	Localisation
Bras security	Ruashi Mining	Katanga
Twenty Security	Kamoto Copper Company	Lulaba
Group 4 securicor	KOV Mining	Lulaba
Twenty security	Kamoto Copper Company	Lulaba

Source : Auteur.

En raison de la grande instabilité dans le pays, les Sociétés de gardiennage interviennent aussi en Centrafrique pour protéger des sites à risque.

Outre les activités traditionnelles de *vigilantisme* et de protection des individus dans des zones à risque, les SMSP se retrouvent aussi impliquées dans la modernisation et la protection de certaines administrations stratégiques en Afrique centrale.

B - LES SMSP EN ŒUVRE DANS L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

Aux antipodes de la thèse qui la situe après la première guerre du golfe en Irak en1991, le concept de « *Révolution dans les Affaires Militaires* » a en réalité émergé aux lendemains de la deuxième guerre mondiale au sein de l'industrie militaire russe[895]. Il est alors encore question d'allier les véhicules de combat aux tète nucléaire afin de paralyser les stratégies de l'adversaire. Toutefois, après avoir connu une évolution dans la pensée stratégique américaine, c'est finalement en 1992 avec la publication de leur ouvrage intitulé : *The Military technological revolution,* qu'Andrew KREPINEVICH et Andrew MARCHAL

[895]CUOCO (Carlo Alberto), The revolution in military Affairs: theoretical utility and historical evidence », in *research paper*, Research institute for European and American studies, n°12, April, 2010, p.12.

vontposer les jalons de ce qui deviendra officiellement en 1994, la Révolution dans les Affaires Militaires.

Il s'agit depuis lors de l'idée que l'utilisation des technologies de l'information dans les opérations militaires augmentent de façon décisive l'efficacité opérationnelle des armées[896]. En Afrique centrale, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication prend essentiellement deux formes, d'une part, l'instauration des dispositifs de vidéosurveillance (1) et d'autre part, leur mobilisation sur les théâtres d'opération militaires (2).

1. La mise en place des dispositifs de vidéosurveillance en Afrique centrale : une analyse de la contribution des Sociétés de Sécurité à la fabrication des nouveaux *« yeux de l'Etat »*

Du point de vue doctrinal, la vidéo surveillance a trois impacts potentiels sur les actes de délinquances. Tout d'abord, elle pourrait les dissuader, ensuite, elle facilite leur repérage et enfin, elle rend plus facile, l'identification de leurs auteurs[897]. Ce sujet oppose généralement deux visions de la sécurité, l'une qui défend les libertés individuelles, contre les drives d'un Etat voyeur, et l'autre qui milite pour l'efficacité du maintien de l'ordre. Ces technologies qui ont fait leur apparition en occident, notamment aux Etats Unis en 1985, elles se sont par la suite répercutées en Europe et finalement en Afrique. Si le maintien de la paix est resté classique depuis les années 1960, l'on note depuis le début des années 2000, ce pan de l'action publique connait une modernisation en raison de l'entrée des technologies digitales. En effet, la télésurveillance renvoie généralement à un dispositif sociotechnique permettant de :

> « *surveiller à distance un espace à l'aide de caméras connectées à des ordinateurs tout en étant un instrument de « policiarisation » participant à la configuration des nouvelles formes urbaines en Afrique* [898]».

Si ces technologies sont apparues en Occident, elles se diffusent de plus en plus en Afrique, notamment, en Afrique du sud, au Kenya, au Nigéria, au Maroc, en Côte d'Ivoire au Zimbabwe, et depuis peu, en Afrique centrale. Ainsi, l'on va assister à l'émergence de ces

[896] CUOCO (Carlo Alberto), *op cit*, p.21.
[897] MUCHIELLI (Laurent), A quoi sert la vidéosurveillance dans l'espace public ? Le cas français d'une petite ville « exemplaire », in *Revue Déviance et Société, Médecine et Hygiène*, 2016, 40 (1), p.3.
[898] EYENGA (Georges Macaire), « Les nouveaux yeux de l'Etat ? L'introduction de la télésurveillance dans l'espace public à Yaoundé », in *Revue Cahiers d'Etudes Africaines*, LX (4), 244.

technologies au Cameroun, en République Démocratique Centrale et en Centrafrique. En République Démocratique du Congo, c'est dans un climat marqué par les suspicions électoralistes que la vidéosurveillance fait son apparition en 2015. Ainsi, pour certains observateurs, le choix qui est fait des villes de Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu ou Goma, participe d'une obsession sécuritaire du président KABILA[899].

Le projet pionnier en la matière, le *Falcon Eye*, consiste en une installation de plus de 6000 caméras dans la ville de Kinshasa, puis dans les autres villes, ainsi que des Centres de Visio surveillance comme celui de Lubumbashi. En outre, des entreprises privées installent aussi de tels dispositifs à des privées. Parmi ces entreprises, l'on distingue entre autres : *Matrix Telecom, USCT Kinshasa, Tango security, Zintel security, G4S RD Congo ou encore securico sarl*. Ces entreprises vendent et installe des dispositifs de vidéosurveillance léger dans des domiciles des particuliers contre le payement d'une somme de 35000 FCFA plus un montant négocié pour la main d'œuvre[900]. Après la RD Congo, analysons à présent la situation au Cameroun.

Si comme au Cameroun, c'est le chinois Huwei qui occupe le devant de la scène, c'est par contre l'israélien *Béti Tal Services* (BTS), qui est à la manœuvre comme principal partenaire de l'Etat dans la mise en place des dispositifs de vidéosurveillance dans le pays. Ainsi, c'est le contexte sécuritaire marqué par les crises dans les régions de l'Est, de l'Extrême Nord, et du NOSO, mais aussi, l'imminence de l'organisation des grandes compétitions sportives telles que la CHAN en 2021 et la CAN en 2022 qui ont encouragé cette mutation[901]. Ainsi, grâce au programme « *National Broadband Network* » de l'opérateur national *Cameroon Télécommunication* (Camtel), qui a fait appel à *Huawei* pour un accompagnement estimé à 45,9 milliards de FCFA[902], le pays est entré dans une nouvelle ère technologique.

Bien qu'ayant été initiée en 2014 par la Délégation Générale de la Sureté Nationale, c'est en 2019 que cette nouvelle politique publique de sécurité publique numérique va se concrétiser avec la création du tout premier Centre National de Commandement de vidéosurveillance (CNCV). Ce dispositif devrait permettre à terme de contrôler plus de 7000

[899] KENGAWE ZIAMBI (Jérôme), « Installation des caméras de surveillance en RD-C : Kabila le Big Brother raté », publié le 14 janvier 2016, consulté le 3 décembre 2021.ongo
[900]Source enquête de terrain réalisé via un partenaire su place à Kinshasa en décembre 2021.
[901]Entretien avec une source en poste au SED Yaoundé.
[902] EYENGA (George Macaire), *op cit*, p.759.

caméras dont 2000 sont déjà opérationnelles, connectées et installées dans huit régions[903]. Cette mutation est rendue possible par l'intervention des sociétés privées comme Thalès. Outre cette dimension étatique, de nombreuses entreprises privées offrent aussi ces prestations aux particuliers[904]. Analysons à présent le rôle des SMSP dans la protection et la modernisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires et douanières en Afrique centrale. Analysons à présent le rôle des SMSP dans l'utilisation des nouvelles technologies.

2. Les SMSP à l'épreuve de la cyber-sécurité en Afrique centrale : le saut vers la sécurité

Le cyber espace se compose généralement d'une dimension infrastructurelle, software, sémantique et informationnelle, et peut se définir comme : « *un milieu virtuel, à la fois physique et abstrait ou circule un ensemble de flux de données entre des ordinateurs en réseau* [905]». Cet espace constitue un vortex de possibilités et d'opportunités économiques sociales et politiques qui ont totalement transformé la vie des milliers d'individus[906]. Cependant, en raison de menaces potentielles ou réelles qu'il inspire, notamment depuis la fin de la guerre froide, il est aussi vecteur d'un ensemble de menaces pour les États et les individus qui s'y aventurent.

Ainsi, avec des dispositifs stratégiques et tactiques propres, le cyber espace s'affirme comme un « *nouvel espace de bataille*[907] » sur la scène internationale. En témoigne, les attaques massives contre l'Estonie en 2007, ceux de la Chine, de la Russie et de la Corée du Nord contre les machines du Pentagone ou encore le recours au « missile informatique » *stuxnet* par Israël pour détruire une centrale nucléaire aire iranienne en 2009[908].

Pour se protéger dans ce nouvel espace, les États recourent non seulement à la cyber gouvernance, mais aussi, à une véritable stratégie de cyber sécurité. De façon opérationnelle, la cyber sécurité assure une gestion des données dans des conditions optimales et sécurisées.

---

[903] Ce programme de vidéosurveillance vise à terme à atteindre le cap de 7000 caméras dans tout le pays, pour le moment, ce sont les huit villes de Yaoundé, Douala, Bafoussam, Buea, Garoua Boulai, Kousseri, Kye Ossi, et Limbe. Voir ici, EYENGA (Georges Macaire), *op cit*, p.554.

[904]Après une étude de terrain, nous avons pu identifier entre autres : *Avirix, Camer Software Sarl, G4S Security Cameroon, GTS Alarme, Agence de protection et de sécurité ; SABTELCOM, ISS Cameroun, CAMTRACK, Safety Curtain Sarl, SCAM SECU, MATRIX TELECOM, Bahin Sarl Security.*

[905] BOULANGER (Philippe), 2015, *op cit*, p.44.

[906]Le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, *Guide pour la gouvernance de la Cybersécurité*, Genève, 2019, p.6

[907] BOULANGER (Philippe), 2015, *op cit*, p.44.

[908]*Ibid*, p.45.

Elle permet la protection des systèmes d'informations et des données qui circulent contre ceux que l'on appelle les cybercriminels ou des hackers**.** Dans le cadre des activités des Sociétés de Sécurité privées en Afrique centrale, il sera question d'analyser leur contribution à la sécurisation des titres de voyage et identité mais aussi, en termes d'utilisation de la technologie à des fins sécuritaires en Afrique centrale

L'identité s'entend généralement comme : « *Un ensemble d'attributs ou de caractéristiques humaines (appelés identifiants) qui, dès lors qu'ils sont fixés, éliminent toutes les entités possibles pour n'en conserver qu'une*[909] ». En Afrique comme dans la plupart des pays en développement, l'identité donne accès à des services de base tels que la santé, l'éducation, ou la protection sociale, les gouvernements sont avant toute chose, confrontés au défi de l'identification des bénéficiaires[910]. Dans les pays africains, ce problème de l'identification devient encore plus criard au regard du fait que près de 50 pour-cent des enfants nés en 2000, ne sont pas titulaires d'un acte de naissance[911].

En Afrique centrale, la question de l'enfance occupe une place de choix dans l'agenda des États, comme en témoigne la pléthore d'instruments juridiques en faveur de la dignité des enfants, ratifiée[912] et crée à cet effet au niveau national et régional. En Afrique centrale en général et en particulier au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique, cette préoccupation transparait aussi dans la volonté de donner à chaque enfant, un acte de naissance en bonne et due forme. Au Cameroun, le 13 février 2013, le chef de l'État a procédé à la création d'un Bureau National de l'État Civil (BUNEC), chargé de la supervision, du contrôle, de la Régulation et de l'évaluation du Système National d'État Civil[913].

En République Centrafricaine (RCA), pays plombé par une insécurité endémique, la question de l'identification des enfants occupe une place de choix comme le montre l'adhésion du pays aux instruments onusiens y relatifs et la mise en place de la gratuité de

---

[909] ATICK (Joseph J.) et SAFDAR (Zaid), *Guide de l'identité électronique. A l'attention des parties prenantes d'Afrique*, juin 2014, Groupe Banque Mondiale, p.10.
[910]*Ibid*, p.2
[911]Idem.
[912] Les pays africains ont en effet ratifié de nombreux instruments en faveur de la protection des Droits de l'Enfant sur le continent, l'on peut notre entre autres : la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, la Stratégie de la Commission de l'UA pour les Droits de l'Homme en l'Afrique ; la création du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être des enfants, la mise en place d'un Plan stratégique pour les enfants (2015-2019) ; la Déclaration d'Abuja et le Plan d'action sur le VIH /SIDA, la tuberculose et autres maladies infectieuses connexes en 2001, la Déclaration et le Plan d'action vers une Afrique digne des Enfants.
[913] Confère article 4 du Décret n°2013/031 du 13 février 2013, portant organisation et fonctionnement du Bureau National de l'État Civil au Cameroun.

l'enregistrement des naissances par le Décret n°14/228 de 2014, en outre, l'article 134 du Code de la Famille prévoit la possibilité d'un prolongement de délai[914]. Pour optimiser la sécurisation de l'identification de leurs populations, ces différents pays ont également voulu s'arrimer aux dernières évolutions technologiques en adoptant la carte nationale d'identité biométrique.

Bien que la question de la sécurisation de l'identité soit assez ancienne, elle fut redécouverte au cours du même siècle, par William James HERSCHEL, un officier anglais, qui faisait signer des contrats aux employés bengalais avec leurs empruntes. Si l'accès à l'identité reste un droit inaliénable de l'homme, il n'en demeure pas moins que sa réalisation reste un défi colossal pour les États à deux niveaux. D'une part en raison de la quantité d'information à gérer, mais aussi eu égard au défi en termes de numérisation de toutes ces informations[915].

Pour faire face à ces différents défis, les pays ont progressivement adoptés les systèmes de données biométriques[916]. Pour aider les pays de l'Afrique centrale à sécuriser ces pans de leur action publique, de nombreuses Sociétés de sécurité ont été mis à contribution. Au Gabon par exemple, la production des cartes grises en poly-carbone est faite par la *Société Gabonaise des Documents de Transport* (Sogadotra), filiale gabonaise du groupe français *Thalès*. Dans un contexte où l'état civil camerounais est devenu perméable à toutes sortes de manipulation, la politique gouvernementale s'inscrit résolument dans la logique de modernisation et de sécurisation de la nationalité[917]. La dynamique en faveur de la mise en place du processus d'un nouveau système d'identification sécurisé au Cameroun s'est matérialisée par la signature du décret n°2016/375 du 04 août 2016, fixant les caractéristiques et les modalités d'établissement et de délivrance de la carte nationale d'identité.

---

[914] TSOLAKIS (Marika), Les enregistrements et actes de naissances des actes et l'Accès à l'Éducation en République Centrafricaine en République Centrafricaine, Rapport du Conseil Norvégien pour les Réfugiées, Oslo, Janvier 2018, p.22.

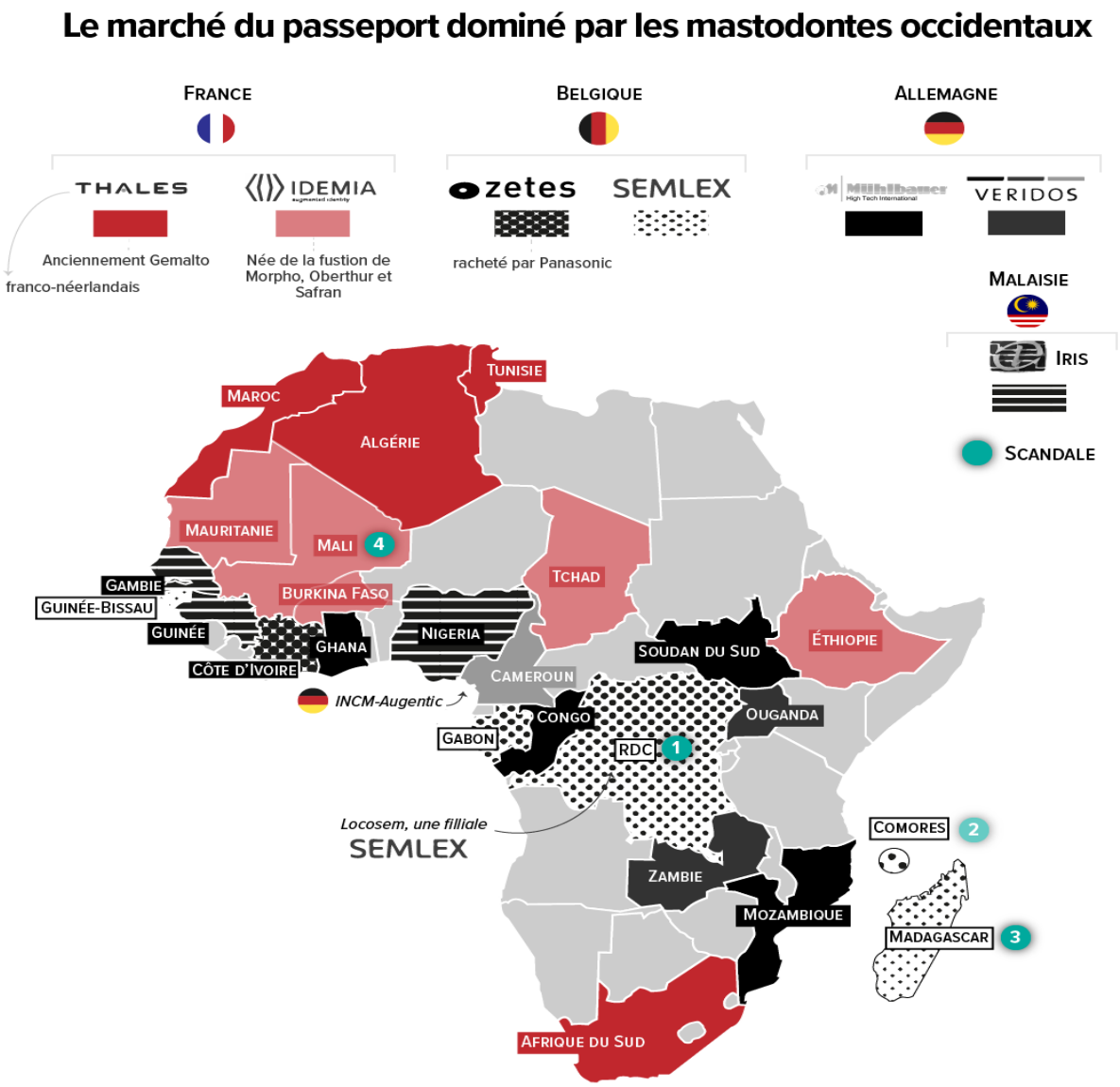
[915] Les premiers systèmes d'identification étaient axés sur la collecte des informations telles que le nom, la profession, la taille, le poids, le groupe ethnique, mais ce système restait très facile à pirater, d'où l'importance de la mutation vers le biométrique.

[916] Contrairement aux systèmes d'identification classique, les données biométriques renvoient aux caractéristiques du corps tels que les empreintes digitales, la couleur de l'iris et la forme du visage. Ces informations sont par la suite converties en algorithmes, c'est-à-dire en un ensemble d'information mathématiques invariables de la personne.

[917] MBANG (Marcelle Lucette), ADA (Christine Nadège), et NOUAZI KEMKENG (Carole Valérie), « La sécurisation de la nationalité camerounaise à l'ère du numérique. Nation et République sous le prisme des défis contemporains », in vol. 1, n° 1, 2019.

Tout comme au Gabon, c'est le groupe français Thales qui, en rachetant l'italien *Gmalto* en 2021, a repris la main sur ce dossier au Cameroun. En République Centrafricaine, c'est le groupe libanais *Al Madina Group Sarl*[918] qui est chargé de la fabrication des Cartes Nationales d'Identité (CNI) depuis la chute de François BOZIZE en 2013. En RD-Congo, malgré l'activisme de la société ivoirienne, c'est finalement, le groupe belge *SEMLEX*, qui a obtenu le marché de la sécurisation des titres d'identité dans le pays.

CARTE N°10 : LE MARCHE DU PASSEPORT AFRICAIN DOMINE PAR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES OCCIDENALES



Source : *Jeuneafrique*publié le 28 juin 2021 sur http// : www.jeuneafrique.com,

[918] Précisons que ce groupe a remplacé *Africard Co RCA*, filiale de Resource Holding

Outre les Sociétés de gardiennage, et dans une plus large mesure, les Sociétés de Sécurité Privées, il existe aussi des Sociétés Militaires qui contribuent à la sécurité en République Démocratique du Congo, au Cameroun et en Centrafrique.

SECTION II : ENTRE MILITARISATION DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ ET RECONFIGURATION GEOSTRATEGIQUE: LES SMSP COMME NOUVEAU CADRE DE SOUS-TRAITANCE DE L'ACTION INTERNATIONALE EN AFRIQUE CENTRALE

Considérée comme : « *l'institution centrale des relations internationales* [919]», la diplomatie est un domaine de l'action publique des États dont la définition reste floue, tant en raison de son ancienneté que de la pluralité de ses acteurs. La diplomatie dont les premières formes remontent entre 2500 et 609 av. j-C. au proche Orient[920], avant de s'affiner dans les pratiques de la Grèce et de la Rome antique[921] pour définitivement s'institutionnaliser pendant la Renaissance en Italie avec l'envoi réciproques des représentants des entités politiques sur le territoire l'un de l'autre[922]. Champ d'étude en désuétude dans les années 1980, la politique étrangère connait pourtant un regain d'intérêt remarquable à partir des années 2000[923].

Quand à la diplomatie, ce mot est la fusion de deux mots grecs que sont d'une part le verbe *diplo* et d'autre part, le nom *diploma*[924]. Pour les besoins de ce travail, la diplomatie sera envisagée avec Marcel MERLE comme : *« la partie de l'activité étatique qui est tournée vers le « dehors », c'est-à-dire qui traite, par opposition à la politique intérieure, des problèmes qui se posent au-delà des frontières* [925]». Ainsi appréhendée, la politique étrangère est d'abord une politique publique que l'État met en œuvre pour : « *façonner son*

---

[919] BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), « Histoire et théorie de la diplomatie », in, BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), (Dir.), *Manuel de Diplomatie*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p.16.
[920] *Ibid*, p.17.
[921] *Ibid*, p.18.
[922] *Ibid*, p.21.
[923] MORIN (Jean-Frédéric), *La politique étrangère : Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, p.17-18. (320 pages).
[924] La diplomatie renvoie alors, du moins, pendant le Moyen-âge, les documents officiels (*diplomatarius*) pliés qui conféraient à son porteur des privilèges. Toutefois, à partir du XVIIIème siècle, la diplomatie va évoluer pour désigner « *l'ensemble des ministres accrédités auprès de la Cour* ». En 1798 lorsqu'il fait son entrée dans le dictionnaire de l'Académie française, elle signifie déjà : « les coutumes et règles des ministères publics, les formes de négociation ; le corps des ambassadeurs et des envoyés ». Confère ici BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), « Histoire et théorie de la diplomatie », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), (Dir.), *Manuel de Diplomatie*, Paris, Les Presses de Sciences Po, pp.26-27.
[925] MERLE (Marcel), *La Politique étrangère*, Paris, Presses Universitaires de France, 1984, p.7.

environnement politique internationale [926]». Ce champ porte en son sein au moins quatre débats respectivement liés à ses objectifs, ses typologies, la prise de décision et enfin, sur ses acteurs.

La politique étrangère est un domaine d'analyse de l'action internationale dont la richesse tient aussi à la pluralité des formes. Dans l'analyse classique, sa « *forme élémentaire*[927] » est d'abord, bilatéral[928],e, pour ainsi dire une relation entre deux États qui s'est bâtie dans le temps à travers les relations entre les représentants de l'État que sont les Rois, les Princes[929], les Chefs d'États, les Ministres des affaires étrangères et les diplomates ou encore des ministères dits techniques[930]. Elles vont finalement se cristalliser avec l'avènement d'une diplomatie supra étatique[931] incarnée par des organisations internationales ou intergouvernementales[932].

Toutefois, l'on constate un contournement de la diplomatie multilatérale par les États, d'une part, en raison de leurs intérêts qui les amènent à privilégier les coalitions *ad hoc*, mais aussi, au regard des tendances oligarchiques qui s'y structurent[933]. En outre, l'action internationale des États se trouve aussi concurrencée par les entités infra-étatiques et par les acteurs privés. Pour les premiers, leur diplomatie renvoie à l'action internationale des entités infra étatiques notamment, à travers l'affirmation d'une diplomatie des acteurs infra étatiques tels que les Parlements, les Régions et les Collectivités territoriales décentralisées[934]. Cette diplomatie s'entend alors comme « *un prolongement de la diplomatie étatique au niveau*

---

[926] CHOUALA (Yves Alexandre), *La politique extérieure du Cameroun*, Paris, Karthala, 2014, p.9.
[927] PANNIER (Alice), « La relation bilatérale », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p. 34.
[928] PETIVILLE (Franck) et PLACIDI-FROT (Delphine), « La diplomatie multilatérale », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p.54.
[929] Les relations personnelles entre Princes européens ont particulièrement influencé la formation et l'institutionnalisation des relations bilatérales via la constitution des « directoires » en Europe de 1648 à 1815. Voir ici BADIE (Bertrand), *La diplomatie de connivence*, Les dérives oligarchiques du système international, Paris, La découverte, 2011, pp.27-28.
[930] *Ibid*, p.38.
[931] Voir à ce sujet : HOFFMAN (Stéphanie) et SCHMIDT (Olivier), « Diplomatie supra étatiques », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, pp.201-215.
[932] Voir à ce sujet : GROULIER (Cédric) et TORDJMAN (Simon), « Les organisations intergouvernementales », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, pp.181-200.
[933] BADIE (Bertrand), 2008, *op cit*, p.
[934] PUYBAREAU (Benjamin) et TAKAM TALOM (Renaud), « Diplomaties sub-étatiques : régions, parlements et collectivités locales », in BALZACQ (Thierry), et al., *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, pp. 216-236.

local[935] ». C'est d'ailleurs ce rattachement à la figure de l'État jacobin, qui la distingue de ce que, Panayotis SOLDATO a qualifié de para diplomatie, pour ainsi dire « *la poursuite directe à des degrés variables, d'activités internationales de la part d'un État fédéré*[936] ».

En partant des travaux d'Auriane GUILARD, nous admettons que la conception régalienne de la diplomatie a connu une érosion à la fin du XXème siècle avec la multiplication et la diversification des acteurs de la scène internationale[937]. Dans cette diplomatie à voies multiples, la mondialisation des échanges et la libéralisation sans précédent des technologies de l'information et de la communication ont permis aux acteurs non étatiques tels que les firmes multinationales, des groupes d'intérêts, les experts, des *think thanks,* des communautés épistémiques ou encore des ONG, de jouer un rôle important sur la scène internationale[938].

Dans le cadre de ce travail, il est moins question d'analyser l'action internationale des acteurs non étatiques, sous le prisme d'une émancipation, mais bien plus, de les appréhender comme la continuation de la politique étrangère des États, par d'autres moyens. Bien que nous admettions avec Serge SOUKHANKIN, qu'il est assez difficile d'établir, un lien direct, entre une SMP et un État[939], nous pensons tout de même qu'il existe des connivences entre ces deux catégories d'acteurs. Aussi, peut-on objectivement, penser que les SMSP sont devenus des acteurs pertinents de la diplomatie des États en Afrique centrale.

PARAGRAPHE I : DE LA « *DÉPENDANCE AU SENTIER* » DANS LA MOBILISATION DIPLOMATIQUE DES SMSP AFRIQUE CENTRALE

La dépendance au sentier ou *Path dependencey,* est une notion dont l'origine est économique. C'est en effet aux travaux de l'américain Paul DAVID sur les claviers des ordinateurs QWERTY, que l'on doit cette notion[940]. Il l'a mobilisée pour expliquer les dynamiques qui informent le choix des agents économiques, en faveur d'un produit dans un

[935] BALZACQ (Thierry), et al., *op cit,* p.232.
[936] PAQUIN (Stéphane), « La para diplomatie », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p.70.
[937] GUILARD (Auriane), « La diplomatie des acteurs non étatiques », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p.237.
[938] Ibid, *op cit*, p.246.
[939] SUKHANKIN (Sergey), Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne Atouts, limites, conséquences*op cit*, p.14.
[940] DAVID (Paul), La dépendance du chemin et la quête de l'historique Économique. Un chœur de plus de la ballade de QWERTY, in Document de travail historique, n°20, Stanford University, novembre1997, 49 pages.

contexte de concurrence entre plusieurs solutions technologiques de même nature. C'est ainsi que dans la suite des travaux sur la question, ARTHUR va mettre en exergue la notion de « *rendements croissants* » pour expliquer la préférence des acteurs pour un produit plutôt que pour un autre[941].

Toutefois, c'est grâce à NORTH que la *Path Dependency*, va finalement être transposée à l'étude des changements sociaux pour expliquer les dynamiques institutionnelles. Il isole finalement quatre variables à savoir : le cout de l'installation initiaux ; les effets d'apprentissage ; les effets de coordination et les anticipations auto réalisatrices[942]. S'il reste un auteur important dans l'analyse des changements institutionnels, c'est en raison de la mise en lumière des « *couts de transaction* » qui permettent de déceler l'existence des éléments non économiques dans le comportement des agents. Finalement, la dépendance au sentier explique les choix du présent à l'aune de leur encage dans ceux du passé.

Au-delà du débat sur les changements en politique publique, nous voulons nous focaliser sur ceux survenus dans la politique étrangère des États en Afrique centrale. Sans toutefois revenir sur l'existence des facteurs[943], nous voulons mettre sur le boisseau le rôle des acteurs privés dans la poursuite des objectifs politiques des grandes puissances anglo-américaines (A), et des pays émergents qui se positionnent en Afrique centrale (B).

A- LE RÔLE DES SMP DANS LA PENETRATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PLACE DES PUISSANCES ANGLO-AMÉRICAINES EN AFRIQUE CENTRALE : LE NOUVEAU *« PROXY WAR »*

Dans le cadre de cette partie du travail, nous allons nous appesantir sur le rôle des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans leur nouveau *proxy War* en Afrique centrale. Ce concept renvoie à une dynamique de rivalités géostratégique entre les États, qui se manifeste par une sous-traitance de leurs opérations extérieures dans certaines régions du monde. C'est justement l'idée que soutient Andrew MUMFORD lorsqu'il définit le *Proxy War* comme: « *an indirect engagement in a conflict by third parties wishing to influence its*

[941] ARTHUR (B), "Competing Technologies, Increasing Returns and Lock6in by Small Historical Events"? in *The Economic Journal*, March, n°99, pp.116-131.
[942] NORTH (Douglass), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990, p.94.
[943] Voir ici, DUGIS (Vinsensio), « explaining Foreign Policy Change », in *Jurnal Masyarakat kebudayaa dan politik*, n°2, pp.101-104.

strategic outcome[944]». Ainsi, aux antipodes d'une approche clausewitzienne de la guerre marquée par un affrontement direct entre deux parties, la guerre par sous-traitance, comme le précise Cecily BREWER, met en exergue l'utilisation d'un tiers (proxy) pour lutter contre un ennemi sans avoir à engager directement des troupes sur un théâtre d'affrontement[945].

Malgré la nouveauté de l'attention médiatique qui leur est accordée, l'on doit reconnaitre que les guerres par procuration ou *proxy War* ne sont pas un phénomène nouveau dans l'histoire des Relations internationales. A titre d'exemple, l'on se souvient de l'affrontement par groupe religieux opposés auquel la France protestante et l'Espagne catholique se sont livrés pendant la guerre de trente ans de 1648. Il en va de même de l'utilisation que la France a faite des soldats de ses colonies africaines dans la guerre qu'elle menait alors en Indochine[946]. Nous analyserons tour à tour, le rôle des SMP dans les stratégies de pénétration des puissances des États-Unis (1) et de ses alliés en Afrique centrale (2).

1. Les SMSP comme outil supplémentaire de la politique africaine des États-Unis

Après avoir longtemps été marquée par une politique isolationniste[947] depuis John QUINCY ADAMS et James MONROE, c'est finalement à la fin de la deuxième guerre mondiale pour voir les États Unis se lancer dans une politique étrangère ambitieuse, à travers la mise en œuvre d'un ensemble d'alliances militaires articulées autour du Traité de l'Atlantique Nord en 1949[948]. Toutefois, l'Afrique restait encore absente de ce déploiement global. C'est véritablement après la fin de la guerre froide et la chute de l'ex URSS[949], que la posture hégémonique américaine est devenue indubitable[950]. Cette nouvelle posture va donner aux États-Unis l'occasion d'opérationnaliser les deux pans de sa politique étrangère que sont

---

[944] MUMFORD (Andrew), *Proxy Warfare*, Polity Press, 2013, 180 pages; KRIEG (Andreas) and RICKLI (Jean-Marc), *Surrogate Warfare. The transformation of war in the twenty-firts century*, Georgetown University Press, 2019

[945] BREWER (Cecily), cité par OGUZ (Safak) et CELIC (Kadir Ertac), « Conflict in Syria: is it a proxy warfare? », in *Aralic*, 2018, n°2, p.48.

[946]BREWER (Cecily), cité par OGUZ (Safak) et CELIC (Kadir Ertac), p.47.

[947] Cette politique isolationniste s'explique par la modestie des ambitions géostratégique américaines qui se limitent alors à la protection de sa façade maritime dans un système marqué par la domination britannique et la puissance du Japon, in BRZEZINSKI (Zbigniew), 1997, *op cit*, p.29.

[948] VERNET (Daniel), « De ROOSEVELT à OBAMA : isolationnisme ou interventionnisme », in *Le Seuil*, 2014/3, n°150, publié sur https//:www.CAIRN.INFO, pp.103-113.

[949] BRZEZINSKI (Zbigniew), *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Editions, 1997, p.23.

[950] MAGU (Stephen M), *Great Powers and US Foreign Policy towards Africa*, Gewerberstrasse, Palgrave Macmillan, 2019, p.1.

le messianisme et le pragmatisme[951]. Si la première pousse ce pays à protéger des valeurs droit-de-l'hommistes et universalistes, la seconde, lui commande, au contraire, de défendre ses intérêts géopolitiques à travers le monde.

C'est donc, avec la fin de la guerre froide, que les États-Unis, vont remettre en cause deux principes fondamentaux de leur politique africaine, à savoir : la « *sous-traitance stratégique*[952] » et les « *chasses gardées*[953] ».. Ce basculement, a lieu sous l'Administration Georges Walker BUSH et va se consolider sous avec le président CLINTON, à travers la mise sur pied, d'une véritable politique africaine[954]. Sans nier l'existence d'une présence diplomatique américaine discrète, dans certains pays dont le Cameroun[955], l'on doit tout de même, admettre que l'Afrique a longtemps été considérée, comme une zone d'influence européenne[956].

Pour rendre compte de cette mutation de la politique étrangère des États-Unis en Afrique, trois matrices peuvent être retenues à savoir : la question des droits de l'homme, la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des sources d'approvisionnements en énergie. Dans le cadre de ce travail, qui porte sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, nous allons mettre l'accent, sur le rôle des SMSP dans la stratégie américaine de lutte contre le terrorisme, mais aussi, sur leur utilisation, dans la protection des sources d'approvisionnement en énergie dans la sous région.

Depuis la fin de la guerre froide, les américains ont compris la nécessité de s'investir plus directement sur le continent africain et celles de diminuer les logiques de sous-traitance, auxquelles ils avaient jusque là recours. C'est dans ce contexte marqué par la reconfiguration des positions géostratégiques et de recomposition des enjeux que le secrétaire d'État américain, Ron BROWN, affirmait, lors de sa visite à Dakar au Sénégal, en1995 que : « *les*

---

[951] ZANG (Laurent), « Le messianisme dans la politique étrangère des États-Unis », in PONDI (Jean Emmanuel) (dir.), *Une lecture africaine de la guerre en Irak*, Paris, Maisonneuve Larose, 2003, p.

[952] La sous-traitance stratégique est une politique étrangère caractérisé par le fait pour les Américains de confier leurs affaires africaines aux puissances européennes dont la France et la Grande Bretagne, afin d'éviter un affrontement direct dans le contexte de la guerre froide qui les oppose aux soviétiques.

[953] La politique des chasses gardées peut se traduire comme une division géostratégique du monde qui confère à chaque grande puissance, le contrôle d'une zone du monde. Ainsi les parties occidentales et centrales de l'Afrique, reviendraient à la France. Voir ici, NZEUGANG (Alexis), *Thèse, op cit*, 2022, p.31.

[954] AICARDI DE SAINT PAUL (Marc), *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduites*, Paris, Economica, 2016, 352 pages.

[955] LADI (Zaki), *Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977). Tome 1 et 2*, Thèse de doctorat en Science politique, Institut d'Études politiques de Paris, 1983, 633.

[956] LERICHE (Frédéric), « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective », in *Revue Afrique contemporaine*, n°207, automne 2003, p.7 (pp.7-23).

Américains vont tenir la dragée haute aux partenaires traditionnels de l'Afrique, à commencer par la France. Nous ne laisserons plus l'Afrique aux Européens [957]». Qui plus est, avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les États-Unis vont considérablement réduire leur dépendance en pétrole en provenance du Moyen Orient. Et rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement.

Dans le même sillage, ce pays va s'engager dans une « guerre mondiale contre le terrorisme » (*Global War on Terrorism*) qui va l'amener à déployer près de 15000 soldats dans le cadre de l'opération *EnduringFreedom* (OEF) en Afghanistan entre 2001 et 2007, contre près de 132 000 autres pour mener la campagne baptisée *Iraqi Freedom* en Irak de 2004 à 2008[958]. Pour soutenir ce double effort de guerre, le Département de la Défense (DOD) qui fait face à la baisse de ses effectifs et à un contrôle parlementaire de ses opérations extérieures. Les dirigeants américains sont obligés de recourir à environ 107 Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, pour apporter un soutien logistique aux troupes américaines déployés dans ces deux pays, mais aussi, pour jouer de nombreux autres rôles aussi variés que l'entrainement, la garde rapprochée, ou le pilotage d'avions[959].

Cette même stratégie de sous-traitance, va être reprise dans la lutte contre le terrorisme en Afrique qui participe d'une guerre préventive contre cette menace. La première grande matérialisation de cette nouvelle posture sera menée en Somalie dans la cadre de l'opération *Restore Hope* en janvier 1993[960]. Cependant, après leur échec, le USA ont fait le choix d'adosser leur stratégie militaire sur des États pivots et d'y établir des bases militaires sur le continent[961]. Depuis 2008, mettant en cela fin à l'exception stratégique américaine, le pays de l'oncle Sam s'est doté d'un Commandement militaire pour l'Afrique (AFRICOM) qui prend

---

[957] Ron BROWN, cité par PHILPOT (Robin), *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, Montréal, Les Intouchables, 2003, p. 196

[958] LOVEWINE (George C.), Outscourcing the Global War on Terrorism. Private Military Companies and American Intervention in Iraqians Afghanistan, New York, Palgrave Macmilan, 2014, p.5.

[959]*Idem*, p.4.

[960] Même si cette opération se solde par un échec qui oblige le président Bill CLINTON à retirer les troupes américaines du pays, sur fond de pression d'une opinion publique heurtée par la diffusion des images des G'Is martyrisés à Mogadiscio. Voir LERICHE (Frédéric), *op cit*, p.14.

[961]Ils ont ainsi lis sur pieds des dispositifs tels que : la *Combined Joined Task Force-Horn Africa* à Djibouti en octobre 2002 ; l'initiative pan-sahel qui couvrent le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Si l'Afrique relève d'abord de la compétence de trois commandements unifiés, à savoir : *l'European Command* (EUCOM) ; le *Central Command (CENTCOM)* et le *Pacific Command* (PACOM), les pays de cette zone, sauf l'Égypte, relèvent désormais de la compétence de l'AFRICOM.

désormais en charge tous les programmes militaires américains sur le continent et coordonne l'action de tous leurs dispositifs en matière de lutte contre le terrorisme[962].

Dans le cadre de l'accomplissement de ses différentes missions, l'AFRICOM[963] recourt fréquemment aux sociétés militaires privées pour mettre en œuvre ses programmes de formations militaires en Afrique centrale[964]. En effet, comme cela a été le cas en Irak et en Afghanistan[965], l'armée américaine entend continuer à sous-traiter bon nombre de ses activités aux SMSP opérant déjà sur le continent telles que : *DynCorp International* ; *MPRI* ; *Northrop Grumman Support* (GPOI) ; *Triple Canopy* ; *Armor Group*.

A titre d'exemple, nous pouvons mentionner la contribution de *MPRI,* à la formation et à l'entrainement des Forces de Défense de la Guinée Équatoriale en 1998, dans le même sens, la société américaine *Pacific Architects en Engineers* a été chargé de former des militaires en Angola[966]. Nous pouvons citer la formation dispensée aux forces burundaises par les groupes *DynCorp* et *PAE* dans le cadre de l'ACOTA[967] devant prendre part à des OMP africaines de l'UA. Les États-Unis utilisent les SMSP pour des programmes de formation de l'ACOTA et de l'ACRI en Afrique [968] et MPRI a entrainé des soldats nigérians de l'ECOMOG pour utiliser des véhicules américains au Libéria. Comme l'affirme TAULBIE en 2002: « *International observers provided by the US to multinational operations are now more likely to come from private companies than regular military*[969] ».

Nous pouvons aussi mentionner la formation du personnel burundais et ougandais devant prendre part à une opération de maintien de la paix de l'UA dans le cadre de l'AMISOM. Cet activisme sécuritaire des États Unis en Afrique centrale, se fait désormais par

---

[962]Nous pouvons citer entre autres : la *Combined Joint Task Force Horn of Africa* (CJTF-HOA) basée à Djibouti ; Partenariat Transsaharien de lutte contre le terrorisme ; la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de guinée ; une assistance technique à l'*Africa Contingency Training Assistance* (ACOTA).

[963] Avec environ 700 officiers, l'AFRICOM est dirigé par un général quatre étoiles et est effectif depuis le 1er octobre 2008. En attendant de trouver un pays en Afrique qui pourrait l'Abriter, il reste basé à Stuttgart en Allemagne. Voir MCFATE (Sean), « Briefing US Africa Command: next step or next stumble? », in *African Affairs*, 107/146, 2008, p.112.

[964] KWESI (Aning), « The role of private military companies in US-Africa policy », in *Review of African political economy*, 35(118), 2008, pp.613-628.

[965] En Irak, les Américains ont confié d'importantes taches à certaines sociétés militaires telles que : Blackwater ; *DynCorp International* ; *AGIS Defence Service* ou encore *CACI.*

[966] FULOON (Mark), « Non-state actor: Defining Private Military Companies », in *Strategic Review for Southern Africa*, vol.37, n°2, p.44.

[967] OSTENSEN (Ase GIlje), « UN Use of Private Military and Security Companies », in *SSR Papers*, n° 3, Genève, p.13. (83p.).

[968] OLANIYAN (Azeez), « Unorthodox peacekeepers and responses in Africa », in GUMEDZE (Sabelo) (Dir.) *From market bfor force to market for peace. Private military and security companies in peacekeeping operations*, ISS Monograph n°183, p.9.

[969]OLANIYAN (Azeez), *op cit*, p.13.

le truchement des Sociétés Militaires Privées. Dont la présence est aussi perceptible à travers un soutien logistique apporté aux forces africaines engagées dans la lutte contre la secte terroriste Boko Haram dans la CBLT.

C'est par exemple ainsi que des sociétés militaires américaines ont déployés des drones pour aider l'armée camerounaise. Le premier exemple que l'on peut mobiliser est celui du Cameroun, qui, pour faire face aux exactions de la secte Boko-Haram[970], va recourir aux drones américains de marque *Scan Eagle* qui lui seront vendus par la société américaine *Insitut Inc* pour environ 05 milliards de franc CFA en 2015[971]. Contrairement au Nigéria qui en fait des armes de guerre, au Cameroun, ces appareils visent non seulement à collecter le renseignement militaire, mais aussi à « *réduire l'effort humain. Il s'agit d'une précaution supplémentaire*[972] » comme le précise le colonel Didier BADJECK[973]. Dans le même sillage, notons la formation des forces de défense et de sécurité Équato-guinéennes et nigérianes en 1998 par la société Militaire américaine *MPRI* alors qu'elles étaient équipées par *DynCorp International*[974]. Après le terrorisme, analysons aussi, la place des SMSP dans la sécurisation des ressources énergétiques en Afrique centrale.

Le second usage qui est fait des SMSP, par les États Unis en Afrique centrale, est certainement, celui de la protection des sources d'approvisionnement en énergie. Dans un contexte géopolitique marqué par la défection des alliés traditionnels du Moyen Orient[975], longtemps considéré comme l'épicentre de la pétro stratégie mondiale avec ses 66,5 pourcents de réserve mondiale de pétrole[976] et le passage de l'Ouragan Katrina, qui a entrainé une baisse de 80 pourcents de la production de pétrole dans le golfe du Mexique, obligeant les

---

[970]KOUAGEU (Josiane), « Au Cameroun, l'armée utilise des drones pour combattre Boko Haram (4/4) », in *magazine Le monde*, Publié le 04 avril 2016 à 16h23, mis à jour le 05 avril 2016 à 09h4.

[971]Information annoncée par certains médias en 2015 et confirmée par un contact anonyme du BIR.

[972] BADJECK (Didier), interviewé par KOUAGHEU (Josiane) pour le magazine *Le Monde Afrique*, publié le 04 avril 2016 et consulté le 10 janvier 20120.

[973] En outre, ce pays s'est aussi doté de drone pour mieux surveiller les activités des sécessionnistes amazoniens dans le NOSO. C'est grâce à la slovène *C-Astral* que le pays va finalement acheter des drones d'observation de type *bramor* en 2021. Cette technologie sera aussi utilisée en RD Congo pour lutter contre le M23.

[974] BARGE CUNHA (Pedro), « Somalia as a Market for Private Military and Security Companies: definitions, agents and services », in MAGNOLIA DIAS (Alexandra) (dir.) State and societal challenges in the Horn of Africa, Centro de Estudios International, 2013, pp.78-89.

[975] MVOMO ELA (Wullson), « Pétrostratégie et appel d'empire dans le golfe de guinée », in *Revue Enjeux : bulletin d'analyse géopolitique en Afrique centrale,* n°22, Janvier-Mars 2005, p.7.

[976] Cette défection est due aux incertitudes du roi FAHD d'Arabie Saoudite depuis le 11 septembre 2001, ce malgré la signature des Accords du Quincy en 1945, et les tensions induites par la reprise du programme nucléaire iranien, in MENTHONG (Hélène Laure), « Les objectifs stratégiques et géopolitiques des États-Unis dans le Golfe de Guinée : la quête de la puissance et de sécurité au cœur du déploiement américain », in *Revue Enjeux. Bulletin d'Analyses Géopolitiques pour l'Afrique centrale*, n°42, janvier-mars 2010, « Les intérêts étrangers en Afrique centrale », p.17.

États-Unis à chercher de nouvelles sources d'approvisionnement[977]. Ce regain d'intérêt américain en Afrique pourrait bien s'expliquer par la volonté de contrôler la manne africaine[978] que les spécialistes estiment à 20 pourcents des réserves mondiales qui pourraient contribuer à hauteur de 25 pourcents des approvisionnements américains en 2020[979].

En effet, le golfe de guinée dispose de trois avantages par rapport aux autres régions du monde. Tout d'abord, ses réserves de pétrole sont situées off-shore, c'est-à-dire loin des troubles de l'hinterland, ensuite, le taux de réussite de ses forages est meilleur que celui de la moyenne et enfin, aucun de ses pays n'est membre de l'Organisation mondiale du Pétrole (OPEP). Parmi les plus grands producteurs de la région, nous pouvons distinguer le Nigéria, l'Angola et ses 700 millions de barils ; le Congo Brazzaville avec 400 millions de barils ; la guinée Équatoriale forte de 300. 000 barils par jour[980]. Dans le cadre de cette partie du travail, nous allons analyser le rôle des SMSP dans la consolidation de la place des États-Unis en Afrique centrale. En effet, pour s'assurer la maitrise de cette manne pétrolière, le pays de l'*Oncle Sam* a initié une stratégie qui a commencé par l'organisation d'un symposium sur le golfe de guinée à l'*Institute for Advanced Strategic and Political Studies* en 2002. En outre, ce pays a engagé une offensive diplomatique qui s'est matérialisé par des visites de haut niveau telles que celles du Secrétaire d'État, Colin POWELL en 2002 en Angola et au Gabon; celle de son adjoint, Walter KANSTEINER au Gabon et à Sao Tomé.

Le point d'orgue de cette diplomatie offensive aura été l'audience collective accordé par le président Georges BUSH à ses homologues Paul BIYA du Cameroun ; José Manuel DOS SANTOS de l'Angola et Theodoro OBIANG NGUEMA MBASOGO en 2002[981]. En termes de résultats, de nombreuses multinationales américaines opèrent désormais en Afrique centrale[982].Dans cette stratégie d'approvisionnement énergétique, la construction et la protection des oléoducs permettent d'acheminer le pétrole de l'extérieur pour l'acheminer aux

[977]MENTHONG (Hélène Laure), *op cit*, p.17.
[978] *Ibid*, p.18.
[979] MINFENDA MVELE (Guy), 2010, *op cit*, p.4.
[980] MENTHONG (Hélène Laure), 2010, *op cit*, p.19.
[981] MINFENDA MVELE, 2010, *op cit*, p.18.
[982] Parmi les plus visibles, nous pouvons citer : Chevron et Texaco en Angola ; Exxon mobil et Perenco en Angola, au Cameroun, au Tchad, en Guinée Équatoriale et à Sao Tomé et Principes, mais aussi, dans le domaine minier avec : Les USA déploient leur transnationales minières comme : *Consolidated Eurocan Ventures*, *Barrick Gold Coorporation*, *American Mineral Fiels Inc*. ; American Diamond Byers. C'est justement pour la sécurisation des intérêts de ces compagnies pétrolières et minières que de nombreuses sociétés militaires privées vont être déployées sur le théâtre africain.

États-Unis. Les oléoducs jouent déjà un rôle important dans la géopolitique américaine en Asie centrale, avec un rôle centrale pour l'Afghanistan dans ce nouveau grand jeu[983].

Dans le golfe de Guinée, les Américains ont misé sur les pipelines Cameroun-Tchad en investissant plus de 2500 milliards de FCFA afin d'acheminer le pétrole exploité depuis 300 puits de pétrole situé à Doba, au sud du Tchad jusqu'à Kribi, au sud du Cameroun[984]. L'exploitation de cette manne est essentiellement destinée aux sociétés pétrolières Exxon-Mobil Corporation et Chevron Corporation. Cependant, pour pallier les actes de sabotage dont cet investissement a été l'objet, les Américains ont été obligés de militariser la protection de cet investissement à travers la mobilisation des SMSP telles que la Française GEOS et l'américaine *Wackenhut*[985]. Après les États-Unis, analysons à présent le rôle des SMSP dans la politique africaine de la grande Bretagne et d'Israël en Afrique centrale.

2.1. Les SMSP au service des deux alliés américains : cas de la Grande-Bretagne et d'Israël en Afrique centrale

Dans la géopolitique européenne, la Grande Bretagne à beau être géographiquement en Europe, l'obstacle que constitue sa langue anglaise, semble toujours, la rapprocher des États-Unis[986]. Qui plus est, la survivance de l'histoire des puritains anglais, qui seraient allés, créer les États-Unis, en fuyant une Europe décadente, contribue, aujourd'hui encore, à renforcer la « *relation spéciale* » entre les deux pays, forgée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale[987]. Ainsi, la Grande Bretagne est tiraillée entre deux visions, parfois antinomiques, entre celle d'être l'intermédiaire naturel, entre l'Europe et les États-Unis, d'une part, et celle d'un cheval de Troyes américains sur le Vieux continent, d'autre part.

Battant en brèche, l'une et l'autre, Robertson, un ancien Ministre de la Défense britannique, préfère penser, pour sa part, que, le rôle de la Grande Bretagne est à l'image de sa responsabilité dans l'OTAN, à savoir : « *…to explain Europe to the Americans and explain America to the Europeans. My job is to be in the middle of the Atlantic*[988] ». Le pays essaierait

---

983 LASSERE (Frédéric), « La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : Un nouveau grand jeu ? », in *Revue Études Internationales*, 2002, vol.33, n°2, 2002, pp.325-334.
984 NZEUGANG (Alexis*), Une lecture de la coopération américano-camerounaise depuis 2001 : contribution à l'étude des dimensions pétrolière et militaire,* Mémoire de Master en Science politique, Université de Yaoundé II, Soa, 2005.
985 BELOMO ESSONO (Pélagie), *op cit*, p.
986 DAVIS (Richard*), La Grande-Bretagne entre les États-Unis et l'Union Européenne : la bataille pour l'Europe (1957-2003),* pp.209-229.
987 *Idem*.
988Idem.

donc, de tirer profit de sa positon particulière entre les deux entités, l'objectif inavoué étant naturellement, de se positionner comme la : .« … *la puissance européenne dominante dans les domaines militaires et économiques*[989] ». Au demeurant, depuis la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne, le 30 janvier 2020, et ce, après 47 ans de coopération étroite, la tendance selon laquelle, ce pays est avant tout ; le principal allié des États-Unis, s'est fortement renforcée en Europe, et ailleurs[990].

Selon de nombreux experts, la Grande Bretagne, est un pays qui a toujours mobilisé la stratégie indirecte afin de limiter ses engagements sur le continent[991]. En Afrique dont elle est une puissance traditionnelle, elle a continué a privilégié l*'indirect rule* et garde une présence géoculturelle discrète, via le Commonwealth of Nations. Cet outil, lui permet, d'avoir comme membre en Afrique centrale : le Cameroun, le Rwanda et même le Gabon. S'il est vrai que ce pays privilégie, une administration indirecte, il n'en demeure pas moins, qu'il a de grands intérêts en Afrique centrale. Toutefois, l'on doit noter que, malgré la création de la Fédération Centrafricaine, ce pays a opté pour la politique d' « *engagement minimum* » *sur le continent noir depuis 1965* [992]».

En effet, avec la fin de la guerre froide, sa politique africaine est marquée par le désengagement stratégique, et s'est beaucoup orientée vers les initiatives multilatérales[993]. Ces dispositifs visent principalement à lutter contre la prolifération des ALPC, et à promouvoir la diminution de l'exploitation des ressources minières dans l'alimentation des conflits[994]. Pour comprendre le rôle des SMSP, dans la politique de la Grande Bretagne en Afrique centrale, nous devons prendre en compte trois dimensions : une première, commerciale, une seconde politique et une dernière stratégique. Cependant, c'est en 1997 avec l'arrivée au pouvoir du parti travailliste avec Tony BLAIR que l'Afrique va « *progresser dans la hiérarchie de priorités diplomatiques britanniques* [995]».

---

[989] DAVIS (Richard), *op cit.*

[990] MIX (Dereck), The United Kingdom: Background, Brexit, and Relations with the United States, in Congressional Research Service, 16 of April, 2021, p.14.

[991] MENTHONG (Hélène Laure), 2010, *op cit*, p.19p.6.

[992] LEE (Michael), « La politique britannique à l'égard de l'Afrique noire », in *Revue Études Internationales*, 1 (4), p. 102.

[993]Parmi les programmes, nous avons : le *British and Military Advisory Training Team* (BMATT) et la *Commission for Africa*. Si la première est beaucoup axée vers la formation aux opérations de maintien de la paix, elle s'enrichira à partir de 2001 de deux nouveaux programmes : le Fonds pour la Prévention des conflits (*African Prevention Conflicts Pool*) et le *conflict prevention initiative*.

[994] MVIE MEKA(Elie), *op cit*, p.197-198.

[995] WILLIAMS (Paul), « La Grande Bretagne de Tony BLAIR et l'Afrique », in *Revue Politique Africaine*, 2004, n°94, pp.105-127.

La Grande Bretagne, va ensuite se concrétiser en 2001 avec le soutien britannique au Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Pour témoigner de cette importance de l'Afrique, l'ancien premier Ministre britannique affirmait, lors d'une visite en Afrique du Sud en 2006, qu'il faudrait le juger sur l'Afrique[996]. Cette sensibilité britannique est fondée par les éléments axiologiques, c'est du moins ce qui ressort de l'affirmation de l'ancien haut militant du Labour, le parti travailliste britannique en affirmant que :

> *« Je pense que l'Afrique est probablement la grande cause morale de notre temps, à cause du nombre de victimes, des milliers de personnes qui meurent à cause des conflits, des famines ont des maladies et parce que je pense que dans le monde d'aujourd'hui, dans un monde interdépendant, il est insensé de laisser l'Afrique être le seul continent qui recule. (…) Je pense donc que les pays comme le mien ont une obligation morale impérieuse d'agir, mais qu'il est aussi, en fin de compte, dans notre intérêt d'agir* [997]*».*

Si la Grande Bretagne divise généralement l'Afrique en deux groupes (Maghreb et Afrique subsaharienne), son centre d'intérêt reste centré sur les pays du Commonwealth[998]. Néanmoins, les acteurs non étatiques occupent une place de choix dans cette politique publique. Au plan sécuritaire, la Grande Bretagne est alignée sur la politique des États-Unis, de la France et de l'UE, reste marqué par l'équipement, la formation et le financement des troupes et initiatives africaines engagées dans les opérations de maintien de la paix[999]. Au plan stratégique, contrairement à d'autres puissances européennes, la Grande Bretagne a très tôt, investis dans le domaine des Sociétés Militaires Privées, notamment, avec la reconversion des anciens du 32ème bataillon tel que Tim SPICER, qui a créée la SMP *Sandline International*.

Ainsi, avec des fleurons tels que *Aegis International*, *Group* 4 *Securicor*, ce pays va très rapidement saisir l'opportunité que constitue le marché de la sécurité privée en Afrique centrale. Ainsi, la société G4S est- elle, par exemple, présente dans tous les pays de l'Afrique centrale, ou elle gagne d'importants contrats dans le domaine du gardiennage, de la protection et de la sécurité en général. Au plan politique et stratégique, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées sont devenues des sous-traitants de la coopération militaire britannique en

---

[996] VINES (Alex) et GARGILL (Tom), « Le monde doit nous juger sur l'Afrique », in *Revue Politique Africaine*, 2006/1, n°101, pp.132-147.
[997] *Ibid*, pp.132-147.
[998]WILLIAM (Paul), *op cit*, pp.105-127.
[999]*Ibid*, pp.105-127.

Afrique. Ces acteurs ont notamment été impliqués dans la guerre en Angola et en Sierra Léone[1000].

C'est dans ce car que de nombreux membres de ces sociétés vont diriger les programmes de coopération militaires britanniques en Afrique. Ainsi, de nombreux exercices et modules d'entrainement auxquels les Britanniques prennent part en Afrique sont-ils en réalité, effectués par les membres des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées. D'autre part, ces entités privées, sont aussi chargées de la vente et de la livraison du matériel militaire aux partenaires de la Grande Bretagne en Afrique. Dans ce sillage, de nombreuses SMSP ont pris part à des modules de formation en Afrique dans le cadre du RECAMP, de l'ACOTA, de l'ACRI et de l'AFRICOM, où elles prennent en charge les niveaux stratégiques et opératifs[1001].

Pour comprendre le rôle des SMSP dans la pénétration des « *nouveaux acteurs* » en Afrique centrale, il sera utile à présent d'analyser leur contribution privée dans la politique étrangère d'Israël en Afrique centrale.

2.2. Les SMSP comme cheval de Troyes des ambitions de puissances israélienne en Afrique centrale

La relation spéciale entre les États-Unis et la Grande Bretagne, existe aussi, entre les États-Unis et Israël. Même si le premier a immédiatement reconnu le second après sa déclaration d'indépendance ; le 15 mai 1948, cela ne doit pas faire oublier, que les États Unis n'ont jamais considérés, Israël comme leur allié au Proche Orient[1002]. En effet, ce choix obéit autant aux raisons personnelles du président TRUMAN, qu'à la sympathie du peuple américain pour le peuple juif, après les affres de la *Shoah*. Toutefois, cet acte politique ne traduit en rien, un rapprochement avec Israël bien au contraire, il masque une froideur, qui ressort assez bien des propos du Secrétaire d'État John FOSTER DULLES pour qui :

1000 WILLIAM (Paul), *op cit*, pp.105-127.

1001 Le RECAMP organise des manœuvres militaires conjointes tels que le cycle *Guidimakha* en 1998 au Sénégal ; la manœuvre militaire Gabon 2000 pour la CEEAC qui a permis de rassembler 1600 hommes, l'exercice Tanzanie pour les pays de la SADC en 2002 et Nangbeto en février 1997 et enfin Kompienga 98, in POSSIO (Thibault Stéphane), *la France et la sécurité collective en Afrique sub-saharienne : de l'interventionnisme systématique au renforcement des capacités africaines de maintien de la paix*, Mémoire de Master II, Université lumière Lyon II, 2003, pp.51-52.

1002 CLAUDE (Gérard), « Israël-États-Unis, de la reconnaissance historique à l'alliance stratégique. Histoire des relations stratégiques et diplomatiques, 1948-2004 », *in Revue historique des armées*, n°252, 2008, p.1.

> *« À moins d'affaiblir les intérêts américains dans cette région et de subordonner les impératifs stratégiques américains à la cause sioniste, la relation privilégiée entre les États-Unis et Israël est considérée comme détournant et affaiblissant la poursuite de la politique étrangère des États-Unis au Proche-Orient.*[1003]*».*

C'est finalement après l'échec de l'expédition franco britannique à Suez en 1956 et en raison du rapprochement de certains pays arabes, dont l'Égypte, avec l'ex URSS, que les États-Unis, soucieux de contrer cette percée, vont décider de considérer Israël comme un allié. Lors de la guerre des six jours en 1967, les États Unis, affichent ouvertement leur soutien à l'État juif en exigeant un plan de paix basé sur : « *le respect de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de tous les États de la région* »[1004]. C'est véritablement après la survenance croisée de deux évènements au Proche Orient en 1979, à savoir, la révolution iranienne conduite par l'ayatollah KHOMEYNI et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, que le Rubicon est franchi.

En effet, craignant de perdre toute influence dans cette région, les États-Unis, se rapprochent davantage d'Israël, qu'ils considèrent désormais, comme un allié stratégique. En 1983, le président REAGAN va en faire un partenaire militaire privilégié à travers : « *le stockage en Israël d'équipements et de fournitures américaines (…) et la planification conjointe pour toute éventualité, ainsi que la préparation d'exercices militaires conjoints*[1005] ». Depuis lors, les deux pays n'ont cessé de renforcer leurs liens officiels et informels à travers l'influence de la diaspora juive aux États-Unis. Cette proximité entre les deux pays va permettre à Israël de se positionner en Afrique, comme l'un des sous-traitants américains dans le domaine de la sécurité.

En devenant observateur auprès de l'UA, Israël a conformé ses ambitions géopolitiques en Afrique. Toute chose qui semble conforme avec l'affirmation selon laquelle : « *Israël revient en Afrique, et l'Afrique en Israël* [1006]» formulée par le premier Ministre Benjamin NETANYAHU. S'il est vrai que ce pays n'est pas une puissance africaine traditionnelle, elle a néanmoins des liens mythologiques, historiques et politiques assez

---

[1003] CLAUDE (Gérard), *op cit,* p.3.
[1004]*Ibid,* p.4.
[1005] *Ibid,* p.7.
[1006] JOURDAN (Pascal), *Les enjeux politico-stratégiques de la présence israélienne en Afrique subsaharienne,* Mémoire de master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des confits et des catastrophes et du Brevet de l'Enseignement Militaire du Second degré, École Supérieure Internationale de Guerre, Simbock, Université de Yaoundé II, 2018-2019, p.5.

anciens avec le continent[1007]. L'on pourrait par exemple rappeler le voyage du Roi SALOMON chez la reine de Saba, ou encore, mobiliser l'existence des communautés juives en Afrique (les falashas) et celle des africains en Israël. D'autre part, l'on doit aussi mentionner le fait que les relations entre les pays africains et l'État juif ont été assez houleuses, notamment, en raison des désaccords sur la question palestinienne qui avaient amenées les deux parties à rompre toute relation diplomatique après la guerre du Yom Kippour en 1973[1008].

Malgré une normalisation des relations, la question palestinienne a continué à occuper une place importante dans les relations entre Israël et les pays africains. En témoigne, la levée de bouclier des populations africaines lors de l'assaut par Tsahal, l'armée israélienne, contre le Quartier Général de Yasser ARAFAT, le président de l'Autorité Palestinienne en 2002[1009]. Il aura donc fallu beaucoup de tact pour faire évoluer les perceptions et relations entre les deux entités. Le basculement de plus en plus prononcé des États Unis vers l'Asie, a fait prendre conscience à Israël, de la nécessité de diversifier ses partenariats internationaux. Ainsi, la stratégie israélienne concerne à la fois, la recherche du soutien diplomatique africain au sein des institutions onusiennes ; l'obtention du statut d'observateur à l'UA[1010] et au plan sécuritaire, la mise en œuvre de sa politique de la périphérie[1011].

Dans un contexte stratégique marqué par les rivalités avec l'Iran, qui a mis en œuvre une stratégie de pénétration religieuse en Afrique, ce pays finance discrètement des milices qui menacent par leur action, la sécurité d'Israël[1012]. Pour faire face à cet encerclement, l'État hébreux a entrepris de financer les États africains les plus modérés afin de contrebalancer la percée de son adversaire. Parmi les pays ciblés, l'on peut noter : le Soudan, le Zaïre, la Somalie, l'Éthiopie, ou encore l'Afrique du Sud, le Sénégal et le Nigéria[1013]. Ce qui a permis

---

[1007] JOURDAN (Pascal), *op cit*, p.18.

[1008] BOUBA NOUHOU (Alhadji), « Une normalisation de la question palestinienne. La lente progression d'Israël en Afrique », Le Monde diplomatique, décembre 2017, publiée et consulté sur www.lemonde.fr, le 21 octobre 2021.

[1009] Certains chefs d'États, dont le malien TOUMANI TOURE (Ahmadou) avait publiquement affirmé leur soutien au peuple palestinien, in JOURDAN (Pascal), *op cit*, p.42.

[1010] Rappelons qu'Israël était déjà observateur auprès de l'OUA et qu'avec la transformation de cette institution en Union Africaine en 2002, elle a perdu ce statut et a dû se battre pour l'obtenir à nouveau. Elle a notamment recouru à une offensive diplomatique vers certains États pivots du continent pour être à nouveau admise à cette place en 2017.

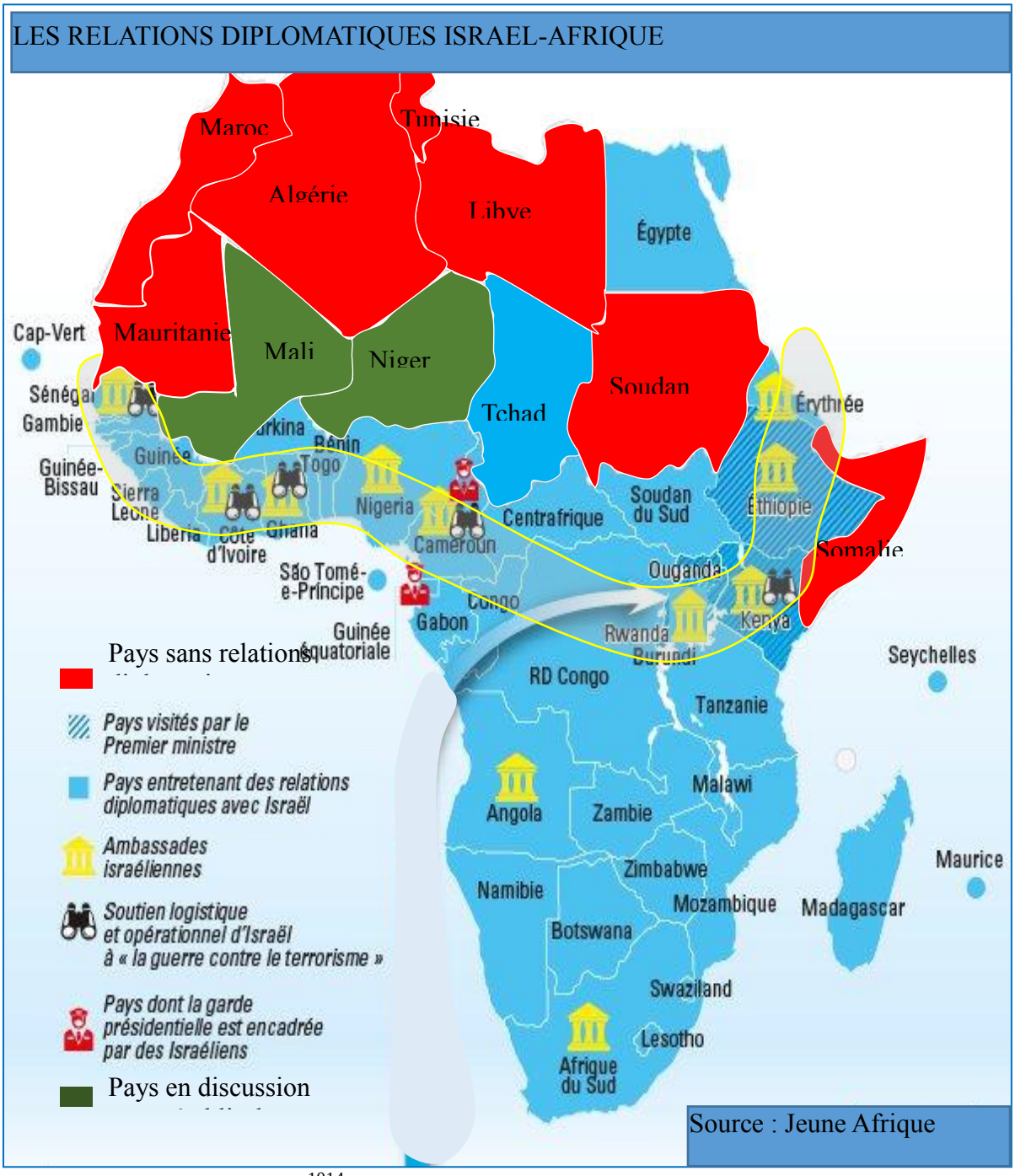
[1011] La politique de la périphérie renvoie principalement au fait pour Israël de chercher à contrôler la périphérie de ses ennemis arabes situés en Afrique subsaharienne, in PASCAL (Jourdan), *op cit*, p.51.

[1012] Nous pensons ici entre autres aux groupes terroristes au Nigéria (Boko Haram, Ansar Dine), mais aussi à ceux qui opèrent au niveau de la Corne de l'Afrique tels que les Shébabs en Somalie

[1013]PASCAL (Jourdan), *op.cit*, 57.

de faire évoluer le tableau des relations entre l'Afrique et l'État israélien comme le montre le tableau ci-après :

CARTE N°11 : LA PRESENCE D'ISRAËL ET LES PAYS AFRICAINS



Source : Pascal JOURDAN[1014]

Pour comprendre la politique étrangère israélienne, l'on doit garder à l'esprit qu'elle se construit dans la matrice institutionnelle du National Security Council (NSC) rattaché aux

[1014] PASCAL (Jourdan), *op.cit*, p.67.

services du Premier Ministre depuis 1999, mais aussi sous le regard impliqué du *Mossad*, le service de renseignement extérieur[1015]. Même si le Ministère des Affaires Étrangère s'estime affaiblit dans la politique africaine d'Israël, notamment en raison de la baisse du budget accordé au *Mashav*, son agence de coopération nationale.

L'implication de ce Département ministériel a néanmoins été déterminante dans l'offensive diplomatique que le pays a lancé à travers les différents voyages de charme du Premier Ministre Benjamin NETANYAHOU en Afrique et d'Avigdor LIBERMAN, ministre des Affaires Étrangères[1016]. Néanmoins, l'on doit noter qu'à côté de cette dimension officielle, la pénétration d'Israël sur le continent en général et en Afrique centrale en particulier, s'est aussi faite à travers l'action des acteurs non étatiques tels que les ONG, les entreprises privés, hommes d'affaires, des mercenaires[1017] et de Sociétés de Sécurité Privées.

Ces acteurs permettent à Israël de fournir aux pays de la sous-région, un éventail de services dans le domaine de la sécurité, notamment : la vente d'armes, les formations, les écoutes téléphoniques, le renseignement à de nombreux pays tels que : Cameroun, le Nigéria, le Tchad, la Guinée Équatoriale, le Lesotho, le Rwanda, les Seychelles, l'Ouganda et l'Afrique du Sud[1018].Les hommes de l'ombre israéliens sont présents en Angola et au Rwanda où elles offrent leur expertise dans le domaine d la sécurité contre l'extraction des ressources naturelles.

A titre d'exemple, grâce à ses contacts avec Pierre FALCONE et Arcadi GAYDAMACK, des hommes d'affaires français, des sociétés appartenant au milliardaire Lev AVNEROVITCH LEVIEV (*Ascorp et Catoca Mining Company*) et à Beny STEINMETZ (*Beny Steinmetz Group Resources*), exploitent le diamant en Angola contre la fourniture du matériel militaire au MPLA[1019]. Après Israël, analysons à présent le rôle des Sociétés

---

[1015] AUGE (Benjamin), « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahou ? », *Études de l'Ifri,* novembre 2020, p.14. (36p).

[1016] Le Premier Ministre Benjamin NETANYAHOU est venu en Afrique à plusieurs reprises, l'on peut citer l'exemple de sa visite en 2016 au Rwanda, en Éthiopie, au Kenya. En 2017, il a assisté au sommet de la CEDEAO, puis à l'installation de Uhuru KENYATTA au Kenya avant de se rendre en Ouganda pour échanger avec le président Yoweri MUSEVENI ainsi que des dirigeants de l'Afrique de l'Est. Cet activisme diplomatique a été appuyé par des tournées africaines d'Avigdor LIBERMAN, Ministre des Affaires étrangères israélienne qui a effectué deux tournées continentales, respectivement en 2009 (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Ghana et Nigéria) et en 2014 (Rwanda, Cote d'Ivoire, Éthiopie, Kenya et Ghana), in AUGE (Benjamin), *op cit*, p. 16.

[1017] Parmi les figures les plus connues, l'on peut mentionner entre autres : Lev AVNEROVITCH LEVIEV, le médiatique Arcadi GADAMACK, Gaby PERETZ, Didier SABAG, Orland BARACK, Hubert HADDAD, Eran ROMANO, Igal COHEN ou encore Eran MOAS

[1018] JOURDAN (Pascal), *op cit*, p.77.

[1019]AUGE (Benjamin), *op cit*, p.32.

Militaires et de Sécurité Privées dans la reconfiguration des enjeux de puissance aux profits des pays émergents en Afrique centrale.

B. LES SMSP DANS LA PENETRATION DES PAYS EMERGENTS EN AFRIQUE CENTRALE

Le concept de pays émergent reste assez flou dans les Relations internationales. Si le concept fait régulièrement la une des journaux, il renvoie tout d'abord selon Hervé GAYMARD, à un ensemble de pays dont le seul point commun est d' : « *être vastes, peuplés, et de compter chaque jour davantage au plan économique, commercial, diplomatique et militaire*[1020]». Issue dès les années 1980, du monde de l'économie, puis de la finance, le concept de pays émergents renvoie à un ensemble de pays ayant à la fois, une stabilité institutionnelle, une forte croissance et offrant de fortes opportunités d'investissement pour les firmes multinationales des pays riches[1021].

De façon plus pointue, les pays émergents le sont sur la base d'un ensemble de critères tels que : la capitalisation boursière, le Produit Intérieur Brut par habitant, l'environnement macro-économique, la taille du marché, le niveau de liquidité économique et de la corruption[1022]. Parmi les principaux pays émergents, l'on peut citer la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Russie (BRICS), le Japon, Taiwan, ou encore Hong Kong. Dans le cadre de cette partie du travail, il sera question de présenter les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées comme des outils au service de la pénétration des pays émergents tels que la Russie (1) et l'Afrique du Sud en Afrique centrale (2).

1. Les SMSP au cœur de la projection africaine de la Russie

La Russie est souvent classée parmi les pays émergents, notamment, en raison de la fermeture de son marché aux investissements étrangers[1023], sa croissante économique,. Toutefois, sa puissance militaire incline, au contraire, à la considérer comme une grande puissance. Pour comprendre la politique africaine de Moscou, il existe généralement deux approches. La première, maximaliste, qui tend à l'expliquer à l'aune de la géostratégie, et

[1020] JAFFRELOT (Christophe), (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, p.13.
[1021] *Ibid*, p.13.
[1022] GABAS (Jean Jacques) et LOSH (Bruno), « La fabrique en trompe l'œil de l'émergence », in JAFFRELOT (Christophe), (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, p.28. (pp.25-39)
[1023] *Ibid*, p.147.

partant, des rivalités qui l'opposent aux puissances occidentales. Pour ce qui est de la seconde, plus pragmatique, elle met en avant, les recherches des rentes géoéconomiques nécessaires à la reconstruction de sa puissance dans un environnement international compétitif[1024].

Aux antipodes des thèses qui en font un phénomène nouveau, les relations entre la Russie et l'Afrique remontent en réalité au Moyen-âge avec la rencontre entre pèlerins russes orthodoxes et chrétien d'Afrique en terre sainte, d'une part, et d'autre part, avec le rapprochement entre musulman russes et africains à la Mecque[1025]. Ces rencontres religieuses seront par la suite renforcées par les explorations des marins russes en Égypte, en République Démocratique du Congo en Somalie, au Maroc, en Tanzanie ou encore en Afrique du Sud. Nous partirons de l'histoire des relations entre la Russie et l'Afrique pour mieux comprendre le rôle qu'y jouent les SMSP.

C'est assurément pendant la guerre froide que les relations entre la Russie et certains pays africains vont s'intensifier avec l'appui aux mouvements nationalistes tels que : le MPLA de Viriato da CRUZ en Angola[1026] ; le FRELIMO au Mozambique ; la ZAPU au Zimbabwe[1027], mais aussi au régime communiste de Hailé Mariam MENGISTU en Éthiopie contre la Somalie de Syad BARRE dans l'affaire de l'Ogaden[1028]. Après un soutien important en faveur des indépendances dans les années 1960, la présence russe en Afrique s'est considérablement réduite après la chute du mur de Berlin en 1990, car le pays devait se concentrer sur sa propre sécurité dans son étranger proche[1029]. Ce n'est vraiment qu'au début des années 2000, que la Russie va véritablement revenir en Afrique, avec l'arrivée au pouvoir

---

[1024] LINDKOV JACOBSEN (Katja), *Russia's showy and shadowy engagement in sub-saharian Africa*, Center for military studies, Copenhague, Djof publication, 2020, p.27 et KALIKA (Arnaud), « Le « grand retour » de la Russie en Afrique ? », in *Revue Russei.nei.visions*, n°144, Ifri, avril 2019, p.6.

[1025] ARKHANGELSKAYA (Alexandra A.), « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », in *Revue Afrique contemporaine,* 2013/4, n°248, p.62.

[1026] Les pays communistes que sont Cuba et la Russie vont déployer respectivement, 17 000soldats et 3500 conseillers militaires auxquels l'on peut ajouter 3000 soldats coréens. En novembre 1975, fort de cette armada, le MPLA emporte finalement la bataille qui l'oppose au FNLA et à l'UNITA dans le cadre de la guerre civile angolaise. Voir ici, TERRENOIRE (Nicholas), *La présence de la Russie en Afrique*, Master en Stratégie Sécurité, Défense, Gestion des Conflits et des Catastrophes et du Brevet de l'Enseignement Militaire du second degré, École Supérieure Internationale de Guerre, Université de Yaoundé, 2020, p.29.

[1027] DUSSOLIER (Amandine), « Le « retour » de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de la Russie de Vladimir Poutine », in *Revue Focus Paper*, n°39, Bruxelles, Institut royal supérieur de défense, Juillet 2019, p.11.

[1028] L'Ogaden est un espace de 181 000 km2, elle fait partie de la Région somali située au Sud-est de l'Éthiopie. Elle oppose depuis 1963 l'Éthiopie et le Front National de Libération de l'Ogaden (FNLO), un mouvement indépendantiste soutenu par la Somalie. Voir ici HAGMANN (Tobias) et al., « La région Somali d'Éthiopie. Entre intégration, indépendance et irrédentisme », in *Revue Politique Africaine*, 2005/3, n°99, pp.43-62.

[1029] TERRENOIRE (Nicholas), *op cit*, p.4.

de Vladimir POUTINE et ses deux tournées africaines de 2003 et 2006 au cours desquelles il affirmera que :

> *« Si à une époque, nous avons pu donner l'impression d'avoir perdu tout intérêt pour le continent africain, il est de notre devoir de rattraper le temps perdu/ nous avons quantité de projet et d'idées intéressants et de qualité pour développer notre coopération. La Russie constate sans jalousie que d'autres pays ont noué des liens en Afrique, mais elle entend bien défendre ses intérêts sur le continent* [1030]».

Pour joindre la parole à l'acte, la Russie va effectivement intensifier sa coopération avec l'Afrique dans les domaines économiques, énergétiques, politiques, culturelles et militaires, notamment à travers des programmes de formation, des opérations de vente d'armes et de matériel militaires. En effet, dans un continent marqué par l'instabilité, les questions d'armements et de sécurité en général constituent un « *véritable instrument de politique étrangère*[1031] ». Même si la Russie n'est pas encore un grand marchand d'armes en Afrique, elle multiplie les initiatives pour augmenter ses parts de marchés, notamment à travers l'organisation des salons de vente tels qu'*Armia 2017*, ou les africains ont pu contempler des armes légères fabriquées par la maison kalachnikov à savoir : l'AK-47 et l'AK-12 ; des hélicoptères Mi-8/17 et Mi-24/35, notamment acheté par le Rwanda, le Nigéria, l'Angola, le Mali et le Nigéria[1032].

A côté de la vente d'armes, la Russie dispose d'un autre atout, à savoir, sa capacité à exporter le savoir-faire militaire à travers le recours aux Sociétés militaires Privées qui lui permettent de défendre l'intérêt national sans toutefois s'impliquer directement[1033]. Ce procédé remonte en fait du temps de la guerre froide avec la mobilisation des stratégies irrégulières par l'Ex URSS contre le camp occidental. Bien que ces groupes aient pris des formes différentes, ils sont toujours à la poursuite d'un seul et même objectif pour Moscou avec qui, elles entretiennent des relations via le Ministère des Affaires Étrangères, le FSB, le SVR et surtout le Kremlin[1034].

[1030] DUSOULIER (Amanda), *op cit*, p.12.
[1031]*Ibid*, p.22.
[1032]*Ibid*, p.27.
[1033]Ibid, *op cit*,p.34.
[1034]SETH G. (Jones) et al. *Russia's Corporate Soldiers. The Global Expansion of Russia's Private Military Companies*, New York, Center for strategic and International Studies, July 2021, p.12.

Cette stratégie de sous-traitance serait réactivée par Moscou depuis 2014 pour étendre son influence dans de nombreuses parties du monde telles que l'Europe ; le Moyen Orient ; l'Amérique Latine et l'Afrique[1035]. Le but pour certains oligarques proches du pouvoir comme Yevgeny PRIGOZHIN, est d'étendre l'influence du pays en contrôlant des ressources stratégiques comme le pétrole ou l'Uranium[1036]. Pour avoir une idée des avancées de la Russie en Afrique, l'on peut consulter le tableau ci-après :

CARTE N°12 : LES AVANCEES DE LA PENETRATION RUSSE EN AFRIQUE



Source: Ghizlane KOUND[1037]

Pour mener à bien cette offensive diplomatique et stratégique, de nombreuses entreprises militaires privées russes telles que : *Redut*, *Antiterror Orel*, *Slavonic Corps*

[1035] RONDEAUX (Candace), Decoding the Wagner Group: Analyzing the role of Private Military Security Contractors in Russian Proxy Warfare, in New America, Center of the future of war, November 2019, p.13.
[1036] OLIVIER (Mathieu), « WAGNER, La symphonie africaine de Poutine », in *Magazine Jeune afrique*, n°3103-Aout 2021, pp.36-46.
[1037] KOUND (Ghislaine), 18 févr. 2022 à 18:52 - mise à jour 21 févr. 2022, consulté le29 aout 22 à heures à Yaoundé.

Limited, Sewa Security Services ; Lobaye Ltd et le groupe Wagner sont mises à contribution et favorisent la projection du pays sur de nombreux théâtres tels que : l'Ukraine[1038] ; la Syrie[1039] ; la Lybie et évidemment, la République Centrafricaine. Pour comprendre ce repositionnement de Moscou en Afrique, trois facteurs doivent être pris en compte à savoir : les sanctions européennes depuis l'annexion de la Crimée, l'entrée en fonction de l'Union économique eurasiatique (UEE) et les frappes aériennes russes en Syrie[1040].

Outre l'Asie, l'Arctique et le Grand Nord qui occupent une place centrale dans la politique étrangère de Moscou, l'objectif du rapprochement avec le continent noir est de se trouver de nouveaux alliés diplomatiques et de nouvelles sources d'approvisionnement en ressources naturelles. En effet, depuis 2017, la Russie s'est engagée dans une offensive diplomatique sur le continent avec notamment une tournée africaine effectuée du 5 au 9 mars 2018, par Sergei LAVROV, le Ministre des Affaires Étrangères qui s'est successivement rendue en Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe, et l'Éthiopie et a permis d'y investir environs 17 milliards de dollars[1041]. Il existe aussi des entreprises russes qui participent à des programmes de formation de la police locale en République Démocratique du Congo[1042].

Pour analyser ce nouveau basculement en Afrique, deux matrices méritent d'être prises en compte. D'une part, les exportations d'armes[1043] et d'autre part, l'exploitation des ressources naturelles et minières. Comme nous l'avons souligné plus haut, le réengagement de Moscou en Afrique est sous-traité à des acteurs privés, notamment des SMSP dont l'objectif aura été de faciliter une projection dans un espace favorable aux anciennes puissances militaro

---

[1038] Cette intervention permet à la Russie pays enclavé, de garantir son accès à la Mer Noire grâce à un contrat qui lui accorde une présence sur le port de Sébastopol jusqu'en 2047, mais aussi, d'empêcher la politique d'indépendance gazière de l'Ukraine et du fait même de garder sa main mise sur l'Europe qui dépend de la production du gaz de la société russe Gazprom, in IFFLY (Catherine), « Quelles perspectives pour la Crimée », in *Politique Étrangère*, n°2, 2017, p. 140.

[1039] SUKHANKYN (Sergey), « Russian's PMCs in the Syrian Civil War: From Slavonic Corps to Wagner Group and Beyond », in *The Jamestown Foundation*, December 2019, p.5.

[1040] KALIKA (Arnaud), « Le grand retour de la Russie en Afrique ? », in *Russie. Nei. Visions*, n°114, Ifri, avril 2019, p.6; SUKHANKIN (Sergey) et HURSA (Alla), « Russia's Private Military Contractor: Cause for Worry? », in *Defense and Security Foresight Group*, October 2020, p.6. (17p.).

[1041] *Ibid*, p.7.

[1042] DUSOULIER (amandine), « Le « retour » de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine », in *Revue Focus Paper*, n°39, Bruxelles, Institut d'études de sécurité et défense, Juillet 2019, p.36.

[1043] Du point de vue militaire, l'Algérie reste la principale destination de l'armement ruse en Afrique qui représente 13 pourcents des exportations militaires russes sur le continent. A côté des pays tels que l'Égypte, le Kenya, le Nigéria, le Mali et le Burkina Faso, trois pays de l'Afrique centrale occupent une place de choix, in KALIKA (Arnaud), *op cit*, p.8.

diplomatiques telles que la Belgique et surtout la France. Selon Alexandre MIKEEV, le patron de *Rosoboronexport*, une société publique russe chargée de la vente des armes :

> *« L'Afrique représente 40 pourcents du volume du portefeuille de commandes actuelles, à la fois en termes de valeur et de livraisons de différents types d'armes et d'équipements militaires (…) Nous avons environs 12 milliards de dollars de contrats signés et payés* [1044]*».*

L'utilisation des acteurs privés participe donc d'une guerre par procuration qui offre à la Russie trois avantages. Tout d'abord, celui d'utiliser des acteurs non officiels qui n'engagent pas directement le Kremlin, ensuite, celui de pouvoir projeter des forces en contournant les restrictions politiques de la Douma, le parlement russe et enfin, la possibilité de consolider sa présence sur le continent sans un investissement diplomatique et stratégique conséquent. Toute chose qui vaut aujourd'hui à la Russie d'être présente dans de nombreux pays africains. Achevons cette analyse sur les finalités géopolitiques des SMSP en Afrique centrale, en nous intéressant à leur rôle dans la politique étrangère de l'Afrique du Sud. Une instrumentalisation heureuse des

2. Les SMSP dans la politique africaine de l'Afrique du Sud : focus sur l'Afrique centrale

La politique étrangère de l'Afrique du Sud a longtemps pâti de son isolement à partir de 1961, en raison non seulement de l'Apartheid qui sévissait dans le pays, mais aussi eu égard à ses ambitions de puissance militaire dans la sous région Afrique australe[1045]. Cependant, grâce aux efforts politiques et économiques menés à la fois, par les présidents Nelson MANDELA et Thabo MBEKI[1046], le pays a su regagner une place de choix sur la scène internationale et continentale. Ainsi, depuis les élections libres et transparentes de 1994, la diplomatie sud africaine semble confrontée à un dilemme.

D'une part, une politique universaliste portée par l'*African National Congress* (ANC) et d'autre part, une aile plus réaliste, voulue par le Ministère des Affaires Étrangères[1047]. En effet, selon Pierre Paul DIKA, la principale mutation de la projection internationale de

[1044] TERRENOIRE (Nicholas), *op cit*, p.82.
[1045] DIKA ELOKAN (Pierre-Paul), La politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud : les défis de la conciliation entre intérêt national, intérêt continental et mondialisation, Thèse de doctorat en Droit public, Université de Reims Champagne-Ardenne, 25 juin 2007, p.6.
[1046] *Ibid*, p.12-14.
[1047] RYAL (David), « Caught between two worlds: understanding South Africa' s foreign policy options », in *Third World Quarterly*, 1997, Vol 18, No 2, pp 397-402.

l'Afrique du sud a eu lieu en 1994 lors de la réintégration du pays dans le conseil des nations et dans les instances internationales[1048]. Dès lors la nouvelle politique étrangère de ce pays va s'orienter vers six es grandes lignes à savoir :

> *« les droits de l'homme, la liberté et la démocratie, le respect de la justice et du droit international dans les rapports entre les Nations, paix et mécanismes internationalement convenus pour résoudre les conflits, la défense des intérêts de l'Afrique dans les affaires mondiales, et enfin une coopération économique accrue sur le plan régional et international[1049] ».*

Ce positionnement tranche avec les anciennes ambitions, de puissance militaire du pays et informe sur la prise en compte de son environnement immédiat dans sa politique étrangère. La renaissance africaine transparait d'ailleurs assez clairement dans le discours du président Nelson MANDELA, prononcé en 1994, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies dans lequel il affirme que ;

> *« le défi majeur qui se pose à nous est de savoir, compte tenu de l'interdépendance du monde actuel, ce que nous pouvons faire et ce que nous pourrons faire pour asseoir partout la démocratie, la paix et la prospérité [1050]».*

Ce discours était la confirmation de celui du ministre des Affaires étrangères les 8 et 11 août au Cap, sur la présentation de la nouvelle diplomatie sud-africaine. L'intérêt national sud-africain s'articule désormais avec, celui bien compris de la stabilité continentale. Même si l'ambition de puissance persiste, l'on peut dire qu'elle a été sublimée, pour mieux s'adapter à l'évolution de l'appareil diplomatique et au nouveau contexte international post apartheid, comme le résume assez bien Paul DIKA ELOKAN en affirmant que : « *L'État nation est devenu trop petit pour les grandes choses et trop grand pour les petites choses*[1051] ». Désormais, l'Afrique du Sud, se pose comme le chantre de la construction d'une renaissance africaine, dont l'ambigüité persiste malgré toute tentative d'explication[1052]. Cette évolution éthique, va se matérialiser par une plus grande implication du pays dans la sécurité régionale

---

[1048] DIKA ELOKAN (Pierre-Paul), *op cit*, p.7.
[1049] *Ibid*,19.
[1050] *Ibid*, p.20.
[1051] *Ibid*, p. 33.
[1052] Le concept de Renaissance africaine peut en effet, se comprendre de trois manières différentes. Tout d'abord, comme : « *une renaissance sud-africaine* » ou dans la perspective d'une « renaissance nationale africaine », et enfin tel qu'un instrument qui ferait de la République sud-africaine, le moteur de la régénération économique du continent par l'expansion de son capitalisme. Voir DIKA ELOKAN (Pierre Paul), *op cit*, p.188.

et par une utilisation sous cape, des acteurs privés, tels que les SMSP. Selon les mots du président Thabo MBEKI lui-même, la renaissance africaine renverrait à un

> *«…réveil, réanimation, renouvellement donc un phénomène de retour à la vie. Cela suppose, bien entendu, qu'il y ait eu une vie antérieure, une vie stoppée par une série d'événements douloureux et traumatisants qui ont fini par plonger le continent dans les ténèbres et signer son arrêt de mort. Quand je parle de Renaissance africaine, je parle du retour à la vie de ce continent* [1053]».

Ainsi, en partant du constat selon lequel ; l'insécurité constitue le principal obstacle au développement économique du continent, l'on peut comprendre, qu'à partir de cette matrice axiologique, l'Afrique du Sud va s'investir davantage dans la construction de la paix et de la sécurité sur le continent et dans la sous région. Pour en témoigner, nous mobiliserons l'activisme de ses dirigeants dans la résolution des crises et dans la construction d'une Architecture continental de paix et de sécurité. Pour ce qui est du premier point, même si, son soutien à l'UNITA pendant la guerre civile en Angola et celui apporté au régime Zimbabwéen[1054], imposent que l'on soit nuancé sur la question[1055], l'on peut tout de même affirmer que, l'Afrique du Sud s'est effectivement engagée en faveur de la résolution des crises sous régionales.

Au plan diplomatique, ce pays a mené de nombreuses médiations sur le continent dans des pays tels que : le Brundi en 1999, la Cote d'Ivoire en 2004 ; la RDC, le Soudan le Zimbabwe en 2007[1056], Malawi et en Tanzanie en 2012[1057]. En outre le président Nelson MANDELA de l'Afrique du Sud, principale puissance de la SADC, a initié des solutions diplomatiques au problème congolais à partir de 1999[1058]. Ce pays a aussi activement pris part à la résolution de la crise post électorale au Burundi ou son envoyé spécial, l'ancien président Jaco ZUMA, a obtenu la signature à d'un accord de cesser le feu, le 3 décembre 2002 à Arusha en Tanzanie[1059].

[1053] DIKA ELOKAN (Pierre-Paul), *op cit,* p.194.
[1054] *Ibid*, p.64-65.
[1055] *Ibid*, p.247.
[1056] PERE (Le Garth), p.13.
[1057] *Ibid*, p.250.
[1058] Il a précisément, désigné l'ancien président Botswanais, Ketumile MASIRE, comme médiateur de la crise en RDC. Appuyé par la diplomatie sud-africaine, il en est ressorti, d'une part, avec un dialogue inter congolais, et d'autre part, avec la signature entre le gouvernement et les rebelles, des accords de Sun City en Afrique du sud qui, mettra officiellement fin au conflit en 2002. Voir ZONDI (Siphamandla*), South African in Soutern Africa : A Perspective ,* in *FES Peace and Security Series*, n°8, Maputo, Friedrich-Erbert-Stiftung, p.19.
[1059] DIKA ELOKAN (Pierre-Paul), *op cit,* p.274.

Au plan continental, l'Afrique du Sud a joué un rôle actif dans le domaine de la paix et de la sécurité en Afrique. En effet, le pays a proposé de nombreuses initiatives continentales et participé à plusieurs opérations de maintien de la paix sur le continent[1060]. Bien que suspectée de porter les ambitions de puissances, cette initiative devait pouvoir palier, le faible niveau d'opérationnalisation de l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité[1061]. Toutefois, ce dispositif n'a pas connu un grand succès, en raison des rivalités entre les puissances continentales.

Pour ce qui des opérations de paix en revanche, précisons qu'en 2005 déjà, ce pays disposait déjà d'environ, environ 186 millions d'euros pour les opérations de maintien de la paix sur le continent[1062]. L'Afrique du Sud a ainsi participé à de nombreuses opérations de soutien à la paix sur le continent, entre autres : en RDC de 2000 à 2001 ; au Darfour en 2003 ; au Soudan du Sud en 2005[1063]. Toutefois, si l'engament de l'Afrique du Sud en faveur de la paix est indéniable, l'on doit rester vigilant et comprendre que celui cache aussi une ambition de puissance sur le continent. En effet, aux antipodes d'un discours séducteur et d'un engament effectif en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent, nous voulons montrer que l'Afrique du Sud profite aussi de son engagement pour mieux défendre ses intérêts dans un contexte d'économie néolibérale. C'est d'ailleurs ce qu'affirment John DANIEL et Jessica LUTCHMAN, en montrant que :

> *« La puissance des multinationales sud-africaines qui investissent sur le continent africain, a servi de relais à la Renaissance africaine et lui donne ainsi une lecture nationale. Le continent africain constitue pour ces entreprises un marché, un pourvoyeur d'énergie et un espace d'investissement [1064]».*

Ainsi, pour promouvoir et défendre ses nombreux intérêts économiques, l'Afrique est parfois obligée d'utiliser des acteurs privés comme des Sociétés Militaires Privées. L'on doit dire qu'en la matière, de nombreux autres pays utilisent aussi des SMSP pour protéger leurs intérêts économiques. Toutefois, pour ce qui est de l'Afrique du Sud, elle a surtout mobilisé

[1060] A titre d'exemple, le 27 mai 2013, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Union africaine à Addis-Abeba, c'est l'Afrique du Sud qui a proposé la création de la « *Capacité africaine de réponse immédiate aux crises* » (CARIC).

[1061] NGUEMBOCK (Samuel), « LA CARIC (capacité africaine de réponse immédiate aux crises) : enjeux géopolitiques et défis de la mise en œuvre », in *Note d'analyse politique, n° 15,* janvier 2014, p.2.

[1062] PERE (Le Garth), « L'action diplomatique sud-africaine pour la paix en Afrique », in *Revue Transcontinentales,* N° 2, | 2006, p.1, mis en ligne le 30 septembre 2012, et consulté le 08 septembre 2021.

[1063] *Ibid*, p.15.

[1064] DANIEL (John) et LUTCHMAN (Jessica), cités par DIKA ELOKAN (Pierre-Paul), *op cit*, p.203.

Dick Advisory[1065] et davantage, d'*Exécutite Outcomes*, qui s'est déployé lors de la guerre civile en Angola entre le MPLA et l'UNITA entre 1975 et 1993. En effet, comme le montre les travaux de nombreux spécialistes, les dirigeants de la rébellion de l'UNITA, échangeaient déjà les diamants contre l'aide militaire américaine via la CIA à travers l'entremise du président MOBUTU du Zaïre[1066].

Cette technique a aussi été reproduite en 1993, lorsque le régime du président Dos SANTOS, à engager la Société Militaire Privée sud-africaine, *Executive Outcomes,* contre 40 millions de dollars[1067], pour l'aider à lutter contre les rebelles de l'UNITA en 1993. Finalement, et ce après avoir délogé les rebelles des principaux sites pétrolifères de Soyo et des espaces diamantifères de Cafunfo, l'État fut incapable de tenir ses engagements contractuels. Pour rentrer dans ses frais, *Executive Outcomes,* finira par obtenir cinq concessions minières au profit de deux de ses filiales, que sont respectivement *Brach Energy* et *Diamonds Works*[1068].

Cette diplomatie de la sécurité a également été mobilisée par le régime au pouvoir en Sierra Léone, dans le cadre des affrontements contre la rébellion du RUF de Fodey SANKOH et la coalition internationale formée par les forces de l'ECOMOG, les mercenaires de Bob MACKENZIE, les soldats privés d'*Executive Outcomes* et ceux de la société *Sandline International* et la MINUSIL (Mission des Nations Unies pour la Sierra Léone), se sont concentrées autour des mines d'or et de diamants de Kono et de Tongo. Incapable de payer sa facture, d'un montant d'un million de dollars, le régime du président VASSER, finira par lui aussi, par céder des concessions minières pour les filiales d'*Executive Outcomes,* à savoir : *Branch Energy* et *Diamonds Works*[1069].

Notons bien que, selon d'autres sources, l'intervention de la SMP *Executive Outcome* dans le pays en 1995 et en 1997 visaient à déployer 2000 hommes et des hélicoptères pour protéger ses deux filiales minière *Branch Energy* et *Sierra Rutile* en échange d'un pourcentage sur les ressources minières qu'elles exploitent[1070]. En outre, en 2004, les

---

[1065] Cette SMP sud africaine a été créée en 2012 par Lionel DYCK, un Colonel sud africain à la retraite. Cette SMP avait été déployé au Mozambique pour lutter contre le groupe terroriste *Al shébab* au Mozambique en 2019.

[1066] MUGNIER (David), « Les diamants et les relations internationales illicites », in Revue internationale et stratégique, 2001, n°43, p.66 ; (pp.64-72).

[1067] BANEGAS (Richard), 1996, op cit, p.185.

[1068] Idem.

[1069] *Ibid*, p.184.

[1070] MUGNIER (David), 2001, *op cit*, p.67.

membres d'EO, Simon MANN et Nick du TOIT, auraient aussi tenté de renverser la monarchie pétrolière de Guinée Équatoriale sur instigation de Severo MOTO, un opposant refugié en Espagne. Passons au rôle joué par les SMSP dans la structuration des « nouveaux arts de la résistance » en Afrique centrale.

PARAGRAPHE II : LA MOBILISATION DES SMSP DANS LA CONSTRUCTION DES NOUVEAUX « *ARTS DE RÉSISTANCE* » DU CAMEROUN ET DE LA RD CONGO

Même s'il est vrai que la politique étrangère a généralement été étudiée sous le prisme des grandes puissances, notre contribution est de dire avec Delmas TSAFACK et Bruno EBANG MVE,[1071] que les petits pays ont aussi une politique étrangère. Nous allons justement démontrer que les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées participent désormais d'une ingénierie politique qui permet aux pays de l'Afrique centrale de matérialiser leur politique de diversification des partenariats à travers, notamment, la politique de défense du Cameroun, de la République Démocratique du Congo et de la Centrafrique. Ainsi il sera question de mettre en lumière le rôle des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans la diversification des partenariats de ces trois pays en Afrique centrale. L'une des entrées les plus heureuses sur l'étude des rapports entre différentes catégories sociales en science politique est certainement celle des *subaltern studies*[1072].

En effet, en s'inspirant des travaux de la french théorie, donc ceux de Michel FOUCAULT et autres Pierre BOURDIEU[1073], l'on a pu analyser ces relations à l'aune de l'existence d'une dimension immatérielle de la domination que l'on pourrait bien résumer par la violence symbolique. Ainsi, la compréhension des relations entre les classes sociales se met elle en spectacle à travers cette cristallisation d'un discours de domination. Si les travaux des auteurs comme Gayatri SPIVAK[1074] et Hommi BAHBAH[1075] ont permis de mettre en exergue

---

[1071] EBANG MVE (Bruno), « Le réalisme de la politique étrangère des petits États Africains », in *Revue Varia*, n° 6, septembre 2015, pp.1-21.

[1072] Les *subaltern studies* renvoient à la fois une série d'ouvrages collectifs, publiés entre 1982 et 2004, portant sur l'histoire et la société de l'Asie du Sud (l'Inde et les pays voisins), le collectif de chercheurs qui en a assuré la publication et, plus largement, un mouvement d'idées qui, à partir d'une tentative pour renouveler l'historiographie de l'Inde coloniale, a contribué de façon notable au développement des études « postcoloniales ». Il ne s'agit ni d'une doctrine, ni d'une école, mais plutôt d'un courant de pensée qui, à partir d'un noyau d'une dizaine de chercheurs réunis autour de la figure de l'historien Ranjit GUHA. On y retrouve entre autres : Sumit SARKA, David HARDIMAN, Ramachandra GUHA.

[1073] BOURDIEU (Pierre), *La domination masculine*, Paris, seuil, 1998, 134 pages.

[1074] Voir ici SPIVAK (Chacravorty Gayatri), *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Editions Amsterdam, 11985, 44 pages.

cette logique dans l'étude des classes sociales en Inde, elle a aussi été reprise par des intellectuels africains tels qu'Achille MBEMBE ou encore KWAME APPIAH[1076], pour dénoncer la dimension immatérielle et discursive de la domination des anciennes puissances coloniales sur les État africains.

Pour bien rendre compte du rôle des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans l'évolution des relations entre la France, la Belgique et leurs anciennes colonies en Afrique centrale, l'on doit dépasser le discours officiel des dirigeants de ces deux groupes de pays qui participent de ce qu'Ervin GOFFMAN appelle « *l'ordre de l'interaction symbolique*[1077] », c'est-à-dire, une posture de circonstance dictée par les convenances. Toutefois, ce discours circonstanciel ne permet pas de rendre des véritables intentions de chaque partie qui sont marquées d'une part, par la survivance d'une volonté de domination et d'autre part, d'une dynamique de révolte. C'est justement pourquoi nous faisons le choix de mobiliser la figure théorique des arts de la résistance ou de la révolte silencieuse mobilisée dans les travaux de que James SCOTT. En effet, cet auteur qui analyse principalement les relations entre dominants et dominés en Malaisie, a observé l'existence d'un double langage comme il le relate lui-même :

> *« Il me sembla que les pauvres jouaient une partition particulière en présence des riches et une autre lorsqu'ils étaient entre eux. De même, les riches parlaient de manière différente selon qu'ils étaient devant les pauvres ou bien entre eux*[1078] *».*

Cet auteur démontre en fait l'importance centrale de l'existence d'un discours caché dans les relations entre groupes dominants et dominés. Ainsi, ces deux catégories peuvent préserver leurs relations sociales en publics, alors qu'en privés chacun, secrète un discours contre l'autre. Il affirme justement à ce sujet que :

> *« L'analyse des textes cachés des puissants et des subordonnés nous donne accès à une science sociale qui met en lumière des contradictions et des possibilités, qui projette son regard bien au-delà de la surface placide que les accommodements publics à la*

[1075] HOMI JEHANGIR (Babha), *The location of culture*, London, Routledge, 1994, 292 pages.
[1076] Voir ici, APPIAH (Kwame Anthony), The ethics of identity, Princeton university press, 2007, 337 pages ou encore, APPIAH (Kwame Anthony), *The Lies That Bind: Rethinking Identity*, Liveright, august 2018, 256 pages,
[1077] GOFFMAN (Erving), *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 2, Les relations en public, Paris, Minuit, 1973/
[1078] SCOTT (James), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Éditions Amsterdam, 2009, 270 pages.

> *distribution existante du pouvoir, des richesses et des statuts laissent souvent paraître*[1079]».

Au-delà des convenances sociales, l'analyse du discours caché des classes sociales, est porteur de leurs véritables ambitions politiques et d'une compréhension de l'action de ces acteurs qui passent nécessairement par une lecture de ce double langage entre l'espace public et l'espace privé. Dans le cadre de ce travail sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale, nous voulons analyser leur mobilisation sous la double aune d'une domination tacite des anciennes métropoles et d'une résistance douce des anciennes colonies. Pour le démontrer, l'on doit partir de l'utilisation des SMSP dans la diplomatie de défense du Cameroun et de la RD Congo.

A- LES SMSP DANS LA DIPLOMATIE DE DEFENSE DU CAMEROUN ET DE LA RD CONGO

Sujet peu étudié en Relations Internationales, le concept de diplomatie de défense a émergé dans les années 1990 et désigne alors l'ensemble des efforts militaires mobilisés par les pays pour coopérer avec un autre[1080]. Cette nouvelle diplomatie a émergé dans le contexte de la fin de la guerre froide, marquée par le rapprochement entre les anciens pays du bloc communistes désireux de réformer leurs armées, et à termes, d'intégrer l'UE et l'OTAN, mais aussi de contribuer à la reconstruction des Balkans[1081].

Souvent assimiler à la diplomatie militaire, la diplomatie de défense désigne : « *l'ambition d'utiliser le canal militaire, ou celui des experts des questions de défense, pour contribuer à un climat de confiance et à une convergence d'intérêts* [1082]». Selon Erik PAJTINKA[1083], elle peut aussi s'entendre comme un champ spécifique de la diplomatie qui s'attelle à la poursuite des intérêts nationaux de l'État dans le champ de la sécurité ou encore comme : « *l'utilisation libre, en temps de paix, des ressources de la défense afin d'atteindre des objectifs nationaux spécifiques, situés à l'étranger*[1084] ».

[1079] SCOTT (James), *op cit*, p.29.
[1080] WINGER (Gregory), « The Velvet Gaunlet: ATheory of Defense Diplomacy », in LISIAK (Agata) et SMOLENSKI (Natalie), *What Do Ideas Do?* vol. XXXIII, January 2014, p.2.
[1081] CHARILLON (Frédéric), BALZACQ (Thierry) et RAMEL (Frédéric), « La diplomatie de défense », in BALZACQ (Thierry) et al., *Manuel de diplomatie*, Paris, PUF, 2008, p.342.
[1082]CHARILLON (Frédéric), BALZACQ (Thierry) et RAMEL (Frédéric), *op cit*, p.341.
[1083] PAJTINKA (Erik), « Military Diplomacy and Its Present Functions », in *International and national Studies Review*, n°20, 2016, pp.179-194.
[1084]Idem, p.344.

Parmi les activités qui renvoient à la diplomatie de défense, l'on retrouve entre autres : l'envoi mutuel d'attachés militaires entre deux pays ; la signature des accords de coopération entre ces pays, l'envoie d'expert et de conseillers sur les questions démocratiques et de modernisation des armés, le déploiement des partenaires militaires et civils au sein des ministères chargés de la défense dans les pays partenaires ; la mise à disposition des équipements et autres matériels militaires et enfin, l'organisation des exercices bilatéraux et multilatéraux pour l'entrainement des forces des pays partenaires[1085]. Dans le cadre de ce travail, il sera question d'analyser la diplomatie de défense des États de l'Afrique centrale comme participant d'une volonté du Cameroun.

En effet, bien que relevant respectivement du pré carré belge et français, la R.D. Congo et le Cameroun n'ont cessé de multiplier des signes et des discours en faveur d'une émancipation, mieux, d'une diversification des partenariats vers d'autres puissances internationales. Si pour la RDC, les États-Unis sont rapidement apparus comme un soutien pour le régime de MOBUTU, au Cameroun, il faudra attendre le coup d'État de 1984 que pour que le président BIYA sorte de sa torpeur et se tourne vers de nouveaux partenaires. En effet, les relations entre États ne sont pas figées, au contraire, comme le rappelle Marie Christine KESLER, « *le pays fait la politique étrangère de son histoire* »[1086].

Au Cameroun, la politique étrangère est d'abord orientée vers les anciennes puissances européennes telles que la France, l'Allemagne[1087], la Grande Bretagne[1088] ou encore l'Espagne. Cependant, pour des besoins diplomatiques, le pays va progressivement s'ouvrir aux autres pôles de puissances idéologiques et géographiques. Dans sa lutte contre les groupes armés, la RD Congo a bénéficié d'un appui logistique à travers des drones israéliens des drones israéliens pour mieux assurer sa sécurité et surveiller les positions israéliennes. Au Cameroun, pays qui lui permet de verrouiller l'islamisme au Nigéria[1089], la présence israélienne est assez ancienne et pourrait remonter à 1959, cependant, c'est après le coup d'État manqué du 6 avril 1984 que les deux pays vont intensifier leur coopération en

[1085] WINGER (Gregory), *op cit*, p.3.
[1086] BIGOMBE LOGO (Patrice), « Le Cameroun et les grandes puissances. Objectivations lucides d'un croisement de politiques extérieures », in, CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, p.16.
[1087] Voir MENGUE MOLI (Jacques Bertrand), « Le Cameroun et l'Allemagne : entre fantasme du privilège et réalité objective », pp.129-148.
[1088] Pour des lectures complémentaires, lire CHOUALA (Yves Alexandre) et NDI BITANG (Alain), « Les relations entre le Cameroun et le Royaume-Uni », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.149-178.
[1089] JOURDAN (Pascale), *op cit*, p.92.

l'intensifiant au niveau sécuritaire[1090], notamment à travers la création, la formation et l'équipement de deux forces spéciales nationales : la Garde Présidentielle (GP) et le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR)[1091].

Au Cameroun, les sociétés de sécurité privées israéliennes s'illustrent par la qualité de leurs formations en matière des forces spéciales dans certains pays dont le Cameroun[1092]. Parmi les nombreuses forces spéciales du pays, telles que : le Bataillon Spéciale Amphibie (BSA), le Bataillon des Troupes Aéroportées de Koutaba (BTAP) du Groupement Polyvalent d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GPIGN) ; du Bataillon Blindé de Reconnaissance (BBR) ; du Bataillon du Quartier Général (BQG) ; les Fusiliers Marins Commandos (FMC), deux d'entre elles sont confiées à Israël au lendemain du putsch manqué du 6 avril 1986 : la GP et le BIR. Pour la GP, qui voit le jour le 25 mai 1985 par la signature du décret présidentiel n°85/738, portant aussi dissolution la Garde Républicaine (GR)[1093], elle est financièrement dépendante de la présidence de la République et placée sous le commandement du Chef d'État-major Particulier du président et du Directeur de la sécurité présidentielle[1094]. Cependant, la principale innovation de la GP réside dans le fait que, contrairement au reste de l'armée, qui est formé par la France, cette de sécurité présidentielle l'est plutôt par Israël[1095].

Dans le même sillage, nous pouvons noter la création du BLI en février 1999 et sa transformation en BIR par le décret n°. 2001-183 du 25 Juillet 2001. Cette force sera placée sous le commandement du colonel Abraham AVI SIRVAN. Après sa mort, il est remplacé par

---

[1090]JOURDAN (Pascale), *op cit*, p.92

[1091] HENGROUP (Hans Marie), Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces, Master en Gouvernance et politiques publiques, Université Catholique d'Afrique centrale, 2001.

[1092] HUSSON (Jean Pierre) définit les forces spéciales comme « les unités spécifiquement formées, instruites et entrainées pour mener un éventail de missions particulières, allant des « opérations spéciales » dans le cadre d'un conflit classique à celles relevant de la guerre non conventionnelle », parmi les unités faisant partie des forces spéciales au Cameroun, l'on peut citer entre autre : le GSO, l'ESIR, la FAA, le FMC, la BQG, le BBR, le GPIGN, le BTAP, le BAS, la GP et le BIR, in ONDOUA (Antoine), op cit, p.331.

[1093] Contrairement à sa devancière qui était essentiellement composée de gendarme, cette nouvelle unité forte de 2.000 hommes dont 1300 combattants est pour sa part, caractérisée par son caractère interarmes car on y retrouve des hommes venus de l'armée de l'air, de la Marine, de la Gendarmerie et de la police. Voir, ONDOUA Antoine, *op cit*.

[1094]Au niveau opératif, la GP comprend de nombreuses structures Parmi les structures telles que : un État-major (Obili), un Groupement de soutien et de Commandement, un Groupement d'honneur, de reconnaissance et d'appui ; des Groupes d'interventions et un Centre d'instruction. Les deux principales missions de cette unité sont respectivement, la parade lors des sorties ou des évènements présidentiels et le combat sur des théâtres d'opérations bien spécifiques.

[1095] HENGROUP (Hans Marie), Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces, Master en Gouvernance et politiques publiques, Université Catholique d'Afrique centrale, 2001.

le Général Maher Erez ZUCKERMAN puis finalement, par Eran MOAS[1096]. Par le truchement de la société *Israël Weapon Industries*, l'équipement de ces forces est confié à un ancien des forces spéciales israéliennes : Avi SIVAN. Ce dernier fournit alors des uniformes, fusils d'assaut *Galil*, mitrailleuses *Néguev*, véhicules blindés etc.[1097].

En pleine guerre froide, le pays va par exemple s'ouvrir à l'Allemagne et l'on se souvient par encore du discours du président AHMADOU AHIDJO lors de sa visite du 04 au 08 septembre 1986, au cours de laquelle, il annonce non seulement l'ouverture d'un Consulat du Cameroun à Hambourg, mais aussi, l'exemption de visas pour les Allemands qu'il invitait alors à venir investir au Cameroun. En outre, le président avait prononcé ces paroles devenues historiques : « *le Cameroun n'est ni la chasse gardée de personne, ni d'aucune grande* puissance ». Par la suite, le pays va continuer sa stratégie de diversification des partenariats en s'ouvrant aux pays tels que les États Unis, la Chine[1098], le Japon[1099], la Turquie[1100] ou encore la Russie. En cela sa trajectoire ressemble à celle de la République Démocratique du Congo.

Pour analyser la diplomatie sécuritaire de la RD Congo à travers son ouverture vers Israël, nous devons partir de la prise du pouvoir par MOBUTU SESEKO en 1965 et du refus de l'armée belge de former une unité de parachutiste dans ce pays en 1968. C'est alors que le président va se tourner vers Israël qui accepte de lui fournir cette assistance via une société de sécurité privée. Même si les deux pays vont rompre leurs relations diplomatiques après la guerre du Yom Kippour en 1973, et que la RD-Congo sera mise sur le banc de la communauté internationale en raison des exactions du régime MOBUTU, Israël y garde tout de même une présence discrète.

Il faudra finalement attendre l'arrivée au pouvoir du président Laurent Désiré KABILA en 1997 et davantage celle de THSISEKEDI en décembre 2018 pour que le pays

---

[1096] Courrier international, « Au Cameroun, les mercenaires israéliens au cœur du pouvoir », in *African Arguments*, publié sur www.courrierinternational.com, consulté le 10 janvier 2020.
[1097] OLIVIER (Mathieu), « Eran MOAS. « Consultant » en eaux troubles », in *Jeune afrique*, n°3106, Novembre 2021, pp.47-53.
[1098] Voir ici NGOBO ATEMENGUE (Cécile Annick), « Le Cameroun et la Chine : lecture phénoménologique et prospective d'une coopération multiforme », in, CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.87-106.
[1099] Voir ici BIHINA (Jean Bertrand), « La relation nippo-camerounaise. Un modèle de coopération Nord-Sud », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al., *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.201-223.
[1100] Sur la question lire : DELMAS TSAFACK (Charly Delmas), « Le Cameroun et les pays émergents : dynamiques de la coopération avec la Turquie », CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.225-245.

sorte définitivement de sa léthargie[1101], à travers la mise en place d'une offensive diplomatique vers les autres pays de la région[1102]. Les contours de cette nouvelle vision seront présentés lors du discours d'investiture prononcé le 24 janvier 2019 et celui rappelés devant le corps diplomatique le 15 février de la même année. Cette nouvelle vision diplomatique est marquée par l'objectif numéro 5 de son de son programme de campagne présidentielle à savoir : « *réhabiliter et redorer l'image de la diplomatie*[1103] » du pays.

Le président a ainsi souhaité que la RD Congo s'engage de façon plus indicative au sein des organisations régionales dont elle est membre, afin de valoriser son poids démographiques, l'importance de ses richesses naturelles et sa position géostratégique au cœur du continent. En RD Congo, par exemple, le président Etienne THISEKEDI a payé la société israélienne *Mer Security and Communication System* pour se faire représenter aux Etats Unis du 8 décembre 2016 au 31 décembre 2017 contre 5,1 millions d'Euros[1104]. Dans le cadre de l'action des SMSP israéliennes dans la sous-région, l'on peut noter l'implication de *NSO de Shalev HULIO* qui a fabriqué le logiciel espion Pegasus permettant la surveillance des opposants ; *Mer Group* dont les activités se font au Congo et en RD Congo où elle équipe les Agences Nationales chargées du renseignement ; ou encore *GS3* qui a été impliqué dans des contrats de livraison d'armement et du matériel militaire au Zaïre de MOBUTU[1105].

En outre, d'autres sociétés de sécurité privées israéliennes sont présentes au Cameroun depuis que les deux pays ont noué des relations en en 1960[1106]. Il en va ainsi entre autres de *Portsec Sa* et *Tandyl Development* qui ont gagné d'important contrats d'expropriation des populations pour un projet immobilier et la sécurisation du port autonome de Kribi pour un montant de plus de 60 milliards de francs[1107]. D'autres s'illustrent par la qualité de leurs

---

[1101] La politique étrangère de la République Démocratique du Congo a longtemps pâti de l'insécurité et du patrimonialisme de l'ancien régime. Ainsi le géant de l'Afrique centrale a semblé briller par son absence dans les hauts lieux de la diplomatie sous régionales (CEEAC) et régionale (UA). Qui plus est, le régime du président Joseph KABILA s'est vu sanctionné par l'UE et les États Unis en raison du non-respect de l'accord de la saint Sylvestre et de la date de la présidentielle de 2016 qui a longtemps été repoussée. Voir ici ; [1101] TAYEBI (Oussama), « La politique étrangère de la république démocratique du Congo sous la présidence TSHISEKEDI : entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique », in *Revue Policy Brief*, n°02, vol.22, janvier 2022, p.2.

[1102] MOSAU MBOMBO (Gelord Denlay), *op cit*.

[1103]TAYEBI (Oussama),, p.3.

[1104] KIBANGULA (Trésor), « RDC : quand Kinshasa paie une entreprise israélienne pour se faire représenter à Washington », *jeune afrique*, 05 mai 2017, publié sur www.jeuneafrique.com, consulté le 20 octobre 2021.

[1105] A ce sujet, lire DUHEM (Vincent), « *Israël connexion* », in *Jeune afrique*, n°3106, Novembre 2021, pp.44-46.

[1106] OYONO (Jean Gilbert), « Le Cameroun et Israël. Une relation stratégique « d'équilibre de tensions », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al., *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.265-290.

[1107]*Ibid*, p.51.

formations en matière des forces spéciales telles que le BIR et la Garde Présidentielle[1108]. Analysons à présent l'instrumentalisation des SMSP dans la diplomatie sécuritaire de la Centrafrique.

B - LES SMSP AU SERVICE DE LA SURVIE DE L'ÉTAT EN CENTRAFRIQUE

Si le sujet fait couler beaucoup d'encre, la présence militaire russe en Centrafrique depuis 2017 a rarement été étudiée sous le prisme centrafricain. Pour la plus-part des travaux, elle participe simplement d'une stratégie de projection de la Russie en Afrique[1109] et plus spécifiquement dans le pré carré de la France[1110], à travers la mobilisation d'un nouvel outil que constituent les Sociétés Militaires privées[1111]. L'originalité des lignes qui vont suivre pourrait se trouver dans le fait qu'elles l'analysent leur rôle à l'aune des intérêts internationaux de la Centrafrique. En effet, la RCA est un pays dont l'histoire politique récente a été marquée é par la prégnance des conflits et d'une instabilité institutionnelle depuis 2013. Les nombreuses exactions qui s'en sont suivies ont contraints la communauté internationale à adopter des sanctions interdisant l'importation des armes vers la Centrafrique.

En raison de cet embargo, les Forces de Sécurité et de défense du pays, déjà fragilisées par la guerre et la précarité, ont connu un nouveau facteur de vulnérabilité dans l'exercice de leurs missions régaliennes de protection du territoire national et des hommes qui y vivent. Qui plus est, depuis peu, le pays a vu naitre un nouveau groupe armé particulièrement bien armé sur son sol : la Coalition des Patriotes pour le changement (CPC). Pour y faire face, le régime du président TOUADERA, qui jouait alors sa survie, a été obligé de se tourner vers un partenaire capable de l'aider, en lui procurant des armes[1112].

[1108] HUSSON (Jean Pierre) définit les forces spéciales comme « les unités spécifiquement formées, instruites et entrainées pour mener un éventail de missions particulières, allant des « opérations spéciales » dans le cadre d'un conflit classique à celles relevant de la guerre non conventionnelle », parmi les unités faisant partie des forces spéciales au Cameroun, l'on peut citer entre autre : le GSO, l'ESIR, la FAA, le FMC, la BQG, le BBR, le GPIGN, le BTAP, le BAS, la GP et le BIR, in ONDOUA (Antoine), op cit, p.331.

[1109] DUSSOLIER (Amandine), « Le retour » de la Russie en Afrique subsaharienne ; sécurité et défense au service de la politique étrangère de Vladimir Poutine, Bruxelles, Focus Paper, juillet 2019, 64 pages. Dans la même perspective, voir aussi, KALIKA (Arnaud), « Le grand retour » de la Russie en Afrique ? », in revue Russie.Nei. Visions, n°114, avril 2019, 27 pages.

[1110] ABOU ABAMI (Omar), « Extension des zones d'influence russes dans le pré carré français en Afrique centrale : le cas de République centrafricaine », in Note d'Analyse, n°85, mars 2020, publiée sur https://:www.thinkingafrica.org, consulté le 10 décembre 2021

[1111] SUKHANKIN (Sergey), « Russian Private Military Contractors in sub-saharan Africa. Strenghts, Limitations and Implications », in *revue Russie. Nei.Visions*, n°120, ifri, September 2020, 30 pages.

[1112] OLIVIER (Mathieu), « Faustin-Archange TOUADERA : « je n'ai rien à cacher au sujet des russes », in *Magazine jeuneafrique*, en ligne, publié le 20 septembre 2021, consulté sur l'URL : https : // : www.jeuneafrique.com , consulté le 15 décembre 2021.

C'est justement dans ce contexte sécuritaire que le régime va se tourner vers la Russie, notamment son Ambassadeur à Bangui, pour solliciter l'intervention de ce pays ami, pour l'aider à lever l'embargo onusien qui plombe ses capacités défensives depuis 2013. Le rapprochement entre les deux pays va se faire lors de la rencontre historique de Sotchi en octobre 2017, entre le président TOUADERA et le ministre des Affaires Étrangères, Sergei LAVROV. Cette rencontre va en effet aboutir à la signature d'un accord de défense entre Serguei CHOIGOU et Marie-Noëlle KOYARA, respectivement, ministre de la Défense de la Fédération de Russie et de la Centrafrique, devant permettre de lever l'embargo sur la RCA et de lui livrer des armes[1113].

Toutefois, en raison des contraintes démocratiques imposées par la Douma, le Parlement russe, il est devenu difficile à ce pays de déployer directement son armée hors du territoire national lorsque les enjeux de défense nationale ne sont pas directement menacés. C'est ainsi que la Russie, comme la plus-part des autres puissances occidentales, va sous-traiter son aide militaire à la RCA à en lui envoyant des instructeurs de la Sociétés Militaires Privées Wagner pour l'aider à manipuler les 7000 armes « *gracieusement et légalement* [1114]» offerts par la Fédération de Russie à son allié. Ces 1700 hommes auront pour mission de former l'armée au maniement des armes russes et, plus tard, notamment lors des attaques de la CPC contre la ville de Bangui le 13 janvier 2021, ils vont prendre part au conflit aux côtés des forces armées centrafricaines et de leurs alliés rwandais de la MINUSCA[1115].

Selon Cressent BENINGA, cette extraversion est assez ancienne et remonte au recours aux archers peulhs pour lutter aux cotés des FACAS contre les groupes armés dans le pays[1116]. Dans le même sillage, si David DAKO a bénéficié de l'aide de la France, François BOZIZE pour sa part s'en remettra au soutien tchadien et rwandais, alors qu'Ange PATASSE va en plus, recourir au MLC du congolais Jean Pierre BEMBA en 2002 et 2005 pour repousser une incursion des groupes armés dans le Nord du Pays. Si Michel DJOTODIA et Catherine SAMBA-PANZA se sont appuyés sur les détachements rwandais et à la société privés française *Roussel,* pour garantir leur sécurité, c'est véritablement Faustin-Archange

[1113] ABOU ABAMI (Omar), *op cit,* p.3.
[1114] OLIVIER (Mathieu), 2021, *jeuneafrique* du 20 septembre 2021, *op cit.*
[1115] Par la suite, le pays sollicite une médiation internationale de la Conférence internationale pour les pays des Grands Lacs (CIRGL) et la CEEAC, dont les représentants respectifs, les présidents Joao LAURENCO et Denis SASSOU NGUESSO, ont répondu présent en prenant part aux travaux de négociation pour obliger les groupes armés qui opèrent dans le pays à respecter les accords de paix de 2019, le président TOUADERA est très reconnaissant du soutien militaire de ses alliés comme le confirme ses propos selon lesquels
[1116] Entretien du 5 janvier 2021 avec le chercheur centrafricain BENINGA Crescent à l'université catholique d'Afrique centrale à Yaoundé.

TOUADERA qui va franchir le Rubicon en recourant aux soldats privés russes du groupe Wagner.

Avec son nouveau quartier général ouvert à saint Petersburg depuis novembre 2022, la Société Militaire privée Wagner est désormais un acteur incontournable de la paix et de la sécurité internationale. Si pendant longtemps, Moscou a nié l'existence de celle qui était considérée comme une simple « *légion étrangère*[1117] », aujourd'hui, la présence de la SMSP sur de nombreux théâtres de guerres ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Cet acteur qui s'impose de plus en plus au cœur des conflits et dont certaines activités touchent généralement des pays y compris en Afrique centrale, mérite que l'on s'intéresse à sa mobilisation face aux groupes rebelles sur le continent.

Pays instable dont certaines zones du territoire sont contrôlées par des groupes rebelles, la Centrafrique a presque toujours eu recours aux acteurs extérieurs pour assurer la sécurité de ses populations et la défense de son territoire. Avec le président TOUADERA, c'est principalement vers le Rwanda et davantage, vers la Russie que le pays va se tourner à partir de 2017. Si le premier enjeu se situe autour de la levée de l'embargo sur les armes instauré depuis 2013, la Russie va par la suite envoyer des instructeurs pour les forces spéciales de l'armée centrafricaine[1118]. En raison des restrictions politiques, la Russie ne peut pas déployer son armée à l'étranger sans une autorisation de la Douma, son Parlement. Pour contourner cette restriction, le pays utilise des groupes militaires privés depuis de nombreuses années pour aider ses alliés à travers le monde, notamment à l'est de l'Ukraine, en Syrie, en Lybie, au Mozambique et au Soudan[1119].

Dans le cas d'espèce, c'est le groupe paramilitaire Wagner qui est mobilisé. Bien que déclaré illégale comme toutes les sociétés militaires privées en Russie, le groupe paramilitaire de Dmitry UTKIN se distingue par sa proximité avec le régime et la *Spetnaz*, unité spéciale du renseignement russe (GRU). Bien que ses membres viennent de nombreux pays comme la Moldavie, Ukraine, Moldavie et Serbie, ils ont paradoxalement le sens du patriotisme pour la

[1117] IBRAHIM KANTE (Madi), « La société Wagner en Afrique : entre bouleversement des équilibres mondiaux et absence de stratégie africaine au sahel », in *note d'Analyse politique*, observatoire des enjeux géopolitiques et sécuritaires et socio politiques du sahel, 2022, p.12.

[1118] Notons aussi que Valéry ZAKHAROV est le conseiller militaire du président TOUADERA, in SUKHANKYN (Sergey), *op cit*, September 2020, p.14.

[1119] MARTIN (Kimberley), The Wagner Group: Untangling the Purposes of a Russian Power Tool, Stanford, September 2020, p.1.

Russie[1120]. Wagner est présent depuis 2018 et compterait entre 1200 et 2000 hommes sur le terrain. La contribution de cette société militaire russe en Centrafrique concerne à la fois, la livraison d'armements et la formation des soldats centrafricains en collaboration avec la mission européenne et les forces de la MINUSCA[1121]. En outre, les mercenaires russes ont fortement contribué à la lutte contre les groupes armés dans le pays, l'on peut mettre en exergue l'implication des mercenaires russes aux cotés des 300 soldats rwandais dans la lutte contre les rebelles de la Coalition Patriotique pour le Changement (CPC) de l'ancien président François BOZIZE en 2020[1122]. Répondant à une question sur les raisons qui l'ont poussé à recourir aux russes, le président TOUADERA répond :

> *« J'ai utilisé les moyens à ma disposition, notamment les accords qui lient la Centrafrique avec d'autres paix comme le Rwanda et la Fédération de Russie. C'était indispensable : si la CPC était entrée dans Bangui, c'était le coup d'État assuré et nous serions revenus presque dix ans en arrière, en 2013*[1123] *»*

Au regard de ce qui vient d'être démontré, l'on constate que la société Militaire Wagner dont la présence est désormais reconnue par les autorités centrafricaines, a permis au pays de s'équiper en armes, mais aussi de bénéficier d'une expertise stratégique et tactique sans lesquelles, il aurait été renversé. Au demeurant, cette stratégie n'est pas l'apanage du régime TOUADERA, car ses différents prédécesseurs se sont toujours appuyés sur des mercenaires, des milices et des sociétés de privées étrangères pour assurer leur survie.

L'on pourra ainsi dire que le rapprochement entre la Centrafrique et la Russie, vu d'Afrique, a été perçu par l'opinion publique nationale et internationale, comme une révolution diplomatique spectaculaire. Toutefois, la réalité nous informe que la présence de ce partenaire à Bangui procède d'une politique étrangère pragmatique, orientée vers les besoins de paix et de stabilité du pays tels que dictés par les impératifs stratégiques du moment. Au demeurant, ce choix n'est pas sans rappeler celui que d'autres pays de la sous- région tels que le Cameroun ou encore, la RD Congo ont fait, en diversifiant leur partenaire pour renforcer leur sécurité et la stabilité de leurs régimes, en recourant à la présence de mercenaires israéliens sous couvert de la tutelle diplomatique américaine.

[1120] MARTIN (Kimberley), p.2.
[1121] LINSKOV JACOBSEN (Katya), *Russia's Showy and Shadowy Engagement in Sub-Saharan Africa,* Djof Publishing, Copenhagen, 2020, p.50.
[1122] FARABRIUIS (Peter), « Is the expanding presence of Russia's private military company a legitimate cause for African concern? », publié le 21janvier 2022, https//:www.issafrica.org, Institute for Security Studies
[1123]OLIVIER (Mathieu), 2021, *op cit.*

Au total, comme le reconnait le président Faustin Archange TOUADERA, la présence de la Russie en Centrafrique, et partant celle de la Société Militaire Privée Wagner, participent simplement d'une diplomatie de la paix et de la sécurité, dictée par des impératifs pragmatiques. Après cette démonstration sur les enjeux géopolitiques de l'utilisation des SMSP pour la diversification des partenariats des États de la sous région, il importe à présent de les analyser comme miroir de la politique de l'inimitié en Afrique centrale.

CHAPITRE IV
L'IMPACT PARADOXAL DE L'ACTION DES SMSP SUR L'ETAT DE DROIT ET LA STABILITE EN AFRIQUE CENTRALE

Partie du monde marquée par un sous développement et une instabilité souvent chroniques, l'Afrique a été décrite comme le continent le plus pauvre. Qui plus est, avec un contraste saisissant entre ses ressources naturelles et l'insécurité sans précédent qui y règne, l'Afrique centrale apparaît véritablement comme la partie du continent la moins avancée. S'il est vrai que des pays comme le Rwanda ou l'Angola, connaissent aujourd'hui, un niveau de développement enviable, forcé est de constater que cette sous région reste encore, largement marquée par une insécurité protéiforme. Outre, les coupeurs de route, le grand banditisme, les coups d'Etat politique, les conflits armés internes, le terrorisme ou encore, la piraterie maritime, cette sous région, reste réellement une source de préoccupation pour la communauté internationale. Pour y faire face, de nombreuses initiatives bilatérales et multilatérales ont été mobilisées sans apporter suffisamment de résultats.

C'est justement pour apporter un surplus à ces initiatives nationales, régionales et internationales, que nous avons formulé l'hypothèse que, l'action des Sociétés Militaires et de sécurité Privées, pouvait permettre aux États de l'Afrique centrale en générale, au Cameroun, à la RD Congo et â la Centrafrique, en particulier, de recouvrer une pleine et totale stabilité. Toutefois, au regard de l'aggravation de l'insécurité des hommes, de leurs biens et davantage, de la mutation des menaces auxquelles, ces pays continuent de faire face, l'on est de droit de s'interroger sur l'efficacité des SMSP.

En effet, dans le cadre de ce travail, nous sommes partis du constat selon lequel, la présence des SMSP en Afrique centrale, participe assurément d'une logique d'hybridation de la sécurité dans la sous région. Toutefois, nous avons aussi démontré que cette pluralité d'acteurs qui intervient désormais dans les politiques de sécurité des pays de l'Afrique centrale informe également sur l'existence d'une dimension instrumentale de la part des États. Dans un contexte de crise, la privatisation de la sécurité, apparaît comme une technologie de

repositionnement de l'État dans un environnement fluctuant. Cette reconfiguration passe une stratégie de « *décharge* » de certaines fonctions régaliennes au secteur privé.

Aussi, l'objet de ce dernier chapitre est d'analyser l'impact paradoxal de l'action des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées sur la sécurité en Afrique centrale. En d'autres termes, nous voulons montrer comment, â bien des égards, ces entreprises privées participent à la déconstruirions de la Démocratie et de l'État de Droit (Section I) et à l'aggravation de l'instabilité en Afrique centrale (Section II).

SECTION I : UNE ANALYSE DE L'IMPACT PARADOXAL DES SMSP SUR LA DECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE CENTRALE

Du grec *Demos* et *Kratos*, la notion de démocratie aurait été utilisée pour la première fois dans les suppliantes d'Eschyle en 490 avant J.C[1124]. Bien qu'il existe en la matière, une pléthore de définition, nous avons fait le choix de dépasser celle qui, parce que trop galvaudée et éculée, réduit la démocratie au « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». A la place, nous considérons ce système politique comme :

> *« la volonté du peuple exprimée à intervalles réguliers par des élections libres (…). Fondée sur le respect de la personne humaine et l'Etat de droit, elle est le meilleur garant de la liberté d'expression, de la tolérance envers tous les groupes de la société et de l'égalité des chances pour chacun [1125]»*

Sur le plan empirique, la démocratie remonte aux cités helléniques d'Athènes. Toutefois, dans l'époque moderne, elle est apparue à la fin du dix-huitième siècle et se compose de nombreuses variantes. D'abord, on peut parler du pluralisme classique qui met l'accent sur la diversité et l'antagonisme entre les différents groupes sociaux qui y participent[1126]. Ensuite, l'on peut s'intéresser à la démocratie libérale dont l'élément le plus important est la capacité du système à protéger les libertés individuelles. Enfin, il existe une variante participative et délibérative de ce système dont l'élément le plus pertinent est la prise en compte des populations dans le processus de prise de décision collective[1127].

[1124] DUPUIS-DERI (Francis), « Qu'est-ce que la démocratie », in *revue Horizons Philosophiques*, vol.5, n°1, p.86.
[1125] MOUELLE KOMBI (Narcisse), *La démocratie dans la réalité camerounaise : Libertés, légitimité et modernité politique sous Paul BIYA*, Paris, Dianoia, 2013, pp.9-10.
[1126] GAZIBO (Mamadou), *Introduction à la politique africaine, op cit*, pp.214-236
[1127] *Ibid*, p.230.

Un autre débat peut être envisagé, notamment par Joseph SHUMPETER, qui critique le modèle classique de la démocratie en dénonçant sa tendance à n'être qu'une méthode de sélection des élites au détriment de la capacité à transformer le bien-être des populations[1128]. Ce déplacement des préoccupations envisagé par cet économiste nous amène naturellement à revenir sur l'apparente opposition entre les démocraties substantielles et le système procédural.

En effet, dans l'approche procédurale, envisagé par PRZEWORSKI comme « *un système politique dans lequel des partis perdent les élections*[1129] », la priorité est portée sur la dimension rituélique de la démocratie, à travers la tenue d'un ensemble d'évènements tels que l'organisation régulières, libres et transparente d'élections et le respect des droits civils et politiques des citoyens. Toutefois, Toutefois, comme le révèlent les tenants de l'approche substantielle, cette tendance trop portée sur les rituels de dévolution du pouvoir et les luttes entre les élites, prive la démocratie procédurale de sa capacité à rendre compte de la pratique et de la vitalité de la vie politique. A la réalité, pour certains auteurs, comme Guy HERMET, le principal dans un système démocratique est son effectivité et non ses dispositifs institutionnels ou formels[1130].

Ce deuxième débat nous permet d'entrée de plein pied dans les processus démocratiques en Afrique centrale qui, semblent justement avoir fait le choix de privilégier l'approche procédurale au détriment de la démocratie substantielle. Nonobstant les avis de quelques thuriféraires, les régimes politiques alors en place au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique, portent bien le qualificatif de *démocrature*[1131]. En effet, pour certains analystes, sous les élections de façades, se cache en fait un autoritarisme brutal. C'est du moins ce qu'en pense Jean-François BAYART quand à propos des transitions démocratiques au Cameroun et en RD Congo, il affirme qu' :

> « *il n'y a pas eu d'avocats plus déterminés du multipartisme que les présidents MOBUTU ou BIYA, puisque chaque d'entre eux a fait*

[1128] SHUMPETER (Joseph Alois), *Capitalisme, socialisme, démocratie*, p.355.
[1129] PRZEWORSKI (Adam), *Democracy and the Market, Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge University Press, 1991, p.10.
[1130] HERMET (Guy), *Le passage à la démocratie*, Paris, Presses de Science Po, 1996, p.26. (
[1131] Le terme de *démocrature* est inventé par des transitologues sud-américains dans les années 1990 et renvoie en réalité à une « *dictature déguisée en démocratie par l'organisation d'élections non libres, contrôlées et/ou frauduleuses* » in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), et WHITEHEAD (Laurence), *Transition from Autoritarian Rule*, Ed. Johns HOPKINS U.P., Baltimore 1986. Sur le même sujet, lire aussi LINIGER-GOUMAZ (Max), La *démocrature* : Dictature camouflée, démocratie truquée, Paris, L'Harmattan, 1992.

> *créer en quelques mois plusieurs dizaines de formations par des hommes de paille à son service, dans la pure tradition de l'administration coloniale. Dans un tel contexte, et les divisions des oppositions aidant, le passage au multipartisme n'a été rien d'autre-à quelques situations près- qu'une feuille de vigne dissimulant aux yeux prudes de l'occident l'exacerbation de la « politique du ventre » des régimes autoritaires* [1132]»,

Le verrouillage politique qui caractérise alors ces régimes est doublé d'une gestion patrimoniale de l'Etat, dont le dessein est le contrôle du « *gâteau national*[1133] ». L'appartenance au bloc hégémonique dirigeant, devenant le sésame pour avoir accès aux différentes rentes de l'Etat[1134]. Cette politique du ventre a inéluctablement mené à une multiplication des conflits sur le continent en général, et en Afrique centrale en particulier. Cependant, depuis le début des années 1990, ces régimes font l'objet d'une double délégitimation au plan intérieur et international[1135]. Pour ce qui est de la matrice externe de la démocratisation en Afrique, elle est composée à la fois, du vent de l'Est impulsé par la fissuration des régimes soviétiques[1136], mais aussi des mutations de la coopération avec les pays occidentaux, notamment, entre la France et les pays du continent noir[1137]. Toutefois, pour Jean-François BAYART, ce ne sont pas tant ces facteurs internationaux qui auraient accéléré les dynamiques de démocratisation en Afrique, mais davantage, la possibilité donnée aux contestations intérieures de s'exprimer avec véhémence[1138].

Sous couvert d'une démocratisation de façade, les régimes policiers d'Afrique centrale ont pu consolider leur pouvoir[1139] et l'assise de leur parti politique, notamment celle de l'UNC d'AHIDJO au Cameroun ; du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) de MOBUTU en République Démocratique du Congo, *idem* pour le Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique noire (MESAN) en Centrafrique. La nouvelle donne post guerre froide se matérialisera lors du sommet historique de la Baule du 20 juin 1990, à l'initiative du président

---

[1132] BAYART (Jean-François), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Nouvelle édition, Paris, Fayard, p.19.
[1133] MEDARD (Jean François), « Autoritarisme, démocratie et développement », *in Les Actes du Colloque de Libreville sur les « processus démocratique en Afrique centrale (1990-1994) bilan et perspectives* », in *Revue Centre d'Etudes et de recherche en Géopolitique et Prospective*, Université Omar Bongo, 1995, p.93
[1134] BAYART (Jean François), 1985, *op cit*, p.241.
[1135] *Ibid*, p.95.
[1136] Nous pensons notamment à la chute de CEUCESCU en Roumanie et à l'instauration de la Pérestroïka par GORBATCHEV en ex URSS, mais davantage aussi, à la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989.
[1137] DIA (Daouda), *Les dynamiques de démocratisation en Afrique francophone,* Thèse de doctorat en science politique, Université de Lyon Lumière II, 2010, p.35.
[1138] BAYART (Jean-François), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Nouvelle édition, *op cit*, p.18.
[1139] MEDARD (Jean-François), « Autoritarisme et démocratie en Afrique noire », 1987, inédit, p.99.

François MITTERAND, invitant ses homologues africains à fournir des efforts en matière de gouvernance démocratique[1140]. Même si certains estiment que cet élan a faibli en 1991, lors du sommet de la Francophonie de Chaillot, notamment en raison du silence de la France sur le coup d'Etat au Togo et sur le processus électoral contesté au Cameroun[1141], personne n'oubliera que c'est après cette grand-messe franco-africaine de 1990, que l'on va assister aux premiers signes d'une décompression autoritaire en Afrique francophone.

En RD-Congo, le président MOBUTU va feindre d'ouvrir le pays au processus de démocratisation à travers l'acceptation d'une conférence nationale avec les membres de la société civile et de l'opposition à partir du 24 avril 1990. Mais, alors que les travaux sont avancés, le président décide de suspendre toute concertation et recours à une violente répression policière contre toute personne contrevenante y compris contre les étudiants[1142]. Une seconde conférence nationale souveraine fut initiée le 15 avril 1992, mais ses compétences furent réduites par MOBUTU et en 1993 les participants lancèrent alors des mouvements de villes mortes et une campagne de destitution contre le président qui fut sévèrement punis[1143]. Ce contexte autoritaire informe à suffisance sur l'implication des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans les mécanismes de déconstruction de l'État de droit (Paragraphe I) et d'accentuation de la corruption en Afrique centrale (Section II).

PARAGRAPHE I : L'IMPACT PARADOXAL DES SMSP SUR L'ETAT DE DROIT EN AFRIQUE CENTRALE

Apparu en Europe au 19è siècle, l'État de droit est souvent caractérisé par un processus d'achèvement institutionnel marqué par une absence de gestion patrimoniale du pouvoir, l'organisation régulière d'élections libres et transparentes, et la séparation des pouvoirs[1144]. De façon plus simple :

> *« L'Etat de droit est un Etat dans lequel, le fonctionnement des pouvoirs publics est préalablement défini par des normes légalement édictées. La loi est identique aussi bien pour les dirigeants que pour les gouvernés, et nul ne saurait être au-dessus de celle-ci. En clair, le*

[1140] DIA (Daouda), *op cit*, p.44.
[1141] *Ibid*, p.52-53
[1142] KENGOUM, *op cit*, pp.96-97.
[1143] *Ibid*, p.103.
[1144] MOYRAND (Alain), « Réflexions sur l'introduction de l'Etat de droit en Afrique noire francophone », in *Revue internationale de droit comparé*, 1991, n°4, Octobre-Décembre 1991, pp.853-878.

> *principe de la primauté du droit sur toute autre considération est de mise dans un Etat de droit* [1145]»

Caractéristique des Etats démocratiques, l'Etat de droit est donc caractérisé par des éléments d'ordre institutionnels et idéologiques. Parmi les premiers, l'on peut citer l'impératif de la séparation et de la liberté des trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire.[1146]Au sens juridique, l'État de droit répond à une organisation hiérarchique marqué par la légalité et la constitutionnalité. Dans un tel système, les individus victimes d'une injustice peuvent demander et obtenir réparation devant les juridictions administratives ou civiles. La justice est de ce point de vue, un acteur central de l'Etat de droit et son indépendance est une condition sine qua non de la vie démocratique. Au sens politique et idéologique, la question de l'Etat de droits abordés à l'aune d'un ensemble de valeur néolibérale qui tendent à favoriser l'épanouissement de l'homme tout en hypostasiant sa dignité en toute circonstance. D'ailleurs même Jacques CHEVALIER, ne partage cette conception sociologique de l'État de droit lorsqu'il affirme que :

> « *Etat de droit est en effet indissociablement lié à un ensemble de valeurs, de représentations qui, traduits dans le droit positif donnent au principe de la hiérarchie des normes sa véritable portée : privée de ce substrat, épuré de tout contenu concret l'ordre juridique n'est plus qu'une coquille vide, un cadre purement formel, une structure intemporelle* [1147]»

De façon opérationnelle, l'Etat de droit se doit d'éviter des tendances néo patrimoniales telles que la corruption des forces de police, de la société civile forte, et permettre aux forces de l'ordre de faire respecter les lois[1148]. Dans le cas d'espèce, il sera question d'analyser comment les Sociétés Militaires et les Sociétés Privées de Sécurité, participent à la violation les droits de l'homme (B).

[1145] CISSE LOSSENI (Léone), *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest : analyse comparée de la situation de la Cote d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Leone*, Thèse de doctorat en droit, Université de Paris XII Val de Marne, 28 mai 2009, p.24. (324 p.)

[1146] Etant entendu que le pouvoirs Exécutif met en œuvre les lois, le Législatif s'occupe de la rédaction et de leur adoption via le Parlement qui contrôle leur mise en œuvre alors que, le pouvoir Judiciaire est chargé de leur application en toute indépendance.

[1147] CHEVALIER (Jacques), *L'Etat de Droit*, p.364.

[1148] CISSE LOSSENI (Léone), *op cit*, p.37.

A- LES SMSP COMME NOUVEAUX ACTEURS DE LA VIOLENCE EN AFRIQUE CENTRALE

La question de la violence reste un thème majeur de la sociologie politique d'une part, en raison de sa forclusion et d'autre part, en raison de sa légitimation sous certaines conditions[1149]. En effet, ce phénomène a d'abord été appréhendé comme une déviance chez MERTON[1150], avant d'être ensuite analysée comme une banalité du champ politique, notamment chez Michel BRAUD[1151]. Toutefois, si la violence est valorisée dans les sociétés anarchistes ou révolutionnaires, sa justification en politique, peut se faire par plusieurs théories telles que le fonctionnalisme chez WIEWORKA[1152], la frustration relative chez TEDD GURR[1153] ; la mobilisation des ressources chez Charles TILLY[1154], ou celle de la structure des opportunités de Fox PIVEN et CLOWARD.

En effet, l'approche de la sociologie de la déviance a systématisé les causes de la violence en mettant en évidence les rationalisations produites par le contrevenant via les références aux « *techniques de neutralisation*[1155] ». Enfin, l'on doit analyser la théorie du cadrage qui permet de relever la mobilisation d'une sociologie compréhensive qui met l'accent sur la rationalité et la signification qui est donnée aux actions de violence par leurs auteurs[1156]. Ainsi, plutôt que de la considérer comme un acte isolé, l'on doit au contraire appréhender la violence comme un acte rationnel qui tire sa raison d'être des interactions sociales[1157]. La violence peut aussi être envisagée comme une stratégie transformationnelle des systèmes sociaux et inter-sociaux comme chez SCHELLING qui stipule que : « *plus les mouvements sociaux ont de possibilités d'accès aux systèmes de décision, plus ils adoptent*

[1149] GUIBET LAFAYE (Caroline), « légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique », in *Revue Sociologie et sociétés*, vol.49, n°1, Printemps 2017, pp.239-267.
[1150] MERTON (Karl), « Epilogue: social problems and sociological theory », in MERTON and NISBET, (dir.), *Contemporary social problems*, New York, Harcourt, Brace Jovanovich, pp.793-845.
[1151] BRAUD (Michel), « La violence politique : repères et problèmes », in *Revue Cultures et Conflits*, n°9-10, printemps-été,
[1152] WIEWORKA (Michel), *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988, 565 pages.
[1153] GURR (Ted Robert.), *Why Men Rebel?* Princeton University press, 1970, 446 pages.
[1154] TILLY (Charles), *From Mobilization to Revolution*, London, Addison-Wesley Publishing Company, 1978, 364 pages.
[1155] Les techniques de neutralisation renvoient à aux différents mécanismes qui amènent un individu à se soustraire momentanément du poids des normes qui pèsent sur lui et qui l'amènent à passer à un acte de violence en société. *Ibid*, p.242.
[1156] WEBER (Marx), 1922, *op cit*, p35.
[1157] PARSON cité par GUIBET LAFAYE (Caroline), *op cit*, p.

des stratégies modérées et plus ils empruntent les canaux institutionnels pour s'exprimer [1158]».

Partageant cette vision, Della PORTA et DIANI estiment que la violence apparait comme le dernier recours, en l'absence d'autres choix ou de solutions, c'est ici un acte politique[1159]. Dans le cadre de cette articulation du travail, l'accent d'une sera mis, sur l'habitus de violence des SMP et sa transposition en Afrique centrale (1), ainsi que dans le secteur des Sociétés Privées de Sécurité (2).

1. La violence des Sociétés Militaires Privées et sa transposition en Afrique centrale

La question de la violence au sein des SMP n'est pas une spécificité de leur projection en Afrique centrale. En effet depuis leur projection massive en Afghanistan et en Irak, cette question occupe le fronton de l'actualité. En effet, le déploiement de ces acteurs s'accompagne généralement trois types de violences[1160]. Pour le premier type, il concerne essentiellement les violences perpétrées par les SMP à l'encontre des civils. Dans ce cadre, nous pouvons citer de nombreuses bavures militaires commises par les contractants des Sociétés Militaires Privées.

Pour rendre compte de cette première typologie, nous avons trois cas, dont le premier, qui a été rendu public en 2004, rend compte des exactions perpétrées dans la prison irakienne d'Abu Ghraïb par les employés de *Titan Coorporation et CACI* chargés de s'occuper du renseignement et de mener des interrogatoires. Ces affaires ont donné lieux à au moins trois procédures[1161]. Quant au deuxième cas de bavures des employés des SMSP contre des civils, il concerne les contractants de *Blacwater* et *Dyncorp,* quise sont rendus coupables d'actes de torture, viol et sodomie sur soixante-douze(72) irakiens dans la prison d'Abu Ghraib en 2003. Pour le troisième et dernier cas, par contre, il concerne les soldats privés de *Blackwater* accusés du meurtre de dix-sept (17) civils en 2007 à la place Nissour en Irak[1162].

[1158] SCHELLING (Thomas), *Stratégie du conflit*, Paris, PUF,

[1159] PORTA (Della) et DIANI (M), *Social Movements. An Introduction*, Oxford, Blackwell Publisher, 1999, p.225

[1160]MULONE (Massimiliano) et TANNER (Samuel), « Les acteurs privés de la sécurité transnationaleet leurs victimes : quels recours possibles ? », in *Revue Criminologie*, 2014, N°47(2), pp. 203–229

[1161] Ces trois affaires sont : Saleh contre Titan Corporation, Al-Quraishi et al. c. Nakhala et al., Al Shimari contre. Caci et al, in MULONE (Massimiliano) et TANNER (Samuel), *op cit*, p.211.

[1162] PALOU-LOVERDOS (Jordi) et ARMENDARIZ (Letitia), The Privatization of Warfare, violence and Private Military and Secure Companies: Afactual and legal approach to human rights abuses by PMSC in Iraq, P.53.

Dans ces trois cas, la frustration des victimes de ces exactions fût d'autant plus grande qu'il existe, actuellement, un flou sur les mécanismes susceptibles d'obliger les Etats-Unis à livrer un mercenaire à la justice internationale[1163]. Pour en témoigner, l'on doit rappeler que sur plus de dix-sept affaires mettant en cause les *contractors* des SMP en Irak, seul une seule a été portée devant les juridictions irakiennes et s'est soldée par la condamnation de Daniel FITWIMONS, employé de *Kellog Brown & Root Services*[1164].Même le rapporteur Spécial des Nations Unies sur le mercenariat a exprimé sa désapprobation sur le recours aux mercenaires sur les théâtres de conflit[1165].

Le second type d'infractions ayant causé des poursuites judiciaires impliquant des contractants privés, est celui relevant celui ayant causé des décès ou des blessures dues à une négligence commise par une des compagnies militaires privées[1166].Toutefois, la spécificité de ce travail consiste en l'implication des milices armées et autres SMP dans les violences armées en RDC et en Centrafrique.

Pour rendre compte des nombreux actes de violence commis par les SMP en Afrique centrale, l'on doit d'abord partir des exactions telles que : le viol de 1.100 femmes dans le Nord Kivu et l'Ituri ; l'assassinat de 1 137 civils ; le déplacement forcé de plus de 300 000 personnes et de nombreux cas de pillages[1167]impliquant des groupes armés en RDC. Cette situation est semblable à celle de la RCA. En effet, depuis 2013, l'affrontement entre de nombreuses fractions miliciennes[1168] telles que les ex-Seleka[1169] et les Anti-Balaka et d'autres mouvements plus diffus[1170]

[1163] OZDEN (Mélik), *op cit*, p.12.

[1164]MULONE (Massimiliano) et TANNER (Samuel), *op cit*, p.213.

[1165]*Ibid*, p.3.

[1166]Dans le cas d'espèce, nous avons de nombreuses affaires telles que : POTTS contre *Dyncorp International LLC*, CARMICHAEL contre *Kellog Brown & Root Services*. En Afghanistan, l'on peut citer les affaires portées contre les compagnies aériennes *Boeing* et *Presidential* Airways) impliqués dans des crashs. Enfin, nous avons eu les affaires du Gouvernement américain contre Kellogg Brown & Root, et 33 entreprises sous-traitantes, in MULONE (Massimiliano) et TANNER (Samuel), *op cit*, p.213-214.

[1167]Amnesty international, *République démocratique du Congo*, rapport 2021.

[1168] Amnesty international, *République centrafricaine. Des dizaines de personnes soupçonnées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité sont toujours en libertés*, rapport, Décembre 202.

[1169]Parmi les ex-seleka nous avons un certain nombre de groupes telles que : le Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Noureddine ADAM et Abdoulaye HISSENE, l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC) d'Ali DAPASSA, le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Mahatma AL KATIM, le Rassemblement Patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zacharia DAMANE.

[1170]Ils sont un ensemble de groupes d'autodéfense populaires locaux créés sous le président BOZIZE pour lutter contre les Zarguinas et faire face aux Balaka. Enfin la RCA abrite d'autres groupes armés plus indépendants tels que : Révolution et Justice de Armel SOUYO, le Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye MISKINE, le groupe Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) de Abass SIDIKI, le groupe Suivi et enfin des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda FDLR opposées au président Paul KAGAME. Les groupes armes Mai-Mai qui luttent contre les groupes armés étrangers venus du Rwanda et de l'Ouganda comme les Forces Démocratiques Alliées ADF ;

comme l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) [1171] ont abouti à de nombreux crime contre l'humanité et causé de nombreuses victimes au sein des populations civiles. Dans ce cas de figure, le Groupe Wagner et sa filiale *Sewa Security* en sont une parfaite illustration.

En effet, selon un communiqué du Groupe de Travail des Nations Unies sur les mercenaires, publié le 31 mars 2021[1172], les exactions commises par ces deux entités vont de l'exécution massive ; au viol en passant par les détentions arbitraires ; la torture pendant les interrogatoires etc.[1173].

TABLEAU N°18 : LISTES DES ONG ACCUSANT LE GROUPE WAGNER D'ATROCITES EN RCA

Organisations	Années des rapports	Accusations
ONU	Mars 2021	Violations des Droits de l'Homme
Human Right Watch	Mai 2022	Viol, violences contre les civils, meurtres et tortures
Amnesty International	17 février 2021	Meurtres de civils
International Crisis Group		Massacres des Gbaya et des musulmans
CNN	15 février 2021	Bavures Militaires contre des civils à Bambari
The Sentry	15 février 2021	Violations des droits de l'Homme

Source : Auteur.

En attendant que les procédures judiciaires arrivent à leur terme et que des enquêtes poussées soit menées, le groupe Wagner et sa filiale *SewaSecurity*, continuent leurs activités en RCA. Au regard de ce qui précède, il apparait clairement que les Sociétés Militaires Privées sont responsables de nombreux actes de violence contre les civils en RD Congo et en Centrafrique. Toutefois, précisons que contrairement à ces deux pays, la situation au Cameroun reste très différente en raison du fait que les SMSP ne sont pas, du moins à notre connaissance, présente les opérations au niveau tactique. Après les SMP, analysons à présent la violence sécrétée par les Sociétés Privées de Sécurité contre les civils en Afrique centrale.

[1171]Ce groupe armé est issu de la décomposition de la Force mobile du Saint Esprit, un Mouvement lance par Alice LAKWENA, une femme issue de la minorité Acholie qui a été créée en réaction aux répressions dont ce groupe a fait l'objet. Cependant après sa défaite, ses membres sont éparpillés et c'est Joseph KONY qui le relance pour lutter contre la prise du pouvoir par Youweri MUSEVENI, in Georges BERGHEZAN, *Panorama les groupes armés en risque centrale*, p.223. Palerme, *Diritto e questioni*, 2015, pp.215-234.
[1172] MORICE (Florence), « En Centrafrique, des victimes des exactions russes, brisent le silence »),
[1173] CHAHED (Nadia), « Centrafrique : le groupe Wagner, l'armée et les rebelles de nouveau accusé d'exactions (ONU) », publié sur le 31.03.2022, sur le site www.Afrique.com, consulté le 5 mars 2022.

2. L'implication des Sociétés de gardiennage dans les actes de violence en Afrique centrale

Pour rendre compte des trajectoires de la violence au sein des Sociétés Privées de gardiennage, l'on peut adopter une approche binaire. Celle-ci a l'avantage d'isoler les violences causées par les vigiles sur les civils, de celles que ces acteurs subissent dans l'exercice de leurs fonctions. Pour ce qui est des violences causées par les vigiles, elles sont par leur grande fréquence, devenue banale. Dans un rapport publié en 2021, sur cette question en RD Congo par exemple, l'ONG *Afrewatch* fait état de l'implication de nombreuses Sociétés de Privées de gardiennage dans les actes portant atteinte aux droits de l'Homme dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba[1174]. Ce travail documenté s'est focalisé sur les Sociétés chargées la protection des entreprises minières dans ces deux régions du pays comme le démontre le tableau ci-contre ;

TABLEAU N° 19 : LES ATTEINTES A LA DIGNITE HUMAINE COMMISES PAR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Nom de la Société de sécurité privée	Date et lieu des actes commis	Type d'actes commis	Nom des victimes
Bras security	Commune de Ruashi	Torture	POLE POLE Albert ; SALARI ; MWENZE
Bras security	Commune de Ruashi	Arrestation arbitraire	Sobriquet : DEMKA
Police nationale	Commune de Ruashi	Usage d'arme à feu sur des civils et Arrestation abusive	NGONGOLU ; KATEKUNUA ; KATENGO Lydie, etc.
LCI Security	2018, quartier Sapatélo	Torture et voie de fait	Trésor ; kale MUJINGA
Bras security	Commune de Ruashi	Voie de fait	KAJ KAMONA Claudine,
Twenty Security	23 décembre 2019, Cité Musonoie	Voie de fait	Reagan MULENDE, Samy
Group 4 security	24 décembre 2019	Sévices corporelles	Sobriquet : ARICE

Source : Auteur.

Ces informations glanées auprès des acteurs de la société civile montrent à suffisance que les Sociétés de gardiennage sont des acteurs de la violence contre les populations civiles

[1174] Afrewatch, *Les sociétés de sécurité privées et les droits de l'Homme dans les provinces du haut Katanga et du Lulaba*, Rapport, juin 2021, 32 pages.

en République Démocratique du Congo. Cette situation se retrouve aussi dans les autres pays tels que le Cameroun.

Selon quelques enquêtes de terrains menées dans les villes de Yaoundé et Douala, il ressort que les vigiles seraient impliqués dans des actes de violences contre les populations civiles. En effet dans un contexte camerounais marqué par le trafic d'influence et la violence tous azimut, l'on constate en effet que certains vigiles, développent le complexe de « *l'homme en tenue*[1175] » et se croient véritablement investies de la puissance publique[1176].Ces dérives ont aussi amené les agents des polices universitaires à se comporter avec violence sur les campus universitaires tel que cela fut le cas dans l'affaire ZENKENG Valery Rochinelle, du nom de cette étudiante de l'université de Yaoundé I qui aurait été assassinée par un membre de la police universitaire le 14 octobre 2018. Cette situation a souvent causé des soulèvements populaires qui ont entrainé des actes de violences contre ses vigiles dans les villes de Douala et Yaoundé[1177].

Il faut toutefois, noter que les vigiles sont surtout victimes des violences causées par les usagers et les malfaiteurs. Pour le premier cas, une étude faite par OWONA MANGA sur les violences subies par les vigiles dans la ville de Douala, montre que celles-ci ont un taux de prévalence égal 68,84 %, et qu'elles sont : « *…principalement verbales, à type d'incivilités, d'agressions verbales et d'éclats de voix* [1178]». Ces violences sont généralement, l'œuvre des visiteurs et des clients, fatigués d'attendre et sont rendues en partie expliquées par la durée de l'attente et les retards de certains employés à leur poste de travail. Dans un registre encore plus préoccupant, l'on peut dénoncer les actes de torture et même des assassinats subis par des vigiles, comme le regrette M. Gilles WEREGANDJI, parlant notamment des vigiles à Bangui[1179]. Face à ces drames, certaines populations regrettent que les salaires ne soient pas à la hauteur des risques encourues par ces acteurs privés de la sécurité. Des entretiens avec quelques personnes dans les rues de Yaoundé, comme celui avec M. ESSOMBA Gaspard du

[1175] Nous voulons ici, faire référence au fait que, le port de l'uniforme et la connaissance de quelques techniques de *self defence*, amènent parfois les vigiles à reproduire le comportement des militaires y compris leur brutalité contre les populations civiles.
[1176] Entretien avec M. BEKADAL, propriétaire de la Société privée de gardiennage *Tiger Sarl* à Douala.
[1177] Les agents de la police municipale de la Communauté urbaine de Douala avaient en effet été agressés par les populations dans le quartier Logbesssou en date du 5 septembre 2020.
[1178]OWONA MANGA (Jean Lucien), « Les violences subies par les agents de sécurité à Douala, Cameroun », in *European Journal of Trauma and Dissociation*, Vol. 81, N° 2 - avril 2020, pp. 101-170.
[1179] Entretien avec M. Gilles WEREGANDJI, propriétaire d'une Société Privées de Gardiennage dans la ville de Bangui.

28 novembre 2021, le laisse clairement entendre quand ce dernier affirme : « *Je pense que l'Etat devrait non seulement augmenter les salaires des vigiles mais aussi leur permettre d'avoir accès aux armes pour mieux se protéger face à la barbarie des malfrats*[1180] ».

Comme nous avons essayé de le démontrer, le secteur de la sécurité privé, qui implique des activités de protection des populations et de leurs biens en Afrique centrale, est aussi porteur d'une importance violence contre les populations civiles, mais aussi contre les employés de ces Sociétés privées en Afrique centrale. Après avoir analysé la dimension essentiellement physique de cette violence sécrétée dans l'industrie privée de la sécurité dans la sous-région, intéressons-nous à présent à une autre forme plus subtile : la violence symbolique.

B. LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE LA VIOLENCE SECRETEE PAR L'INDUSTRIE PRIVEE DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

En sociologie politique, la violence symbolique est utilisée pour analyser la dimension subtile des affres que subissent des citoyens dans la société. Ainsi, elle renvoie davantage à un ensemble de symboles et de rituels inconscients qui rendent compte de l'intériorisation de la domination par les dominés. Selon son principal théoricien en la personne de Pierre BOURDIEU, elle se conçoit comme : «*…cette violence qui extorque des soumissions qui ne sont même pas perçues comme telles en s'appuyant sur des « attentes collectives », des croyances socialement inculquées*[1181] ». Contrairement à sa contrepartie physique, la violence symbolique est d'avantage inconsciente et renvoi à l'ensemble des mécanismes visant l'acceptation de sa soumission par une classe sociale.

Cette acceptation de la domination est capitale dans toute relation sociale car, comme le rappelle Pierre BOURDIEU :

> *« … le langage d'autorité ne gouverne jamais qu'avec la collaboration de ceux qu'il gouverne, c'est-à-dire grâce à l'assistance des mécanismes sociaux capables de produire cette complicité, fondée sur la méconnaissance qui est au principe de toute autorité*[1182] *».*

La violence symbolique est donc un ensemble de mécanismes visant à théâtraliser la domination de certains acteurs sociaux sur d'autres. Dans le cadre de cette thèse sur les

[1180] Entretien du 17 aout 2021 avec M. ESSOMBA Gaspard, habitant du quartier bastos à Yaoundé.
[1181] BOURDIEU (Pierre), *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action,* Paris, Brochet, 1994, p.188
[1182] BOURDIEU (Pierre), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques,* Paris, Fayard, 1982,

Sociétés Militaires et de sécurité privées en Afrique centrale, nous voulons emprunter le concept de violence symbolique pour rendre compte des dynamiques de construction et de renforcement de la domination d'une classe (l'élite) sur une autre, à travers l'utilisation des Sociétés Privées de gardiennage en Afrique centrale. Pour ce faire, il sera tour à tour, question d'analyser comment la privatisation de la sécurité structure une inégalité entre les citoyens vivant dans une même ville (1), mais aussi, surtout, comment l'élite utilise l'industrie privée de la sécurité pour consolider ses privilèges au travers des politiques d'*entre-soi*, afin d'exclure les autres citoyens (2).

1. La privatisation de la sécurité comme cadre de transformation de la sécurité publique en bien de luxe

En science politique, la question de l'exclusion sociale occupe une place importante. Les travaux sur la question se sont d'abord orientés vers l'analyse des inégalités sociales afin d'analyser les mécanismes de construction et de pérennisation des différences entre « *inclus et exclus* [1183]». L'exclusion s'est par la suite déportée vers la sociologie politique avec les travaux des auteurs comme Charles ROY ou LASCOUSMES. Il y a notamment été question d'identifier les acteurs possédant la capacité d'exclure[1184]. C'est finalement sous la plume d'Edwin LEMERT dans les années 1950 que la sociologie va analyser l'exclusion sous l'angle de la déviance[1185]. L'un des principaux auteurs de la théorie de la déviance est certainement Ervin GOFFMAN, qui a mis l'accent les relations entre personnes normales et celles portant des handicaps. Sous le vocable de stigmates, il a conceptualisé, la : « *situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche pleinement d'être accepté par la société*[1186] ». Il met en scène la différence entre l'identité virtuelle, qui est perçue par la société et l'identité sociale réelle de l'individu.

Ainsi certaines personnes portent des stigmates du fait de leur aspect physique ou de leur origine sociale comme le démontre plus tard, Howard BECKER pour qui : « *les groupes sociaux créent la déviance en édictant des règles dont l'infraction constitue une déviation, en*

[1183]RACINE (Sonia), « Un tour d'horizon de l'exclusion », in *Revue Service Social*, Volume 53, n°1, Université de Laval, 2007, p.94.
[1184]*Ibid*, p.96?
[1185] LEMERT (Edwin), *Social pathology: A systematic Approach to the theory of Sociopathic Behavior*, New York, McGraw, 1951,
[1186] GOFFMAN (Ervin), *Stigmate*. *Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Edition de Minuit, 1963, 1975, p.7. 175 pages.

appliquant ces règles à certain personnes et e les étiquetant comme « outsiders [1187]». En France, l'on peut revenir sur les travaux de Michel FOUCAULT sur les personnes vivants dans les asiles, qui en donne une idée assez infamante[1188]. Par la suite, nous pouvons mobiliser les travaux de Pierre BOURDIEU qui montre le poids de l'école dans la structuration des inégalités sociales. Si l'objectif de cette institution en démocratie est d'effacer les différences sociales, la vérité est que, les élèves issus des classes sociales défavorisées sont plus susceptibles de rester plus longtemps sur les bancs du savoir, et partant, de voir leur parcours marqué par l'échec ou alors, orientés vers des filières peu valorisantes[1189].

Dans le cadre de cette partie du travail, nous voulons montrer comment la privatisation de la sécurité entraine l'incapacité de certains citoyens à se protéger, pendant que les plus puissants leur sécurité. En effet, disposant déjà d'un capital économique et social, certains entrepreneurs qui possèdent les moyens financiers pour s'assurer les services d'une société de gardiennage dont le prix, prohibitif, oscille entre 80 et 150.000, au Cameroun, 200.000 en Centrafrique ou 250.000[1190] en République Démocratique du Congo, ont désormais la capacité de convertir leur capital économique en violence symbolique[1191]. Pour le démontrer, nous allons mobiliser trois arguments à savoir, l'inégale distribution de la sécurité, la respectabilité apportée aux citoyens et même le pouvoir que la sécurité privée confère.

Dans un contexte de faillite de l'État, l'on assiste à une nouvelle fracture sociale du fait des capacités de certains à avoir accès à un niveau de sécurité supérieur à celui des autres. Au Cameroun par exemple, certains quartiers tels que Bastos à Yaoundé ou Bonanjo à Douala, lieu de résidence de l'élite politico administrative et du corps diplomatique, l'on constate une présence remarquée des vigiles, postés par des compagnies de sécurité privées.

[1187] BEKER (Howard), *Outsiders: Study i the sociologie of Deviance*, New York, Free Press, 1963 et BECKER (Howard), « The Road to Narcotics, Delinquincy and social Policy », in CHEIN and al, dir. American Sociology review, vol.29, n°5, pp.769-770.

[1188] FOUCAULT (Michel), *Histoire de la folie à l'âge classique*, paris, Gallimard, 1961 ; voir aussi, *La volonté de savoir*, Paris Galimard, 1976, et *Les anormaux*, cours au collège de France, 1974-1975, Paris, Gallimard, 1999 ou encore, *Le pouvoir psychiatrique*, cours au collège de France 1973-1974, Paris, Galimard, Le Seuil, 2003.

[1189] BOURDIEU (Pierre) et CHAMPAGNE (Patrick), « Les exclus de l'intérieur », in Actes de la recherche en Sciences Sociales, 1992, n°91-92, pp.71-75.

[1190] Chiffres issus des entretiens avec les propriétaires des Sociétés de sécurité privées Dak Security, Essoka Security, Atlantic Security au Cameroun, Seneve Security, BAGS Security et Magenya security en RD Congo.

[1191] BOURDIEU (Pierre), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1979, 670 pages.

Parfois, outre les commissariats de police de proximité, l'on retrouve parfois de nombreux vigiles dans une seule et même rue[1192].

En revanche, dans les quartiers populaires comme Bépanda, New Bell, Nkomkana, Etam Bafia ou encore la briqueterie, il y a une sorte d'absence de la logistique de sécurité, toute chose qui oblige parfois, les populations à recourir à des initiatives locales comme les groupes d'autodéfense[1193]. En RD Congo, il existe également cette disparité entre les zones les plus sécurisées de Kinshasa[1194] et les autres[1195] ou les populations ne disposent pas nécessairement de moyens pour se procurer les services d'un vigile. A Bangui, ville particulièrement instable, il ne fait pas bon résider dans certains coins de la ville[1196]en raison des groupes armés et autres gangs qui y opèrent. Par contre, dans d'autres quartiers plus résidentiels, les populations disposent des moyens pour assurer leur sécurité à travers les sociétés de gardiennage.

Toute chose qui amène à s'interroger sur l'efficacité des mesures prises par l'Etat en termes de police de proximité, notamment avec la multiplication des commissariats spéciaux et des brigades de gendarmerie dans les principales villes de ces pays[1197]. Cette situation de disparité dans l'accès à la sécurité, finit par en faire un bien public impur, auquel seule une minorité de privilégiés ont accès. En effet, s'il est vrai que les acteurs de la sécurité en RD-Congo sont nombreux avec entre autres : les FARDC, la police nationale et la MINUSCA, l'on doit bien admettre que l'on remarque de plus en plus la montée en puissance des sociétés de sécurité privée dans le pays. L'Est de la RDC est la partie du pays qui en héberge le plus grand nombre avec les provinces du Nord Kivu[1198], le Sud Kivu et le Maniema, la province Orientale et le Katanga, comme le montre le tableau ci-après :

[1192] FER (Stéphane) et al., « Se protéger à Yaoundé : de productions de sécurité différenciées », in *Revue Justice Spatiale*, n°4, 2011, p.7. (20 pages).
[1193]*Ibid*, pp.9-13.
[1194] Les quartiers les plus sécurisés de Kinshasa sont : Gombé ; Ngaliena ; Kintambo, Lemba, Bandalungwa ; Kasa Vubu ; Matete ; N'djili ; Mont Ngafula ; Selembao.
[1195] Les quartiers les plus dangereux sont : Mandina ; Maïndombe, ; Mboloko, Kwenge I, Kwenge II, Ngilima I, Ngilima II, Lokoro, Anunga, Kunda I, Kunda II, Viaza, Banunu I, Banunu II, Batandu I, Batandu II, Debonhomme, Pululu I, Pululu II, Baboma, Kinzazi, Tomba, Mongo, etc.
[1196] D'après des entretiens avec M. Gildas WEREGANDJI, habitant de Bangui et propriétaire d'une société de Gardiennage, les zones les plus dangereuses de Bangui sont : Koloko 3, Zacko, boy babe, km5.
[1197] Ces informations sont issues de l'entretien avec le colonel MEVONO, Chef de la Division des Affaires Générales au SED à Yaoundé au Cameroun.
[1198] KAMBALE MUKWEMMULERE (Albérie), « Prolifération des sociétés de sécurité privées au Nord-Kivu », in *Journal Of Humanities And Social Science*, Vol.23, Issue I, Ver.6, january 2018, pp.62-73.

TABLEAU N°20 : LES REGIONS AVEC LE PLUS DE SOCIETES DE GARDIENNAGE EN RDC

Sud Kivu	**Nord Kivu**	**Maniema**	**Province Orientale**	**Katanga**
Kenya Security	Kenya Security	Kenya Security	Kenya Security	Kenya Security
Graben Security	Graben Security	Kafakis Group	Graben Security	Graben Security
Total Security	G4S	KNR	Kafakis Group	G4S
SIG	SIG	SIG	SIG	Société Générale de Sécurité
Géo Security	GSA	GSA	CGIK	Eléphant Security
Delta Protection	Warrior	SIMBA Security	Delta Protection	Delta Protection
Royal Security	BETA SECURITY	SATS	Dragon protection	Léopard Security
	Royal Security			SIG
	Inter Sec Security			

Source: Audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulées[1199]

Interprétation : Comme nous pouvons le voir sur le tableau, l'Est de la RDC, partie vivant dans l'insécurité, est aussi celle qui abrite le plus de société de sécurité privée. Toute chose qui traduit une volonté des populations et des acteurs économiques, à assumer leur propre sécurité. L'on pourrait faire un constant tout à fait similaire en Centrafrique. Nous pouvons donc conclure que les services privés de sécurité suivent les activités économiques et par voie de conséquence, les sociétés privées de gardiennage sont plus présentes dans certaines villes et dans certains quartiers. Cette marchandisation de la sécurité crée en effet une division sociale de la sécurité qui semble exclure les pauvres. Après ce premier constat, analysons à présent comment la sécurité privée renforce le sentiment et les pratiques de l'« *entre soi* » en Afrique centrale.

2. La privatisation de la sécurité comme instrument de « l'entre soi » en Afrique centrale

En sociologie politique, l'entre soi désigne :

> *« le regroupement de personnes aux caractéristiques communes, que ce soit dans un quartier, une assemblée politique, ou encore un lieu*

[1199] MATUK MUNAN (Jean Paul), « Sécurité Privée à l'Est de la République Démocratique du Congo ; audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulée », mars 2013, pp.8-11.

> *culturel. Elle sous-entend l'exclusion, plus ou moins active et consciente, des autres. Cette mise à distance d'autrui peut être revendiquée au nom de la supériorité d'un groupe : les Blancs d'une société ségréguée, les nobles ou grands bourgeois d'un club fermé*[1200] ».

Cette notion qui participe historiquement de la construction et de la perpétuation des « *frontières symboliques*[1201] » entre l'élite et le reste de la société, contribue également à renforcer « *le capital social* » entre privilégiés. L'entre soi est donc un concept qui permet de rendre compte de la perpétuation des espaces de non mixité sociale, dans les sociétés apparemment égalitaires. Il se matérialise par un ensemble de « *rituels pacifiques* » visant à préserver les avantages entre privilégiés afin d'en exclure les autres. Ainsi en reprenant à la sociologie bourdieusienne, l'analyse des mécanismes de domination entre classes sociales[1202], l'entre soi, permet d'analyser la société en termes de pouvoir, de privilèges et d'exclusion. Si le concept a abonnement été analysé à l'aune du pantouflage[1203] des élites administratives issues de l'ENA en France, nous voulons ici, le mobiliser dans le champ de la sécurité privée en Afrique centrale.

Il sera justement question de montrer comment ce secteur permet de consolider les privilèges d'une élite et d'exclure la majorité des citoyens. Pour ce faire, nous allons mobiliser trois arguments principaux. Tout d'abord, dénoncer les relents de favoritisme dans l'attribution des agréments des services privés de gardiennage.

Pour ce qui est du premier argument, à savoir le favoritisme dans l'octroi des agréments, nous prendrons le cas du Cameroun où sur près de cinq cents sociétés Privées de gardiennage, seulement vingt-cinq (25) disposent des agréments. Dans ce pays, les agréments délivrés par l'État se sont fait en deux vagues, tout d'abord, huit sociétés ont été reconnues en 2006 et 16 autres, en 2021. Même si l'on doit reconnaître que l'opacité qui règne dans ce

---

[1200]TISSOT (Sylvie), « Entre soi et les autres », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Le Seuil, 2014, n. 204, p.4.

[1201] PINÇON (Michel) et PINÇON (Monique), *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2016, 128 pages.

[1202] BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean Claude), *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Edition de Minuit, p.145.

[1203] En sociologie politique, le pantouflage est généralement analysé comme une catégorie d'entre soi propre aux hauts fonctionnaires et qui leur permet de passer du secteur public au privé avec en primes, d'énormes avantages financiers et administratifs. Voir à ce sujet : SCHIFRES (Michel), *La désertion des énarques. Du pantouflage en République*, Paris, Stock,1945, 245 pages *;* MAUDUIT (Laurent), *La caste, Paris, Aux éditions La Découverte, 2023, 350 pages ou encore, HEMANE (Slimane), Le pantouflage des agents de la Commission Européenne,* Paris, L'Harmattan, 2013, 104 pages.

secteur empêche parfois de savoir à qui appartient vraiment une société de gardiennage[1204], l'on doit tout de même faire observer que, parmi les propriétaires des sociétés de gardiennage qui ont été reconnues, l'on retrouve essentiellement, quatre catégories d'acteurs : les étrangers issus des hauts milieux diplomatiques, les proches des familles régnantes[1205] ; les officiers des forces de défense et de sécurité et les hommes politiques de rangs élevés[1206].

Une telle observation laisse croire que les sociétés de gardiennage participent d'une « *une sorte d'ouverture en trompe l'œil de ce secteur*[1207] ». Ainsi, outre quelques prête-noms, l'essentiel des acteurs dont les sociétés sont reconnues font partie de l'élite dominante. Leurs agréments visent dont parfois à récompenser quelques opposants factices ou des membres de la famille et du parti au pouvoir afin de mieux consolider « *l'État perpétuel* »[1208]. C'est par exemple le cas de la famille NZOMAMBOU, l'une des plus riches du pays, qui détient, la grande société de sécurité privée : *SCAB Congo*. En République centrafricaine, la même configuration se confirme comme l'affirme M. WEREGANDJI Gildas, un propriétaire d'une société de gardiennage à Bangui : « *le secteur de la sécurité privée est dominée par les grands du pays et par les étrangers. Parfois certaines entrepreneurs ne sont que des petits prête-noms de ces grands* [1209]». Pour en attester, l'on peut noter que la principale société de gardiennage du pays, *BCAGS-Global Security*, est détenue par un ponte du régime en la personne du colonel Guy Bertrand DAMANGO, ancien Directeur de la gendarmerie centrafricaine. Toute chose qui amène à s'interroger sur sa sincérité et sa crédibilité. Pour une vue plus globale, le tableau ci-après, résume l'essentiel des profils sociologiques des propriétaires des Sociétés de Sécurité Privées au Cameroun.

[1204]TSHYMANDE TUKALA (Célestin), *op cit*, p.319

[1205]Parmi les proches de la famille présidentielle, l'on retrouve entre autres : messieurs MONEBOULOU Jean Claude et Bonaventure ASSAM MVONDO, qui sont les propriétaires respectifs des sociétés : *société camerounaise de sécurité Sarl* et *Safety Curtain sarl* (SACUR*).*

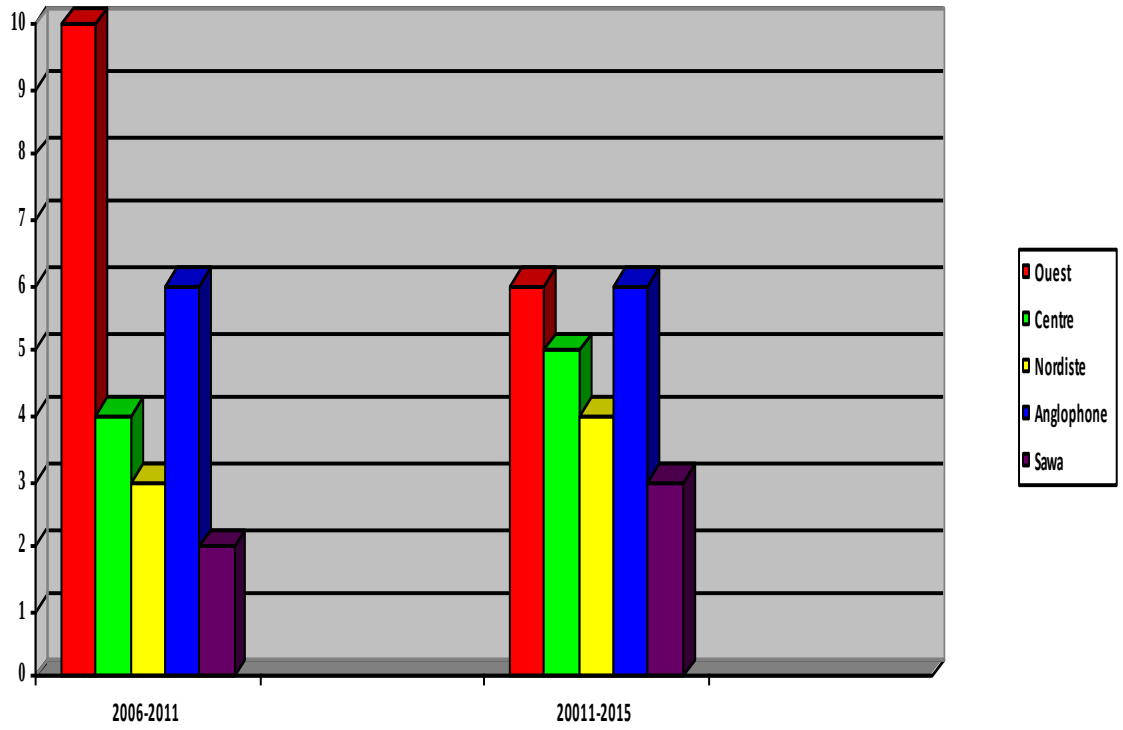
[1206] Parlais les hommes politiques importants que l'on retrouve dans la sécurité privée au Cameroun, l'on peut citer l'ancien Ministre de La Défense Philippe MENYE ME MVE, la maire d'Afanoyo, Marie Angèle MEYANGA à qui appartient la société la société *Africa Omnibuisness* ; ou encore le *chairman* du SDF, un parti d'opposition, qui a bénéficié d'un agrément en 2021 pour sa société de sécurité privée : Camport PLC.

[1207] TISSOT (Sylvie), « Entre soi et les autres », in *Les Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014/4, N° 204, p.5.

[1208]OWONA NGUINI (Mathias Éric) et MENTHONG (Hélène Laure), « Gouvernement perpétuel » et démocratie janusienne au Cameroun », in *Revue Politique africaine*, n°.150, juin 2018, pp. 97-114

[1209]Confère l'entretien téléphonique avec Gildas WEREGANDJI.

GRAPHIQUE N°3: PROFIL DES PROPRIETAIRES DE SOCIETE DE GARDIENNAGE AU CAMEROUN



Source : Auteur

Comme le montrent des exemples tirés des trajectoires des Sociétés de sécurité privées au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique, la privatisation de la sécurité apparait comme un cadre de patrimonialisation de l'État qui fait la part belle aux alliés et aux membres de la famille des dirigeants. C'est pourquoi, nous militons pour un meilleur encadrement juridique et institutionnel du champ de la sécurité privée pour en faire un outil de développement et d'exemplarité en Afrique centrale. Parler des sociétés de sécurité privées comme instruments des politiques de l'entre soi revient à les présenter comme un instrument au service des privilégiés. Il importe à présent de faire une analyse des SMSP en Afrique centrale comme des nouvelles cardes de la privatisation de l'État en Afrique centrale.

PARAGRAPHE II : LES SMSP COMME NOUVEAUX CADRES DE PRIVATISATION DE L'ÉTAT EN AFRIQUE CENTRALE

Parvenus à ce niveau de notre travail, nous volons justement montrer qu'aux antipodes de quelques discours optimistes, l'action des Sociétés Militaires Privées, nouveaux arrivant sur le marché de la sécurité continentale, participe simplement d'une consolidation de la dramaturgie de l'État africain postcolonial. En effet, si l'on ne peut nier que la supériorité de leurs technologies et la proximité des services qu'elles proposent peuvent justifier les politiques de décharge dont elles ont bénéficié. Toutefois, une analyse froide de l'impact de ces acteurs sur l'étatisation en Afrique, amène à relativiser les espoirs qui ont accompagné leur arrivée.

Au demeurant, il apparait clairement que ces SMSP constituent d'une part, une nouvelle technologie de pillage des ressources de l'Etat par une minorité d'acteurs qui profitent d'un contexte de faillite pour s'enrichir[1210]. D'autre part, elle participe d'un mode de reproduction de l' « *Afrique des comptoirs*[1211] » qui permet aux états les plus puissants de contourner les normes internationales afin de garder la main sur les ressources et les espaces du sud. Pour le démontrer, nous analyserons d'une part, leur implication dans la mauvaise gouvernance (A)

A. VERS UNE COMPLEXIFICATION DE LA CORRUPTION PAR LES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE

Selon l'ONG *transparency International*, la corruption est définie comme : « *l'abus du pouvoir qui vous est confié à des fins personnelles* ». Pour TITI NWELL, c'est un délit qui consiste pour un agent public, de solliciter ou d'accepter un don ou de l'argent contre une promesse ou un service relevant pourtant de sa profession[1212]. La corruption amène donc celui qui en est coupable, à violer la probité, la fidélité et l'impartialité qui entourent l'exercice de sa profession. Cette pratique bien connue en Afrique centrale touche tous les secteurs de la vie nationale tels que : les marchés publics, le sport, la justice, et même les forces de sécurité. En Afrique, la corruption a longtemps été en marge du politique dans les années 1980 par

[1210] MBEMEBE (Achille), « Du gouvernement privé in direct », mars 1997, *op cit*, p.110.
[1211] BANEGAS (Richard), 1998, *op cit*, p.183.
[1212] NWELL (Titi) (dir.), Juin 1999, Friedrich-Erbert-Stiftung Cameroun,

exemple, l'on balayait du revers de la main, tout allégation sur des éventuels détournements de fonds publics[1213].

Même s'il est difficile de distinguer la corruption interne de son pendant internationale, l'on doit néanmoins reconnaitre que c'est grâce aux institutions internationales que ce phénomène a le plus été, stigmatisé en Afrique. En fait, que ce soit avec le discours de la Banque Mondiale, ou avec la publication du très polémique Rapport de l'ONG américaine *Transparency International,* faisant du Cameroun et du Nigéria, les pays les plus corrompus du monde 1999, l'on doit bien admettre, que l' « *éthique a fait son entrée officielle sur la scène internationale* [1214]».

Dans cette région du monde marquée par l'opacité de sa gestion et l'abondance paradoxale des ressources naturelles, l'on est bien en droit de dire que la corruption a un effet sur l'absence de développement de cette aire géopolitique marquée par les conflits. C'est d'ailleurs ce que semble affirmer certains experts quand ils déclarent que :

> « *la corruption constitue un frein à la croissance économique, elle décourage l'investissement privé étranger et réduit les ressources disponibles pour le développement ; Elle rend par conséquent, le pays plus pauvre encore* [1215]».

Selon le spécialiste MUZONG KODI, la corruption est consubstantielle à l'histoire de la RD Congo. Si l'on apprend que le régime du président MOBUTU a été construit autour de la corruption et du népotisme en faveur des hommes politiques, des diplomates et aussi de l'armée, l'on doit aussi intégrer le fait que ces successeurs, Laurent Désiré KABILA et Felix THISEKEDI auraient usé des mêmes stratagèmes[1216]. L'un des piliers de cette corruption est l'économie des ressources naturelles dont le pays est si richement doté. Pour illustrer cette situation de corruption généralisée, en RDC, le site MEDIAPART a rendu public les résultats des années de recherches sur des millions de documents de la banque gabonaise BGFI, et a révélé que l'ancien président Laurent Désiré KABILA aurait détourné plus de 243 millions de

[1213] VALLEE (Olivier), « La corruption de l'objet corruption en Afrique », in *Revue Afrique contemporaine*, 2006/4, n°220, PP.137-162.
[1214] MEDARD (Jean François), « Ethique et relations internationales : corruption, gouvernance et lutte contre l'impunité en Afrique centrale », in EWANGUE (Jean-Lucien), (dir.), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.321. (PP. 321-322).
[1215] VALLEE (Olivier), *op cit*, p.140.
[1216] MUZONG (Kodi), « Corruption et Gouvernance en RDC durant la Transition (2003-2006) », Monographie 153, Novembre 2008, in Une perspective historique sur la corruption en RDC.

dollars des caisses de l'Etat[1217]. La corruption est sans cesse croissante en RCA depuis 2006. L'on peut donc dire que ce pays est constamment perçu comme étant mal gouverné. En outre et selon la même source, ce pays oscille entre la 24e et la 25e place mondiale des classements de l'ONG *Amnesty Internationa*[1218]*l.*

Classé pays le plus corrompu du monde en 1999, le Cameroun est un pays touché de plein fouet par ce fléau. De nombreux secteurs du pays tels que la sécurité et la justice se retrouvent impliqués dans des scandales de corruptions. Pour y faire face, le pays a recours à un dispositif dialectique qui intègre la prévention et la répression[1219]. Malgré les efforts qui sont faits pour lutter contre ce fléau, le Cameroun, comme la RD-Congo et la Centrafrique, reste encore marqué par ce fléau, notamment dans les affaires de défense et de sécurité. Pour éviter toute confusion, nous tenons à préciser que dans le cadre de cette partie du travail, nous analyserons particulièrement les réseaux complexes de corruption entre les hauts fonctionnaires de nos trois pays d'étude et des Sociétés Militaires et de sécurité Privées.

Il sera donc question de présenter la privatisation de la sécurité comme une technologie de consolidation de la criminalité à col blanc (1), et de relever l'implication des SMSP dans la grande corruption en RD-Congo (2).

1. La sophistication de la criminalité à « *col blanc*[1220] » par les SMSP en Afrique centrale

En sociologie politique, le débat sur la délinquance des élites est assez ancien et a semblé constituer un angle mort malgré le travail séminal de SUTHERLAND en 1949 sur les « *white collar crime* [1221]». Ainsi, la criminologie a longtemps focalisé ses réflexions sur les classes populaires considérées comme plus dangereuses. La criminalité des élites ayant pendant longtemps apparu comme une improbabilité amenant même à se demander

[1217] BRABANT (Justine) et PHILIPIN (Yann), « le plus grand « leak » d'Afrique dévoilé les secrets financiers du Congo », in MEDIAPART, in htt://www.MEDIAPART.fr, consulté le 20 décembre 2022.
[1218] Rapport Amnesty International sur la Centrafrique.
[1219]Parmi les initiatives de lutte contre la corruption au Cameroun, l'on peut mobiliser l'article 66 de la Constitution, les articles 134 du Code Pénal ; la création des institutions de lutte contre la corruption et même la mobilisation d'un discours stigmatisant. Du point de vue de la répression, l'on peut penser à l'opération épervier qui a fait de nombreuses victimes dans la très haute administration.
[1220] MARX (Yvonne), « A propos des nouvelles tendances du droit pénal moderne », in *L'évolution du droit criminel contemporain, Recueil d'études à la mémoire de Jean LEBRET*, Paris, Presses universitaires de France, 1968, p. 173.
[1221] LASCOUMES et NAGEL (Carla), *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité à col blanc à la corruption politique*, Paris, Armand Collin, 2014, p.10.

comment : « *les élites peuvent-elles être délinquantes ?*[1222] ».S'ils existent bien des ambiguïtés sur la notion de crime à col blanc qui semble la mieux recouvrir la réalité de la délinquance des élites, nous savons gré SUTHERLAND qui l'a définie comme : « *a crime committed by a person of respectability and high status in the course of his occupation*[1223] ».En empruntant au travail de LACOUSMES et NAGEL, nous définirons la criminalité à col blanc ici comme des : « *transgressions des normes spécifiques liées à l'exercice d'une fonction de responsabilité privée ou publique commise à titre individuel ou collectif par une instance dirigeante* [1224]».

Loin du débat sur les mobiles du passage à l'acte qui ont été étudié par de nombreux criminologues[1225], nous voulons expliquer la criminalité des élites politiques et des hauts gradés militaires dans leurs relations avec les SMSP comme participant de ce que Jean-François BAYART, Stephen ELLIS et Béatrice HIBOU qualifient de criminalisation de l'Etat[1226]. Pour ainsi dire, que cette corruption se situe aux limbes d'une relation floue, dont profitent les représentants de l'Etats imposent certaines pratiques aux responsables des SMSP avec lesquels ils sont en relation d'affaires[1227]. Au Cameroun par exemple, la grande corruption s'est amplifiée dans les forces de défense avec la multiplication des crises sécuritaires telles que le conflit de Bakassi contre le Nigéria en 1994 ; la lutte contre la secte Boko Haram à partir de 2014 et depuis 2016, la crise anglophone. L'on a dès lors, assisté à l'émergence des officiers affairistes[1228] ou *bigman*[1229] qui profitent de l'insécurité pour s'enrichir par des mécanismes de détournement de fond au détriment des soldats des rangs[1230]. Ainsi, malgré les propos moralisateurs d'Edgard Alain MEBE NGO'O, Ministre de la défense, qui affirmait qu'une position de : « *commandement aussi élever soit elle, ne saurait*

[1222] LASCOUMES et NAGEL (Carla), *op cit*, p.16.
[1223] *Ibid*, p.10.
[1224] *Idem*, p.10.
[1225] Parmi les travaux les plus imminents, nous pouvons mentionner ceux de Karl MERTON sur la théorie de la tension, SHOVER, HOCHTELLER sur les facteurs culturels de la criminalité, ceux de Gary BECKER sur le choix rationnel ou encore SHAPIRO sur les opportunités criminelles.
[1226] BAYART (Jean-François), ELLIS (Stephen) et HIBOU (Béatrice), *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexes, 1997, 167 pages.
[1227]Outre les pratiques mafieuses tels que la multiplication des salaires ; l'exploitation forestière et minières ; la malversation, la fabrication des fausses pièces d'identités ; et depuis peu, les collusions avec le secteur privé, pour piller les caisses de l'Etat, ces mécanismes se font aussi, à travers des mécanismes tels que les rétro commissions, les délits d'initiés ou des contrats fictifs.
[1228] Ici : « L'affairisme renvoie à l'ensemble des magouilles ordinaires ou relevant du domaine civil », in ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.361.
[1229] Emprunté à Jean François MEDARD, le terme de *big man fait référence à un individu civil ou militaire, qui accumule des ressources économiques et politiques pour assurer sa survie dans un système politique ou sociale*, in MEDARD (Jean-François), « L'Etat patrimonialisé », *in Revue Politique Africaine*, n°39, Septembre 1990, pp.25-36, cité par ONDOUA (Antoine), *op cit, p.362.*
[1230]*Idem*, p.360.

constituer un instrument de rente ou de trafic d'influence[1231] », l'on a assisté à l'émergence d' « *une armée de courtisans et de sicaires* »[1232], occupée à capter des rentes et à les mobiliser pour leurs intérêts personnels. Cette pratique semble plutôt devenue banale à tel enseigne qu'elle aurait créé un schisme entre les soldats et les officiers au sein de l'armée camerounaise car :

> *« Les colonels de l'armée camerounaise se comportent davantage aujourd'hui, fortunés qu'ils sont, comme s'ils n'étaient pas des militaires. Comme s'ils appartenaient à un autre corps (...). Nombreux sont les colonels qui ont longtemps tourné le dos à la profession pour se jeter corps et âme dans un affairisme sauvage et illicite. Leur devise semble être aujourd'hui se servir et s'enrichi r le plus tôt possible. (...) Ce sont encore eux qui au cœur des réseaux de « MBOMA » et d'« ETO'O FILS » qui sévissent depuis quelques années au sein des forces de défense et qui font perdre des fortes sommes d'argent au trésor public camerounais. Ce sont encore eux qui servent d'écran à de nombreux établissements qui écument les ministères à la recherche des marchés publics. Ce sont toujours eux qu'on retrouve dans l'exploitation forestière, minière et autre trafics divers qui procurent de colossales prébendes*[1233] *».*

La logique de *bigmanisation* des forces de défense et de sécurité qui a conduit au limogeage de nombreux responsables des forces armées et de sécurité[1234], semble avoir intégrée les Sociétés Militaires et de sécurité Privées dans son déploiement mafieux. Comme partout ailleurs, la corruption est assez importante dans les relations entre les SMSP et les Etats de l'Afrique centrale. Elle prend notamment plusieurs formes telles que les pots de vin, les rétro commissions, les délits d'initié[1235]. Pour illustrer notre propos, nous allons mobiliser deux affaires : *Magforce* et *Defex.*

La première, met en accusation, la Société Militaire Privée française Magforce[1236], dans le cadre d'une accusation de surfacturation dans les achats du matériel militaire pour environs 704000 euros par l'entremise du colonel Ghislain Victor MBOUTOU ELLE, Victor

---

[1231] ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.361.
[1232] MBEMBE (Achilles), « Les Etats voyous d'Afrique centrale sont les derniers avatars de la françafrique », in *Magazine Le Monde*, publié le 04 mars 2020 sur www.lemonde.fr,
[1233] ONDOUA (Antoine), *op cit*, pp.361-362.
[1234] A titre d'exemple des responsables éconduit pour corruption, nous pouvons citer : le directeur de la police des frontières en mai 2008 ; deux policiers du renseignement étranger en Novembre 2008 ; un colonel pour corruption dans les opérations de recrutement dans l'armée en 2009 ; 300 élèves gendarmes et policiers pour faux diplômes en 2009 et 2010, in ONDOUA (Antoine), *op cit*, p.362.
[1235] TITI NWELL (Pierre), « De la corruption au Cameroun », *Friedricht-Erbert-Stiftung Cameroun*, Juin 2019, 260 p.
[1236] *Magforce International* est une société française qui fournit du matériel et des équipements militaires

MENYE, l'ancien directeur général de la SCB et Maxime MBANGUE, ancien conseiller Technique au MINDEF[1237]. Dans le cadre de la deuxième affaire, baptisé *Defex*[1238], le juge espagnol Jose de la MATA, l'ancien ministre camerounais de la Défense est soupçonné d'avoir détourné plus de 300 milliards de FCFA via la société écran de Philippe BOUCIER, et la complicité de Manuel IGLESIAS-SARRIA et des officiers supérieurs Pierre NJINE NJONKAM et Jean Calvin MOMHA[1239]. La troisième et dernière affaire met aux prises la société Privée *Thales* contre la DGSN au sujet des prétendues sur facturation de la fabrication de la CNI au Cameroun.

Comme nous pouvons donc le voir, les SMSP sont devenues des instruments de l'affairisme au Cameroun, cette situation touche aussi la RD-Congo.

2. l'implication des SMSP dans la grande corruption en RD-Congo

En RD-Congo, la corruption du corps militaire est assez ancienne et pourrait remonter au régime MOBUTU, avec des officiers qui détournaient impunément la ration, le matériel et la paye des soldats réels et fictifs[1240]. En outre, sous ce régime, les militaires échangeaient aussi leur protection envers les riches hommes d'affaire du pays, contre des payements privées. Cette privatisation de l'armée a contribué à attirer de nombreux jeunes dans le métier des armes. En dépit des salaires bas, nombreux d'entre eux savaient qu'une fois admis dans l'armée, ils pourraient impunément piller et taxer les civils[1241]. L'état de la corruption au sein des forces des défenses est devenu si grave que les officiers ont commencé à revendre les équipements de leurs soldats aux groupes armés en Angola contre des minerais précieux comme le diamant. La *bigmanisation* des officiers a été l'une des causes du succès de l'attaque des FDLR de Laurent KABILA, car ces miliciens se sont retrouvés en face d'une armée sous équipée, désorganisée et sans professionnalisme[1242].

[1237] DOUGUELI (Georges), « Cameroun : l'homme qui voulait être président », in *Magazine jeuneafrique*, 20 mars 2019, p.55.
[1238] Defex du nom d'une entreprise de vente d'armes et de matériel militaire espagnole, qui aurait développé un système de corruption pour gagner des marchés en Afrique centrale. Au Cameroun, elle a gagné des marchés pour fournir des pièces de rechange pour véhicules, système de surveillance, et du matériel antiémeute à l'armée camerounaise.
[1239] *Jeuneafrique*, « Soupçon de corruption au Cameroun : Mebe Ngo'o interrogé dans le cadre de l'affaire Defex », publié le 11 mars 2019, sur www.jeuneafrique.com consulté le 30 juillet 2021.
[1240] MUZONG (Kodi), « Corruption et gouvernance en RDC durant la transition (2003-2006) », in *Monographie* 153, novembre 2008, p.17.
[1241] Idem, p.18.
[1242] *Idem*, p.25.

Après la chute du maréchal, le nouveau régime s'employa à pérenniser la corruption, avec l'implication de certains pontes, dans le trafic des ressources naturelles avec des entreprises telles qu'*Oil of Congo* du milliardaire israélien Dan GERTER[1243]. Le système de corruption y compris de l'élite militaire atteint un tel niveau que, certains pouvaient librement penser que : « *KABILA a simplement remplacé MOBUTU avec le Mobutisme* [1244]». Cependant, depuis l'arrivée de Félix TSHISEKEDI en 2006, la corruption s'est généralisée et a connu une augmentation exponentielle dans les forces armées. Pour les seigneurs de guerre dont les soldats avaient été intégrés dans les forces armées après les accords de Sun City, l'occasion était idoine pour détourner l'argent alloué par la communauté internationale, notamment, en gonflant artificiellement les effectifs de plus de la moitié, avec la complicité des hauts gradés et des hommes politiques[1245].

Plus récemment, neuf officiers de l'armée et un officier de police soupçonnés du détournement des fonds alloués à certaines manœuvres militaires dans le nord-est de la RD-Congo ont été mis aux arrêts[1246]. S'il est vrai que la sécurisation des titres d'identité est désormais une nécessité face à laquelle, les pays africains ne disposent pas toujours de la technologie nécessaire, ces derniers ont trouvé à travers les Sociétés de sécurité Privées occidentales, des interlocuteurs de choix. Toutefois, loin d'être les plus intéressants du monde, il a été démontré que les passeports africains sont aussi, les plus chers du marché[1247].Qui plus est, le plus grave est certainement l'existence des preuves reliant des très hauts responsables politiques à des affaires scabreuses liés aux marchés des passeports en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine et au Cameroun.

La société Privée de sécurité belge *Semlex* et l'émiratie LRPS ont passé un contrat avec l'Etat congolais en 2015 pour fournir ces titres de voyage. Cependant, après enquête, il ressort que, non seulement, le montant de la production du passeport est passé à 185 dollars, la pièce, alors même que l'entreprise concurrente, *Zetes, avait fait une offre de fabrication estimée à 28,5 dollars.* Surtout que, la société LRPS appartiendrait effectivement à MAKIE

[1243]Après avoir été soupçonné d'être impliqué dans les affaires de ventes d'armes contre du diamant au Libéria et Angola. En 2010, il aurait racheté la mine de cuivre-cobalt Mektol que l'Etat avait repris à *First Quantum Minerals,* il la revendra à 685 millions à *Eurasian Natural Ressources Group* en 2013. Idem avec les sociétés de *Gécamines* et les mines de Mutanda et du Katanga

[1244] MUZONG (Kodi), *op cit*, p.27.

[1245]MUZONG (Kodi), *op cit.*

[1246] Voir un article publié le 23 juillet 2021, sur https : www.afrique.lalibre.be et consulté le 19 décembre 2021.

[1247] TOULEMONDE (Marie), « Cameroun, RDC, Mali : pourquoi les passeports africains sont plus chers…Et moins puissants », publié le 28 juin 2021 sur http// : www.jeuneafrique.com, consulté le 20 décembre 2021.

MAKOLO WANGOI, une proche de la famille du président KABILA.En effet, dans le cadre de la fabrication et de la sécurisation des pièces d'identité en Centrafrique, l'on a observé que, depuis 2013, la société libanaise *Al Madina* aurait gardé le monopole de la fabrication des cartes d'identités dans le pays. Or, à la suite du gel de la fabrication des titres d'identité dans le pays, les autorités ont décidé de faire passer le prix de cette prestation passer de 4500f à 15 000f ; alors que les actes de naissance passaient de 1500fcfa à 3000 FCFA[1248].

Ce nouveau marché qui n'aurait pas connu de procédure ou processus de passation de marché en bonne et due forme, se serait fait en lésant la société centrafricaine *Carte System*[1249]. Ce dossier fait apparaitre les incohérences de la politique des dirigeants de ce pays. Cet exemple démontre que les autorités politiques et sécuritaires instrumentalisent les SMP pour mieux engranger des ressources financières pour accumuler des rentes. A présent intéressons-nous à l'implication des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans la construction des politiques de l'« *entre-soi* » en Afrique centrale. Analysons-les à travers leur implication dans l'écologie politique des conflits en Afrique centrale.

B. DES ACTEURS PRIVES IMPLIQUES DANS L'ECOLOGIE POLITIQUE DES CONFLITS: UN OUTIL AU SERVICE DU SOUTIEN AUX GEMMOCRATIE[1250] ?

En vertu de la théorie économique classique, les ressources naturelles occupent une place de choix dans le développement économique des Etats. Cette théorie s'est largement vérifiée avec le rôle de la transformation agricole dans le processus de développement en Europe et aux Etats-Unis durant le 18ème siècle[1251]. Ainsi, prenant en compte les richesses dont disposent les pays de l'Afrique centrale, l'on serait en droit d'attendre que ces pays aient un niveau de développement plus important. Cependant, au regard de la réalité, l'on doit bien admettre que ni la rente des produits agricoles, ni celle issue des ressources minières n'ont

[1248] PABANDJI (Pacome), *op cit*.
[1249]Carte System est une filiale de la société Ivoire Carte System, qui avait déjà pourtant annoncé, par la voix de son président, Dominique YANDOCKA avoir obtenu des assurances de la part du Gouvernement sur ce dossier
[1250] Les gemmocraties sont généralement des régimes autoritaires qui parviennent à se maintenir par la violence et dont les ressources financières sont essentiellement issues de la vente des pierres précieuses comme le diamant. L'on pense précisément ici au Libéria et à la Sierra Léone.
[1251] TAMBA (Isaac) et al. (Dir.), *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : Industrie extractive, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Yaoundé, Presse Universitaire d'Afrique, 2007, p.233.

permis à la région de se développer[1252]. Pour en avoir une idée, l'on pourrait s'appuyer sur le tableau ci- dessous:

TABLEAU N°21 SUR LES RICHESSES MINIERES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Province de la RDC	**Présence de minerais**
Bandundu	Diamant, or, pétrole
Bas Congo	Bauxite ; diamants, schiste, calcaire, phosphate, diamant, vanadium
Equateur	Fer, Cuivre, or, diamants
Orientale	Or, diamants, pétrole, et fer
Kasaï Orientale et Occidentale	Diamants, Or, Manganèse, chrome, nickel, fer, argent et étain
Nord Kivu et Sud Kivu	Or, étain, béryl, tungstène, pétrole, niobium et tantale
Maniema	Tatin, diamants, or, niobium et tantale

Source : Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2012.

Interprétation : Comme le montre le tableau, la RDC dispose d'importantes ressources minières qui lui valent d'ailleurs, souvent d'être qualifiées de scandale minier. La Cameroun, souvent présenté comme l'Afrique en miniature, dispose aussi de nombreuses ressources naturelles et atouts agricoles. Les ressources naturelles au cœur de l'économie de la guerre en Afrique centrale.

1. Les ressources naturelles comme facteurs traditionnelles de l'economie politique des conflits en Afrique centrale

La question de l'exploitation des ressources naturelles est devenue un facteur de la longévité et de l'intensité des conflits armés en Afrique centrale[1253]. En effet, certains acteurs profitent de ces guerres pour piller les ressources naturelles et financer leur effort de guerre. De nombreux pays ont connu une telle expérience en Afrique. Ce fut ainsi par exemple le cas,

[1252] TAMBA (Isaac) et al. (Dir.), *op cit*, p.30.
[1253] HUGON (Philippe), « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », in *Revue Hérédote*, 2009/3, n°134, pp.63-79.

lors de la guerre civile en Sierra Leone de 1991 à 2002 avec la lutte pour le contrôle des réserves de diamant entre le RUF de Charles TAYLOR, chef de la rébellion du Front National Patriotique du Libéria (NPLF) et le régime du président Samuel DOE[1254].

En Afrique centrale, le rôle du diamant dans les conflits a été porté à son paroxysme durant la guerre civile en Angola entre le 1er novembre 1975 et le 4 avril 2002, ou le Front National de Libération de l'Angola (FNLA) dirigé par Roberto HOLDEN et l'UNITA de Jonas SAVIMBI qui se sont opposés au parti au pouvoir, le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) de Jose Eduardo dos SANTOS qui a gagné les élections de 1975.En fait, pour financer leur effort de guerre, les miliciens de l'UNITA ont mis la main sur les réserves de diamants du pays qu'ils vendaient à leurs alliés tels que MOBUTU SESE SEKO, Gnassimbe EYADEMA, Blaise COMPAORE et même Paul KAGAME[1255]. Pour faciliter ce commerce, de nombreuses sociétés étrangères ont été mobilisées : il s'agit notamment, de la *Cuango Mining Corporation ; Limo Diamonds* et *De Beers*.

Cependant, à n'en pas douter, le conflit le plus éloquent est assurément la guerre civile en RD-Congo. Depuis l'indépendance, le pays a connu de nombreuses guerres dont l'enjeu majeur aura été le contrôle et le pillage des ressources de ce pays. Si les deux sécessions qui éclatent au Katanga et aux lendemains des indépendances sont motivées par l'appât du gain, il en va de même de la gestion patrimoniale de l'Etat par MOBUTU qui pille les richesses du pays en distribuant les rentes du sous-sol a ses alliés[1256]. Cependant, c'est lors de la guerre civile entre les forces Armées Zaïroises (FAZ) de MOBUTU et l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré KABILA entre aout 1996 et mai 1997, que les ressources naturelles du pays ont vraiment été mises à contribution pour financer l'effort de guerre des rebelles. En effet, lors de cette première guerre des Grands Lacs, les alliés ougandais et rwandais[1257] vont :

> *« Activement et ouvertement exploiter des ressources naturelles dans les territoires libérés, avec l'accord du dirigeant de l'AFDL. Ce dernier a également conclu avec des sociétés étrangères et des hommes d'affaire*

[1254] HUGON (Philippe), *op cit*, p.63.
[1255] KAMBALE MAHUKA (Pigeon), *op cit*, p.59.
[1256] POURTIER (Roland), « Le Congo (RDC) entre guerre et pillage », in *Bulletin de l'Association de géographies Français ;* 2002, n°79-2, pp.251-263.
[1257] Ces deux pays ont respectivement mobilisé l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) et l'Armée ougandaise pour soutenir l'effort de guerre de KABILA.

étrangers des contrats d'exploitation des ressources naturelles dans l'est de la RDC (territoires libérés)[1258] *».*

Face au refus des forces étrangères de se retirer du Congo, cet accord entre Laurent Désiré KABILA et ses deux parrains régionaux, va voler en éclat le 2 aout 1998 avec le début de la deuxième guerre du Congo opposant les armées rwandaise et ougandaise aux Forces armées de la RDC qui bénéficiait du soutien du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie[1259]. Pour les deux puissances occupantes qui doivent se retirer, elles vont créer et soutenir deux mouvements rebelles que sont : le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RD-C) et le Mouvement de Libération du Congo (MLC).

Si ces groupes contrôlent un tiers du territoire, ils vont finir par faire face à une levée de bouclier de la part des populations congolaises de ces zones occupées. Cela va se matérialiser par la formation des groupes d'autodéfense tels que les milices Mai-Mai. Ainsi, l'on peut, constater que le pays regorge désormais de nombreux groupes armés comme le tableau ci-après :

TABLEAU N°22 : LES DIFFERENTS GROUPES ARMES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Groupes rwandais	Groupes ougandais	Groupes angolais	groupes indépendants	groupes angolais
Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Goma	Rassemblement congolais pour la Démocratie Nationale	Les FARDC	Front des Nationalistes intégrationnistes	L'UNITA
Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Kisangani	Le MLC	Les Mai-Mai	Front de Résistance patriotique	Front de Libération de l'Enclave de Cabinda
Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR	L'Armée de résistance du seigneur		Union des Patriotes congolais	

Source : KAMBALE MAHUKA (Pigeon), *op cit*, p.86.

Interprétation : Le conflit en RDC a donné lieu à la prolifération des groupes armés dans le pays et sera confirmé lors de la troisième phase de ce conflit en 2003. Après les deux

[1258] KAMBALE MAHUKA (Pigeon), *op cit*, p.82.
[1259] *Ibid*, p.83.

premières phases, du conflit, c'est en 2003 que l'on va assister à la plus grande phase de pillage des ressources naturelles dans certaines zones du pays, telles que : le Nord et le Sud Kivu et l'Ituri. Cette situation est comparable à celle de la Centrafrique avec l'implication de nombreuses bandes armées venues de pays voisins.

Etat failli, s'il en est, la Centrafrique apparait depuis 2013, comme un terrain de prédilection pour les groupes armés. Face à un Etat presque inexistant, avec des FACAS sans véritables capacités militaires, le pays ne compte pas moins de 17 groupes armés donc quatre sont issus de la coalition Seleka (UFDR, CPJP ; FDPC ; CPSK). Les principales sources de revenus de ces groupes armés sont entre autres : les taxes imposées aux populations à travers le contrôle de 52 pour-cent des barrières du pays[1260] ; le contrôle du bétail ; le contrôle des sites miniers du pays et la location de leurs services par les compagnies étrangères et le pillage des fonctionnaires des organisations Non Gouvernementales (ONG)[1261]. Le pillage des ressources justifie aussi la présence très remarquée des groupes armés dans les villes de Ndassima pour le contrôle de l'or et le commerce du diamant dans cette ville de l'Est du pays[1262].

De façon plus précise, l'on peut citer l'exemple de la Seleka au Nord du pays, qui finance son effort de guerre en exploitant le diamant et en revendant le bois vers les pays voisins. D'autre part, les anti-balakas tirent leurs rentes du contrôle des hydrocarbures et du bois qu'ils exportent vers les pays voisins comme le Tchad, le Cameroun et la RD-Congo[1263]. Ainsi, la situation de la République centrafricaine est marquée par une extraversion des acteurs politiques, toute chose qui les oblige à recourir à l'implication des acteurs étrangers pour protéger les régimes politiques du pays. Toute chose qui s'accompagne d'importantes concessions minières.

D'ailleurs à ce sujet, certains analystes estiment que la présence des mercenaires de la Société Militaires russes en Centrafrique depuis 2017, pourrait entrainer une nouvelle menace pour les ressources naturelles du pays. D'autant plus que depuis 2019, les Russes veulent faire

[1260] VIRCOULON (Thierry), « Ecosystème des groupes armés en Centrafrique », in *Notes de l'Ifri*, avril, 2020, p.15.
[1261] Parmi les sociétés qui recourent à la protection des groupes armés en Centrafrique, on peut citer entre autres : les compagnies pétrolières et minières chinoises.
[1262] VIRCOULON (Thierry), *op cit*, p.20.
[1263] IBANDA KABAKA (Paulin), « Le conflit politique armé et l'exploitation des ressources naturelles en Centrafrique : essai d'exploitation par la théorie des Etats faillis et par l'approche régionale », in https : //www. hal.archives-ouvertes.fr, 4 juin 2016, consulté le 15 novembre 2022.

lever l'embargo qui pèse sur les diamants centrafricains depuis 2013, probablement pour rivaliser avec les nombreuses sociétés minières chinoises qui opèrent dans le pays.

2. Les SMSP comme nouveaux acteurs de l'économie politique des conflits en Afrique centrale

Le débat sur l'antériorité de l'État sur la nation est souvent invoqué pour expliquer la fragilité de cette institution en Afrique par rapport à ses pairs en Occident[1264]. Etat failli pour la plupart, ces constructions politiques sont très souvent caractérisées par une pauvreté endémique et dévastés par une insécurité criarde. Si certains continuent à voir dans ce chaos, l'expression de la volonté impériale des grandes puissances occidentales, nous pensons pour notre part que, plus de cinquante années après les indépendances, l'Afrique a aussi sa part de responsabilité. Par exemple, l'on sait désormais que l'Etat africain a construit une trajectoire particulière pour survivre nonobstant les chocs exogènes. L'une des voies de cette résilience est certainement la privatisation de l'Etat par ses propres dirigeants politiques.

L'objet de cette argumentation n'est pas nouveau, il consiste à dire que certains leaders profitent de la fragilité de leurs Etats pour en spolier les ressources à l'effet de s'accrocher au pouvoir malgré les conjonctures changeantes. Selon Achille MBEMBE, la violence en tant peut façonner les imaginaires et permettre d'entretenir une sorte de destruction répétitive et finir par procurer un plaisir érotique[1265]. Sans aller dans les méandres de la deuxième forme de violence qui consiste, selon lui, à disposer de ce que FOUCAULT a appelé la nécropolitique, pour ainsi dire, le pouvoir de donner la mort, nous voulons au contraire, nous focaliser sur la première, qui traite de l'extraction des ressources naturelles comme moyen de conserver le pouvoir[1266]. Pour qualifier cette politique de la prédation et de la violence en Afrique, de nombreux spécialistes ont adopté le néologisme de gémmocratie[1267].

[1264] BELLUCI (Beluce), « The state in Africa », in *The perspective of the World Review*, vol. 2, n°3, December 2010, p.11.
[1265] MBEMBE (Achille), « Essai sur le politique en tant que forme de la dépense », in *Cahiers d'Etudes africaines*, 173-174, 2004, pp.151-192.
[1266] *Idem*.
[1267] Selon François MISSER et Olivier VALLEE, le concept de gémmocratie renvoie à un mode d'exercice du pouvoir politique qui privilégie la criminalité à travers le contrôle des ressources en diamant pour financer l'économie de la guerre, in SIMONOT (Philippe), « Crimes et diamants », in Magazine Le Monde, (en ligne), publié le 19 septembre 1997, sur : https://www.lemonde.fr, et consulté le 30 janvier 2021.

Dans les lignes qui suivent, nous allons montrer comment certains régimes politiques de la sous-région Afrique centrale et ailleurs, bradent leurs ressources naturelles contre des prestations de sécurité qui leur sont fournies par des Etats et des Sociétés Militaires Privées. La relation entre les prestations des Sociétés Militaires et de sécurité Privées et les ressources naturelles sur le continent participe d'une logique de « security equity Swaps », qui consiste à convertir les dettes financières en concessions minières[1268].

Les premières traces de cette technologie d'utilisation des ressources naturelles en échange des prestations de sécurité remonte en 1960 lors de la guerre civile au Congo avec l'instrumentalisation des ressources minières non seulement par les rebellions du Katanga, mais aussi par président MOBUTU. Toutefois, c'est lors de la guerre civile en Angola entre le MPLA et l'UNITA entre 1975 et 1993, que les diamants ont été grandement utilisés pour financer le conflit dans ce pays. En effet, comme le montre les travaux de nombreux spécialistes, les dirigeants de la rébellion de l'UNITA, échangeaient déjà les diamants contre l'aide militaire américaine via la CIA à travers l'entremise du président MOBUTU du Zaïre[1269]. Cette technique a aussi été reproduites en 1993 lorsque le régime du président Dos SANTOS à engager la Société Militaire *Executive Outcomes* pour aider son armée à lutter contre les rebelles de l'UNITA en 1993 pour un contrat de 40 millions de dollars[1270].

Toutefois, après avoir délogés les rebelles des principaux sites pétrolifères de Soyo et des espaces diamantifères de Cafunfo, l'Etat fut incapable de tenir ses engagements contractuels, pour rentrer dans ses frais. Ainsi, *Executive Outcomes* finira par obtenir cinq concessions minières au profit de deux de ses filiales que sont respectivement *Brach Energy* et *Diamonds Works*[1271]. Quelques années plus tard, la société de sécurité Privée belge, *International defense and security* (IDAS) a aussi échangé ses prestations de sécurité contre d'importantes concessions diamantifères dans le pays[1272].

Cette diplomatie de la sécurité a également été mobilisée par le régime au pouvoir en Sierra Leone, dans le cadre des affrontements contre la rébellion du RUF de Fodey SANKOH et la coalition internationale formée par les forces de l'ECOMOG. Les mercenaires de Bob

---

[1268] BANEGAS (Edouard), 1998, *op cit*, p.182.
[1269] MUGNIER (David), « Les diamants et les relations internationales illicites », in Revue internationale et stratégique, 2001, n°43, p.66 ; (pp.64-72).
[1270] BANEGAS (Richard), 1996, *op cit*, p.185.
[1271] BANEGAS (Richard), 1996, p186.
[1272] *Idem.*

MACKENZIE, les soldats privés d'*Executive Outcomes* et ceux de la société *Sandline international* et la MINUSIL (Mission des Nations Unies pour la Sierra Léone), se sont concentrées autour des mines d'or et de diamants de Kono et de Tongo. Incapable de payer sa facture d'un montant d'un million de dollars, le régime du président VASSER finira par obtenir des concessions minières pour ces filiales telles que *Branch Energy* et *Diamonds Works*[1273].

Notons bien que l'intervention de la SMP *Executive Outcome* dans le pays en 1995 et en 1997 visaient à déployer 2000 hommes et des hélicoptères pour protéger ses deux filiales minières *Branch Energy* et Sierra Rutile en échange d'un pourcentage sur les ressources minières qu'elles exploitent[1274]. Plus près de nous, en 1997, le régime congolais aurait lui aussi utiliser des ressources naturelles pour financer le combat contre les rebelles des FDLR en 1997, en versant à ses alliés Namibiens, angolais et zimbabwéens des concessions minières.

En août 2000, cette tendance semble s'être confortée avec l'exclusivité de l'exploitation du diamant accordée à la société israélienne *IDI Diamonds*, par le président Laurent-Désiré KABILA pour recevoir des prestations de sécurité[1275]. Tout comme l'on a observé le recours au même stratagème au Congo-Brazzaville lorsque, la société de sécurité privée israélienne Levdan a été chargée de former les milices privées du président Pascal LISSOUBA contre des concessions pétrolières dans le pays[1276]. En République centrafricaine ou le groupe Wagner est engagé depuis 2017, de nombreux rapports accusent les membres de cette SMSP de se livrer aux pillages des ressources naturelles en Centrafrique.

Comme nous venons de le démontrer, les ressources naturelles ont largement été utilisées pour payer les prestations de sécurité des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées sur le continent, parfois pour contourner les restrictions internationales telles que le processus de Kimberley qui interdit la vente des diamants issus des conflits armés. Analysons à présent l'impact du recours aux SMSP dans les dynamiques de déstabilisation de la sous-région Afrique centrale.

[1273] BANEGAS (Richard), 1996, *op cit,* p.184.
[1274] MUGNIER (David), 2001, *op cit*, p.67.
[1275] *Idem*, p.68.
[1276] BANEGAS (Richard), 1998, *op cit*, p.185.

SECTION II : L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT POT COLONIAL PAR LES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE

Entité devenue polémique en science politique, la légitimité de l'Etat africain continue de faire couler beaucoup d'encres aujourd'hui encore. Pour certains, l'Etat africain n'est qu'une pâle copie de son pair occidental[1277], pour d'autre en revanche, son incapacité à se cristalliser et partant, à résoudre les problèmes de ses populations en a fait une entité sui generis, caractérisée à la fois par sa violence[1278] et son patrimonialisme[1279]. Ainsi comme le rappelle Jean François BAYART :

> *« les acteurs dominants des sociétés subsahariennes ont incliné à compenser leurs difficultés à autonomiser leur pouvoir et à intensifier l'exploitation de leurs dépendants par le recours délibéré à des stratégies d'extraversion, mobilisant les ressources que procurait leur rapport - éventuellement inégal - à l'environnement extérieur[1280] ».*

Au demeurant, même si l'on peut admettre qu'il a construit une trajectoire propre faite des emprunts et des adaptations[1281], l'insécurité que connait aujourd'hui le continent démontre à suffisance que l'État post colonial reste encore englué dans une dramaturgie[1282] dont la violence orgiaque continue de faire le lit des ambitions de quelques seigneurs de guerres et satrapes dont les appétits économiques et politiques ont fini par lui ôter toute crédibilité[1283]. Devenue une coquille vide, l'État africain est désormais concurrencé, y compris dans les domaines régaliens de la sécurité et de la défense, par les puissances occidentales, des organisations internationales et mêmes privés[1284]. Toutefois, l'on doit bien admettre que ces dynamiques n'ont pas suffisamment impacté la consolidation de la paix dans ces Etats, dont les capacités administratives ne cessent de s'affaiblir à tel point qu'il est contraint de privatiser certaines de ses fonctions régaliennes[1285]. Ce processus de désinstitutionalisation

---

[1277] BADIE (BERTRAN*), L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique* D, Paris, Coll. L'espace du politique, Fayard, 1992, 334 pages
[1278] MBEMBE (Achille), *op cit*, p.
[1279] BAYART (Jean François) et MEDARD (Jean François), *op cit.*
[1280] BAYART (Jean-François), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, pp. 43, 46, et pp. 320-321
[1281] SINDJOUN (Luc), *L'Etat ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002, 3322 pages.
1282 MWAYILA TSIYEMBE, *L'État postcolonial : facteur d'insécurité en Afrique,* Présence Africa, 2000 ; 157 pages.
[1283] MBEMBE (Achille), *op cit*,
[1284] ALI GAZIBO (Kadidiatou), « Les crises africaines de l'élargissement du concept à la reconfiguration des acteurs de la sécurité », in GAZIBO (Mamadou) et MOUMOUNI (Charles) (dir.), *Repenser la légitimité de l'Etat africain à l'ère de la gouvernance partagée,* Ottawa, Presse de l'Université du Québec, 2007, p.86
[1285] MBEMBE (Achille), « Essai sur le politique en tant que forme de la dépense », in p.27.

ouvre aussi la voie à un ensemble de pratique criminelles qui finissent par affaiblir davantage l'Etat.

Parvenus à ce niveau de notre travail, nous volons justement montrer qu'aux antipodes de quelques discours démagogiques, l'action des Sociétés Militaires Privées, nouveaux arrivant sur le marché de la sécurité continentale, participe simplement d'une consolidation de la dramaturgie de l'Etat africain post colonial. En effet, si l'on ne peut nier que la supériorité de leurs technologies et la proximité des services qu'elles proposent peuvent justifier les politiques de décharge dont elles ont bénéficié.

Une analyse froide de l'impact de ces acteurs sur la stabilité de la sous-région amène à relativiser l'optimisme que leur arrivée a charrié. Au demeurant, il apparait clairement que ces Sociétés Militaires et de Sécurité Privées constituent à bien des égards, une nouvelle technologie de reproduction de l' « *Afrique des comptoirs*[1286] » qui permet aux états les plus puissants de contourner les normes internationales afin de garder la main sur les ressources et les espaces du sud. Pour le démontrer, il sera tout d'abord question pour nous de mettre en exergue l'impact de l'action des sociétés militaires et de Sécurité privées sur l'Etat de droit, notamment, en montrant les violations du droit national et international comme une des conséquences de leur action (Section I). En outre, nous orienterons aussi ce chapitre sur l'analyse de l'impact sécuritaire de l'action de ces acteurs privés sur la déstabilisation de la sous-région, notamment, à travers les coups d'État, la prolifération des ALPC etc. (Section II). Ainsi, l'on va essayer de présenter les SMSP comme des acteurs dont l'impact participe à la déstabilisation des États de la sous région Afrique centrale..

PARAGRAPHE I : L'EFFET PARADOXAL DES SMSP SUR LA PERMANENCE D'UNE DE L'INSECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

Abritant un ensemble de crises et de menaces sécuritaires telles que la piraterie maritime, le terrorisme, les coups d'Etats, les génocides, les flux de réfugiés et aussi des changements climatiques, l'Afrique centrale est souvent présentée comme le ventre de la sécurité continentale. Qui plus est, face aux échecs répétés des initiatives de paix et de sécurité, notamment pour stabiliser les conflits en RDC et en Centrafrique, certains auteurs ont finis par penser que cette sous-région est un angle mort de la sécurité. Après avoir mobilisé les dispositifs étatiques et ceux des organisations internationales, certains leaders ont

[1286] BANEGAS (Richard), 1998, *op cit*, p.183.

cru devoir s'en référer aux Sociétés Militaires et de Sécurité Privées pour faire face à l'instabilité dans cette sous-région.

Toutefois, si l'une des missions des sociétés militaires et de sécurité privée est effectivement de contribuer à la sécurité des hommes, des biens, des organisations internationales et même à la Défense des Etats, nous constatons qu'à bien des égards, ces acteurs deviennent souvent, des facteurs d'insécurité. En effet, disposant d'un entregent et d'un pouvoir souvent considérables, ces acteurs se retrouvent parfois au cœur même du pouvoir.

Toutefois, en raison d'intérêt géopolitique et de l'appât du gain, les soldats privés n'hésitent pas longtemps à franchir le rubicond qui les sépare des simples délinquants. Ainsi, à bien des égards, les personnels des SMSP sont assimilables à des fauteurs de troubles en Afrique centrale. Pour le démontrer, nous analyserons le rôle des SMSP dans la déstabilisation des pays de l'Afrique centrale (A) et dans la politique de l'inimitié entre certains pays de l'Afrique centrale (B).

A. LA DESTABILISATION DES ÉTATS PAR L'ACTION DES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE

La question de l'instabilité politique en Afrique n'est pas un sujet nouveau en science politique. En réalité, il existe au moins quatre thèses sur la question. Tout d'abord, celle de l'historicité de l'Etat importé, qui analyse l'instabilité politique en Afrique comme étant la « *conséquence de l'importation de l'Etat* [1287]», pour ainsi dire, le fruit de l'impérialisme occidental, notamment, travers les dynamiques de la mondialisation. Une seconde thèse va émerger pour relativiser cette lecture et postuler au contraire que l'instabilité en Afrique est le fruit de l'incapacité d'une élite prédatrice à travailler pour le bien de leur population. Ensuite, nous pouvons rappeler la thèse déjà mentionnée plus haut, de la matrice identitaire et de la désinstitutionalisation de la violence.

Pour les économistes en revanche, l'instabilité peut à la fois être le mobile de l'insécurité, mais aussi, une de ses conséquences les plus importantes, notamment à travers son impact sur la réduction des investissements directs et la baisse du produit intérieur brut

[1287] BADIE (Bertrand), 1992, *op cit*, p.223

(PIB) comme le montre Alberto ALESINA[1288]. Au plan politique, l'une des thèses les plus populaires aura été celle celles de la criminalisation de l'Etat chère à Jean-François BAYART ou encore à Achilles MBEMBE, qui mettent l'un et l'autre, l'accent sur les dynamiques de prédation en œuvre au sein des Etats africains. Pour notre part, nous voulons revenir sur le volet stratégique de cette instabilité en montrant comment la force militaire participe d'une déconstruction de l'Etat droit.

Dans le cadre de cette partie du travail, il sera justement question de construire l'implication des Sociétés Militaires et de sécurité Privées dans l'une (1) et l'autre de ses activités déstabilisatrices de l'Etat post colonial en Afrique centrale (2).

1. L'implication des SMSP dans les coups d'État militaires en Afrique centrale

Sans aller jusqu'à la caricature qu'Ahmadou KOUROUMA fait du militaire africain à travers la figure de KOYANA[1289], son personnage phare, force est toutefois de reconnaître que les militaires n'ont jamais été très loin du pouvoir[1290]. Les coups d'état ne sont pas une nouveauté en Afrique centrale, au contraire, l'on peut même dire qu'ils sont devenus banales. Toutefois, loin de nous embarquer d'une tentative de montrer comment se fait un coup d'Etat militaire[1291], nous voulons montrer l'implication des Sociétés Militaires et de sécurité Privées dans de les dynamiques de déstabilisation des Etats de la sous-région. Dans cette bataille géostratégique qui oppose les anciennes puissances coloniales à leurs nouveaux rivaux, le mercenariat va jouer un rôle très important.

En effet, selon nos entretiens de terrain, il ressort que la première grande implication d'une société de sécurité dans un coup d'Etat est l'œuvre de l'entreprise américaine de sécurité privée *Wackenhut* qui aurait combattu aux côtés des cobras du SASSOU N'GESSO en 1997. Le second exemple que l'on peut mobiliser est celui qui, face à la main mise Franco américaine sur la Guinée Equatoriale, a amené l'Espagne a tenté un coup d'Etat en 2004 en finançant l'opposant Severo MOTO NSA. Pour ce faire, ce dernier va être impliqué dans un

---

[1288] ALESINA (Alberto) et al., *Political instability and economic growth, Cambridge*, *Working paper series*, 1992,
[1289] KOUROUMA (Ahmadou), *En attendant le vote des bêtes sauvages*,
[1290] RAMSAY (Jouvence), « Autoritarisme renouvelé et retour des coups d'Etat en Afrique, l'illustration malgache », in p.8-9,
[1291] MALAPARTE (Curzio), *Technique du coup d'Etat*, Paris, Editions Grasset et Fasquelle, 1996, 136 pages.

projet de coup d'Etat mettant au-devant de la scène, Simon Mann, cofondateur de la SMSP *Exécutive Outcome*[1292].

Financée par Ely KHALIL, le milliardaire américain, Georges SOROS et des personnalités britanniques comme Michael TATCHER, ils vont planifier un putsch fomenté depuis Madrid en 2004[1293] pour destituer le président OBIANG NGUEMA MBASSOGO. Le pays connaîtra une autre tentative de coup d'Etat en 2017 (ce coup d'état qui a impliqué l'Espagne, la Grande Bretagne et le Zimbabwe, semble n'avoir été évité que grâce au refus de l'Angola d'y participer). Une situation similaire a été notée en RCA en 2017. En effet, la RCA est une ancienne colonie française, cependant en raison des relations diplomatiques compliquées, ce pays a tourné le dos à la France et s'est rapprochée de Moscou (L'une des principales raisons de cette discorde semble être, le soutien de la France aux rebelles de la Seleka et plus précisément, à François BOZIZE via le Tchad).

Ainsi, avec la découverte des puits pétroliers de Doba, les rivalités militaires ont pris de l'ampleur et la France semble multiplier des tentatives pour déstabiliser le pays. C'est dans ce contexte que survient l'arrestation en plein Bangui, de Juan Remy QUIGNOLOT, ancien militaire français menant des activités de mercenaires à Bangui[1294]. En tant que zone géographique en cours de reclassement géostratégique, l'Afrique centrale a souvent été présentée comme un pré carré de la France. Cependant, depuis quelques années un sentiment anti français a émergé et certains pays de cette région tels que le Cameroun, la RDC, le Rwanda et la RCA ont commencé à s'ouvrir à d'autres partenaires internationaux tels que les États Unis, la Chine ou la Russie.

Réagissant à cette situation certains pays occidentaux vont d'abord utiliser des mercenaires pour financer et mettre en œuvre des coups d'Etat dans la région. A titre d'exemples, la France a été accusé d'avoir voulu déstabiliser le Cameroun en soutenant des militaires issus de la Région du Grand Nord en 1984. Dans le même ordre d'idée, l'Espagne et la Grande Bretagne ont essayé de déstabiliser la Guinée Équatoriale en finançant une tentative de coups d'Etat menée par l'opposant Sévéro MOTO avec le soutien de Mark TATCHER et du gouvernement espagnol le 4 janvier 2018.

[1292]Cette SMP avait été fondée par Anthony BUKINGAM, Ébène BARLOW pour fournir des prestations de sécurité privées aux États

[1293] MAN (Simon), *Cry Havoc*, John BLAKE, 2011, 288p

[1294]MILLECAMPS (Mathieu) et PABANDJI (Pacome), « Mercenaire, barbouze ou agent de sécurité : qui a st le français arrêté à Bangui ? », in *Magazine jeune Afrique* du 12 mai 2021, consulté sur https://www.jeuneafrique.com

Dans le cadre de cette opération, les anciens membres des SMP, tels *qu'Executive Outcome* avec : Bob Denard ou encore Michael Mann, qui ont été impliqués dans ce coup d'Etat. Dans le même ordre d'idées, les mercenaires français ont étés arrêtés en RCA en 2006 où ils auraient essayé de perpétrer un coup d'Etat contre le pouvoir en place. Ainsi, malgré l'existence des conventions internationales contre le mercenariat, ces groupes militaires ont essayé de déstabiliser des régimes démocratiquement élus.

2. L'aggravation de la prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres en Afrique Centrale

Comme le rappelle si bien le ministre français Délégué en charge de la coopération et de la Francophonie, lors de sa prise de parole, le 24 septembre 1999 : « *depuis plusieurs décennies, les petites armes ont, paradoxalement (…) fait beaucoup plus de victimes civiles et militaires que les armes de destruction massives*[1295] ». Responsables de 90 sur 100 morts en Afrique, les armes légères et de petit calibre sont définies par les Nations Unies comme :

> *« Small arms are weapons design for personal use while light weapons are design for use by a person serving as crew Examples of small arms include revolvers and self-moating pistols, rifles, sub-machines guns, assaults rifles and light machine guns*[1296] *».*

Malgré l'adoption des instruments universels et régionaux[1297] pour lutter contre cette menace, elle continue à constituer l'outil de prédilection sur les théâtres de conflits de la sous-région. Prisées pour leur malléabilité et la facilité d'accès, la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue un facteur d'insécurité et une source de menace pour les droits humains[1298]. Pour comprendre cet état de chose, l'on doit tout d'abord prendre en compte la relance de l'industrie de l'armement depuis 2013 par les Etats. Selon une étude réalisée en en 2001, l'on réalise que les dépenses militaires mondiale sont passées de 1 750 milliards en 2013, bien loin des 839 milliards de 2001[1299].

La deuxième matrice d'explication est certainement la multiplication des interventions occidentales dans les pays africains, dont l'une des stratégies consiste en l'approvisionnement

---

[1295] AYISI (Anatole), « La prolifération des armes légères en Afrique : un problème de sécurité », in EWANGUE (Jean-Lucien), (dir.), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.321.
[1296] *Ibid*, p.235.
[1297] L'on pense notamment à la Convention de l'Afrique centrale contre la prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres ou convention de Kinshasa, adoptée en 2010 par les pays de la CEEAC.
[1298] MVIE MEKA (Elie), *op cit*, p.149.
[1299] BOULANGER (Philippe), *op cit*, 2015, p.61.

de leurs alliés en armes tels que l'on a pu le voir en Libye et au Mali. En Lybie par exemple, les rapports font état de la circulation d'environ 40 tonnes d'armement largués par les troupes de l'OTAN et dont une large partie se retrouve aujourd'hui entre les mains des terroristes de Boko Haram, du MUJAO ou du MNLA[1300]. Le dernier facteur permettant d'expliquer cette prolifération d'armes légères et de Petits calibres que l'on observe en Afrique centrale est certainement la faillite des Etats, parfois exsangues par des années de guerre et croulant sous le poids des contraintes économiques imposées par les institutions internationales.

Cette prolifération des armes en Afrique centrale implique les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées de deux manières différentes. Tout d'abord, à travers la sophistication des arsenaux détenus par les groupes armés en RDC et en Centrafrique, mais aussi à travers le grand banditisme dont certains vigiles se rendent complices. En RDC par exemple, ce phénomène a entrainé la baisse de leur cout à tel enseigne qu'une pièce sensée valoir plus de 160 dollars peut désormais être acquise pour moins de 100 dollars au Sud Kivu, contre seulement 80 dollars au Nord Kivu[1301]. En outre, de nombreux officiers véreux se sont lancés dans le commerce illicite des armes issues des programmes de DDR, en les vendant aux milices privées contre de fortes rétributions[1302].

En outre, et c'est la deuxième modalité de prolifération des ALPC effet, les sociétés de sécurité ont souvent eu accès à un armement militaire et cet état de chose a amené certains des acteurs à se retrouver impliqués dans des processus de militarisations parallèles. Si dans certains pays tels que l'Afrique du Sud où le Kenya, ils été démontré que certains personnels des Sociétés de Sécurité Privées, en raison de leur précarité ou de leur appétit pour les gains pécuniaires, se sont retrouvés impliqués dans la criminalité en louant leurs armes ou leurs services à des gangs et même en y participant, en Afrique centrale, des pays comme le Cameroun, ont vécu des situations similaires notamment avec le personnel de la société privée *Africa Security* qui s'était retrouvé impliqué dans des activités d'intelligence avec des gangs dans la ville de Yaoundé où de Douala[1303].

Autre source de préoccupation, le contrôle des anciens membres des sociétés de sécurité qui ont perdu ou quitté leurs emplois et qui se retrouvent dans la nature avec un

---

[1300] BIKOE (Jean Renaud), 2013, *op cit*, p.82-83.
[1301] Centre d'Emploi et de doctrine d'emploi des forces, *Rébellions et contre-rébellions en république Démocratique du Congo : 2002-2012*, in *Les Cahiers du RETEX*, Mai 2016, p.18,
[1302] *Ibid*, p.20.
[1303] Entretien avec M. NTSAMA, Sous-Directeur des affaires politiques au MINAT.

savoir paramilitaire et qui, au regard de la précarité ambiante, pourrait se retrouver impliqués dans des actes de grand banditisme. Les actions des Sociétés Militaires qui alimentent certaines zones de combats en armes constituent aussi un risque de prolifération des ALPC en Afrique. L'on pense notamment à l'Angola, à la Centrafrique et à la République Démocratique d Congo ou de nombreux groupes armés et des sociétés de sécurité privées opèrent sur les théâtres de conflits.

B. LES SMSP COMME MIROIR DE LA POLITIQUE DE L'INIMITIE EN AFRIQUE CENTRALE

Pour synthétiser l'importance d'un ennemi en politique, Jean Christophe RUFFIN raconte le désarroi des généraux romains devant les ruines de leur plus grand ennemi : Carthage[1304]. Ainsi, la figure de l'ennemi occupe-t-elle une place centrale dans la philosophie politique telle que cela ressort de la littérature. En partant de la formule clausewitzienne selon laquelle : « *la politique n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens* », l'on peut rapidement induire que la définition d'un ennemi est l'acte primordial de toute politique comme le laissent entendre Carl SCHMITT et Julien FREUND[1305]. Ainsi, pour certains auteurs, la violence permet aux sociétés d'identifier un bouc émissaire à qui elle pourra imputer ses souffrances comme le montre précisément Emile DURKHEIM[1306].

Les principaux travaux sur l'inimitié en philosophie politique mettent tout d'abord l'accent sur la fonction socialisante du Conflit. Dans ce sillage, nous avons Georg SIMMEL qui définit le conflit comme : « *... une force positive, fonctionnelle, contribuant à la constitution de la société* »[1307]. Toutefois cette vision optimiste n'est pas partagée par tous les courants. En effet, Carl SCHMITT explique qu' : « *il n'y a de politique que là où il y a un ennemi réel ou virtuel* [1308] ». Il démontre ainsi que l'ennemi est la figure de l'altérité sur laquelle l'on projette une violence orgiaque et existentielle.

Dans une autre logique, l'on peut recenser des travaux orientés vers l'approche psychanalytique tels que ceux d'Emmanuel LEVINAS qui met en exergue la dimension

---

[1304] RUFFIN (Jean Christophe), *L'empire et les nouveaux barbares,* Paris, Jean Lattes, 1992, 247 pages.
[1305] SCHMITT (Carl), FREUND (Julien) et STEINHAUSER (M.L.), *La notion de politique : Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, coll., Champs classiques, 2009, 323 pages.
[1306] Emile DURKHEIM cité par CONESA (Pierre), *op cit*, 2011, p. 26.
[1307] SIMMEL(Georg), *Le conflit*, Paris, Circé, 1992, 166pages.
[1308] SCHMITT (Carl), *La notion de politique. Suivie de la notion du partisan*, Paris, Calmannn-Lévy, Liberté de l'Esprit, 1972.

cathartique de la violence exercé contre l'ennemi. Enfin, il existe des travaux sur la place de l'ennemi dans les politiques coloniales. Cette approche est notamment mise en exergue par les travaux de Frantz FANON et d'Achille MBEMBE qui mettent en exergue la violence qui sous-tend la politique coloniale de l'occident en Afrique[1309]. Au demeurant, pour comprendre le rôle que jouent les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans les relations d'inimitié entre certains pays de l'Afrique centrale tels que le Tchad et la Centrafrique d'une part, et le Rwanda et la RD Congo d'autre part, nous allons les appréhendez à l'aune de la fluctuation des intérêts.

Ainsi, notre approche est celle de l'inimitié dynamique qui fluctue au gré des intérêts des acteurs en présence. En nous inspirants des travaux sur les menaces accommodantes BAASSID SOOKZO nous pouvons montrez que la figures de l'ennemi peut se muer en celle de l'ami, au gré de la conjonctures[1310].Dans cette configuration, les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées peuvent être, soit des acteurs au service de la consolidation des relations d'amitié entre alliés (1), soit au contraire, des outils de d'expression de l'inimitié entre régimes hostiles en Afrique centrale (2).

1. Les milices privées au service de la stabilité des régimes alliés : le temps des configurations accommodantes

Indépendant depuis le 11aout 1960, le Tchad[1311] est situé au cœur d'un complexe d'insécurité régionale composé de la Libye au Nord, le Soudan à l'Est, la Centrafrique au Sud, le Niger et le Nigéria à l'ouest, le Tchad a connu une histoire marquée par une violence politico-militaire due aux nombreux groupes armés en activité son territoire[1312]. Au plan interne, cette instabilité est principalement imputable aux activités du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) au centre et aux affrontements ethniques entre les Toubou et les Zaghawas au Nord du pays.

Si le pays a relativement stabilisé cet immédiat proche hostile, il entend aussi se poser en pôle de stabilité et de protecteur de la sécurité à travers une capacité de projection des

---

[1309] Voir ici, MBEMBE (Achille), *Politique de l'inimité, Paris,* La Découverte, 2016, 181 pages.
[1310] BAASSID SOOKZO (Louis), La *coopération transfrontalière en matière de sécurité dans le bassin du Lac Tchad*, 2020, *op cit*, p.91.
[1311] GONDEU (Ladiba), *Note sur la sociologie politique du Tchad : La dynamique d'intégration nationale, dépasser la conflictualité d'un Etat entre parenthèse,* in *Revue Sahel Reasersh Group Working Paper*, n°006, Scholars in Residence Paper, octobre 2013, p.46.
[1312] ABOURADI (Yousra) et DURAND DE SANCTIS (Julien), « L'émergence de puissances africaines de sécurité : étude comparative », in *Etudes de l'IRSEM*, n°44, avril 2016, p.53. (86pages).

forces dans la sous-région[1313]. Pour attester d'une ambition visant la construction d'une puissance tchadienne en Afrique centrale, l'on va mobiliser les interventions militaires officielles d'une part[1314] et le soutien aux groupes armés en RCA d'autre part. Pour ce qui est de la dimension officielle de l'activisme militaire tchadien en Afrique, il se décline à la faveur de l'envoi des troupes en RCA en 2012, au Mali en 2013 et au Cameroun en 2015. En effet, alors que les hommes de la Seleka, dirigée par Michel DJOTODIA, marche vers la capitale Bangui, les autorités demandent et obtiennent l'envoi par N'Djamena de 350 soldats dont la présence se fait ressentir dans les villes de Sibut et Bossangoa[1315].

En 2013, après le déploiement de l'opération *Serval* de la France et de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA), N'Djamena a envoyé 1400 hommes qui se sont distingué lors des batailles dans les villes de Gao, Tombouctou et Kidal dans l'est du Mali[1316]. Cette occasion a permis au pays de mettre en exergue ses qualités tactiques, mais aussi de renforcer son partenariat privilégié avec la France, dont il est souvent considéré comme un allié majeur dans la sous-région[1317]. Dans le cadre de la lutte contre la secte terroriste Boko Haram, le Tchad a mobilisé 3000 hommes dans le cadre de la Force Mixte Multinationale (FMM) de lutte contre Boko Haram et 2000 au G5 Sahel[1318]. Nous ne saurions oublier l'envoi de soldats tchadiens à l'Extrême Nord du Cameroun, pour aider ce pays à lutter contre la secte terroriste nigériane. De l'avis de nombreux observateurs, cet activisme militaire, participe d'une volonté de puissance du Tchad[1319] qui profite de son statut de pivot stratégique et historique du dispositif militaire français en Afrique[1320].

D'autre part, le Tchad est impliqué dans une guerre par procuration contre certains pays voisins à travers le soutien qu'il apporte à certains groupes armés pour déstabiliser

---

[1313] Rapport Afrique de Crisis Group, *Tchad : entre ambitions et fragilité*, n°180, 30 mars 2016, p.1.
[1314] L'on doit aussi noter que le Tchad a participé à toutes les opérations militaires multilatérales en RCA telles que : la Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui (MISSAB) de 1997 à 1998, la Mission des Nations Unis en République Centrafricaine (MINURCA) entre 1998 et 2000, la Force Multinationale en Afrique Centrale (FOMUC) de 2002-2008, la Mission de Consolidation de Paix en République Centrafricaine (MICOPAX) I et II de 2008-2013, la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) de 2013 à 2014 où le contingent tchadien est retiré pour cause de son impartialité. Intéressons-nous à présent à la volonté de puissance du Rwanda via les acteurs interposés dans la Région des Grands Lacs.
[1315] CHAUVIN (Emmanuel), *La guerre centrafricaine à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?* Agence Française de développement,
[1316] ABOURADI (Yousra) et DURAND DE SANCTIS (Julien), *op cit*, p.54.
[1317] *Idem*, p.55.
[1318] NGAMONDI KARIE (Youssoufou), « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre *low et high politics* », in *RevueRes Militaris*, vol.9, automne 2019, p.9.
[1319] NGAMONDI KARIE (Youssoufou), *op cit*, p5.
[1320] CHAUVIN (Emmanuel), *op cit*, p.26.

certains régimes hostiles, notamment en Centrafrique. Ainsi, pour faire chuter le président Ange-Félix PATASSE qui soutien des groupes rebelles tchadiens[1321], N'Djamena a aidé le chef d'Etat-major François BOZIZE à retourner les combattants de la milice privée de Abdoulaye MISKHINE, contre leur employeur originel, le président Centrafricain. Reçus en 2002 par les plus hautes autorités Tchadiennes qui leur promettent une somme de plus de dix millions de FCA par personne en cas de victoire contre les FACAS, ces mercenaires marquent leur accord en affirmant que : *« C'est du travail qu'on veut, c'est l'argent qu'on veut. On a notre compte d'argent là-bas avec Ange Félix Patassé, on a encore notre compte d'argent ici avec François BOZIZE. Marché conclu*[1322] *»*.

En outre, soutenu par Paris, le Tchad a également lancé une offensive diplomatique vers les chefs d'Etat de la région tels qu'Omar BONGO ONDIMBA du Gabon, Joseph KABILA de la RDC et Denis SASSOU NGUESSO du Congo, afin de soutenir les « *nouveaux libérateurs* » et de leur fournir l'armement nécessaire[1323]. C'est fort de ce soutien politique et militaire, que les 1600 hommes de François BOZIZE entrent victorieusement à Bangui le 15 mars 2003 et ce malgré la présence des forces de la MICOPAX de la CEEAC. Le Tchad soutien le nouveau président en lui envoyant 80 de ses hommes comme garde personnelle et en intervenant ponctuellement contre les groupes rebelles au Nord-Ouest de la RCA[1324]. Notons toutefois qu'en raison du laxisme de François BOZIZE contre certains groupes armés qui se forment dans le nord de la RCA et qui déstabilisent le Sud du Tchad[1325], N'Djamena va ourdir son renversement en mars 2013 avec l'aide de la France, de la RDC, du Congo et du Gabon en lui apportant son soutien politique. C'est ainsi que la Seleka de Michel DJOTODIA va renverser le régime de François BOZIZE le 24 Mars 2013 malgré l'opposition héroïque des soldats sud-africains dont le président dénonce alors : « *l'impérialisme français* »[1326].

A la fin de cette guerre qui profite à nouveau au Tchad, les miliciens de la Seleka prennent le pouvoir à Bangui. Cette implication du Tchad dans la vie politique de la Centrafrique, vise à sauvegarder un ensemble d'intérêts tels que la sécurité de ses frontières contre les incursions des groupes armés, mais aussi et surtout, la sécurisation du Sud du pays

[1321]CHAUVIN (Emmanuel), *op cit*, p.45.
[1322]Ibid, p.26. p.34.
[1323]*Ibid*, p.26.
[1324]CHAUVIN (Emmanuel), *op cit*, p.34-35.
[1325]*Ibid*, p.46.
[1326] Rapport d'International Crisis Group, 2016, *op cit*.

riche en pétrole et le Salamat, autre région du pays proche du Darfour[1327]. Le soutien aux acteurs privés a ainsi permis au Tchad de régenter la vie politique en RCA pendant de nombreuses années, tout comme cela est encore le cas pour le Rwanda en RD-Congo dans la région des Grands Lacs.

2. Les milices privées comme instruments de déstabilisation des régimes ennemis : le temps des configurations divergentes et conflictuelles

Les travaux sur le Rwanda sont d'emblée marqués par un paradoxe. D'une part, le monde francophone est resté figé sur l'image d'un pays misérable dont l'histoire rimait alors, avec une assistance humanitaire post génocide[1328]. D'autre part, la littérature anglophone en a fait un cas d'école pour comprendre le développement presque spectaculaire de l'Etat en Afrique[1329]. Aux demeurant, depuis sa prise de pouvoir le 4 juillet 1994, le président Paul KAGAME s'est évertué à inscrire son pays dans une nouvelle dynamique faite de progrès sociaux économiques et de succès diplomatiques[1330].

Au plan socio-économique, le président est parvenu à augmenter l'espérance moyenne de vie de 20 ans, à diminuer la mortalité maternelle de 80 pour cent ; à réduire la pauvreté de 78 à 57 pour-cent et à se doter de la croissance économique la plus rapide du continent en 20ans[1331]. Au niveau diplomatique, avec 28 visites à l'étranger depuis 2015, le président KAGAME est le dirigeant africain qui a effectué le plus grand nombre de voyages et qui en a reçu un nombre tout aussi indicatif[1332]. En outre, le pays accueilli 4ème conférences internationales dont, le 27e sommet de l'Union Africaine organisé à Kigali, en même temps qu'il ne cesse d'ouvrir de nouvelles missions diplomatiques à travers le monde[1333].

Il est tout fait utile de noter que le pays joue un rôle important dans la dynamique de relance de l'intégration régionale avec son statut de membre de plein droit de pas moins de six

---

[1327] CHAUVIN, (Emmanuel), *op cit*, p.43.
[1328] CHEMOUNI (Benjamin), « Rwanda. L'Etat depuis le génocide », in *Revue Politique africaine*, n°160, 2020/2004, 4, p.7.
[1329] CHEMOUNI (Benjamin), *op cit*, p.7.
[1330] CHABOUNI (Samia), « Stratégie diplomatiques rwandaises et ambitions de KAGAME », in *Revue Conjonctures de l'Afrique centrale,* p.63.
[1331] CHEMOUNI (Benjamin), *op cit*, p.10.
[1332] Le président rwandais s'est notamment rendu aux Etats Unis, en Algérie, en Chine, en Israël, en France, en Belgique, ou encore au canada. En retour, il a reçu le roi du Maroc, les présidents chinois et sénégalais, le Premier Ministre israélien, chinois et indien et enfin, le ministre russe des Affaires étrangères.
[1333] CHABOUNI (Samia), *op cit*, p.64.

CERs[1334], le Rwanda est aussi un des principaux pourvoyeurs de troupes à l'ONU, occupant même la prestigieuse position de 5e fournisseur mondiale de contingents onusiens en 2013[1335]. Au demeurant, cette diplomatie en quête d'influence et de puissance, cache mal une politique de prédation que le pays mène vis-à-vis de ses voisins immédiats et ou les groupes armés tels que le M23[1336] jouent un rôle important[1337].

Pour rendre compte de la façon dont les acteurs régionaux instrumentalisent la question des groupes armés, nous devons prendre en compte les rivalités entre les puissances régionales que sont : le Rwanda et l'Ouganda qui se battent pour optimiser leur sécurité face à la faillite de la RDC. En effet, ce pays immense riche en ressources naturels constitue par sa fragilité une véritable menace pour ses voisins. Néanmoins nombre de ces pays profitent de cette situation pour déstabiliser la RDC en soutenant des bandes armées. En raison de ses richesses, de sa population et de sa position géostratégique, la RDC est souvent considérée comme un géant sous régional, voire une grande puissance continentale potentielle. Depuis son effondrement après la première guerre mondiale africaine en 1998, ce pays jadis promis à un statut de leader en Afrique centrale, constitue désormais, par sa fragilité, une source d'instabilité régionale. Au rang des facteurs endogènes de cette situation, nous pouvons mentionner le problème de l'archipélisation et de la fragmentation du pays avec en raison des provinces qui échappent au contrôle de l'État central.

En outre, il y a la question de la nationalisation des Banyamulenges (Tutsis congolais) qui soulève celle de la profusion des bandes armées. C'est en revanche au niveau régional que les facteurs de la conflictualité sont beaucoup plus nombreux et complexes. En effet, comme trois de ses voisins (Burundi, Rwanda et Ouganda), la RD Congo est issue de l'empire colonial belge et est majoritairement peuplée des Hutus et Tutsis. Au plan géopolitique, ce pays est un immense territoire très riche entouré par des voisins dont l'instabilité accentue et entretient la sienne.

Cet état de chose est complexifié par la circulation des armes légères et de petits calibres dans la région. Pour le démontrer l'importance des flux des réfugiés dans l'instabilité de la région, commençons par mentionner l'exode massif des Hutus vers l'est de la RDC

[1334] Le Rwanda est en effet membre de la CIRLG, la CEPGL, LA CEEAC, la CEA et le NEPAD).
[1335] CHABOUN (Samira), *op cit*, p.68.
[1336] Le Mouvement du 23 mai est un groupe armé soutenu par le Rwanda et fondé par Bosto NTAGANDA, un ancien membre des FARDC.
[1337] *Ibid*, p.69.

après le génocide des Tutsis en 1994 et surtout au lendemain de la prise du pouvoir par le FPR de Paul KAGAME[1338]. En outre, il y a la question des soutiens croisés de certains régimes aux bandes armées qui déstabilisent la région. L'une des clefs pour comprendre l'instabilité de la région des Grands Lacs, c'est l'influence du Rwanda et de l'Ouganda dans la politique congolaise, non seulement lors de la chute de MOBUTU en 1997 et aussi lors de la deuxième guerre du Congo en 2003[1339]. Pour le Rwanda tout d'abord, l'instabilité de la RDC constitue une menace à sa stabilité car de nombreux rebelle Hutus s'y sont réfugiés lors de la prise du pouvoir par le Front Patriotique Rwandais (FPR) de Paul KAGAME en 2000[1340].

L'alliance entre le Rwanda et l'Ouganda qui a duré un certain temps était fondé sur les relations entre leurs deux leaders[1341]. Cependant, le président KAGAME reste habité par la hantise de la RD Congo et se retrouve en train d'y mener une politique prédatrice, notamment en soutenant des groupes armés dans la plupart des pays voisins[1342].

PARAGRAPHE II : LES SMSP COMME ACTEURS DE LA DECONSTRUCTIONDES DYNAMIQUES D'INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE

Il en va du concept d'institution chez Yves Paul MANDJEM comme de celui d'intégration en relations internationales, l'on pourrait en dire qu'il est largement utilisé dans les domaines les plus divers des sciences sociales[1343] et qu'il semble avoir perdu en compréhension ce qu'il a gagné en extension[1344]. Devenu fuyant et insaisissable, ce concept est « *polysémique, équivoque et problématique* » et son sens varie avec les disciplines sans

---

[1338] BATTORY (Jean) et VERCOULON (Thierry), « La province du Sud-Kivu : un champ de bataille multidimensionnel méconnu », in *Revue Notes de l'Ifri*, février 2019, p.23.
[1339] CHABOUNI (Samia), « le contentieux Rwanda Ougandais source de déstabilisation de la région », p.2, publié surwww/thinkingafrica/org, Institut de recherche et d'Enseignement sur la paix.
[1340] CHABOUN (Samira), *op cit*, p.69.
[1341] Après avoir rejoint le maquis en 1979 il a aidé Yoweri MUSEVENI dans la lutte contre le dictateur ougandais Idi Amine DADA, puis Milton OBOTE en 1986 pour enfin prendre le pouvoir. C'est donc tout naturellement que l'Ouganda va lui apporter son soutien après le Génocide des Tutsis en 1994. Le nouveau seigneur de guerre ne cessera plus dès lors de nourrir une ambition pour déloger le Hutus Power et reprendre le pouvoir.
[1342] BATTORY (Jean) et VERCOULON (Thierry), *op cit*, p.25.
[1343] MANDJEM (Yves Paul), *Les institutions dans les processus de sortie de conflit ; analyse comparée de la cote d'ivoire et de la République démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat en Science politique, Université de Yaoundé II, 2010, p.14. Voir également à ce sujet, PAUX SAMSON (Chloé), *L'intégration régionale en quête de sens : impliquer les populations dans la Communauté Andine : réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN*, Thèse de doctorat en sociologie, université de Rennes II, 16 décembre 2016, p.21.
[1344] CHEVALLIER (Jaques), cité par MANDJEM (Yves Paul), *op cit*, p. 13.

jamais désigner dans une de ces disciplines un concept clairement identifiable[1345]. Du latin *integrare*, l'intégration signifie étymologiquement renouveler, rendre entier. C'est le fait d'entrer dans un tout, dans un groupe. Pour Charles-Philippe DAVID et Afef BENESSAIEH, l'intégration « *renvoie principalement à l'idée de lier une ou plusieurs parties en un tout*[1346] ».

Pour comprendre la signification de ce terme, l'on doit l'appréhender à l'aune de plusieurs disciplines. En science politique en général, et en Relations internationales en particulier, les réflexions sur l'intégration régionale sont assez anciennes. Elles semblent, selon Sabine SAURRUGER, être articulées autour de la question centrale : « *pourquoi des Etats considérés comme des acteurs centraux du système interétatique, acceptent de s'unir et de bâtir des organisations régionales*[1347] ». L'intégration doit s'entendre, selon Ernst HAAS, comme un :

> *« processus par lequel des acteurs politiques dans plusieurs ensembles nationaux sont persuadés de modifier leur loyauté, leurs attentes et leurs activités politiques vers un nouveau centre, dont les institutions possèdent ou demandent autorités sur les Etats nationaux préexistants* [1348]*».*

Pour rendre compte de l'implication des SMSP sur la dynamique d'intégration en Afrique centrale, nous analyserons non seulement leur impact sur la consolidation de l'extraversion stratégique des pays d'Afrique centrale (A), mais aussi leur capacité relative à résoudre les crises sous régionales (B).

A. LA CONSOLIDATION DE L'EXTRAVERSION STRATEGIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

L'extraversion stratégique renvoie au fait pour une entité politique d'être incapable d'assumer son destin. Selon Pour les Etats africains, les travaux sur l'extraversion stratégique remontent à la pensée du XVIIème siècle en Europe et est matérialisée par des relations de dépendance entre le centre et sa périphérie. Selon Alain FOGUE TEDOM, l'extraversion stratégique des Etats africains renvoie en effet à : « *leur incapacité à maitriser ou à contrôler,*

[1345]MANDJEM (Yves Paul), *op cit,* p.14
[1346]PHILIPE DAVID (Charles) et BENESSAIEH (Afef), « La paix par l'intégration / théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité », *Études internationales*, Volumes 28, N.2, 1997,
[1347] SAURRUGER (Sabine), *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de la fondation nationale de Science Politiques, 2009, p.37.
[1348]*Ibid*,, p.16.

même de façon relative, leur destin et plus particulièrement, leur destin politique et stratégique vis-à-vis de leurs alliés [1349] ».

Si ce déficit d'autonomie stratégique peut s'expliquer par les errements du processus démocratique, une gestion néo-patrimoniale de l'Etat et la volonté de perpétuer la domination des anciennes métropoles, il structure aussi à plusieurs égards, la conflictualité endémique et le son sous-développement de cette sous-région. Loin de cette approche classique, nous mobilisons l'extraversion stratégique sur le plan sécuritaire, en insistant sur l'implication des partenaires extérieure dans les dynamiques de fabrication de la paix en Afrique centrale en général, et en particulier au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique. Dans le cadre de la construction de la paix et de la sécurité en Afrique centrale, il ressort que les Etats de l'Afrique centrale ont dans leur large majorité adossé leur capacité de projection sous régionale sur les acteurs extra régionaux.

Que ce soit dans le cadre du projet de construction d'une capacité sous régionale de gestion des crises, adossée à la fois, sur la mise en œuvre d'une architecture de paix adossée à la fois sur le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale (COPAX), d'autre part, il s'agira, d'analyser la construction sous assistance extérieure d'une culture stratégique au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique.

1. L'extraversion stratégique comme incapacité à produire la sécurité à partir des dynamiques endogènes en Afrique centrale

Situés aux marges du monde[1350], la Centrafrique et dans une moindre mesure, la RD-Congo, sont deux pays taraudés par des décennies de conflits qui ont affaibli l'Etat, l'obligeant à abdiquer de ses responsabilités régaliennes en matière de sécurité, et, partant, à avoir livré leurs populations à la merci des seigneurs de guerre. La paix et la sécurité y sont désormais, largement tributaires des efforts de l'Organisation des Nations Unies. En réalité, l'un et l'autre pays, ne tiennent relativement plus que grâce aux efforts de la communauté internationale qui s'arcboute à y maintenir un semblant d'Etat, tant par une présence constante d'opérations de maintien de la paix, que par la mobilisation des processus de Désarmement, Démobilisation et réinsertion (DDR) qui tous, tardent à porter leurs fruits. Ainsi, ces Etats

[1349] FOGUE TEDOM (Alain), « Politique et philosophie de la guerre en Afrique Centrale », in *Paix et sécurité dans la CEEAC. Actes du colloque international*, Fridrich Erbert Stiftung, Yaoundé, 2007, Presses Universitaires d'Afrique, p.71.

[1350] MARCHAL (Roland), « aux marges du monde, en Afrique centrale… », in *Revue Les Etudes du CERI*, n°153-154, mars 2009, 50 P.

sont des archétypes même de la construction d'une dynamique de paix extravertie qui essaye de suppléer la faillite des structures nationales.

La RD-Congo et la Centrafrique abritent tous les deux des opérations de maintien de la paix, depuis le 14 juillet 1960 pour le premier avec l'opération de Nations Unies au Congo (ONUC)[1351] et la Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui (MISSAB) en 1997 pour le second. Ainsi ces deux pays constituent à eux seuls l'épicentre des préoccupations sécuritaires en Afrique centrale et ils totalisent le plus d'interventions extérieures pour les besoins de la paix et de la sécurité. La République Centrafricaine à elle seule, a connu 14 opérations de maintien de la paix telles que recensées dans le présent tableau :

TABLEAU N°23 : LISTE DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Année	Nom de l'opération de maintien de la paix	Structures mère
1997-1998	La Mission interafricaine de surveillance des Accords de Bangui	
1998-2000	MINURCA : Mission des Nations Unies en République Centrafricaine	Nations Unies
Février 2000	Le Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	Nations Unies
2000-2001	Force de maintien de la paix et de sécurité de la CEN-SAD en Centrafrique	CENSAD
2002-2000	FOMUC : Force multinationale en Centrafrique	
2 octobre 2002	La force de maintien de la paix en Afrique centrale (FOMUC).	CEMAC
2007-2010	Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad (MINURCAT)	Organisation des Nations Unies
2007-2008	EUFOR-Tchad –RCA	Union Européenne
2008-2013	MICOPAX Mission de consolidation de la paix en Centrafrique)	Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC)
2011	Initiative de coopération régionale contre la	ICR

[1351]Cette opération avait été déployée sur la base de la résolution 143/1960/S/4387. Cette première opération de maintien de la paix intervient dans le contexte particulier de la guerre froide et vise à veiller au retrait des troupes belges de ce pays, afin de permettre aux autorités de ce pays de maintenir elles-mêmes, l'ordre sur leur territoire.

	LRA	
2013-2014	MISCA : Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine	Union africaine (UA)
2014	Opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine	Union Européenne (UE)
2014	-EUFOR-RCA (Opération militaire de l'Union européenne en République centrafricaine)	Union Européenne
2014	MINUSCA. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.	Organisation des Nations Unies

Source : Fethi DJEBAL

Dans le même sillage, la RD-Congo, pays déchiré par plus de vingt années d'un conflit sanglant impliquant de nombreux acteurs[1352], va faire l'objet d'une attention particulière de l'Organisation des Nations Unies pour y ramener la paix à plusieurs reprises, comme le laisse voir le tableau ci-après :

TABLEAU N°24 : LES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU EN RD-CONGO

Année	Nom de la mission de l'ONU en RDC	Mandant de la mission
1960	Organisation des Nations Unies au Congo (ONUC)	Maintien de la paix et empêchement d'une guerre civile en RDC
1999	Mission de l'Organisation des Nations Unies en RDC (MONUC)	Surveiller les accords de Lusaka
2010	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO)	

Source : Auteur.

Dans le cadre de son intervention en RD-Congo, la communauté internationale va mettre en œuvre un processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) adressé aux ex combattants nationaux, alors que le programme de Désarmement Démobilisation, Rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) cible les ex combattants d'origine

[1352] KONGA (François), *op cit*, p.16.

étrangère[1353]. Analysons à présent, l'impact des SMSP sur la dynamique de déconstruction de l'architecture africaine de paix et de sécurité en Afrique centrale.

2. L'affaiblissement de l'architecture sous régionale de paix et de sécurité

Le recours aux Sociétés Militaires et de sécurité Privées impacte l'Architecture de Paix et de sécurité de l'Afrique centrale à deux niveaux, tout d'abord, à travers sa mise à l'écart dans la résolution des crises, ensuite par ses répercussions sur la construction d'une interopérabilité des forces communes au sein de la MICOPAX. S'il est indéniable que de nombreux analystes considèrent l'Architecture africaine comme un projet trop ambitieux et partant, voué à l'échec, l'on doit tout de même reconnaitre que l'Afrique centrale a beaucoup avancé sur la question. Que ce soit au plan institutionnel avec, notamment, la mise sur pied du COPAX et de ces instruments tels que le MARAC ou la FOMAC, mais aussi via la mise sur pied d'une architecture de sécurité en matière de lutte contre a piraterie maritime. Ainsi, au plan symbolique, le recours aux Sociétés Militaire Privée pour stabiliser un Etat, notamment en Centrafrique, interroge sur l'effectivité et l'efficacité de l'action de la MICOPAX I et II, mais aussi sur celle de la MINUSCA dans ce pays.

En outre, le recours aux Sociétés Militaires privées en Afrique centrale interroge sur la sincérité des Chefs d'Etats de cette aire à s'engager, véritablement, en faveur des dynamiques d'intégration régionales. L'on doit noter que ces derniers ont toujours brillé par leur activisme en faveur de la création des dispositifs de paix et de sécurité dans la sous-région depuis l'UNSAC en 1992, jusqu'à la création du COPAX en 1999. Toutefois, la présence de la Société Militaires Privées Wagner en Centrafrique depuis 2017, ainsi que leur présence supposée en RD Congo et la signature d'un accord de défense entre le Cameroun et la Russie, peuvent laisser croire en l'imminence d'une telle éventualité. La constance de cette réflexion reste l'ambiguïté qui peut structurer le discours observé en faveur de l'intégration régionale, et les dynamiques de replis sur soi, que laissent transparaitre le recours aux SMSP. Enfin, l'emploi de ces acteurs privés a aussi un impact sur la construction d'une culture stratégique commune en Afrique centrale.

La question de la culture stratégique commune constitue un défi pour toute dynamique de mutualisation des forces dans le cadre communautaire. Ainsi, l'efficacité et l'effectivité d'une défense commune passe nécessairement par le développement d'une identité

[1353]KONGA (François), *op cit*,, p..27.

stratégique commune consolidée par une interopérabilité entre les forces de défense et de sécurité des différents pays de la sous-région. Or, le recours aux Sociétés Militaires Privées par certains Etats pose fortement la question de leur encrage stratégique dans le projet communautaire. En partant de l'exemple de l'OTAN en Europe, l'on a bien constaté que les différents pays sont astreints à un ensemble d'exigences militaires en vue de pouvoir, le moment venu, déployer des forces avec non seulement une culture stratégique similaire, mais surtout avec des systèmes de communication interopérables. Cette exigence a notamment montré son efficacité dans le cadre de la *NATO Response force* en 2008 et dans le cadre des différentes opérations de l'Union Européenne en Afrique dans le cadre de la PESC.

Au regard de cette tendance de contournement que les pays de l'Afrique centrale sont en train d'accentuer, notamment à travers le recours unilatéral aux SMSP, l'on est véritablement en droit de nous interroger sur l'avenir de la force africaine en attente et partant, sur l'avenir du projet de défense commune au plan continental. Mais, nous pouvons subodorer que le retour de ces différents Etats dans le projet communautaire, passera assurément par des CERS plus efficaces et plus crédibles sur le terrain de la résolution des crises continentales pour lesquelles, elles ont du reste été créées. Au demeurant, si l'on s'en tient aux résultats mitigés observés partout ailleurs, notamment en Irak et en Afghanistan, la capacité de ces Sociétés Militaires Privées sur la résolution des crises continentales peut encore être questionnée.

B. L'IMPACT SUPERFICIEL DE L'ACTION DES SMSP SUR LES CONJONCTURES CRITIQUES EN AFRIQUE CENTRALE OU LES LIMITES DE LA PUISSANCE DANS LA RESOLUTION DES CRISES

Selon William ZARTMAN, la résolution des conflits peut s'entendre comme :

> « *L'élimination des causes du conflit sous-jacent, généralement avec l'accord des parties en présence » grâce à l'intervention d'un tiers qui selon le cas peut prendre la figure d'un médiateur, facilitateur ou conciliateur « est à long terme un fruit épineux* »[1354].

Si l'Afrique constitue un des lieux privilégiés des conflits sur le continent, de nombreuses approches ont été mobilisées par la littérature pour les résoudre. Selon Yves Paul

[1354] ZARTMAN (Ira William I), *op. cit*., p. 12.

MANDJEM, il n'existe en fait, pas moins de neuf approches pour faire l'économie de la gestion des crises en Afrique. Tout d'abord, l'on distingue l'approche historique développée par des auteurs comme Georg SIMMEL[1355] ; Norbert ELIAS[1356] et Michel MONROY ou encore Anne FOURNIER, qui postule que le conflit s'arrête lorsque l'un des belligérants est épuisé[1357]. Ensuite, l'on peut mentionner une approche politique ou diplomatique qui prend en compte la négociation, la médiation, la facilitation et la médiation qui renvoient aux modes de résolutions pacifiques des différends[1358]. Elle transparait dans les travaux des auteurs comme Paul BOUVIER[1359], Mohamed EL HACEN OULD LEBART[1360] ; Anatole AYISSI[1361] ; Marie Claude SMOUTS[1362], Léonard DOOB[1363] ou encore chez Luc SINDJOUNN et Daniel BACH[1364].

Quant à l'approche juridique de sortie de crise défendue par Nicolas MAZIA, Laurent PECH ou encore Sylvie TORCOL et Konan MISSIBA, elle porte au pinacle l'impact du transfert des normes internationales sur le droit constitutionnel des Etats, comme le montre Yves Paul MANDJEM[1365]. La sortie de crise par la justice pénale internationale pour sa part, est selon Serges SUR, porteuse de trois vertus à savoir la *Thémis*, la *Nemesis* et la *Dike*[1366]. Elle est orientée vers la mise en place des juridictions internationales comme mode de sortie de crise.

Elle ressorti dans les travaux de Jacques SEMELIN[1367] et TIM Allen[1368]. Les politiques du pardon pour leur part, mettent l'accent sur les mécanismes de pardon, notamment les dispositifs de justice et réconciliation tels qu'on a pu les voir en Afrique du Sud et au Rwanda. Cette approche est présente dans les travaux de certains auteurs tels que :

[1355]SIMMEL (Georg), *Le Conflit*, Circé, 1995, p. 141.
[1356]ELIAS (Norbert), *La dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1975, p. 6.
[1357] MANDJEM (Yves Paul), Thèse, 2010, *op cit*, p.53.
[1358] MANDJEM (Yves Paul), 2010, *op cit*, p.54.
[1359]BOUVIER (Paule) en coll. avec BOMBOKO (Francesca), *Le Dialogue inter congolais*…, *op. cit.* ;
[1360]EL HACEN OULD LEBATT (Mohamed), *Facilitation dans la tourmente*…, *op cit*,
[1361]AYISSI (Anatole N.), « Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective », Travaux de recherche de l'UNIDIR (New York et Genève), n° 27, 1994 ;
[1362]SMOUTS (Marie Claude), *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, pp. 140-143
[1363]DOOB (Léonard W.), *La résolution des conflits*, Nouveaux Horizons/âge de l'Homme, 1984.
[1364]SINDJOUN (Luc) et BACH (Daniel), « Ordre et désordre en Afrique », Introduction générale, in *revue Camerounaise de Science Politique*, vol. 4, n° 2, novembre
[1365] MANDJEM (Yves Paul), Thèse, 2010, *op cit*, p.56.
[1366] SUR (Serges), *Les dynamiques du droit international*, Paris, Pedone, 2012, 932 pages.
[1367]SEMELIN (Jacques), *Purifier, détruire*, Paris, Seuil, 2005
[1368]ALLEN (Tim), « The International Criminal Court and the invention of Traditional Justice in Northern Uganda », in *revuePolitique africaine*, n° 107, octobre 2007, pp. 147-166.

Sandrine LEFRANC[1369], Army ROSS[1370] ; Hannah ARENDT[1371], Monica NALEPA[1372] ; Roland MARCHAND[1373] ou encore Paul RICOEUR[1374]. Pour ce qui est de l'approche stratégique, elle insiste sur :

> *« La dimension tactique du comportement des acteurs individuels et collectifs pour expliquer des confrontations internes violentes, des phénomènes révolutionnaires et plus particulièrement la sortie de conflit[1375] ».*

Portée par Michel DOBRY[1376], cette approche décrypte le jeu des intérêts qui guident les acteurs engagés dans les stratégies de sorties de crises. Celle-ci peut aussi prendre la forme de la paix démocratisation, telle qu'imaginée par des auteurs tels que : Emmanuel KANT[1377], Michael DOYLE[1378] ou encore Bruce RUSSETT[1379]. Enfin, Yves Paul MANDJEM propose la mise en place des institutions de sorties de crises. Toutefois, le recours aux Sociétés Militaires et de Sécurité Privées ne s'inscrit dans aucune de ces catégories de sorties résolutions des conflits, dans la mesure où elle participe davantage à l'approche par la puissance.

Cette approche qui privilégie le recours à la force, a déjà été étudiée par Yves Alexandre CHOUALA pour expliquer la principale innovation de l'Union Africaine (UA) par rapport à l'OUA[1380]. Dans le cadre de ce travail, nous voulons mobiliser l'approche de gestion

---

[1369]LEFRANC (Sandrine), *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002, pp. 15-18. Voir aussi LEFRANC (Sandrine), « Mémoire et violences politiques en Amérique du Sud. Le cas du Pérou », in *revue Esprit*, janvier 2004, p. 57.

[1370]ROSS (Amy), « Les politiques de vérité ou la vérité sur les politiques ? Amérique latine et Afrique du Sud : Leçons d'expériences » in MARCHAL (Roland) (coord.), Dossier *Justice et Réconciliation : ambiguïtés et impensés*, in *Politique africaine* n° 92, 2003, pp. 18-38

[1371]ARENDT (Hannah), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 ; voir également GARAPON (Antoine), *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner*, Paris, Odile Jacob, 2002.

[1372]NALEPA (Monika), « To punish the guilty and protect the innocent. Comparing truth revelation procedures », *Journal of Theoretical Politics* 20(2), 2008, pp. 221-245.

[1373]MARCHAL (Roland), « Justice internationale et réconciliation nationale. Ambiguïtés et débats », Introduction au thème, in MARCHAL (Roland) (coord.), Dossier *Justice et Réconciliation : ambiguïtés et impensés*, *Politique africaine* n° 92, 2003, pp. 5-17.

[1374]RICOEUR (Paul), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, pp. 627-628.

[1375] MANDJEM (Yves Paul), Thèse, *op cit*, p.64.

[1376] On parle de mobilisation, lorsque les ressources données s'insèrent dans une ligne d'action, ou mieux, un coup, et ce uniquement dans un contexte conflictuel, DOBRY (Michel), *Sociologie*…, *op. cit*., p. 21.

[1377]KANT (Emmanuel), *Vers la paix perpétuelle* publié en 1795.

[1378]DOYLE (Michael), "Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs", in BROWN et al. (eds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1996, p. 3-57.

[1379]RUSSETT (Bruce), *Grasping the Democratic Peace*, Princeton, Princeton University Press, 1993. Des extraits de cet ouvrage se trouvent dans la collection de M. Brown et al. (eds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1996, p. 58-115

[1380] CHOUALA (Yves Alexandre), « Puissance, résolution des conflits et sécurité collective à l'ère de l'Union Africaine. Théorie et pratique », in *Revue AFRI, Annuaire français de relations internationales*, Vol. VI, Bruxelles, Editions Bruylant, pp .288-306.

de crise par la puissance pour qualifier le positionnement des Sociétés Militaires Privées face aux conflits en général, et en particulier en Afrique Centrale. Pour évaluer l'efficacité de cette posture, nous partirons de l'analyse des interventions des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans la stratégie interventionniste des Etats Unis (1) afin d'esquisser des perspectives de leur action en Afrique centrale (2).

1. L'échec du recours aux SMSP dans la stratégie de lutte contre le terrorisme ou les leçons du voyage de Gulliver en Lilliput

Dans son roman éponyme, Jonathan SWIFT raconte les aventures de GULLIVER, un aventurier qui échoue sur les rives d'un étrange pays constitué des lilliputiens, ces petits hommes qui ne tarderont pas à le ligoter et à le retenir captif[1381]. Cette allégorie romanesque qui met en scène les limites de la toute-puissance a été reprise par Stanley HOFFMAN pour rendre compte des inconvénients et des limites de la politique étrangère interventionniste des Etats-Unis[1382]. Dans le même sillage, Alexandra de HOOP SCHEFFER emprunte la figure shakespearienne de Hamlet pour décrire le désastre de l'intervention américaine en Irak en 2003[1383]. Ainsi, de nombreux auteurs se sont déjà penchés sur les limites de la politique interventionniste des Etats Unis à travers le monde. Toutefois, la plus-value de notre contribution consistera à analyser l'impact des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans ce messianisme interventionniste. Pour ce faire, nous allons analyser les différents théâtres d'interventions où les américains ont eu recours aux SMSP afin d'en évaluer les résultats l'impact sur la sécurité régionale et internationale.

En effet, la présence des entités privées sur le sol américain remonte en fait à la guerre d'indépendance de 1812.Toutefois, le recours aux Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans l'action internationale des Etats pourrait remonter à 1951 lorsque le groupe Land -*Air inc*, devient la première Société Militaire et de Sécurité Privée à obtenir un contrat du Gouvernement américain[1384]. Transformée en *DynCorp*, cette SMSP soutient les forces américaines depuis la guerre de Corée de 1950, tout comme, elle apporta un soutien aérien à l'armée vietnamienne contre les Viêt-Cong de 1964 à 1971, tout en étant chargée d'assurer la

[1381] SWIFT (Jonathan), *Gulliver'sTravels,* London, Benjamin MOTTE, 1726, 383 p.
[1382] HOFFMAN (Stanley), *Gulliver empêtré : essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Seuil, 1971, 636 pages
[1383] DE HOOP SCHEFFER (Alexandra), *Hamlet en Irak*, Paris, CNRS Editions, 160 Pages.
[1384] ISENBERG (David), *Shadow Force. Private Security Contractors in Iraq*, London, Greenwood Publishing Group, 2009, p.2.

maintenance des avions américains[1385]. Cette Société de Sécurité Privée était également présente aux cotés américains dans le cadre de l'opération Restore Hope en Somalie en 1991, tout comme au Rwanda, en Haïti, en Arabie saoudite, au Kosovo, en Equateur, au Qatar, en Bosnie, au Panama, en Corée et au Koweït[1386].

Depuis la fin de la guerre froide, la contractualisation des firmes privées s'est considérablement accrue. En effet, avec la baisse des effectifs de l'armée, les SMSP sont devenues des partenaires de choix dans les différentes campagnes à l'extérieur. C'est en fait à partir de 1995 que les SMSP vont tout d'abord former les soldats croates aux tactiques de contre-offensive et assistance[1387], avant d'apporter un soutien logistique à la *Kosovo Force* (KFOR) avec des entreprises telles que : *Military Professional Resources* (MPRI)[1388], *Dyncorp* et *Sandline International,* HEB[1389], *Henderson Risk Limited*, et *Henderson Asset Protection,* pour un contrat de 2.350.000 d'Euros par an en 2010[1390].

Après les Balkans, c'est en Amérique Latine que les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées vont s'illustrer, notamment en Colombie, au Mexique et au Pérou. Si en Colombie, les SMP sont intervenues pour appuyer le Plan Colombie visant à renforcer l'Etat dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et la prolifération des groupes armés[1391]. Au Mexique et au Pérou, elles seront utilisées pour lutter contre la grande criminalité. Outre ces deux théâtres, ces entreprises privées vont aussi intervenir de façon significative en Afghanistan et au Proche-Orient.

L'implication massive des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afghanistan, participe d'une dynamique de reconstruction de l'État, suite à l'opération militaire « *Enduring*

[1385]ISENBERG (David), *op cit*, 2009, p.2.
[1386]*Ibid*, p.3.
[1387] DARANTIERE (Philippe), *op cit*, p.108.
[1388] MPRI aurait gagné des contrats de formation militaires en Croatie in DOUGLAS (Ian) et al, *op cit,* p.114.
[1389] Dans le cadre de la Politique Européenne de Défense et de Sécurité (PESDC), l'UE va déployer quatre missions dont deux militaires (*Concordia* en ex-République yougoslave de Macédoine en 2003, puis, EUFOR-ALTHEA en Bosnie Herzégovine en 2004) et deux civiles (*European Union Mission in Bosnia-Herzégovine* (EUPM) en 2010 et *European Union Rule of Law Mission* (EULEX) au Kosovo). In BAGAYOKO-PENONE (Niagalé), « Les politiques européennes de prévention et de gestion des conflits en Afrique subsaharienne », in *revueLes champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix*, IRSEM, 2004, n°16, p.109.
[1390]KRAHMANN (Elke), *The role of private security companies (PSCs) in CSDP missions and operations,* Directorate- general for *external policies*, European Parliament, Belgium, 2011, p.13.
[1391] Parmi les sociétés Militaires impliquées pendant la guerre contre les FARC en Colombie, nous pouvons citer entre autres : *Telford Aviation ; DynCorp ; Chenega Federal Systems ; Oakley Networks ; ITT* et *ARINC*. Voir à ce sujet PERRET (Antoine), « Private Military and Security Companies in Latin America: A regional challenge », in *Congress on Latin America Studies Association*, California, 2012, pp. 1-25.

Freedom » contre le régime des talibans[1392]. En effet, la Force Internationale d'Assistance (SFOR) qui est déployée dans la ville de Kaboul et ses environs à partir de 2001,[1393] travaille essentiellement, à y reconstruire un tissu politique viable. Après l'Afghanistan, c'est au Proche-Orient, précisément, en Irak que les SMSP vont massivement se déployer. C'est en réalité en marge de l'intervention militaire de la coalition anglo-américaine en Irak en 2003 [1394] que les SMSP vont envoyer plus de 190.000 hommes [1395] pour appuyer les armées engagées dans cette guerre.

TABLEAU N°25 : LES SMSP EN IRAK ET EN AFGHANISTAN

Américain	**Britanniques**	**Afghanes**	**Autres**
Dyncorp International : entrainement des forces et garde rapprochée	*Aegis*	*Watan Risk : protection de chantier*	*SNC-Lavalin : Protection des sites*
Kellog Brown and Root : entrainement	*Armor group Services*	*Global risk : Protection de chantier*	Australie : Compass
HEB : Formation	*Blue Hackle*	*Asia security Group*	Canada :Garda World
Army Cors of Engineers	*Control Risk*	*NLC Holding, Burhan Security, Shield*	Dubai : Unity OSG
Xe Services/Black Water : protection rapproché et formation de la police afghane	*Edinburg International,*	*Sherzai,*	
MPRI : conseil militaire	*Global Risk Group*	*Commando-Security (Escorte de voiture)*	
US Protection and Investigation	*Saladin Security Afghanistan : entretien des forces canadiennes*	*Commercial Security Group, IDG Security, Siddiki Security,*	
RONCO ; GSC ; EODT	*Olive Group*	*White Eagle Security Service*	
Strategic Solution and intl. Afghanistan	Hartt Security	Good Knight Security Services ;	

Source : Michel TURZI[1396].

[1392] Il leur a surtout été reproché de protéger le principal suspect des attentats du 11 septembre 2001, à savoir, Oussama BEN LADEN

[1393] Au plan politique cette intervention est parvenue à replacer les civils au pouvoir avec le gouvernement de KARZAI (Hamid) en 2001 qui sera remplacé par le président démocratiquement élu Ashraf GHANI en 2014, in TURZI (Michel), *The effects of Private Military and Security Companies and local populations in Afghanistan*, Pacini Editor, 2019, p.10.

[1394] MAMPAEY (Luc) et MEKDOUR (Mehdi), « La guerre en sous-traitance. L'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées », Bruxelles, in *Les Rapports du GRIP*, 2010, p.12.

[1395] Le Moyen Orient constitue certainement le théâtre majeur des Sociétés de sécurité militaires privées avec de très nombreux contingents de soldats privés venus de *Halliburton's Kellog* (KBR), *Black Water*, *MPRI*, et *DynCorp* et *Wagner*, qui ont été déployés en Iraq en 2001, en Afghanistan à partir de 2003, et en Syrie.

[1396] TURZI (Michel), 2019, *op cit*, p.21

En outre, ces acteurs privés sont intervenus sur de nombreux théâtres d'opération tels que la Libye, l'Ukraine et la Syrie. Dans le premier cas, faisant suite à l'intervention d'une coalition internationale sous commandement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui a fait tomber le régime de Mouammar AL KADHAFFI en 2017, la Libye est devenue un Etat fragile dont le pouvoir est partagé entre l'Armée Nationale Libyenne (ANL) du Général HAFTAR[1397] et le Gouvernement d'Union Nationale soutenu par la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye (MANUL)[1398], le Qatar, l'Italie, l'Union Européenne et la Turquie [1399].

Pour appuyer l'un et l'autre camp, de nombreuses SMSP telles que le français *Secopex*[1400] ; l'américain *Reflex Responses*[1401] ; les Russes *Wagner et Russkie System Bezopasnosti,* apportent un soutien logistique et opérationnel aux troupes du général HAFTAR alors que le groupe turc *SADAT International Defense Consultancy* soutient le régime du GUN. L'on peut aussi noter la présence des Sociétés Militaires et de Sécurité privées telles que : *Slavonic Corps Limited [1402]* ; *Wagner*[1403] et *SADAT International Inc.* En Afghanistan où la coalition internationale a déployé plus de 155 000 hommes [1404] et est restée pendant plus de vingt années, l'on a bien dû constater l'échec de la stratégie américaine et partant, celle des Sociétés Militaires Privées à ramener la paix dans un environnement mal maitrisé aux pratiques empreinte de connivence et de corruption[1405].

Au regard de ce qui précède, l'on peut accorder à Bertrand BADIE son scepticisme sur la capacité de la puissance militaire à venir à bout des nouvelles crises très complexes du Vingt et unième siècle. Comme il affirme d'ailleurs de façon claire au fur et à mesure que :

[1397] KHARIEF (Akram), « Lybie, le terrain de jeu russo-turc. Un afflux historique de mercenaires », in *Magazine Le Monde diplomatique*, septembre 2020, p.4

[1398] *Idem*.

[1399] MERGERISI (Tarek), « Les enjeux géostratégiques de la guerre civile en Libye », in Bulletin de la sécurité africaine, n° 37/Juin, 2020, p.8.

[1400] Sécopex est une SMSP qui a été créée par Pierre MARZIALLI en 2003, un ancien sous-officier français du 3e régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIM) de Carcassonne qui a trouvé la mort à Benghazi.

[1401] Cette société a été créée par Erik PRINCE, le propriétaire de Black Water, en 2011, elle s'est attelée à la formation des légionnaires à Abhu Dhabi pour une somme de 529 millions de francs, KHARIEF (Akram), *op cit*, p.4.

[1402] SUKHANKYN (Sergey), « Russian's PMCs in the Syrian Civil War: Firm Slavonic Corps to Wagner Group and Beyond », in *The Jamestown Foundation Review*, December 2019, p.5.

[1403] L'une des raisons de ces pertes fut la brouille entre Sergey SHOYGU, ministre de la Défense et Yevgeny PRIGOZHIN, in SUKHANKIN (Serghey) et HURSA (Alla), *op cit*, p.7.

[1404] MICHAILOF (Serge), *Afghanistan : autopsie d'un désastre. 2001-2021 : Quelles leçons pour le sahel* ? Paris, Gallimard, 2021, p.54.

[1405] *Ibid*, p.124.

« *la menace devient plus diffuse, la puissance perd de sa pertinence*[1406] », et devient impuissante. Il en va ainsi des Etats-Unis comme de toute stratégie axée sur la maximisation de la puissance à travers le recours aux SMSP sur des théâtres de guerre au Kosovo, en Somalie, en Irak, en Afghanistan, au Mali ou en Centrafrique. Après cette démonstration qui s'est attelée à nuancer l'efficacité de l'approche par la puissance dans la résolution des crises en général, et celle du recours aux SMSP en particulier, l'on peut douter de leur efficacité dans les contextes africains marqués par leur complexité. C'est du moins ce que nous allons démontrer dans la suite de ce travail.

2. Quelles perspectives pour la résolution des crises en Afrique Centrale ?

L'objet de cette dernière analyse est de mettre en exergue les limites de l'action des Sociétés Militaires Privées sur la résolution des crises politiques en Afrique centrale. Pour ce faire, nous partirons de l'analyse des théâtres précédents que sont : l'Irak ; l'Afghanistan ; le Kosovo ou encore la Syrie et la Libye, pour faire une prospective en Afrique centrale. En effet, alors que la Sierra Leone est en proie à la guerre civile, l'ECOMOG sous les auspices du Nigéria a initié une intervention militaire appuyée par le Gouvernement Blair pour restaurer le gouvernement d'Ahmed TEJAN KABBAH en 1998[1407]. Cependant, des années après cette intervention, la Sierra Leone s'est à nouveau enlisée dans la guerre. Sur le territoire africain, les SMSP sont présente sur deux théâtres majeurs de conflits, d'une part, en Centrafrique et d'autre part, au Mali. Au regard des expériences précédemment évoqués ailleurs et en Afrique, nous pouvons dire que, ces acteurs risquent à bien des égards, de ne pas avoir un impact significatif dans la résolution des crises en Afrique centrale.

Tout d'abord, en raison de la nature trop militaire et généralement conjoncturelle des interventions des SMSP, qui ne leur permet pas véritablement de toucher les causes profondes des conflits en Afrique et d'autre part, eu égard, à la complexité de ces crises. En République centrafricaine, par exemple, l'instabilité est à la fois le fruit d'une désorganisation des forces de l'ordre et d'une fragilité des institutions due aux appétits des hommes politiques. Dans cette configuration, l'approche militaire qui est celle des Sociétés Militaires privées, ne permettra que de calmer momentanément la virulence des groupes armés sur le terrain et d'accorder un bref répit à un régime fragilisé. Ce constat pourrait aussi bien s'étendre à la RD

[1406] BADIE (Bertrand), *L'impuissance de la puissance*, Paris, Fayard, 2004, p.35.
[1407] BANEGAS (Richard), 1998, *op cit*, p.1.

Congo malgré une consolidation progressive du jeu démocratique. Toutefois, tant que les SMSP ne vont pas intégrer la dimension civile dans leur palette de service, leur impact sur la stabilisation des Etats africains restera superficiel.

Qui plus est, comme nous l'avons montré dans les précédentes pages, les SMSP par leur tendance à la violation du droit international et partant, au pillage des ressources naturelles, semblent bien peu occupées par la résolution des crises africaines, mais bien plus par leurs intérêts pécuniaires. Toute chose qui les fait apparaitre bien plus comme des outils de renforcement des régimes autoritaires qui veulent s'accrocher au pouvoir.

Ce parti pris politique les rend incapables, si elles en avaient d'aventure la volonté, d'intervenir dans le processus de résolution des crises. Cet état de chose explique à bien des égards la situation de chaos que l'on a observé en Afghanistan, en Irak et en Libye. Aussi, pensons-nous en définitive, que la résolution des crises africaines doit avant toute chose revenir aux africains eux-mêmes et non à des acteurs externes quel qu'ils soient. La complexité des crises africaines impose une approche endogène et profonde de leur résolution. Or, les SMSP ne disposent, ni de l'expertise nécessaire, ni de l'expérience souhaitable en la matière. Leur recourt devrait donc se limiter à quelques taches sporadiques et être davantage orientées vers le renforcement des capacités africaines en vue de développer et renforcer les dispositifs nationaux, sous régionaux et continentaux de gestion des crises.

CONCLUSION PARTIE II

Parvenus au terme de cette deuxième articulation de notre travail, nous rappelons qu'elle a consisté à démontrer que l'action des SMSP en Afrique centrale est davantage, portée par des dynamiques géopolitiques et qu'elle est porteuse de danger à la fois, pour la construction de la démocratie, l'Etat de droit et la stabilité de la sous-région.

CONCLUSION GENERALE

Parvenus au terme de ce travail qui s'est donné pour objectif d'expliquer la privatisation de la sécurité en Afrique centrale en insistant sur les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées, de nombreux d'outils ont été mobilisé pour conduire la démonstration centrale de ce travail. Pour faire un bilan de cette thèse, il apparait évident qu'un certain nombre d'observations peuvent s'imposer tant sur le plan théorique et épistémologique (Section I) qu'au niveau empirique (Section I).

SECTION I : BILAN THEORIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE DE L'ETUDE

Pour faire le bilan de cette étude, nous pourrions commencer par la dimension théorique (Paragraphe I) avant de revenir sur les éléments épistémologique (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : BILAN THEORIQUE DE L'ETUDE

Pour procéder au bilan théorique de cette étude, nous partirons de l'opérationnalisation des cadres théoriques que sont respectivement le transnationnalisme et le Néoréalisme (A) et de la vérification des hypothèses (B).

A. L'OPERATIONNALISATION DES CADRES THEORIQUES

Nous allons rendre compte de l'effectivité de l'usage que nous avons fait du Néoréalisme (1) et du transnationalisme (2).

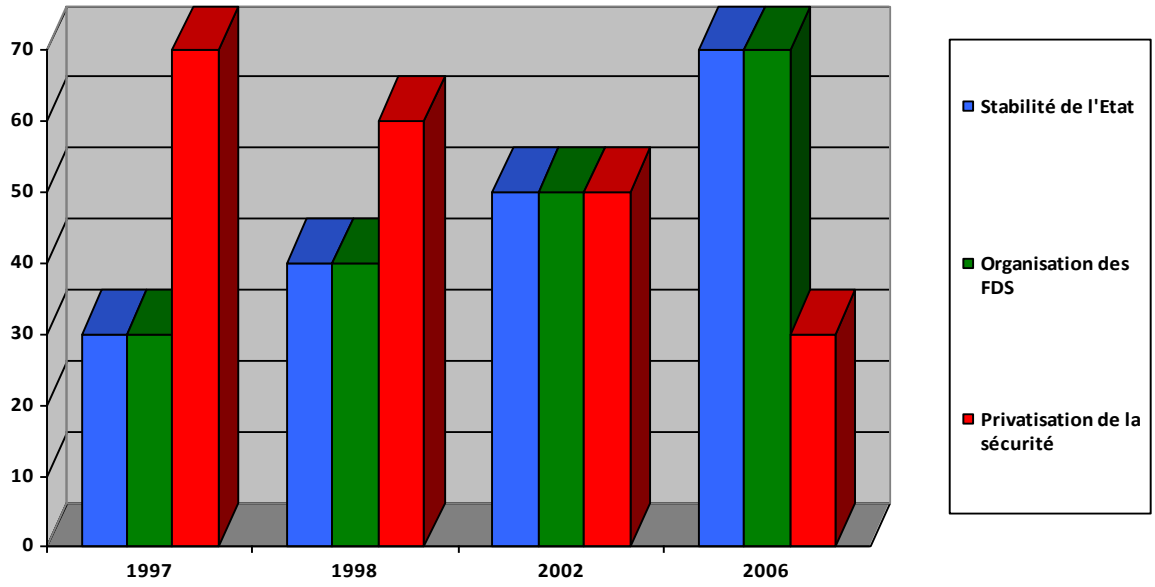
1. L'effectivité du Transnationalisme dans l'analyse de la privatisation en Afrique centrale

Dans le cadre de cette thèse, la théorie Transnationale a été utile à trois niveaux différents. Tout d'abord, elle nous a permi de comprendre l'importance des ateurs nn étatiques dans les politiques de sécurité des Etats de l'Afrique centrale. Ainsi, il ressort que celles-ci, sont davantage marquées par une hybridation. Ensuite, ce cadre théoriqque a été utile, dans la mesure ouu il a rendu intelligible la montée en puissances des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans la fabrication et la production de la sécurité au Cameroun, en RD Congo et e Centrafrique. Enfin, le Transnationnalisme a servi de boussole pour mieux rendre compte de la multiolicité des taches que les Etats confient désormais aux SMSP en Afrique centrale. D'autre part, ce travail a mobilisé un deuxième cadre théorique, à savoir : le Néoréalisme.

Dans ce travail, la théorie Transnationale permet de mettre en exergue la contribution des acteurs privés dans les relations internationales et permet d'apprécier la montée en puissance des SMSP dans le champ sécuritaire sous régional. La théorie Transnationale nous a permis de cerner les deux principales dynamiques qui structurent la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. D'une part, il s'est agi, pour l'Etat, de faire face, de façon efficiente et efficace aux défis sécuritaires posés par les groupes rebelles, le grand banditisme, ou encore les pirates dans le golfe de guinée.

D'autres part, il ressort que la privatisation de la sécurité obéit à une logique d'opportunisme qui permet aux Etats de mieux faire face à leurs défis de politique intérieure et internationale. Ainsi, la privatisation de la sécurité devient le nouvel outil de la survie des Etats face aux nouvelles contraintes éthiques et stratégiques de la scène internationale. En outre, le Transnationalisme permet de comprendre les éléments qui expliquent fondamentalement la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. A ce propos, les deux principaux déterminants permettant d'expliquer la privatisation de la sécurité en Afrique centrale sont respectivement : la faiblesse de l'Etat et la régionalisation des nouvelles dynamiques globales de la sécurité privée. L'on peut dire que, la privatisation de la sécurité est inversement proportionnelle à la faiblesse de l'Etat et à la faible institutionnalisation de ses Forces de défense et de sécurité comme le montre le tableau ci-après :

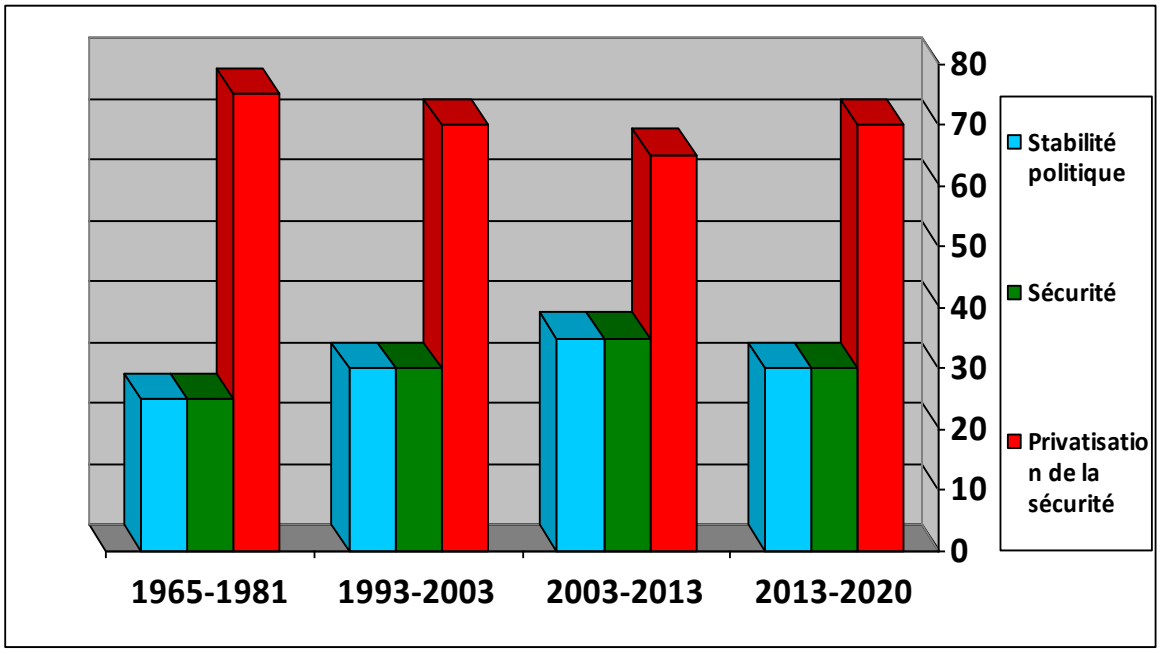
GRAPHIQUE N°4 : LE NIVEAU DE PRIVATISATION DE LA SECURITE EN RDC



Source : Auteur.

NB : Interprétations du graphique : L'on réalise bien qu'au fur et à mesure que la RDC sombre dans la conflictualité, l'intervention des acteurs privés augmente. En 1997, par exemple, lorsque le pays entre dans une première guerre qui oppose les FDR de Laurent Désiré KABILA aux Forces de Défense et de Sécurité du Zaïre fidèles à Joseph Désiré MOBUTU, l'Etat et les Forces de Défense et de Sécurité congolaises s'affaiblissent en raison des multiples défections, et le nombre d'acteurs privés intervenant dans le pays augmente. En 2002, lors de la deuxième guerre du Congo qui oppose la RDC à ses anciens alliés ougandais et Rwandais. Cependant, en 2006, avec l'accord de paix global et l'élection du président THSISEKEDI, le pays se stabilise et le nombre d'acteurs privés intervenant dans le secteur de la sécurité baisse considérablement. Un même constat peut aussi être fait sur la situation en Centrafrique, comme le montre le second graphique.

GRAPHIQUE N°5 : EVOLUTION DU NIVEAU DE PRIVATISATION DE LA SECURITE EN RCA

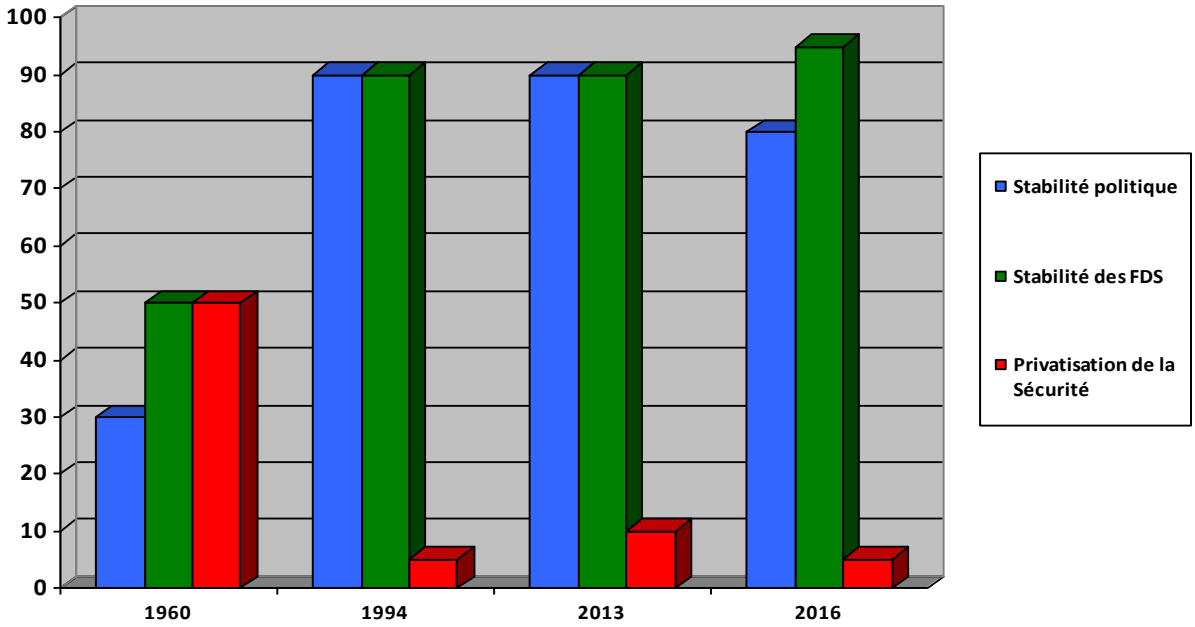


Source : Auteur.

NB : Interprétation du graphique : Nous constatons que chaque fois que la Centrafrique connait un coup d'Etat, le niveau de privatisation de la sécurité augmente dans le pays. Ainsi, nous avons divisé l'insécurité en RCA en quatre séquences qui vont respectivement de 1965 avec le coup d'Etat de la Saint Sylvestre réalisé par Jean-Bedel BOKASSA contre le président David DACKO, jusqu'en 2021 avec l'élection du président

TOUADERA. L'on peut donc constater que l'instabilité permanente du pays est inversement proportionnelle à l'intervention des acteurs privés dans le champ sécuritaire. L'on y dénombre entre autres des mercenaires, les archers peulhs, des milices, des sociétés de sécurité et aussi des Sociétés Militaires Privées. Les résultats de ces deux premiers exemples sont confortés par ceux du Cameroun tels qu'ils sont visibles sur le graphique ci-après :

GRAPHIQUE N°6 : PROGRESSION DE LA PRIVATISATION DE LA SECURITE AU CAMEROUN



Source : Auteur.

NB : L'interprétation de ce graphique qui est construit autour des principales zones temporelles d'instabilité du Cameroun que sont les indépendances avec le maquis (1960) ; la crise avec le Nigéria au sujet de la Presqu'ile de Bakassi (1994) ; le début des attaques de la secte Boko Haram dans la province de l'Extrême Nord (2013) et enfin, le début de la crise dans les Régions du NOSO. L'on se rend compte qu'en raison de la stabilité de l'Etat et de ses forces de défense et de sécurité, le niveau de privatisation de la sécurité reste très faible au Cameroun, nonobstant l'intervention des populations civiles dans la lutte contre le maquis dès 1960 et l'implication des comités de vigilance dans la lutte contre Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord. L'on peut donc conclure grâce à la théorie Néoréaliste, la privatisation de la sécurité en Afrique centrale dépend à la fois de la stabilité politique et du niveau d'organisation des Forces de Défense et de sécurité.

2- L'operationnalisation du Néoréalisme dans l'étude de la sécurite privée en afrique centrale

Nous analyserons l'opérationnalisation du Néoréalisme à l'aune de sa capacité à permettre de lire la collision avec les intérêts des Etats dans la privatisation de la sécurité (a) et la conceptualisation de la guerre par procuration en Afrique centrale (b).

a. Les SMSP comme continuation de la politique de puissance des Etats par d'autres moyens en Afrique Centrale

Analyser l'action des Sociétés Militaires Privées comme la continuation de la politique de puissance des Etats par d'autres moyens revient à mettre en exergue une profonde mutation dans la conduite diplomatico-stratégique des Etats. Ainsi, la théorie néoréaliste a permis d'analyser le dédoublement actantiel des Etats dans un contexte marqué par la réduction des capacités militaires et le contrôle parlementaire de l'Armée dans les pays du Nord.

Les acteurs privés ont aussi permis à certaines puissances moyennes comme la Russie, Israël et l'Afrique du Sud de se positionner dans la sous-région Afrique centrale et de se faire une place de choix dans un espace convoité. Enfin, nous avons pu voir la façon dont les puissances sous régionales comme l'Ouganda, le Rwanda et le Tchad instrumentalisent les milices privées pour contrôler l'espace et les ressources de la République Démocratique du Congo et celles de la Centrafrique. La théorie néoréaliste permet aussi d'analyser les Sociétés Militaires et de sécurité Privées comme les acteurs majeurs de la nouvelle guerre par procuration que se livrent les principales puissances internationales pour le contrôle de l'Afrique centrale. Cette théorie néoréaliste s'est notamment matérialisée dans ce travail à travers le concept de *Proxy War* (guerre par procuration)qui permet de rendre compte de la mutation des rivalités géostratégiques dans le monde en général, et en Afrique centrale en particulier.

La lutte pour le contrôle des ressources naturelles (or, diamant, bauxite, fer, métaux rares etc.) et de l'espace en Afrique centrale, ne se fait donc plus directement par les Etats, mais s'appuie de plus en plus sur les acteurs privés comme les Sociétés Militaires Privées (SMP). Cette mutation essentielle démontre s'il en était besoin, que les Sociétés Militaires et de sécurité Privée sont désormais les acteurs à part entière de la politique étrangère des Etats. Toute chose qui concoure au dépassement des certitudes de la théorie transnationale des Relations internationales.

b. Le Néoréalisme à travers la conceptualisation de la guerre par procuration via les SMSP en Afrique centrale

Le néoréalisme a été mobilisé comme deuxième cadre théorique dans cette étude, il nous a notamment permis de comprendre la façon dont les Etats s'ajustent aux nouvelles donnes éthiques et aux restrictions capacitaires de la mondialisation. Pour ce faire, deux principaux arguments peuvent être mobilisés. Tout d'abord, la démonstration est faite que les Etats ne sont plus les seuls acteurs des Relations internationales stratégiques africaines, mais encore, que de nouveaux acteurs ont émergé dans le champ sécuritaire en Afrique centrale.

A côté du sacro-saint principe de la souveraineté, une nouvelle dynamique de privatisation a émergé en faveurs des Sociétés Militaires et de sécurité privée au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique. Nous pouvons donc dire que le néoréalisme nous a permis de comprendre que la projection des Etats se fait aujourd'hui à travers une instrumentalisation des acteurs privées tels que les SMSP. La théorie néoréaliste a aussi laissé éclater une nouvelle dynamique géopolitique dont les groupes privés constituent les acteurs majeurs. Ainsi, dans un contexte international marqué par la stigmatisation du recours à la force et la baisse des capacités des Etats, le néoréalisme permet de cerner la mutation de la puissance à travers les Sociétés Militaires Privés qui deviennent dès lors, les sous-traitants des ambitions géostratégiques des grandes puissances occidentales et régionales en Afrique centrale.

L'on peut y déceler le positionnement des pays émergents tels que la Russie qui instrumentalisent les groupes privés pour se positionner dans la sous-région. Les relations internationales africaines connaissent dès lors une évolution vers une dynamique sécuritaire post étatique qui n'échappe tout de même pas aux Etats. L'on peut donc désormais parler de dédoublement actantiel de l'Etat qui veut garder sa souveraineté en contrôlant sa souveraineté et à sous-traiter des pans de cette compétence en la confiant aux acteurs non étatiques qui agissent dès lors comme des compléments de son action. Analysons à présent le niveau de vérification de l'hypothèse centrale de l'étude qui est la conjoncture fluide.

B. VERIFICATION DES HYPOTHESES DE LA THESE

1. L'hybridité comme caractéristique des nouvelles dynamiques de la production de la sécurité

Cette première hypothèse qui est d'ailleurs centrale, s'attèle à rattacher la privatisation de la sécurité en Afrique centrale à son alignement sur les nouvelles dynamiques hybrides de

production de la sécurité. Nous avons donc démontré qu'en réalité, que ce soit en Occident, en Amérique ou en Afrique, l'hybridité, c'est-à-dire le partage de la production de la sécurité, est devenue, uneréalité. Ainsi, la présence des SMSP en Afrique centrale ne saurait être un évènement en soi, mais participe davantage d'une manifestation de l'hybridation de la sécurité, qui est présente à travers le monde et ce, sous plusieurs formes. Toutefois, la particularité de l'hybridation de la sécurité en Afrique centrale, réside dans le fait que, par la vacuité de ses cadres juridico-institutionnelles et la dimension opportune et instrumentale de son action, elle participe davantage d'une logique de bricolage sécuritaire. Pour ainsi dire, qu'elle relève d'une action menée dans l'urgence et sans véritable vison stratégique. Outre cette hypothèse centrale, nous avons aussi vérifié les postulats secondaires donc le plus important est celui de la conjoncture critique comme matrice de la privatisation de la sécurité en Afrique centrale.

2. La conjoncture fluide comme hypothèse matrice d'analyse des niveaux de la privatisation de la sécurité au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique

Pour vérifier notre hypothèse centrale, à savoir la conjoncture critique comme matrice de la privatisation en Afrique centrale, nous avons, tout au long de ce travail, démontré le lien entre l'inadaptabilité politique et le niveau de la privatisation de la sécurité. Ainsi, nous avons montré que, plus l'Etat est faible et instable, plus les acteurs privés, prennent une place importante dans les tous la production de la sécurité de l'Etat. Au regard de notre échantillon d'étude, nous constatons que les pays les plus exposés à la privatisation de la sécurité sont : la Centrafrique et la RDC, en raison de leur instabilité politique et de la faiblesse de leurs forces de défense et de sécurité.

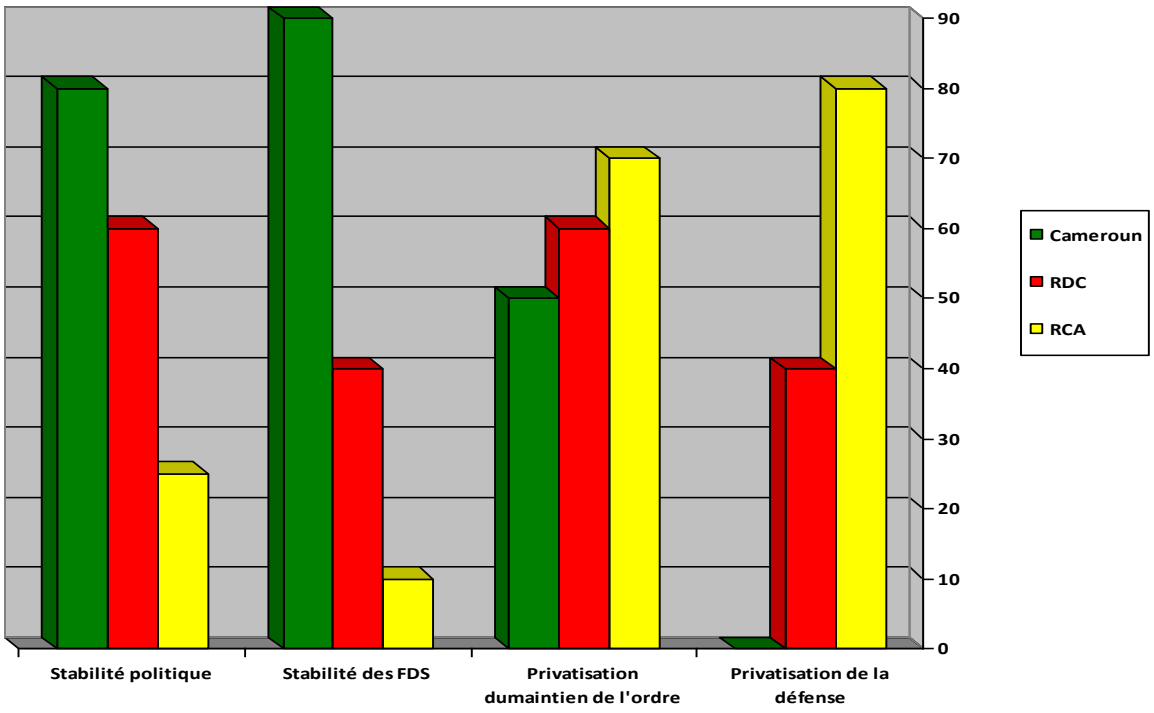
Au Cameroun par contre, pays relativement stable, avec des Forces de défense et de sécurité bien formées et professionnelles, la privatisation touche beaucoup plus le secteur du maintien de l'ordre avec les sociétés de gardiennage. L'on peut donc dire que l'insécurité structure une conjoncture favorable à la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. Nous pouvons faire deux constats majeurs, d'une part, celui de l'importance de la privatisation de la sécurité qui est inversement proportionnelle à la stabilité de l'Etat et de ses forces de défense et de sécurité. Ensuite, l'on a constaté que, plus l'Etat est faible, plus importante est l'intervention des acteurs privés dans sa sécurité et sa défense.

Si au Cameroun, l'on observe l'intrusion des acteurs privés dans le maintien de l'ordre (Sociétés de gardiennage), la formation, le conseil militaire et le soutien logistique,

l'importance de ces acteurs privés en RD-Congo et en Centrafrique, va jusqu'au niveau tactique avec la présence des groupes privés, sur les différents théâtres d'opération où l'Etat est amené à faire face à des menaces.

Le graphique ci-après permet de rendre compte de cette réalité.

GRAPHIQUE N°7 : COMPARATIF DE LA PRIVATISATION DE LA SECURITE AU CAMEROUN, EN RDC ET RCA



Source : Auteur.

NB : En conclusion, nous pouvons dire que l'ampleur de la privatisation de la sécurité est inversement proportionnelle à l'importance de la conjoncture fluide qui traverse les Etats de la sous région. Elle est marquée à la fois, par l'affaiblissement des Forces de Défense et, induit, une destigmatisation de l'altérité sécuritaire. Passons à présent au bilan empirique de l'étude.

NB : Parvenus au terme de notre étude, nous avons pu vérifier notre hypothèse du bricolage sécuritaire. Pour le faire, nous avons constaté une absence de stratégie dans l'usage que les pays de l'Afrique centrale font de ces acteurs. Qui plus est, en analysant les cadres juridiques et institutionnels décidés aux SMSP, l'on constate un flou qui relève une fois encore, de l'impréparation. Enfin, au regard des dynamiques instrumentales et de l'impact mitigés des SMSP sur la sécurité des pays de la sous région, l'on se rend que ces dispositifs sont plus

orientés vers la préservation des intérêts que vers la sécurité de la sous région. Qu'en est il du Bilan épistémologique ?

PARAGRAPHE II : BILAN EPISTEMOLOGIQUE DE L'ETUDE

Le bilan épistémologique de ce travail s'attache à souligner les principales innovations scientifiques de ce travail. Pour ce faire, nous mettrons l'accent sur l'approche endogène des Sociétés Militaires Privées dans ce travail (A), mais aussi, la mobilisation du concept géopolitique de *Proxy War* (B).

A. UNE APPROCHE ENDOGENE DES SMSP ADAPTEE AUX REALITES DE L'AFRIQUE CENTRALE

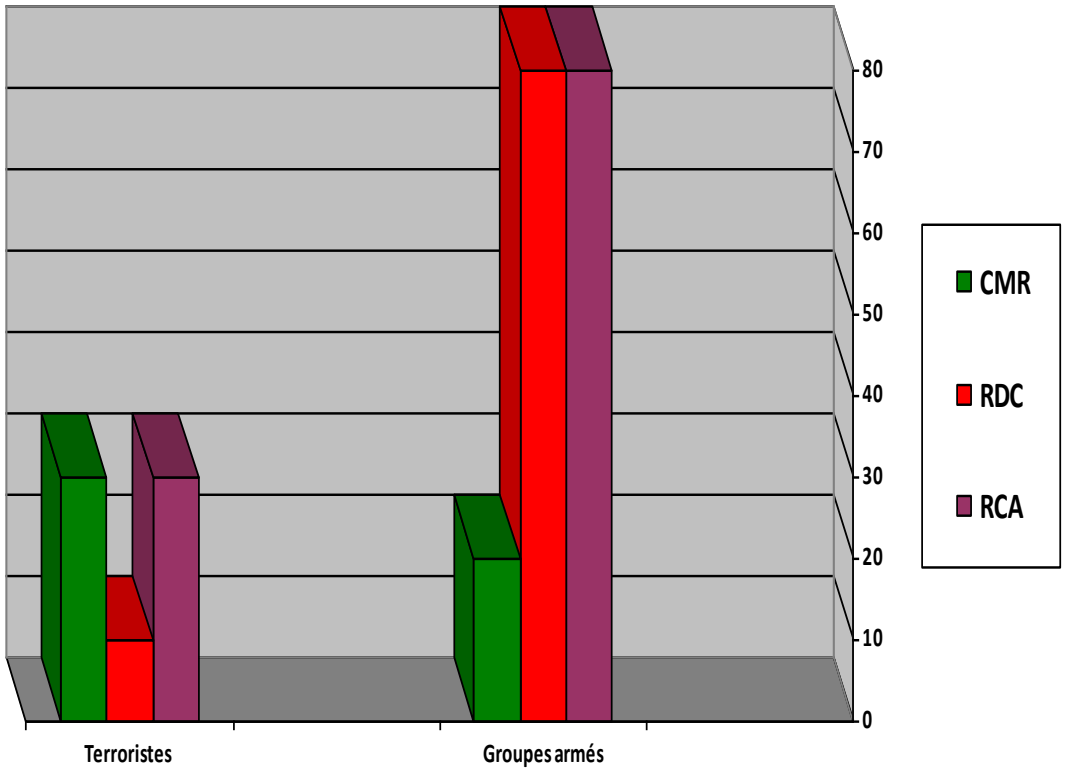
Au rang des principales innovations de ce travail, nous avons la mobilisation d'une **approche endogène des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées,** qui est assez distincte de celle répandue dans la littérature. En effet, les SMSP sont généralement définies comme des entreprises privées qui vendent leur service de sécurité contre de l'argent. Ainsi, cette définition a semblé limiter la conception de ces entités aux entreprises occidentales telles que *CACI*, Black water, MPRI, *Executive Outcomes, Black Water, DynCorp, CACI, BlakCube, Wagner, SADDAT International* etc.

Or, à travers une approche endogène, nous avons pu prendre en compte des entreprises *sui generis* telles que les groupes armés, les gardiens, les archers ou les milices privées en Afrique centrale. Aussi, pour rendre compte de la réalité géopolitique de l'Afrique centrale, nous avons aussi pris en compte les acteurs privés de la sécurité, dont l'action peut être comprise par l'émergence des acteurs spontanés tels que les groupes d'autodéfense ou encore, les mobilisations communautaires qui peuvent ou limitée dans le temps et qui ne participent pas nécessairement d'une logique de mercantilisation de la sécurité.

En outre, nous avons identifié une typologie d'acteurs, les milices privées, notamment en RDC et en RCA, qui vendent leurs services contre rémunération. Ces groupes, du fait de leur fonctionnement, semblent remplir les conditions nécessaires pour être considérés comme des Sociétés Militaires Privées. En intégrant ces milices privées telles que le MLC de Jean Pierre MBEMBA, ou encore le FPRC qui protège certaines sociétés étrangères dans le Nord-est du pays.

Ainsi, l'approche socio anthropologique des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale, permet de compte de montrer que l'Afrique centrale est une sous-région qui est inscrite dans la longue durée de la privatisation de la sécurité et dont le dynamisme en fait un théâtre majeur de la géopolitique des SMSP sur le continent. L'approche socio anthropologique de ces acteurs privés permet de démontrer que les pays de l'Afrique centrale ne sont pas seulement des consommateurs de l'expertise étrangère, mais qu'il dispose aussi d'une capacité endogène qui les aide à devenir des acteurs pertinents.

GRAPHIQUE N°8 : PRESENCE DES ACTEURS PRIVES DANS LES CONFLITS AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE



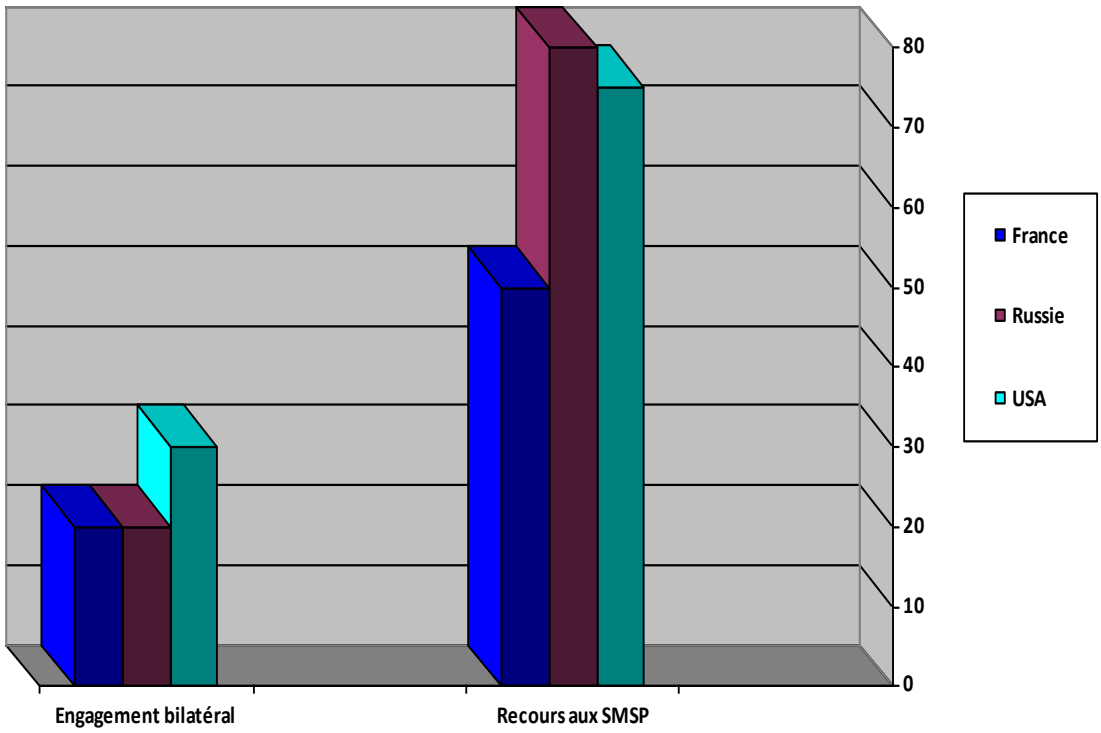
Source : Auteur.

B. L'OBJECTIVATION DE L'AFRIQUE CENTRALE COMME THEATRE MAJEUR DU « *PROXY WAR* » DANS LE CADRE DE CE TRAVAIL

L'on se rend compte ici que les Etats ont de plus en plus recoure aux acteurs privés que sont les Sociétés militaires privées pour accomplir les tâches liées à leurs engagements en

Afrique centrale. L'on peut dire que les acteurs privés deviennent véritablement les nouveaux acteurs de la guerre que se livrent les Etats pour le contrôle des ressources en l'Afrique centrale. C'est ce que démontre le graphique ci- après :

GRAPHIQUE N°9 : LES ENGAGEMENTS BILATERAUX ET PRIVES DES ETATS EN AFRIQUE CENTRALE



Source : Auteur.

Après le bilan théorique et empirique, âssons à présent au bilan eùpirique de cette étude.

SECTION II: BILAN EMPIRIQUE DE L'ETUDE

Dans le cadre de cette partie du travail qui est spécialement dévolue au bilan empirique de l'étude, nous analyserons tour à tour les difficultés rencontrées dans la réalisation de ce travail et des perspectives auxquelles il peut ouvrir. Pour ce faire, il serait judicieux de rendre compte d'une part, des difficultés rencontrées sur le terrain (Paragraphe I), et d'autre part, de prendre en compte les perspectives les plus importantes que soulèvent cette réflexion sur les Sociétés Militaires et de sécurité privées en Afrique centrale (Paragraphe II).

PARAGRAPHE I : LES DIFFICULTES INHERENTES A LA REALISATION DE CETTE ETUDE

Nous aborderons notamment, les difficultés dites systémiques ou générales (A) et celles plus spécifiques, relevant de la sensibilité du sujet (B).

A. LES DIFFICULTES SYSTEMIQUES OU GENERALES

En termes de difficultés d'ordre général, nous parlerons tour à tour de la pandémie à Covid 19 (1) et des difficultés financières rencontrées dans le cadre de cette l'étude (2).

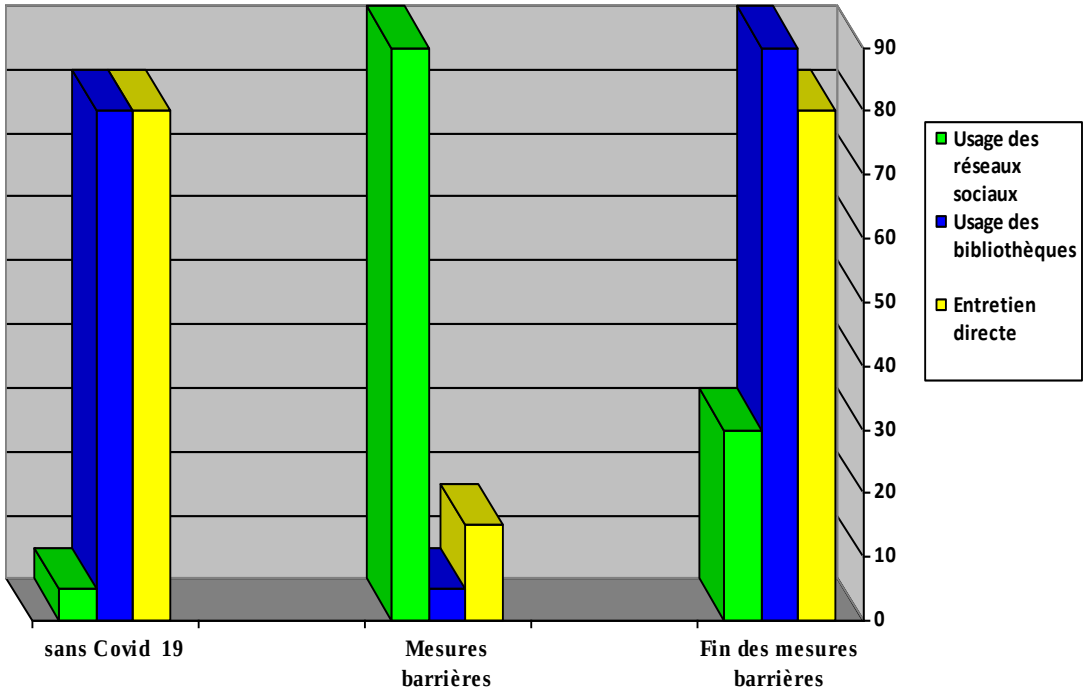
1. La survenance de la pandémie à covid 19

La survenance de la pandémie du COVID 19 a impacté cette recherche à trois niveaux différents. Tout d'abord, en rendant, l'accès aux bibliothèques et aux experts plus difficiles, mais aussi en réduisant les possibilités de déplacement vers les capitales étrangères. Pour ce qui est des centres de documentation et autres bibliothèques, il nous a été particulièrement difficile, voire impossible d'y avoir accès pendant un certain moment, en raison des contraintes imposées par le gouvernement camerounais, notamment, en termes de respect des mesures barrières et de restrictions d'accès au lieu publics.

En outre, cette étude a aussi fait les frais du Covid 19 dans la mesure où la survenance de cette pandémie a réduit les chances de rencontrer les experts civiles ou militaires dont la contribution était pourtant nécessaire à la réalisation de ce travail. En fin, notre étude a pâti des restrictions liées à la lutte contre le Covid 19 dans la mesure où, le Gouvernement camerounais a été obligé de procéder à la fermeture de ses frontières aériennes et d'imposer certaines mesures aux personnes qui souhaitaient se déplacer d'un pays à l'autre.

Pour contourner ces différentes difficultés, nous avons été obligés de recourir aux entretiens par visioconférence via des applications telles que « Zoom », *google meet* et par l'usage de certains réseaux sociaux tels que « *whatsapp* ». En outre, nous avons été contraints d'attendre que les mesures de restriction soient réduites afin de nous permettre d'avoir à nouveau, un accès à certaines bibliothèques nationales. Les entretiens avec les experts et personnes ressources se sont finalement fait via les réseaux sociaux. Un graphique ci-dessous dresse le bilan du recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la collecte des données de ce travail.

GRAPHIQUE N°10 : LA COLLECTE DES DONNEES DANS CETTE ETUDE



Source : Auteur.

L'interprétation des résultats montre clairement que, d'une part, les mesures barrières imposés par le gouvernement ont conditionné l'utilisation des réseaux sociaux tels que *whatssap* et Zoom, pour mener des entretiens avec les responsables militaires et ceux des sociétés de sécurité privées centrafricains et congolais. D'autre part, ces mesures barrières liés à la survenance de la pandémie à covid 19 en 2020, nous ont fortement amené à consulter des ouvrages, articles et thèses en ligne en ligne. En outre, nous avons rencontré des difficultés logistiques pour faire face à toutes les exigences de la rédaction de cette thèse de Doctorat.

2. Les difficultés logistiques et financières

Sans prétendre innover en la matière, nous dirons que la rédaction de ce travail a été confrontée aux difficultés financières. En réalité, nous aurions souhaité nous rendre dans plusieurs villes de notre pays et dans celles de la République Démocratique du Congo et en Centrafrique. Qui plus est, il aurait été loisible de rencontrer de nombreux experts civiles et militaires se trouvant parfois sur des sites lointains. Malheureusement, faute de moyens financiers suffisants, et ce malgré la bourse de mobilité obtenue du MINESUP[1408], nous avons

[1408] La bourse de mobilité pour l'année en cours est passée de 500 à 240.000 FCFA en 2023.

non seulement réduits le nombre de pays de notre étude à trois sur les onze que compte l'Afrique centrale.

Nous avons en outre focalisé nos recherches sur les capitales du Cameroun, de la RDC et de la Centrafrique. Les difficultés financières ont aussi été un obstacle dans l'acquisition des ouvrages et autres travaux les plus récents sur la sécurité privée en Afrique centrale. Pour contourner cette difficulté, nous avons eu recours à un emprunt bancaire pour nous permettre de financer les besoins liés à la réalisation de ce travail de recherche. Après les difficultés d'ordre général, analysons à présent celles plus spécifiques, liés à la nature de notre sujet.

B. LES DIFFICULTES SPECIFIQUES LIEES A LA REDACTION DE CETTE THESE

Par difficultés spécifiques liées à ce travail, nous entendons d'une part, la difficulté d'accès à l'information en raison de la sensibilité du sujet qui touche à la sureté de l'Etat (1), mais aussi, en raison de l'antipathie des acteurs de la sécurité privée en Afrique centrale (2).

1. Les difficultés liées à l'accès à l'information sur un sujet touchant à la sureté de l'Etat

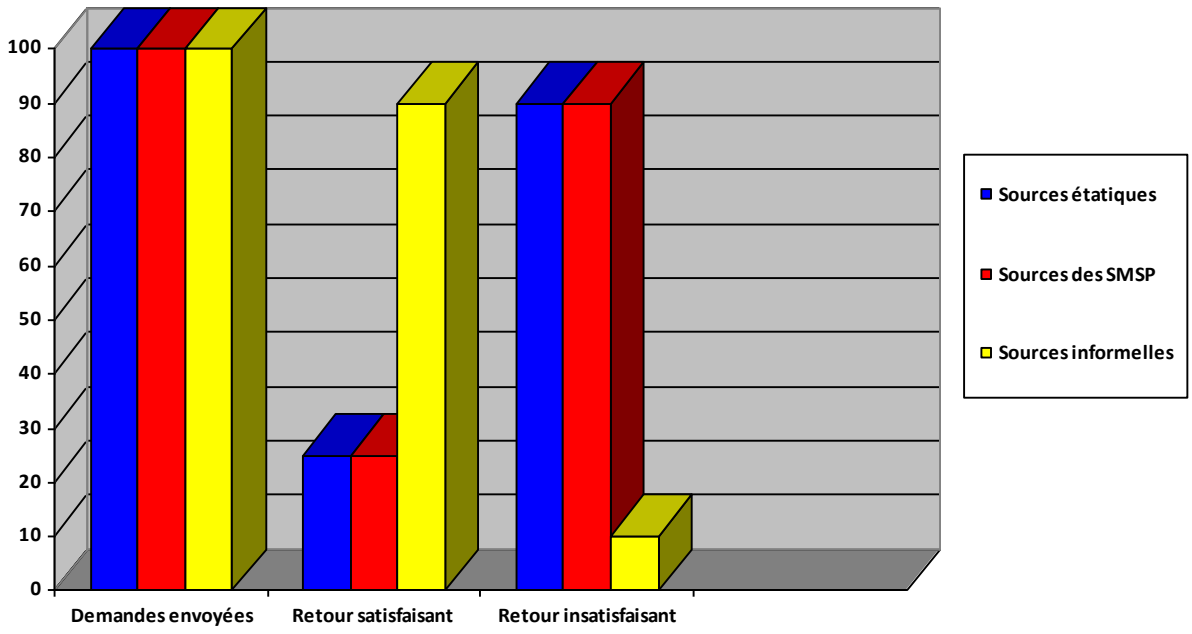
Rédiger une thèse de doctorat sur la privatisation de la sécurité en Afrique centrale en général, et en particulier sur les sociétés Militaires et de Sécurité Privées au Cameroun, en République Démocratique du Congo et en Centrafrique, pose un certain nombre de problèmes pour la sureté de ces pays. Ainsi, pour nous qui sommes des civils, nos demandes d'entretien adressées aux structures sécuritaires et diplomatiques des pays de notre échantillon n'ont pas toujours connues un grand succès. Dans le cadre de cette réflexion, nous avons sollicité les Ministères de la Défense, le Secrétariat d'Etat à la Défense et la DGSN. Seul le Secrétariat d'Etat à la défense nous a permis de rencontrer deux de ces responsables pour avoir accès aux informations de premières mains. Quant au MINDEF, il nous a fait appeler par un de ses Directeurs (le colonel BAYEMI), sans autre suite et nous avons finalement reçus un courrier nous faisant savoir que notre demande n'avait pas eu de suite favorable[1409].

Pour la DGSN que nous avons saisi en octobre 2021, nous n'avons jamais eu de suite à cette correspondance malgré nos différents passages dans cette administration sensible. Ces difficultés d'accès à l'information nous ont privées des informations de premières mains sur la

[1409] Voir la correspondance du MINDEF en annexe de ce travail.

réalisation des cartes d'identité, des passeports, la mise en œuvre des caméras de vidéosurveillance. Il n'est pas jusqu'au ministère des Transport qui a refusé de nous recevoir, nous privant alors des informations de première main sur la sécurisation des infrastructures aéroportuaires et portuaires[1410]. D'autre part, les nécessités liées aux enquêtes préliminaires ont considérablement retardés la rédaction de ce travail. Ces mêmes difficultés ont été observées au niveau des administrations étrangères telles que l'Ambassade de la République centrafricaine, où notre demande de rencontrer l'Attaché Militaire, n'a pas eu de réponse. Un graphique permet de rendre compte de l'accessibilité d'information via des sources officielles dans ce travail.

GRAPHIQUE N°11 : NIVEAU DE SATISFACTION DES DEMANDES ENVOYEES AUX ACTEURS INSTITUTIONNELS DU CAMEROUN, DE LA RDC ET DE LA CENTRAFRIQUE.



Source : Auteur.

Pour contourner cette difficulté, nous avons privilégié le recours aux réseaux issus de notre entourage professionnel, familial ou même des amis. Nous avons ainsi pu avoir accès à des officiers retraités de l'Armée camerounaise, un officier supérieur Congolais (Colonel) et deux officiers supérieurs centrafricains (Colonel). Ces différents acteurs nous ont permis de

[1410] Voir la correspondance du MINTRANSPORT en annexe de ce travail.

combler nos lacunes en termes de compréhension de l'organisation des Forces de défense et de sécurité de ces pays et d'y saisir les dynamiques de privatisation de la Défense et de la sécurité. Ces difficultés d'accès à l'information ont aussi été constatées dans le secteur de la sécurité privée au Cameroun.

2. Une collecte d'informations marquée par la suspicion

Dans les trois pays étudiés, le secteur de la sécurité privé est généralement contrôlé par les anciens militaires et officiers de police. Toute chose qui concoure à la reproduction des difficultés rencontrés plus haut, dans le secteur privé. Il nous a ainsi été particulièrement difficile de récolter des informations relatives aux sociétés Militaires et de Sécurité Privées. Si les sociétés Militaires Privées sont généralement difficiles d'accès en raison de leur opacité et du caractère parfois confidentiel de leurs activités, nous avons aussi constaté qu'il est dangereux d'essayer de s'aventurer dans leur antre. En témoigne la disparition le 31 juillet 2018, d'Alexandre RASTORGOUÏEV et Orkhan DJEMAL, deux journalistes russes, ainsi que, leur caméraman, qui ont tous perdu la vie à Bangui en essayant d'enquêter sur les activités du groupe russe Wagner en RCA[1411].

Pour notre expérience personnelle, malgré des contacts noués avec un colonel centrafricain en poste dans l'entourage proche du président TOUADERA, il nous a été difficile d'avoir des informations sur la société Militaire russe qui y opère. Au contraire, notre informateur a même été soupçonné de travailler à la solde des puissances occidentales. Pour contourner cette difficulté, nous avons puisé des informations sur les documents scientifiques tels que les articles et les rapports publiés sur le net.

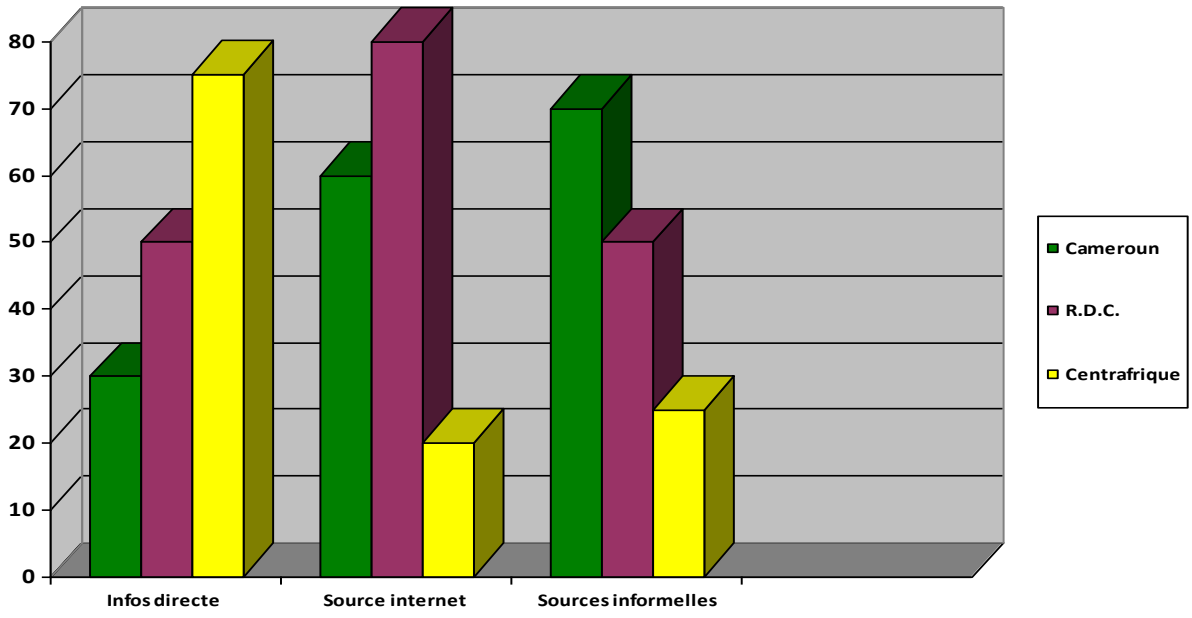
D'autre part, pour ce qui est des Sociétés de Sécurité Privés, nous avons adressé de nombreuses demandes à des sociétés telles que *Essoka Securty, Dak Security, G4S* ou encore *Africa Security,* cependant, il nous a été difficile d'avoir des informations de ces entreprises, en raison d'une sorte de méfiance des acteurs. Pour contourner cette difficulté, nous avons privilégié des sociétés de sécurité moins cotés telles qu':*Ajax Security, Oryx Security* pour comprendre le fonctionnement de ces acteurs. Cependant, nous avons pu avoir des informations de deux sociétés de sécurité privées centrafricaines et aussi deux autres en RDC (*Mayenga Security).* Nous avons pu nous entretenir largement avec les acteurs de ces entreprises étrangères avec plus de facilité.

[1411] Le *Monde Afrique*, 31 juillet 2018 à 23h17, consulté le 31 janvier 2020 à 22 h.

En Centrafrique, nous avons eu accès à deux promoteurs de sociétés de gardiennage[1412], qui nous ont permis d'avoir accès à des informations de premières mains liées à la privatisation de la sécurité dans ce pays. Nous avons ainsi pu apprendre que ce secteur reste encore dans un état rudimentaire sans véritable texte d'encadrement juridique. Enfin, nous avons pu nous entretenir avec les responsables de la société *Magenya Security* à Kinshasa, pour avoir une idée plus exacte sur la connaissance de la sécurité privée en RDC.

En définitive, nous avons alterné les sources officielles et informelles pour avoir des informations liées à la privatisation de la sécurité en Afrique centrale. Le graphique ci-après dresse un bilan de cet aspect de notre recherche. A travers une comparaison du niveau d'accessibilité des informations sur les Sociétés de Sécurité Privées au Cameroun, en RDC et en Centrafrique :

GRAPHIQUE N°12 : COMPARAISON DES SOURCES D'ACCES A L'INFORMATION SUR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES ENTRE LE CAMEROUN, RD CONGO ET LA CENTRAFRIQUE.



Source : Auteur.

Nous constatons que le Cameroun est le pays ou les sources directes et officielles ont été les moins mobilisées, notamment en raison de la méfiance des autorités sécuritaires du pays. En revanche, c'est la République centrafricaine qui aura donné le plus de satisfaction

[1412] Messieurs WEREGANDJI et un autre.

dans ce registre. La RD-Congo pour sa part est le pays dont les informations sont les mieux digitalisées. Pour compléter cette analyse, nous pouvons aussi noter que le ratio des demandes envoyées aux entités officielles confirme cette tendance en faveur de la RCA. Alors que le Cameroun reste le pays le moins accessible en termes d'information sécuritaire.

PARAGRAPHE II : PERSPECTIVES SUR LA PRIVATISATION DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE

Au sortir de tout ce que nous avons démontré sur les activités des SMSP en Afrique centrale, il apparaît clairement qu'un ensemble de réformes sont désormais nécessaires. En effet, les pays de la sous-région semblent avoir brillé par une sorte de laxisme et partant, une faible prise en compte de la question du mercenariat. S'il est évident que les SMSP sont devenus des acteurs importants dans le champ de la paix et de la sécurité, il est autant plus clair, qu'elles doivent être mieux encadrées. Pour se faire, nous proposons une réflexion qui pourrait s'articuler autour des cadres juridiques et institutionnels (A) afin de renforcer l'intégration en Afrique centrale (B).

A. RENFORCER L'ETAT AFRICAIN POUR UN MEILLEUR ENCADREMENT DES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE

Au plan juridique et institutionnel, la plus-part des travaux laissent transparaître une sorte de vacuité dans l'encadrement des activités des SMSP. Cette réalité peut se percevoir à travers la difficulté à leur opposer un droit uniforme et contraignant. Cette réalité est visible tant au niveau international et régional que dans la sphère communautaire et national. Au regard de ce constat liminaire, l'on notera que certains États profitent de ce flou, pour continuer à violer le droit international et à mener des activités mercenaires dans la sous-région. Qui plus est, l'autre écueil est que, très souvent, les soldats privés de ces groupes ne sont même pas punis au plan pénal en cas d'infraction. Pour y faire face, nous proposons d'une part, la mise à jour des dispositifs onusiens et ceux de l'OUA sur le Mercenariat (1) et d'autre part, la prise en main juridique de cette problématique au plan communautaire et national (2).

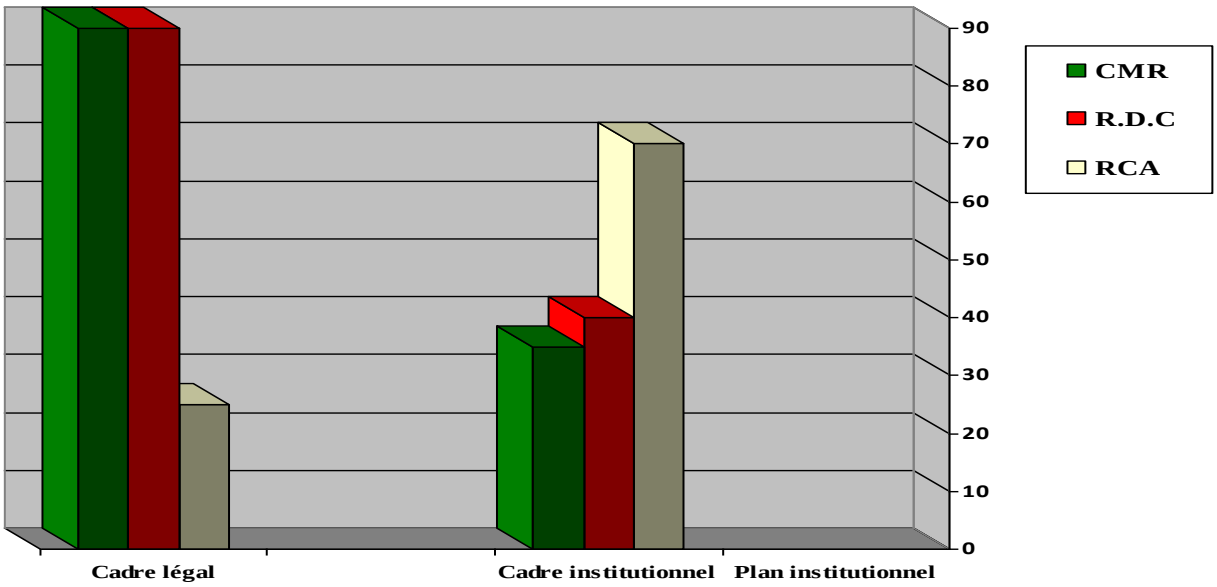
1. De l'harmonisation des dispositifs juridiques des pays de l'Afrique centrale

La question de l'encadrement juridique des sociétés de sécurité privées en Afrique centrale est aussi marquée par la prédominance d'une approche par les restrictions qui traduit

encore une certaine frilosité sécuritaire. En outre, l'on se rend bien compte qu'il existe encore des lacunes dans le cadre juridique du Cameroun, de la RD-Congo et de la Centrafrique, à savoir, l'absence de définition consensuelle des Sociétés Militaires et de Sécurité privées. En effet, dans le cadre des différents instruments juridiques de ces pays, il est juste fait mention des sociétés de gardiennage. Or à la réalité, il existe aussi d'autres types d'acteurs plus complexes dont ces pays ne disposent pas d'outils de contrôle au plan juridique.

Ainsi, il faudrait toiletter les textes des trois pays pour y apporter des éléments nouveaux. Tout d'abord, une définition plus exhaustive des sociétés de sécurité privées ; ensuite, une prise en compte des Sociétés Militaires Privées et enfin, comme c'est notamment le cas au Pérou, en Afrique du Sud, au Salvador, au Guatemala et en suisse, inclure le respect du Droit Humanitaire dans les obligations des Sociétés de Sécurité Privées[1413]. Une telle évolution permettrait une harmonisation des dispositifs législatifs en Afrique centrale, dont le niveau d'institutionnalisation n'est pas encore satisfaisant comme le montre le graphique ci-après :

GRAPHIQUE N°13 : NIVEAU D'INSTITUTIONNALISATION DES CADRES JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS AU CAMEROUN, EN RDC ET EN CENTRAFRIQUE



Source : Auteur

[1413] Département Fédéral des Affaires Etrangères, Guide Législatif pour la Réglementation par les Etats des Entreprises Militaires et de Sécurité Privées, Genève, 2016, p.10.

Au regard de ce qui précède, et malgré les nombreuses avancées, l'on peut dire que la République Centrafricaine reste encore dans une situation marquée par un déficit d'organisation du secteur de la sécurité privée. Ce pays devrait bénéficier d'une attention particulière pour l'accompagner dans ce sens, afin de rattraper le niveau du Cameroun et de la RDC. Aussi, l'on doit aussi dire que ces pays restent laxistes et devraient limiter le spectre des activités des sociétés de sécurité privées à certaines taches telles que l'ont fait des pays comme les Emirats Arabes Unis ; le Mexique ; Cuba ; le Royaume Uni et l'Afrique du Sud[1414]. En effet, dans ces pays, les Sociétés de Sécurité privées se limitent essentiellement aux activités de gardiennage. Outre ces constats, nous militons aussi en faveur de l'harmonisation des Commissions nationales chargées des activités des Sociétés de sécurité privée en Afrique centrale.

2. Vers la symphonie entre les commissions nationales chargées de l'encadrement des sociétés de sécurité privées en Afrique centrale

Dans le cadre de ce travail, il est vite apparu que l'identité des structures étatiques compétentes sur la régulation des activités Sociétés de sécurité privées n'est pas la même au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique. Pendant que chez le premier, c'est le ministère de l'Administration Territoriale (MINAT), dans les deux autres pays, l'on constate une pléthore d'acteurs, allant du Ministère de l'intérieur à celui du Commerce, toute chose qui finit généralement par confondre ces sociétés avec d'autres entreprises du secteur privé. En outre, l'on a constaté une incapacité des Commissions Nationales chargées des activités des sociétés de gardiennage à se mouvoir de façon optimale sur le territoire national.

Au Cameroun par exemple, un responsable du Ministère du Travail a regretté la modicité des moyens alloués à cette Commission[1415]. Elle reconnaissait alors que cette structure ne peut pas efficacement mener ses activités sur le territoire national. En RDC aussi, un acteur affirmait que malgré le nombre important de ces sociétés dans la province du Katanga, la Commission de Contrôle n'y avait jamais été[1416]. L'on devrait non seulement fluidifier la coopération entre les différentes parties prenantes à ces commissions et augmenter leur budget, afin de leur permettre, de se déployer plus souvent et avec plus d'efficacité sur le

[1414] Département Fédéral des Affaires Etrangères, Guide Législatif pour la Réglementation par les Etats des Entreprises Militaires et de Sécurité Privées, Genève, 2016, op cit, p.17.
[1415] Cf. entretien avec un sous-directeur du travail social au Ministère du Travail.
[1416] Rapport sur les sociétés de sécurité privées dans les provinces du haut-Katanga et du Lulaba, *op cit*, p.37.

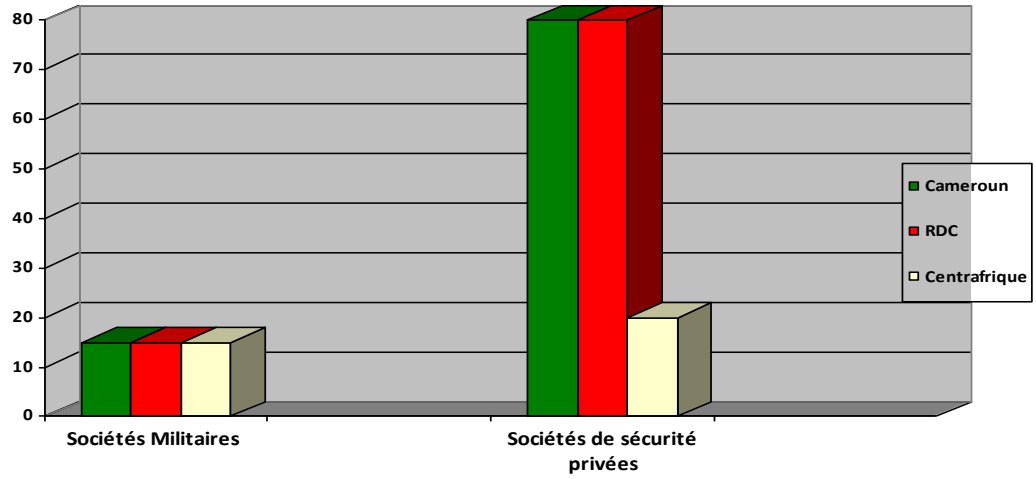
terrain. Les Commissions Nationales chargées des activités des sociétés de sécurité privées devraient en outre, plus souvent communiquer sur leurs activités, y compris, en créant des sites internet où leurs observations peuvent être consultées librement.

Toute chose qui suppose une meilleure gouvernance de ces institutions et si possible, de militer pour une coopération plus efficace entre les institutions en charge de ces questions dans la sous-région, afin de faciliter un partage d'expérience et une optimisation de la sécurité des individus. Après les Commissions Nationales Chargées des Activités des sociétés de gardiennage, analysons à présent, les pistes d'amélioration de la régulation des activités des Sociétés Militaires Privées.

B. L'AMELIORATION DE LA REGULATION DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES EN AFRIQUE CENTRALE

D'entrée de jeu, l'on peut dire que le niveau de régulations des Sociétés Militaires privées connait au moins trois principales limites que l'on doit prendre en charge. Tout d'abord, l'absence d'un véritable instrument juridique international contraignant sur la question, ensuite, l'opacité des dispositifs existants tels que la Convention africaine sur l'interdiction du Mercenariat de 1977, qui ne fait pas clairement mention des Sociétés Militaires Privées et enfin, l'urgence d'un texte communautaire régissant les activités de cette typologie d'acteurs. L'on peut donc conclure qu'en l'état, les activités sociétés de sécurité privées, sont mieux contrôlées que celles les Sociétés Militaires Privées comme le montre le graphique ci-après :

GRAPHIQUE N°14 : NIVEAU D'INSTITUTIONNALISATION ENTRE SSP ET SMP EN AFRIQUE CENTRALE

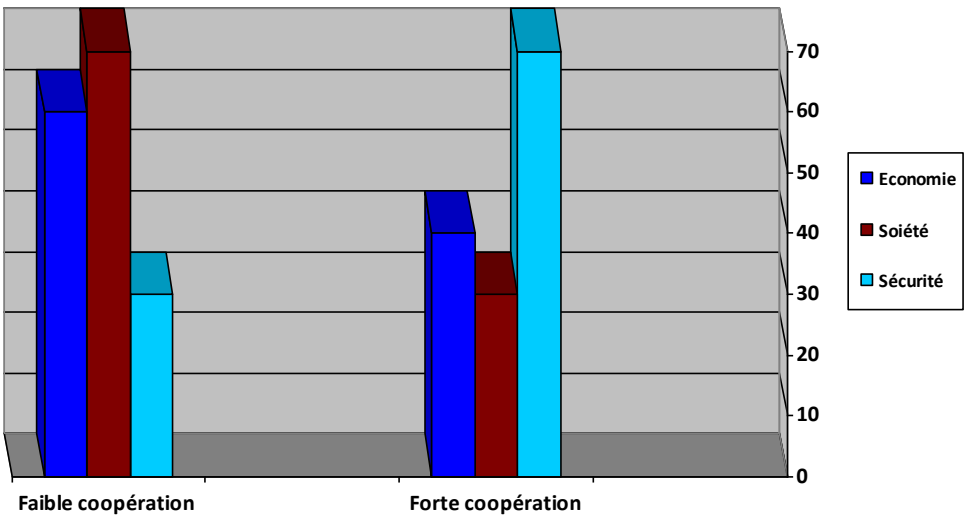


Source : Auteur.

1. Une opportunité pour la consolidation de l'intégration en Afrique centrale

La régulation de l'action des SMP pourrait constituer une opportunité pour l'intégration régionale à plus d'un titre, tout d'abord, eu égard à la mise en place d'un dispositif juridico institutionnel, et d'autre part via le rapprochement entre les responsables chargés de ces questions dans la sous-région, car, ces pays collaborent peu, sur l'encadrement des sociétés comme le montre le graphique ci-après :

GRAPHIQUE N°15 : COOPERATION ENTRE LES PAYS DE LA CEEAC



Source : Auteur.

En adoptant la Convention Africaine sur l'Elimination du Mercenariat en Afrique en 1977, l'OUA s'est dotée d'un des dispositifs juridiques les plus anciens et les plus pertinents en la matière. Ce texte régional sera renforcé en 1988 par la Convention internationale des Nations Unies contre le recrutement, l'utilisation le financement et la formation des mercenaires. Cependant, ces dispositifs connaissent trois limites au regard des activités des SMSP en Afrique centrale.

Tout d'abord, les deux textes sont essentiellement focalisés sur la notion de mercenaires et ne mentionnent presque pas, les Sociétés Militaires et de Sécurité privées. Toute chose qui explique les difficultés à sanctionner leurs membres. Il faudrait donc toiletter ces deux textes ou alors, les assortir de protocoles additionnels qui encadrent l'action des SMSP. Ensuite, ces dispositifs connaissent une limite du point de vue de leur applicabilité. Si l'on sait gré la précocité et le caractère visionnaire de l'OUA sur la question, il est tout autant vrai que l'Union africaine, malgré son volontarisme dans la lutte contre l'insécurité en Afrique, n'a depuis son entrée en fonction en 2002, presque pas fait grand-chose dans le domaine du mercenariat.

En outre, l'ONU, qui est l'organe centrale, en matière de paix et de sécurité internationale, ne parvient véritablement pas à faire entrer sa Convention internationale contre le mercenariat en vigueur[1417]. L'on se retrouve donc, malgré l'existence du Document de Montreux en 2008 et le Code de conduite des SMSP, sans véritable instrument juridique contraignant permettant d'encadrer les activités de ces acteurs. Enfin, l'on doit bien décrier une sorte de faible conscience communautaire sur la lutte contre le mercenariat en Afrique centrale, car la sous-région ne dispose d'aucun dispositif juridique sur la question. Nous proposons ici, une série de mesures, allant de l'organisation d'un symposium sur les SMSP en Afrique Centrale, en passant par un sommet extraordinaire de la CEEAC et de la CEDEAO sur la lutte contre le mercenariat et l'encadrement des SMSP dans la sous-région.

Pour enfin parvenir à l'adoption d'un cadre sous régionale de lutte contre le mercenariat et l'encadrement des activités des SMSP. Une enquête de terrain nous a permis de constater que les pays de l'Afrique centrale disposent tous d'un cadre juridique qui encadre l'activité des Sociétés de gardiennage. Cependant, ces textes devraient évoluer vers trois

[1417](La raison étant ici, le nombre insuffisant de ratification qui reste depuis lors bloqué à 19 et ne parvient pas à atteindre les 22 requis).

directions pour être plus efficaces aujourd'hui. Le premier débat porterait sur la vision restrictive que les Pays de la sous-région ont de la sécurité privée. En effet, ces pays semblent s'être limités aux sociétés de gardiennage et ont laissé les autres pans de la sécurité privée sans encadrement. Ainsi, l'on constate que les sociétés de *tracking* des véhicules, de livraisons de matériel militaire, de soutien logistique, de fabrication de CNI ou de passeports, sont soumises au même cadre réglementaire que les sociétés ordinaires. Toute chose qui pose un problème car, ces Sociétés de Sécurité Privées opèrent dans un domaine très sensible.

Il serait donc judicieux de les soumettre à un cadre juridique plus contraignant et spécifique. La deuxième préoccupation sur la question est liée à l'harmonisation des textes juridiques entre les pays de la Sous-région, car, l'on constate une disparité entre les approches juridiques et leurs contenus. Certains pays comme le Cameroun, la RCA et la RDC ont fait le choix d'une approche par les textes spécifiques aux sociétés de gardiennage alors que le Tchad par exemple reste marqué par une approche indifférenciée. Enfin, et c'est le troisième débat, si ces pays sont tous unanimes sur l'interdiction du port d'armes, ils devraient aussi harmoniser les curricula des agents de sécurité privée, leurs heures de travail, leurs tenues, et les attributions qui leur sont réservées. Toute chose qui passe par une harmonisation des différents textes.

2. Plaidoyer pour un meilleur encadrement institutionnel des SMSP en Afrique centrale

En partant du constat selon lequel l'ONU, qui est l'organe centrale, en matière de paix et de sécurité internationale, ne parvient véritablement à faire entrer sa Convention internationale contre le mercenariat en vigueur[1418]. L'on observe que, malgré l'existence du Document de Montreux adopté en 2008 et le Code de conduite des SMSP, il n'existe toujours pas de véritable instrument juridique contraignant permettant d'encadrer les activités de ces sociétés. L'on doit également bien décrier une sorte de faible conscience communautaire des Etats d'Afrique centrale, car la sous-région ne dispose d'aucun dispositif juridique sur la question. Nous proposons donc une série de mesures, allant de l'organisation d'un symposium sur le mercenariat et les SMSP en Afrique Centrale, en passant par un sommet extraordinaire de la CEEAC et de la CEDEAO sur la lutte contre le mercenariat et l'encadrement des SMSP

[1418] La raison étant ici, le nombre insuffisant de ratification qui reste depuis lors bloqué à 19 et ne parvient pas à atteindre les 22 requis.

dans la sous-région, pour enfin parvenir à l'adoption d'un cadre sous régionale de lutte contre le mercenariat et l'encadrement des activités des SMSP.

Parvenus à l'issue de ce travail, l'une des recommandations que l'on peut faire pour améliorer l'encadrement des sociétés Militaires et de Sécurité privées est certainement l'adoption d'un outil juridique sous régionale, sous la forme d'une convention. Ainsi, à l'instar de la Convention de l'OUA de 1967 sur le Mercenariat et de celle de la CEDEAO, l'Afrique centrale devrait pouvoir mettre fin au flou et au vide juridique qui permet aux SMSP de se mouvoir avec une trop grande liberté dans la sous-région. Ce texte devrait aussi prendre en charge les questions de droits de l'homme et fixer les limites de l'action de ces acteurs au niveau du Conseil, de la formation et du soutien logistique. Ne leur permettant plus de combattre sur le terrain, car cette activité devrait essentiellement incomber aux forces de défense et de sécurité des pays de l'Afrique centrale eux-mêmes. La CEEAC à travers son COPAX pourrait être le cadre idéal de cette manœuvre politico stratégique.

Enfin, il serait aussi opportun, d'une part d'instituer une formation pour les personnels de la sécurité privée en Afrique centrale, et d'autre part, de leur inculquer les éléments de respects des droits de l'homme. En cela la sous-région pourrait s'inspirer de l'exemple de la RDC qui dispose, d'un Observatoire national de l'industrie privées. Toutefois, les pays de la sous-région doivent encourager les SMSP qui opèrent sur le leur sol à adhérer aux instruments et institutions internationales en matière du respect des droits de l'Homme. Les dirigeants devraient aussi mettre l'accent sur la réforme des armées afin de rendre leurs soldats plus professionnels et ainsi, mieux œuvrer à la sécurité et être plus aptes à coopérer avec les industries privées dans le de domaine de la sécurité privée.

S'il fallait dire un dernier mot sur ce travail, ce serait de faire un plaidoyer en faveur de l'adhésion des entreprises privées aux différentes normes en faveur des droits de l'homme qui prônent le respect de la dignité humaine par celles-ci. En outre, il sera question de proposer l'institution d'une conditionnalité en faveur de l'engagement de ces entreprises en faveur des normes humanitaires pour pouvoir exercer en Afrique centrale. L'on pourrait par exemple, instituer une charte des entreprises privées de sécurité qui conditionnent l'accès de ces acteurs aux activités de sécurité privées en conditionnant leur agrément au respect des normes en faveur des droits de l'homme avant d'exercer dans un quelconque des pays de la sous-région. Il faudrait aussi des ateliers de formations sur ces questions en faveurs des travailleurs de ce domaine, mais aussi en faveur des administrations chargées de leur contrôle.

ANNEXES

ANNEXE I :

GUIDE D'ENTRETIEN

GUIDE D'ENTRETIEN ADRESSE AU MINAT

Bonjour Monsieur/Madame, ce questionnaire qui vous est soumis est une investigation de terrain relative au sujet de recherche intitulé : « ***Les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale : entre privatisation de la sécurité et reconfiguration de la puissance de l'Etat*** ». Les réponses fournies ne sauraient être utilisées d'une quelconque manière contre les répondants.

En quoi la procédure de création d'une société de gardiennage au Cameroun diffère-t-elle de celle des autres pays de la sous-région ?

……..……

……

……

Quelle est le rôle du MINAT dans la Commission chargée de l'étude des agréments et du suivi des activités des sociétés de gardiennage au Cameroun ?

……

……

……

La progression du nombre des sociétés de gardiennage au Cameroun est-elle comparable à celle des autres pays de l'Afrique centrale ? Chiffres si possible

…….. .

… ...……

……..…….....**.....**

Quelle sont les missions dévolues à ces sociétés de gardiennage au Cameroun et en Afrique centrale ?

……

……

……

Les Sociétés de gardiennage respectent-elles leurs engagements vis-à-vis del'Etat ?

Oui ☐ Non ☐

Justifiez votre réponse.

……
……
……

L'Etat a-t-il déjà eu à fermer certaines de ces sociétés de gardiennage ?

……
……

Nous avons observé que beaucoup d'entre elles fonctionnent sans agrément comment peut-on l'expliquer ?

……
……
……

Comment l'Etat appuie-t-il ces sociétés de gardiennage dans la réalisation de leurs missions

……
……
……Nous avons constaté que ces sociétés ne sont pas armées, alors que l'insécurité ne cesse au contraire de se complexifier, comment expliquez-vous ce paradoxe ?

……
……
……Les sociétés de gardiennage jouent t'elles un rôle particulier dans la lutte contre l'insécurité dans les Régions du NOSO et dans la lutte contre Boko Haram ?

……
……
……Des indiscrétions font état de leur implication dans le grand banditisme au Cameroun, qu'en est-il-réellement ?

……

……

……

Avez-vous une suggestion pour améliorer l'efficacité de ces sociétés de gardiennage ?

……

……

Merci pour votre contribution

QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE (QUALITATIVE)

POUR LES SOCIETES DE SECURITE PRIVEES

Bonjour Monsieur/Madame, ce questionnaire qui vous est soumis est une investigation de terrain relative au sujet de recherche intitulé : « ***Les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale : entre privatisation de la sécurité et reconfiguration de la puissance de l'Etat*** ». Les réponses fournies ne sauraient être utilisées d'une quelconque manière contre les répondants.

Quel est le rôle du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale dans la Commission chargée de l'étude des agréments et du suivi des activités des établissements et sociétés de gardiennage ?

……
……
……
……

Des informations font état de ce que les sociétés de gardiennage sont parmi les plus grands pourvoyeurs d'emplois au Cameroun, qu'en-est-il ? Pouvez-vous nous donnez quelques chiffres ?

……
……
……

Ces emplois sont-ils décents ?

…… ..
……..
…….....

Comment le Ministère du Travail essaye-t-il d'améliorer cette situation ?

……
……
……

Les employés des sociétés de gardiennage au Cameroun sont-ils assurés ?

Oui ☐ Non ☐

Justifiez votre réponse.

……
……
……

Au regard de certains engagements internationaux du Cameroun, le genre devrait être pris en compte au sein des sociétés de gardiennage au Cameroun, qu'en-est-il ?

……
……
……

Quels sont les profils des employés des sociétés de gardiennage ?

……
……
……

Existe-t-il une politique de recyclage des anciens miliciens dans les sociétés de gardiennage au Cameroun ?

……
……
……
……

Quelle appréciation faites-vous de la situation des travailleurs au sein des sociétés de gardiennage au Cameroun et en Afrique centrale en général ?

……..…
……...…
……

Comment pourrait-on mieux aider les Sociétés de gardiennage à mieux protéger leurs travailleurs au Cameroun ?

……

……

……

……

Merci pour votre contribution

QUESTIONNAIRE DE RECHERCHE (QUANTITATIVE ET QUALITATIVE)

POUR LES UNIVERSITAIRES

Bonjour Monsieur/Madame, ce questionnaire qui vous est soumis est une investigation de terrain relative au sujet de recherche intitulé : « ***Les Sociétés Militaires et de Sécurité Privées en Afrique centrale : entre privatisation de la sécurité et reconfiguration de la puissance de l'Etat*** ». Les réponses fournies ne sauraient être utilisées d'une quelconque manière contre les répondants.

Quelles différences faites-vous entre les sociétés Militaires Privées et les Mercenaires ?

……
……
……
……

A votre avis, qu'est ce qui explique la recrudescence des sociétés militaires en Afrique centrale ?

……
……
……

Des informations laissent croire que le mercenariat est assez ancien en Afrique centrale, qu'en pensez-vous ?

…… ..
……..
…….....

De nombreux experts trouvent le cadre juridique international des SMSP insuffisant qu'en pensez-vous ?

……
……
……

Du point de vue juridique, trouvez-vous une différence entre les Sociétés Militaires Privées et les Sociétés de sécurité en Afrique centrale et au Cameroun en général ?

Oui ☐ Non ☐

Justifiez votre réponse.

……
……
……

Selon certains experts, la faillite de l'Etat et la Réforme des Systèmes de sécurité expliqueraient la recrudescence des SMSP en Afrique centrale qu'en pensez-vous ?

……
……
……
……

Au regard de leur expertise en la matière, les SMP participent elles à la formation et à l'entrainement des FDS des pays de l'Afrique centrale ?

.....
.....
.....

En partant des faiblesses logistiques et opérationnelles des Forces de Défense et de Sécurité des pays de l'Afrique centrale, pensez-vous que les SMSP puissent apporter une plus-value aux OMP dans cette sous-région?

……
……
……
……

En partant de l'exemple du Sahel, pensez-vous que les SMP puissent apporter une contribution significative à la lutte contre Boko Haramdans le cadre de la FMM de la CBLT ?

……

……

……

Tout comme dans le golfe d'Aden, certaines indiscrétions font état de ce que, certaines SMP proposent leur service de sécurité à des navires contre les actes de piraterie dans le golfe de guinée, qu'en est-il réellement ?

……

……

……

Au regard de l'exemple du groupe Wagner en RCA, pensez-vous que les SMP constituent une option crédible face à l'insécurité en Afrique centrale ?

……..…

……...…

…….

D'autres SMP existent 'elles en Afrique centrale ?

……

……

…….

Du point de vue géostratégique, quelles sont les significations de la montée en puissance du groupe Wagner en Afrique centrale, et comment les SMSP reconfigurent-elles les rivalités entre les puissances occidentales et les pays émergents en Afrique ?

……

……

……

Peut-on ranger les milices privées (Cobras, Red Dragons, Séléka) parmi les Sociétés Militaires privées en Afrique centrale ?

……

……

……

Au regard de la réduction des effectifs et des budgets militaires des grandes puissances, pensez-vous qu'elles vont continuer à sous-traiter leur coopération militaire avec les pays africains aux SMSP ?

……
……
…….

Au regard de la grande insécurité en Afrique centrale, qu'elle appréciation pouvez-vous faire de l'action des Sociétés de gardiennage au Cameroun et en Afrique centrale ?

……
……
……

Cette montée en puissance des SMSP dans le champ sécuritaire a montré ses limites en Afghanistan et en Irak, comment pourrait-t-elle se passer en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier ?

……
……
……

Certains analystes pensent que les SMSP constituent une nouvelle forme de colonisation de l'Afrique, qu'en pensez-vous ?

……
……
……

Au regard de certains contrats d'armements (Magforce), certains pensent que les SMP existent au Cameroun, qu'en est-il ?

……
……
……

Comment pensez-vous que les Etats de l'Afrique centrale peuvent s'organiser pour mieux faire face aux SMSP ?

.....

.....

.....

Merci pour votre contribution

ANNEXE II:

CONVENTION DE L'OUA SUR L'ELIMINATION DU MERCENARIAT EN AFRIQUE. LIBREVILLE, 3 JUILLET 1977

ANNEXE III :

CONVENTION INTERNATIONALE CONTRE LE RECRUTEMENT, L'UTILISATION, LE FINANCEMENT ET L'INSTRUCTION DE MERCENAIRES

ANNEXE IV :

LOI PORTANT SUR LE REGIME GENERAL DES ARMEES CLASSIQUES, LEURS PIECES, COMPOSANTES ET MUNITIONS EN RCA

ANNEXE V :

LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVE AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE

ANNEXE VI :

DECRET N°2014/27 DU 3 DECEMBRE 2014, MODIFIANT ET COMPLETANT CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI N°97/02, DU 10 SEPTEMBRE 1997, RELATIVE AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE

ANNEXE VII :

DECRET N°2015 DU 16 SEPTEMBRE 2015 PORTANT APPLICATION DE LA LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVES AUX ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE, MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA LOI N°2014/027 DU 23 DECEMBRE 2014

ANNEXE VIII :

DECRET N°2006/031 DU 02 FEVRIER 2005 PORTANT APPLICATION DE LA LOI N°97/021 DU 10 SEPTEMBRE 1997 RELATIVE AUX ACTIVES PRIVEES DE GARDIENNAGE

ANNEXE IX :

ARRETEMINISTERIEL N°98/008 DU 31 MARS 1998 RELATIF AUX CONDITIONS D'EXPLOITATION DES SOCIETES DE GARDIENNAGE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

BIBLIOGRAPHIE

A. DICTIONNAIRE LEXIQUES ET ENCYCLOPEDIES

- **BOUCHET-SAULNIER** (François), *Dictionnaire pratique du droit humanitaire*, Paris, La Découverte, 2006, p.373 ;
- **DORTIER** (Jean Pierre), (dir.), Le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Editions Sciences Humaines, 2013, 457p ;
- **DORTIER** (Jean Pierre), (dir.), Le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Editions Sciences Humaines, 2013, 457p ;
- **NADEAU** (Robert), *Philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2017, 562 p ;

B. OUVRAGES

➢ OUVRAGES METHODOLOGIQUES ET THEORIQUES

- **AKTOUF** (Omar), *Méthodologie des sciences sociales et approches qualitatives des organisations. Une introduction à la démarche classique et critique*, Montréal, Les Presses de Québec, 1987, 213 p.
- **BADIE** (Bertrand) et **HERMET(Guy),** *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2005 ;
- **BALZACQ (Thierry),** *Théories de la sécurité. Les approches critiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 ;
- **BATTISTELLA (Dario),** *Théories des relations internationales*, 2ème édition augmentée, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2006, p.188.
- **BAUBY** (Pierre), *L'Etat-stratège. Le retour de l'état,* Paris, Les Editions ouvrières, 1991, 238 p ;
- **BRAULT** (Philippe) et al, *Le principe de la subsidiarité,* Paris, Documentation française, coll. Les Etudes, 2005, 112 p ;
- **BUZAN (Barry)** et **WÆVER (Ole**), *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003
- **BUZAN (Barry),** *The US and the Great Powers. World politics in the Twenty-First Century*, Cambridge: Polity Press, 2004, p.10
- **COMBACCAU** (Jean)et al, *Droit International Public*, 3ème édition, Paris, Edition Montchrestien, 1984, 780 p,

- **COUTAU-BEGARIE** (Hervé), *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 19999, 2è édition, ,1005 p. *;*
- **DOBRY** (Michel),*Sciologie des crises politiques,La dynamique des mobilisations multisectorielle*,Paris,Presses de Scinces Po, 2009, 432 p. ;
- **DORTIER** (Jean François) (Dir.), Le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Editions Sciences Humaines, 201 3, 457 p ;
- **DUROSELLE** (Jean-Baptiste), *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 10è édition, 1990, 459 p. ;
- **FOUCAULT** (Michel), *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, 313 p ;
- **GAZIBO** (Mamadou) et **JENSEN** (Jane), *La Politique comparée. Fondements enjeux et approches théoriques*, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 320 p. ;
- **LASCOUMES** (Pierre) et **NAGELS** (Caela), *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité à col blanc à la corruption politique*, Paris, Armand Colin**,** 306 p. ;
- **LASSERRE** (Frédéric), *La géopolitique, Traité de Relations Internationales*, Paris, Presses de la Fondation de Science Po, 2013, 1232 p. ;
- **LOUBET DEL BAYLE** (Jean-Louis), *Initiation aux méthodes des sciences sociales***,** Monréal, 2000, 386 p ;
- **QUIVY** (Raymond)et **CAMPNHOUDT** (Van), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod et Bordas, 1995, 284 p. ;
- **ROCHE** (Jean-Jacques), *Théories des relations internationales*, Paris, Montchrétien, 2006 ; 160 p. ;
- **SAURUGGER** (Sabine), *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 488 p. ;
- **THUAL** (François), *Méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipse, 1996, 127 p. ;

➢ OUVRAGES GENERAUX

- **ABRAHAMSEN (Rita)** et **WILLIAMS (Michael C.),** *The Globalisation of Private Security*, January 2005;

- **AICARDI DE SAINT PAUL (Marc),** *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduites*, Paris, Economica, 2016, 352 pages.
- **ALIGHIERIE** (Dante), (1307-1321), *La Divine Comédie. L'enfer, le purgatoire le paradis*, Paris, Hachette, 1872 ;
- **ANCA (Mihaela),** dir, *Soft law et droits fondamentaux Actes du colloque de Grenoble* , Paris,
- **APPIAH (Kwame Anthony),** *The Lies That Bind: Rethinking Identity*, Liveright, august 2018, 256 pages,
- **ARENDT (Hannah),** *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 ;
- **BADIE (Bertrand) et HERMET (Guy),** *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2005, pp.9-49.
- **BADIE** (Bertrand), **BIRNBAUM** (Pierre), *Sociologie de l'Etat,* Paris, Grasset, 1979, 28 p. ;
- **BADIE** (Bertrand), *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, 334 p.
- **BADIE (Bertrand),** *La diplomatie de connivence*, Les dérives oligarchiques du système international, Paris, La découverte, 2011, pp.27-28.
- **BADIE** (Bertrand), *La Fin des territoires : Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995, 280 p;
- **BADIE (Bertrand),** *Le diplomate et l'Intrus : L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008, p.46.
- **BADIE (BERTRAND),** *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, 334 pages.
- **BADIE (Bertrand),** *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004, 294 p.
- **BAYART (Jean François),** *L'Etat en Afrique. La politique du ventre,* 2019, p.100.
- **BAYART (Jean François), MBEMBE (Achille) et TOULABOR (Comi),** *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie,* Paris, Karthala, 1992 Collection ; Les Afriques, 268 p.
- **BAYART (Jean-François), ELLIS (Stephen) et HIBOU (Béatrice),** *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Complexes, 1997, 167 pages.
- **BAYART (Jean-François),** *L'État en Afrique, la politique du ventre,* Paris, Fayard, 2006, 439 pages.

- **BEKER (Howard),** *Outsiders: Study in the sociologie of Deviance,* New York, Free Press, 1963
- **BELANGER (Sylvie),** *L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance l'état,* Montréal, Collection Cah
- **BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie),** *Définition d'une pensée stratégique et militaire du Cameroun. Entre prospective et fabrique de l'historicité*, Éditions Publibook, 2017, p.24.
- **BLIX** (Hans), *Les armes introuvables*, Paris, Fayard, 2004, 452 p.
- **BONIFACE** (Pascal), *La volonté d'impuissance : la fin des ambitions internationales et stratégique*, Paris, Ed. Du Seuil, 1996 ; 197 p. ;
- **BOURDIEU (Pierre) et PASSERON (Jean Claude),** *Les héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Edition de Minuit, p.145
- **BOURDIEU (Pierre),** *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982,
- **BOURDIEU (Pierre),** *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Editions de Minuit, 1979, 670 pages.
- **BOURDIEU (Pierre),** *La domination masculine,* Paris, seuil, 1998, 134 pages.
- **BOURDIEU (Pierre),** *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action,* Paris, Brochet, 1994, p.188
- **BRAULT** (Philippe) et al, *Le principe de la subsidiarité*, Paris, documentation française, 2005, 112 p. ;
- **BRZEZINSKI** (Zbigniew), *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Editions, 1997, 288 p. ;
- **BRZEZINSKI (Zbigniew),** *Out of control, Global Turmoil on the eve of the 21st Century*, Touchstone 1995, 256 *pages*
- **CHAKRAVORTY SPIVAK** (Gayatry), *Can the Subaltern Speak?* New York, Columbia University Press, 1985, 320 p.;
- **CHAUVIN (**Emmanuel**),** *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?*2028;
- **CHOUALA (Yves Alexandre),** *La politique extérieure du Cameroun*, Paris, Karthala, 2014 ;

- **CHOUALA** (Yves Alexandre), *La politique extérieure du Cameroun*, Paris, Karthala, 2014, 267 p. ;
- **COLLIER (Paul),** *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil War*, Lynne Rienner Publisher, 2000; 264 p.;
- **COURTY** (Guillaume) et **DEVIN (**Guillaume), *La construction européenne*, Paris, La Découverte, 2018, 127 p. ;
- **De HOOP SHEFFER** (Alexandra), *Hamlet en Irak*, Paris, Editions du CNRS, 2007, Editions CNRS, 160 p. ;
- **DELTOMBE** (Thomas) et al, *Kameroun! Une guerre cachée aux origines de la Francafrique (1948-1976*), Paris, La Découverte, 2016 ; 744 p. ;
- **DIKA (Pierre-Paul)**, *La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine,* Paris, L'Harmattan, 2008, 310 p. ;
- **DURUFFLE** (Gilles), *L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Cote d'Ivoire, Madagascar),* Paris, Karthala, p.17.
- **ELIAS** (Norbert), *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann Levy, 1975, p.57
- **FOGUE TEDOM (Alain**), *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, 418 p.
- **FORTMANN (Michel)**, *Les études de sécurité (securitystudies) : une sous-discipline à la croisée des chemins, penser l'international*, Presses de l'Université de Montréal, 2007, http ://www.openedition.org/6540 consulté le 10 avril
- **GALLOIS** (Pierre Marie), *Les voies de la puissance*, Paris, Plon, 1990, P.37
- **GARAPON (Antoine),** *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner*, Paris, Odile Jacob, 2002.
- **GNANGUENON** (**Amandine)**, *Le Tchad dans son environnement régional : entre jeux d'alliance politique et coalition militaire ad hoc*, Fredericherbertstiftung, 2021, 36 p ;

- **GRAJALES** (Jacobo) et Le COUR GRANDMAISON (Romain), (dir.), *L'Etat malgré tout. Produire l'autorité malgré tout,* Paris, Karthala, 2009, p.8.
- **GUICHERD (Catherine) et al,** *Les défis stratégiques africains : la gestion de la conflictualité en Afrique centrale, Etudes de l'Irsem*, N°25, 2013, 110 p,
- **HOEBEKE** (Hans) et al., *Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales. Etude de politique,Stockholm International PeaceResearch Institute,* Solana, septembre 2019, 18 p ;
- **HOFFMANN (Stanley),** *Gulliver empêtré : Essai sur la politique étrangère des États-Unis,* Paris, Seuil, 1971, p. 135 ;
- **HUNTINGTON (Samuel P.),** *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon and Schuster, London, 1996, 364 p;
- **KALDOR (Mary)**, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, London, Polity Press, 1998, p.151. (268 p.).
- **KAMITATU-MASSAMBA** (Cléophas), *Kilombo ou le prix à payer pour rebâtir la R-D Congo*, L'Harmattan, 2000 ;
- **LEFRANC (Sandrine),** *Politiques du pardon*, Paris, PUF, 2002, pp. 15-18.
- **M'BOKOLO (Elikia),** *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel, 2010, 410 p ;
- **MATHIEU** (David), *Bombes et bobards : propagande, bourrage de crâne, mensonges et manipulations de la guerre du Kosovo*, 24mars-10 juin 1999, L'Age d'homme, 2000 ;
- **MATUK MUNAN** (Jean Paul) (Dir), *Sécurité privée à l'est de la république Démocratique du Congo ; audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulée*, Mars 2013, 31p.
- **MBEMBE (Achille)**, *La naissance du maquis dans le Sud Du Cameroun (1920-1960): histoire des usages de la raison en post colonie*, Paris, Karthala, 438 p ;
- **MIGNOT** (Bruno), (dir.), *Etre acteur des opérations de paix des nations Unies. Guide pratique des pays contributeurs*, Paris, L'Harmattan, 2019, p.17.

- **MOUELLE KOMBI (Narcisse),** *La démocratie dans la réalité camerounaise. Libertés, légitimité et modernité politique sous Paul Biya*, Paris, Dianoia, 2013, p.9.
- **MVIÉ MEKA** (Elie), *Architecture de la sécurité et de la Gouvernance démocratique dans la CEEAC*, Presse Universitaire d'Afrique Centrale, Yaoundé, 2007, 252 p.
- **MVOMO ELA (Wullson)** et **UKEJE (Charles)**, *Approche africaine de la sécurité maritime : cas du golfe de Guinée,*FriedichErbertStiftung, Abuja, 2013, p.9.
- **MWAYILA** (Tshiyembe), *L'Etat postcolonial facteur d'insécurité en Afrique,* Dakar, Présence africaine, 1990.
- **N'KODIA** (Claude), *L'intégration économique : Les enjeux pour l'Afrique centrale*, Paris, l'Harmattan, 1999, p.33.
- **NTUDA ÉBODE (Joseph vincent)**, *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale*, FriedichErbertStiftung, yaoundé, Presses universitaires d'Afrique, 2010, p.15 ;
- **PAURON (Michel),** « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », *Jeune afrique*, 9novembre 2016 ; M.P. Guyard, « La dévaluation du Franc CFA », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994 ;
- **POSSIO (Thibault Stéphane),** *Les évolutions récentes de la coopération militaire française en Afrique*, Paris, Broché, 2007, p.315 ;
- **RICHARDS (Anna) et SMITH (Henry**), *Addressing the role of private security companies within security sector reform program*, London, Safeworld, Janvier 2007;
- **SCHIFF (Maurice) et WINTERS (Alan)**, *Intégration régionale et développement*, Paris, Economica, 2003, p.5.
- **SIMMEL** (Georg), *Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris, Paris, PUF, 2010 et **DELOYE** (Yves), *Sociologie historique du politique*, Paris, Ed. La Découverte, 2003, p.43.
- **SINDJOUN** (Luc), *L'Etat ailleurs. Entre noyau dur et case vide*, Paris, Economica, 2002, 332 p.
- **SWIFT** (Jonathan), *Le voyage de Guliiver en Lilliput,* Paris, Gallimard, édition 2018, 160p.

- **TAMBA** (Isaac et al. (Dir.), *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : Industrie extractive, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Yaoundé, Presse Universitaire d'Afrique, 2007, p.233.
- **TERROT** (Michel), *Rapport de la Commission des Affaires Etrangères*, Assemblée Nationale, 5 avril 2011, p.8.
- **TESSIER** (Claire), *La régionalisation des conflits et de la paix : le cas des Grands Lacs*, Séminaire Régionalisme et Régionalisation, mai 2005, p.3.
- **THUAL** (François), *Les conflits identitaires*, Paris, Ellipses, 1995, 192 p. ;
- **TOLLIMI** (Abakar), *La résolution des conflits frontaliers en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, 25e
- **TRAORE (Bakary)**, *La régionalisation du maintien de la paix en Afrique depuis le début des années 90 : enjeux : contraintes et défis à relever*, pp. 62-80
- **TSAFACK NGUEFACK** (Delmas), *Le petit Etat en relations Internationales. Entre vulnérabilité et aspiration à la puissance*,GénérisPublishing, 2021, 194 pages.
- **TSOLAKIS** (Marika), *Les enregistrements et actes de naissances des actes et l'Accès à l'Éducation en République Centrafricaine en République Centrafricaine*, Rapport du Conseil Norvégien pour les Réfugiées, Oslo, Janvier 2018, p.22.
- **TURZI** (Michel), *The effects of Private Military and Security Companies and local populations in Afghanistan*, Pacini Editor, 2019, p.10.
- **UKEJE** (Charles) et MVOMO ELA (Wullson), « Approche africaine de la sécurité maritime : cas du golfe de Guinée », FriedichErbertStiftung, Abuja, 2013, p.9.
- **VERSCHAVE** (François-Xavier), *Noir silence. Qui arrêtera la françafrique ?*, Paris, les arènes, 2000, 597 p.
- **WEBER** (Max), *Economie et société*, Paris, Plon, 1971.
- **ZARTMAN** (William), *Governance as conflict Managemant. Politics and violence in West Africa*, Brookings, 1996, 304 pages.

➢ OUVRAGES SPECIALISES

- **BERGHEZAN** (Georges), *Panorama les groupes armés en risque centrale,* Palerme, Diritto e questioni, 2015 ;
- **CAGNAT** (René), *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*, Paris, 1e éd., 1892.
- **CRETE (Jean) et IMBEAU (Louis**), *Comprendre et communiquer la science*, Saint Foy, Les Presses de l'Université de Laval, De Boeck, 2014, p.63.
- **DIKA (Pierre-Paul),** *La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine,* Paris, L'Harmattan, 2008, 310 p.
- **DOBRY (Michel),** *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationales des sciences politiques, 2009, 432 pages.
- **DOGAN (Mattei) et PELASSY (Dominique),** *Sociologie politique comparative. Problèmes et perspectives*, Paris, Economica, 1981, p.111.
- **DORTIER (Jean Pierre**), (dir.), Le *Dictionnaire des sciences sociales*, Paris, Éditions Sciences Humaines, 2013, p.18.
- **DUUPTY (Michel),** *Les entreprises publiques*, Presses universitaires de France, 1986, p.29
- **ELIAS (Norbert),** *La dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann Levy, 1975, p.57.
- **FASQUELLE** (Enzo), *Sécurités privées en Afrique de l'Ouest. Les intérimaires du risque*, Paris, L'Harmattan, 2020, 126 p.
- **FOGUE TEDOM** (Alain), *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.15.
- **FOUCAULT (Michel),** *Histoire de la folie à l'âge classique*, paris, Gallimard, 1961 ; voir aussi, *La volonté de savoir,* Paris Galimard, 1976, et *Les anormaux*, cours au collège de France, 1974-1975, Paris, Gallimard, 1999 ou encore,
- **FOUCAULT (Michel),** *Le pouvoir psychiatrique*, cours au collège de France 1973-1974, Paris, Galimard, Le Seuil, 2003.
- **GALLOIS (Pierre Marie),** *Les voies de la puissance*, Paris, Plon, 1990, p.37.
- **GOFFMAN** (Ervin), *Asiles*. *Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit, 1968, 452 p ;
- **GOFFMAN (Ervin),** *Stigmate*. *Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Edition de Minuit, 1963, 1975, p.7. 175 pages.

- **GOFFMAN (Erving),** *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 2, Les relations en public, Paris, Minuit, 1973/
- **GURR (Ted Robert.),** *Why Men Rebel?* Princeton University press, 1970, 446 pages.
- **HECLO, (Hugues)**, *Modern Social Politics in Britain and Sweden: From Relief to Income Maintenance* , New Haven, Yale University Press, 1974, 349 pages.
- **HEMANE (Slimane),** *Le pantouflage des agents de la Commission Européenne,* Paris, L'Harmattan, 2013, 104 pages.
- **HERMET (Guy),** *Le passage à la démocratie,* Paris, Presses de Science Po, 1996, p.26. (
- **HOEBEKE** (Hans) et al., *Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales. Etude de politique,Stockholm International PeaceResearch Institute,* Solana, septembre 2019, 18 p.
- **HOMI JEHANGIR (Babha**), *The location of culture,* London, Routledge, 1994, 292 pages.
- **HU NTINGTON (Samuel),** *The clash of civilization and the remaking of world order*, New York, Simon and Schuster, 1996, 410 pages.
- **HUAL (François),** *Méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipse, 1996, p.9.
- **JAFFRELOT (Christophe), (dir**.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, p.13.
- **KALDOR (Mary),** *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, London, Polity Press, 1998, p.151.
- **KEPEL (Gilles),** *La revanche de Dieu, Chrétiens, juifs et musulmans à la conquête du monde,* Paris, Seuil, 1991, 283 pages.
- **KOTOKO (Mahamat Ahmed),** *La défense populaire au Cameroun. Comprendre un concept,* Paris, L'Harmattan, 2020, pp.90-100.
- **KOUNGOU (Léon),** *Culture stratégique et concept de défense au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2015, p.43.
- **KOUNGOU (Léon),** *La gouvernance du secteur de la sécurité au Cameroun. Quel rôle pour les organisations de la société civile,* Friedrich Erbert-Stiftung, 2020, p.10.
- **KRAHMANN (Elke),** *The role of private security companies (PSCs) in CSDP missions and operations,* Directorate- general for *external policies*, European Parliament, Belgium, 2011, p.13.

- **LASCOUMES et NAGEL (Carla),** *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité à col blanc à la corruption politique*, Paris, Armand Collin, 2014,
- **LASSERRE (Fréderic) et GONON (Emmanuel),** *Espace et enjeux : méthode d'une géopolitique critique*, Paris, L'Harmattan, 2002, 472 pages.
- **LASSERRE (Frédéric),** *La géopolitique, Traité de Relations Internationales*, Paris, Presses de la Fondation de Science Po, 2013, p.74
- **LE BOEUF (Alain) et QUENOT-SUAREZ (Hélène),** *La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique*, Bruxelles, Ifri, 2014, p.26. (61 p)
- **LEGGER (Ted)** et al, *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Genève, 2011, p.45.
- **LEMERT (Edwin),** *Social pathology: A systematic Approach to the theory of Sociopathic Behavior*, New York, McGraw, 1951,
- **LEMKE (Douglas),** *Regions of War and Peace*,Cambridge, New York: CUP, 2002.
- **LEVI-STRAUSS (Claude),** *La pensée sauvage*, Paris, Plon, p.34.
- **LINSKOV JACOBSEN** (Katya), *Russia's Showy and Shadowy Engagement in Sub-Saharan Africa*,Djof Publishing, Copenhagen, 2020, p.50
- **M'BOKOLO (Elikia),** *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel, 2010, 410 p.
- **M'BUYI (Junior),** *Une future superpuissance africaine en devenir. Quand la RDC S'éveillera !*,
- **MARTIN (Kimberley),** ***The Wagner Group: Untangling the Purposes of a Russian Power Tool,*** **Stanford, septembre 2020, p.1;**
- **MBEMBE (Achilles),** *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, coll. cahiers libres, 2010.
- **MORIN (Jean-Frédéric),** *La politique étrangère : Théories, méthodes et références*, Paris, Armand Colin, 2013, p.17-18. (320 pages).
- **MOYNIHAN (Daniel Patrick),** *Pandaemonium Ethnicity in International Politics***, :** Oxford. Date d'édition : 1993, 238 pages.
- **MUMFORD (Andrew),** ***Proxy Warfare*****, Polity Press, 2013, 180 pages;**
- **MUNDIMBE (Valentin Yves),** *L'odeur du père. Essai sur des limites de la science de la vie en Afrique noire*, Paris, Présence Africaine, 2000, 208 pages.

- **MWAYILA** (Tshiyembe), *L'Etat postcolonial facteur d'insécurité en Afrique,* Dakar, Présence africaine, 1990.
- **NADEAU (Robert),** *Philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2016, p.11.
- **NORTH (Douglass),** *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press, 1990, p.94.
- **NTANGSI (Joseph),** « Agricultural Policy and Structural Adjustment in Cameroon », *in* Conference, August, Tokyo, Japan 18, 1991, pp. 22-29.
- **OBARD (Fabien) et DE MAILLARD (Jacques),** *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, Armand Colin, 2015, p.9.
- **SAID (Edward),** *L'Orientalisme*, SPIVAK (Gayatri), *Can the Subaltern speak ?*
- **SINGER** (Peter Warren), *Corparate Warriors. The rise of the Privatized Military Industry*, Cornell University Press, 2004, p. 9
- **THUAL (Francis),** *Les Conflits identitaires*, Paris, Elipse, 1991, 191 pages.
- **THUAL (François),** *Méthodes de la géopolitique, apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipse, 1996, p.9.
- **TSHIMANDE TUKALA (Célestin),** « États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? », in TUKALA, *États des Grands Lacs et privatisation de la sécurité,* p.309.
- **WEBER (Max),** *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.

C. ARTICLES SCIENTIFIQUES

➢ ARTICLES TIRES DES REVUES SCIENCTIFIQUES :

- **ABOU ABAMI (Omar**), « Extension des zones d'influence russes dans le pré carré français en Afrique centrale : le cas de République centrafricaine », in *Note d'Analyse,* n°85, mars
- **ABOURADI (Yousra)** et **DURAND DE SANCTIS (Julien**), « L'émergence de puissances africaines de sécurité : étude comparative », in *Etudes de l'IRSEM*, n°44, avril 2016, p.53. pp.86pages.
- **ABRAHAMSEN (Rita)** et **WILLIAMS (Michael C.),** « Security the City: Private Security Companies and Non-State Authority in Global Governance », in *International Relations Review*, Mai 2007;

- **ABRAHAMSEN** (Rita) et **WILLIAMS** (Michael C.), *The Globalisation of Private Security*, January 2005, p. 237- 253;
- **ADAMON BOUDZANGA (Pegui-Bere),** « Intégration régionale et décentralisation entravées en Afrique centrale », *l'espace politique* en ligne, 21/ 2013-3, p.33, mis en ligne le 4 février 2014, consulté le 22 avril 2021 ;
- **ADAMS (K. Thomas),** « private Military Companies: Mercenaries for the 21st Century*", in Small Wars and Insurgencies*, Vol. 32, Issue 3, 2021, p. 54-67
- **ADAMS (**Samuel**),** "The Political Economy of Privatization in Sub-Saharan African", *Ghana Institute of Management and Public Administration, Social Science Quarterly*, Vol. 89, n°1, March 2008, pp.78-94;
- **AL CHAHED** (Nadia), « Christine Lagarde fixe 3 objectifs pour la prospérité économique au Cameroun », in *Revue Afrique*, publié le 08 janvier 2016, consulté sur https ;//www.aa.com.fr ; consulté le 27 novembre 2021 ;
- **ALIBERT (Jacques),** « *Trente années d'Afrique* », Afrique contemporaine, *1992*, n° 164, 291
- **ALLEN (Tim),** « The International Criminal Court and the invention of Traditional Justice in Northern Uganda », in *revue Politique africaine*, n° 107, octobre 2007, pp. 147-166.
- **ANGEY** (Gabrielle), « La recomposition de la politique étrangère turque en Afrique subsaharienne. Entre diplomatie publique et acteurs privés », in *Note de l'Ifri*, Mars 2014 ;
- **ANGRISANI** (Roberto), « Donnée personnelle et surveillance massive : quelles protections face aux ingérences des autorités publiques ? », in *Revue Québécoise de droit international*, 2020, hors-série, p. 111-112. ;
- **ARKHANGELSKAYA (Alexandra A.),** « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », in *Revue Afrique contemporaine*, 2013/4, n°248, p.62.
- **ARTHUR (B),** "Competing Technologies, Increasing Returns and Lock6in by Small Historical Events"? in *The Economic Journal*, March, n°99, pp.116-131.
- **AUGE (Benjamin),** « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahou ? », *Études de l'Ifri,* novembre 2020, p.14. (36p).

- **AUVERGNON (Philippe) et SERVAIS (Jean Michel),** « Modèles et transfert normatifs en droit du travail de pays africains », in *Bulletin de droit comparée du travail et de la sécurité sociale,* Bordeaux, 2005, p.117.

- **AVOINE** (Anctil), « La guerre afghane : Une perspective du réalisme structurel », in *RevueOASIS*, 26, p.107-121 ;

- **AWOUMOU** (Come Damien Georges), « Le golfe de Guinée face aux convoitises », in *Enjeux*, n°22, Janvier-Mars 2005, p.15 ;

- **AYISSI (Anatole N.),** « Le défi de la sécurité régionale en Afrique après la guerre froide, vers la diplomatie préventive et la sécurité collective », Travaux de recherche de l'UNIDIR (New York et Genève), n° 27, 1994 ;
- **AYISSI** (Anatole), « La prolifération des armes légères et de petits calibres : un défi majeur de paix et de sécurité », in *Revue africaine d'études politiques*, n°.3, 2003, FSPJ, pp.167-207 ;

- **BA (Omar)**, « (Re) découper la carte de l'Afrique : Une critique de l'argument d'un déficit sécessionniste en Afrique », in *ASPJ Afrique et Francophonie*, 3e trimestre 2013, p.80 ;

- **BAAZ ERIKSON (Maria),** « La « mère des armées » n'est pas encore morte. Des pratiques de justice (in)formelle dans les forces armées de la République démocratique du Congo », in *Revue Politique africaine*, 2013, 1, n°129, pp.49-72 ;
- **BAFOIL (François),** « États forts, états faibles, régions fortes, régions faibles », in *Revue Capitalismes émergents*, 2012, pp.381-407 ;
- **BAGAYOKO** (Niagalé-Pénone), **EBOE** (Hutchful) **et LUCKMAN** (Robin), « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique centrale », in *revueAfrique Contemporaine*, 2016, n°260, p.96-98 ;

- **BAGAYOKO-PENONE (Niagalé),** « Les politiques européennes de prévention et de gestion des conflits en Afrique subsaharienne », in *revue Les champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix*, IRSEM, 2004, n°16 ;
- **BALANCE** (Fabrice), « Syrie : guerre civile et internationalisation du conflit », in *RevueEurOrien*t, n°41, 2013, 23p ;

- **BALZACQ (Thierry),** « La sécurité : définitions et niveaux d'analyse », in *Revue Fédéralisme et Régionalisme*, vol. 4, 2003-2004
- **BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric),** *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p. 34.
- **BANEGAS** (Richard), « *De la guerre au maintien de la paix. Le nouveau business mercenaire* », *in revue Critique Internationale*, n°1, automne 1998, pp. 180-194 ;
- **BAT** (Jean Pierre), « l'Afrique centrale : « le nouveau Grand Jeu », in *RevueHérodote*, 2004, n°.179, p.91-107 ;
- **BATCHOM (Paul Elvic**), « La guerre du peuple : de la popularisation de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », in *Revue Études internationales*, n°.47, (2-3), 2016, pp.285-384 ;
- **BATCHOM** (Paul Elvic), « La multi-présence au sein des organisations internationales. L'engagement multilatéral des Etats à la croisée des intérêts et des identités », in *Annuaire français des Relations Internationales*, vol. XVIII, 2017, pp.849-870 ;
- **BATCHOM** (Paul Elvic), « Valeurs et puissance dans les relations internationales : de la construction axiologique d'une dynamique hégémonique en Afrique centrale », in *Revue Camerounaise d'Etudes internationales*, n° 1er et 2ème semestre 2013, p.31. ;
- **BATCHOM (Paul Elvic),** « Valeurs et puissance dans les relations internationales : de la construction axiologique d'une dynamique hégémonique en Afrique centrale », in *Revue Camerounaise d'Études internationales*, n° 1er et 2ème semestre 2013 ;
- **BATCHOM**(Paul Elvic), « La guerre du peuple : de la popularisation de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », in Revue *Études internationales*, n°.47, (2-3), 2016, pp.285–304 p. ;
- **BATTORY (Jean)** et **VERCOULON (Thierry),** « La province du Sud-Kivu : un champ de bataille multidimensionnel méconnu », in *Revue Notes de l'Ifri*, février 2019 ;
- **BAYART** (Jean François), « La revanche des Sociétés africaines », in *RevuePolitique africaine*, n°11, 1983, pp.95-127 ;
- **BECKER (Howard),** « The Road to Narcotics, Delinquincy and social Policy », in CHEIN and al, dir. American Sociology review, vol.29, n°5, pp.769-770.

- **BELLUCI (Beluce),** « The state in Africa », in *The perspective of the World Review*, vol. 2, n°3, December 2010;
- **BELOMO ESSONO (Chantal Pélagie),** « Sécurité et ordre politique au Cameroun : entre dynamiques internes et connexions internationales », in *Revue africaine des relations internationales*, vol.12, n°1 et 2, 2009 ;
- **BERGEL (Jean-Louis),** « La sécurité juridique », in *Revue du notariat*, vol.110, n°2, septembre 2008 ;
- **BERGHEZAN (Georges),** « *Panorama les groupes armés en risque centrale* », Palerme, *Diritto e questioni*, 2015, pp.215-234.
- **BETGA DJENGWE (Noel Lavallière),** « Les techniques de défense des chefferies bamiléké de l'Ouest-Cameroun, du XVIe siècle début du XXe siècle », in *e-Phaistos. Revue d'histoire des techniques*, VI-2, 2017, 2018, pp.1-17 ;
- **BORELLA** (François), « L'Union des États d'Afrique central », in *Annuaire de droit international*, 1968, n°14, p.168 ;
- **BOUIN (Olivier),** « la privatisation dans les pays en développement : réflexions sur une panacée », in *Revue Cahier de politique économique*, n°3, OCDE, 1992 ;
- **BOURDIEU (Pierre) et CHAMPAGNE (Patrick),** « Les exclus de l'intérieur », in Actes de la recherche en Sciences Sociales, 1992, n°91-92, pp.71-75 ;
- **BRAUD (Michel),** « La violence politique : repères et problèmes », in *Revue Cultures et Conflits*, n°9-10, printemps-été ;
- **BROSSET (Estelle)** et **TRUILHE-MARENGO (Eve)** (dir.*),* « Les enjeux de la normalisation technique internationale, entre environnement, santé et commerce international », *in La Documentation française*, Paris, 2006 ;
- **BUCAILLE (Laetitia),** « Femmes à la guerre. Égalité, sexe et violence », in *Revue Critique internationale*,n°60, pp.9 à 19 ;
- **BURUNDI (Zacharia)** and **MUNA (Wilson),** « Security management and private security companies in Kenya a case study of Kamukundji in Nairobi city county, Kenya », in *Journal of Emergency Issues*, vol.3, Issue 3;
- **CAGNAT (René),** « *L'armée romaine d'Afrique et l'occupation militaire de l'Afrique sous les empereurs*, Paris, 1e éd., 1892 », in *Cahiers de recherche sociologique*, N°15, automne 1990 ;

- **CAMERON (Lindsay),** « Private military companies: their status under international humanitarian law and its impact on their regulation », in *International Review of the Red Cross*, vol.88, n°863, September 2006, pp. 573-598;
- **CANTENS** (Thomas), « La réforme de la douane camerounaise à l'aide d'un logiciel des Nations Unies ou l'appropriation d'un outil de finances publiques » ; in *Revue Afrique Contemporaine*, 2007/3-4, n°223-224, pp.289-307 ;
- **CEYHAN (Ayse),** « Analyser la sécurité : Dillon, Weaver, Williams et les autres », in *Revue Cultures et Conflits*, n°31-32 ;
- **CHABOUNI (Samia),** « Stratégie diplomatiques rwandaises et ambitions de KAGAME », in *Revue Conjonctures de l'Afrique centrale,*
- **CHAHED (Nadia),** « Christine Lagarde fixe 3 objectifs pour la prospérité économique au Cameroun », in *Revue Afrique*, publié le 08 janvier 2016, consulté sur https ;//www.aa.com.fr consulté le 27 novembre 2021.
- **CHAPELEAU (Philippe)**, « De Bob Denard aux sociétés militaires privées à la française », in *Revue Culture et Conflits*, n°52, Hiver 2003, pp.49-66.
- **CHARLOT (Antoine),** « La résilience territoriale, facteur de transformation », in p.8.
- **CHAUVIN (Emmanuel), «** Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique », in *Revue Les Cahiers d'Outre-mer*, 272, Octobre-Décembre 2015, n°272, Octobre-Décembre 2015, pp. 481-500 ;
- **CHEMOUNI (Benjamin),** « Rwanda. L'Etat depuis le génocide », in *Revue Politique africaine,* n°160, 2020/2004, 4, p.7.
- **CHEVALIER (Jacques),** « L'État de droit au défi de l'État sécuritaire », in *Le Droit malgré tout. Hommage à François OST,), Presses de l'Université Saint Louis, 2018, pp.293-312.*
- **CHOUALA (Yves Alexandre),** « la crise diplomatique de mars 2004 entre le Cameroun et la Guinée Équatoriale : fondements, enjeux et perspectives » in *Polis. Revue Camerounaise de Science Politique*, vol. 12, n° spécial 2004-2005 ;
- **CHOUALA (Yves Alexandre),** « La stratégie sécuritaire régionale de la lutte contre Boko Haram : dynamiques et dissonances », in *Polis, Revue camerounaise de Science Politique*, vol. 1 et 2, 2015 ;
- **CHOUALA (Yves Alexandre),** « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de

l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », in *Polis, in Revue Camerounaise de Science Politique*, vol.8, n° spécial, 2001 ;

- **CHOUALA** (Yves Alexandre), « La stratégie sécuritaire régionale de la lutte contre Boko Haram: dynamiques et dissonances », in *Polis, Revue camerounaise de Science Politique*, vol. 1 et 2, 2015, vol.1, p.17 ;
- **CHUNG (R.)** « Penser les relations internationales d'un point de vue féministe », in *Revue Philosophiques*, 2017, n° 44 (1), p.131-138 ;
- **CHUNG(R),** « Penser les relations internationales d'un point de vue féministe », in *RevuePhilosophiques*, 2017, n° 44(1), p.131-138 ;
- **CICHINI** (Joelle) et **HERRERA** (Remy), « Les sociétés militaires privées : La guerre par procuration ? Le cas de la guerre d'Irak », in *Recherches internationales*, n°82, pp. 9-26 ;
- **CLAUDE (Gérard),** « Israël-États-Unis, de la reconnaissance historique à l'alliance stratégique. Histoire des relations stratégiques et diplomatiques, 1948-2004 », *in Revue historique des armées*, n°252, 2008, p.1.
- **CLOUET (Louis-Marie),** « Rosoboronexport, fer de lance de l'industrie russe d'armement », in *revue Russie.Nei. Visions*, n°22, Septembre 2007, 20 pages.
- **CODACCIONI (Vanessa),** *La société de vigilance. Auto surveillance, délation et haines*
- **COLIOT-THELENE (Catherine),** « La fin du monopole de la violence légitime ? », in *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 2003, vol.34, n°1, pp.14-15.
- **COLLIER** (Paul) et **HOEFFLERT**(Anke), "On economic causes of civil war", in *Oxford Economic Papers*, n°50, Oxford University Press 1998, n°50, 1998, pp.563-573;
- **COMLAN (Edem K.),** « La Cote d'Ivoire », in BRYDEN (Alan) (dir.), *La privatisation de la sécurité en Afrique. Défis et Enseignements de la Cote d'Ivoire, du Mali et du Sénégal*, Genève, Publication du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, 2016, p.59.
- **CORDEN (Warner),** Booming sector and dutch disease economics: survey and consolidation, in Oxford Economic Papers, 1984, n° 36 (3), pp.359-380.
- **CUOCO (Carlo Alberto),** "The revolution in military Affairs: theoretical utility and historical evidence », in *research pape"r*, Research institute for European and American studies, n°12, April, 2010, p.12.

- **DAMINSKI (Dan) et al**. « L'instrumentalisation dans les pratiques pénales. Construction et déconstruction d'un concept », in *revue Sociologie et Sociétés*, vol.33, n°1, printemps 2001, p.27.
- **DANKWA (Evo),** « les prisons en République Centrafricaine », in *revue SERIES IV*, n°7, 19-29 juin, 2000, p.9.
- **DARANTIERE (Philippe),** « Les sociétés militaires privées : succès et contraintes », in *Revue Inflexions*, 2007, n°5, p.114.
- **DAVID (Charles- Philipe)** et **BENESSAIEH** (Afef), « La paix par l'intégration / théories sur l'interdépendance et les nouveaux problèmes de sécurité », in *Études internationales*, Vol. 28, n°2, 1997 ;
- **DAVID (Paul),** « La dépendance du chemin et la quête de l'historique Économique. Un chœur de plus de la ballade de QWERTY », in *Document de travail historique*, n°20, Stanford University, novembre1997, 49 pages.

- **DE HOOP SHEFFER** (Alexandra), « la politique étrangère de l'Administration Obama. La quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », in *Annuaire français de relations internationales*, Centre Thucydide, Vol. X, 2009, pp.5-10 ;
- **DELMAS TSAFACK (Charly Delmas),** « Le Cameroun et les pays émergents : dynamiques de la coopération avec la Turquie », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.225-245.
- **DESCHAUX-DUTARD** (Delphine), « Usage de la force militaire et contrôle démocratique : le rôle des arènes parlementaires en France et en Allemagne », in *Revue internationale de Politique Comparée*, 2017/3, vol.24, p.203 ;
- **DESGRAIS** (Nicholas) et **LE GOURIELLEC** (Sonia),« stratégie d'extraversion : les défis de la construction de l'Architecture africaine de paix et de sécurité », in *Notes des recherches stratégiques*, n°28, 22 juillet 2016, pp.1- 10 ;
- **DI JOHN** (Jonathan), *European Journal of Development Research*, Univeristy of London, 2010, n° 2, pp.10-30;
- **DIEU (François) et DUPONT (Benoît),** « L'évolution des connaissances et des politiques en Grande-Bretagne », in *Les cahiers de la sécurité intérieure. Corruption dans la police ?* 2001,

- **DIPHOOORN** (Tessa), « Surveillance of the Surveillers »: Régulation of the Private Security Industry in South Africa and Kenya », in *Africa Security Review*, 2016, pp.161-182 ;
- **DJEBBI** (Sihem), « Les complexes conflictuels régionaux », in *Fiche de l'Irsem,* n°.5, mai 2010, p ;
- **DONDIN-PAYRE (Monique),** « Les auxiliaires militaires de l'armée d'Afrique héritiers de l'*exercitus Africae* ?é in Dossier Mobilité, garnisons et nouveautés en épigraphie militaire : les unités auxiliaires et l'Afrique romaine », 56/2020, pp. 357-36.
- **DOSTALER (Gilles.),** «*La « Asimakopoulos et la Théorie générale de Keynes », in Revue d'analyse économique,* Vol.67, n°4, Décembre 1991, pp.549-566.
- **DOUGUELI (Georges),** « Cameroun : l'homme qui voulait être président », in *Magazinejeuneafrique*, 20 mars 2019, p.55.
- **DUGIS (Vinsensio),** « explaining Foreign Policy Change », in *Jurnal Masyarakat kebudayaa dan politik*, n°2, pp.101-104.
- **DUHEM (Vincent),** « *Israël connexion* », in *Jeune afrique*, n°3106, Novembre 2021, pp.44-46.
- **DUKHAN (Nathalie),** « Etat de prédation. La République Centrafricaine otage des proxys et des profiteurs de la guerre », in *The Sentry*, octobre 2020, pp.1-28 ;
- **DUK-KANG (Yoo),** « Development of regionalism: New Criteria and typology », in *Journal of Economic Integration*, Vol. 31, n°2, Juin 2016;
- **DUPLESIS (Estelle),** « Le vertige et la *Soft Law* : réactions doctrinales en droit international », in *Revue québécoise de droit international* (Hors-série), 2017, p. 248.
- **DUPUIS-DERI (Francis),** « Qu'est-ce que la démocratie », in *revue Horizons Philosophiques*, vol.5, n°1, p.86.
- **DUSSOLIER (Amandine),** « Le « retour » de la Russie en Afrique subsaharienne : sécurité et défense au service de la politique étrangère de la Russie de Vladimir Poutine », in *Revue Focus Paper*, n°39, Bruxelles, Institut royal supérieur de défense, Juillet 2019, p.11.
- **EBANG MVE (Bruno),** « Le réalisme de la politique étrangère des petits États Africains », in *Revue Varia*, n° 6, septembre 2015, pp.1-21.

- **EDIMBI NOAH (François Xavier),** « De la défense populaire au Cameroun. Repères historiques, appropriations actuelles et défis futurs », in *Note d'analyses sociologiques*, n°13, Août 2019, p.10.
- **EDJO'O NDONGO (Jean Claude),** « Les forces de défense dans la construction du logiciel de paix et de stabilité au Cameroun (1990-2020) », in *Revue Dialectique des intelligences, Dossier « 1990-2020 : 30 ans de pluralisme politique ou de démocratie en Afrique subsaharienne ? »*, n°07, Premier semestre, 2020, p.24
- **EGGET** (John) et **HERRERA** (Javier), « Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne », in *Cahiers des sciences humaines*, n°6, Orstom, Editions de l'Aube, 1998, p.2 ;
- **EICHLER** (Maya), « Gender and the privatization of security: Neoliberal Transformation of the Militarized Gender Order », in *Critical Studies on Security*, 2013, n°3, pp ;
- **ELINKA** (Mathieu), **«** Le CIC, clef de voûte de l'architecture de coopération interrégionale dans le golfe de guinée **»**, in *Revue Defense Nationale*, 2016/7, n°792, pp.93-98 ;
- **EYENGA** (Georges Macaire), « Les nouveaux yeux de l'Etat ? L'introduction de la télésurveillance dans l'espace public à Yaoundé », in *Revue Cahiers d'Etudes Africaines*, LX (4), 244, pp.753-776 ;
- **FALLAH** (Katherine),« Corporate actors: the legal status of mercenaries in armed conflict », in *International Review of the Red Cross*, Vol.88, n°863, September 2006, pp.589-61;
- **FALQUET** (Jules), « Hommes en armes et femmes « de service » : tendances néolibérales dans l'évolution de la division sexuelle internationale du travail », in *Cahiers du genre*, n°40, 2006, p.15-65 ;
- **FANYIM** (Gaius), « Les comités de vigilance comme acteurs de la lutte contre Boko Haram au Cameroun », *ResMilitaris*, vol, 9, N.1, *Hiver-Printemps*, 2019, p.1 ;
- **FARABRIUIS (Peter),** « Is the expanding presence of Russia's private military company a legitimate cause for African concern? », publié le 21janvier 2022, https//:www.issafrica.org, Institute for Security Studies
- **FER** (Stéphane) et al., « Se protéger à Yaoundé : de productions de sécurité différenciées », in *Revue Justice Spatiale*, n°4, 2011, pp.1-20 ;

- **FJELDSTAD** (Odd-Helge), « Vers plus d'éthique dans les douanes en Afrique subsaharienne », in *Revue Afrique contemporaine*, 2009/2, n°230, pp.33-54 ;
- **FOGUE TEDOM** (Alain), « L'Union africaine : un défi politique stratégiquement mal engagé », in *Revue africaine d'études politiques*, n°3, 2003, FSPJ, pp. 209-221 ;
- **FOGUE TEDOM** (Alain), « le concept de sécurité dans l'analyse des conflits politiques africains », *Revue africaine d'études politiques*, n°3, 2003, FSPJ, pp.177-19 ;
- **FORBIN (Ngwa),** « Les comités de vigilance et l'État de droit au Cameroun », in EDIMBI NOAH (François Xavier), « De la défense populaire au Cameroun. Repères historiques, appropriations actuelles et défis futurs », in *Note d'analyses sociologiques*, n°13, Août 2019, p.10.
- **FOUCAULT** (Martial), « Les budgets de dépense en France, entre déni et déclin », in *Ifr*i, Bruxelles, Avril 2012 ;
- **FOUCHARD (Laurent),** « Etat de la littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d'une activité policière bon marché », in *Revue Critique internationale*, n°78, Janvier-Mars 2018, 1, pp.169-186 ;
- **FOUCHARD (Laurent),** « État de la littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d'une activité policière bon marché », in *Revue Critique internationale*, n°78, Janvier-Mars 2018, 1, p.169. (pp.169-186)
- **FULOON** (Mark), « Non-state actor: Defining Private Military Companies », in *Strategic Review for Southern Africa*, vol.37, n°2, pp.29-51 ;
- **GARCIA** (**Thierry**), « Privatisation du mercenariat et droit international », in *Revue Cités*, 2005, n°24, pp.119-121 ;
- **GBERIE (Lansana),** *L'Afrique de l'Ouest : Entre pierres et étincelles. L'économie politique des diamants et la déstabilisation régionale*, Ottawa, Documents hors-série, n°9 ; mai 2003, p.9. (15 p.).
- **GHELLER** (**Frantz**), « Le contexte sociopolitique du Projet de paix perpétuelle d'Emmanuel Kant », in *Études Internationales*, vol. 41, n° 3, 2010, 348 p ;
- **GILLARD** (Emanuela-Chiara), « Quand l'entreprise s'en va-t'en guerre : les sociétés militaires et sociétés de sécurité privées et le droit international humanitaire », in *Revue Internationale de la Croix Rouge*, Vol. 88, 2006, pp.173-22 ;

- **GIRARD** (Renaud), « Carnet de Route : L'Afghanistan, au centre d'un nouveau « Grand Jeu », in *Revue des deux Mondes,* Juillet–aout 2002, pp.163-16 ;
- **GONDEU (Ladiba),** « Note sur la sociologie politique du Tchad : La dynamique d'intégration nationale, dépasser la conflictualité d'un Etat entre parenthèse », in *Revue Sahel Reasersh Group Working Pape*r, n°006, Scholars in Residence Paper, octobre 2013, p.46.
- **GOUJON (Michaël)** et MIEN (Edouard), « 40 Years of Dutch Disease Literature: Lessons for Developing Countries », in *Comparative Economic Studies*, 2021, Université Clermont Auvergne, CNRS, CERDI, p.2.
- **GRANVAUD (Raphaël),** *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990).* Héritage colonial et stratégies de domination, in *Dossier Noir*, n°23, Paris, Agone, 2009, p.6.
- **GRAY(Mathew),** « A Theory of "Late Rentierism" in the Arab States of the Gulf », in Occasional Paper n° 7 , Center for International and Regional Studies Georgetown University School of Foreign Service in Qatar, 2011, p.1.
- **GROULIER (Cédric) et TORDJMAN (Simon),** « Les organisations intergouvernementales », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, pp.181-200 ;
- **GUEHENNEUX** (Jérome), « Les enjeux de sécurité en Océanie », in *Revue Défense Nationale*, n°.785 ;
- **GUIBET LAFAYE (Caroline),** « légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique », in *Revue Sociologie et sociétés*, vol.49, n°1, Printemps 2017, pp.239-267
- **GUICHERD** (Cathérine),« l'investissement de l'Union Européenne dans la sécurité collective en Afrique centrale : un pari risqué », in *Occasional Paper*, pp. 1-95 ;
- **HAGMANN** (Jonas) and **KARTAS (Moncef),** "International Organizations and the Governance of Private Security", in **BRYDEN** (Alan) and **CAPARINI** (Marina), *Private Actors and Security Governance,*2006, LIT & DCAF, pp.285-304;
- **HAGMANN** (Tobias) et al., « La région Somali d'Ethiopie. Entre intégration, indépendance et irrédentisme », in *Revue Politique Africaine*, 2005/3, n°99, pp.43-62.

- **HAROU** (Abou), « L'avènement des sociétés privées de sécurité à Niamey : une « alternative » sécuritaire », https : //publication.lecames.org, consulté le 19 aout 2021, p.20 ;

- **HAUPAIS (Nicholas),** « Les enjeux juridiques de la « privatisation de la guerre », in *Annuaire Français de Droit International*, Année 2009, n° 55, pp. 87-110 ;

- **HELLY (Damien),** « Stratégie Sahel: l'impératif de la coordination », in *Note d'analyse* 76, Institut d'Études de Sécurité, Mars 2015 ;

- **HICHEM TEKFA (Yacine),** « Le Mercenariat moderne et la privatisation de la guerre », in *Revue Géostratégique*, 18 mars, 2006.
- **HIGATE (Paul),** « Aversions to Masculine Excess in the Private Military and Security Company and their Effects: Don't be a "Billy Big Bollocks" and beware the "Ninja! », in *Working Paper*; n°08-12, p.5.
- **HOEBEKE (Hans) et al.,** « *Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales « , in Etude de politique, Stockholm International Peace Research Institute*, Solana, septembre 2019,
- **HOFFMAN (Stéphanie) et SCHMIDT (Olivier),** « Diplomatie supra étatiques », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, pp.201-215.
- **HUGON (Philippe) et ESSIANE ANGO (Naida),** « Les armées nationales africaines depuis les indépendances. Essai de périodisation et de comparaison », in *Revue Les Notes de l'IRIS*, avril 2018, p.6
- **HUGON** (**Philippe**), « Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains », in *Revue Hérédote*, 2009/3, n°134, pp.63-79 ;

- **HUGON** (**Philippe**), « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », in *Revue internationale de politique de développement*, n°1, 2010, pp.98-118 ;

- **IFFLY (Catherine)**, « Quelles perspectives pour la Crimée », in *revuePolitique Etrangère*, n°.2, 2017, pp.129-142 ;

- **IRONDELLE (Bastien)** et al., « le contrôle de l'action parlementaire », in *Étude de l'IRSEM*, n°22, 2012 ;

- **JAILLON (Alexandre) et BRIER (Guillaume),** « Cartographie des sites miniers Artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique », Novembre 2019, p.3.
- **JONES (Seth G.)** et al. *Russia's Corporate Soldiers. The Global Expansion of Russia's Private Military Companies*, New York, Center for strategic and International Studies, July 2021, 114 p;
- **K. ADAMS (Thomas),** « private Military Companies: Mercenaries for the 21st Century*", Small wars and Insurgencies*, Vol.32, Issue 3, 2021, pp. 54-67;
- **KALDOR (Anne-Marie),** « La sécurité humaine : un concept pertinent », in *RevuePolitique Étrangère*, 2006/4, p.907 ;
- **KALIKA (Arnaud),** « Le « grand retour » de la Russie en Afrique ? », in *Revue Russei.nei.visions,* n°144, Ifri, avril 2019, p.6.
- **KALIKA (Arnaud),** « Le « grand retour » de la Russie en Afrique ? », in *Revue Russei.nei.visions,* n°144, Ifri, avril 2019, p.6.
- **KAM KAH (Henry),** « History, External Influence and Political Volatility in the Central African Republic », in *Journal for the Advancement of the Developing Economies Review,* vol.3, Issue I, 2014, p.18.
- **KAMBALE MUKWEMLERE (Albèric),** « Prolifération des sociétés privées de sécurité au Nord-Kivu : motivations et perspectives », in *IOSR/JHSS, Jounal of Humanities And Social Science,* Vol.23, Issue I ; Ver.6, january, 2018 ; pp.62-73.
- **KAMITATU-MASSAMBA (Cléophas),** *Kilombo ou le prix à payer pour rebâtir la R-D Congo*, L'Harmattan, 2007, p.31 ;
- **KANGULUMBA MBAMBI (Vincent).** « Les droits originellement africains dans les récents mouvements de codification : le cas des pays d'Afrique francophone subsaharienne » in *Revue Les Cahiers de droit,* volume 46, numéro 1-2, 2005, pp.315–33
- **KARIE YOUSSOUFOU (Ngamondi),** « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre *low et high politics* », in *Revue Res Militaris,* vol.9, automne 2019, p.9.
- **KENFACK NAFACK (Cyril),** « Le maintien de l'ordre public au Cameroun : une continuité de la doctrine de maintien de l'ordre 1955-1971 », in *Revue d'études dé coloniales*, 2019, publié sur https://www.academia.edu

- **KIRPRE** (Pierre), « De la guerre et de la paix en Afrique », in *RevueAfrique contemporaine*, 2003, n°207, pp.133-146 ;
- **KOJO (Noako),** "Demystifying Dutch Disease", in *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, World Bank Group, Vol. 6, n°24, june 2015, 23pages,
- **KOLB (Robert),** « La sécurité juridique en droit international : aspects historiques », in *African yearbook of international Law*, 2002, vol.10, p.112.
- **KOUGNIAZONDE (Christophe C.),** « Le cadre constitutionnel régissant les interventions des forces de défense et de sécurité publique », in *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Paris, Organisation Internationale de la Francophonie, 2010, p.22. (21-35).
- **KOUNGOU (Léon),** « La gouvernance du secteur de la sécurité au Cameroun. Quel rôle pour les organisations de la société civile ? », in *Fridrich-Erbert-Stiftung*, 2020, p.15.

- **KOUNOU** (Michel), « coups d'états, régimes militaires et développement démocratique au sud du Sahara de 1963 à 2004 : bilan et perspectives », in *Revue africaine d'études politiques*, n°3, 2003, FSPJ ;
- **KRAHMANN** (Elke), *The role of private security companies (PSCs) in CSDP missions and operations*, Directorate- general for *external policies*, European Parliament, Belgium, 2011, p.13 ;
- **KRONSELL (Anika),** « Sexed Bodies and Military Masculinities: Gender Path Dependency and Defense Policy », in *Sage Journals*, vol.9, Issue 3, 2

- **KWESI (Aning**), « The role of private military companies in US-Africa policy », in *Review of African political economy*, 35(118), 2008, pp.613-628;

- **LABARONNE** (Daniel) et **BEN ABDELKADER** (Fahmi), « Abus de position publique et privatisation de masse dans les économies de l'est en transition. Approche théorique et empirique », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2007, pp. 167-196 ;
- **LAGRANGE (Marc-André) et VIRCOULON (Thierry),** *Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de la République démocratiques du Congo*, in *Global initiative Against Transnational Crime* 2021, *Genève,* 2021 ;

- **LAPOINTE (Marie-Eve),** « Le droit international humanitaire, à la merci des entreprises militaires et de sécurité privées », in *revue Québécoise de droit international*, 24 (1), pp.69-10 ;
- **LAROCHE-SIGNORILE** (Véronique), « États-Unis - Russie : les grandes étapes du désarmement nucléaire », in *MagazineLe Figaro*, publié le 24/05/2017 consulté sur Le Figaro.fr du 21 décembre 2021 ;
- **LASSERE (Frédéric),** « La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : Un nouveau grand jeu ? », in *Revue Études Internationales*, 2002, vol.33, n°2, 2002, pp.325-334.
- **LASSERE (Frédéric),** « La nouvelle carte géopolitique de l'Asie centrale : Un nouveau grand jeu ? », in *Revue Études Internationales*, 2002, vol.33, n°2, 2002, pp.325-334.
- **LAVALEE (Chantal)** et al, « les pratiques hybrides de sécurité. Le cas des multinationales du secteur de l'extraction dans les États faibles », in *revue Études internationales*, vol.49, n°3, automne 2018, p.601. pp.593-616.
- **LE BOEUF (Alain) et QUENOT-SUAREZ (Hélène),** « *La politique africaine de la France sous François Hollande. Renouvellement et impensé stratégique* », Bruxelles, Ifri, 2014, 61 p ;
- **LE GOURIELLEC (Sonia),** « Sécurisation et construction d'un complexe régional dans la corne de l'Afrique », in revue *Études internationales*, vol. 49, pp.83-104.
- **LEBOEUF** (Aline), « Qu'est-ce qu'une bonne réforme du secteur de sécurité ? », in *Note de l'Ifri*, Décembre 2017, p.7 ;
- **LEE (Michael),** « La politique britannique à l'égard de l'Afrique noire », in *Revue Études Internationales*, 1 (4), p. 102.
- **LEFRANC (Sandrine),** « Mémoire et violences politiques en Amérique du Sud. Le cas du Pérou », in *revue Esprit*, janvier 2004, p. 57.
- **LEGGER** (Ted) et al, *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Genève, 2011,115 p ;
- **LERICHE** (Frédéric), « La politique africaine des Etats Unis : une mise en perspective », in *Revue Afrique contemporaine*, n°207, automne 2003, pp.7-23 ;

- **LIBERTI** (Fabio), « Les Dépenses de défense en Europe : peut-on faire mieux sans dépenser plus ? », *Policy Paper*, n°. 46, juin 2011, p.15, www.notreeurope.org, consulté le 31 mars 2021 ;
- **LINDBLOM (Charles),** « The Science of 'Muddling Through' », in *Public Administration Review*, 1959, vol. 19, n° 2, p. 79-88.
- **LINDEMANN** (Thomas), « Les guerres américaines dans l'après-guerre froide. Entre intérêt national et affirmation identitaire », in *RevueRaisons politiques*, n°.13, 2004/, p.37-57 ;
- **LINDKOV JACOBSEN (Katja**), *Russia's showy and shadowy engagement in sub-saharian Africa*, Center for military studies, Copenhague, Djof publication, 2020,
- **LOHAY (Etienne),** « Chien de sécurité, de la sélection à la pension. Parcours d'in travailleur à quatre pattes », in *La Revue nouvelle*, n°7, 2018, p.75.
- **LOUNGOU (Serge),** « La libre circulation des personnes au sein de l'espace de la C.E.M.A.C : entre mythes et réalités », in *Belgeo. Revue belge de Géographie*, n°3, 2009, pp.315-330.
- **LOVEWINE (George C.),** *Outscourcing the Global War on Terrorism. Private Military Companies and American Intervention in Iraqians Afghanistan*, New York, Palgrave Macmilan, 2014, p.5.
- **LUNTUMBUE (Michel),** « Groupes armés, conflits et gouvernance en Afrique de l'Ouest : Une grille de lecture », in *Note d'Analyse du GRIP*, 27 janvier 2012, Bruxelles
- **MACE (Eric),** « Les violences dites « urbaines » et la ville du désordre public au conflit dans l'espace public », in *Les Annales de la recherche urbaine*, n°83-84, p.60.
- **MACHIKOU** (Nadine), « Les régimes de la pacification parlementaire au Cameroun », in *Polis, Revue Camerounaise de Science Politique*, vol.16, n°1et 2, 2009, pp.67-94 ;
- **MACKFATE (Sean**), "America's Addiction to Mercenary. Washington's reliance on private contractors to fight its wars has mutated into a strategic vulnerability", *The Atlantic, August 2016,*
- **MAMPAEY** (Luc) et **MEKDOUR** (Mehdi), « La guerre en sous-traitance l'urgence d'un cadre régulateur pour les sociétés militaires et de sécurité privées », in *Rapport du Grip*, 2010 ;

- **MANDJEM (Yves Paul),** « Le maintien de la paix en Afrique : essai d'analyse politiste du procès de l'africanisation de la gestion des conflits africains », in *Polis, Revue camerounaise de Science politique*, vol 20, n°1-2, 2015-2016 ;
- **MANDJEM (Yves Paul),** « Les groupes Djihadistes et les relations internationales contribution à l'étude d'un acteur controversé. Le cas de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad », *Cahier Thucydide*, n°27, avril 2020, Université Paris II Panthéon Assas, 58 p.
- **MANDJEM (Yves Paul),** « *Les offres et espaces alternatifs de production de la sécurité en Afrique de l'Ouest et centrale : Études des marginalités, informalités et complémentarités locales à l'action des Forces de Défense et de Sécurité (FDS)* », in *Revue Paix et Sécurité en Afrique subsaharienne*, vol. 1, n°03, septembre 2021, p.4.
- **MANIRAKIZA (Désiré),** « Privatisation de la sécurité et gouvernance démocratique au Cameroun », in *Revue Africaine de Sociologie*, vol.21, n°1, 20017, pp.99-125.
- **MARCHAL** (Roland), « Aux marges du monde, en Afrique centrale … », in *Revues Les Etudes du CERI*, n°153-154, mars 2009, p.9 ;
- **MARCHAL (Roland),** « Justice internationale et réconciliation nationale. Ambiguïtés et débats », Introduction au thème, in MARCHAL (Roland) (coord.), Dossier *Justice et Réconciliation : ambiguïtés et impensés, Politique africaine* n° 92, 2003, pp. 5-17.
- **MARTIN (Michel Louis),** « Constitutionnalisme et contrôle politique des militaires en Afrique francophones », in *Revue Res Militaris*, vol.5, n°2, Eté-Autonme 2015, p.1.
- **MARTINEAU (Jonathan)** et **DUFOUR (Frederick Guillaume),** « *Théorie de la paix démocratique », Relations internationales, théories et concepts*, 3e édition, Outremont Athéna, 2008, p.308 ;
- **MASSIE (Jean)** et **MORIN** (David), « Francophonie et opérations de paix. Vers une appropriation géoculturelle », in *Etudes internationales, vol. XLII n°03*, 2011, pp.313-336 ;
- **MATHIEU (Ilinca),** « Le CIC, clé de voute de l'architecture interrégionale dans le golfe de guinée », in *Revue Défense Nationale*, n°792, pp. 93-98 ;
- **MATUK MUNAN (Jean Paul),** « Sécurité Privée à l'Est de la République Démocratique du Congo ; audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulée
- **MBANG (Marcelle Lucette), ADA (Christine Nadège), et NOUAZI KEMKENG (Carole Valérie),** « La sécurisation de la nationalité camerounaise à l'ère du

numérique. Nation et République sous le prisme des défis contemporains », in vol. 1, n° 1, 2019.

- **MBANG (Marcelle Lucette), ADA (Christine Nadège), et NOUAZI KEMKENG (Carole Valérie),** « La sécurisation de la nationalité camerounaise à l'ère du numérique. Nation et République sous le prisme des défis contemporains », in vol. 1, n° 1, 2019.
- **MBEMBE (Achille),** « Pouvoir, violence et accumulation », in *RevuePolitique africaine*, n°11, 1983, pp.7-24 ;
- **MBEMBE (Achille),** « Du gouvernement privé indirect », in *RevuePolitique africaine*, n°73, mars 1999, p.111 ;
- **MCFATE** (Sean), « Briefing US Africa Command : next step or next stumble ? », in *African Affairs*, 107/146, 2008, pp.111-120 ;
- **MEDARD (Jean François)** (Dir.), (1991), « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in *États d'Afrique noire : Formation, mécanisme et crise*, Paris, Karthala, p.323-353.
- **MEDARD** (Jean François), « Autoritarisme, démocratie et développement », *in Les Actes du Colloque de Libreville sur les « processus démocratique en Afrique centrale (1990-1994) bilan et perspectives* », in *Revue Centre d'Etudes et de recherche en Géopolitique et Prospective*, Université Omar Bongo, 1995, p.93 ;
- **MEDARD** (Jean-François), « L'Etat patrimonialisé », *in Revue Politique Africaine*, n°39, Septembre 1990, pp.25-36,
- **MEHLER** (Andreas) et **DE VRIES** (Lotje), « *Les Conditions marginales du néo patrimonialisme performant : Pourquoi l'Afrique ne « marche » pas dans la République centrafricaine »*, in *Working Paper Review, n°* 8, 2018, pp.9-11 ;
- **MELOUPOU** (Jean-Pierre) et**TAMEKA** (Alphonse), « piraterie et mécanismes psychologiques de défense dans le Golfe de Guinée », in *revueSociologies*, 2012, p.11, http ://journals.openedition.org/sociologies/4155, consulté le 30 avril 2021 ;
- **MENGUE MOLI (Bertrand),** « Les savoirs endogènes au service de l'unité africaine : esquisse d'une architecture de paix, de sécurité et d'intégration pour l'Afrique au XXIe siècle fondée sur les alliances à plaisanterie », in *Revue Culture et religion en Afrique au seuil du XXIe siècle*, CODESRIA, p.25.
- **MENGUE MOLI (Jacques Bertrand),** « Le Cameroun et l'Allemagne : entre fantasme du privilège et réalité objective », pp.129-148.

- **MENTHONG (Hélène Laure),** « Les objectifs stratégiques et géopolitiques des États-Unis dans le Golfe de Guinée : la quête de la puissance et de sécurité au cœur du déploiement américain », in *Revue Enjeux. Bulletin d'Analyses Géopolitiques pour l'Afrique centrale*, n°42, janvier-mars 2010, « Les intérêts étrangers en Afrique centrale », p.17.
- **MERGERISI (Tarek),** « Les enjeux géostratégiques de la guerre civile en Libye », in *Bulletin de la sécurité africaine*, n° 37/Juin, 2020, p.8 ;
- **MESSE MBEGA** (Christian Yann), « Les régions transfrontalières : un exemple d'intégration socio-spatiale de la population en Afrique Centrale », *Ethique publique*, vol.17, n°1, 2015, 30 Juin 2015, p ;
- **MEYER** (Angela), « Peace and security cooperation in central Africa. Developments, Challenges and Prospects », in *NordiskaAfrikaninstitute*, Uppsala 2011, 44 p ;
- **MOMO** (Claude) et GATSI (Éric-Adol)**, «** L'exécutif dualiste dans les régimes politiques des États d'Afrique noire francophone », in les *Annales de Droit*, n°14, 2020, pp. 123-166.
- **MONTMINY (Martin),** « Le contextualisme épistémologique », in NADEAU (Robert), dir. *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2016, p.456.
- **MOYRAND (Alain),** « Réflexions sur l'introduction de l'Etat de droit en Afrique noire francophone », in *Revue internationale de droit comparé*, 1991, n°4, Octobre-Décembre 1991, pp.853-878.
- **MPAKO (H Foaleng),** « Private Military and Security Companies and the nexus between natural resources and civil wars in Africa », in GUMEDZE (Sabelo), *Private security in Africa. Manifestation, Challenges and Regulation*, ISS Monograph, n°139, November 2007.
- **MUCHIELLI (Laurent),** A quoi sert la vidéosurveillance dans l'espace public ? Le cas français d'une petite ville « exemplaire », in *Revue Déviance et Société, Médecine et Hygiène*, 2016, 40 (1), p.3.
- **MUGNIER (David),** « Les diamants et les relations internationales illicites », in Revue **internationale et stratégique, 2001, n°43, p.66 ; (pp.64-72).**
- **MULONE (Massimiliano) et TANNER (Samuel),** « Les acteurs privés de la sécurité transnationaleet leurs victimes : quels recours possibles ? », in *Revue Criminologie*, 2014, N°47(2), pp. 203–229

- **MULONE (Massimiliano),** « Privatisation de la police ou « publicisation » de l'industrie de la sécurité privée ? », in POUPART (Jean) et al dir, *Question de criminologie*, col. Paramètres, 2010, pp.207-217.
- **MUZONG (Kodi),** « Corruption et Gouvernance en RDC durant la Transition (2003-2006) », in *Monographie 153*, Novembre 2008, in *Une perspective historique sur la corruption en RDC ;*
- **MVELE MINFENDA** (Guy), « Les intérêts des puissances étrangères dans les conflits en Afrique centrale : une sociologie des acteurs, des enjeux et des rôles », in *Revue Enjeux. Bulletin d'Analyses Géopolitiques pour l'Afrique centrale*, n°42, janvier-mars 2010, « Les intérêts étrangers en Afrique centrale », pp.11-15 ;
- **MVOMO ELA (Wullson),** « Intégration économique et instabilité politique en Afrique centrale *», in Paix et sécurité dans la CEEAC, les Actes du colloque international,* 2007, *op*
- **MVOMO ELA (Wullson),** « Pétrostratégie et appel d'empire dans le golfe de guinée », in *Revue Enjeux : bulletin d'analyse géopolitique en Afrique centrale*, n°22, Janvier-Mars 2005, p.7.
- **MVONDO MVONDO (Hervé),** « La Gouvernance Locale Face au Défi de la Sécurité en Afrique Centrale : Une analyse de la décentralisation comme moyen de lutte contre l'Extrémisme Violent au Cameroun », in *Revue Africaine sur le Terrorisme*, Vol. 7, n°2, décembre 2019. pp. 109-122 ;
- **NAL (Emmanuel) et.,** « L'asymétrie dans les conflits contemporains », in *Cahiers du CEREM*, n°5, mai 2008, p.8 al
- **NALEPA (Monika**), « To punish the guilty and protect the innocent. Comparing truth revelation procedures », *Journal of Theoretical Politics* 20(2), 2008, pp. 221-245.
- **NANA** (Ferdinand Martial), « Les pratiques de défense communautaire anti-insurrectionnelles : Le cas du rite controversé du cadi dans le Département du Mungo », in *Revue paix et sécurité en Afrique subsaharienne, Les offres et espaces alternatifs de production de la sécurité en Afrique de l'Ouest et centrale*, vol.1, n°03, Septembre 2021, pp.177-207;
- **NANA NGASSAM (Rodrigue),** « Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun », in revue *Cahier Thucydide*, n°26, février 2020, Université Paris II Panthéon Assas,

- **NDIKUMANA (Léonce) et BOYCE (James),** « Congo's odious debt: External Borrowing and Capital Flight in Zaire », *Development and Change Review*, vol.29, 1998, p. 207.
- **NGA NDONGO (Valentin),** « Violence, *Délinquance et insécurité à Yaoundé* », www.ucl.ac.uk, consulté le 20 juillet 2020.
- **NGAMONDI KARIE (Youssoufou),** « Les interventions militaires du Tchad dans les conflits en Afrique : entre *low et high politics* », in *RevueRes Militaris*, vol.9, automne 2019, p.9.
- **NGOBO ATEMENGUE (Cécile Annick),** « Le Cameroun et la Chine : lecture phénoménologique et prospective d'une coopération multiforme », in, CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.87-106.
- **NGOUNÉ (Patrick Junior)** (2022), « Les forces d'appoint de l'armée camerounaise au temps du Maquis (1959-1969) », in *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique,* p.3, Varia, en ligne. URL: https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variangoune.
- **NGUEKENG (Bernard),** « politiques publiques et emplois des jeunes : une étude empirique du cas du Cameroun », in AVOM (Désiré) et ONGO NKOA (Bruno Emmanuel) (dir.), *Pertinence des politiques publiques de développement en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2021, p.110.
- **NGUEMBOCK (Samuel),** « LA CARIC (capacité africaine de réponse immédiate aux crises) : enjeux géopolitiques et défis de la mise en œuvre », in *Note d'analyse politique, n° 15,* janvier 2014, p.2.
- **NGWANZA (Stéphane),** « Militarisme et développement en Afrique. Quel bilan après cinquante ans d'indépendance ? », in PONDI (Jean Emmanuel) (dir.), *Repenser le développement à partie de l'Afrique,* Yaoundé, Editions Afrédit, 2011, p.362.
- **NIAGALE (Bagayoko-Penone)** et al. « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique centrale », in *Revue Afrique Contemporaine*, 2016, n°260, p.96-98.
- **NIAGALE** (-Penone), « les politiques européennes de prévention et de gestion des conflits en Afrique subsaharienne », in *Revue Les champs de Mars*, 2004, n°16 ;
- **NOMO ZIBI (Pulchérie),** « Les femmes victimes de conflits armés en Afrique et la réforme du secteur de la sécurité », *in Revue Analyse Stratégique*, Novembre 2000, p.3.

- **NOMO ZIBI (Pulchérie),** « Les femmes victimes de conflits armés en Afrique et la réforme du secteur de la sécurité », *in Revue Analyse Stratégique*, Novembre 2000, p.3.

- **NTUDA EBODE (Joseph Vincent),** « Le retour de la république démocratique du Congo et la redistribution des cartes en Afrique centrale », in *Diplomatie. Affaires stratégique et relations internationales*, n°30, Janvier-Février 2008, pp.82-88 ;
- **NTUDA EBODE (Joseph Vincent),** « Les enjeux pétroliers du golfe de Guinée », in *RevueDiplomatie*, n°7, février-mars 2004, pp. 44-47;
- **NTUDA EBODE (Joseph Vincent),** *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale*, FriedichErbertStiftung, yaoundé, Presses universitaires d'Afrique, 2010,

- **NTUDA EBODE (Joseph-Vincent),** « L'Africom ou la fin de l'exception stratégique africaine », in *Polis, Revue africaine d'Etudes politiques,*
- **NTUDA EBODE (Joseph-Vincent),** *«* La nouvelle posture géopolitique du Cameroun et la lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée *», Terrorisme et Piraterie : De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale,* Fondation Friedrich-Ebert STIFTUNG, Yaoundé, 2010, p.46
- **NTUDA EBODE (Joseph-Vincent),** « Le conflit Boko Haram au Cameroun pourquoi la paix traine t'elle », in *Friedrich Erbert Stiftung*, Yaoundé, 2017 p.10
- **NWATCHOK A BIREMA (Ousmanou),** « Le problème est-il ailleurs ? Repenser la faillite de l'État africain au prisme de la théorie du système-monde néolibéral », in *L'État face à ses transformations*, Mons, Belgique, 2017, p.2.
- **OGUZ (Safak)** et **CELIC (Kadir Ertac),** « Conflict in Syria: is it a proxy warfare? », in *Aralic*, 2018, n°2;

- **OLINGA (Alain Didier),** « Les conflits et la question des réfugiés en Afrique Centrale », *Paix et sécurité dans la CEEAC*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2007, pp.31-54 ;
- **OLSSON (Christian),** *« Vrai procès et faux débats : perspectives critiques sur les argumentaires de légitimation des entreprises de coercition para-privées », in Cultures et Conflits, n° 52,* Hiver 2003, pp.11-48 ;

- **ONANA (Renner),** « La réforme du système de sécurité en République centrafricaine : heurts et malheurs de la raison holistique », in *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, p.236.
- **ONDOA MANGA (Tobie),** Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960 document, Mai 2006, p.6.
- **OSTENSEN (Ase GIlje),** « UN Use of Private Military and Security Companies », in *SSR Papers*, n° 3, Genève, p.13. (83p.).
- **OSTENSEN (AseGIlje),** « UN Use of Private Military and Security Companies », in SSR Papers, n° 3, Genève, 83p.
- **OUANDJI (Bernard),** « Gouvernance : les dessous de la nationalisation de 1972 à 1982 », publié le 7 septembre 2018 ;
- **OWONA MANGA (Jean Lucien),** « Les violences subies par les agents de sécurité à Douala, Cameroun », in *European Journal of Trauma and Dissociation*, Vol. 81, N° 2 - avril 2020, pp. 101-170.
- **OWONA NGUINI (Éric Mathias) et MENTHONG (Hélène Laure),** « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », in *Revue Politique africaine*, 2018, 150 (2), pp. 97-114.
- **OWONA NGUINI (Mathias-Eric)** et **HEUNGOUP (Hans Marie de),** « L'Otan vue d'Afrique : Sociographie des perceptions », in *Revue Défense Nationale*, Paris, Economica, été 2012, p.84 ;
- **OWONA NGUNI (Éric Mathias),** « Les institutions militaires sud-africaines et zaïro-congolaises face au processus démocratiques : éléments d'analyse politique et stratégique », in *RevueLes Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix,* IRSEM, n°28, 2015, p.57 ;
- **ÖZDEN (Melik),** « Mercenaires, mercenariat et droits humains », in *Cahier critique*, n°8, Novembre 2010, pp.1-21 **;**
- **PAURON (Michel),** « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », in magazine *Jeune Afrique,* 9 novembre 2016 ; M.P. GUYARD, « La dévaluation du Franc CFA », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.2
- **PERCY (Sarah),** « Morality and regulation », CHESTERMEN (Simon) and LENDHEART (Chia) (dir.), *From Mercenary to market. The rise and regulation of Private Military Companies*, New York, Oxford University Press, 2007, p.11.

- **PERE (Le Garth), «** L'action diplomatique sud-africaine pour la paix en Afrique », in *Revue Transcontinentales*, N° 2, | 2006, p.1, mis en ligne le 30 septembre 2012, et consulté le 08 septembre 2021.
- **PERRET (Antoine),** « Private Military and Security Copanies in Latin America : A regional challenge », in *Congress on Latin America Studies Association*, California, 2012, pp.1-25.
- **PETRIGH (Cynthia),** *Le conflit anglophone au Cameroun un dialogue sans partenaires*, Notes de l'Ifri, paris, octobre 2019, 40 p. ;
- **PICHE (Claude),** « L'origine, l'étendue et les limites de la connaissance à priori selon Kant », in NADEAU (Robert) (dir.), *Philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009, p.228 ;
- **PIRAUX (Lucie),** « Le service militaire en Europe, entre déclin et renouveau », in *Revue Défense Nationale* (RDN*),* 19 Septembre 2019, consulté sur *Géostratégia*, le 23 avril 2021 ;
- **POITOU (Danièle),** « Délinquance juvénile et urbanisation au Niger et au Nigeria », in *Cahiers d'Études Africaines,* Vol. 21, Cahier 81/83, Villes africaines au microscope, 1981, p.114.
- **POURTIER (Roland),** « Le Congo (RDC) entre guerre et pillage », in *Bulletin de l'Association de géographies Français ;* 2002, n°79-2, pp.251-263.
- **PRISO ESAWE (Samuel-Jacques),** « L'intégration en Afrique centrale est-elle otage des querelles de leadership ? », in EWANGUE (Jean Lucien), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.77.
- **RÉNO (William),** « Failed, weak or fake state? The role of private security companies in Somalie », In, *From Global Assemblage to the Everyday*, London, Zed Books, 2007, pp.32-51;
- **RHEIN (Catherine),** « intégration sociale, intégration spatiale », in *Espace Géographique*, Tome 31, 2002 ;
- **RIBNIKAR (Darko),** « Les leçons de la campagne du Kosovo », in *Revue internationale et stratégique*, n°51, 2003, pp.125-132 ;
- **RITA ABRAHAMSEN** (Rita) et **WILLIAMS** (Michael C), « Security the City: Private Security Companies and Non-State Authority in Global Governance», in *International Relations*, Mai 2007, p.240.

- **RONDEAUX (Candace),** *Decoding the Wagner Group : Analyzing the role of Private Military Security Contractors in Russian Proxy Warfare, in* New America,Center of the future of war, November 2019, p.13.

- **ROPIVIA (Marc Louis),** « L'Afrique centrale embrasée : pour une géopolitique de pacification régionale », in *L'intégration en Afrique centrale. Bilan et perspectives*, Paris, Karthala, 2003, p.144.
- **ROPIVIA (Marc Louis),** « Géopolitique de l'Afrique centrale. La CEEAC entre centralité introuvable et déficit d'intégration », in *RevueHérodote*, n°179, 2020/4, pp.130-145 ;
- **RUSAMIRA (Etienne),** « Géopolitique des grands Lacs africains et syndrome de Fachoda : le rôle de l'État français dans le génocide rwandais et la déstabilisation politique de la région », in *Revueeuro STUDIA*, Observatoire de l'Afrique centrale, Montréal, avril, 2008 ;

- **RYAL (David),** « Caught between two worlds: understanding South Africa' s foreign policy options », in *Third World Quarterly*, 1997, Vol 18, No 2, pp 397-402.
- **SABEL (Robie),** « La question des armes livrées aux groupes non étatiques : vers une réaffirmation des principes des traités de Westphalie ? », in *Revue Forum du Désarmement*, 2008, p.4-16.
- **SACHS et WARNER**, « Natural Resource Abundance and Economic Growth », in *Working Paper Series,* 1995, pp. 3, 54

- **SAIBOU (Issa)** et **MACHIKOU (Nadine), «** Réintégration des ex-associés de Boko Haram. Perspectives de la région de l'Extrême Nord du Cameroun, Global Center on cooperativesecurity », *Global Center on cooperativesecurity*, in *Note politique*, février 2019, pp.1-12 p ;
- **SAIBOU (Issa)**, « La perspective d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis/R.C.S.P/CPSR*, Vol. 13 n° 1-2, 2006 ;

- **SAIBOU (Issa),** « la prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis, Revue Camerounaise de Science Politique,* Vol. 13, Numéros 1-2, 2006, p.119.

- **SAIBOU (Issa)**, « Le mécanisme multilatéral de la CBLT pour la résolution des conflits frontaliers et la sécurité dans le bassin du Lac Tchad », in *Enjeux*, n°22, Janvier-Mars 2005 ;
- **SAIBOU (Issa),** « Les jeunes patrons du crime organisé et de la contestation politique aux confins du Cameroun, de la
- **SAUL (Esterin)** et **PELLETIER** (Adeline), *Privatisation in developing countries : What are the lessons of experience ?* London School of Economics, November 2015, p.3.
- **SCHEIMER (Michael),** « Separating Private Military Company From Illegal Mercanaries in International Law : Proposing an International Convention for Legitimate Military and Security Support the Reflects Customary International Law » in *American University International Law Review*, vol.24, Issue 3, 2009, pp. 609-646 ;
- **SCHNECKENER (Ulrich)**, "Fragile Statehood, Armed Non-State Actors and Security Governance ", in Alan Bryden and Marna Carpini (Dir.), *Private Actors and Security Governance*, 2006, pp.24-40;
- **SCHRABER (Charles),**" Contrators on the battlefield*",* in*Landpower Essay Series*, May 1999, n°99, pp.1-15 ;
- **SCHULZ** (Sabrina) et **YEUNG** (Christina), « Private Military and Security Companies and Gender », *Gender and Security Reform Toolkit*, Genève, 2008, pp. 20;
- **SCOTT** (Cheney-Peters) (dir.), « Whiter the private Maritime Security Companies Of South and Southeast Asia ? », in *Private Military Contractors*. A CIMSEC Compendium, pp.4-12),
- **SEIGNOBOS** (Christian), « Le phénomène Zargina dans le nord du Cameroun : Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales Mbororo », in *RevueAfrique contemporaine*, n°239, 2011,
- **SHEARING (C.),** « The relation between public and private policing », in TONRY et MORIS, *Modern policing*, Illinois, University of Chicago Press,
- **SINGER** (Peter Walker), « Corporate Warriors. The Rise of the Privatized Military Industry and Its Ramifications for International Security », in *Corporate Warriors Review*, n°26/03/, pp.186-220 ;
- **SMALL (**Michelle**),** « Privatisation of security and Military Function and Demise of the Modern Nation-State in Africa », in *Occasionnal Paper Series* : Vol.1, n°2 ; 2006, 44 p ;

- **SNELL (**Angela**)**, « The Absence of justice: Private Military Contractors, Sexual Assault and the U.S. Government Policy of Indifference », *University of Illinois Law Review*, n°.3, 2011;
- **STACHOWITSCH (Saskia),** *Military Privatization and the Remasculinization of the State: Making the Link between the Outsourcing of Military Security and Gendered State Transformations*, University of Vienna, March 22, 201, p.76.
- **STE (Le Marine), «** L'Est de la République Démocratique du Congo: du « scandale géologique » au scandale politique, économique, humanitaire… », in *Revue Les cahier d'Outre* -Mer, 2011, n° 255, p. 435-438.
- **STREMLAU**(John) (Dir.), *The privatization of security in Africa*, Johannesburg, South African Institute of International Affairs, 1999;
- **SUCHI (Planghask Musa),** « The Role of Private Firms in Guarantee Security on the African Continent », in *Codesria Policy Briefs Review*, n°4, October 2018, pp.1-9.
- **SUKHANKIN (Sergey) et HURSA (Alla),** « Russia's Private Military Contractor: Cause for Worry? », in *Defense and Security Foresight Group*, October 2020, p.6. (17p.).
- **SUKHANKIN (Sergey),** « The 'Wagner Affair' in Belarus and Its Implications for Ukraine", in *Eurasia Daily Monitor*, Vol.18, Issue: 22 ;
- **TAYEBI (Oussama),** « La politique étrangère de la république démocratique du Congo sous la présidence TSHISEKEDI : entre ambition de refonte et volontarisme diplomatique », in *Revue Policy Brief*, n°02, vol.22, janvier 2022, p.2.
- **TCHINDJANG (Mesmin) et al.** ; « Mines contre forêts et conservation au Cameroun : enjeux de l'évaluation environnementale du secteur minier pour le développement durable au Cameroun », in *Conference Paper* ;· January 2017
- **THERON (Julien),** « Les groupes armés non-étatiques : Balkans, Caucase, proche et Moyen-Orient », in *RevueStratégique*, Institut de stratégie comparée, 2012/2, n°100-101,
- **THIRION (Nicolas), «** Privatisations d'entreprises publiques, économie de marché et transformation des systèmes juridiques étatiques : un processus inéluctable ? », in *RevuePyramides*, n°2, 2000, pp.85-110 ;
- **TSABO SONTANG** (Hervé Martial), « Le droit à la vie privée à l'ère des TIC au Cameroun », *in La Revue des Droits de l'Homme*, 17/2020, n°.17,

- **TSHIYEMBE (Mwayila),** « Les Principaux déterminants de la conflictualité », in Ango Ela (Paul), *La prévention des conflits en Afrique centrale. Perspective pour une culture de la paix*, Paris, Khartala2001, 224 pages,
- **TURZI (Michel),** « The effects of Private Military and Security Companies and local populations in Afghanstan », *Pacini Editor*, 2019,
- **VALLEE** (Olivier), « La corruption de l'objet corruption en Afrique, in *Revue Afrique contemporaine,* 2006/4, n°220, pp.137-162 ;
- **VAMPOUILLE** (Thomas), « Guerre en Libye : la France a dépensé 300 millions d'euros », in *MagazineLe Figaro*, publié le 21 octobre 2011 ;
- **VERNET** (Daniel), « De ROOSEVELT à OBAMA : isolationnisme ou interventionnisme », in *Le Seuil*, 2014/3, n°150, publié sur https//:www.CAIRN.INFO, pp.103-113 ;
- **VINCENT** (Anne), « Les entreprises de gardiennage et de sécurité », in *revue* Camerounaise RISP, 1998, n°1596 ;
- **VINES (Alex)**, « Mercenary and privatization of force in Africa », in Greg Mills and John Stremlau (Dir.), *The privatization of security in Africa*, Johannesburg, South African Institute of International Affairs, 1999,
- **VIRCOULON** (Thierry), « Ecosystème des groupes armés en Centrafrique », in *Notes de l'Ifri*, avril, 2020,
- **WEISS** (Thomas Lothar), « Contribution à une réflexion sur la crise de l'Etat en Afrique et sa gestion par les populations des espaces périphériques », in *Le Territoire, lien ou frontière ?* Paris, octobre 1995, pp.1-10 ;
- **WEISTMAN**(Patricia), « Alliances en temps de guerre contre guerre de coalition », in *ASPJ,* 3ème trimestre 2011,
- **ZONDI** (Siphamandla), *South African in SouternAfrica : A Perspective* , in *FES Peace and Security Series*, n°8, Maputo, Friedrich-Erbert-Stiftung, 31p;

➢ ARTICLES TIRES DES OUVRAGES COLLECTIFS

- **ALI GAZIBO (Kadidiatou),** « Les crises africaines de l'élargissement du concept à la reconfiguration des acteurs de la sécurité », in GAZIBO (Mamadou) et MOUMOUNI (Charles) (dir.), *Repenser la légitimité de l'Etat africain à l'ère de la gouvernance partagée*, Ottawa, Presse de l'Université du Québec, 2007, p.86

- **AMBROSETTI (David)** et **ESMENJAUD** (Romain), « Le financement des opérations de paix africaines : quatre types d'arrangements et leurs enjeux politiques », in FAU-NOUGARET (Mathieu) et IBRIGA (Luc Marius) (Dir.), in *L'Architecture de paix et de sécurité en Afrique. Bilan et perspectives*, Paris, L'Harmattan, 2014, pp.135-154 ;
- **AUVERGNON (**Philippe), « Modèles et transfert normatifs en droit du travail de pays africains », in, SERVAIS (Jean-Michel), *Bulletin de droit comparée du travail et de la sécurité sociale*, Bordeaux, 2005,
- **AWOUMOU (Comes Damiens George),** « Le couple Cameroun-Gabon : moteur de l'Afrique centrale ? », in EWANGUE (Jean Lucien) (Dir), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.56.
- **AYISI (Anatole),** « La prolifération des armes légères en Afrique : un problème de sécurité », in EWANGUE (Jean-Lucien), (dir.), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009,
- **BACH (Daniel)**, « Régionalisme, régionalisation et globalisation », GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline) (dir), *L'Afrique en Science politique*, Paris, Khartala, 2009 ;
- **BAGAYOKO (NiagaléPenone)**, « Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne », Chaire Raoul Durand, *Centre Franco Paix en résolution des conflits et Missions de Paix*, Université du Québec à Montréal, juin 2029,
- **BAGAYOKO (Niagalé-Penone),** et **KONE (Fahiraman Rodrigue),** *Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne*, in *Rapport de recherche* n°.2, Université du Québec à Montréal, Juin 2017 ;
- **BALDE HAPSATOU**, « Le bilan de l'OUA dans le maintien de la paix en Afrique », *Groupe d'Étude de question de Paix et de Sécurité Internationale*, février 2003 ;
- **BALLENTINE** (Karen) and **SHERMAN** (Jake), *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond greed and grievance*, Lynne Rienner publishers, 2003, 317p.;
- **BALZACQ (Thierry),** et al., « Histoire et théorie de la diplomatie », in, BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), (Dir.), *Manuel de Diplomatie,* Paris, Les Presses de Sciences Po, p.16 ;
- **BANEGAS (Richard),** « Retour sur une transition modèle. Les dynamiques du dedans et du dehors dans de la démocratie béninoise », in QUANTIN et DALLOZ

(dir), *Transitions démocratiques africaines. Dynamiques et contraintes (1990-1994)*, Paris, Karthala, pp.23-94;

- **BARGE CUNHA (Pedro),** « Somalia as a Market for Private Military and Security Companies: definitions, agents and services », in MAGNOLIA DIAS (Alexandra) (dir.), *State and societal challenges in the Horn of Africa*, Centro de Estudios International, 2013, pp.78-89;
- **BAYART (Jean-François),** (dir.), « L'historicité de l'Etat importé », in BAYART (Jean François), *La greffe de l'Etat*, Paris, Editions Karthala, 1996, p.13 ;
- **BIGOMBE LOGO (Patrice),** « Le Cameroun et les grandes puissances. Objectivations lucides d'un croisement de politiques extérieures », in, CHOUALA (Yves Alexandre) et al. *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, p.16.
- **BIHINA (Jean Bertrand),** « La relation nippo-camerounaise. Un modèle de coopération Nord-Sud », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al., *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.201-223.
- **BORLINI (Leonardo) et KOLB (Robert),** « Le conseil de sécurité des Nations Unies et les entités non étatiques », in *Revue Générale de Droit International Public*, Tome CXXV, Paris, Pedone, 2021 p.26.
- **BRYDEN** (Alan), *Approaching the Privatisation of Security from a Security Governance Perspective*, in Alan Bryden and Marna Carpini (Dir.), *Private Actors and Security Governance*, 2006, pp.3-23;
- **COMLAN** (Edem K.), « La Cote d'Ivoire », in BRYDEN (Alan) (dir.), *La privatisation de la sécurité en Afrique. Défis et Enseignements de la Cote d'Ivoire, du Mali et du Sénégal*, Genève, Publication du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, 2016,p.59 ;
- **DARBON** (Dominique), « L'Afrique du Sud : une puissance au regard des autres », in **JAFFRELOT (Christophe),** (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, pp.137-145 ;
- **DE HOOP SHEFFER (Alexandra)**, « Alliances militaires et sécurité collective : contradictions et convergences », in *Le Multilatéralisme*, Paris, 2007, p.57-72 ;

- **DOURYANG DOMGA (Michel),** « le rapport dual de l'État africain à sa périphérie territoriale frontalière : cas de l'ile de Darak au lac Tchad », in BATCHOM (Paul Elvic), dir. *L'Etat ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2018, p.21.
- **DOYLE (Michael),** "Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs", in BROWN et al. (eds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1996, p. 3-57.
- **EKWEMBWE MESUMBE (Raymond)**, « Restaurer l'autorité de l'Etat en frontière : l'apport des comités de vigilance dans la lutte contre Boko Haram au Cameroun », in, *La Défense Populaire au Cameroun : Une réponse pertinente contre Boko Haram,* Afrédit, 2015, 162 p.
- **ELA ELA (Emmanuel),** « Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n°203, 2001,
- **ELOWSON (Camilla)** et **HULL WIKULUND (Cecilia),** « Eccas Capabilities in Peace and Security. A scoping study on progress and challenges », in *Regional integration for Peace and Security in Central Africa*, Stocholm, Septembre 2011;
- **ENGUELEGUELE (Maurice),** *« Théorie t approches du développement en Afrique : entre renouveau et crise ? »*, in GAZIBO *(*Mamadou*)* et THIRIOT *(*Céline*), Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, ParisKarthala, 2009, p.241-242.
- **FOGUE TEDOM (Alain),** « Politique et philosophie de la guerre en Afrique Centrale », in *Paix et sécurité dans la CEEAC. Actes du colloque international*, FridrichErbertStiftung, Yaoundé, 2007, Presses Universitaires d'Afrique, p.71.
- **FREYMOND (Nicholas),** « La « redécouverte » des institutions par les sociologues. Paradoxe et oppositions dans le renouvellement de l'analyse institutionnelle », in **LAGROY (JACQUES)** et **OFFERLE (Michel)** (Dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, pp. 35-36 ;
- **GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline),** « Le politique en Afrique dans la longue durée : historicités et héritage », in GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline) (dir.*), Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, p.22-23.
- **GEOFF (Barnard)** et al., « La Russie émergente ou réémergence », in JAFFRELOT (Christophe), (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, pp.147-161 ;

- **GINGRAS (Yves),** « Les théories sociologiques de la connaissance », in NADEAU (Robert, dir., *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, presses universitaires de Montréal, 2016, pp.427-449 ;

- **GUMEDZE (**Sabelo) et al, "One man's volunteer is another man's mercenary? Mapping the extent of mercenarism and its impact on human security in Africa", in", in GUMEDZE (Sabelo)(Dir.), *Elimination of mercenrianism in Africa. A need for a new continental approach,* ISS Monograph Series, n° 147, July 2008, pp.74-97;

- **GUMEDZE** (Sabelo), "The elimination of mercenarism and regulation of the private security industry in Africa", in **GUMEDZE (Sabelo)** (Dir.), *Elimination of mercenrianism in Africa. A need for a new continental approach,* ISS Monograph Series, n°147, July 2008 ;

- **GUMEDZE (Sabelo), GASTHENI (Ndlovu)** et **GWINYAYI (A). DZINEZA**, « One man's volunteer is another man's mercenary? Mapping the extent of mercenarism and its impact on human security in Africa », in GUMEDZE (Sabelo) (dir.), *Elimination of mercenrianism in Africa. A need for a new continental approach, in ISS Monograph Series*, n°147, July 2008 pp.74-97;

- **GUMEDZE (Sabelo),** "Baseline study on private security regulation in the southern Africa region, 2020", in *Geneva Centre for Security Sector Governance*, 88p.

- **HERRERA (Janvier),** chapitre I : *La nature de crise financière camerounaise et les mesures prises pour la combattre : faut-il ajuster le programme d'ajustement structurel ?* In *Fondement de la crise et thérapeutique*, p.49, pp.40-51 ;

- **HOWELL (Simon),** « Maintien de l'ordre, développement et sécurisation des espaces urbains *», in Maintien de l'ordre dans la zone périurbaine en Afrique. Améliorer la sécurité des groupes marginaux*, Forum Africain pour le Contrôle Civile de l'Action Policière (APCOF), 2019 ;

- **INSEL (Ahmet),** « La Turquie : un dynamisme économique mais des incertitudes politiques », in JAFFRELOT (Christophe), (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Paris, Presse de Science Po-L'Express, 2008, p.129-130. (pp.129-136).

- **JOURDE (Cédric),** « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'Etat », in GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline) (dir.*), Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, pp.44-45 ;

- **KENFACK (Jean),** « Le Cameroun et la communauté Économique des Etats de l'Afrique Centrale CEEAC », in **ATANGANA AMOUGOU(Jean Louis)** (Dir), *Le Cameroun et le droit international*, Paris, Pedone, 2014 ;

- **KENGAWE ZIAMBI (Jérôme),** « Installation des caméras de surveillance en RDC : Kabila le Big Brother raté », publié le 14 janvier 2016, consulté le 3 décembre 2021 ;

- **KERGOAT (Danièle),** « *Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe »*, in BISILLIAT (Jeanne) et VERSCHUUR (Christine), in *Genre et économie : un premier éclairage*, Genève : Graduate Institute Publications, 2001, pp.78-88 ;

- **KOSSI AGOKLA**, **BAGAYOKO-PEDONE (Niagale)** et **N'DIAYE (Boubacar),** « Spécificités de la réforme des secteurs de sécurité et de justice en Afrique francophone », in *La réforme des Systèmes de sécurité et de la justice en Afrique francophone,*

- **KOUGNIAZONDE (Christophe C.),** « Le cadre constitutionnel régissant les interventions des forces de défense et de sécurité publique », in *La réforme des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, Paris, Organisation Internationale de la Francophonie, 2010, pp. 21-35 ;
- **KOUNGOU (Léon),** « La gouvernance du secteur de la sécurité au Cameroun. Quel rôle pour les organisations de la société civile ? », in *Fridrich-Erbert-Stiftung*, 2020, 25 p ;
- **MACKFATE (Sean),** "America's Addiction to Mercenary. Washington's reliance on private contractors to fight its wars has mutated into a strategic vulnerability", *The Atlantic, August, 2016;*

- **MATHIEU (Olivier),** « Cameroun : espionnage, espionnage, troupe d'élite...quand Israël veille sur Paul Biya », publié le 30 janvier 2020, sur jeune Afrique.com, consulté le 10 novembre 2021 ;

- **MATUK MUNAN (Jean Paul),** « Sécurité Privée à l'Est de la République Démocratique du Congo : audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulée », mars 2013, pp.8-11 ;

- **MEDARD (Jean François),** « Autoritarisme, démocratie et développement », *in Les Actes du Colloque de Libreville sur les « processus démocratique en Afrique centrale (1990-1994) bilan et perspectives* », in *Revue Centre d'Etudes et de recherche en Géopolitique et Prospective*, Université Omar Bongo, 1995, p.93
- **MEDARD (Jean François),** « Ethique et relations internationales : corruption, gouvernance et lutte contre l'impunité en Afrique centrale », in EWANGUE (Jean-Lucien), (dir.), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.321. (PP. 321-322).
- **MEDARD (Jean-François),** « L'État néo patrimonial en Afrique noire », in MEDARD (Jean-François), (dir.), *États d'Afrique noire : Formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, p.30. pp. 323-353.
- **MOHLIN (Marcus),** "Security Sector Reform as Trojan Horse: The new security assemblage of privatized military training in Libéria", In **HIGATE (Paul)** (Dir), *From Global Assemblage to the Everyday*, London, Zed Books, 2007, pp.107-119;
- **MONTMINY (Martin),** « Le contextualisme épistémologique », in NADEAU (Robert), dir., *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2016, pp.451-477;
- **MOZOULOUA (Dieudonné),** « L'accès à la mer, un défi a variables multiples pour la Centrafrique », in EWANGUE (Jean Lucien) (Dir), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p.152.
- **MPAKO** (H Foaleng), « Private Military and Security Companies and the nexus between natural resources and civil wars in Africa », in GUMEDZE (Sabelo), *Private security in Africa. Manifestation, Challenges and Regulation,* ISS Monograph, n°139, november2007 *;*
- **MULONE (Massimiliano),** « Privatisation de la police ou « publicisation » de l'industrie de la sécurité privée ? », in POUPART (Jean), LAFORTUNE (Denis) et TANNER (Samuel), (dir.), *Question de criminologie*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal**,** 2010, pp.1-250 ;
- **MVOMO ELA (Wulson),** « Intégration économique et instabilité politique en Afrique centrale », in *Paix et sécurité dans la CEEAC*, Actes du colloques international, *FriedichErbertStiftung*, Yaoundé, 2007, p.77 ;

- **MVOMO ELA (Wulson),** « L'Afrique à l'ONU: Le pari de la paix et de la sécurité à l'ère bipolaire et post bipolaire. Plaidoyer pour le multilatéralisme », in, PONDI (Jean Emmanuel) (Dir), *L'ONU vu d'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2005 ;
- **N'DIMINA-MOUGALA** (Antoine-Dénis), « Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961-1989) », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009, n°233, Paris, PUF, p.58 ;
- **NGODI (Étanislas),** « Ètat des lieux de la piraterie maritime au Congo Brazzaville : piste de réflexion », *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique Centrale*, FriedichErbertStiftung, Yaoundé, Presses universitaires d'Afrique, 2010, p.3 ;
- **NGWANZA (Stéphane),** « Militarisme et développement en Afrique. Quel bilan après cinquante ans d'indépendance ? », in PONDI (Jean Emmanuel) (Dir.), *Repenser le développement à partie de l'Afrique*, Yaoundé, Editions Afrédit, 2011, p.362 ;
- **NIAGALE (Bakayoko-Pedone), EBOE (Hutchful)** et **LUCKMAN (Robin),** « Hybridité et gouvernance de la sécurité en Afrique centrale », entretien publié dans *Afrique Contemporaine*, 2016, n°.260, p.96-98 ;
- **NOAH EDZIMBI** (François Xavier), « De la défense populaire au Cameroun », in *RevueCARPAD*, n°13, Aout 2019 ;
- **NOAH EKENE (Achille),** « Vivre en « sécurité » en ville. Métamorphoses sécuritaires à l'épreuve du marché », in LEKA ESSOMBA (Armand) et NZHIE ENGONO (Jean), (dir.), *Vivre en ville aujourd'hui : métropolisation et changements sociaux au Cameroun*, p.139 ;
- **NSAKA-KABUNDA (Anne-Marie),** « La réforme de la police congolaise et la contribution des partenaires internationaux », in *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone* ;
- **NTUDA EBODE (Joseph-Vincent),** « La nouvelle posture géopolitique du Cameroun et la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée », in NTUDA EBODE (Dir), Terrorisme et piraterie : de nouvelles menaces sécuritaires en Afrique centrale, pp. 47-92 ;
- **OLANIYAN (Azeez),** « Unothodox peacekeepers and responses in Africa », in GUMEDZE (Sabelo) (Dir.) *From market bfor force to market for peace*. *Private*

military and security companies in peacekeeping operations, ISS Monograph n°183, pp.5-

- **ONANA (Renner),** « La réforme du système de sécurité en République centrafricaine : heurts et malheurs de la raison holistique », in *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, pp.235-214,

- **OYONO (Jean Gilbert),** « Le Cameroun et Israël. Une relation stratégique « d'équilibre de tensions », in CHOUALA (Yves Alexandre) et al., *Le Cameroun et les grandes puissances. Trajectoires et dynamiques de coopération*, Paris, L'Harmattan, 2022, pp.265-290.
- **ÖZDEN (Melik),** « Mercenaires, mercenariat et droits humains », in *Revue Cahier Critique*, n°8, Novembre 2010, p.12.
- **PALIER (Bruno) et SUREL (Yves),** « L'explication du changement dans l'analyse des politiques publiques : identification, causes et mécanismes », in PALIER (Bruno) et al. ; *Quand les politiques changent: temporalités et niveaux de l'action publique,* Paris: L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 2010, p.25.
- **PALOU-LOVERDOS (Jordi) et ARMENDARIZ (Letitia),** The Privatization of Warfare, violence and Private Military and Secure Companies: Afactual and legal approach to human rights abuses by PMSC in Iraq, P.53.
- **PAQUIN (Stéphane),** « La para diplomatie », in BALZACQ (Thierry), CHARILLON (Frédéric) et RAMEL (Frédéric), *Manuel de diplomatie*, Les Presses de la Fondation nationale de Sciences Po, Paris, 2018, p.70.
- **PRISO ESAWE** (Samuel-Jacques), « L'intégration en Afrique centrale est-elle otage des querelles de leadership ? », in EWANGUE (Jean Lucien), Enjeux géopolitiques en Afrique centrale, Paris, L'Harmattan, 2009, p.77.

- **TAMBA (Isaac)** et **TCHATCHOUANG (Jean Claude),** « L'Afrique Centrale : une région dotée de ressources naturelles mais pauvre », in TAMBA (Isaac) et al. (Dir.), *L'Afrique Centrale, le paradoxe de la richesse : Industrie extractive, gouvernance et développement social dans les pays de la CEMAC*, Yaoundé, Pressse Universitaire d'Afrique, 2007,

- **TOUNAKTI (Amor),** « Les principes du contrôle budgétaire des dépenses de défense et de sécurité dans le monde francophone », in, *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, pp.203-214,

- **TSAFACK NANFOSSO** (Roger) et **TAMBA** (Isaac), « Enjeux et problématique de l'intégration économique en Afrique centrale », in **BEKOLO EBE** (Bruno) et **BEN HAMMOUDAM** (Hakim), *L'intégration Régionale en Afrique Centrale : Bilan et perspectives*, Paris, Karthala ;
- **TSHIMANDETUKALA** (Célestin), « Etats des Grands Lacs et privatisation de la sécurité : quel enjeu pour la gouvernance ? », in **TUKALA THIMANDE** (Célestin), *Etats des Grands Lacs et privatisation de la sécurité,* p.309.
- **VAN DE WALLE** (Nicolas), « Démocratisation en Afrique : un bilan critique », in GAZIBO (Mamadou) et THIRIOT (Céline), *Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherches*, Paris, Karthala, 2009, p.134.
- **VOIZARD** (Alain), « Sur la notion de schème conceptuel », in NADEAU (Robert, dir., *Les philosophies de la connaissance*, Montréal, presses universitaires de Montréal, 2016, pp.373-396 ;
- **WULF** (Herbert), « Reconstructing the Public Monopoly of Legitimate Force », in BRYDEN (Alan), CARPINI (Marina) (Dir.), *Private Actors and Security Governance*, LTD and DCAF, 2006, p.87.
- **YOMBO** (Eugène Arnaud), « Construction *d'un ordre sécuritaire au profit de l'individu : les sociétés privées de sécurité au Cameroun et au Congo* », in **YOGO** (Edouard Epiphané) (Dir), *Coup d'oeil sur la sécurité humaine en Afrique centrale,* Paris, Edilivre, 2018, pp.257-285 *;*
- **ZANG (Laurent),** « Le messianisme dans la politique étrangère des Etats Unis », in PONDI (Jean Emmanuel) (dir.), *Une lecture africaine de la guerre en Irak*, Paris, Maisonneuve Larose,
- **ZANG (Thierry),** « Le code de conduite des forces de défense et de sécurité : un outil pour renforcer les relations civilo-militaires en Afrique », in *Le cadre institutionnel des systèmes de sécurité et de justice en Afrique francophone*, pp.41-46,

➢ ARTICLES TIRES DES REVUES SCIENTIFIQUES EN LIGENE

- **DUPUIS (Laurent),** « 4 décembre 1977, le sacre « ubuesque » de BOKASSA en Centrafrique », in *Magazine La Croix*, mis en ligne le 04/12/2017, sur http : www.lacroix.com, consulté le 1er décembre 2021.

- **IBANDA KABAKA** (Paulin), « Le conflit politique armé et l'exploitation des ressources naturelles en Centrafrique : essai d'exploitation par la théorie des Etats faillis et par l'approche régionale », in https://www.hal.archives-ouvertes.fr , 4 juin 2016, consulté le 15 novembre 2022 ;
- **KOUAME AMENAN (Roseline**), « Le Mercenariat au Congo 1960-1997, une approche explicative », in www.thinkingafrica.org, p.4.
- **NANTULYA** (Paul), « Chinese Security Contractors in Africa », Carnegy-Tsinghua. *Center for Global Policy*, October 2020, publié sur www.carnegietsinghua.org, consulté le 20 octobre 2021 ;
- **NGODI (Etanislas),** « L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXI è siècle », in www.publication du codesria, p.81.
- **VALETSKIY** (Oleg), « Private Military Companies », *Center for strategic assesment and forecast,* 11/05/2014, publié sur www.csef.ru, consulté le 20 octobre 2021, pub

D. TRAVAUX UNIVERSITAIRES

➢ THESES DE DOCTORAT

- **ATKALAI** (Dénis), *L'institutionnalisation de la participation des Comités de vigilance à la lutte contre l'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord : Analyse d'une dynamique de privatisation de la sécurité au Cameroun,* Thèse de Doctorat en Science politique, Université de Dshang, avril 2022, 398 pages ;
- **BAASSID SOOKZO (Louis),** La *coopération transfrontalière en matière de sécurité dans le bassin du Lac Tchad,* Thèse de Doctorat en science plitique, Université de Ngaoundéré, **2020 ;**
- **BELOMO ESSONO** (Chantal Pélagie), *L'ordre et la sécurité publics dans la construction de l'Etat au Cameroun,* Thèse de Doctorat en Science Politique, Institut d'Etude Politiques de Bordeaux, Université Montesquieu-Bordeaux, IV, 2007 ;
- **BITIE** (Abdoul Kader), *L'approche contemporaine de la prévention des conflits en Afrique, Thèse de Doctorat en droit en droit public*, Université de Bordeaux, mai 2016 ;
- **CHOUALA** (Yves Alexandre)*, Désordre et ordre dans l'Afrique centrale actuelle : Démocratisation, conflictualisation et transition géostratégique régionales,* Thèse de

Doctorat en Relations Internationales, Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), Université de Yaoundé II, 25 janvier 2000, p. 95 ;

- **CISSE (Babou),** *La privatisation de la sécurité en Afrique à la recherché d'une règlementation juridique appropriée*, Thèse de doctorat en droit public, Université de Lille 2, 12 février 2014 ;
- **CISSE LOSSENI (Léone),** *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest : analyse comparée de la situation de la Cote d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Léone*, Thèse de doctorat en droit, Université de Paris XII Val de Marne, 28 mai 2009 ;
- **DIA (Daouda),** *Les dynamiques de démocratisation en Afrique francophone,* Thèse de doctorat en science politique, Université de Lyon Lumière II, 2010 ;
- **DOUI WAWAYE (Augustin Jérémie),** *La sécurité, la fondation de l'État centrafricain : contribution à la recherche de l'Etat de droit*, Thèse de doctorat en droit publique, Université de Bourgogne, 2012 ;
- **DUPONT (Chloé)**, *La participation de personnes privées à des opérations militaires. Aspects juridiques*, Thèse de doctorat en Droit public, Université de Strasbourg, soutenue le 10 juin 2014, 431p ;
- **FINCK (François),** *L'imputabilité dans le droit de la responsabilité internationale Essai sur la commission d'un fait illicite par un État ou une organisation internationale*, Thèse de Doctorat en Droit, Université de Strasbourg, Juin 2011 ;
- **KAMBALE MAHUKA (Pigeon),** *L'exploitation illicite des ressources naturelles d'un État étranger en cas de conflit armé. Étude sur la responsabilité des États et de leurs dirigeants,* Thèse de Doctorat en Droit, Université Catholique de Louvain-la-Neuve, février 2014, p.59.
- **KEUTCHA TCHAPNGA (Célestin),** *Le contrôle de l'État sur les activités privées au Cameroun*, Thèse de doctorat en droit, d'Aix-Marseille, 30 septembre 1992**, p.21.**
- **KOUAMEAMENAN** (Roseline), *Les mercenaires dans les guerres civiles en Afrique : le cas du Congo-Zaïre 1960-1997*, Thèse de Doctorat en Histoire contemporaine, Université de Nantes, 07 décembre 2020, p.
- **LADI (Zaki),** *Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977). Tome 1 et 2,* Thèse de doctorat en Science politique, Institut d'Études politiques de Paris, 1983, 633.

- **LIONEL** (Pascal), *La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine (RCA) : une opportunité d'amélioration des finances publiques ?* Thèse de doctorat en Droit, Université de Bordeaux, 2014, p.89.
- **MANDJEM (Yves Paul),** *Les institutions dans les processus de sortie de conflit ; analyse comparée de la cote d'ivoire et de la République démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat en Science politique, Université de Yaoundé II, 2010 ;
- **MAYER (Angela),** *L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité des États faibles : l'exemple de quatre Etats centrafricains*, Thèse de Doctorat en science politique, Institut d'Etudes politiques de Paris, 2006 ;
- **MESSE MBEGA** (Christian), *La Communauté Economique de l'Afrique Centrale (CEEAC): Quelle politique de sécurité pour une organisation à vocation économique ?*, Thèse de Doctorat en géographie, Université de Reims Champagne Ardenne, 2015 ;
- **MEYER(Angéla),** *L'intégration régionale et son influence sur la structure, la sécurité et la stabilité des États faibles : l'exemple de quatre États centrafricains,* Thèse en Science Politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2006, p.205,
- **NJIFON NJOYA (Hassan),***The rise of private security companies in cameroon: Taking the challenge of security governance*, Ph. D thesis in Political Science, University of Yaoundé II, Soa, 28 décembre2018;
- **NZEUGANG (Alexis)**, *Les Etats Unis en Afrique après le 11 septembre 2001 : Dynamiques locales d'une puissance globale*, Thèse de Doctorat en Relations Internationales, Université de Yaoundé II, 2010 ;
- **PAUX SAMSON (Chloé),** *L'intégration régionale en quête de sens : impliquer les populations dans la Communauté Andine : réflexion à partir du cas de la communication institutionnelle du SGCAN*, Thèse de doctorat en sociologie, université de Rennes II, 16 décembre 2016 ;
- **PEMBOURA** (Aicha), *Le processus de formation de la culture stratégique camerounaise : Entre extraversion et introversion*, Thèse de doctorat en Science Politique, Université de Yaoundé II, Soa ;
- **RANA GOCMEN** (Semra),*Geopolitics and the study of international relations*, PHD in International relations, University, *School of social Sciences*, august 2020, 226p ;
- **RATINEAU** (Yannick-Joseph), *La privatisation de la répression pénale*, Thèse de Doctorat en Science Juridique, Université Paul Cézanne, décembre 2013 ;

- **REVILLON** (Jérémy), *L'intégration régionale dans les Grands Lacs: analyse comparée Rwanda/Burundi*, Thèse de Doctorat en histoire, Université de Pau et des pays de l'Adour ;
- **SÈDJRO BIDOUZO** (Thierry), *Les organisations internationales et la résolution des conflits post bipolaires en Afrique*, Thèse de doctorat en Droit public, Université d'Abomey-Calavi, mars 2016, p.322 ;
- **TAMEKOU TSOWA (**Raoul), *Socio-histoire de la réforme administrative au Cameroun : de la proto-bureaucratie au Nouveau Management Public (1960-2013),* Thèse de doctorat en Science politique, Université de Montréal, juillet 2017, 423 p. ;
- **TOUGAS (Marie-Louise),** *La prise en compte normative internationale des activités des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées dans les zones de conflit : entre incertitudes et responsabilités*, Thèse de doctorat en droit, Université de Laval au Québec, 2011 ;
- **TSAFACK NGUEFACK (**Charly Delmas), *La Guinée Équatoriale face au couple Cameroun-Gabon en Afrique centrale (1960-2018) : Histoire d'un petit État en quête d'émancipation et de puissance,* Université de Yaoundé I, mars 2018, 416 p ;
- **YARAFA (Thierry Irénée),** *La refonte des forces de défense et de sécurité, condition d'une paix et d'undéveloppement durable en République Centrafricaine*, Doctorat en Science politique, Université Clermont Auvergne, 2017 **;**
- **YOGO** (Edouard Epihané), *Les groupes politico militaires en Afrique centrale : entre déconstruction et reconstruction de l'Etat*, Thèse en science politique, Université de Yaoundé II, Soa, 2014-2015;

➢ MEMOIRES DE MASTER

- **EL ADRAOUI** (AYOUB), *Mercenariat et piraterie : vers une nouvelle privatisation de la protection des navires*, Mémoire de Master 2 en Droit maritime, Université d'Aix-Marseille, 2015-2016, 111 p. ;
- **HEUNGOUP** (Hans de Marie),*Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces,* Mémoire de master en gouvernance et politiques publiques, Université catholique d'Afrique centrale, 2011 ;

- **JOURDAN** (Pascal), *Les enjeux politico-stratégiques de la présence israélienne en Afrique subsaharienne*, Mémoire de master en Stratégie, Défense, Sécurité, Gestion des confits et des catastrophes et du Brevet de l'Enseignement Militaire du Second degré, Ecole Supérieure Internationale de Guerre, Université de Yaoundé, II, 2018-2019, 114 p ;
- **TERRENOIRE** (Nicholas), *La présence de la Russie en Afrique*, Master en Stratégie Sécurité, Défense, Gestion des Conflits et des Catastrophes et du Brevet de l'Enseignement Militaire du second degré, Ecole Supérieure Internationale de Guerre, Université de Yaoundé, 2020 ;
- **VISEUX (Michael),** *La privatisation de la sécurité : un dessaisissement des fonctions régaliennes de l'Etat,* Université Jean Moulin, Mémoire de Master en Science Politique, relations internationales sécurité et défense, 2010 ;

➢ TEXTES JURIDIQUES

- Arrêté ministériel n°25/CAB/MININTERSECDAC/076/2013 du 31 mai 2013 portant création d'une Commission chargée du Contrôle des aspects sécuritaires liés aux aspects sécuritaires des sociétés de gardiennage au sein du ministère de l'Intérieur, sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières ;
- Arrêté n°000202/MINTS du 12 mars 2020 fixant les modalités des élections et des conditions d'exercice des fonctions de délégué du personnel ;
- Arrêté n°159/CAB/PM du 11 octobre 2010, portant création, organisation et fonctionnement de l'observatoire national du Travail ;
- Décret n° 04.392 du 27 décembre 2004, portant promulgation de la constitution de la république centrafricaine du 05 décembre 2004 ;
- Décret n°95/677 du 18 décembre 1995 relatif à la durée légale du travail ;
- La Banque mondiale, *Mémorandum économique République Centrafricaine de la fragilité à la croissance accélérée et inclusive*, 2022 ;
- Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006 ;
- Loi n°96/06 du 18 janvier 1996, Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée loi n°2008/001 du 14 avril 2008 ;
- Ordonnance-loi n°11/130 du 25 mars 1960 a notamment porté sur l'interdiction des milices privées de recourir à la force et de s'immiscer ou de suppléer les forces de défense et.

E. DOCUMENTS OFFICIELS ET RAPPORTS

- **Afrewatch**, *Les sociétés de sécurité privées et les droits de l'Homme dans les provinces du haut Katanga et du Lulaba*, Rapport, juin 2021, 32 pages.
- **African Center for Constructive Resolution of Dispute** (ACCORD), *Silencing the guns, owning the future: realising a conflict-free Africa, report of the fifth African Union High level Retreat on the promotion of peace, Security and stability in Africa*, Arusha, Tanzania, 23 october, 2014, p.6;
- **AGRANGE** (Marc-André) et **VIRCOULON** (Thierry), *Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de la République démocratiques du Congo*, in Global initiative Against Transnational Crime 2021, *Genève*, 2021, p.3.
- **Amnesty international**, *République centrafricaine. Des dizaines de personnes soupçonnées de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité sont toujours en libertés*, rapport, Décembre 202.
- **Amnesty international**, *République démocratique du Congo*, rapport 2021.
- Article 43 du Protocole Additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949.
- **ASIMAKOPULUS** (A.), « La signification théorique de la théorie générale de Keynes », in *La "Théorie générale" et le keynésianisme,* (pp. 44-64).
- **ATICK (Joseph J.) et SAFDAR (Zaid),** *Guide de l'identité électronique. A l'attention des parties prenantes d'Afrique*, juin 2014, Groupe Banque Mondiale ;
- **AWOUMOU (Cômes Damiens Georges),** « État des lieux des relations politiques et diplomatiques entre les États membres de la CEEAC », *PAPS/CEEAC*, septembre 2008, pp.1-85,
- **BAGAYOKO-PEDONE (Niagalé) et KONE (Fahiraman Rodrigue**), *Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits en Afrique subsaharienne*, Rapport de recherche n° 2, Université du Québec à Montréal, Juin 2017 ;
- **BANQUE MONDIALE**, *Briser la spirale des conflits. Guerre civile et politique de développement*, Bruxelles, Editions de boeck, 2005 ;
- Banque Mondiale, République du Cameroun Programme d'ajustement structurel II (PAS II), Rapport d'achèvement, février 2021, p.1.
- **BENINGA** (**Paul-Crescent),** *Persistance de la crise en République centrafricaine. Comprendre pour agir, Friedrich ErbertStiftung*, Yaoundé, Cameroun, 2017, PP.1-28 ;

- **BERGHEZAN (**Georges**),** *Panorama les groupes armés en risque centrale*, p.223. Palerme, Diritto e questioni, 2015, pp.215-234 ;
- **BERMAN (Éric G.) et al,** *La République centrafricaine et les armes légères une poudrière régionale*, Rapport du Grip, Genève, Small Arms Survey, Institut universitaire de hautes études internationales, 2008 ;
- **BERNAULT (Florence)** et **YATES (Douglas),** *The Rentier State in Africa: Oil Rent Dependency and Neocolonialism in the Republic of Gabon*, Inational African Institute, Cambridge University Press, august 2001;
- **BERTHELEMY** (Jean Claude) et al, *Privatisation en Afrique subsaharienne : un état des lieux*, in Etudes du Centre de développement de l'OCDE, 2004, p.166p ;
- **BRENDER (Nathalie),** *Étude du dilemme urbain : urbanisation, pauvreté et violence*, Document de synthèse, Centre de recherches pour le développement international, 2012, p.1.
- Bulletin Économique et Statistique, publié par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), n°06, mars 2020 ;
- **BURDIN ASUNI (**Hudith**)**, "*Understanding the Armed Groups of Nigeria Delta",* 2009 by the Council on Foreign Relations, 50p ;
- CHABOUNI (Samia), « le contentieux Rwanda Ougandais source de déstabilisation de la région », publié surwww/thinkingafrica/org, Institut de recherche et d'Enseignement sur la paix.
- **CHAVANNE** (Bruno), *Bilan et perspective des privatisations en Afrique francophone : Une étape de la démocratisation ?* Bureau International du Travail, Genève, 1996, 83 p ;
- **COLLIER (Paul),** *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy,* Banque mondiale, 15 juin 2000;
- **Crisis Group,** « *Centrafrique : les racines de la violence »*, *Rapport Afrique,* n°230, 21 septembre 2015, p.1.
- **Crisis Group**, « Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone… », in *Rapport Afrique,* n°307, 23 février 2022, p.6;
- **CUA/OCDE**, *Dynamiques du développement en Afrique 2018 : Croissance, emploi et inégalités,* CUA, Paris, Éditions OCDE ;

- **DE COSTER** (Ladislas) et al., *La corruption dans la chaine pénale à Bangui, en république centrafricaine. Malheur à l'homme seul,* rapport du CDA collaborative learningprojects, septembre 2017;
- **DEL PRADO** (Louis Gomez) (Rap.), *Le Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Assemblée Générale des Nations Unies, 5 juin 2010 ;
- **Département de la sécurité globale des Nations Unies**, *Faire taire les armes en Afrique. Les dernières zones de conflits, Afrique Renouveau*, New York, décembre 2019-mars 2020, p.18
- **Département Fédéral des Affaires Etrangères,** *Guide Législatif pour la Réglementation par les Etats des Entreprises Militaires et de Sécurité Privées,* Genève, 2016,
- **European Interagency Security Forum,** *Engager les services d'entreprises de sécurité privées. Orientations à l'intention des organisations non gouvernementales*, 2011, p.5
- **Fond Monétaire International,** rapport consulté sur: http://www.imf.org
- **Fondation Friedich-Erbert-Stiftung**, *Surexploitée et surestimée : Pespectives sur la Politique de Sécurité Régionale en Afrique et son Appui Européen*, Conférence Internationale, 9-10 février 2011, Berlin, p16,
- **Fonds Monétaire International**, *Afrique subsaharienne. Les flux de capitaux et l'avenir de l'emploi, Perspectives économiques régionales, Études économiques et financières*, Washington, octobre 2018,
- **Fonds Monétaire international,** Communiqué de presse n°21/146 du 28 mai 2021.
- ***Fonds Monétaire International,*** *Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne*,
- **GBAGUIDI** (Ochozias), « Cinquante ans d'intégration régionale en Afrique: un bilan global », in *Techniques financières et développement*, n°111, 2013 ;
- **Global Crisis Group**, « Cameroun : faire face à Boko Haram », in *Rapport Afrique*, n°241, Bruxelles, 16 novembre 2016, p.4
- **GOLDET** (Antoine), « Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie, Allemagne, France, Royaume », in *MagazineLibération*, 11 septembre 2013.

- **GOMEZ** (Louis) (Rap.), *Le Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Assemblée Générale des Nations Unies, 5 juin 2010 ;
- **Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies**, *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme*, New York, 2011, p.7
- **Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme**, *La protection juridique internationale des Droits de l'homme dans les conflits armés*, New York et Genève, 2011, p.5.
- **Human Right Watch**, « *République Centrafricaine : Une unité de police a tué 18 personnes de sang-roid* », 2016,
- **International Crisis Group**, « Boko Haram: au-delà de la réponse sécuritaire », in *Rapport Afrique*, n°246, Bruxelles, 8 mars 2017 ;
- **International crisis Group**, « Les comités de vigilance et contre-insurrections africaines », in *Rapport Afrique*, n°.251/7 septembre 2017 ;
- ***International Crisis Group,*** « République centrafricaine : anatomie d'un État fantôme », in *Rapport Afrique*, n°136, 13 décembre 2007 ;
- **ISENBERG (David),** *Private Military Contractors and U.S. Grand Strategy*, Prio Report 1, 2009, 51 p.
- **ISIMA** (Jean), « PMSC, paix et stabilité en Afrique », Communication délivrée au CODESRIA du 03 au 28 aout 2009 à Dakar ;
- **LAGRANGE** (Marc-André) et **VIRCOULON** (Thierry), *Criminels ou justiciers ? Les Kuluna, gangs de la République démocratiques du Congo*, in *Global initiative Against Transnational Crime 2021, Genève,* 2021, p.3.
- **Le Rapport du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires***comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, Assemblée Générale des Nations Unies, 5 juin 2010, p.7.
- **LEGGER (Ted) et al**, *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*, Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, Genève, 2011, p.45 115p ;
- **MATUK MUNAN (Jean Paul)** (dir), *Sécurité privée à l'est de la République Démocratique du Congo ; audit d'une industrie en pleine expansion, mais non régulée*, Mars 2013, 31p:

- **Ministère de l'Économie,** ***Perspective de l'Économie congolaise,*** juin 2023, 47 pages.
- **Ministère de la Sécurité publique**, *Livre blanc de la sécurité privée. Partenaire de la sécurité intérieure*, Décembre 2003, Québec ;
- Ministère de la Sécurité publique, *Livre blanc de la sécurité privée. Partenaire de la sécurité intérieure* ;
- **MUZONG (Kodi),** « Corruption et gouvernance en RDC durant la transition (2003-2006)», in Monographie 153, novembre 2008 ;
- **NTAP (Emmanuelle Jules),** « De plus en plus de camerounais se battent contre les policiers », publié sur www. Vox Africa.com, le 16 septembre 2021 ;
- **Observatoire Boutros Boutros GHALI**, *Évolutions et défis du maintien de la paix dans l'espace francophone*, rapport du Grip, 2020, p.33 ;
- **Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée**, *Etude de la sécurité privée en République Démocratique du Congo : Analyse des Provinces du Haut Katanga et du Lualaba*, 2019 ;
- **Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime**, *Criminalité et développement en Afrique*, Juin 2005 ;
- **PAURON (Michel),** « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », in magazine *Jeune afrique*, 9 novembre 2016 ; M.P. GUYARD, « La dévaluation du Franc CFA », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.2.
- **Rapport 2019 sur l'intégration en Afrique**, la BAD affirme que : « l'Afrique centrale est caractérisée par une juxtaposition de plusieurs institutions régionales, poursuivant des objectifs similaires et en proie à des performances mitigées **»,** in Magazine en ligne *Ecomatin*,
- **Rapport adopté par la Commission de l'Organisation de Coopération et de développement économique (OCDE),** *Manuel de l'OCDE sur la réforme des systèmes de sécurité : soutenir la sécurité et la justice*. OCDE, Paris, 2007 ;
- **Rapport Afrique de Crisis Group**, *Tchad : entre ambitions et fragilité*, n°180, 30 mars 2016 ;
- **Rapport Afrique de Crisis Group**, *Tchad : entre ambitions et fragilité*, n°180, 30 mars 2016 ;

- **Rapport du Groupe** de Travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Mission en République Centrafricaine, 2021,
- **SETH G.** (Jones) et al. *Russia's Corporate Soldiers. The Global Expansion of Russia's Private Military Companies*, New York, Center for strategic and International Studies, July 2021, pp.114 p.;
- **TITI NWELL** (Pierre), *De la corruption au Cameroun, Friedricht-Erbert-Stiftung Cameroun*, Juin 2019, 260 p,
- **TSOLAKIS (Marika),** *Les enregistrements et actes de naissances des actes et l'Accès à l'Éducation en République Centrafricaine en République Centrafricaine*, Rapport du Conseil Norvégien pour les Réfugiées, Oslo, Janvier 2018, p.22
- **Union parlementaire,** *Contrôle parlementaire du Secteur de la sécurité : Principes, mécanismes et pratiques*, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève, 2003 ;

F. ARTICLES DE PERIODIQUES OU MAGAZINE

- **BIKOE (**Jean Renaud), « Crise syrienne : champ de repositionnement de la Russie dans le monde », *Hommage à la République*, Novembre 2015, p.108-109.
- **CHRISTINE (Marie),** « Sociétés de gardiennage : bientôt de meilleures conditions de travail », in *magazine Cameroun Tribune*, 8 mars 2019 ;
- **DOGAN** (Sinan), « Assassinat du président haïtien Jovenel Moise : Arrestation d'un médecin haïtien basé en Floride », in *magazineMONDE*, 12/07 /2021 ;
- **DOUGUELI** (George), **«** CEMAC. Recherche pilote désespérément »**,** in*MagazineJeune Afrique*, n°28838, 31 mai-6 juin, 2015, PP. 28-31 ;
- **DUHEM** (Vincent), « *Israël connection* », in *Jeune afrique*, n°3106, Novembre 2021, pp.44-46 ;
- **KENNE** (Yannick), « Marché de sécurisation du PAD : Cyrus Ngo'o menace de poursuivre ses dénonciateurs en justice », in *EcoMatin*, publié le 24 aout 2021.
- **KHARIEF** (Akram), « Lybie, le terrain de jeu russo-turc. Un afflux historique de mercenaires », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020, p.4

- **KOUAGEU (Josiane),** « Au Cameroun, l'armée utilise des drones pour combattre Boko Haram (4/4) », in *magazine Le monde*, Publié le 04 avril 2016 à 16h23, mis à jour le 05 avril 2016 à 09h4.
- **KOUAGHEU (Josiane)** *Le Monde Afrique*, publié le 04 avril 2016 et consulté le 10 janvier 20120
- **M.P. GUYARD,** « La dévaluation du Franc CFA », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, p.2.
- **MADELEINE** (Nicolas), « Etats-Unis : le coût des guerres en Irak et en Afghanistan approche 400 milliards de dollars », in *MagazineLes Échos*, 20 mars 2006 ;
- **OLIVIER** (Mathieu), « Cameroun : espionnage, troupe d'élite...quand Israël veille sur Paul Biya », publié le 30 janvier 2020, sur jeune Afrique.com, consulté le 10 novembre 2021
- **OLIVIER** (Mathieu), « EranMoas. « Consultant » en eaux troubles », in *MagazineJeune afrique*, n°3106, Novembre 2021, pp.47-53 ;
- **OLIVIER (**Mathieu), « WAGNER, La symphonie africaine de Poutine », in *MagazineJeune afrique*, n°3103-Aout 2021, pp.36-46 ;
- **PAURON (**Michel), « Dévaluation du franc CFA : le spectre de 1994 », in *Magazine Jeune afrique*, 9 novembre 2016 ;
- **ROBERT** (Philippe), « 2261 milliards de dollars, le coût vertigineux de l'intervention américaine en Afghanistan », in *Magazine L'Express*, publié le 17/08/2021 ;
- **SEMEY (Georges),** « Partenariat militaire : les dessous du contrat entre le Cameroun et
- **URIEKO**(Nadia) et al, *Ukrainian prism: Foreign policy*, Friedich Erbert Foudation, Kiev, 2021, 332 p;

G. DOCUMENTS ELECTRONIQUES

- **ABE** (Claude), « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique Centrale : l'exemple des Zarguina », in *Bulletin de l'APAD*, [En ligne], N.25, 2003, mis en ligne le 15 juin 2007, consulté le 25 Juin 2007, pp.1-17 ;.

- **ABOU**Ez Eléonore, « comment des opposants rwandais ont été espionnés via whatsap », publié le 8 novembre 2929, sur www.franceinfotv.fr, et consulté le 20 novembre 2020 ;
- **AGAMBEN** (Giorgio), « Comment l'obsession sécuritaire fait muter la démocratie », in *Le Monde Diplomatique*, janvier 2014, pp.22-23, publié sur http://www.monde-diplomatique.fr/2014/01/AGAMBEN/49997, consulté le 15 janvier 2021;
- **AUGE** (Benjamin), « Relations Israël-Afrique. Que retenir de la décennie Netanyahou ? », *Etudes de l'Ifri,* novembre 2020, p.14, 36p ;
- **BALZAQ** (Thierry), « Qu'est-ce que la sécurité nationale ? », in *Revue internationale et stratégique*, 2003/4, n° 52, pp. 33 à 50.
- **BATAMAG** (Emmanuel), « La MINUSCA équipe l'armée camerounaise », in *magazine (en ligne) LE NOUVEL.AFRIQUE.COM*, consulté sur https://www.afrik.com/la-minusca-equipe-l-armee-camerounaise publié le 12 mai 2021 sur www.afrik.com , consulté le 17 aout 2021.
- **BATCHOM** (Paul Elvic), « La sécurité collective en Afrique post-Guerre froide », *ResMilitaris*, http ://resmilitaris.net, Vol.4 ;
- **BERTRAND (Pierre**), « La guerre par procuration ½. Cahier de la pensée mili-terre », in *Revue Histoire et Stratégie*, publié le 21/05/2020, p.2, en ligne via l'URL : http://www.penséemilitaire.fr.
- **BOUBA NOUHOU** (Alhadji), « Une normalisation de la question palestinienne. La lente progression d'Israël en Afrique », in *Magazine Le Monde diplomatique*, décembre 2017, publiée et consulté sur www.lemonde.fr, le 21 octobre 2021;
- **BRABANT (Justine) et PHILIPIN (Yann),** « le plus grand « leak » d'Afrique dévoilé les secrets financiers du Congo », in MEDIAPART, in htt://www.MEDIAPART.fr, consulté le 20 décembre 2022 ;
- **CHABOUNI (Samia),** « le contentieuxrwando-Ougandais source de déstabilisation de la région », p.2, publié surwww/thinkingafrica/org, Institut de recherche et d'Enseignement sur la paix.
- **CHAHED (Nadia),** « Centrafrique : le groupe Wagner, l'armée et les rebelles de nouveau accusé d'exactions (ONU) », publié sur le 31.03.2022, sur le site www.Afrique.com, consulté le 5 mars 2022 ;

- **CHAUVIN (Emmanuel)** et **MAGRIN (Géraud),** « Violences et régionalisation en Afrique centrale », in *Revue Belgeo*, 4/2020, mis en ligne le 09 novembre 2020, http://journals.openedition.org/belgeo/43632, p.9, consulté le 23 avril 2021 à 20h ;
- **Commission européenne**, *Evaluation de la coopération UE-Afrique centrale (2008-2016)*, janvier 2019, p.47, https://ec.europa.eu , Consulté le 21 juin 2021 à 12 heures ;
- **Courrier international,** « Au Cameroun, les mercenaires israéliens au cœur du pouvoir », in *African Arguments*, publié sur www.courrierinternational.com;
- **DIALA (Jordache),** « La France accompagne la RDC dans le domaine de la sécurité intérieure », publié le 14 janvier 2021 sur https : //www.laprosperitéonline.net, consulté le 3 décembre 2021 ;
- **DONDIN-PAYRE (Monique),** Les auxiliaires militaires de l'armée d'Afrique héritiers de l'*exercitusAfricae* ? Dossier « Mobilité, garnisons et nouveautés en épigraphie militaire : les unités auxiliaires et l'Afrique romaine », 56/2020, pp. 357-36 ;
- **DUCLOS (Michel)**, « Syrie : en finir avec une guerre sans fin », *Institut Montaigne*, in Note de juin 2017, consulté sur : www.institutmontaigne.org, consulté le 12 septembre 2021, 54 p ;
- **DUHEM** (Vincent), « *Israël connexion* », in *Jeuneafrique*, n°3106, Novembre 2021 ;
- **DUPONT et al**., « La gouvernance de la sécurité dans les Etats faibles et défaillants », *in Revue champ pénal, vol.4*, publié sur http://champenal.revues.org*;*
- **DUPUIS (Laurent),** « 4 décembre 1977, le sacre « ubuesque » de BOKASSA en Centrafrique », in *Magazine La Croix*, mis en ligne le 04/12/2017, sur http : www.lacroix.com, consulté le 1er décembre 2021.
- **FACON (Isabelle)**, « Les enjeux de sécurité en Asie centrale : la politique de la Russie », in *diplomatie.gouv.fr*, 2004 ;
- **FARABRIUIS (Peter),** « Is the expanding presence of Russia's private military company a legitimate cause for African concern? », publié le 21cjanvier 2022, https//:www.issafrica.org, Institute for Security Studies;
- **FRANCIS (Jean),** « Ces sociétés ont un rôle strict de gardiennage et d'alerte », in *Magazine Cameroun Tribune* en ligne, publié le 16 février 2021, sur https://www.cameroun-tribune.cm; consulté le 3 décembre 2021;

- **GBEYORO (Yves-Valentin),** « Les sociétés de Sécurité privée et autres milices (forces armées non étatiques) », publié sur https : www.humanitarianresponse.info et consulté le 26 novembre 2001;
- **GNANGUENON** (**Amandine)**, « La sécurité collective en Afrique : une coopération à géométrie variable », in *the conversation.com*, publié le 12 décembre 2019 ;
- **GOEDE** (Meike), « Private and public security in post-war Democratic Republic of Congo », in GUMEDZE (Sabelo), The Private security sector in Africa, Monograph n°146, July 2008, publié sur www.issafrica.org, consulté le 10 Janvier 2021.
- **GROUPE BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT,** *Perspective économiques en Afrique 2020,* Abidjan, 2020, www.afdp.org, p.18, consulté le 20 avril 2021 ;
- **IBANDA KABAKA (Paulin),** « Le conflit politique armé et l'exploitation des ressources naturelles en Centrafrique : essai d'exploitation par la théorie des Etats faillis et par l'approche régionale », in https : //www. hal.archives-ouvertes.fr, 4 juin 2016, consulté le 15 novembre 2022.
- **INTERNATIONAL SECURITY SECTOR ADVISORY TEAM,** *Socle de Référence-Sécurité intérieure*, https://issat.dcaf.ch, consulté le 1er décembre 2021, 36 p.
- **JAVIER (Martin),** « Libya, the first totally privatized war in modern history», https://www.ohchr.org , consulté le 31 juillet 2021,
- **KAIROUZ (Mathieu),** « Ce jour-là : le 21 septembre 1979, la chute de Bokassa 1er, empereur de Centrafrique », in magazine *jeune afrique*, mis en ligne le 20 septembre 2016, sur http // : www.jeuneafrique.com, consulté le 29 novembre 2021.
- **KAMAPAGNOLO (Gilles),** « Petite histoire sociologique du concept de paix», www.CAIRN.INFO , 2006 ;
- **KIBANGULA (Trésor),** « RDC : quand Kinshasa paie une entreprise israélienne pour se faire représenter à Washington », *jeune afrique*, 05 mai 2017, publié sur www.jeuneafrique.com, consulté le 20 octobre 2021.
- **KINSEY (Christopher),** *Corporate Soldiers and International Security. The Rise of Private Military Companies*, New York, Routledge, 2006, 209 p;

- **KOUAME AMENAN (Roseline),** « Le Mercenariat au Congo 1960-1997, une approche explicative », in www.thinkingafrica.org, p.4.
- **MALULA (Junior),** « RD-Congo : quelle relance de l'économie ?, in *MagazineLe Point*, publié le 12 février 2021 sur https://www.lepoint.fr; consulté le 22 novembre 2021.
- **MANDRAUD (Isabelle),** « Après l'Ukraine et la Syrie, les mercenaires russes prennent leurs marques en Afrique », *le Monde*, publié le 4 mai 2018 à 12h01, consulté le 25 janvier 2021, sur www.lemonde.fr;
- **MARIE (Christine),** "Sociétés de gardiennage : bientôt de meilleures conditions de travail, in *Magazine Cameroun Tribune*, 08 mai 2019
- **MBANG (Marcelle Lucette), ADA (Christine Nadège),** et **NOUAZI KEMKENG (Carole Valérie),** « La sécurisation de la nationalité camerounaise à l'ère du numérique. Nation et République sous le prisme des défis contemporains », www.ADILAKU.Droit.com, politique et société en Afrique, vol. 1, n° 1, 2019.
- **MBEMBE (Achilles),** « Les Etats voyous d'Afrique centrale sont les derniers avatars de la françafrique», in *Magazine Le Monde*, publié le 04 mars 2020 sur www.lemonde.fr,
- **MILLECAMPS (Mathieu)** et **PABANDJI (Pacome),** « Mercenaire, barbouze ou agent de sécurité : qui a st le français arrêté à Bangui ? », in *Magazinejeune Afrique* du 12 mai 2021, consulté sur https://www.jeuneafrique.com
- **NGA NDONGO (Valentin),** « Violence, *Délinquance et insécurité à Yaoundé* », in www.ucl.ac.uk, consulté le 20 juillet 2020.
- **NGOUNÉ (Patrick Junior)** (2022), « Les forces d'appoint de l'armée camerounaise au temps du Maquis (1959-1969) », in *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique,* p.3, Varia, en ligne. URL :https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/variangoune.
- **NGUEMBOCK** (Samuel), « Comment comprendre la doctrine européenne de sécurité en Afrique ? », n°91, Février 2021, www.thinksfrica.org, pp.1-22, consulté le 16 juin 2021 ;
- **NWELL (Titi)** (dir.), Juin 1999, Friedrich-Erbert-Stiftung Cameroun,
- **OLIVIER** (Mathieu), « Espionage : les téléphones ultra-sécurisés des présidents africains », in *magazine jeuneafrique, consulté en ligne sur htps://www.jeune afrique.com,*

- **PAURON (Michael),** « Guinée équatoriale : tentative de coup d'État déjouée contre Obiang Nguema», in *MagazineJeuneafrique*, 29 décembre 2017,consulté sur www.jeuneafrique.com, le 1er juillet 2020 à 17 heures à Yaoundé
- **PINTADO (César),** « Chinese Mercenary in Africa », Small Wars Journal, publié sur www.smallwarsjournal.com , consulté le 20 octobre2021;
- **RENAULT (Coline),** « Golfe de Guinée : la lutte contre la piraterie commence à porter ses fruits », publié le 10 décembre 2021 sur https://.www.lefigaro.fr, et consulté le 20 janvier 2021 ;
- **RIGAUD (Christophe),** « RDC : armée congolaise, le problème et la solution », in *Magazine AFRIKARABIA*, publié sur https : www.afrikarabia.com, consulté le 1er janvier 2022 ;
- **SIPRI YEARBOOK 2019,** « Armaments, Disarmement and International Security », Sweden, 2019, p. 6, www.sipriyearbook.org, consulté le 31 février 2021 à 11h à Yaoundé
- **SMITH (Sarah)**, « IntroducingFeminism in international Relations Theory », E-international relations, 4 janvier, 2004, p.2, in www.e-ir.info consulté le 21 décembre 2020 à 22 h ;
- **SOW (Cécile)** et **BALLONG (Stéphane),** « vent de modernisation sur l'aéroport africain », in Magazine Jeune Afrique en ligne, 14 octobre 2011, publié sur https://www.jeune afrique.com, consulté le 20 janvier 2022 ;
- **TALBI (Abdelnebi)** et al, « Analyse de l'entreprise dans une démarche d'intégration », www.researchgate, janvier 2002 ;
- **TSAYID (Georges Emmanuel),** « Règlementation du travail : des sociétés de gardiennage au scanner », in *magazine Cameroun tribune*, publié le 22 juillet 2021, sur www.cameroun-tribune.cm*;*
- **VALETSKIY (Oleg),** « Private Military Companies », in *Center for strategic assesment and forecast*, 11/05/2014, publié sur www.csef.ru, consulté le 20 octobre 2021, pub
- **VAN DER LIJN (Jair)** et al., *Vers une stabilitélégitime en RCA et en RDC : hypothèses extérieures et prspectives locales,* Rapport politique, Stockholm international peaceresearchinstitute, septembre 2019,

- **VERNET (Daniel),** « De ROOSEVELT à OBAMA : isolationnisme ou interventionnisme », in *Le Seuil*, 2014/3, n°150, publié sur https//:www.CAIRN.INFO, pp.103-113 ;
- **WEISTMAN (Patricia),** « Alliances en temps de guerre contre guerre de coalition », in *ASPJ*, 3ème trimestre 2011,
- **WIKHA TSHIBINDA (Baudouin),** « les forces armées de la république Démocratiques du Congo : organisation, structure et base juridique », in https : www.Hamann-legal.de, consulté le 14 décembre 2021 ;
- **WILLAME (Jean Claude),** « Cameroun : les avatars d'un libéralisme planifié », in *RevuePolitique Africaine*, p-p. 44-70, publié sur http://abreviations24.com, consulté le 1er décembre 2021 ;

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE ..... **i**
AVERTISSEMENT ..... **ii**
DÉDICACE ..... **iii**
REMERCIEMENTS ..... **iv**
RÉSUME ..... **v**
ABSTRACT ..... **vi**
LISTE DES SIGLES, ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES ..... **vii**
LISTE DES CARTES ..... **xi**
LISTE DES TABLEAUX ..... **xii**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **xiv**
LISTE DES ANNEXES ..... **xv**
CHAPITRE INTRODUCTIF **1**
SECTION I : CHAMP CONCEPTUEL DE L'ÉTUDE 9
PARAGRAPHE I : CONSTRUCTION ET CLARIFICATIONS DES NOTIONS CLEFS DE L'ÉTUDE 9
A - DE LA NOTION DE SOCIÉTÉS MILITAIRES ET DE SÉCURITÉ PRIVÉES 9
1- La plasticité de la notion de Sociétés Militaires et Sécurité Privées 10
1. a- La différence entre les SMSP et les Groupes Armés Non Étatiques (GANE) 10
1. b- La nécessaire distinction entre les SMSP et les Mercenaires 12
1. c. Clarification la notion d'Entreprises de Sécurité Publiques (ESP) 14
2. Classification et typologie des Sociétés Militaires et de Sécurité Privées 15
2. a- De l'intelligibilité de la notion de Sociétés Privées de Sécurité en Afrique centrale 16
2-b. Mieux comprendre les Sociétés Militaires Privées (SMP) 18
B - DÉBAT DE SENS AUTOUR DE L'APPLICATION DE LA PRIVATISATION DANS LE CHAMP DE LA SÉCURITÉ 22
1- Le débat sur la notion de sécurité dans le cadre de ce travail 22
2. Débat autour de la notion de privatisation et de son applicabilité dans les études de Sécurité : un lit de Procuste ? 25
a. L'analyse juridique des processus de privatisation 27

b. L'Approche économique des politiques de privatisation en Afrique centrale 29
PARAGRAPHE II : DÉLIMITATION DU CHAMP DE L'ÉTUDE 35
A. ANALYSE SOCIOHISTORIQUE ET GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE 36
1. Une sociohistoire de l'Afrique centrale 36
2. Une géopolitique troublée de l'Afrique Centrale 38
B. PRÉSENTATION DES INDICATEURS COMMUNS À NOTRE ÉCHANTILLON D'ÉTUDES 42
1. Les déterminants géographiques et historiques communs aux trois pays en étude ... 42
a. Proximité géographique et similitudes des trajectoires historiques 42
b. Analyses des déterminants historiques du Cameroun, de la RD-Congo et de la Centrafrique 44
SECTION II : CONSIDÉRATIONS OPÉRATOIRES DE CETTE ÉTUDE 46
PARAGRAPHE I : LA QUESTION DE DÉPART ET LA CONSTRUCTION D'UNE PROBLÉMATIQUE 47
A. LA QUESTION OU L'INTUITION DE DEPART 47
B. LA PROBLÉMATIQUE DE L'ÉTUDE 47
1. Essai de typologie sur la privatisation de la sécurité en Afrique centrale 48
2. Ancrage théorique de l'étude 61
a. Le Transnationalisme et comme cadre théorique mobilisé 61
b. Le néoréalisme dans l'étude delà privatisation de la sécurité en Afrique centrale ... 63
PARAGRAPHE II : ÉLÉMENTS DE MÉTHODES 66
A- MODÈLE D'ANALYSE ET HYPOTHÈSES DU TRAVAIL 66
1. Description et représentation du modèle d'analyse 66
2. BLOC D'HYPOTHÈSES 68
B - MÉTHODES D'ANALYSE ET INSTRUMENTS DE COLLECTE DES DONNÉES 69
1- MÉTHODES D'ANALYSE DES DONNÉES 69
A- LA MÉTHODE DE LA POLITIQUE COMPARÉE 70
b. LA MÉTHODE GÉOPOLITIQUE 74
c. la triangulation comme méthode d'analyse des données 76
L'approche hypothético-déductive comme choix épistémologique 77
2- Les techniques de collecte des données 77

a. Les techniques d'observation indirecte : l'analyse documentaire 78

B. LE RECOURS AUX ENTRETIENS 78

ORGANISATION DU TRAVAIL 80

PARTIE I : L'INSCRIPTION POUSSIVE DES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES SUR L'AGENDA DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE 81

CHAPITRE I : LA FAILLITE ECONOMIQUE ET STRATEGIQUE DE L'ETAT POSTCOLONIAL EN AFRIQUE CENTRALE 85

SECTION I : LA CRISE DE L'ETAT PROVIDENCE EN AFRIQUE CENTRALE 86

PARAGRAPHE I : LE PARADOXE DE L'ABONDANCE EN AFRIQUE CENTRALE 87

A - DES ECONOMIES RICHEMENT DOTEES PAR LA NATURE 88

1. Analyse croisée des trajectoires économiques de trois pays richement dotés en ressources minières 89

2. Analyse des ressources agricoles du Cameroun, de la RD Congo et de la Centrafrique 95

B - DES ÉCONOMIES FORTEMENT DÉPENDANTES DES RESSOURCES NATURELLES : L'AFRIQUE CENTRALE DANS L'ÉTAU DU *RENTIERISME* 98

PARAGRAPHE II : LE TEMPS DE LA CRISE ECONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE 106

A - DU SULTANISME DANS LA GOUVERNANCE AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE 106

1. La mégalomanie de MOBUTU et BOKASSA à la chute économique de la RD Congo et de la Centrafrique 107

2. Le volontarisme économique insuffisant du Cameroun 110

B - L'AFRIQUE CENTRALE DANS L'ETAU DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL 112

1. Le Cameroun à l'épreuve des Programmes d'Ajustement Structurels 113

2. Les Programmes d'Ajustement Structurels en RD Congo et en Centrafrique 114

SECTION II : LES TRAJECTOIRES DE L'ETAT FAIBLE FACE A L'INSECURITE REGIONALE SANS PRECEDENT EN AFRIQUE CENTRALE 117

PARAGRAPHE I : LA FAILLITE, MÊME RELATIVE DE L'INSTITUTION MILITAIRE EN AFRIQUE CENTRALE 118

A- LE MILITARISME RELATIF DES FORCES DE DEFENSES ET DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 119

1. l'implication des militaires dans le jeu politique en Centrafrique et en RDC 120

2. L'exception de l'armée camerounaise dans une sous région troublée 121

B. LA CORRUPTION ET LA BRUTALITÉ DES FORCES DE L'ORDRE EN AFRIQUE CENTRALE 125

1. Des forces de l'ordre corrompues ou l'accentuation de la crise de l'État 126

2. L'autoritarisme des forces de défense et de sécurité en Afrique centrale 129

PARAGRAPHE II : L'INSÉCURITÉ TRANSNATIONALE COMME FACTEUR AGGRAVANT DE LA CONJONCTURE CRITIQUE EN AFRIQUE CENTRALE 132

A. LE *WARLORDISM* COMME FACTEUR D'INSÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE 133

1. L'insécurité comme ferment de la contestation de l'autorité de l'État 134

2. Le terrorisme comme forme privilégiée de l'insécurité en Afrique Centrale 141

B. UNE SOCIOGENESE DU GRAND BANDITISME EN AFRIQUE CENTRALE 145

1. Les « coupeurs de routes » comme forme originelle du grand banditisme en Afrique centrale 147

2. La fin de la guerre froide et la complexification du grand banditisme en Afrique centrale 149

CHAPITRE II : L'ENCADREMENT PERFECTIBLE DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE : LE TEMPS DE LA DESTIGMATISATION 153

SECTION I : LA FABRIQUE D'UN REGIME D'ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SOCIETES PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE 154

PARAGRAPHE I : LES FONDEMENTS JURIDIQUES DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ AU CAMEROUN, EN RD-CONGO ET EN CENTRAFRIQUE 154

A- LE ROLE DE L'EXECUTIF DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 155

1. Le role du Chef de l'Etat dans la codification des activités privées de gardiennage au Cameroun 157

2. Le role du Gouvernement dans l'encadrement juridique des activités privées de gardiennage en RDC et en Centrafrique 160

B - LES TEXTES CONCERTÉS ENCADRANT LES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ EN AFRIQUE CENTRALE 163

1. Le droit du travail comme source de la régulation des activités privées de sécurité en Afrique centrale 163

2. Les conventions collectives liées à l'encadrement des activités privées de sécurité au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique 165

PARAGRAPHE II : ANALYSE DU CADRE DE CONTRÔLE DES ACTIVITES PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE 166

A- UNE ANALYSE DU CONTRÔLE DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE A PARTIR DE L'EXEMPLE FRANÇAIS DU CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ (CNAPS) 168

B - L'ENCADREMENT INSTITUTIONNEL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ AU CAMEROUN, EN RDC ET EN CENTRAFRIQUE 170

1. Le contrôle au niveau central 171

2. Le contrôle au niveau déconcentré : le rôle central du préfet 173

SECTION II : LE BRICOLAGE DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITÉS DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES 175

PARAGRAPHE I : LE FLOU SUR LES FONDEMENTS JURIDIQUES D'UN ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES 176

A - L'EMPRUNT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR LE MERCENARIAT 177

1. La Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique 177

2. La convention internationale des Nations Unies sur le Mercevenariat 180

B. LA *SOFT LAW* EN MATIERE DE REGULATION DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES 183

1. Le Document de Montreux et la régulation des activités des Sociétés Militaires Privées 184

2. Le code de conduite international des entreprises de sécurité privées 186

3. Les principes directeurs opposables aux Sociétés Militaires Privées 188

PARAGRAPHE II : ANALYSE DES PRATIQUES JURIDIQUES EN MATIERES D'ENCADREMENT INSTITUTIONNEL DES ACTIVITÉS DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES 189

A - UNE COMPETENCE NATIONALE FAIBLEMENT EXERCÉE DANS L'ENCADREMENT DES ACTIVITES DES SMSP EXERCEE EN AFRIQUE CENTRALE 189

1. Le Contrôle par les Etats mandants des Sociétés Militaires Privées 190

2. L'exemple de l'exercice assumé de leurs compétences par certains Etats hôtes d'activités SMSP 191

B- UNE DYNAMIQUE DE REGULATION PAR LES ACTEURS NON ETATIQUES 193

1. Présentation du Groupe de travail sur l'utilisation des mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes 193

2. L'Association du Code de conduite international 197

CONCLUSION DE LA PARTIE I 199

DEUXIEME PARTIE : L'IMPACT MITIGE DE L'ACTION DES SMSP SUR LA SECURITE ET LA STABILITE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE 200

CHAPITRE III : LES SOCIETES MILITAIRES ET DE SECURITE PRIVEES COMME CADRE DE SOUS TRAITANCE DES ENJEUX DE POLITIQUE INTERIEURE ET INTERNATIONALE : LE TEMPS DE L'ETAT RESILIENT 201

SECTION I : LA CONTRIBUTION DES SOCIETES DE SECURITE PRIVEE EN ŒUVRE DANS LA SOUS TRAITANCE DE LA SECURITE INTERIEURE : LE CAS DE LA SECURITE PUBLIQUE 203

PARAGRAPHE I : LES SOCIETES DE GARDIENNAGE COMME FIGURE MAJEURE DE LA CONTRIBUTION DES SMSP A LA SECURITE PUBLIQUE 204

A- LE VIGILE AU CAMEROUN, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET EN CENTRAFRIQUE 206

1. Du recrutement à la formation du vigile 206

2. Des profils sociologiques informés par le chômage des jeunes au Cameroun, en RD Congo et en Centrafrique 208

B- TYPOLOGIE DES SOCIETES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE 211

1. La classification administrative 211

2. La distinction selon la nationalité et par secteur d'activités 214

PARAGRAPHE II : LE DEPLOIEMENT DES SOCIETES PRIVEES DE SECURITE .. 219

A- LA COUVERTURE DES SITES PAR LES SOCIETES DE PRIVEES DE GARDIENNAGE EN AFRIQUE CENTRALE 219

1. Le vigile : un homme au service de la protection du « sommeil des bourgeois » ... 219

2. La protection des sites à risque par les SMSP en RDC et en Centrafrique 221

B - LES SMSP EN ŒUVRE DANS L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 222

1. La mise en place des dispositifs de vidéosurveillance en Afrique centrale : une analyse de la contribution des Sociétés de Sécurité à la fabrication des nouveaux *« yeux de l'Etat »* 223

2. Les SMSP à l'épreuve de la cyber-sécurité en Afrique centrale : le saut vers la sécurité 225

SECTION II : ENTRE MILITARISATION DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ ET RECONFIGURATION GEOSTRATEGIQUE: LES SMSP COMME NOUVEAU

CADRE DE SOUS-TRAITANCE DE L'ACTION INTERNATIONALE EN AFRIQUE CENTRALE 229

PARAGRAPHE I : DE LA « *DÉPENDANCE AU SENTIER* » DANS LA MOBILISATION DIPLOMATIQUE DES SMSP AFRIQUE CENTRALE 231

A- LE RÔLE DES SMP DANS LA PENETRATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PLACE DES PUISSANCES ANGLO-AMÉRICAINES EN AFRIQUE CENTRALE : LE NOUVEAU *« PROXY WAR »* 232

1. Les SMSP comme outil supplémentaire de la politique africaine des États-Unis .. 233

2.1. Les SMSP au service des deux alliés américains : cas de la Grande-Bretagne et d'Israël en Afrique centrale 239

2.2. Les SMSP comme cheval de Troyes des ambitions de puissances israélienne en Afrique centrale 242

B. LES SMSP DANS LA PENETRATION DES PAYS EMERGENTS EN AFRIQUE CENTRALE 247

1. Les SMSP au cœur de la projection africaine de la Russie 247

2. Les SMSP dans la politique africaine de l'Afrique du Sud : focus sur l'Afrique centrale 252

PARAGRAPHE II : LA MOBILISATION DES SMSP DANS LA CONSTRUCTION DES NOUVEAUX « *ARTS DE RÉSISTANCE* » DU CAMEROUN ET DE LA RD CONGO 257

A- LES SMSP DANS LA DIPLOMATIE DE DEFENSE DU CAMEROUN ET DE LA RD CONGO 259

B - LES SMSP AU SERVICE DE LA SURVIE DE L'ÉTAT EN CENTRAFRIQUE 264

CHAPITRE IV : L'IMPACT PARADOXAL DE L'ACTION DES SMSP SUR L'ETAT DE DROIT ET LA STABILITE EN AFRIQUE CENTRALE 269

SECTION I : UNE ANALYSE DE L'IMPACT PARADOXAL DES SMSP SUR LA DECONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE CENTRALE 270

PARAGRAPHE I : L'IMPACT PARADOXAL DES SMSP SUR L'ETAT DE DROIT EN AFRIQUE CENTRALE 273

A- LES SMSP COMME NOUVEAUX ACTEURS DE LA VIOLENCE EN AFRIQUE CENTRALE 275

1. La violence des Sociétés Militaires Privées et sa transposition en Afrique centrale 276

2. L'implication des Sociétés de gardiennage dans les actes de violence en Afrique centrale 279

B. LA DIMENSION SYMBOLIQUE DE LA VIOLENCE SECRETEE PAR L'INDUSTRIE PRIVEE DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 281

1. La privatisation de la sécurité comme cadre de transformation de la sécurité publique en bien de luxe 282

2. La privatisation de la sécurité comme instrument de « l'entre soi » en Afrique centrale 285

PARAGRAPHE II : LES SMSP COMME NOUVEAUX CADRES DE PRIVATISATION DE L'ÉTAT EN AFRIQUE CENTRALE 289

A. VERS UNE COMPLEXIFICATION DE LA CORRUPTION PAR LES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE 289

1. La sophistication de la criminalité à « *col blanc* » par les SMSP en Afrique centrale 291

2. l'implication des SMSP dans la grande corruption en RD-Congo 294

B. DES ACTEURS PRIVES IMPLIQUES DANS L'ECOLOGIE POLITIQUE DES CONFLITS: UN OUTIL AU SERVICE DU SOUTIEN AUX GEMMOCRATIE ? 296

1. Les ressources naturelles comme facteurs traditionnelles de l'economie politique des conflits en Afrique centrale 297

2. Les SMSP comme nouveaux acteurs de l'économie politique des conflits en Afrique centrale 301

SECTION II : L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT POT COLONIAL PAR LES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE 304

PARAGRAPHE I : L'EFFET PARADOXAL DES SMSP SUR LA PERMANENCE D'UNE DE L'INSECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 305

A. LA DESTABILISATION DES ÉTATS PAR L'ACTION DES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE 306

1. L'implication des SMSP dans les coups d'État militaires en Afrique centrale 307

2. L'aggravation de la prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres en Afrique Centrale 309

B. LES SMSP COMME MIROIR DE LA POLITIQUE DE L'INIMITIE EN AFRIQUE CENTRALE 311

1. Les milices privées au service de la stabilité des régimes alliés : le temps des configurations accommodantes 312

2. Les milices privées comme instruments de déstabilisation des régimes ennemis : le temps des configurations divergentes et conflictuelles 315

PARAGRAPHE II : LES SMSP COMME ACTEURS DE LA DECONSTRUCTIONDES DYNAMIQUES D'INTEGRATION REGIONALE EN AFRIQUE CENTRALE 317

A. LA CONSOLIDATION DE L'EXTRAVERSION STRATEGIQUE EN AFRIQUE CENTRALE 318

1. L'extraversion stratégique comme incapacité à produire la sécurité à partir des dynamiques endogènes en Afrique centrale 319

2. L'affaiblissement de l'architecture sous régionale de paix et de sécurité 322

B. L'IMPACT SUPERFICIEL DE L'ACTION DES SMSP SUR LES CONJONCTURES CRITIQUES EN AFRIQUE CENTRALE OU LES LIMITES DE LA PUISSANCE DANS LA RESOLUTION DES CRISES 323

1. L'échec du recours aux SMSP dans la stratégie de lutte contre le terrorisme ou les leçons du voyage de Gulliver en Lilliput 326

2. Quelles perspectives pour la résolution des crises en Afrique Centrale ? 330

CONCLUSION PARTIE II 332

CONCLUSION GENERALE 333

SECTION I : BILAN THEORIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE DE L'ETUDE 334

PARAGRAPHE I : BILAN THEORIQUE DE L'ETUDE 334

A. L'OPERATIONNALISATION DES CADRES THEORIQUES 334

1. L'effectivité du Transnationalisme dans l'analyse de la privatisation en Afrique centrale 334

2- L'operationnalisation du Néoréalisme dans l'étude de la sécurite privée en afrique centrale 338

a. tres moyens en Afrique Centrale 338

b. Le Néoréalisme à travers la conceptualisation de la guerre par procuration via les SMSP en Afrique centrale 339

B. VERIFICATION DES HYPOTHESES DE LA THESE 339

1. L'hybridité comme caractéristique des nouvelles dynamiques de la production de la sécurité 339

2. La conjoncture fluide comme hypothèse matrice d'analyse des niveaux de la privatisation de la sécurité au Cameroun, en RD-Congo et en Centrafrique 340

PARAGRAPHE II : BILAN EPISTEMOLOGIQUE DE L'ETUDE 342

A. UNE APPROCHE ENDOGENE DES SMSP ADAPTEE AUX REALITES DE L'AFRIQUE CENTRALE 342

B. L'OBJECTIVATION DE L'AFRIQUE CENTRALE COMME THEATRE MAJEUR DU « *PROXY WAR* » DANS LE CADRE DE CE TRAVAIL 343

SECTION II: BILAN EMPIRIQUE DE L'ETUDE 344

PARAGRAPHE I : LES DIFFICULTES INHERENTES A LA REALISATION DE CETTE ETUDE 345

A. LES DIFFICULTES SYSTEMIQUES OU GENERALES 345

1. La survenance de la pandémie à covid 19 345

2. Les difficultés logistiques et financières 346

B. LES DIFFICULTES SPECIFIQUES LIEES A LA REDACTION DE CETTE THESE 347

1. Les difficultés liées à l'accès à l'information sur un sujet touchant à la sureté de l'Etat 347

2. Une collecte d'informations marquée par la suspicion 349

PARAGRAPHE II : PERSPECTIVES SUR LA PRIVATISATION DE LA SECURITE EN AFRIQUE CENTRALE 351

A. RENFORCER L'ETAT AFRICAIN POUR UN MEILLEUR ENCADREMENT DES SMSP EN AFRIQUE CENTRALE 351

1. De l'harmonisation des dispositifs juridiques des pays de l'Afrique centrale 351

2. Vers la symphonie entre les commissions nationales chargées de l'encadrement des sociétés de sécurité privées en Afrique centrale 353

B. L'AMELIORATION DE LA REGULATION DES ACTIVITES DES SOCIETES MILITAIRES PRIVEES EN AFRIQUE CENTRALE 354

1. Une opportunité pour la consolidation de l'intégration en Afrique centrale 355

2. Plaidoyer pour un meilleur encadrement institutionnel des SMSP en Afrique centrale 357

ANNEXES 359

BIBLIOGRAPHIE 380

TABLE DES MATIERES 448